

ANDREÏ **KOZOVOÏ**

TEXTO

Les Services secrets russes

Des tsars à Poutine

ANDREÏ KOZOVOÏ

LES SERVICES SECRETS RUSSES

Des tsars à Poutine

Édition revue, enrichie et actualisée

TEXTO

Édition revue, enrichie et actualisée

Texto est une collection des éditions Tallandier

Remerciements pour la nouvelle édition

Ambrillouet, Rodolphe Baudin, Marie-Claude Berge,
Maria-Luisa Bonaque, Martine Citron, Jean-François Gayraud,
Jean-Jacques Marie, Grégory Rayko, Françoise Thom.
Et, comme toujours, Olga.

Conseiller éditorial : Claude Quétel



48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

EAN : 979-10-210-4267-4

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.



À Claude, mon indéfectible OT

Sigles et abréviations

Pour les dates de fondation des institutions liées aux services secrets, se référer à la chronologie en fin d'ouvrage.

AFP : Agence France Presse.

Amtorg : Amtorg Trading Corporation, première représentation commerciale soviétique aux États-Unis.

ARA : American Relief Association.

Arcos : All-Russian Cooperative Society, première représentation commerciale soviétique au Royaume-Uni.

ASA : agence de sécurité des forces armées, ancêtre de la NSA.

AVR : Académie du renseignement étranger.

BND : services de renseignement ouest-allemand.

CEE : Communauté économique européenne. L'Union européenne lui a succédé en 1992.

Chon : « école à mission spéciale » soviétique destinée aux futurs espions. Prend d'autres appellations par la suite.

CIA : Central Intelligence Agency, services de renseignement américain à l'étranger. Également appelé « la Compagnie ». Son ancêtre est l'OSS, Office of Strategic Services.

Comecon : également appelé CAEM, Conseil d'assistance économique mutuelle, organisation économique transnationale regroupant l'URSS et les pays communistes d'Europe médiane.

DRG : groupes de sabotage et de renseignement de la PGU (sigle russe).

DST : Direction de la surveillance du territoire (contre-espionnage français).

FBI : Federal Bureau of Investigation, services de renseignement et de surveillance de l'intérieur, créé en 1935. Son principal ancêtre est le BOI, le Bureau of Intelligence.

FNLA : Front national pour la libération de l'Angola.

FPLP : Front populaire pour la libération de la Palestine.

FSB : Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie.

GPU : Direction politique d'État (parfois écrit Guépéou).

GRU : Direction principale du renseignement (donc *la* GRU), nom des services secrets de l'armée russe après la Seconde Guerre mondiale. Auparavant, on parlait de « 4e direction de l'état-major de l'Armée rouge » (Razvedoupr).

GU : Département principal de l'état-major de l'armée tsariste. C'est également le nom du renseignement militaire depuis 2010, même si officieusement on parle toujours de « GRU ».

GUGB : Administration principale de la sécurité d'État.

HCUA : comité de la Chambre des représentants contre les activités antiaméricaines, créé en 1938 pour mettre au jour toutes les organisations hostiles au régime démocratique américain (d'extrême droite comme d'extrême gauche).

Humint : acronyme de « *human intelligence* », renseignement fondé sur le facteur humain, soit des agents recruteurs et infiltrés. L'espionnage au sens strict, c'est l'*humint*.

HVA : section étrangère de la Stasi, police politique de la RDA.

Imemo : Institut de l'économie mondiale et des relations internationales, Moscou.

INO : « Département étranger », section chargée du renseignement à l'étranger au sein des services secrets soviétiques. Ancêtre de la PGU.

Intourist : organisme soviétique chargé de l'accueil des touristes étrangers en URSS, et de l'envoi de touristes soviétiques à l'étranger.

Iskan : Institut des États-Unis et du Canada de Moscou.

KGB : Comité pour la sécurité d'État. Ses membres sont appelés avec mépris les « guébistes ».

KI : Comité de l'information.

KKK : Ku Klux Klan, organisation suprémaciste blanche fondée aux États-Unis en 1865.

Komintern : Internationale communiste.

KRO : section de contre-espionnage de l'OGPU.

MGB : ministère de la Sécurité d'État d'URSS.

MGIMO : Institut d'État de Moscou pour l'étude des relations internationales.

MGU : Université d'État de Moscou, également appelée université Lomonossov.

MI5 : Military Intelligence, section 5. Agence de contre-espionnage et de sécurité britannique.

MI6 : connue également sous le nom de « SIS » (Secret Intelligence Service), agence britannique de renseignement à l'étranger.

MID : ministère des Affaires étrangères russe et soviétique.

MPLA : Mouvement populaire de libération de l'Angola.

MVD : ministère de l'Intérieur russe et soviétique.

Narkomindel : commissaire du peuple pour les Affaires étrangères, ancêtre du ministre des Affaires étrangères soviétique. *Narkom* désigne un ministre jusqu'en 1945.

NEP : Nouvelle politique économique, établie par Lénine en 1921.

Niirp : Institut de recherches scientifiques des problèmes du renseignement de la PGU (Moscou).

NKVD : Commissariat du peuple à l'intérieur.

NSA : Agence de sécurité nationale, organisme américain spécialisé dans le déchiffrement et l'interception.

NTR : renseignement scientifique et technique (y compris portant sur l'arme nucléaire).

Ogenkvar : section du quartier-maître général au sein de l'état-major.

OGPU : Direction politique d'État unifiée.

OLP : Organisation de libération de la Palestine.

OMS : département des relations internationales du Komintern.

OT : officier traitant (voir ce mot).

OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

Oxbridge : universités d'Oxford et de Cambridge.

PCF : Parti communiste français.

PCI : Parti communiste italien.

PGU : « première direction principale », section du KGB chargée du renseignement à l'étranger, successeur de l'INO. Les Russes parlent aussi de « glavk » pour désigner une direction. À son tour, la PGU est subdivisée en d'autres directions désignées par des lettres (K pour contre-espionnage étranger, T pour science et technologie…).

Photint : *photo intelligence*, renseignement fondé sur la collecte d'images satellite ou prises à l'aide d'avions de renseignement tels que le fameux U2 américain.

Politburo : organe de décision le plus important dans le système politique soviétique, dans lequel entrent les membres les plus influents du Comité central. De 1953 à 1966, il porte le nom de Présidium.

Poum : Parti ouvrier d'unification marxiste espagnol (trotskiste).

RAF : Royal Air force/Fraction armée rouge.

RFA/RDA : République fédérale d'Allemagne (Allemagne de l'Ouest)/République démocratique allemande (Allemagne de l'Est).

RGANI : Archives d'histoire contemporaine de Russie.

RGASPI : Archives nationales russes d'histoire politique et sociale.

RIAN : « attaque par missiles nucléaires », programme de surveillance soviétique d'une attaque potentielle venant des États-Unis.

ROVS : Union des armées combinées de Russie.

RSFSR : République fédérative socialiste de Russie, apparaît en 1918.

SALT : Strategic Arms Limitation Talks, traités de désarmement de missiles nucléaires à longue portée (1972 et 1979).

SDECE : service de documentation extérieure et de contre-espionnage (France), ancêtre de la DGSE.

Sigint : abréviation de *signals intelligence*, ensemble de méthodes par lesquelles on intercepte des informations étrangères (des écoutes téléphoniques à la lecture d'images satellitales).

SIS : Secret Intelligence Service, services de renseignement britanniques : voir *MI6*.

Smerch : acronyme de « mort aux espions », organisation de contre-espionnage de l'Armée rouge dirigée par le NKVD qui officie pendant la Seconde Guerre mondiale.

SPD : Parti socialiste d'Allemagne.

Spetsnaz : forces à mission spéciale, détachements d'élite de la GRU.

SR : Organisation des socialistes-révolutionnaires.

StB : Sécurité d'État, services de renseignement tchécoslovaque.

SVR : Services de renseignement étranger de la Fédération de Russie. Héritier de la PGU du KGB.

TASS : agence télégraphique d'Union soviétique, principale agence de presse soviétique avec API (Agence de presse Novosti).

Tchéka : « commission extraordinaire nationale pour la lutte contre la contre-révolution et le sabotage », premier avatar de la police politique soviétique. Les membres de la police politique sont appelés les « tchékistes ». Le terme est utilisé après la disparition de la Tchéka pour désigner les agents des services secrets russes en général.

Techint : abréviation de *technical intelligence*, renseignement provenant de sources étrangères liées à l'équipement et aux capacités technologiques. Inclut l'utilisation de l'informatique, des satellites, etc.

TsSR : Service central du renseignement d'URSS.

Unita : Union pour la libération totale de l'Angola.

URSS : Union des républiques socialistes soviétiques (1922-1991).

VGU : deuxième direction principale du KGB, spécialisée dans le contre-espionnage en URSS.

Glossaire

Affaires mouillées : également traduites par « affaires humides », elles désignent les enlèvements et assassinats orchestrés par les services secrets soviétiques à l'étranger. Voir aussi *Missions spéciales*.

Agent d'influence : personne qui travaille pour les services de renseignement, mais qui ne peut être qualifiée d'« espion », car elle ne possède pas d'accès à des secrets d'État. La personne est utilisée, parfois à son insu, pour influencer les décideurs politiques et économiques d'un pays, et/ou l'opinion publique.

Agent de liaison/officier traitant : résident en charge d'un recruté local. Les Russes parlent d'*oper-rabotnik*. Si l'on veut être précis dans l'usage du vocabulaire, les officiers de renseignement russes et soviétiques ne doivent pas être appelés « espions ». Voir *Sources*.

Agent de pénétration/d'infiltration : voir *Taupe*.

Agent double/agent triple : agent qui prétend travailler pour une puissance, alors qu'il travaille pour une autre/agent qui travaille pour le compte de trois puissances différentes, à leur insu.

Agentura : ensemble des agents illégaux d'un réseau situé à l'étranger.

Apparatchik : personne qui travaille au sein du Comité central du Parti communiste soviétique, à Moscou (le Comité central, avec le Bureau politique ou *Politburo*, est le bras décisionnel du Parti communiste soviétique).

Aquarium : surnom du QG des services de renseignement de l’armée, la GRU, dans la périphérie de Moscou. Jusqu’en 2006, année où est inauguré le nouveau QG, il est aussi surnommé *stekliachka*, « la maison en verre ».

Centre : appellation du quartier général des services de renseignement de la police politique russe et soviétique, situé dans le centre de Moscou, à la Loubianka.

Courrier : agent jouant le rôle de messager entre la source et le commanditaire, ou son représentant.

Défecteur : calque de l’anglais *defector*, qui désigne un officier décidant de déserter son organisation d’origine, généralement en fournissant des informations au services de renseignement adverse. La plupart suivent naturellement la direction Est-Ouest. Le français utilise souvent le terme *transfuge*.

Désinformation : tactique consistant à « intoxiquer » l’autre en lui fournissant des informations inexactes, souvent par le biais d’un tiers.

Espion : au sens strict, il ou elle n’est pas un agent d’un services de renseignement, mais une personne qui trahit son pays pour servir un pays étranger, après avoir été *cultivé* (ou *séduit*). Voir *Officier traitant*, *Taupe*.

Guébiste (ou kaguébiste) : membre du *KGB*. Voir Sigles et abréviations.

Hirondelle : dans le jargon du renseignement soviétique, jeune femme spécialement entraînée pour obtenir des informations en usant de ses charmes. Pour les hommes, on parle d’« *espions Roméo* ».

Iavki : pluriel de *iavka*, mot russe qui désigne un lieu sécurisé (un appartement, mais le plus souvent une maison) où se déroulent les *briefings* des espions. Se trouvent le plus souvent dans les grandes capitales.

Illégal (agent ou résident) : voir *Résident*.

Légende : biographie inventée de toutes pièces que les agents illégaux russes doivent apprendre avant d’être envoyés en mission.

Ligne : section d'une résidence à l'étranger. Les plus connues sont la PR (renseignement politique), KR (contre-espionnage) et X (renseignement scientifique et technologique). La ligne F est chargée quant à elle d'actes de sabotage, des « opérations spéciales ».

Loubianka : QG du renseignement civil russe, situé dans le centre de Moscou. Surnommée également « la Grande Maison », elle comporte une prison interne.

Missions (ou opérations) spéciales : opérations sortant de la routine du renseignement, allant du sabotage à l'assassinat.

Nom de code : nom donné à un agent ou à une source d'information régulière à des fins de conspiration.

Officier traitant : permanent responsable des services de renseignement chargé de recruter puis d'assurer le suivi d'un agent.

Opération active : également appelée « mesure active », toute opération de renseignement destinée à influencer la politique d'un État adverse, de la désinformation publiée dans la presse à l'assassinat.

Propagande noire : mesures actives destinées à provoquer un scandale dans le pays cible.

Réseau : voir *Agentura*.

Résident : agent se trouvant à l'étranger dans une base de renseignement appelée résidence, *station* en anglais et *rezidentura* en russe (souvent le dernier étage des représentations russes et soviétiques – ambassades, consulats, missions permanentes…) et opérant en réseau (voir *Agentura*). Les résidents peuvent être légaux, c'est-à-dire opérant sous une couverture diplomatique ou commerciale et utilisant leur vrai nom ; ou illégaux, se faisant passer pour des étrangers, avec de faux documents et le plus souvent des noms d'emprunt, ne bénéficiant pas de l'immunité diplomatique. Les plus connus d'entre eux, une douzaine d'hommes et de femmes qui opèrent dans les années 1920-1930, sont appelés « les grands illégaux ».

Sources : personnes qui informent les Russes. Les sources étrangères se divisent en quatre groupes : les plus fréquentes, les « contacts neutres »

(employés, femmes de ménage, passants…) et les « contacts d’information » (diplomates, journalistes, hommes d’affaires…), ne sont pas des espions au sens strict, mais des « sources auxiliaires ». De leur côté, ceux qui sont effectivement recrutés (et sont donc de véritables espions) sont soit des « agents » (des personnes dont les contacts avec les Russes se font en secret), soit des « contacts de confiance » (des personnes rencontrées au vu et au su de tous).

Taupe : agent étranger qui a infiltré une institution souvent « sensible ». Dans ce cas-là, on parle justement d’« espion ».

Tchékiste : voir *Tchéka* (Sigles et abréviations).

Transfuge : voir *Défecteur*.

Walk-in : personne qui propose bénévolement ses services pour espionner (à la différence d’un agent recruté après un long travail d’approche).

Introduction

– Reste à l'écart de ces gens-là !
– Qui, les Ruskoffs ?
Ronin (1998)[1]

Comment un agent soviétique a-t-il été démasqué le jour de son arrivée à Londres ? Il est sorti des toilettes d'un restaurant en fermant sa braguette. Et comment un agent britannique a-t-il lui aussi été capturé après son arrivée à Moscou ? Il s'est levé pour proposer sa place à une femme dans un trolley.
Histoire drôle soviétique des années 1960

La rencontre

Le bureau de presse du SVR est un ancien hôtel particulier du XVIII[e] siècle – un *osobniak* – en retrait de la rue Ostojenka, une artère animée du sud-ouest de Moscou. Cet intermédiaire entre le monde ultra-secret du renseignement et celui des médias affiche une façade très discrète. À la différence des institutions étatiques de la nouvelle Russie, qui exhibent fièrement leur identité à l'aide d'imposantes plaques de bronze ou de marbre, ici, aucune inscription ne guide le voyageur curieux d'en savoir davantage sur l'ouvrage architectural du temps jadis. Devant la porte d'entrée grillagée qui préserve l'anonymat de l'hôtel particulier ne

figure qu'un simple bouton noir en guise d'Interphone. Seule la couleur de la construction, un jaune fatigué, tranche avec la grisaille ambiante.

C'est par un matin ensoleillé de décembre que je me présente devant le portail[2]. Si les archives des services de renseignement occidentaux ont commencé à s'ouvrir aux chercheurs, alors pourquoi pas les archives russes ? Telle est la question qui motive ma visite, et le SVR est un passage obligé. Le rendez-vous avec le directeur du bureau de presse, Ivan Sergueïevitch Nikolaïev[3], est pris depuis longtemps. Le gardien, sec et court sur pattes, les cheveux poivre et sel, entièrement vêtu de noir, sort de son bureau pour m'annoncer au maître des lieux, après m'avoir courtoisement indiqué un des fauteuils du parloir ; un luxe dans une Moscou où extirper la moindre formule de politesse relève de l'exploit.

Nikolaïev, un homme de quarante-neuf ans à l'allure imposante, semble avoir oublié notre rendez-vous. Son visage rond trahit une impatience propre à ceux qui ont l'habitude de fréquenter les grands de ce monde. Pendant que je lui rappelle l'objet de ma visite, Nikolaïev me scrute avec méfiance, puis se ressaisit et m'invite à le suivre. Je traverse une antichambre à la bibliothèque bien fournie, avant d'arriver dans un grand salon. Quatre canapés confortables forment un carré autour d'une table basse. La pièce est sombre. Ivan Sergueïevitch m'invite à m'asseoir et éclaire le lieu.

Branche-t-il en passant une caméra pour immortaliser l'entretien ? Donne-t-il l'indication à ceux qui sont cachés derrière la glace, forcément sans tain, de commencer leur observation ? Vais-je quitter ce lieu avec un micro sous la semelle de mes souliers ? Les fantasmes naissent bien vite dans cette situation. Pendant que j'imagine toutes sortes de scénarios plus ou moins farfelus, un autre responsable du bureau de presse, plus jeune, se joint à nous.

Les deux hommes m'observent avec un air de curiosité teintée d'incrédulité. Habitués à voir dans les visiteurs des provocateurs potentiels, ils pensent sans doute que je ne suis pas celui que je prétends être. Je m'empresse de leur présenter mes travaux et ma carte de visite.

Rassurés sur mon identité, ils restent mal à l'aise. Mon « jeune » âge (trente-quatre ans à l'époque…) autant que la nature de mon projet les interpellent. L'un d'eux va jusqu'à me demander la raison d'un « énième livre sur le renseignement russe ». Très sérieusement, il s'interroge sur la possibilité de traduire ce qui existe déjà en Russie. Sa question – si tant est qu'elle est sincère – dénote une méconnaissance profonde du lectorat français, autant qu'une incapacité à distinguer un vrai travail de recherche de l'hagiographie, domaine dans lequel les éditeurs russes spécialisés dans le renseignement sont experts.

À ma question volontairement naïve « pourquoi ne pas déclassifier les archives de la guerre froide, maintenant qu'elle est terminée ? », les deux hommes s'en sortent par des pirouettes sur l'imprescriptibilité du secret des archives du renseignement et, le cas échéant, la nécessité pour moi de « poser des questions précises », pour que les archivistes du SVR, toujours serviables, puissent me fournir les réponses adéquates[4]. À mes questions précises sur l'implication réelle d'une personnalité politique, américaine ou française dans le travail avec les services secrets russes et soviétiques, ils avancent qu'il ne faut pas voir « la main du Kremlin » partout. Ce qui importe, me conseillent-ils, est de replacer les services secrets russes dans une perspective comparatiste : en ce sens, dit Ivan Sergueïevitch, l'espionnage russe n'a rien d'exceptionnel ; rien ne le distingue d'autres services de renseignement.

Pédagogue, l'homme me conseille de lire les œuvres de Constantin Melnik (1927-2014). Ce spécialiste du renseignement, d'origine russe, ne considérait-il pas que les livres parus sous la houlette du SVR en Russie sont irremplaçables et monumentaux ? Que Vassili Mitrokhine, le transfuge dont les révélations, publiées en 1999, ont fait beaucoup de mal aux services de renseignement russe, a une « intelligence limitée » ? Et que l'*Homo americanus* est arrogant et naïf, qu'il est « congénitalement condamné à une incompétence abyssale » du renseignement dans sa version la plus noble, l'Humint[5] ?

Mieux, conclut Nikolaïev, à la différence de la CIA, le KGB, lui, n'a jamais tenté d'assassiner des personnalités politiques à l'étranger (*sic*). D'ailleurs, comme s'il fallait une preuve de la bonne image de la Russie, avance-t-il, à la différence de George Bush, « personne ne jette de chaussures sur Dimitri Medvedev ». Lancer des chaussures sur Medvedev, un président-marionnette, quelle drôle d'idée, en effet ! Mais combien de Russes ne rêvent-ils pas d'en découdre avec Poutine, l'homme qui a tout fait pour torpiller la liberté d'expression ?

Mes précautions oratoires se révèlent inutiles. Mes interlocuteurs n'ont manifestement pas envie de me révéler quoi que ce soit d'inédit. Pendant une heure, ils ont éclairé ma lanterne sur un ton douceâtre, me racontant de belles histoires sur les preux services de renseignement russes et l'innommable CIA. À cela, rien de surprenant. Sans contacts haut placés, je suis incapable de payer rubis sur l'ongle l'accès aux archives secrètes, à l'instar du journaliste américain Allen Weinstein et de l'ancien officier du KGB Alexandre Vassiliev[6]. Et puis, surtout, nous ne sommes plus au début des années 1990, à une époque où la Russie cherchait à séduire l'Occident en déclassifiant des archives secrètes[7]. Pour éviter la publication de livres compromettants, les services secrets russes achètent désormais – les premiers – les droits de traduction d'ouvrages tels que ceux de Christopher Andrew ou de Mémoires de transfuges : les éditeurs russes qui veulent briser le cercle vicieux des hagiographies se retrouvent ainsi bloqués, le SVR leur opposant une fin de non-recevoir dès lors qu'ils souhaitent publier en Russie ces best-sellers gênants pour le Kremlin[8].

L'entretien touche à sa fin. Je vais donc repartir bredouille… ou presque. Si aucun document nouveau ne vient enrichir mon projet, j'aurai néanmoins goûté au plaisir de découvrir le mode de pensée des agents russes actuels et tiré les conclusions qui s'imposent sur la continuité entre la Russie d'hier et celle d'aujourd'hui. Ce qui, pour mon enquête, est tout à fait essentiel.

L’enquête

Qui connaît aujourd’hui Meredith Knox Gardner ? La possibilité d’un livre un tant soit peu crédible sur le renseignement russe n’aurait sans doute pas été possible sans le travail de cet Américain bien tranquille.

Né en 1912 dans la petite ville d’Okolona, dans le Mississippi, Gardner grandit avec sa mère et son frère à Austin, dans le Texas. À trois ans, il apprend à lire ; à huit, il découvre sa première langue « exotique », le yiddish, qu’il apprend en autodidacte, à la manière d’un problème mathématique. À vingt-trois ans, il connaît une douzaine de langues, dont le russe, mais aussi le sanskrit.

Gardner choisit l’allemand comme langue principale, qu’il enseigne à l’université d’Akron, dans l’Ohio, quand se produit l’attaque de Pearl Harbor. En bon patriote, il accepte prestement l’offre d’un de ses professeurs de se porter volontaire pour travailler à Washington, dans la base militaire ultra-secrète de la Signal Security Agency, à Arlington Hall. Des dizaines d’agents, principalement des femmes, y traitent les messages interceptés conjointement par les Américains et les Britanniques. Des messages allemands, japonais et soviétiques.

Les Américains amassent les télégrammes russes depuis les années 1930, mais ce n’est que le 1er février 1943 qu’un bureau spécial est dédié à leur déchiffrement à Arlington Hall. Dans un premier temps, deux personnes sont chargées de décrypter quelque 200 000 messages. L’opération porte alors le nom de code de « Problème bleu » ; plus tard, elle s’appellera « Venona », et c’est sous ce nom qu’elle sera révélée au grand public… le 11 juillet 1995[9].

Il faudra presque quatre ans pour que les Américains parviennent à soulever un coin du voile. Meredith Gardner ne fait pas partie de l’équipe initiale : germaniste, il travaille sur les codes allemands et se fait rapidement remarquer en apprenant le japonais en seulement trois mois. Une fois la guerre terminée, le Problème bleu devient prioritaire, et il se voit confier les télégrammes russes.

Courant 1946, après de longues journées à contempler pendant des heures les suites de chiffres cabalistiques, Gardner réalise que les Soviétiques ont fait l'erreur d'utiliser leurs codes à plusieurs reprises. En effet, pendant la guerre, en raison d'une pression toujours plus grande de l'état-major, leurs services secrets se sont servis plusieurs fois des mêmes « masques jetables », destinés en principe à un usage unique. C'est un début : les « masques jetables » constituent la deuxième partie du codage, après le chiffrement « traditionnel », réalisé grâce à un dictionnaire. À cet effet, Gardner s'appuie sur un dictionnaire de chiffrage rapatrié d'Allemagne, que les Finlandais, en 1941, avaient réussi à sauver des flammes dans des circonstances rocambolesques.

Le 20 décembre 1946, Gardner déchiffre son premier message. Il réalise alors qu'il ne s'agit pas d'informations liées aux échanges commerciaux, mais d'espionnage pur et simple. Et il prend peur. Plusieurs mois plus tard, en août 1947, il rédige son premier rapport, où il est question des « noms de codes » dans les télégrammes. Et donc d'agents en chair et en os, qui opèrent en toute sérénité sur le sol américain. Mais la vraie percée n'arrive pas avant octobre 1948. Gardner obtient alors l'aide déterminante d'un agent talentueux du FBI, Robert Lamphere, son parfait opposé sur le plan physique comme celui du caractère. Grâce à son ami « Bob », Gardner obtient des télégrammes, pris en photo illégalement dans le consulat soviétique pendant la guerre, avant qu'ils ne soient envoyés au chiffrage. En croisant ces derniers avec les documents chiffrés dont il dispose, il parvient à reconstituer, petit à petit, le dictionnaire des services secrets russes. Et à mettre à jour l'opération « Enormoz », l'espionnage atomique soviétique aux importantes ramifications.

Les télégrammes déchiffrés dans le cadre de l'opération Venona, datés des années 1943-1945, et croisés avec d'autres sources, ont permis de corroborer les allégations de nombreux transfuges russes, coupant court aux cris d'orfraie des uns sur « les élucubrations paranoïaques du FBI » ou aux tentatives de dénoncer le « mercantilisme des traîtres » des autres. Mais ont-ils permis de connaître dans leur intégralité les secrets

soviétiques de cette période ? Loin de là. Sur l'ensemble des textes interceptés, seulement trois mille ont été décryptés et déclassifiés. Quant aux années qui suivent la Seconde Guerre mondiale, la récolte est encore plus mince. La disparition de l'URSS a permis d'entrouvrir la porte des archives du KGB, vite refermée.

Les révélations de Venona n'ont pas relégué aux « poubelles de l'histoire » le fameux mythe de la « chasse aux sorcières », d'Américains victimes d'un sénateur paranoïaque et antisémite nommé Joseph McCarthy. L'affaire des époux Rosenberg, exécutés sur la chaise électrique en 1953, est un cas d'école. Soutenus de leur vivant par une campagne internationale pour leur libération, ils bénéficient d'une aura de martyrs après leur mort.

En France, où la campagne pour leur libération avait été très virulente, la construction du mythe des Rosenberg innocents n'est pas seulement le fait de communistes, puisque l'un de leurs avocats les plus connus n'est autre qu'Alain Decaux, célèbre historien qui écrit en 1966 la pièce *Les Rosenberg ne doivent pas mourir*. Adapté pour la télévision en 1975, ce récit hagiographique marque les imaginaires. Le récit de Decaux, et de bien d'autres, contribue à la diffusion d'expressions telles que « meurtre rituel » et « boucs émissaires »[10]. La logique perverse est devenue imparable : si, comme l'a dit un jour Sartre, « tout anticommuniste est un chien », celui qui ne croit pas dans l'innocence des Rosenberg est forcément un antisémite.

Venona aurait dû mettre fin au mythe des Rosenberg innocents, mais on sait bien à quel point le syndrome des « paupières lourdes » est prégnant. Le Comité français de défense des Rosenberg, créé en 1951, devient en 1993 Groupe d'initiative pour le réexamen de l'affaire Rosenberg, puis Association pour le réexamen de l'affaire Rosenberg en 1995 : loin de s'autodissoudre, elle reste active au moins jusqu'en 2006. Autre exemple révélateur, les Mémoires d'Alexandre Feklissov, l'officier traitant de Julius Rosenberg, intitulés *The Man behind the Rosenbergs* en anglais, sont publiés en français sous le titre pudique *Confessions d'un*

agent soviétique. En 2002, Roger Pinto refait le procès des époux dans *Julius et Ethel Rosenberg. Un déni de justice, 1950-1997*. En 2003, Blanche Finger défend la réputation d'Ethel Rosenberg dans son documentaire *Ethel Rosenberg, la dernière danse*, diffusé sur France 2, à l'audience autrement plus importante que l'ouvrage de Florin Aftalion, publié la même année, dont le titre ose briser le tabou de la « trahison ».

En 2009, André Kaspi publie un petit livre synthétique sur les « espions ordinaires » (un adjectif révélateur de la difficulté à les condamner), pour être quand même contredit par l'un des fils des Rosenberg, Michael Meeropol[11]. La même année, Gérald Jaeger, dans *Les Rosenberg. La chaise électrique pour délit d'opinion*, affirme qu'« au-delà des jugements sur leur innocence ou leur culpabilité, leur geste de liberté face à l'accusation ne doit pas être considéré comme un épiphénomène de l'Histoire, mais bien comme un acte de résistance contre la chasse aux sorcières[12] ». Constantin Melnik, toujours prompt à accabler l'*Homo americanus*, parle des « toujours brûlantes et controversées arrestation, condamnation et inhumaine exécution aux États-Unis des malheureux époux Rosenberg[13] ». La mort des Rosenberg permet d'éviter de parler de leur culpabilité : c'est la tactique des services secrets russes qui affirment qu'ils n'ont pas « le droit moral de parler de l'appartenance des Rosenberg au KGB [*sic*], [après leur] sacrifice sur la chaise électrique[14] » !

*
* *

Les révélations de Venona, aussi importantes qu'elles aient pu être, n'ont en réalité fait que titiller notre curiosité pour les services secrets russes, qui continuent de nourrir les plus grands fantasmes. De nouveaux ouvrages portant sur les espions russes sortent pratiquement tous les mois. Même si cette popularité est surtout le fait des pays anglo-saxons, l'ampleur du phénomène apparaît incontestable.

Si l'on cherche à expliquer cet intérêt constant pour le renseignement russe, on s'aperçoit qu'il profite d'un ensemble de facteurs, à la fois

anciens et nouveaux. Tout d'abord, l'attrait bien ancien pour la Russie, « un rébus enveloppé de mystère au sein d'une énigme » selon la fameuse expression de Winston Churchill, ne se dément pas. L'émergence de nouveaux documents, un fond d'anciennes sympathies à l'égard des « victimes du maccarthysme », mais également, et peut-être surtout, un zeste de « nouvelle guerre froide » constituent les autres ingrédients de ce cocktail explosif.

Qu'en est-il, justement, de cette nouvelle guerre froide, et en quoi est-elle susceptible de contribuer à un renouveau du renseignement russe et en même temps de l'intérêt pour celui-ci de la part du public ? Expression journalistique forgée à la fin des années 1990, elle revient sur le devant de la scène dans les années 2004-2008, lorsque la Russie de Vladimir Poutine et l'Amérique de George Bush fils s'accusent mutuellement de velléités « impérialistes ». L'avènement de l'administration Obama en janvier 2009 semble augurer d'une nouvelle ère dans les relations américano-russes, mais il n'en est rien. Après une dégradation sensible des relations entre la Russie et l'Occident suite à l'annexion de la Crimée par Moscou, l'élection de Donald J. Trump en novembre 2016, appuyé par les services secrets du Kremlin, puis, deux ans plus tard, l'empoisonnement de l'ancien agent de la GRU Sergueï Skripal par deux agents de Moscou, renforce l'idée que la « nouvelle guerre froide », qu'on le veuille ou pas, est devenue une réalité (voir le chapitre XII).

*

*   *

Est-il possible d'écrire une histoire des services secrets ? La question est moins incongrue qu'il n'y paraît, quand on sait que « [les historiens] se basent traditionnellement sur [l'étude] des documents, [tandis que le renseignement, lui, est fondé] sur le déni, la falsification et la destruction de documents[15] ».

Cette difficulté devient d'autant plus importante quand on traite des services secrets russes, aux zones d'ombre et taches blanches bien plus

importantes que celles des autres. Dans le même temps, à l'heure où le renseignement suscite un intérêt croissant auprès des historiens et d'autres chercheurs en sciences sociales, et qu'il existe toujours une demande forte du public, en particulier face aux opérations des services russes qui font les gros titres de l'actualité, cette histoire est nécessaire. Afin de comprendre en quoi cette histoire est réalisable, mais aussi les limites de ce travail, faisons un bref tour d'horizon de nos sources.

En dehors de Venona et de quelques fonds du FBI sur la période des années 1940-1950, ouverts aux chercheurs en 2004, auxquels s'ajoutent des documents déclassifiés à la mort des intéressés[16], nos sources principales peuvent se diviser en trois groupes : le premier concerne les révélations des « repentis » du communisme, surtout aux États-Unis ; le deuxième comporte les témoignages, le plus souvent coécrits avec l'aide de journalistes, des transfuges des services de renseignement russes ; le troisième comprend des Mémoires d'anciens agents, publiés en Russie. Toutes ces sources doivent être manipulées avec prudence, comme il en va des Mémoires en général, mais encore plus quand il s'agit d'agents secrets russes.

Les sources non publiées sont éminemment plus difficiles à obtenir, comme je l'ai appris à mes dépens. Même si, comme on l'a vu, les *sources orales* ne doivent jamais être négligées, et dans ce domaine, les non-dits sont aussi importants que ce qui est exprimé. Bien entendu, le chercheur persévérant, qui dispose de tout le temps nécessaire pour son enquête, peut débusquer d'anciens agents encore vivants qui pourront lui dévoiler telle ou telle face cachée de leur métier. Certains fonds d'archives, comme ceux du Parti communiste, basés à Moscou (on pense au RGASPI et au RGANI, abréviations d'usage), laissent affleurer çà et là des rapports du KGB ou de ses avatars. Mais ces rapports ne doivent pas toujours être pris au pied de la lettre. Il arrive que les résidents soviétiques à l'étranger recopient, en les enjolivant, des rapports rédigés de la main de l'ambassadeur, quand ce n'est pas purement et simplement des articles de presse, tout cela dans le but de plaire à la hiérarchie qui demande

toujours plus d'information. Dans d'autres cas, les rapports sont inventés dans un contexte de rivalités. Sans connaître les inimitiés qui président à l'élaboration des documents, il est souvent bien difficile de comprendre le fin mot de l'histoire.

Plus globalement, la difficulté est que, dans les rapports, les protagonistes ne sont pratiquement jamais nommés : la conspiration qui est à la base de l'espionnage oblige à utiliser des noms de code ; or mettre un visage sur un nom de code nécessite des recoupements complexes. Sans parler du fait que de nombreuses personnes mentionnées comme agents dans les rapports n'en sont pas toujours – les résidents des services de renseignement à l'étranger sont des hommes comme les autres, qui cherchent à montrer qu'ils font du bon travail, y compris par des mensonges.

Ces difficultés se répercutent dans les publications qui en découlent. La bibliographie occidentale relevant de cette question s'est considérablement étoffée ces dernières années, mais elle reste de qualité très inégale. Ceux qui s'intéressent au travail des agents russes eux-mêmes, à l'imbroglio institutionnel russe lié au renseignement, risquent d'être frustrés par leurs lectures d'ouvrages anglo-saxons, qui nous en apprennent plus sur les hommes qui ont trahi leur pays en travaillant pour les communistes, que sur leurs employeurs. Les meilleurs spécialistes ont du mal à cacher leurs préférences idéologiques, ce qui reste au fond parfaitement compréhensible dès lors que l'on traite d'une autocratie devenue un État totalitaire, puis une crypto-dictature.

La question du parti pris devient un vrai problème avec les travaux russes. L'immense majorité des livres qui paraissent en Russie sur l'espionnage[17] constitue une vaste apologie du travail des « tchékistes » (mot qui désigne les agents du renseignement russe, encore aujourd'hui), présentés comme des victimes innocentes des excès du Parti communiste soviétique, et notamment de Staline. Le Guide a beau avoir organisé une purge sanglante et injustifiable dans les rangs des agents, certains vont aussi jusqu'à le réhabiliter partiellement. Malgré tous ses défauts, Staline

reste « un vrai marxiste ». Tout le contraire de son ennemi juré, Trotski, qui fut, lui, un « fils de bourgeois opportuniste », un « cosmopolite » (comprendre : un Juif ; le terme est utilisé depuis la fin des années 1940) qui a passé sa vie à entretenir une « cinquième colonne en Russie[18] ».

Les biographies des espions sont soigneusement épurées pour présenter au public, que l'on espère jeune, des hagiographies « impeccables » (au sens où l'entendent les auteurs). Cela va jusqu'au mensonge par omission. On serait bien en peine, par exemple, de trouver toute mention relative à l'homosexualité dans les portraits des célèbres espions britanniques travaillant pour les Russes entre les années 1930 et 1950, Guy Burgess ou Anthony Blunt[19], alors qu'on n'hésite pas à noircir les ennemis ou les transfuges en leur prêtant toutes sortes de « pulsions répréhensibles ».

La plupart des ouvrages russes passent entièrement sous silence le fait que les « espions » et les « traîtres » capturés en Russie subissent le plus souvent le châtiment suprême. À les lire, on se met à douter du bien-fondé d'un traitement « civilisé » réservé à leurs confrères occidentaux, Aldrich Ames ou Robert Hanssen, condamnés à la prison à vie. En Russie, en dépit d'une législation qui se veut conforme aux normes internationales, la haute trahison est souvent punie de la peine de mort.

Enfin, il va de soi que, pour les auteurs russes ayant pignon sur rue, la guerre froide a été uniquement un conflit provoqué par les Occidentaux, et en premier lieu par les Américains, dont les services de renseignement ont « lancé des opérations de subversion en masse à l'encontre de l'URSS ». Le travail des agents soviétiques a par conséquent consisté à défendre une patrie en danger, mission finalement des plus justifiées et des plus nobles. Jamais il n'est question d'une quelconque offensive provenant de l'espionnage russe[20]. Outre une bonne dose de confiance par rapport à ses sources, le chercheur doit donc s'armer de courage pour débusquer dans les hagiographies ou les Mémoires des informations introuvables ailleurs. L'« espionologie » est une science à part entière, tout comme l'étaient, du temps de la guerre froide, la soviétologie et la

kremlinologie, ou l'art de lire entre les lignes de la *Pravda*. Un art proche pour certaines mauvaises langues de celui des haruspices, devins romains qui examinaient les entrailles des animaux…

Des questions

Commençons par un paradoxe : un historien digne de ce nom passe une bonne partie de son temps non à chercher des réponses, mais des questions. L'art de trouver les bonnes *questions* doit s'apprendre avant celui de la recherche proprement dite. Je me dois donc aussi de prêcher par l'exemple et de dresser une liste de questions en rapport avec l'histoire du renseignement.

L'une des interrogations les plus importantes, revenue par la grande porte depuis l'affaire Skripal (voir le chapitre XII), porte sur les risques engendrés par le renseignement russe, qui entretiendrait des liens occultes avec le crime organisé. Les agents russes seraient-ils tout-puissants ? Ou, au contraire, ne conviendrait-il pas de dénoncer le mythe de l'omnipotence des services secrets russes ?

Quand on s'éloigne des questions d'actualité brûlante, champ des politologues, on croise inévitablement le champ des relations internationales et donc des historiens : comme l'a dit Olivier Forcade, spécialiste de l'histoire du renseignement à Paris IV, « la rencontre de la plasticité des relations internationales et de la plasticité de l'étude du renseignement a produit la richesse de l'objet[21] ». Dans ce domaine, les Britanniques ont joué le rôle de précurseurs, avec comme pionnier et référence absolue Christopher Andrew. L'autre grand domaine de recherche, souvent beaucoup plus pointu (et donc moins à même de fasciner le grand public), est celui de l'histoire militaire. Ici aussi, les Anglo-Saxons comme les Scandinaves ont pris une longueur d'avance sur la France, qui a longtemps brillé par son absence de « culture du

renseignement », aux dires du spécialiste français Éric Dénécé qui a beaucoup publié pour combler cette lacune[22].

Mentionnons quelques questions en rapport avec ces domaines : les espions russes, acteurs de l'histoire *invisible*, ont-ils joué un vrai rôle dans l'histoire *visible*, et méritent-ils, une fois pour toutes, d'enrichir la narration classique des relations internationales ? Autrement dit, ne faut-il pas évoquer l'agent secret quand on parle du diplomate soviétique, ce que les historiens n'ont pas nécessairement fait jusqu'ici ? Plus précisément, les agents russes ont-ils permis d'éviter la Troisième Guerre mondiale, ou au contraire, ont-ils rapproché l'apocalypse ? D'autre part, quel a été leur rôle dans la défaite – si défaite il y a eu – du camp soviétique dans la guerre de cinquante ans qui a marqué la seconde moitié du XXe siècle, la guerre froide ? De même, quel rôle jouent les espions dans l'aggravation des tensions entre la Russie et l'Occident, en ce début de deuxième décennie du XXIe siècle ?

Plus en rapport avec la civilisation russe se posent des questions liées à l'apport du renseignement scientifique et technique en Russie. D'autres interrogations sont liées à l'histoire politique, ainsi celles relatives à la *continuité* des institutions : est-il permis de penser que l'histoire des espions russes ne se comprend que dans un contexte de longue durée ? En d'autres termes, que le KGB est un digne héritier de l'Okhrana, la tristement célèbre police politique tsariste, et que le SVR est un successeur du KGB ? L'idéologie communiste n'a-t-elle joué qu'un rôle secondaire dans l'action des espions soviétiques, leurs donneurs d'ordre auraient-ils d'abord été mus par des intérêts de grande puissance, comme on le prétend de plus en plus aujourd'hui ?

Les questions liées au champ du politique, de la gouvernance et du *fonctionnement* des institutions russes sont également essentielles. Quelles relations les dirigeants russes et soviétiques ont-ils entretenues avec leurs services secrets, et *vice versa ?* Les services secrets ont-ils pu, comme on l'a souvent prétendu, jouer un rôle indépendant de celui des décideurs ?

Peut-on parler d'un « État dans l'État » pour le renseignement dans la Russie de Poutine ?

Enfin, l'espionnage russe peut aussi être étudié du point de vue de l'histoire culturelle, une histoire des représentations et des pratiques. Si l'on peut parler d'une tradition anglo-saxonne, y a-t-il une culture spécifiquement russe du renseignement ? Comment s'élabore le monde tel qu'il est vu par les espions russes, et comment, à l'inverse, s'élaborent nos représentations de ceux-ci ? *Quid* des *transferts culturels* dans le domaine du renseignement russe (depuis l'Occident et vers l'Occident) ?

Je me suis efforcé de répondre à ces questions à partir d'une bibliographie récente de langues française, anglaise et russe. Il sera question dans ce livre des espions russes (c'est-à-dire les officiers russes et soviétiques et leurs sources[23]), de leurs missions, mais aussi de leur formation et de leur quotidien. Seront évoqués les organisations et leur fonctionnement parfois chaotique, parfois dramatique aussi. Le livre détaille des méthodes de travail – les fameuses « pratiques d'espions ». Reflet de la bibliographie actuelle, ce travail présente un tableau inévitablement déséquilibré, favorisant le renseignement civil aux dépens du militaire, le KGB aux dépens de la GRU, et l'Europe et les États-Unis aux dépens du reste du monde, notamment du tiers-monde[24].

Par « Occident », j'entendrai l'ensemble des pays dits développés, à commencer par l'Europe occidentale et les États-Unis ; par « les Occidentaux », leurs habitants permanents, mais également des personnes d'origine russe ou soviétique se trouvant dans ces pays de manière temporaire. Les autres États seront évoqués dès lors qu'ils entrent dans le grand jeu mené par Moscou avec l'Occident. Je ne traiterai donc pas des opérations des services secrets russes dans les zones dites de conflit, et donc pour l'actualité, en Syrie, en Libye et en Ukraine.

Il en va de même avec les opposants au pouvoir en Russie, des origines à nos jours, ainsi que des populations des pays « communisés » après 1945, qui ne seront évoqués que s'ils intéressent directement les Occidentaux. Le cas des persécutions des dissidents, comme le rôle du

KGB dans les pays libérés du nazisme par l'Armée rouge, a en effet déjà été traité ailleurs[25].

*

* *

L'histoire des services secrets de la Russie prébolchevique s'étend sur un millénaire, du Xe au XXe siècle. Elle est faite, comme l'histoire politique russe dans son entier, de périodes riches, qui voient le renseignement russe gagner ses lettres de noblesse, et de périodes ternes, où les institutions du renseignement sont délaissées (voir le chapitre premier). Au cours des années 1917-1939, le nouveau pouvoir bolchevique déjoue des complots réels ou surtout imaginaires des « ennemis de la Révolution », russes et étrangers, en Russie et en Occident (voir le chapitre II). En même temps, cherchant à étendre leur domination, les Soviétiques déclenchent une offensive contre l'Occident en usant de tout l'arsenal dont ils disposent (voir le chapitre III).

Cette période est un véritable âge d'or pour l'espionnage soviétique, qui bénéficie de l'aura de l'URSS, « la patrie des travailleurs ». Cette aura est démultipliée grâce aux succès de l'Armée rouge dans sa lutte contre la Wehrmacht après 1943. Dans le même temps, les nazis ne sont pas les seuls adversaires de l'URSS pendant la guerre. Un espionnage atomique de grande ampleur a lieu au même moment aux États-Unis (voir le chapitre IV).

La période de l'alliance pendant la Seconde Guerre mondiale cède la place à la guerre froide. Aux années de brutalité sous Staline succède une époque aux mœurs plus policées, sous Khrouchtchev. Ce qui n'empêche pas les espions de rivaliser d'ingéniosité autour de la question de Berlin et de Cuba. L'Europe divisée devient alors un champ de bataille pour les espions des deux camps, le soviétique et l'américain (voir les chapitres V et VI).

Cette guerre d'un genre nouveau prend dans les années 1970 l'apparence d'une « détente ». Le Kremlin profite d'un climat de

coopération avec l'Occident pour lancer de nombreuses opérations dans le tiers-monde (voir le chapitre VII). Les espions soviétiques perdent cependant les avantages dont ils bénéficiaient en se montrant trop hardis dans leurs opérations. De manipulateurs, ils se retrouvent manipulés (voir le chapitre VIII). La « guerre fraîche », marquée par l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques en 1979, l'élection de Ronald Reagan à la présidence américaine en 1980 et la nomination d'Andropov au poste de secrétaire général en 1982, correspond à une époque de désillusions pour les services secrets soviétiques (voir le chapitre IX).

Le rapprochement avec les États-Unis sous Gorbatchev n'est pas pour autant synonyme d'un abandon des pratiques du renseignement. Au contraire, on parle pour les années 1980 d'une « décennie des espions », comme le montrent les grandes affaires d'espionnage soviétique qui éclatent alors aux États-Unis (voir le chapitre X). La disparition de l'URSS en 1991 et les années Eltsine laissent espérer une réconciliation avec les services secrets russes. Mais sous Poutine, la réconciliation du renseignement russe avec l'Occident apparaît manquée (voir le chapitre XI). Depuis 2010, les services secrets russes font de plus en plus parler d'eux, reflet d'une stratégie visant à redonner à la Russie l'image d'une puissance dominante dans un contexte de crise économique et de crise de la démocratie (voir le chapitre XII). Le dernier chapitre est consacré aux « espions dans les têtes » (voir le chapitre XIII) : que nous apprend la représentation de l'espion russe en Occident ? Et en Russie ? Des questions qui relèvent de l'histoire culturelle, longtemps passées sous silence ou survolées par les spécialistes.

---

1. L'avertissement vient d'un ancien agent secret, Vincent (Jean Reno), qui s'adresse au gardien du Zénith, où se produit le spectacle d'une patineuse russe dont le petit ami est un mafieux. Pour le détail des films cités, voir la filmographie en fin d'ouvrage.

2. Ma visite avait eu lieu en décembre 2009, à l'époque de la présidence Medvedev.

3. Le nom a été modifié. En 2019, il est toujours au même poste…

4. Depuis cet entretien, j'ai eu l'occasion de solliciter le SVR pour me communiquer un document datant de 1943 : il m'a été répondu qu'« aucun document officiellement déclassifié n'avait été découvert sur le thème demandé ». Formule passe-partout qui permet, on le voit, d'éloigner les curieux.

5. Melnik : 29, 31, 232, 280. Il lui arrive aussi de se contredire, quand il écrit que ces mêmes livres russes sont « souvent faussés par l'autoglorification » (Melnik : 137, note 1). Pour l'*Humint*, voir la liste des sigles et abréviations en début d'ouvrage.

6. Les notes prises par Vassiliev en 1994-1996 ont été utilisées pour la publication de *The Haunted Wood* et de *Spies*, la synthèse la plus complète sur l'espionnage soviétique aux États-Unis (voir la bibliographie).

7. Voir le chapitre XI pour plus de détails.

8. Entretien avec l'historien Nikita Petrov, spécialiste du stalinisme, à l'organisation Memorial (Moscou), le 1er juillet 2010.

9. Pour une fois, les télégrammes concernant le réseau d'espions aux États-Unis avaient été déclassifiés par les Russes avant les Américains. Ce n'est qu'après la demande de deux historiens, John Earl Haynes et Harvey Klehr, que la NSA a fini par accepter de révéler Venona au public.

10. Lacourbe : 26. Pour le détail, voir la bibliographie en fin d'ouvrage.

11. https://www.larevuedesressources.org/presque-60-ans-apres-l-execution-des-epoux-rosenberg-refutation-du-livre-de-andre-kaspi, 2169.html.

12. Paris, Éditions du Félin, 2003. Présentation de l'éditeur en quatrième de couverture.

13. Melnik : 29.

14. Primakov : 170.

15. Robin W. Winks, *Cloak and Gown, Scholars in the Secret War, 1939-1961*, Yale University Press, 1996. Cité dans Polmar et Allen : 388.

16. Fin 2008, la mort de Ruth Greenglass, la belle-sœur de Julius Rosenberg, a donné au gouvernement fédéral américain l'occasion de déclassifier les dépositions secrètes devant le Grand Jury de trente-cinq des quarante-cinq témoins du procès des Rosenberg.

17. Le Russe n'utilisera jamais le terme « espion » (*chpion*, terme péjoratif) pour qualifier un agent soviétique ou russe. Il parlera toujours de *razvedtchik* (de *razvedka*, mot à connotation noble, désignant le renseignement et qui inclut à la fois la notion de « renseignement » et de « reconnaissance »). Seuls les *autres*, les Occidentaux notamment, sont des espions.

18. Antonov, Karpov, 2008 : 169.

19. Antonov, Karpov, 2007 : 46-50.

20. Vorontsov : 357.

21. Voir l'interview d'Olivier Forcade sur https://nemrod-ecds.com/?p=2230. Voir aussi Olivier Forcade et Sébastien Laurent, *Secrets d'État. Pouvoir et renseignement dans le monde contemporain*, Paris, Armand Colin, 2005.

22. Éric Dénécé et Gérald Arboit, « Intelligence Studies in France », 2009, https://www.cf2r.org/wp-content/uploads/2009/11/RR8-English.pdf.

23. Voir l’entrée *Sources* dans le glossaire.

24. Parmi les rares à s’être penchés sur cette question, Natalia Telepneva (université de Warwick), spécialiste des opérations soviétiques dans l’Afrique lusophone.

25. Voir Cécile Vaissié, *Pour votre liberté et pour la nôtre. Le combat des dissidents en Russie*, Paris, Robert Laffont, 1999. Sur le KGB dans les territoires occupés, outre les ouvrages de Christopher Andrew cités dans la bibliographie, voir David Wolff et Gaël Moullec, *Le KGB et les Pays baltes, 1939-1991*, Paris, Belin, 2005.

Chapitre premier

Au service du tsar

Un bon espion vaut une armée entière.
Dicton russe

Je ne peux cacher à Votre Excellence le plaisir que j'aurais à obtenir la possibilité de parcourir ce pays [les États-Unis] en qualité d'observateur, avant mon départ. Malheureusement pour moi, cet objectif se réduit toujours à une question d'argent. J'étudie principalement leur commerce extérieur. Bien que cette enquête progresse lentement, je ne manquerais pas de prouver ma bonne volonté aux yeux de Votre Excellence par les résultats obtenus.

Lettre d'Andreï Dachkov,
consul général à San Francisco,
au comte Nikolaï Roumiantsev,
ministre des Affaires étrangères[1]

Sun Tzu, philosophe chinois des VIe-Ve siècles avant J.-C., consacre au renseignement un chapitre entier dans son œuvre la plus connue, *L'Art de la guerre*. « Une armée sans agents secrets est exactement comme un homme sans yeux ou sans oreilles[2] », écrit-il notamment. À l'instar d'autres nations, les Russes n'ont certainement pas attendu la traduction de Sun Tzu pour se lancer dans le renseignement : les premières opérations datent de l'époque kiévienne (la capitale de ce que l'on appelle

la « Rous » est à Kiev), et sont le fait de princes de la dynastie de Riourikides, descendants du légendaire Riourik, d'origine scandinave.

En 941, le grand prince de Kiev, Igor, part à la conquête de la capitale de l'Empire byzantin. Comme par hasard, toute la flotte de Constantinople est alors envoyée en campagne dans le sud, contre les Arabes. Seule la maîtrise du feu grégeois sauve la cité millénaire des armées du prince russe. La coïncidence des deux événements – la campagne d'Igor et la vulnérabilité de la ville – n'est pas fortuite. Igor a sans aucun doute été prévenu par ses agents.

Cet exemple est loin d'être un cas isolé. À la fin du Xe siècle, des affaires d'espions occasionnels ou d'opérations qui ressemblent déjà à de la désinformation sont attestées, comme sous le règne du grand prince Vladimir Ier de Kiev (980-1015). De nombreuses affaires d'espionnage émaillent les relations entre la Russie kiévienne et Byzance, mais également avec les voisins occidentaux, les Polonais et Lituaniens notamment.

L'émergence d'une *institution* dédiée au renseignement est toutefois freinée par les mêmes facteurs qui ont ralenti la formation de l'État russe lui-même : la soumission de la Russie aux Mongols, du XIIIe au XVe siècle ; et les guerres incessantes entre les princes russes pour le contrôle des apanages – des terres privées de plus en plus morcelées.

Malgré tout, parler de « retard russe » par rapport à l'Occident dans le domaine du renseignement, comme on le fait dans d'autres, est prématuré à cette période. L'institutionnalisation du renseignement européen n'apparaît pas avant l'avènement de relations internationales, soit à la fin du XVe siècle. Jusqu'au milieu du XVIe siècle, il n'existe pas vraiment de structures dédiées au renseignement ; les jeunes États européens utilisent les services d'individus particuliers, au gré de leurs talents. De ce point de vue, la Russie ne fait pas exception à la règle.

Il est possible de distinguer quatre étapes dans la formation des services russes de renseignement au cours de la période tsariste. Le premier tournant est entrepris sous le règne d'Ivan III (1462-1505),

surnommé le « père de l'État russe » car c'est alors que la Russie, avec sa capitale, Moscou, s'émancipe enfin de la domination mongole et se lance dans la conquête de territoires. Le renseignement est alors l'une des composantes d'une police politique devenue de plus en plus indispensable au gouvernement et qui prend une place croissante dans la sphère publique. Une deuxième étape correspond aux années d'activité de la IIIe section de la Chancellerie privée de l'empereur, entre 1826 et 1881. Une troisième période marque l'âge d'or du renseignement tsariste, avec la création de l'Okhrana en 1881, jusqu'à la révolution de 1905. Pendant cette vingtaine d'années, le renseignement russe prend une ampleur sans équivalent en Europe. Enfin, jusqu'à la révolution bolchevique de 1917 s'opèrent des tentatives de réformer ces services pour contrer les forces d'opposition au régime – sans succès puisque le tsarisme s'effondre en février-mars 1917.

C'est au cours de ces quatre périodes que le renseignement russe acquiert ses lettres de noblesse, en répondant à des finalités diplomatiques et militaires de plus en plus ambitieuses, mais aussi à des objectifs de lutte contre la sédition à l'intérieur du pays. Avec le développement des relations diplomatiques, le régime tsariste éprouve un besoin d'espionnage croissant ; d'amateurs, les espions deviennent des professionnels, formés dans des institutions *ad hoc*. La confusion entre le diplomate et l'espion s'estompe progressivement, sans jamais disparaître complètement. Peu à peu s'opère une distinction entre le renseignement dit « civil », dont la mission est de prévenir toute forme de sédition, et qui fait à ce titre partie de la police politique, et l'espionnage militaire, qui sert les objectifs impérialistes de la Russie. L'espion russe tel que nous le connaissons émerge en fait de ces différentes branches – liées à la diplomatie, à la guerre, comme à la police politique. Il convient maintenant de raconter le détail de cette « face cachée » de l'histoire russe.

L'impulsion des Riourikides

Si l'histoire de la police politique débute avec la formation de l'État, celle de l'espionnage est étroitement liée à l'ouverture diplomatique de la Russie vers l'étranger, qui entraîne des déplacements d'hommes de part et d'autre de la frontière de manière croissante. Sous le règne d'Ivan III, la Russie établit des relations diplomatiques avec plusieurs pays, et non des moindres – la Curie romaine, plusieurs États allemands, la Hongrie, la Perse, l'Empire ottoman. Les objectifs de la politique étrangère russe se forgent à ce moment-là : la Moscovie cherche à s'agrandir – tantôt de manière agressive, tantôt obéissant à une logique défensive – et à protéger ses frontières vulnérables. Pendant toute son histoire, elle cherche une ouverture maritime – au nord comme au sud, sur la Baltique comme sur la mer Noire – et l'espionnage constitue un outil privilégié de cette stratégie, si tant est qu'elle ait existé de manière consciente chez tous les dirigeants. À cette époque, il n'existe pas encore d'institution spécialisée dans les relations internationales – c'est le tsar lui-même, accompagné de la Douma des boyards, un organe consultatif qui siège jusqu'au début du XVIIIe siècle, qui prend les décisions dans ce domaine. Une première ébauche sera initiée par son petit-fils, Ivan IV, en 1565.

Ivan IV dit le Terrible (1547-1584) est surtout connu comme l'inspirateur de la première police politique russe, l'Opritchnina, dont les sept années d'existence (1565-1572) ont laissé des traces durables dans la mémoire collective russe. Le déchaînement de violence à l'égard des supposés opposants du tsar, souvent des étrangers, n'a pas de précédent connu. C'est à Ivan le Terrible que l'on doit aussi le Département d'ambassade *(Possolski prikaz)*, qui siège non loin du Kremlin dans une résidence richement décorée *(Possolski dvor)*. Jusqu'à cette époque, les documents diplomatiques étaient conservés au Trésor, la fonction de diplomate était assurée par le trésorier ou le garde des Sceaux, des personnes en qui l'autocrate a une confiance absolue. Parmi elles, Ivan Viskovaty, un personnage de modeste extraction devenu expert en affaires

diplomatiques : en 1542, il avait déjà contribué à la signature d'un traité de paix avec la Pologne, ennemi traditionnel de la Russie.

Le chancelier Viskovaty est promu en 1549 au poste de premier « chargé des affaires diplomatiques ». Le travail ne lui manque pas : dans la seconde moitié du XVI[e] siècle, les étrangers ne sont plus une denrée rare en Moscovie. Certaines relations se nouent au cours de circonstances rocambolesques : ainsi, les Anglais découvrent la Russie à la suite d'un naufrage en mer Blanche, en 1553. Le capitaine rescapé, Richard Chancellor, est invité par Ivan IV en personne à une cérémonie destinée à sceller l'amitié entre les deux nations. En 1556, Chancellor répart chez lui, accompagné du premier ambassadeur russe outre-Manche, Osip Népée. Le célèbre capitaine disparaît lors d'une tempête au large des cotes norvégiennes, mais Népée parvient sain et sauf à Londres.

En établissant ces liens de bon voisinage, Ivan IV poursuit plusieurs types d'objectifs – purement commerciaux, mais aussi politiques. La reconnaissance de la Moscovie sur la scène européenne en est un ; le désir d'accroître sa puissance par des liens de famille avec les monarques étrangers en est un autre – Ivan le Terrible a courtisé la « reine vierge » Élisabeth, puis après le refus de celle-ci, sa nièce Mary Hastings. Mais le tsar s'intéresse aussi aux affaires privées de ses voisins.

Ivan IV est en effet connu pour récompenser généreusement tous ceux qui cherchent refuge en Moscovie et lui rapportent des informations sur les forces et les faiblesses des territoires voisins qu'il convoite – comme les terres de la Baltique. Son chargé des affaires diplomatiques s'illustre dans ce domaine. Viskovaty comprend que toute tentative russe de conquête de territoires engendrera des guerres contre les puissances voisines et s'efforce d'affaiblir la bonne entente de ces pays contre la Russie. Afin de minimiser les conséquences d'un conflit qui finira de toute façon par arriver, il travaille, à grand renfort de moyens humains et matériels, à faire des nobles danois des « agents d'influence » de la Moscovie. Viskovaty contribue ainsi au traité de paix russo-danois de 1562.

En dépit de ces avancées, la professionnalisation de la fonction d'espion est extrêmement lente. Le processus commencé par Ivan III se trouve pratiquement au même point un siècle plus tard, sous Ivan IV. Le Terrible est lui-même un frein au développement du renseignement : en 1570, il fait exécuter Viskovaty, un homme qui lui est pourtant indispensable. Accusé d'avoir comploté avec les Polonais, le sultan ottoman et le khan de Crimée (dont le raid dévastateur chassera Ivan IV de Moscou en 1571 !), le malheureux sera exécuté dans des souffrances inimaginables – les *opritchniki* lui couperont le nez, les oreilles et les parties génitales. Après l'interdiction de l'*opritchnina* en 1572, le tsar réhabilitera son ministre martyr, demandant qu'on chante des messes en sa mémoire – cas unique dans l'histoire russe.

L'impulsion des Romanov

Pendant des siècles, le terme de « diplomate » est synonyme d'« espion » en Europe. Il faut attendre le milieu du XVIIe siècle pour qu'un monarque russe tente, pour la première fois, de séparer la diplomatie du renseignement, sans y parvenir tout à fait. Comme souvent en Russie, la réforme a lieu dans un contexte d'instabilité – l'arrivée d'une nouvelle dynastie au pouvoir, les Romanov, en 1613. En 1654, le tsar Alexis Mikhaïlovitch (1645-1676), deuxième tsar de la dynastie, effrayé par l'idée d'un complot des boyards, crée une chancellerie privée répondant au nom de Département des affaires secrètes *(Prikaz taïnykh del)*.

Le Département des affaires secrètes accapare la mission du Département d'ambassade avec lequel il coexiste. Ses compétences sont vastes : il est un organe de police politique, mais aussi une institution compétente pour traiter les affaires d'État de la plus haute importance, soit les affaires de soulèvements, de conspirations et de fabrication de fausse monnaie. Le tsar encourage la délation avec l'introduction de la

notion de *slovo i delo*, littéralement « le mot et la chose (du souverain) », soit la possibilité pour n'importe qui de dénoncer les paroles et les actions de son prochain (y compris un noble). La notion de *slovo i delo* prendra par la suite une connotation particulièrement sinistre, et les châtiments encourus deviendront plus sévères.

Le Département secret lutte également contre l'espionnage étranger en surveillant les « personnes suspectes » et en général les étrangers en visite sur les terres russes. On comprend dès lors que son fonctionnement demeure secret et que les boyards qui siègent à la Douma, dont se méfie le souverain, soient tenus dans l'ignorance de ses réunions.

Outre le tsar lui-même siège au Département des affaires secrètes un président *(diak)*, entouré d'une dizaine de subordonnés *(podiatchie)*. Leur mission est de veiller à la bonne exécution des décisions prises par le tsar, à la surveillance des ambassadeurs et des chefs militaires et bien sûr à la collecte d'informations. Le *diak* est l'un des rares privilégiés à se trouver dans l'entourage du tsar, à parapher les directives du souverain. Il est aussi chargé de l'accueil des ambassadeurs. Les membres du Département d'ambassade sont hautement qualifiés : une école est même spécialement créée pour eux au sein du célèbre monastère Spasski dont est issu, entre autres, le moine Sylvestre, conseiller influent d'Ivan IV. Le prestige attaché à leur fonction se lit également dans le traitement important et les frais de mission élevés auxquels ils ont droit.

Avec le Département des affaires secrètes, le travail se fait déjà dans les règles de l'art de l'espionnage. Les indications sont données oralement, et si des documents écrits doivent être absolument rédigés, ils sont retournés à l'expéditeur après que le destinataire en a pris connaissance. Le courrier est souvent composé de messages chiffrés. Ce chiffrement (appelé *tarabarskaïa gramota*) n'est alors pas très élaboré – on se contente souvent de remplacer certaines lettres par d'autres, de mélanger les phrases, d'écrire sous forme abrégée. La pratique n'est pas tout à fait neuve. Dès 1633, le patriarche Philarète, père du premier tsar de la

dynastie des Romanov, Michel (1613-1645), avait rédigé un manuel de cryptographie à l'intention des ambassadeurs russes à l'étranger.

Alexis lui-même continue d'utiliser les méthodes de son grand-père. Entre autres, il s'intéresse tout particulièrement aux capacités militaires des Baltes et missionne pour ce faire un des subordonnés du Département, Grigori Nikiforov. La Pologne est également l'objet de toutes les attentions : après sa nomination en 1673, le résident permanent de la Moscovie à Varsovie, le colonel Vassili Tiapkine, informe la cour russe pendant cinq ans sur la situation dans ce pays.

Les services secrets de la Moscovie se nourrissent en fait d'une diplomatie russe en pleine expansion. L'ouverture de la Russie sur l'Occident est importante au milieu du XVIIe siècle – même s'il ne faut pas oublier que la vraie rupture date d'Ivan IV et surtout de Boris Godounov (1598-1605), le seul tsar élu de toute l'histoire russe. Au début du règne d'Alexis, la guerre de Trente Ans (1618-1648) favorise une effervescence diplomatique au cours de laquelle la Russie est courtisée. Ce sont les « caprices » *(prikhoti)* du tsar, notamment dans le domaine culinaire – le souverain étant un grand amateur de mets exotiques – et dans celui des spectacles qui justifient le travail des services de renseignement. Les agents de Riga ont un jour pour mission de ramener avec eux toute une troupe d'artistes, et c'est le théâtre russe dans son entier qui en aurait grandement profité…

Parmi les agents du tsar les plus fidèles se distinguent alors Artamon Matveev, chargé de contribuer à l'alliance de l'Ukraine et de la Russie, et surtout Afanassi Ordine-Nachtchekine, surnommé « le Richelieu russe ». Particulièrement doué pour les langues, fin connaisseur de l'histoire et des affaires militaires, il est chargé par le souverain Alexis de missions de plus en plus délicates. En 1642, il est en Moldavie, dans la ville d'Iaşi, carrefour des routes entre Orient et Occident. Ordine-Nachtchekine est chargé de faire la lumière sur les intentions belliqueuses d'Istanbul et de Varsovie. Sa mission accomplie, il repartira sur d'autres fronts, au nord cette fois.

Dans le contexte d'une lutte pour ouvrir la Russie sur la Baltique, il informe le tsar sur l'étendue des forces suédoises et joue le rôle d'intermédiaire lors des pourparlers de paix de 1661. Des « agents doubles » sont attestés dès cette époque, à l'image d'un Grigori Kotochikhine, membre du Département d'ambassade qui travaille secrètement pour les Suédois. Accusé de prévarication, il cherchera refuge successivement en Pologne, en Prusse et en Suède.

L'heure de gloire du « Richelieu russe » arrive en 1667, année de la trêve d'Androussovo qui met provisoirement fin à une guerre de trente ans entre la Pologne et la Russie. La cessation des hostilités permet à la Russie de récupérer un certain nombre de territoires stratégiques et contribue à brouiller ses ennemis traditionnels – le khanat de Crimée et le royaume polono-lituanien, la fameuse *Retchpospolita*, créée en 1569. Comblé d'honneurs, Ordine-Nachtchekine tombe néanmoins en disgrâce – soupçonné de « polonophilie », il doit démissionner et porter la tonsure en 1672 dans un monastère de la région de Pskov. Mais il a la vie sauve : depuis Ivan IV la Russie s'est (provisoirement) « civilisée »…

Cette période riche en missions secrètes prend fin avec la mort du tsar Alexis en 1676 et l'avènement d'un de ses fils, Fedor III (1676-1682). À la suite de la disparition d'Alexis, le Département périclite. Mais c'est de courte durée, car l'héritage du tsar défunt sera repris et amplifié par son autre fils, un certain Pierre, au début du XVIIIe siècle.

Les réformes de Pierre

Comme celui d'Ivan IV, le règne de Pierre Ier dit le Grand (1682-1725) n'a pratiquement pas connu de périodes de paix. Il n'est guère étonnant qu'à cette époque le travail de renseignement soit devenu une nécessité impérieuse : l'espionnage russe sert d'abord les intérêts militaires du souverain. Pierre veut en effet transformer la Russie en une puissance de

premier plan en Europe, ce qui suppose de mettre l'accent sur le travail diplomatique. Sous son règne, le nombre de représentations permanentes à l'étranger passe de six à quinze et la formation des diplomates fait l'objet de toute son attention. Également, la pratique d'une « double représentation », soit la présence d'un ambassadeur officiel et d'un représentant officieux (le fameux « résident »), qui remonte au tsar Alexis, est désormais systématisée. Ainsi, après la signature de l'accord d'Amsterdam qui scelle les relations franco-russes en 1717, le baron de Schleinitz remplit ses fonctions d'ambassadeur à Paris, accompagné d'un résident, le comte Vladimir Moussine-Pouchkine, le premier ignorant tout des activités secrètes du second.

Car en ce qui concerne l'institutionnalisation du renseignement, Pierre Ier est moins un innovateur qu'un amplificateur génial de l'héritage de ses prédécesseurs. D'un côté, désireux de prévenir les troubles qui ont failli lui coûter la vie au moment de la succession[3], il fonde en 1695 le Département Préobrajenski *(Preobrajenski prikaz)*. Cette chancellerie personnelle reçoit, après l'oukase du tsar de 1702, toute la légitimité juridique nécessaire pour devenir une police politique aux pouvoirs exclusifs qui s'étendent à tout le territoire, se spécialisant dans les affaires de Moscou et des provinces éloignées.

Parallèlement au Département Préobrajenski, Pierre fonde en 1718 une Chancellerie secrète dont la mission consiste, à l'origine, à enquêter sur le premier fils du tsar, Alexis, accusé de trahison. Par la suite, la chancellerie se spécialise dans les crimes politiques commis à Saint-Pétersbourg et dans les provinces proches. Il est révélateur que ses directeurs soient tantôt appelés « ministres », tantôt « juges », tantôt « inquisiteurs ». Obligés de travailler ensemble, le Département et surtout la Chancellerie sont les deux mamelles d'une police politique de plus en plus élaborée et dont les missions comprennent la surveillance des étrangers, y compris des supposés espions sur le sol russe. Après la mort de Pierre Ier, la Chancellerie secrète disparaît, et le Département (appelé

désormais la Chancellerie Préobrajenski) redevient l'unique organe de la sécurité d'État de l'Empire russe.

Enfin, dans le domaine de la politique internationale, Pierre conserve le Département d'ambassade qu'il transforme en Collège des Affaires étrangères. En 1716, le tsar en confie la responsabilité à un quartier-maître général, tout en continuant à employer des personnalités chargées d'affaires diplomatiques à des fins d'espionnage. Ainsi, le fils d'Artamon Matveev, Andreï, est particulièrement actif à son poste d'ambassadeur en Hollande. Ses avertissements portant sur le mouvement des troupes suédoises de Charles XII sont cruciaux. Lors de la guerre du Nord (1700-1721), son influence empêche la Suède de bénéficier du soutien de la Hollande et de la Grande-Bretagne.

D'autres exemples de diplomates-espions existent. Le prince Andreï Khilkov sert le tsar en Suède à une époque particulièrement tendue – il est nommé ambassadeur le jour même où l'empereur russe déclare la guerre à la Suède – le 30 août 1709. De son côté, Florio Benevini, un Italien, grand connaisseur de l'Orient, est envoyé par le monarque dans les khanats de Boukhara et de Khiva, en Asie Mineure, pour enquêter sur les gisements d'or de la vallée de l'Amou-Daria et préparer le terrain pour d'éventuels traités, en 1719.

*
*   *

L'effervescence diplomatique russe au cours de ces années fait croître le budget des dépenses « occultes ». Le représentant russe en Turquie, le comte Pierre Tolstoï (un ancêtre de l'écrivain), l'un des dirigeants de la chancellerie secrète, se spécialise dans les « dépenses exceptionnelles » (on les appelle alors les *datchas*) destinées à gagner la bienveillance des monarques, mais également à corrompre les informateurs sur place. Sa carrière est d'autant plus remarquable qu'il commence à servir l'empereur à l'âge de cinquante-deux ans, après un long exil à la suite de sa participation au soulèvement des *streltsy*.

En dépit de son âge, il parfait son éducation en Italie, puis se voit confier la mission de conduire avec la Porte des pourparlers de paix après la conquête de la forteresse d'Azov, clé de la mer Noire, en 1696. En 1710, lorsque le conflit russo-turc éclate de nouveau, Tolstoï est emprisonné à la forteresse des Sept Tours, sur les rives de la mer de Marmara. Libéré en 1712, le « grand *datchnik* » meurt à l'âge de quatre-vingt-quatre ans dans le dénuement le plus complet, après être tombé en disgrâce sous Pierre II (1727-1730).

Comme pendant le Temps des Troubles – période de crise de succession au début du XVIIe siècle – les années d'instabilité qui suivent la mort de Pierre le Grand en 1725 contribuent à la dégradation de la position internationale de la Russie, et donc à celle de ses services de renseignement. Les historiens parlent alors d'une « inertie de l'apathie » *(inertsia pokoïa)*, d'« années de plomb ». Il n'y a guère qu'en Suède que l'espionnage russe continue de bénéficier d'un budget hors pair pour la constitution d'un « parti russe » destiné à contrebalancer un « parti français » parmi les élites suédoises. L'ambassadeur russe à Stockholm, le comte Nikita Panine, s'illustre dans cette lutte d'influence.

Il faut souligner dans le même temps que la police politique, quant à elle, connaît après Pierre le Grand un nouvel essor avec la Chancellerie des affaires secrètes et criminelles, créée en 1731 sous le règne d'Anna Ivanovna (1730-1740). Sa filiale de Moscou se trouve, fait notable, à la place de la Loubianka – le futur antre du KGB. Cette chancellerie qui traite des crimes politiques se rend tristement célèbre en raison de son usage immodéré de la torture, en particulier dans le cadre d'une affaire d'espionnage allemand dans l'armée russe. Pierre III, tsar au règne particulièrement court (1761-1762), supprime l'institution devenue fort impopulaire : certains y voient la réaction d'un empereur prussophile. La police politique ne disparaît pas pour autant : le souverain remplace la Chancellerie par une Expédition spéciale *(osobaïa)* rattachée théoriquement au Sénat.

Le renseignement russe connaît une première renaissance avec Catherine II (1762-1796). À l'intérieur, l'impératrice poursuit l'œuvre de Pierre III en faisant de l'Expédition spéciale – devenue « secrète » *(taïnaïa)* – un organe de police politique implacable. L'une de ses victimes les plus célèbres est l'écrivain Alexandre Radichtchev, accusé de diffuser dans ses écrits « des idées françaises » (sous-entendu : des philosophes français des Lumières, et non du roi de France, ce qui lui évite d'être traité en espion). L'une des pratiques popularisées par l'Expédition est la lecture de la correspondance privée, la perlustration, vouée à un brillant avenir.

Dans le domaine international, sous l'égide de Nikita Panine, désormais aux commandes de la politique étrangère russe, la Russie cherche à se donner un rôle d'arbitre, mais également à constituer une union des États d'Europe du Nord face au bloc franco-autrichien. Le Collège des Affaires étrangères compte alors deux cent soixante collaborateurs, triés sur le volet par Panine en personne. Leur mission consiste, d'après ce dernier, à « recruter des alliés connus de tous et des informateurs secrets, soudoyer des officiels et des subordonnés, rédiger de manière laconique et précise des télégrammes, cryptés ou pas, en utilisant la méthode la plus adaptée aux circonstances, et non en suivant aveuglément les consignes[4] ». Comme on le voit, les fonctions de diplomate et d'espion sont encore loin d'être différenciées.

La fin du XVIIIe siècle est marquée par un raidissement anti-occidental de Catherine II. La despote éclairée est préoccupée avant tout par sa propre sécurité face à l'effet de contagion que peut avoir la Révolution française en Russie. Le renseignement à l'étranger passe alors de nouveau au second plan.

L'expansion confirmée

L'avènement d'Alexandre Ier (1801-1825) met fin aux années d'inertie. Les relations franco-russes sont alors de plus en plus tendues. La guerre est proche. Pour le tsar, ce n'est pas une surprise. Depuis leur rencontre à Erfurt en 1808, il est régulièrement informé par le ministre français des Affaires étrangères, Talleyrand. Bénéficiant de pseudonymes aussi variés que « le cousin Henri », « le beau Léandre » ou « Anna Ivanovna » dans la correspondance cryptée de l'ambassadeur russe à Paris, le comte Nesselrode, le « traître Talleyrand » convainc l'empereur russe de la préparation d'une offensive pour 1812. Il permet au souverain d'être bien au courant de l'état des troupes françaises, mais également de la situation politique en France grâce à ses contacts avec Fouché, le ministre français de l'Intérieur utilisé comme informateur à son insu.

Averti par Talleyrand, Alexandre Ier n'en reste pas moins méfiant – la désinformation est toujours possible. Pour contrôler la véracité des renseignements du Français, en 1808, il envoie à Paris un jeune colonel, Alexandre Tchernychev (1786-1856). Futur ministre russe de la Guerre, Tchernychev, héros de la bataille d'Austerlitz, apparaît sur la scène diplomatique à l'occasion de la signature des traités secrets de Tilsit, en juillet 1807, qui mettent provisoirement fin à la rivalité des deux empereurs. Tchernychev bénéficie des faveurs de Napoléon lui-même. Coqueluche du tout-Paris, son charme agit sur les habitué(e)s des salons de la capitale. Son comportement héroïque pendant l'affaire de l'incendie de la résidence de l'ambassadeur autrichien, le prince de Schwartzenberg, le 1er juillet 1810, le rend particulièrement populaire.

Le brillant Tchernychev est le premier d'une lignée d'agents de talent, une lignée issue des couloirs du ministère de la Guerre et inspirée par le ministre et général d'infanterie Mikhaïl Barclay de Tolly. Connu pour avoir donné naissance au contre-espionnage militaire, en créant à la veille du conflit de 1812 une haute police militaire (également qualifiée de « suprême » ou d'« armée »), Tchernychev sera responsable de la formation de sept agents, envoyés dans des ambassades russes en qualité de collaborateurs de la Chancellerie spéciale *(osobennaïa)*. Nouvel outil

du renseignement russe créé en 1811 au sein du ministère de la Police, la Chancellerie s'inspire de l'exemple français, une référence à l'époque. Ses compétences sont extrêmement vastes, relevant des domaines militaire et industriel.

L'espionnage industriel devient en effet une pratique courante au cours de ces années. En novembre 1831, alors que l'ennemi français fait place à l'adversaire britannique, Nicolas Ier (1825-1855) demande à l'ambassade russe de Londres de recueillir des informations sur le dernier modèle de fusil mis au point par les Britanniques. Les ambassadeurs s'exécutent, dépensant des sommes toujours plus importantes pour acheter des plans des nouvelles armes – à Londres, Paris ou Vienne. Nikolaï Ignatiev, agent militaire d'Alexandre II en Grande-Bretagne, va jusqu'à subtiliser une douille dernier cri lors d'une exposition au British Museum, en 1856. Plus tard, ce diplomate-espion contribuera au traité de San Stefano, qui met fin à la guerre russo-turque de 1877-1878.

Les ministères de la Guerre ou de la Police ne sont cependant plus les seuls à former des agents. Le ministère des Affaires étrangères (le MID), créé en 1802 pour succéder au Collège des Affaires étrangères, continue également de gérer le renseignement à l'étranger, sans structures propres toutefois. Ce traitement concerne les diplomates en place, mais également des personnalités exceptionnelles comme la femme de l'ambassadeur russe en Angleterre, Daria (Dorothée) Lieven. À Londres, elle tient régulièrement un salon où brillent toutes les célébrités de la diplomatie de l'époque. Son talent d'observatrice lui inspire des idées que son mari lui conseille de rédiger sous la forme de dépêches. Celle que l'on surnomme la « Sibylle diplomatique de l'Europe » attire l'attention du comte Nesselrode et devient, en toute discrétion, l'une des personnalités de tout premier plan de la politique russe du temps de la Sainte-Alliance[5].

En revanche, la lutte contre l'espionnage à l'intérieur de la Russie reste une des prérogatives de la Chancellerie spéciale et donc du ministère de la Police. Cette mission est particulièrement importante à une époque où, selon les mots d'un résident britannique, la Russie est « le principal centre

de l’espionnage européen », alors que la Grande-Bretagne et la France dépensent des sommes colossales pour rétribuer leurs agents russes. Rien qu’en 1810-1812, trente-neuf personnes inculpées d’espionnage au profit d’une puissance étrangère sont arrêtées en Russie[6].

De fait, les ennemis du régime à l’intérieur du territoire russe ne sont plus désormais des intellectuels en mal de révolution mais des agents étrangers bien réels, et notamment français. Alexandre Ier, qui commence son règne en interdisant la torture et en supprimant l’Expédition secrète, doit rapidement se rendre à l’évidence : la sécurité de l’État n’est pas un caprice d’autocrate.

Du moins, c’est ainsi que le tsar interprète les rapports de ses sujets, plus alarmistes les uns que les autres. En 1802, il met d’abord en place un ministère de l’Intérieur (le MVD), surnommé la *Fontanka* (en référence au nom de la rue où il se situe, au numéro 16), qu’il rend compétent pour les questions de police politique. Jugeant l’action inefficace, l’empereur confie en 1805 ces questions à un Comité de la police suprême *(vyscheï)*, puis le remplace en 1807 par un Comité de la sécurité générale *(obchtcheï)*. L’objectif de ce dernier est ni plus ni moins de garantir « le contrôle des sujets français résidant en Russie », et d’empêcher « la réalisation des projets des ennemis […] grâce à des correspondances malintentionnées, à l’espionnage et à la divulgation [des secrets d’État][7] ». Le Comité disparaît en 1829.

*

*   *

Le premier tiers du XIXe siècle n’est pas uniquement le théâtre de l’affrontement franco-russe. Pendant presque quinze ans, la Russie cherche à s’étendre vers les mers du Sud aux dépens de la Perse. Au cours de deux guerres sanglantes, en 1804-1813 et en 1826-1828, elle conquiert les régions de la Géorgie, du Daghestan et du nord-Azerbaïdjan. L’homme clé des négociations du traité de paix, futur envoyé extraordinaire à Téhéran, est Alexandre Griboïedov, le célèbre auteur de la comédie en

vers *Du malheur d'avoir de l'esprit*, première grande pièce du répertoire russe, censurée pendant près de dix ans. Dans ces régions, la politique russe se heurte aussi à l'expansionnisme britannique. En 1829, Nicolas I[er] soupçonnera fortement les Anglais d'avoir fomenté le soulèvement qui entraîne la mort de son écrivain-diplomate.

L'expansion des diplomates-espions russes touche des contrées encore plus lointaines. En Amérique du Nord, la Russie est également en concurrence avec l'Angleterre et, naturellement, les États-Unis. Les intérêts économiques et commerciaux de l'empire des tsars se heurtent à ceux de l'ancienne puissance coloniale et de la jeune république sur une terre encore largement inexplorée. En 1799, les Russes lancent une colonisation rampante du continent avec l'implantation de la Compagnie commerciale unifiée russo-américaine. Cette première société russe par actions est destinée à faire main basse sur « l'Amérique russe », un territoire qui s'étend sur les États actuels de la Californie, de l'Oregon, de Washington, et de l'Alaska, dont les réserves en hydrocarbures sont alors inconnues…

En Amérique du Sud, les tsars sont également intéressés par le commerce avec le Brésil – l'unique monarchie du continent en 1808, et donc la seule « alliée naturelle » de ce continent pour la Russie. Il faut dire que le contexte de blocus napoléonien de l'Angleterre pousse Alexandre I[er] et ses successeurs à rechercher de nouvelles sources d'approvisionnement. Saint-Pétersbourg se rapproche dès lors de Rio, qui devient par la force des choses un poste avancé du renseignement russe en Amérique latine. En 1813, après de nombreuses difficultés, arrive sur place le premier représentant russe, Georg von Langsdorf, mieux connu sous le nom de Grigori Ivanovitch. Mais cette stratégie entraîne des tensions avec les anciennes puissances colonisatrices. Les successeurs de Grigori Ivanovitch, parmi lesquels Alexandre Ionine, ambassadeur à Rio en 1883-1892, devront jouer des coudes face aux Britanniques pour faire prévaloir les intérêts russes en Argentine, en Uruguay et au Mexique, pays alors

reconnus officiellement par l'empire des tsars après des années de silence. Or qui dit établissement de contacts diplomatiques dit espionnage.

Premiers agents d'Europe

Sous Alexandre Ier, le conflit franco-russe avait suscité un véritable foisonnement d'institutions dont les prérogatives empiétaient largement les unes sur les autres. Cette concurrence est jugée coupable par les autorités d'avoir facilité le soulèvement des « décembristes », un groupe d'officiers cherchant à donner un visage humain à l'autocratie russe, au moment de la transition du pouvoir, en 1825.

L'année suivante, Nicolas Ier (1825-1855) décide de mettre fin à la décentralisation de la police, œuvre de son frère, qui a failli provoquer la chute de la monarchie en laissant les décembristes s'organiser pendant neuf ans. Pour éviter ces bévues, le futur « gendarme de l'Europe » exige que les services secrets rendent compte directement au monarque. Renouant avec les pratiques de Pierre le Grand, il fonde la IIIe section de la Chancellerie de Sa Majesté l'empereur *(Tretié otdelenié sobstvennoï e.i.v. kantseliarii)*. Inspirée par Alexandre von Benkendorff qui en devient le premier directeur, ce qui lui vaut d'être surnommé « le chef des gendarmes », la IIIe section est une police politique héritière du Département des affaires secrètes. Divisée en quatre, puis cinq « expéditions », ses missions n'ont rien d'original : elle s'occupe du renseignement hors des frontières russes comme de la surveillance des étrangers en Russie. En 1877, la IIIe section dispose d'au moins quinze agents permanents dans les principales capitales européennes. Parmi eux, un autre représentant de la famille Tolstoï, Jacob, un ami du poète Alexandre Pouchkine. Résident à Paris entre 1837 et 1854, informateur des tsars sur les « événements » de 1848 et 1851 et en général sur la vie

politique française, il passe aussi son temps à surveiller les émigrés russes en France.

Avec Alexandre II (1855-1881), l'Empire russe est forcé de s'adapter à de nouvelles menaces. La défaite lors de la guerre de Crimée (1853-1856) menée contre quatre puissances, dont le Royaume-Uni et la France, constitue un traumatisme national. Une nouvelle réforme du renseignement apparaît inévitable. En 1856, le futur « tsar libérateur » (surnommé ainsi pour son abolition du servage) promulgue le premier règlement sur la mission des « agents militaires ». Composé de seize articles, ce dernier entérine officiellement la gestion du renseignement par le ministère de la Guerre. Si la IIIe section peut être considérée comme l'ancêtre de la police politique soviétique, en particulier du KGB, c'est au tour de l'ancêtre de la GRU, le services de renseignement militaire soviétique puis russe, de naître cette année-là.

C'est également sous le règne d'Alexandre II que la Russie entreprend ses premières opérations d'espionnage aux États-Unis. Rien de bien grave au départ – les deux pays n'ont que quelques différends économiques à régler. Décidée à vendre une bonne partie de l'Amérique russe aux Américains – nommément l'Alaska et les îles Aléoutiennes – pour des raisons complexes qui vont au-delà d'une simple incapacité à gérer ces « bouts du monde », l'administration tsariste charge ses agents sur place de déployer tous leurs talents pour obtenir une estimation du montant que le Congrès serait prêt à payer pour ces territoires. L'affaire est conclue en 1867 contre le versement de 7,2 millions de dollars, somme jugée ridicule par la presse russe de l'époque et qui suscite une profonde amertume encore aujourd'hui. Deux cent mille dollars vont au financement des « dépenses extraordinaires » de l'ambassade russe, ce qui en dit long sur les perspectives que le pouvoir tsariste voit s'ouvrir devant lui dans cette partie du monde.

Ce n'est que le début. Dix ans plus tard, alors que l'on fête le centenaire de la Déclaration d'indépendance américaine, le tsar missionne le célèbre chimiste Dimitri Mendeleev pour percer les secrets de

l'exploitation pétrolière des États-Unis, qui a tant fait de mal à l'économie russe. Avec le refroidissement des relations entre les deux pays à la fin du XIXe siècle, le contingent diplomatique russe à Washington augmente en nombre – mais pas au profit, on s'en doute, de simples diplomates…

Alexandre II perfectionne à son tour le renseignement et surtout le contre-espionnage russe dont le caractère répressif à l'égard de la population s'accroît. Cela va à l'encontre d'une idée reçue qui présente l'empereur en artisan d'une société civile en Russie. C'est que le renseignement russe s'occupe moins de l'étranger que des ennemis de l'intérieur. Il faut se souvenir que le tsar « libérateur », connu pour avoir aboli le servage, fut aussi la cible d'un grand nombre de tentatives d'assassinat. En avril 1866 déjà, après avoir échappé de justesse à un attentat, il avait autorisé la création d'une « Section pour la préservation de l'ordre public et de la tranquillité de la capitale ». Après une deuxième tentative d'assassinat, en février 1880 – les terroristes de l'organisation Volonté du peuple posent une bombe au Palais d'hiver –, le tsar se résout à dissoudre la IIIe section. Ses fonctions sont transférées au Département de police. L'objectif est plus que jamais de lutter contre les révolutionnaires, où qu'ils se trouvent. Le protagoniste de cette lutte est le ministre de l'Intérieur d'Alexandre II, le comte Mikhaïl Loris-Melikov. Mais la réforme n'empêche pas les terroristes d'accomplir leurs sombres desseins : le tsar finit par tomber sous leurs coups le 1er mars 1881, entraînant dans sa chute son ministre. Une occasion historique manquée pour la Russie : avec Melikov disparaît le projet de donner une Constitution au régime monarchique.

À la suite de la mort de son père, Alexandre III met plus que jamais l'accent sur la répression. L'empereur favorise au sein du Département de police la création de filiales, les Sections de sûreté *(Okhrannyé otdelenia)*, plus connues sous le nom générique d'Okhrana ou Okhranka, et abrégées en « OO ». Ces « cellules » de police politique uniques en leur genre remontent, comme on l'a vu plus haut, à la création de la section de 1866. Présentes d'abord à Saint-Pétersbourg, puis à Moscou, elles s'étendent

ensuite à l'ensemble du territoire russe. À partir de 1883, l'Okhrana possède des réseaux dans plusieurs villes européennes, des *agentury*. La résidence de Paris devient le quartier général de la police politique tsariste à l'étranger. Cet essaimage a plus particulièrement lieu entre 1902 et 1904. Parmi les agents les plus prometteurs recrutés par l'Agence de l'étranger figure, entre autres, Henri Bint, un inspecteur de police français. Bint décide de travailler pour les Russes après avoir été conseillé par un certain Georges d'Anthès, l'homme qui a tué le poète Alexandre Pouchkine en duel en 1837 !

Si la création de l'Okhrana constitue une continuation logique de la politique initiée par Alexandre Ier, elle marque surtout une rupture. Rupture dans les moyens mis en œuvre : l'Okhrana bénéficie d'un budget autrement plus important que celui de la IIIe section. Rupture aussi quant à ses objectifs : elle est une réponse à un danger qui touche non seulement la Russie, mais également l'ensemble des pays occidentaux en cette fin du XIXe siècle – le terrorisme anarchiste ou « nihiliste ». Un terrorisme d'un genre nouveau, bénéficiaire de la révolution industrielle et en particulier de la diffusion des explosifs, après la mise au point de la dynamite par Alfred Nobel, en 1866. La lutte contre le terrorisme passe au premier plan, en Russie comme dans le reste du « monde civilisé ». Rien qu'à Paris, entre 1892 et 1894, onze explosions provoquent la mort de neuf personnes (chiffre qui pâlit à l'aune des victimes du 13 novembre 2015, mais qui est le reflet du traumatisme de l'époque). À l'aube du XXe siècle, les terroristes ont pris la vie de deux présidents américains (James Garfield et William McKinley), d'un président français (Sadi Carnot), d'un Premier ministre espagnol (Antonio Canovas Del Castillo), d'une impératrice autrichienne (Élisabeth de Wittelsbach) et d'un roi italien (Humbert Ier).

Le terrorisme est un fléau européen ; il semble alors plus dangereux que le militarisme allemand, d'où la question de la coopération entre les polices. Celle-ci n'est jamais évidente : ainsi, la France refuse d'extrader Lev Gartman, le poseur de bombe du Palais d'hiver en février 1880.

L'amitié franco-russe bénéficie cependant des révélations d'un agent des plus talentueux, Abram Hekkelman (connu sous le pseudonyme de Landesen), qui livre plusieurs terroristes anarchistes aux Français et contribue ainsi à l'alliance de 1892.

Le problème est que, pour des raisons à la fois diplomatiques et idéologiques, les pays ouest-européens, en particulier la France et la Grande-Bretagne, sont rétifs à coopérer avec la Russie. Même la célèbre conférence de Rome de 1898, convoquée dans le but de poser les bases d'une coopération contre « le danger anarchiste », se révèle insuffisante. Les moins coopératifs sont les Anglais, qui se vantent d'ouvrir leurs portes à tous les « réfugiés politiques » de la Terre.

L'impossibilité d'une coopération franche, en dehors de quelques rapports échangés, est une première raison qui pousse l'institution tsariste à agir dans l'ombre. Mais ce n'est pas la seule cause de cette stratégie secrète. Les gouvernements européens ne s'opposent pas, en théorie, à la présence de l'Agence sur leurs territoires : comme le souligne en 1909 le Premier ministre français Aristide Briand, les Russes sont libres de travailler comme ils veulent, tant qu'ils prennent toutes les précautions pour que « les droits des citoyens français ne soient pas lésés et que leurs actions n'entraînent pas de scandale[8] ». Le ministre se doute bien cependant que l'action de ces espions ne consiste pas seulement à lutter contre les ennemis du régime. L'Okhrana se distingue en effet par son talent à se procurer les chiffrements des puissances étrangères et devient le premier services de renseignement à faire du vol de codes dans les ambassades un objectif prioritaire. Le talent des agents du tsar doit être mis en relation avec des moyens très limités – 3,4 % du budget russe total en 1880, soit 19 000 roubles. Une somme qui double cependant au bout de trois ans[9].

Guerres et conséquences

En ce début du XXe siècle, les principaux objectifs des opérations de l'Okhrana à l'étranger demeurent clairs : surveiller et infiltrer des groupes révolutionnaires émigrés ; empêcher la circulation d'armes et d'explosifs, mais aussi de tracts, en Russie ; influencer l'opinion publique européenne afin qu'elle se montre solidaire du régime tsariste. L'habitude est désormais prise par différents ministères – et pas seulement celui de la Guerre ou du MID – d'envoyer des espions à l'étranger. Arthur Raffalovitch, officiellement un représentant du ministère des Finances à Paris, est officieusement un agent d'influence qui utilise ses réseaux dans l'intérêt de l'alliance franco-russe et des crédits que les industriels français accordent à la jeune industrie russe. Le plus connu demeure cependant Pierre Ratchkovski, homme dont le talent n'a d'égal que le cynisme.

Si l'on en juge par les rapports du contre-espionnage français, Ratchkovski, né en Bessarabie en 1853, est perçu comme l'agent le plus influent de la Russie tsariste. Fréquentant les plus hautes sphères de la politique et de la finance, il contribue à souder l'amitié franco-russe en organisant la visite du ministre des Affaires étrangères Théophile Delcassé et celle du président Émile Loubet à Saint-Pétersbourg. Ratchkovski est l'architecte d'un vaste réseau d'agents dont la mission consiste à surveiller les terroristes et les révolutionnaires russes réfugiés à l'étranger. Pas moins de cent agents sont nécessaires pour suivre à la trace Boris Savinkov, l'un des dirigeants de l'organisation des socialistes-révolutionnaires (SR), cerveau de l'assassinat en 1904 du ministre de l'Intérieur Viatcheslav Plehve, un antisémite notoire. La surveillance de Lénine, un autre ennemi du régime, exilé à Paris en 1910, est plus lâche : les bolcheviques sont infiltrés par l'Okhrana et n'inspirent pas la même crainte que les SR.

Certains ont écrit, non sans ironie, que Ratchkovski aurait été un inspirateur d'Interpol. De fait, l'*agentura* parisienne que Ratchkovski dirige à partir de mars 1885 utilise secrètement les services d'agents britanniques, suisses, allemands et italiens, qualifiés d'« agents de pénétration ». Ces hommes vont jusqu'à détruire les imprimeries d'une des

organisations terroristes les plus puissantes en Russie, Volonté du peuple – à Genève en 1886 et Paris en 1887.

Le rôle de Ratchkovski dans la réorganisation des services secrets russes ne peut être sous-estimé. Il contribue à la création d'une section spéciale du MID destinée à la conservation d'archives et de codes utilisés par les puissances étrangères. Vénéré par les services secrets russes comme un espion particulièrement talentueux, grassement rétribué, Ratchkovski est devenu un personnage mythique. Rappelons qu'il s'illustre également dans bon nombre d'activités de désinformation ; il est un recruteur hors pair d'« agents provocateurs » (agents doubles infiltrés au sein d'une organisation opposée au régime) à la réputation douteuse. Parmi ces derniers, il faut mentionner un faussaire, Mathieu Golovinski, à qui Ratchkovski commande, pour accréditer la politique judéophobe du tsar Nicolas II, les tristement célèbres *Protocoles des sages de Sion*. Ce texte, publié en 1905 à des fins antisémites, attribue aux Juifs une volonté de mainmise sur le monde et aura par la suite le succès que l'on sait[10]. L'ensemble de ses méthodes souvent douteuses, ajoutées à un certain nombre de rumeurs infondées – comme son implication dans l'attentat de Liège en 1895 – finit par coûter à Ratchkovski son poste à la tête de l'Agence. Ses successeurs, en Europe et dans le reste du monde, se révèlent impuissants à prévenir le plus grand désastre russe depuis la fin de la guerre de Crimée.

*

* *

En 1904-1905, l'empire des tsars est de nouveau humilié, cette fois par un adversaire qu'il croyait « racialement inférieur », le Japon. À en croire les historiens russes, ce n'est pourtant pas dû à un manque de professionnalisme des agents secrets. Le capitaine des cosaques David Livkine, présent sur le front oriental avant le conflit, contribue à rassurer l'état-major sur l'absence de connivence entre Japonais et Chinois, gagnant même plusieurs appuis parmi ces derniers. Livkine est déjà un

espion expérimenté au moment où il arrive en Mandchourie. Polyglotte connaissant pas moins de huit langues, il est d'abord missionné en 1898 pour trouver les moyens d'empêcher la diffusion d'une épidémie de peste venue d'Inde. Il se montre particulièrement actif dans une région où se heurtent les intérêts russes et britanniques. Mettant à profit ses talents linguistiques, il change plusieurs fois d'identité et organise des réseaux en Égypte et en Afghanistan.

Moins flamboyant mais aussi prometteur est le travail de renseignement du lieutenant-colonel Alexandre Samoïlov, agent à Tokyo qui informe le tsar des préparatifs militaires japonais – même si ses dépêches restent sans réponse adéquate. En Russie même, l'officier de l'Okhrana Alexandre Komissarov endosse plusieurs identités afin de s'infiltrer dans les ambassades étrangères de Saint-Pétersbourg et acheter les codes utilisés par douze représentations différentes. Au moment des négociations du traité de paix de Portsmouth en mai 1905, les instructions des Américains, qui proposent leurs bons offices, sont connues des hommes de la Fontanka, avant même les diplomates sur place.

Les « mesures actives » entreprises en 1905 pour renforcer l'influence russe en Chine, en Mandchourie et en Mongolie – c'est-à-dire la publication dans les médias locaux d'articles prorusses – arrivent trop tard pour sauver la situation. Il n'en reste pas moins que, comme en 1856, la défaite russe accélère une réforme du renseignement militaire déjà amorcée. En 1903 naît le premier organe de contre-espionnage militaire, la Section du renseignement du Département principal de l'état-major (GU), inspirée par le ministre de la guerre Alexeï Kouropatkine. À partir de 1904, une section spéciale traite du renseignement militaire au sein du Département de police.

L'essentiel des réformes vient cependant après la défaite de 1905. Dans le domaine du renseignement étranger, entre autres innovations, les autorités décident d'ouvrir une école destinée aux futurs agents secrets servant dans l'état-major. En ce qui concerne le contre-espionnage, pour tenter de faire face à un afflux d'agents étrangers de plus en plus massif,

si l'on en croit le directeur du Département de police Gabriel Mollov en 1911 [11], la législation devient plus sévère. Les peines encourues passent de huit à quinze ans de travaux forcés pour divulgation à une puissance étrangère d'informations classées secret d'État.

L'Empire russe croit être au bout de ses peines en 1905 : il est loin du compte. Le 1er août 1914, la Russie tsariste est entraînée dans la Grande Guerre, un conflit qui lui sera fatal. Certes, l'offensive russe face aux Austro-Hongrois est d'abord couronnée de succès. Les pertes ennemies, évaluées à plus d'un million d'hommes, sont imputées à Alfred Redl, un officier de l'état-major autrichien, l'un des plus célèbres agents doubles. Recruté en 1900, Redl fournit au tsar une quantité immense de documents secrets, dont le plan d'invasion de la Serbie. Arrêté en mai 1913, il se suicide. Bien sûr, Redl ne fut pas le seul qui fit croire à une guerre rapide et facile. La constitution, à partir des années 1880, de deux blocs rivaux – la Triple Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie et Italie) et la Triple Entente (Royaume-Uni, France et Russie) – demeure la raison principale de l'engrenage. Mais le rôle du maître espion ne doit pas être sous-estimé.

Signe que la Russie considère le conflit inévitable, à la veille des hostilités, le renseignement militaire russe procède à une réorganisation de fond : une section du quartier-maître général (l'Ogenkvar) est créée au sein de la Direction principale de l'état-major russe. L'Ogenkvar dispose de ramifications dans de nombreux pays – en Allemagne et en Autriche-Hongrie, mais également en Chine et en Corée. En 1916, des agents de l'Ogenkvar introduits dans l'entourage des dirigeants du Vatican et de l'Espagne obtiennent des renseignements sur les plans allemands et austro-hongrois. La publication de matériaux dans la presse étrangère à des fins de désinformation, en utilisant les services d'agences telles que Havas, est alors courante. Comme ailleurs, l'expérience du conflit profite à l'espionnage qui perfectionne notablement ses techniques de recrutement, utilisant de plus en plus des technologies modernes et collaborant avec le

renseignement allié. Toujours en 1916, le MID projette une nouvelle réforme du renseignement.

En même temps, à la différence du renseignement ennemi, les services russes souffrent de nombreuses imperfections. L'Okhrana concentre ses efforts sur les « ennemis de l'intérieur », au mépris des zones de combat. Surtout, le renseignement est rattrapé par la politique. Alors que la fin du conflit approche, les bouleversements que connaît la Russie en 1917 – les révolutions de février et d'octobre – tuent dans l'œuf la nouvelle mue du renseignement tsariste. Objets d'un opprobre quasi général, les organes de police politique disparaissent après la révolution de février sans opposer de résistance. Après le 25 octobre, les bolcheviques proclament la fin des pratiques d'un autre âge.

Mais la rupture est en fait moins importante qu'il n'y paraît. De nombreux agents tsaristes – à l'image de Nikolaï Potapov, lieutenant-général du GU, qui survit à la Grande Terreur, et meurt en 1946 – continuent de travailler pour les rouges. Ces derniers manquent alors cruellement de spécialistes. Surtout, les bolcheviques se montrent plus fidèles héritiers du tsarisme que créateurs d'un nouveau système de renseignement.

---

1. Rapport daté du 23 décembre 1810/4 janvier 1811, cité dans : Bachkina N.N. et *alii*, *La Russie et les États-Unis : établissement des relations, 1765-1815*, Moscou, 1980, p. 446-447.

2. Cité dans Earley : 81.

3. Le futur Pierre le Grand est victime du clan de la régente Sophie, sa demi-sœur, qui instrumentalise les *streltsy*, un ordre d'arquebusiers. À la suite de la révolte de ces derniers, en août 1689, Pierre se réfugie dans le célèbre monastère de la Trinité-Saint-Serge, avant de revenir triomphalement à Moscou, en septembre.

4. IRR 1 (voir Primakov dans la bibliographie) : 96.

5. Les salons, lieux de culture et d'échanges, constituent depuis longtemps des espaces privilégiés pour les services secrets. Après 1917, celui de Lili Brik, agent de la GPU, est un modèle du genre.

6. IRR 1 : 113-114.

7. Cité dans Vorontsov : 103.

8. Ruud et Stepanov : 95.

9. Ruud et Stepanov : 79-80.

10. La paternité de Golovinski est contestée par plusieurs spécialistes.

11. Cité dans Vorontsov : 195.

Chapitre II

Le bouclier et l'épée de la révolution

Suite à la signature de l'accord avec Hoover, il faut s'attendre à voir débarquer de nombreux Américains. La Tchéka et les autres institutions doivent surveiller davantage et améliorer leurs rapports sur les agissements des étrangers. Ils doivent absolument mobiliser l'ensemble des communistes anglophones.

Lénine[1]

Qu'est-ce que le parti trotskiste ? Il est avéré, comme nous nous en doutions depuis longtemps, que c'est un véritable nid d'espions. Avec le soutien d'agents du fascisme japonais et allemand, ils font exploser des mines et des ponts, ils font dérailler les trains. En cas de guerre, ils feront tout pour faciliter notre défaite.

Staline[2]

« L'Okhrana est morte, vive la Tchéka ! » Tel aurait pu être le cri de ralliement des agents du renseignement tsariste passés au service des bolcheviques après la Glorieuse Révolution d'Octobre, comme on appelait du temps de l'URSS le coup d'État des 24-25 octobre 1917 (6-7 novembre d'après le nouveau calendrier). La nouvelle ère du renseignement russe, désormais bolchevique et bientôt communiste, commence avec la création de la Tchéka. Ou, pour être exact, de la « VTchéka » : « la commission

extraordinaire nationale pour la lutte contre la contre-révolution et le sabotage près le Conseil des commissaires du peuple de la RSFSR ».

Cette nouvelle police politique voit le jour le 20 décembre 1917 si l'on se fonde sur le nouveau calendrier, en usage à partir du 1er (14) février 1918. Et jusqu'en 1935, année où entre en vigueur une procédure de sélection drastique des tchékistes, le fait d'avoir appartenu à un organe policier tsariste n'est pas vraiment un obstacle.

Des hommes de fer

Pour Lénine, la naissance de la Tchéka ne s'inscrit pas dans un plan longuement mûri à l'avance. Dans l'esprit du Guide, la révolution mondiale ne manquera pas d'emporter dans son sillage les représentants de l'ordre ancien – les diplomates et les espions. La Tchéka est donc pensée comme un expédient provisoire sur la voie du communisme. Mais sa mue en une institution permanente apparaît inévitable, tant sa mission est définie de manière particulièrement vague : elle doit en effet « prévenir et mettre fin aux activités contre-révolutionnaires et de sabotage dans toute la Russie, d'où qu'elles viennent[3] ».

Il n'est guère étonnant que ce genre d'activités s'étende face à la dictature instaurée par Lénine. Dès la fin de 1917, des « contre-révolutionnaires » exigent du nouveau gouvernement qu'il respecte ses engagements et refusent la suppression des droits chèrement acquis lors de la révolution de février – le multipartisme et la liberté de la presse. L'imminence d'une grève générale se profile à l'horizon. Effrayé à l'idée d'être emporté à son tour par le tourbillon révolutionnaire, Lénine charge Félix Dzerjinski de la constitution d'un organe de répression des « ennemis du régime » : la Tchéka est née.

Le mode de vie spartiate de Dzerjinski, son dévouement total à son travail lui valent le surnom de « Félix de fer ». C'est lui qui définit le « bon

tchékiste » comme un homme possédant « un cœur chaud, une tête froide et des mains propres » – une définition qui sera reprise *ad nauseam* par les manuels d'entraînement des futurs agents. Emporté dans la force de l'âge, à quarante-neuf ans, le premier des tchékistes (nom donné jusqu'à aujourd'hui aux agents des services de renseignement russes) aura droit à un culte de la personnalité *post mortem* qui s'étend jusqu'à des domaines insoupçonnés : après la guerre, les officiers des services ont droit à une boîte de nuit privée, appelée… le Club Dzerjinski ! En 1958, consécration suprême, une statue géante est érigée sur la place de la Loubianka, en face du bâtiment du KGB. Un symbole du régime honni qui fera les frais de la fin du communisme soviétique, en août 1991, lorsque la statue de Dzerjinski sera démontée par une immense grue devant des dizaines d'agents du KGB terrorisés et impuissants. Pour l'un d'entre eux, le général Viktor Tcherkachine, cet acte aura été « aussi barbare que la destruction des églises après la révolution bolchevique[4] ». Une façon comme une autre d'avouer que le communisme fut une religion pour ses partisans.

Le culte de Dzerjinski a eu tendance à éclipser l'un des principaux inspirateurs de la Tchéka, Lénine. C'est en effet ce dernier qui, vouant une véritable passion pour l'institution, suggère sans cesse à « Félix de fer » de nouvelles méthodes destinées à améliorer le travail des tchékistes. Obsédé par l'idée d'une « subversion impérialiste » qui utiliserait les moyens les plus philanthropiques pour s'introduire en URSS, Lénine fait surveiller étroitement les trois cents membres de l'ARA (American Relief Association), venus soulager le sort de millions de Russes affamés lors de la première grande famine de l'ère soviétique, en 1921. Il est en cela un fidèle continuateur de la politique tsariste de surveillance des étrangers sur le territoire russe.

Le choix du quartier général de la Tchéka se porte sur l'immeuble de la place de la Loubianka à Moscou, naguère siège de la société d'assurances *Russie*. Cet immeuble imposant de sept étages, dont le bureau 763 sera occupé par la majorité des dirigeants du renseignement

soviétique à l'étranger, est appelé par ses agents « le Centre ». Fait symptomatique pour un service qui prétend incarner la rupture avec l'époque tsariste, la Tchéka choisit comme emblèmes le bouclier – pour défendre « la patrie des travailleurs » – et l'épée – pour châtier ses ennemis.

À cette époque, la Tchéka ne possède pas encore de services de renseignement *ad hoc* pour l'étranger. Ce n'est pas le cas du renseignement de l'armée. Dès le 5 novembre 1918, alors que la guerre n'est pas officiellement terminée à l'ouest, apparaît la « Direction d'enregistrement de l'état-major de campagne de l'Armée rouge des travailleurs et des paysans ». Cet ancêtre de la GRU est une institution méconnue, mais qui n'en constitue pas moins « la première tête pensante » du renseignement soviétique dans les années 1920 et 1930[5]. Au cours de ces années, la GRU est en quête d'informations non seulement à caractère militaire, mais également à caractère politique et stratégique. En 1926, une nouvelle réorganisation de l'Armée rouge entraîne la modification de son nom – la « Direction d'enregistrement » devient la « 4e Direction ». Quant à l'appellation « GRU », utilisée de nos jours, elle ne serait officialisée qu'en 1940 (même si en 1943, on reprit la distinction entre GRU et RU). L'objectif de ce nouvel organe créé par Lénine à la demande de Trotski, l'autre « grand cerveau » du coup d'État d'octobre 1917, est de coordonner les opérations de renseignement des différents services de l'Armée rouge et de fournir des analyses à l'état-major.

Il faut attendre la défaite de l'Armée rouge face à la Pologne en août 1920 et la fin de la guerre civile dans la partie européenne de la Russie bolchevique pour voir la création, le 20 décembre, d'un Département étranger (l'INO) au sein de la Tchéka. L'INO est l'ancêtre direct de la Première direction principale du KGB (la PGU). Mais ce n'est pas avant le milieu des années 1930 que le renseignement civil prend définitivement un ascendant sur sa « cousine », la GRU.

Revenons aux origines de la Tchéka. Pour « Félix de fer », c'est la faiblesse du renseignement qui est responsable de la défaite devant l'armée de Pilsudski. Comme les agents du tsarisme, les bolcheviques tirent profit de leurs erreurs pour réorganiser la police politique, créant une machine de plus en plus impitoyable. Mais à la différence de leurs prédécesseurs qui utilisaient les services du renseignement et du contre-espionnage en temps de guerre (l'Okhrana est une branche du ministère de l'Intérieur, non un services de renseignement à proprement parler), les communistes en font des outils permanents du régime. Cela s'explique par le fait que l'URSS (qui naît en décembre 1922) se trouve en situation de conflit virtuel permanent avec l'Occident.

Le complot des ambassadeurs

Le premier directeur de l'INO est Jacob Davydov, de son vrai nom Davtian. Bolchevique de la première heure, il fait ses classes au commissariat des Affaires étrangères avant d'être recommandé à Dzerjinski par Inès Armand, une révolutionnaire féministe qui fut, dit-on, la maîtresse de Lénine. Davtian est loin d'être un professionnel du renseignement. Il n'a alors que trente-deux ans, passés souvent en exil ou en prison. Comme tous les agents de cette époque, il est employé faute de mieux : à cette époque, les bolcheviques manquent cruellement de cadres, et n'ont pas encore d'école destinée aux apprentis espions.

La jeune Tchéka ne chôme pas et se lance dans des opérations contre les « menées subversives » des services secrets occidentaux qui, en cette fin de Première Guerre mondiale, tentent de couper court à la glorieuse entreprise de Lénine. Une section de contre-espionnage (le KRO) est spécialement mise sur pied en mai 1918 dans ce but. L'ironie veut que la première opération de ce genre soit lancée contre l'ambassade allemande à Moscou, alors que l'Allemagne est neutre après la paix humiliante de

Brest-Litvosk : le 6 juillet 1918, Iakov Blioumkine, le plus jeune chef de section de l'histoire des services secrets russes, organise l'assassinat de l'ambassadeur Wilhelm von Mirbach. Juif d'Odessa qui avait participé à des groupes d'autodéfense contre les pogromes, Blioumkine, « SR de gauche » (et donc adepte des méthodes terroristes), un personnage haut en couleurs fréquentant les poètes à la mode des années 1920, sera considéré comme un agent double, destiné à provoquer la rupture entre l'Allemagne et la Russie et à « relancer la révolution mondiale ». Si l'opération antiallemande échoue, Blioumkine va néanmoins connaître une belle carrière d'agent secret, notamment à Constantinople, en charge des opérations soviétiques dans le Proche-Orient. En 1929, il sera exécuté comme trotskiste, après avoir pris contact avec Trotski, alors exilé en Turquie, sur ordre de l'OGPU.

Après l'infiltration malheureuse de l'ambassade allemande, la Tchéka a plus de succès avec l'affaire du « complot Lockhart ». Robert Bruce Lockhart, ex-consul général britannique à Moscou, participe au printemps 1918 à une conspiration antibolchevique impliquant des agents américains, français et britanniques. Parmi les protagonistes du complot, on trouve un personnage haut en couleur, le célèbre aventurier Sidney Reilly, un « anti-Blioumkine ». Antibolchevique de la première heure, Reilly ambitionne de faire défiler dans les rues de Moscou Lénine et Trotski en caleçon.

En dehors des années 1918-1925 qu'il a passées en Russie, la biographie de Reilly, l'un des espions qui ont inspiré le personnage de James Bond, est pleine de zones d'ombre. Le futur « roi des espions » *(ace of spies)* aurait pour parents une mère polonaise (Relinski) et un père juif (Rosenblum), auxquels s'ajoutent selon certains des ancêtres irlandais. Cet aventurier cynique et âpre au gain, originaire d'Odessa, aurait fini par se retrouver en Amérique du Sud où il aurait croisé la route d'un officier des services secrets britanniques qui l'aurait recruté. À partir de là, sa vie est vouée au renseignement. Pendant le conflit russo-japonais, il travaille au service de Tokyo ; pendant la Grande Guerre, d'agent double il devient

triple lorsqu'il vend les plans des sous-marins allemands simultanément aux Russes et aux Anglais. Reilly, que l'on dit d'un charisme rare, présente à Lockhart un plan « clés en main » pour renverser les bolcheviques. Le Britannique, qui le prend d'abord pour un illuminé, est ensuite séduit[6].

Le « complot Lockhart » coïncide avec le débarquement de troupes britanniques, françaises et américaines en Extrême-Orient et dans le Nord russe (Vladivostok et Arkhangelsk). Ces armées alliées cherchent d'abord à empêcher les Allemands de s'emparer d'une grande quantité d'armes destinées au front oriental. Une partie des troupes est cependant de mèche avec les comploteurs. Après avoir joué quelque temps « au chat et à la souris », la Tchéka, qui a infiltré l'organisation par l'intermédiaire de nombreux agents provocateurs, décide d'abattre ses cartes au lendemain de la tentative d'assassinat de Lénine, le 30 août 1918. Ce même jour, le meurtre d'un officiel bolchevique, Moïsseï Ouritski, est perpétré. Les deux crimes ne sont pas liés, mais le pouvoir bolchevique y voit le début d'une insurrection ourdie par les Occidentaux. Les tchékistes arrêtent le diplomate britannique le matin du 31 et, lors de l'interrogatoire, l'accusent d'avoir financé Fanny Kaplan (*alias* Feïga Roïtblat), la femme inculpée de la tentative d'assassinat de Lénine[7].

Vingt-quatre personnes sont jugées au procès Lockhart qui se déroule du 28 novembre au 3 décembre 1918. L'arrestation du diplomate suscite une riposte britannique – le représentant soviétique Maxime Litvinov est arrêté à son tour en Grande-Bretagne. Les deux diplomates finissent par être « échangés » : ce précédent sera utilisé de nombreuses fois par la suite, surtout pendant la guerre froide. Pour la propagande soviétique, l'affaire Lockhart n'est cependant que la partie émergée de l'iceberg. Les services secrets sont appelés à redoubler d'ardeur, ce qu'ils font : ainsi, à l'automne 1919, la Tchéka s'enorgueillit d'avoir neutralisé « 412 organisations secrètes antisoviétiques », et ce en seulement dix-neuf mois d'existence.

La désinformation érigée en système

Sidney Reilly est condamné *in absentia* au procès Lockhart. L'homme a réussi à se réfugier à l'étranger dans des circonstances rocambolesques, dignes du meilleur roman d'espionnage. Mais il reste dangereux pour le pouvoir : on le soupçonne notamment de vouloir assassiner le *narkomindel* Tchitchérine. À ce titre, Reilly reste étroitement surveillé par les agents russes à l'étranger, à l'instar de bien des émigrés influents de l'ancienne Russie tsariste. C'est Lénine lui-même qui appelle les services secrets à remplir cette mission de surveillance lors du IIIe congrès du Komintern (Internationale communiste), en juillet 1921, en évoquant « une armée vaincue » en train de se préparer à un nouvel assaut.

L'armée vaincue en question est celle de nostalgiques du tsarisme, de la Russie « blanche ». Le contexte est alors celui de la fin de la guerre civile. En novembre 1920, l'Armée rouge occupe la Crimée et chasse les troupes du général Wrangel, le « baron noir ». Quelque 140 000 personnes, des soldats et des civils, doivent alors évacuer précipitamment, souvent à bord d'embarcations de fortune, en direction de la Turquie. La guerre civile prend définitivement fin le 25 octobre 1922, avec la conquête de Vladivostok. Les estimations du nombre de réfugiés russes font état de 600 000 personnes en Allemagne et 400 000 en France.

Les plus fanatiques des Russes blancs n'ont pas l'intention de cesser le combat pour autant. Ils tentent de s'organiser pour relancer une bataille pourtant perdue d'avance. Parmi eux se distingue l'Union des armées combinées de Russie (la ROVS), fondée par le général Wrangel à Paris en septembre 1924 et comportant près de 30 000 membres. Cette guerre qui ne dit pas son nom fait des victimes : en 1923, les Russes blancs assassinent le chef de la délégation soviétique à la conférence de Lausanne. En 1927, c'est au tour de l'ambassadeur soviétique en Pologne de tomber sous les coups d'un monarchiste. Des incursions à partir des frontières polonaises et roumaines avec pour objectif l'organisation

d'actions terroristes sont avérées. Il n'est finalement guère étonnant, connaissant la tendance paranoïde du régime communiste, que Lénine puis Staline prennent cette menace très au sérieux, y voyant les signes avant-coureurs d'une offensive sur leur territoire.

L'INO profite de ce contexte. Avec la nomination de son troisième directeur, Mikhaïl Trilisser, en mars 1922, l'organisme obtient des moyens accrus pour se consacrer entièrement à la lutte contre les ennemis de la révolution – russes ou étrangers – sur le territoire soviétique, puis à la lutte contre ces mêmes ennemis à l'étranger. L'effectif du service augmente rapidement pour passer à soixante-dix, puis cent vingt-deux agents en 1929. Trilisser marque de son empreinte le renseignement soviétique dans les années 1920. Son action annonce un nouvel âge d'or, les « années Artouzov », du nom de son successeur, Arthur Artouzov (Frauchi), un fils de fromager d'origines suisse et italienne.

Les opérations qui se multiplient alors contre la diaspora russe utilisent tout l'arsenal des pratiques tsaristes, et plus encore. L'usage des agents provocateurs est fréquent. Leur première victime est une organisation basée à Petrograd, dirigée par le général Kaledine, que les agents de Staline réussissent à infiltrer et à démanteler au début de 1918. Les bolcheviques se mettent aussi à faire un grand usage de la désinformation. Fin 1922, le directeur adjoint de la GPU, Josef Ounchlicht, écrit à Trotski et Staline pour les alerter sur le fait que, « depuis l'ouverture des frontières aux étrangers, le renseignement des gouvernements bourgeois a multiplié les opérations » sur le territoire soviétique ; il est par conséquent nécessaire de « désorienter nos adversaires, de les induire en erreur[8] ». Les pays accusés en premier lieu d'espionner sont la Pologne et la France, la seconde utilisant la première comme intermédiaire ; de même pour l'Estonie, accusée de servir les desseins de la Finlande, de l'Angleterre et du Japon (les États-Unis font alors partie des adversaires de « second plan »). L'appel d'Ounchlicht est entendu puisque, en janvier 1923, est créé, avec le concours du Narkomindel, le *Desinformburo*. Début 1925, un rapport fait état de

résultats très encourageants, notamment en ce qui concerne la désinformation sur les capacités militaires soviétiques[9].

Entre les tchékistes et leurs ennemis émigrés, c'est à qui compromettra le plus l'autre à l'aide de documents forgés de toutes pièces, destinés à effrayer l'opinion publique occidentale et à la convaincre de la justesse de son combat. Afin d'opérer plus efficacement, des résidences sont créées dans la plupart des capitales européennes – à Berlin, Londres, Paris, Vienne et Rome –, mais aussi en Asie – à Tokyo, Pékin, Harbin et Séoul. Avec le temps, ces résidences s'étoffent pour disposer d'un personnel de soutien (agents qui restent sur place) et d'un personnel opérationnel (agents sur le terrain). Ce dernier étant divisé en plusieurs « lignes », dont la ligne « KR » (contre-espionnage et sécurité) et la ligne « EM » (émigrés).

Les monarchistes ne sont pas les seules cibles de la Tchéka. L'opération Sindikat (le nom complet est Sindikat 2) a pour objectif Boris Savinkov, un ancien SR au destin d'aventurier[10] : condamné à mort en 1906 par le gouvernement tsariste, il réussit à s'échapper et vit à l'étranger à partir de 1911. Après la révolution de février 1917, il revient en Russie et devient vice-ministre de la Guerre du ministère Kerenski. Après le coup d'État bolchevique, Savinkov rejoint les Blancs, organise des soulèvements, participe au complot Lockhart>, fait parvenir de l'argent et des armes à l'amiral Koltchak. Il met aussi en place l'« armée populaire russe » qui se bat aux côtés de Pilsudski en 1920. Fin 1921, il se réfugie à Paris. L'OGPU réussit à l'attirer en Russie en 1924, où son interrogateur Artouzov le fait « craquer » en moins de deux semaines : Savinkov reconnaît la légitimité des communistes en Russie et répudie ses anciens amis : une grande victoire symbolique pour le régime communiste.

Condamné à mort, Savinkov, repenti, voit sa peine commuée en dix ans d'emprisonnement. Il bénéficie d'un régime de faveur, mais les circonstances de sa mort (défenestration en présence d'agents de l'OGPU) font toujours l'objet d'un débat. Les historiens russes parlent d'un « suicide impulsif », conséquence soit de son « instabilité psychique », soit de la

prise de conscience qu'il ne sera jamais libéré, malgré sa repentance (soit des deux). Tandis que, pour nombre de spécialistes occidentaux, c'est la Tchéka qui « le suicide », selon l'expression consacrée[11].

Après Sindikat, l'opération Trest appartient aux annales du renseignement soviétique comme modèle des opérations de désinformation. Sa finalité est de convaincre les monarchistes exilés de l'existence d'une organisation alliée, « l'Association monarchiste de Russie centrale ». L'une des victimes de l'opération est ni plus ni moins Sidney Reilly. L'intrépide espion et homme d'affaires avait juré de consacrer le reste de sa vie « au salut de la Russie » (blanche) et à la défaite des « monstres du crime et de la perversion » (les bolcheviques). Les tchékistes lui font croire que le financement nécessaire pour mener à bien son projet, refusé par le pouvoir britannique, ne manquera pas de se concrétiser s'il apporte des preuves de l'existence de forces « contre-révolutionnaires » en Russie. Il tombe dans leur piège ; son corps criblé de balles est exhibé par les Soviétiques, qui prétendent qu'il a été tué dans une escarmouche frontalière.

Les tchékistes réussissent également à tromper Alexandre Koutiepov, président de la ROVS. Celle-ci devient un objet de surveillance prioritaire de la GPU après 1925, l'année de la reconnaissance officielle de l'URSS par la France. Alors que Koutiepov est aisément manipulé par Trest qui a infiltré son entourage (dont son chef d'état-major pendant la guerre civile, le général Boris Steifon), la direction soviétique décide qu'il faut passer aux choses sérieuses lorsque l'un des agents de l'opération, au nom de code transparent Opperput (acronyme russe d'« imbroglio opérationnel »), décide de rester à l'ouest et réclame 125 000 roubles en échange de son silence. Si les services finlandais et britanniques, à qui Opperput finit par raconter toute l'histoire, restent sceptiques, ces révélations filtrent dans les médias, et sèment le doute au sein de la ROVS, qui poursuit ses projets d'actions terroristes en Russie soviétique. Sur ordre personnel de Staline, Iakov Serebrianski, chef de l'administration des missions spéciales de l'OGPU (successeur de la GPU), met alors en place une nouvelle

opération, destinée à enlever le général blanc. L'affaire est rondement menée : Koutiepov est enlevé en plein Paris, en janvier 1930. Le général prive néanmoins Staline du plaisir de le voir exécuté : il meurt d'un arrêt cardiaque – pour certains sur un vapeur l'emmenant vers Novorossiisk, pour d'autres, avant même de quitter la France.

Sous la direction de son successeur, le général Evgueni Miller, la ROVS déclinera, moins à cause des infiltrations de la GPU qu'en raison de ses divisions internes et de ses déboires financiers. Miller est à son tour enlevé en 1937, si l'on en croit la version officielle, grâce à la complicité de son adjoint et successeur potentiel, Nikolaï Skobline. Ce dernier est un agent double, voire triple – au service des Russes blancs, des bolcheviques et des Allemands ; ces derniers entretiennent alors avec les Soviétiques des relations ambivalentes. Dans un contexte de tensions avec le gouvernement français, la ROVS sera transférée à Bruxelles où l'organisation finira par péricliter.

Staline maître à bord

Le successeur de Dzerjinski, Viatcheslav Menjinski, partage avec « Félix de fer » des origines polonaises. Polyglotte raffiné, il n'a cependant rien d'un meneur. Comme pour Dzerjinski, c'est sa santé qui lui fait progressivement défaut, si bien qu'en 1934, l'année de sa mort, la police politique et le services de renseignement de la Tchéka sont déjà aux mains de Genrikh Iagoda, « un homme grossier, brutal et inculte », si l'on en croit Gueorgui Agabekov[12]. Chef du renseignement soviétique au Proche-Orient passé à l'ouest en 1930, Agabekov est le premier tchékiste à publier des Mémoires, particulièrement riches, qui permettent l'arrestation de nombreux agents secrets soviétiques à l'étranger. Il tombera sous les coups de collègues chargés de venger l'honneur de l'organisation, à l'été 1937.

Avec Iagoda comme bras droit, Staline prépare les grandes purges dans les rangs d'anciens membres du parti, mais aussi parmi les espions de la première heure. L'objectif est d'asseoir un pouvoir de plus en plus absolu en éliminant ceux qui ne se montrent pas fidèles jusqu'à l'aveuglement. En ce sens, la brutalité de Iagoda sert parfaitement les desseins de Staline, de plus en plus obsédé par l'idée de complot. Le chef du Kremlin compte utiliser l'OGPU pour mener une véritable chasse aux sorcières en Russie dans un contexte d'espionnite et de lutte contre les « déviationnistes de gauche » (les trotskistes) et « les déviationnistes de droite » (les boukhariniens[13]). Sous Staline, la tendance à lier contre-espionnage et lutte contre l'opposition, le renseignement étranger et la politique intérieure, déjà présente sous le tsarisme, trouve son incarnation la plus « parfaite ».

L'idée de purge mûrit progressivement dans l'esprit du Guide jusqu'à une date fatidique : 1934. En cette année de crise de la démocratie et de montée des périls (Hitler est au pouvoir depuis janvier 1933), Staline invite ses services secrets à une nouvelle réorganisation. L'OGPU devient le GUGB (Administration principale de la sécurité d'État), et se trouve intégré au NKVD (Commissariat du peuple à l'intérieur) avec à sa tête Iagoda.

L'objectif de toute cette réorganisation est de concentrer un pouvoir immense dans les mains d'un seul homme : Staline. Une ligne directe le relie au NKVD par l'intermédiaire de son secrétaire personnel, Alexandre Poskrebychev. Le totalitarisme soviétique approche alors de sa perfection. La machine infernale est lancée à la suite de l'assassinat, le 1er décembre 1934, d'un proche de Staline, membre du Politburo et premier secrétaire du comité du parti de Leningrad, Sergueï Kirov. Même si tous les détails du meurtre sont loin d'être connus, les historiens privilégient aujourd'hui la version d'un assassin isolé et déséquilibré, Leonid Nikolaev.

Pour le Guide, en revanche, il ne fait aucun doute que cet acte n'est que le début d'une série d'assassinats planifiés par ses opposants, réels ou imaginaires. Les premiers rapports de l'OGPU confirment en effet qu'au

milieu des années 1920, Nikolaev s'était rapproché de Grigori Zinoviev, le président du Comité exécutif du Komintern. Il n'en faut pas plus à Staline pour lancer une vague d'arrestations et d'exécutions d'une ampleur sans précédent, au sein du NKVD et de l'armée. L'une des victimes les plus célèbres des purges est Iagoda lui-même, qui, en dépit de tous ses efforts, finit par tomber en disgrâce. Lui succède en 1936 Nikolaï Iéjov, un personnage d'encore plus sinistre mémoire qui associe son nom à une période meurtrière : la « iéjovchtchina ». Sans exonérer le tyran géorgien, il convient ici de rappeler que la tradition des « purges » existe en Russie depuis Ivan IV ; et sous les communistes, depuis Lénine. Ainsi, la rivalité entre la Tchéka et le renseignement militaire a entraîné l'exécution par la première d'officiers de la 7e armée, le 13 mai 1919, pour le plus grand plaisir de Lénine qui a cherché à « diviser pour mieux régner ». Après la défaite humiliante contre la Pologne en août 1920, le dirigeant bolchévique se met en quête de boucs émissaires : en novembre 1920, il aurait fait fusiller des centaines d'officiers[14].

Avec Staline, le totalitarisme issu des théories de Marx et des expérimentations de Lénine acquiert cependant ses « lettres de noblesse ». « La révolution dévore ses enfants[15] », et parmi ces enfants, on trouve les espions. À l'image des services de renseignement de l'armée, l'INO devient à la fois l'instrument et la victime de la Grande Terreur. Ce dramatique paradoxe peut être illustré par l'exemple du plénum du Comité central du Parti communiste de février-mars 1937. Alors que Iéjov décrit les conditions d'enfermement des prisonniers politiques comme étant finalement assez supportables, l'assistance composée de tchékistes laisse éclater son indignation devant une telle humanité. Les participants du plénum ne se doutent pas que les persécutions vont bientôt s'étendre et les emporter à leur tour…

Les victimes des services de renseignement civil et militaire, des simples exécutants aux grands officiers, sont en effet innombrables. Dans l'armée, les purges touchent les grands maréchaux. Exemple parmi d'autres, Vassili Blücher, un héros de la guerre civile, est battu à mort

dans la tristement célèbre prison de Lefortovo[16], sans que ses tortionnaires réussissent à le faire avouer qu'il est « un espion au service du Japon ». De même pour l'INO : sur les quelque 450 employés qui y ont travaillé au cours des années 1936-1938, 275 ont subi des persécutions, et beaucoup y ont laissé leur vie.

Les plus célèbres, Artouzov et Trilisser, sont respectivement fusillés en 1937 et 1940. Accusé d'espionnage au profit des services de renseignement allemand, français, polonais et britannique (rien que ça), Artouzov écrit une note au juge d'instruction (avec son propre sang !) pour se défendre d'être un espion. Une mort totalement incompréhensible pour un tchékiste hors pair qui a reçu de nombreuses récompenses et qui est allé jusqu'à accuser dans ses rapports la quasi-totalité des étrangers présents en Russie d'être des espions en puissance, freinant ainsi considérablement l'investissement économique étranger en URSS[17].

La plupart de ses collègues subissent le même sort : citons Stanislav Messing qui travaille alors au commissariat du commerce extérieur ; Iakov Davtian, premier directeur du renseignement ; Gueorgui Kosenko, résident au Japon et en France, organisateur de l'enlèvement du général Miller. Enfin, parmi les victimes se trouvent aussi de nombreux étrangers : la majorité des cadres du Komintern et des communistes étrangers résidant à Moscou sont arrêtés comme « agents ennemis ».

Les purges staliniennes s'étendent au-delà des frontières soviétiques. Les agents à l'étranger, les résidents de Paris, de Londres, de Berlin et de New York, sont également touchés. La plupart du temps, on les fait venir à Moscou par le biais de la procédure de « rappel au village ». Certains agents obéissent sans se douter de rien, d'autres, conscients d'aller au-devant de la mort, gardent un fol espoir d'être disculpés, quelques-uns décident néanmoins de rester en Occident. Dès lors, on n'hésite plus à « liquider » sur place. En 1935, Ian Berzine, directeur de la GRU de 1924 et 1938, est envoyé en Extrême-Orient pour se débarrasser des agents du NKVD soupçonnés de trahison. Ces opérations sont qualifiées d'« affaires

mouillées ». Après de grands services rendus au renseignement, Berzine est à son tour arrêté et fusillé en 1939.

Il est vrai que tous les agents « rappelés » à Moscou ne finissent pas forcément dans une fosse commune. Ainsi, Ivan Kaminski, un Ukrainien, est envoyé à Paris en 1934 comme illégal, avec pour mission de traquer les organisations d'émigrés russes en France, en Belgique et en Suisse. Arrêté en 1938, Kaminski est relâché quand commence la guerre pour participer à la lutte contre les collaborateurs ukrainiens ; trahi, il se suicidera avant d'être arrêté par l'Abwehr.

Les espions victimes des purges sont souvent présentés aux simples Soviétiques comme des agents doubles. Dans la propagande, ils servent d'exemples de la « pénétration ennemie » en URSS, de la désorganisation qu'elle a engendrée dans les campagnes par ses « sabotages ». Cette propagande est diffusée dans la presse, mais elle prend aussi la forme de procès « pédagogiques », les fameux procès de Moscou de 1936-1938. On y révèle au public des crimes plus farfelus les uns que les autres, à grand renfort de connivences allemande, britannique et japonaise. De tels aveux sont évidemment obtenus à la suite de « pressions physiques », expression politiquement correcte utilisée pour désigner la torture. En même temps, il faut rappeler que les services de renseignement allemand et japonais exploitent la paranoïa naturelle de Staline et désinforment (« intoxiquent ») les services soviétiques avec des documents qui vont dans le sens d'un complot.

Les Soviétiques croient-ils aux procès-spectacles ? La réponse est difficile à donner. Staline fait sienne la maxime de Goebbels, le maître de la propagande du IIIe Reich : « Plus le mensonge est gros, plus il est plausible. » Il n'en demeure pas moins que cette mise en scène n'est pas toujours choisie pour mettre fin à la carrière, et souvent à la vie, d'anciens tchékistes. En février 1938, Abram Sloutski, le successeur d'Artouzov, meurt dans le bureau de l'adjoint de Iéjov, empoisonné par des gâteaux imbibés d'acide prussique, poison plus connu sous le nom de cyanure. Cette mort « douce » et « discrète » est privilégiée par rapport à un procès

à grand spectacle, car Sloutski bénéficie d'une réputation de tchékiste irréprochable. Les successeurs de Sloutski, Sergueï Chpiguelglas et Zelman Passov, n'auront pas sa « chance ». Après seulement quelques mois à la tête de l'INO, tous deux finissent fusillés en 1940, à la suite d'un jugement des plus sommaires.

Sloutski est l'un des cobayes les plus connus du « cabinet spécial », une section médicale de la Tchéka spécialisée dans les empoisonnements, créée en 1921 par Lénine. Inactif pendant quelques années après la mort du Guide, le laboratoire redevient utile dans les années 1930 avec comme spécialiste attitré un médecin célèbre, Ignati Kazakov. Mais à ce moment-là, le laboratoire est encore rattaché à l'Institut de biochimie de l'Académie des sciences. En 1938, il acquiert une existence juridique et se trouve rattaché au NKVD. Appelée familièrement la Kamera (la chambre) ou, plus officiellement, le « Laboratoire X », cette véritable chambre de la mort, située près de la Loubianka, acquiert alors ses « lettres de noblesse ».

Entre 1939 et 1951, la branche toxicologique est dirigée par Grigori Maïranovski, un chercheur à l'Institut de biochimie réputé pour ses travaux sur la lutte contre le cancer. Officieusement, Maïranovski reste un pionnier dans l'utilisation du poison pour une exécution rapide, (presque) sans douleur et sans traces. Notant scrupuleusement le résultat de ses « expériences » – promises à un brillant avenir, en Russie comme ailleurs –, il n'est guère étonnant qu'il ait été surnommé le « Mengele de Staline ».

Outre Maïranovski, un autre spécialiste de l'assassinat « *in vitro* » est le colonel Sergueï Mouromtsev, à la tête de la branche bactériologique de la Kamera. Lui aussi utilise des détenus comme cobayes. Après la guerre, Mouromtsev reçoit la consécration suprême – le Prix Staline – pour avoir découvert une technique de diffusion des bacilles de la peste. Inutile de le préciser, le laboratoire est encore actif de nos jours, comme nous le découvrirons dans les prochains chapitres.

*
* *

L’année 1938 marque un tournant pour les services secrets soviétiques. En décembre, Iéjov est démis de ses fonctions et remplacé par Lavrenti Beria. Arrêté en avril 1939, il sert de bouc émissaire pour les « excès » des purges. En novembre, la terreur stalinienne frappe un dernier coup avec l’exécution d’un agent des plus efficaces, Iakov Serebrianski, accusé d’être un « espion des services secrets britanniques et français ». Mais la fin de la terreur est déjà décidée en haut lieu. Une résolution du Comité central du 17 novembre 1938 interdit au NKVD de procéder à des arrestations et des déportations de masse. Même si l’écho des purges se prolonge jusqu’en 1941, année de l’invasion de l’URSS par les armées d’Hitler, l’époque est à la relève, au renouvellement des cadres du renseignement. Début décembre, les rênes du NKVD sont officiellement transmises à Lavrenti Beria, qui, tout comme Staline, est originaire de Géorgie et a grandi dans un milieu très pieux. En dépit du fait qu’il a rejoint les bolcheviques sur le tard, en mars 1917 (comme Trotski), Beria, un administrateur hors du commun se voit en outre confier l’administration des camps (le Goulag) et, après la guerre, le projet atomique soviétique. En décembre 1953, il sera condamné à mort pour espionnage, terrorisme et « comportement profondément amoral » (on l’accusera de mœurs sexuelles dissolues).

Staline veut que Beria « repeuple » les rangs du NKVD avec de nouvelles recrues, plus dociles et surtout faites sur le même moule. L’idée germe à la suite d’un entretien entre les deux hommes à l’été 1937 et se concrétise le 3 octobre 1938 avec la création d’une école à mission spéciale (la Chon, en russe).

Pourvue d’un budget important pour l’époque (1,5 million de roubles), la Chon est située dans la périphérie de Moscou et doit former chaque année une trentaine de « combattants du front invisible ». Si la première promotion est composée de jeunes adultes aux tempes encore marquées par la sueur de l’usine ou du travail des champs, les générations suivantes

sont d'abord issues des universités. Mais à l'inverse d'une idée reçue, le renseignement ne recrute pas forcément les plus brillants des étudiants, ni les plus enthousiastes. Comme le dit une maxime ancienne bien connue des espions russes, « le cœur doit se trouver au centre du corps ». Et les recrues de l'organisation doivent être des personnes équilibrées – ni les meilleures, ni les pires. S'il y a une formation sur laquelle la Chon ne transige pas, c'est l'apprentissage des langues : la polyglossie est la première qualité d'un espion.

Cette première grande école des espions soviétiques produit des agents de talent, à l'instar de Iélisseï Sinitsyne ou d'Anna Kamaeva-Filonenko, dont la mission confiée par Beria durant le conflit sera ni plus ni moins l'assassinat de Hitler. D'« école du renseignement », elle deviendra « l'école supérieure du renseignement », « l'école n°101 », « l'Institut de l'étendard rouge d'Iouri Andropov », avant de se muer en 1994 en « Académie du renseignement étranger de la Fédération de Russie ». À la veille de la guerre, le travail entrepris permet la reconstitution de quarante résidences nourries de quelque deux cents tchékistes fraîchement émoulus de la Chon. Le problème est que bon nombre de nouvelles recrues arrivent sur le terrain sans aucune expérience. D'une certaine manière, le renseignement soviétique se trouve en 1938 à son « année zéro ».

La chasse au « Vieux »

Les victimes des purges sont souvent accusées d'avoir servi les intérêts de Trotski. Premier opposant de Staline, le « chantre de la révolution permanente » est exclu du parti puis envoyé en exil en 1928 – un bannissement de plus de onze ans et demi. Celui-ci le mène du Kazakhstan au Mexique en passant par la Turquie, la France et la Norvège. Trotski entraîne dans son sillage de nombreux communistes, ce

qui constitue la hantise de Staline et fait du « trotskisme » un crime des plus graves. Le « Vieux » *(starik)*, comme on l'appelle, devient une cible prioritaire pour l'INO dès 1933, plus d'un an avant l'assassinat de Kirov. Les réseaux trotskistes représentent-ils un vrai danger pour le régime soviétique ? La question fait toujours l'objet d'âpres débats, qu'il ne nous revient pas de trancher. Si les « grands transfuges » comme Gordievski et Mitrokhine décrivent Staline obnubilé par un Trotski largement fantasmé, les auteurs soviétiques, de leur côté, justifient totalement les persécutions[18].

Sous Menjinski, les missions du NKVD consistent « seulement » à surveiller, infiltrer et déstabiliser les trotskistes, en particulier à Paris, devenu le quartier général du mouvement en même temps que celui des Russes blancs. L'entourage de Trotski, de son fils Lev Sedov, principal organisateur du mouvement, ou de Rudolf Klement, secrétaire de la IVe Internationale fondée en septembre 1938, est rapidement infiltré par des agents de la GPU puis du NKVD. Parmi ces derniers, les frères Sobolevicius, des Juifs lituaniens connus par la suite sous les noms de Jack Soble et Robert Soblen, sont les plus célèbres. Toute la correspondance de Trotski passe entre leurs mains pour se retrouver sur le bureau de Iéjov, puis de son successeur Beria. Les agents de Staline n'ont aucun mal à diviser les trotskistes, déjà prompts à se morceler par nature…

Avec Iéjov et surtout Beria, Trotski devient un ennemi avec lequel, à la différence de Hitler, aucune compromission n'est possible. La hantise du complot trotskiste vire en effet à l'obsession. Staline se débarrasse d'ailleurs de Iagoda, jugé « trop mou » face à l'organisation du Vieux.

Dans leur lutte contre les fidèles de la IVe Internationale, les agents du NKVD mettent en place de nombreuses affaires mouillées. Ces opérations concernent surtout l'Europe de l'Ouest, mais peuvent aller jusqu'à atteindre des cibles outre-Atlantique. C'est le cas pour Juliette Poyntz, ex-agent du NKVD, tuée à New York grâce à la complicité de son ex-amant en juin 1937. Un spécialiste de ces opérations se distingue tout

particulièrement : Serebrianski. Après avoir monté une opération pour liquider Jacques Doriot, membre indiscipliné du PCF, futur fondateur du fascisant Parti populaire français, puis une autre opération destinée à se débarrasser de Goering, le célèbre ministre allemand de l'Aviation (les deux projets ne sont pas menés à terme), Serebrianski organise le vol des « archives de Trotski ». Ces documents sont considérés par Staline comme une source inestimable sur les « Putois », nom donné par le NKVD aux trotskistes.

La multiplication des « affaires mouillées » nécessite la création de nouveaux organes. L'« Administration des missions spéciales » (comprendre : les assassinats) est créée en décembre 1936. Elle fait ses premières armes en Espagne. Après le déclenchement de la guerre civile espagnole, en juillet 1936, le principal souci de Staline demeure en effet moins la victoire de Franco que l'infiltration trotskiste. Le Guide provoque « une guerre civile au sein de la guerre civile » en cherchant à éradiquer les sympathisants trotskistes du Poum, le Parti marxiste espagnol. Alexandre Orlov, de son vrai nom Leïba Feldbine, un Biélorusse, est missionné pour coordonner les opérations sur place, tandis que Serebrianski est chargé de celles à l'extérieur.

Au printemps 1937, Serebrianski et Orlov reçoivent l'ordre de mettre en œuvre la liquidation pure et simple des dirigeants trotskistes. S'y illustre l'espion sans doute le plus décoré d'Union soviétique, futur héros de la grande guerre patriotique : Stanislav Vaoupchasov. À partir du milieu des années 1920, il dirige une unité secrète de l'OGPU qui s'active à la frontière polonolituanienne. Pendant la guerre d'Espagne, il est chargé, non sans l'aide de complices tels que le dirigeant communiste français André Marty, « un bourreau plus stalinien que tous les staliniens de l'URSS[19] », de la construction et de la surveillance d'un four crématoire où disparaissent sans laisser de traces les victimes du NKVD.

Parmi elles, on dénombre Andrés Nin, cofondateur du Poum en 1935 et ancien secrétaire de Trotski. Nin meurt dans des souffrances qui rappellent l'époque d'Ivan le Terrible. Pratiques qui n'ont, hélas, rien

d'exceptionnel depuis la guerre civile, où toutes sortes de tortures – allant de l'écorchement à l'empalement, pour ne citer que les plus « classiques » – ont été utilisées par les services secrets soviétiques, mais aussi par les Blancs[20]. Un confrère de Nin, José Diaz, le secrétaire général du Parti communiste espagnol, sera quant à lui « simplement » défenestré par les agents de Staline – à Tbilissi en 1942, où il trouve refuge après la victoire de Franco. Diaz en savait trop sur le meurtre de Nin et, en général, sur les actions du NKVD pendant la guerre civile espagnole.

L'Espagne n'est pas, cela va de soi, le seul théâtre d'opérations pour les affaires mouillées. L'Europe de l'Ouest est largement concernée. Dès 1928, le réseau de Serebrianski compte quelque 212 illégaux dans 16 pays, dont 14 États européens. Quelques mois après l'assassinat de Nin, en septembre 1937, la police suisse retrouve près de Lausanne le corps criblé de balles d'Ignace Poretsky, un illégal d'origine polonaise soupçonné d'être un trotskiste infiltré au NKVD. Dans la serviette abandonnée par son assassin, le « grand illégal » Roland Abbiate, plus connu sous son pseudonyme François Rossi, la police découvre un plan détaillé de la villa de Trotski à Mexico, une véritable forteresse.

De fait, l'étau se resserre autour du Vieux. Son fils Lev Sedov meurt dans d'atroces souffrances en février 1938, après avoir été soi-disant opéré d'une crise d'appendicite dans une clinique parisienne, infiltrée par le NKVD. Cette dernière circonstance fait douter de la version officielle des trotskistes – « la maladie avait devancé les desseins de Staline » : l'implication du « laboratoire des poisons » ne fait pratiquement aucun doute. Le remplaçant de Sedov à la IVe Internationale, Rudolf Klement, est quant à lui retrouvé décapité dans la Seine après son enlèvement en juillet de la même année. L'œuvre serait celle d'un officier turc téléguidé par un agent prometteur, Alexandre Korotkov. Staline est satisfait, mais continue de réclamer une autre tête, celle de Trotski.

La fin du Vieux

L’année 1938 marque décidément un tournant pour le renseignement soviétique. Elle l’est aussi dans la lutte contre le trotskisme. Avec Beria aux commandes, le nouveau responsable des « missions spéciales » du NKVD est Pavel Soudoplatov. Nommé chef adjoint du renseignement étranger, son plus grand succès sera de mener à bien la liquidation de Trotski.

L’assassinat prend le nom de code d’« opération Outka » (« canard »), qui, comme en français, est associé en Russie à la désinformation. Cette opération internationale utilise les services d’agents mexicains et espagnols pour former un commando dirigé par l’adjoint de Soudoplatov, Naum Eitingon. Officier du NKVD connu en Espagne en tant que « général », il y avait alors recruté une communiste de Barcelone, Caridad Mercader, ainsi que son fils, Ramon.

En septembre 1938, amant de l’Américaine Sylvia Agelov, interprète et trotskiste, Ramon, endossant l’identité de Jacques Mornard, un trotskiste belge, se fait remarquer en marge du premier congrès de l’Internationale trotskiste, près de Paris. Un an plus tard, il débarque à New York, puis s’installe à Mexico sous couvert d’une entreprise commerciale, cette fois-ci sous le nom de Frank Jacson (*sic* et non Jackson), un homme d’affaires canadien, né en Yougoslavie, expliquant à Agelov qu’il a été obligé de changer d’identité pour ne pas à être appelé sous les drapeaux – la guerre vient de commencer. Pendant les deux mois où sa maîtresse travaille à la villa comme secrétaire, ne se doutant de rien, Mercader-Jacson devient un familier des gardes. En mars 1940, il est autorisé à entrer dans la villa pour la première fois.

À ce moment-là, Mercader ne joue officiellement que le rôle d’un agent d’infiltration, non d’un assassin. La liquidation de Trotski a d’abord été confiée à un peintre communiste, David Siqueiros. Ce dernier est l’instrument d’un des « grands illégaux », Josef Grigoulevitch, l’homme aux mille et une identités, qui s’est déjà illustré dans la lutte antitrotskiste

en Espagne[21]. Siqueiros utilise les services d'un jeune Américain, Robert Harte, communiste recruté par le NKVD à New York, pour lui ouvrir la grille d'entrée de la villa, dans la nuit du 23 au 24 mai 1940. Déguisés en militaires, les tueurs se glissent dans la forteresse et la mitraillent généreusement : Trotski en réchappe par miracle en se cachant sous son lit (Harte est assassiné par les hommes de Siqueiros parce qu'il aurait exprimé des doutes). Ce n'est qu'après l'échec de l'opération de Grigoulevitch que Mercader reçoit la directive d'éliminer Trotski.

Quatre jours seulement après l'attentat, le 28 mai, à huit heures du matin, Mercader, se faisant passer pour « Jacson », rencontre le Vieux pour la première fois. Trotski est séduit, sortant même de la villa pour lui dire au revoir. Plusieurs rencontres plus tard, début août, Trotski lui montre fièrement les fortifications de sa villa, érigées après l'attentat de mai. « Pas mal, hein ? » « Pas mal, en effet. Mais la GPU utilisera d'autres méthodes la prochaine fois… » répond l'agent de Staline. « Ah bon, et lesquelles ? » le relance Trotsky. Mercader se contente de hausser les épaules, l'air entendu[22].

Le 20 août, il se présente à la villa, prétextant le besoin de consulter Trotski sur un article qu'il a rédigé. Sur lui, un piolet qu'il a au préalable scié pour le rendre moins visible. Trotski s'installe à son bureau pour lire le texte et, à ce moment, Mercader le frappe au sommet du crâne avec son arme. La méthode de l'assassinat à l'aide d'un objet contondant n'est alors pas neuve pour le NKVD ; pourtant, ce moyen n'est pas des plus efficaces. La main de Mercader est mal assurée, et le piolet ne tue pas Trotski sur le coup ; le vieux révolutionnaire résiste et hurle de manière stridente. L'assassin est arrêté. « Le Vieux » rend l'âme le lendemain.

Mercader est un agent fanatique qui réussit à garder secret le nom de son commanditaire. Pendant les vingt années qu'il passe derrière les barreaux, il prétend être Jacques Mornard. En 1960, il quitte le Mexique pour Cuba, cette fois-ci sous le nom de Ramon Ivanovitch Lopez, avant d'être exfiltré en URSS. Il y est récompensé « pour son héroïsme et son courage » par le titre de Héros de l'Union soviétique, une pension de

général et un appartement. Leonid Brejnev, président du Soviet suprême (d'autres sources parlent d'Alexandre Chelepine, alors à la tête du KGB), lui remet l'Ordre de Lénine et l'insigne de l'Étoile d'or.

En ce 8 juin 1961, le champagne et la vodka coulent à flots. Les festivités se déroulent cependant loin des caméras : même si l'on est alors en pleine crise de Berlin, l'époque est alors à la « coexistence pacifique » avec l'Ouest, et surtout, on ne souhaite pas que l'image de l'URSS soit ternie sur la scène internationale par le cautionnement d'un meurtrier. Inutile aussi de rappeler aux Soviétiques que c'est Staline qui est à l'origine de cet « exploit ». En 1956, à la fin du XX[e] Congrès du parti, Khrouchtchev s'est approprié la déstalinisation, d'abord initiée par Beria et Malenkov, en révélant une partie des crimes du Guide et en stigmatisant son « culte de la personnalité ».

---

1. Lettre de Lénine à Molotov du 23 août 1921, publiée dans *La Grande Censure. Les écrivains et les journalistes au pays des Soviets, 1917-1956*, Moscou, 2005, p. 26-27. Avant d'être élu président des États-Unis, Herbert Hoover avait supervisé l'aide aux victimes de la famine russe de 1921.

2. Interview de Staline par Lion Feuchtwanger, 8 janvier 1937, dans *ibid*., p. 450-451.

3. Cité dans Vorontsov : 207.

4. Tcherkachine : 275.

5. J'emploie le nom GRU par commodité, à la place de « 4[e] Direction de l'état-major de l'Armée rouge ».

6. Sur ce personnage aussi fascinant que méconnu, voir deux ouvrages parus (hasard du calendrier ?) en 2002 : Andrew Cook, *Ace of Spies. The True Story of Sidney Reilly*, Gloucestershire, Tempus Publishing Limited (réédité en 2004) ; et Richard Spence, *Trust No One: The Secret World of Sidney Reilly*, Los Angeles, Feral House.

7. La culpabilité de Kaplan n'est aujourd'hui plus une certitude : toute l'opération aurait été une provocation de la Tchéka montée par ses agents Lidia Konopleva et Grigori Semionov (Vaksberg : 24).

8. Note du 22 décembre 1922, consultable sur le site de documents de la fondation Alexandre Iakovlev (http://www.alexanderyakovlev.org). Le site reste consultable, même si la fondation, créée en 1993, a fermé ses portes en 2018, privée de financements.

9. Rapport du responsable de la direction du renseignement de l'état-major de l'Armée rouge, Ian Berzine, daté du 21 janvier 1925 (Fondation Iakovlev). L'auteur observe un « effet

pervers » dans l'exagération des capacités soviétiques, qui pousse les puissances adverses à augmenter leur budget militaire. Mikhaïl Frounze, patron de l'état-major, lui donne raison en proposant d'arrêter de grossir les chiffres et de procéder à une réforme de l'Armée rouge. Mais Frounze meurt en 1925, ce qui compromet ces projets.

10. Sur Savinkov, voir aussi le chapitre premier.

11. Voir le compte-rendu dans Vorontsov : 155-157.

12. Cité dans Andrew, Gordievsky : 117.

13. Proches de Nikolaï Boukharine, « l'intellectuel des bolcheviques », qui défend l'idée d'une prolongation de la NEP.

14. Souvorov 1984 : 27 et 32. À ma connaissance, Souvorov est le seul à évoquer cette purge, sans donner de sources. Il existe cependant des raisons de penser que cette information est plausible. Voir par exemple la lettre de Lénine datée du 24 octobre 1921, où il demande à Tchitchérine de « fusiller ces tchékistes de merde (*sic*, *parchivykh*) » – ceux que Commissaire du peuple aux affaires étrangères avait accusé de maltraiter les diplomates turcs, compromettant l'établissement de bonnes relations avec la Turquie. La lettre est publiée dans *V.I. Lénine, documents inconnus*, Moscou, 2017, p. 476.

15. La phrase est prêtée à Danton. Wolfgang Leonhard, un proche de Walter Ulbricht, le patron de la RDA de 1960 à 1973, l'a utilisée pour le titre de ses Mémoires, parus en 1954.

16. Construite en 1881, cette prison moscovite devient la prison officielle des services secrets soviétiques après 1917. La torture et l'assassinat y sont fréquents.

17. Mletchine : 37.

18. IRR 3 : 90.

19. Vaksberg : 134.

20. Andrew, Mitrokhine, 2000 : 56.

21. Sur Grigoulevitch, voir aussi les chapitres IV et V.

22. Pour le récit le plus complet, voir Bertrand M. Patenaude, *Trotski: Downfall of a Revolutionary*, Harper, 2009.

Chapitre III

Du Homintern au Komintern

L'abolition de la diplomatie secrète est la condition première d'une politique étrangère honorable, populaire et réellement démocratique !

Trotski, 1918[1]

Le renseignement soviétique a sans doute été le premier à réaliser l'utilité de recruter des homosexuels. Tout d'abord, ceux-ci sont contraints de mener une double vie, cacher des secrets. Ensuite, ils trouvent facilement des informateurs potentiels au sein de la communauté homosexuelle : le lit est propice à toutes sortes de confessions. Enfin, les idées de gauche sont très répandues au sein du milieu homosexuel. Dans l'Angleterre des années 1930, la fraternité homosexuelle porte le nom de Homintern.

Leonid Mletchine[2]

Après la révolution d'octobre 1917, la Russie bolchevique se retrouve dans une situation particulièrement difficile. Elle doit rapidement mettre fin à une guerre qu'elle est incapable de mener, tout en rompant l'isolement diplomatique et en préparant le grand soir par des insurrections à l'étranger. Après 1922, la guerre civile achevée, la jeune URSS se met en quête de crédits pour son économie, mais également de recettes pour une modernisation rapide de l'agriculture et de l'industrie. Comme le dit alors Lénine, « il faut pousser les impérialistes à vendre la

corde avec laquelle on les pendra ». Aux missions économiques succèdent, dans un contexte international qui se dégrade considérablement dans les années 1930, des missions politiques. Les espions du nouveau régime n'ont décidément pas le temps de chômer.

Sur les chapeaux de roues

En dépit d'objectifs difficilement conciliables, la Tchéka commence à envoyer des agents en mission à l'étranger dès 1918. L'un des premiers est Alexeï Filippov, un juriste, journaliste et éditeur d'opposition sous le pouvoir tsariste, recommandé à Dzerjinski par le ministre de la Culture Lounatcharski. Connu sous le surnom de « Banquier », Filippov est d'abord missionné pour obtenir le soutien des milieux financiers russes.

Devenu proche de Dzerjinski, Filippov est ensuite envoyé en Finlande pour s'assurer de la neutralité bienveillante de celle-ci à l'égard de son voisin russe. Le risque est en effet que les Allemands s'emparent de la flotte de la Baltique qui y stationne. Il renseigne également Moscou sur les bases de renseignement tsaristes qui s'y sont implantées après 1917. Sa carrière à l'étranger s'arrête en janvier 1919, après l'écrasement du soulèvement communiste (« spartakiste ») inspiré par Moscou.

Le travail de la Tchéka se perfectionne après la fin de la guerre civile avec la création d'un département des opérations illégales, la future direction S de la PGU, la section la plus prestigieuse et la plus secrète au sein des services de renseignement russes. La Tchéka bénéficie également de la façade du Komintern. L'Internationale communiste, dominée par les Russes, est fondée à Moscou en mars 1919. Son « département des relations internationales » (OMS) a d'abord pour mission d'« exporter » la révolution bolchevique en Europe. Cela suppose l'utilisation de méthodes relevant de l'espionnage pur et simple. Deux bureaux sont ouverts par le

Komintern à Berlin et à Amsterdam, ce dernier étant fermé dès 1920 après la découverte de sa mission réelle par les autorités.

À Berlin en revanche, le travail est plus fructueux, et le résident Jacob Reich réussit à mettre sur pied un réseau très étendu. Reich s'affaire à financer les communistes locaux et leur presse puis, à partir de 1921, à provoquer une insurrection. Parmi les nombreux agents du Komintern qui œuvrent pour les services secrets soviétiques se trouve un Français, Jacques Rossi. Après un passage par Berlin et Paris, il devient agent de liaison des républicains espagnols à Valladolid. En 1937, il est convoqué à Moscou pour y être arrêté et condamné pour espionnage au profit de la France et de la Pologne. Son odyssée dans les camps du Goulag ne finira qu'en 1961[3].

L'exportation de la révolution par le Komintern sert de tremplin aux agents soviétiques en mal de représentations légales. En effet, jusqu'au milieu des années 1920, l'URSS n'est pas reconnue officiellement par une majorité de pays occidentaux, et doit donc y envoyer des illégaux et non des résidents légaux, des tchékistes qui travaillent dans des représentations diplomatiques et commerciales. Dans les années 1920, les illégaux profitent de l'afflux des migrants en Europe de l'Ouest et des conditions de circulation qui tolèrent le passage des frontières sans passeport pour se faire passer pour des réfugiés.

La suite est connue : l'insurrection allemande de 1923, tout comme celle de 1919, fruits d'un travail conjoint entre Komintern et OGPU, se solde par un échec retentissant. Pour les services secrets soviétiques, la priorité n'est plus la révolution mondiale, mais l'établissement de relations diplomatiques et commerciales avec les « impérialistes » dans le but de solidifier le régime communiste de Russie. En attendant la « vague des reconnaissances » de 1924, l'URSS s'allie secrètement avec l'autre grand paria européen, l'Allemagne. En 1922, en marge de la conférence de Gênes, les deux pays signent des accords secrets de coopération économique et surtout militaire. On comprend que l'Allemagne fasse alors l'objet de toutes les attentions de la GRU.

En ce qui concerne l'INO, c'est la Grande-Bretagne qui devient la première cible de l'espionnage soviétique au cours de ces années. Avant les États-Unis, l'Angleterre bénéficie en effet de la réputation d'« ennemi principal », tout en restant une puissance capitaliste dont il faut à tout prix obtenir la reconnaissance et des crédits. On comprend l'euphorie des dirigeants bolcheviques quand ils réussissent à conclure un traité commercial avec les Britanniques, en mars 1921, qui les sort de leur isolement diplomatique.

Au début des années 1920, l'INO a cependant les plus grandes difficultés à obtenir des informations sur l'Angleterre. Ses effectifs sont encore très faibles : jusqu'au début des années 1930, ils avoisinent les cent cinquante personnes, dont la moitié travaille à l'étranger. Pendant longtemps, la source principale et sans doute unique est Arthur Ransome, un journaliste qui fut aussi un agent double travaillant pour le SIS, le services de renseignement britannique. Or ses analyses sont très souvent erronées. Dès lors, les espions soviétiques préfèrent se tourner vers les ambassades et les représentations commerciales des « impérialistes » à Moscou même. Arthur Artouzov, alors responsable du KRO, s'illustre dans l'intimidation et la menace, pratique la plus fréquemment utilisée à l'encontre des employés des représentations étrangères, mais aussi dans les écoutes, de plus en plus en usage à partir du milieu des années 1920. Outre Moscou, Pékin et Rome sont des villes où ce genre d'opération est pratiqué avec succès.

À l'école de l'espionnage international

En dépit de plusieurs réussites dans l'infiltration des ambassades et la création de réseaux illégaux, les années 1920 se terminent plutôt mal pour le renseignement soviétique. L'année 1927 est un véritable *annus horribilis*. Pas moins de neuf pays découvrent l'existence de réseaux

clandestins sur leurs territoires, dont la Chine, l'Allemagne, la France et surtout l'Angleterre.

En Chine, même si les révélations ne servent pas de détonateur, le leader nationaliste Tchang Kaï-chek massacre les communistes après les avoir utilisés pour s'emparer de Shanghai. En Angleterre, la découverte de l'infiltration soviétique dans l'armée britannique, la publication d'une lettre appelant à la révolution attribuée au premier secrétaire du Komintern, Grigori Zinoviev – forgée de toutes pièces par les Russes blancs – et la découverte du premier réseau d'espionnage soviétique sur le territoire britannique, impliquant le correspondant étranger du *Daily Herald*, William Ewer, débouchent sur un raid dans les locaux de la Société de coopération panrusse (Arcos) de Londres. Fin mai, les relations diplomatiques anglo-soviétiques sont rompues[4]. Même si elles sont rétablies en 1929, « l'affaire Arcos » constitue l'un des revers les plus cinglants des années Trilisser.

La rupture diplomatique avec la Grande-Bretagne entraîne un approfondissement du travail de renseignement en Allemagne. Outre une position géographique privilégiée en Europe, le régime de ce pays allié, la République de Weimar, est suffisamment souple pour permettre aux illégaux de se sentir pratiquement chez eux. Pratiquement, car les affaires d'espionnage qui éclatent au grand jour sont nombreuses – il y en aura plus de trois cents entre juin 1931 et décembre 1932. L'infiltration y sert essentiellement le renseignement industriel et militaire. Entre autres exemples, l'industrie photographique allemande approvisionne les services secrets soviétiques en appareils dernier cri. Aspect moins connu, c'est par Berlin que transitent les centaines de milliers de faux billets – pour un total estimé à 500 000 dollars – fabriqués dans le département devises de la Loubianka. L'opération se déroule sur ordre de Staline dans le but de sauver de la banqueroute sa politique d'industrialisation tout en déstabilisant les économies occidentales[5].

La France n'est pas en reste. Jean Herbette, l'ambassadeur français à Moscou entre 1924 et 1931, est une sorte de George Kennan avant

l'heure, jouant les Cassandre dès lors qu'il s'agit d'analyser la politique soviétique. Le Quai d'Orsay examine les dossiers du « petit personnel » de l'ambassade à la loupe. Le consul soviétique Vassili Charmanov, nommé en janvier 1928, sera expulsé en juin 1929 en raison de sa participation à un trafic de documents. La mésentente culmine en 1930 avec la promulgation, le 3 octobre, d'un décret destiné à lutter contre le dumping de Moscou, soit le soutien de l'État soviétique à des produits qui concurrencent sérieusement l'agriculture française en ces temps de crise[6].

Les événements de la seconde moitié des années 1920, et en premier lieu l'affaire Arcos, s'inscrivent pour le maître du Kremlin dans un ensemble de « provocations » des services secrets britanniques qui poussent à la rupture entre les deux pays. Les Anglais n'en sont pas à leur coup d'essai : déjà le 5 février 1926, ils avaient organisé, dit-on, l'assassinat de deux courriers diplomatiques soviétiques à bord du train Moscou-Riga. Au bout d'une enquête interminable, Trilisser conclut à l'implication du SIS, mais Staline préfère étouffer l'affaire, car il a besoin de normaliser ses relations avec l'Occident. À tous ces déboires s'ajoute la découverte d'une arnaque interne : une résidence illégale inaugurée en 1927 à Berlin se révèle fictive. Globalement de nombreuses opérations en France et en Grande-Bretagne ne servent en réalité qu'à soutirer de l'argent au Centre. La fiabilité de nombreuses sources et, avec elles, de leurs recruteurs, est compromise. Les déboires de la fin des années 1920 préparent les grandes purges évoquées au chapitre précédent. Elles accélèrent aussi la mutation des objectifs du renseignement soviétique, qui doit désormais alerter le Kremlin de toute agression visant l'URSS.

Cette mutation doit passer par une importante réforme du renseignement soviétique. L'objectif est de renforcer la sécurité des agents à l'étranger pour éviter, à l'avenir, des désastres comme celui de l'Arcos. Dans ce but, Staline ordonne de prendre des mesures drastiques pour empêcher la fuite de matériaux compromettants. Les systèmes de chiffrage sont révisés et des carnets de codes à usage unique, adoptés, ce qui rend quasiment impossible leur déchiffrement par les Occidentaux

jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Début 1930, le Guide préconise d'intensifier le travail de collecte, ce qui passe par la multiplication du nombre de résidences illégales. Les illégaux utilisés autrefois de manière exceptionnelle doivent désormais éviter les représentations diplomatiques soviétiques et travailler dans des endroits sûrs, des maisons sécurisées qu'on appelle les *iavki*. Celles-ci se multiplient pratiquement dans le monde entier, y compris à Moscou.

La réforme du renseignement soviétique est également sensible avec la création, au début des années 1930, d'une unité d'interception-décryptage mixte, regroupant l'OGPU et la IVe Direction de l'état-major de l'armée (la future GRU). Jusqu'en 1938, année de sa dissolution, cette unité ultra-secrète qui n'est initialement pas localisée à la Loubianka, mais dans l'immeuble du MID, est une agence particulièrement bien financée par les autorités. Parmi ses fondateurs se trouve notamment le général Berzine. Ce dernier, avec l'aide d'Artouzov, le nouveau chef de l'INO, et Piatnitski, chef de l'OMS, adoptent les méthodes utilisées contre les Russes blancs et les trotskistes pour infiltrer les services de renseignement étrangers et recueillir des informations sur les puissances « impérialistes » en général.

Enfin, le NKVD crée au sein des résidences légales une nouvelle ligne « XY », spécialisée dans l'espionnage militaire et technologique (désignée plus souvent comme la ligne « X »). Cette dernière tend alors à empiéter sur le travail de la GRU, même si le surcoût qui en résulte n'est pas considéré comme une conséquence négative. Les rapports des uns et des autres sont le plus souvent confrontés à des fins de contrôle par le Centre. Le but est de débusquer les sources peu fiables et d'éviter les arnaques comme celle de Berlin en 1927.

Cette réforme se déroule dans un contexte qui rend le travail des Soviétiques plus ardu. L'année 1933 est marquée par la retentissante « affaire Switz », le premier grand scandale d'espionnage français, impliquant un Américain, Gordon Switz, au service de la GRU depuis 1931. Après la Grande-Bretagne, c'est au grand public français de se rendre compte de l'ampleur de la pénétration soviétique dans son pays

(Switz sera « retourné » par le FBI en 1949 et témoignera au procès Chambers).

Confrontés à une multiplication d'infiltrations, les Européens durcissent leurs législations douanières. À partir du début des années 1930, les déplacements entre les pays deviennent moins évidents sans papiers en règle. Les illégaux soviétiques font alors appel à des réseaux de fabrication de faux documents. L'usage des passeports tchèques a leur faveur : en raison de nombreuses minorités vivant dans ce pays, il est plus simple de se faire passer pour un représentant d'une d'entre elles.

Surtout, l'année 1933 est placée sous le signe de l'accession d'Hitler à la chancellerie, en janvier. Après l'incendie du Reichstag, le 27 février, la chasse aux communistes est ouverte. Le pacte anti-Komintern entre l'Allemagne et le Japon, puis l'Anschluss (annexion de l'Autriche par Hitler) enfoncent le clou. Même si Staline entretient envers le Führer une attitude des plus ambiguës – comme on a pu le voir, l'ennemi principal à cette époque n'est pas Hitler, mais Trotski –, l'animosité des nazis à l'égard du communisme demeure une constante.

Dans ce contexte, le travail des agents soviétiques à Berlin devient beaucoup plus difficile, mais pas impossible. Dès février 1933, les agents de Staline, dont le célèbre Vassili Rochtchine, ancien résident à Harbin, désormais en charge des agents illégaux en Allemagne, réussissent à transmettre à leur chef un discours ultra-secret tenu par Hitler aux officiers de la Wehrmacht, où il est déjà question d'une expansion à l'est. Un épisode moins connu, mais bien plus rocambolesque, est la liaison entre la fille de l'ambassadeur américain à Berlin, Martha Dodd, et un diplomate soviétique, Boris Vinogradov. La jeune idéaliste transcendée par la passion se mue en agent au service du Kremlin, une nouvelle Mata Hari[7] qui recrute même son mari, Alfred Stern, surnommé plus tard le « millionnaire rouge ». Le couple finira tristement en cavale en Tchécoslovaquie, décidant de ne pas retourner aux États-Unis même après que les charges pesant contre eux ont été abandonnées, en 1979.

L’histoire de l’espionnage soviétique en Allemagne est cependant celle d’une inexorable dégradation. Le « nettoyage » commencé par Hitler est achevé par Staline, si bien qu’au début 1939, la résidence berlinoise est moribonde : seuls deux agents y travaillent, sans résident à proprement parler. Cependant, à l’instar de la situation en Grande-Bretagne après la rupture, les espions soviétiques se réorganisent : la résidence française est appelée à pallier la faiblesse des informations venant de la source allemande.

En dépit des difficultés rencontrées par le renseignement soviétique, les spécialistes considèrent néanmoins les années 1930 comme un âge d’or de l’espionnage du Kremlin. La raison en est l’exceptionnelle pénétration des Soviétiques au sein de trois puissances mondiales : le Japon, les États-Unis et la Grande-Bretagne.

Opérations japonaises

À partir de la fin des années 1920, Staline devient obsédé par le risque d’une attaque en provenance du Japon. L’occupation de la Mandchourie et la création de l’État fantoche du Mandchoukouo par l’empire du Soleil-Levant en septembre 1931 sont perçues par le Guide comme le prélude d’une vraie guerre, d’un retour du fantôme de la bataille de Tsushima, en mai 1905, qui avait vu l’écrasement de la flotte russe par la japonaise. Cette idée s’appuie sur l’interception-décryptage d’un télégramme du Premier ministre Tanaka, adressé à l’empereur du Japon, en juillet 1927. Entré dans l’histoire sous le nom de « mémorandum Tanaka », il évoque la nécessité d’une guerre contre l’URSS.

L’agent soviétique responsable de l’interception est Ivan Ivanov-Perekrest, l’un des plus actifs de la résidence de Harbin, ville d’où les opérations soviétiques en Chine sont organisées. Ivanov réussit en effet à infiltrer les militaires japonais. Pour mettre fin à la légende selon laquelle

le mémorandum de Tanaka est un faux fabriqué par les émigrés russes[8], les défenseurs de l'honneur du renseignement russe affirment qu'il est corroboré par un autre document, intercepté cette fois par le résident de Séoul, Ivan Tchitchaïev, futur résident à Londres entre 1941 et 1943[9].

Outre Ivanov et Tchitchaïev, l'histoire du renseignement soviétique au Japon conserve un nom de légende, Richard Sorge[10]. Né dans le Caucase en 1895, d'un père allemand et d'une mère russe, Sorge devient un militant communiste après la Grande Guerre. Son itinéraire est tout à fait emblématique d'une génération chez qui à l'écœurement d'un conflit injuste succède la déception d'un nouveau régime – la République de Weimar – incapable, selon elle, de résoudre les « vrais problèmes de l'humanité ». Remarqué par les Soviétiques lors du Ve Congrès du Komintern à Francfort, il est invité à rejoindre l'OMS. Insensible aux singularités du régime soviétique qui horrifient pourtant sa (première) femme, Christiane, Sorge fait ses classes d'espion à Moscou à partir de la fin octobre 1924. Après plusieurs voyages en Europe, il est remarqué par Ian Berzine, le fondateur et le directeur du IVe département de l'Armée rouge – la future GRU. Il quitte alors le Komintern au profit de ce dernier. En janvier 1930, Sorge se fait passer pour un journaliste allemand à Shanghai, « une ville-aimant pour les aventuriers, les jouisseurs et les espions de toutes les nationalités[11] ». Une couverture qu'il ne quittera plus.

Après l'invasion de la Mandchourie, Sorge décide de se consacrer au Japon. Il fait alors sa première et principale recrue, Ozaki Hotsumi, un jeune journaliste qui dispose de liens importants au sein du gouvernement de Tokyo. Après un détour par Moscou et une formation à Berlin, Sorge part au Japon en septembre 1933. L'objectif premier est de connaître les intentions japonaises à l'égard de la Chine et donc, par extrapolation, envers l'URSS. Une autre mission est d'infiltrer l'ambassade allemande pour tenir le Kremlin au courant d'une éventuelle « alliance de revers » entre les deux puissances. Pendant les sept ans qu'il passe au Japon, Sorge est un illégal exceptionnel, un « espion aux nerfs d'acier » qui cultive une

image de « pilier de bar » et d'homme à femmes, dont les conquêtes se comptent par dizaines. Connu sous son vrai nom en tant que journaliste à la *Frankfurter Zeitung*, il réussit à gagner la confiance des Allemands et notamment d'Eugen Ott, d'abord attaché militaire puis ambassadeur allemand en 1938. Grâce à Ott, Sorge informe ses supérieurs de l'improbabilité d'une attaque contre l'URSS et, à l'inverse, de l'imminence d'une agression japonaise de la Chine, en juillet 1937.

Si Sorge est un espion d'un talent rare, il n'est pas pour autant la seule source des Soviétiques dans la région. Ce n'est pas lui, en dépit d'une légende tenace, qui, le premier, informe Staline de la conclusion du pacte anti-Komintern en novembre 1936, qui comporte un protocole secret antisoviétique. Les négociations entre le ministre des Affaires étrangères allemand von Ribbentrop et l'attaché militaire japonais Oshima Hiroshi arrivent dans les mains de l'unité mixte d'interception-déchiffrage du NKVD et de la GRU grâce à un agent anonyme de Berlin. Sorge apprend les détails de la négociation un peu par hasard, alors que les Soviétiques sont déjà au courant.

Opérations américaines

Aux États-Unis, comme en France, les espions de Staline continuent de faire la chasse aux Blancs ou aux trotskistes. La motivation première des agents soviétiques est cependant le premier Plan quinquennal (1928-1932). Cet instrument du vaste projet économique de Staline est destiné à faire de l'URSS, « la forteresse assiégée du socialisme », une nation industrialisée de premier rang. L'accent est mis, on s'en doute, sur le secteur militaire.

Les États-Unis sont en effet perçus comme un pays à l'économie et à la technologie avancées, les plus à même de contribuer à l'industrialisation soviétique. Des entreprises comme la Standard Oil ou la General Electric

sont l'objet d'une attention soutenue de la part des agents soviétiques. Du point de vue international, les États-Unis intéressent la GRU, principal commanditaire des opérations, comme base de départ pour des actions antijaponaises et anti-allemandes. C'est surtout le cas à partir de la seconde moitié des années 1930, dans le contexte de la « montée des périls » en Europe.

L'espionnage soviétique en Amérique est en place dès 1919, bien avant la reconnaissance officielle de novembre 1933. Au printemps de cette année, un compagnon de Lénine, Ludwig Martens, devient le premier résident soviétique, travaillant légalement au cœur de Manhattan. Jamais reconnu officiellement comme diplomate, Martens n'en a pas moins pour mission d'alléger l'embargo américain en direction du « pays natal des ouvriers et des paysans ». L'espion soviétique le plus surprenant de cette période est sans aucun doute Léon Theremin, un génie scientifique surnommé « l'Edison russe » et inventeur de l'instrument qui porte son nom. Il arrive fin 1927 aux États-Unis pour promouvoir son invention et en profite pour entrer en contact avec des firmes américaines et espionner au profit de Moscou.

Mais globalement, la collecte des informations scientifiques et technologiques se fait le plus souvent en toute légalité. Les agents de Moscou utilisent à leur profit la liberté de la presse, qui n'hésite pas à détailler les dernières avancées de la science. Cet avantage se mue parfois en inconvénient lorsque certains faussaires se font passer pour des agents infiltrés pour obtenir des Soviétiques une « compensation financière ». C'est le cas d'un certain « Leo », de son vrai nom Ludwig Lore, journaliste juif d'origine allemande travaillant pour le *New York Evening Post*, un « vieux bolchevik » à l'origine du Parti communiste américain qui avait fraternisé avec Trotski à l'époque où celui-ci vivait à New York. Lore envoie à Moscou, à partir de 1933, des documents top secret transmis par un officiel important du Département d'État, David A. Salmon (« Willi »), ainsi qu'une autre source répondant au nom de code de « Daniel ». La collaboration cesse en 1937, moins, semble-t-il, en raison du

« trotskisme » de Lore, que parce que les Soviétiques découvrent que Leo et sa famille ont en réalité compilé l'information à partir des médias, et que « Willi » et « Daniel » n'existent pas. L'affaire donne naissance à une expression passée depuis dans le jargon du renseignement soviétique : « la fabrique de papier ».

Les Soviétiques bénéficient d'un autre soutien de taille : le Parti communiste américain, fondé en 1919. Le problème est que ce dernier fait l'objet d'une scission interne après sa création, si bien que deux partis communistes coexistent jusqu'en 1921. Les organes relais du Komintern que sont Amtorg et Intourist, des organisations chargées respectivement du commerce et du tourisme, sont plus efficaces. Un agent de la GRU d'origine allemande, Werner Rakov, devient le représentent de l'Amtorg de New York, après son ouverture en mai 1923, sous le nom de Felix Wolf. Rakov est l'une des premières victimes du stalinisme – il est rappelé à Moscou en 1927 où il est arrêté comme trotskiste.

Le travail des premiers agents soviétiques aux États-Unis se déroule toutefois dans un contexte plus périlleux qu'en Europe. Après la révolution russe et la fin de la Première Guerre mondiale, l'opinion publique américaine connaît sa première *Red Scare*. Elle se traduit d'abord par un ensemble de lois, de l'Espionage Act de juin 1917 à l'Anarchist Exclusion Act d'octobre 1918. La « peur des rouges » est renforcée par la grève générale de Seattle en février 1919 et la rhétorique messianiste du congrès fondateur de la IIIe Internationale, en mars. Si cette *Red Scare* n'est pas exempte d'actions aujourd'hui considérées comme répréhensibles, à l'image de tortures de suspects et de déportations massives et arbitraires orchestrées par le procureur général Alexander Palmer, entre 1919 et 1921, elle découle cependant d'un contexte terroriste bien réel. Elle constitue pour certains historiens une « première guerre froide », avec un président démocrate Woodrow Wilson particulièrement remonté contre les bolcheviques. Ses successeurs Warren Harding et Herbert Hoover ne dérogent pas à la règle et poursuivent la même politique de non-reconnaissance à l'encontre de l'URSS[12].

L'opinion publique américaine est divisée sur la question soviétique. D'un côté, elle est choquée de découvrir dans la presse des documents prouvant la culpabilité des agents du Komintern dans les désordres secouant l'Amérique. D'un autre, elle est tout aussi troublée par la réaction violente de l'État américain à l'encontre des émigrés d'Europe de l'Est, considérés comme suspects par les hommes de Palmer. Le public est encore plus perturbé de découvrir que certains de ces documents sont des falsifications forgées par les spécialistes de la Russie blanche travaillant main dans la main avec les services secrets occidentaux.

Ainsi, au début de l'année 1929, on apprend que le document prouvant la prétendue corruption de deux sénateurs américains favorables à la reconnaissance, Borah et Norris, publié dans le *New York Evening Post*, est un faux. Le pot aux roses est découvert par un ancien SR, Nikolaï Krochko, qui réussit à infiltrer la Fraternité de la vérité russe, une organisation dirigée par Vladimir Orlov, autrefois responsable du service d'espionnage et de contre-espionnage du général Wrangel. Il va sans dire que la propagande soviétique utilise cette histoire pour décrédibiliser *toutes* les affaires impliquant de *réels* cas d'espionnage et d'infiltration.

Nous connaissons surtout ces affaires grâce aux rapports du BOI (Bureau of Investigation), ancêtre du FBI. L'un de ses agents les plus actifs est John Edgar Hoover, tristement célèbre pour sa participation aux déportations décidées par Palmer dont il fut l'assistant. Son influence sur le gouvernement américain en matière de politique à l'encontre des Soviets est notable. Le BOI, qui dispose à ses débuts de moyens très limités, n'en réussit pas moins à être au courant, dès 1925, des activités occultes d'Amtorg et d'autres couvertures.

En 1927, les « agents spéciaux » sont sur la piste du réseau de Felix Wolf, qui amasse des renseignements sur les moteurs d'avion Liberty. En 1931, un rapport destiné à l'OGPU fait état d'un espionnage « technologique et industriel » florissant. Et son auteur de citer les économies que le renseignement fait gagner à la chimie ou à l'industrie des motorisations soviétique, avec la fabrication de moteurs diesel

Packard[13]. L’illégal qui contribue le plus à ces succès est un certain Abraham Eingorn, vétéran des services secrets soviétiques qui travaille pour eux depuis 1919, quand il avait pris la tête de la Tchéka d’Odessa, sa ville natale. Envoyé à l’étranger au milieu des années 1920 (Maroc, France, Syrie, Italie…), spécialiste du renseignement scientifique et technologique, Eingorn va jusqu’à monter une entreprise d’exportation de produits militaires américains au Japon, pour ensuite les importer en URSS (Eingorn, surnommé plus tard « le James Bond rouge » en raison de ses exploits, sera « réprimé » sous Staline et passera de nombreuses années en prison et en exil dans l’Extrême-Orient soviétique, mais mourra libre et réhabilité en 1955…).

Au début des années 1930, un des pôles américains les plus actifs est animé par Iakov Reisen, plus connu sous son pseudonyme « Golos » (« la voix » en russe). Opposant au régime tsariste dès l’âge de huit ans (il est chargé de la diffusion de la littérature marxiste), Reisen connaît l’exil en Sibérie en 1907, d’où il réussit à s’enfuir pour le Japon, avant d’arriver aux États-Unis pour concourir à la fondation du Parti communiste américain. Golos, un homme de petite taille, toujours mal habillé et souffrant d’un souffle au cœur, devient le représentant d’Intourist à New York. Une couverture classique pour celui qui est en réalité le responsable du réseau américain dans son entier et, accessoirement, le président d’une commission de contrôle du Parti communiste américain, une instance chargée de débusquer les « déviationnistes ».

Les talents de recruteur de Golos en font l’officier traitant idéal pour Elizabeth Bentley, une ardente antifasciste, et du non moins fanatique Harry Gold. Jeune chimiste d’origine russe, né en Suisse, Gold arrive aux États-Unis avec ses parents quand il est encore un enfant. Travaillant à la Pennsylvania Sugar Company, il passe dix-sept heures à son bureau pour arriver à remplir son double rôle d’employé – jusqu’à 17 heures –, et d’espion – après, jusque tard dans la nuit. Golos, Bentley et Gold forment un trio qui jouera pendant la guerre un rôle tout à fait crucial pour l’espionnage soviétique.

Ce n'est pas tout. Le Kremlin réussit à infiltrer le saint des saints, le gouvernement américain lui-même. On attribue cet exploit à l'illégal Boris Bazarov et au résident légal Pierre Goutsaït qui réussissent à pénétrer le département d'État à l'aide d'un agent dont la véritable identité n'est toujours pas connue, « Chord ». Il va sans dire que les Américains ne se doutent encore de (presque) rien à cette époque où leur gouvernement reconnaît enfin officiellement l'Union soviétique. Ce contexte est, on s'en doute, propice au déploiement des agents soviétiques.

D'une part, les ambassades américaines deviennent des lieux d'infiltration privilégiés pour les espions soviétiques. En Russie bolchevique, les chiffrements sont inefficaces et le bâtiment de Moscou est truffé de micros du sol au plafond. La collecte d'informations est des plus aisées grâce aux prostituées qui se font passer pour des « professeurs de russe » auprès des gardes de l'ambassade. La réciproque, semble-t-il, n'est pas vraie : si l'ambassade soviétique de Washington, dans la 16e Rue, près de la Maison Blanche, est surveillée par le FBI, les maigres moyens mis à disposition de l'organisation américaine sont sans commune mesure avec l'énorme budget soviétique.

D'autre part, en cette époque de « montée des périls », la constitution de réseaux par les Soviétiques est facilitée par une opinion publique américaine beaucoup plus bienveillante envers l'URSS que dans les années 1920. Un nombre croissant d'Américains, à l'image des Européens de l'époque, croit au mirage de l'Est. En France, la politique du Front populaire et, en Espagne, les projets de « sécurité collective » du *narkomindel* Maxime Litvinov attirent de nombreux jeunes motivés par les idéaux antifascistes. Samuel Dickstein, un démocrate de la Chambre des représentants, et Boris Morros, un producteur-réalisateur hollywoodien d'origine russe, sont les seuls qui demandent aux Russes de les rétribuer rubis sur l'ongle pour leurs informations[14].

Ce contexte favorable se dégrade à la fin des années 1930 : les purges, la terreur et les procès ternissent considérablement l'image de l'URSS. Les services de renseignement américains commencent à prendre conscience

de l'ampleur de la pénétration soviétique sur leur territoire. Ainsi, lorsque Staline souhaite collecter des fonds pour moderniser sa flotte, il achoppe sur le refus des officiers de l'US Navy, qui enterrent la validation de l'accord donnée par le président Roosevelt, et ce à deux reprises, en 1936 et en 1938.

Un tournant se prépare alors dans les esprits. En 1938 voit le jour une commission spéciale chargée des activités antiaméricaines, le « comité Dies » qui évolue en 1945 pour devenir un comité permanent de la Chambre des représentants, le HCUA[15]. Pour la petite histoire, son principal inspirateur n'est pas Martin Dies, mais Samuel Dickstein, qui en 1934-1935 avait déjà formé un comité pour débusquer la subversion nazie aux États-Unis, et qui ne réussit même pas à obtenir un siège dans le nouvel organe. Le comité Dies est lui-même un héritier du comité Fish (du nom de Hamilton Fish, un républicain d'une lignée qui comptera trois députés), créé dès mai 1930. En 1939, douze ans avant Joseph McCarthy, Fish évoque déjà « 2 850 communistes infiltrés au sein du gouvernement américain » (McCarthy mentionnera tout au plus 205 personnes[16]). Mais à la veille de la Seconde Guerre mondiale, le contexte n'est pas encore propice à une nouvelle *Red Scare*, d'autant plus que Fish sera discrédité pour son antisémitisme pendant le conflit.

Opérations britanniques

À cette époque, l'infiltration des hautes sphères de Washington est bien moins importante que celle du Japon et surtout de la Grande-Bretagne, « l'ennemi principal » dans les rapports de l'entre-deux-guerres (mais pas nécessairement un pays contre qui l'URSS pense se battre lors de la prochaine guerre).

Le Kremlin dispose d'entrées au Royaume-Uni assez tôt : la priorité du MI5 après la guerre est en effet de contrer la subversion du Komintern,

notamment dans l'armée ; l'espionnage est considéré comme une menace secondaire. Le cas des Rothstein est assez représentatif. Theodore, le père, est un agent recruté par le renseignement britannique en 1915. Fin connaisseur des courants socialistes de tous les pays européens de l'époque, il travaille en même temps pour les Turcs, mais aussi, et surtout, pour Lénine. Succédant à Maxime Litvinov au poste de représentant diplomatique officieux à Londres[17], il participe à la fondation du Parti communiste britannique. En 1920, Rothstein est déclaré *persona non grata* et doit se réfugier en Russie. Son fils Andrew poursuit son œuvre, en utilisant le support logistique d'un réseau de la GRU formé par une famille d'émigrés polonais originaires d'Allemagne, les célèbres Kuczynski.

Fondé par le « patriarche » Robert, un économiste, le réseau Kuczynski est composé de ses six enfants, parmi lesquels les plus connus sont Jürgen, et surtout Ursula (nom de plume : Ruth Werner) – la seule femme étrangère à avoir reçu le grade de major de l'Armée rouge[18]. Ces hommes et ces femmes se servent à partir de 1934 des *iavki* londoniennes, appelées à supplanter celles de Paris, situées dans une résidence collective inspirée des idées de Le Corbusier, les célèbres Lawn Road Flats. Le MI5, qui surveille la famille depuis son arrivée au Royaume-Uni à la fin des années 1920, se montre étonnamment superficiel dans son enquête sur leurs activités, qui peuvent se dérouler dans une impunité quasi totale.

Comme pour les résidences américaines, la sécurité des ambassades britanniques laisse beaucoup à désirer jusqu'à la guerre. En 1924, l'OGPU recrute Francesco Constantini, un courrier italien de l'ambassade de Grande-Bretagne, qui, malgré sa modeste fonction, a accès à un nombre impressionnant de dossiers. Pendant dix ans, lui et son frère Secondo, un domestique de l'ambassade, transmettent toutes sortes d'informations stratégiques moyennant rétributions (le problème pour les Soviétiques est que les deux frères ravitaillent en même temps les services italiens). En 1929, Ernest Oldham, un employé du Foreign Office, se met à fournir aux Soviétiques des chiffres, lui aussi contre de l'argent. Sa double vie lui devient insupportable et il se suicide en 1933.

Les codes fournis par Oldham à deux illégaux célèbres, Andreï Bystroletov et Boris Bazarov, permettent néanmoins à l'OGPU de recruter un certain nombre de taupes, en particulier au sein de la section britannique du chiffre de la Société des nations à Genève. L'une d'entre elles, Han Pieck, est un Hollandais qui réussit à son tour à recruter John King, un Britannique qui travaille au service des communications de Whitehall. Parmi les documents que King fournit soi-disant à « un banquier hollandais » figurent des télégrammes qui décrivent les entretiens entre Hitler et d'autres dirigeants nazis.

Les agents de pénétration britanniques les plus connus sont les *« Magnificent Five »*, les Cinq de Cambridge. Ils personnifient à merveille l'âge d'or du renseignement soviétique, une période marquée par la virtuosité des « grands illégaux », ces personnes souvent originaires d'Europe centrale, polyglottes, aptes à recruter des jeunes gens brillants et pleins d'avenir. Des illégaux devenus à l'instar de Richard Sorge des hommes « mythiques », beaucoup plus libres de leurs faits et gestes que leurs héritiers de la guerre froide, si l'on en croit les Mémoires des protagonistes, auxquels on peut prêter une certaine nostalgie qui, on le sait, est mauvaise conseillère en matière d'objectivité.

Presque tous issus de l'*establishment*, aux scolarités brillantes effectuées dans les célèbres Trinity College et Trinity Hall de l'université de Cambridge, véritable « pépinière du gouvernement britannique[19] », leur surnom leur est donné par le KGB après la sortie en 1960 du film *Les Sept Mercenaires* de John Sturges (en anglais : *The Magnificent Seven*). Pendant longtemps, seuls trois des cinq espions sont connus du public : Donald Maclean, Guy Burgess et Harold Adrian Russell (H.A.R., surnommé « Kim ») Philby, le premier à avoir été recruté, en juin 1934. Anthony Blunt est le « quatrième homme », découvert par le grand public en 1979. Enfin, soupçonné pendant longtemps avant que le transfuge Oleg Gordievski n'en apporte la preuve en 1990, John Cairncross, d'origine plus modeste que les quatre autres, est « le cinquième homme ».

À l'image d'autres agents d'origine étrangère travaillant pour les Soviétiques, les Cinq sont des hommes de leur temps. Déçus par la politique de leur gouvernement, impuissants face à la crise du Parti travailliste après sa défaite de 1931, ils sont autant victimes du syndrome des « paupières lourdes[20] » que bon nombre de leurs compatriotes intellectuels qui se rendent « dans la patrie des travailleurs » et en reviennent ébahis. Leur fougue les pousse à participer au « combat antifasciste » dans les rangs du Komintern. Par la suite, ils se présenteront toujours comme des « agents du Komintern », non comme des espions soviétiques.

Le recrutement des Cinq commence avec la propagande du « Club des innocents » de Paris, répondant au nom pompeux de « Comité international d'aide aux victimes du fascisme hitlérien ». Avec Albert Einstein comme coprésident, c'est la vitrine d'une vaste opération de propagande orchestrée par le grand virtuose Willi Münzenberg, un député communiste du Reichstag. Personnalité qui aurait pu devenir un véritable « Goebbels rouge », Münzenberg se rend célèbre en août 1933 en publiant un ouvrage de désinformation intitulé *Le Livre brun sur l'incendie du Reichstag*. De faux documents y étaient utilisés pour démontrer la culpabilité des nazis dans cet événement dramatique qui leur sert de prétexte pour mettre le Parti communiste hors la loi. Avec le comité, l'objectif de l'opération est de gagner la sympathie de l'opinion publique et du gouvernement français par une mission apparemment des plus philanthropiques. Les idées du comité sont diffusées dans l'Europe entière et préparent le terrain du « grand recrutement ».

Celui-ci s'effectue en plusieurs étapes. Tout d'abord, Münzenberg utilise les services de Simon Rostovski, un grand illégal de l'OGPU qui travaille sous le pseudonyme d'Ernst Henry pour diffuser dans la presse l'exemple de groupes d'ouvriers allemands de cinq personnes (les *Fünfengruppen*), cellules d'opposition de base au nazisme. La carrière d'Henry est assez stupéfiante, puisqu'il commence comme illégal dans l'entre-deux-guerres et termine officier sous Andropov avant de s'éteindre

en 1990, privé du plaisir de voir disparaître un régime qu'il avait tant défendu. À Cambridge même, un professeur d'économie, Maurice Dobb, communiste ardent, saisit la moindre occasion pour montrer son attachement à la Russie soviétique, devant un parterre d'étudiants souvent fascinés. Parmi les contacts de Dobb, on trouve l'agent le plus important du début des années 1930, par ailleurs physicien de génie et futur prix Nobel, Pierre Kapitsa.

Kim Philby aurait été le premier des recrutés du réseau Dobb. C'est par l'intermédiaire de ce dernier que Philby, lui-même fils d'un espion au service de l'Arabie Saoudite[21], prend contact avec le Comité de Paris après avoir terminé ses études en juin 1933. Envoyé à Vienne pour effectuer un travail clandestin pour une organisation communiste locale, Philby est repéré par un agent de l'OGPU, Teodor Maly, un autre grand illégal de Londres, recruteur de grand talent. Maly confirme les capacités de Philby.

Commence alors le « grand jeu ». Revenu en Angleterre en mai 1934, Philby a pour agent traitant Arnold Deutsch. Ce touche-à-tout autrichien d'origine juive (il se présente comme un étudiant « observant ») bénéficie d'un parcours atypique : après un doctorat en chimie et un cursus de philosophie, il devient un fervent partisan de l'Union soviétique en suivant les cours sur le « marxisme sexuel » de Wilhelm Reich, le célèbre sexologue et psychanalyste viennois. Deutsch, âgé de vingt-neuf ans, est lui-même recruté par Alexandre Orlov, autre illégal, pour travailler dans la résidence londonienne en 1933. Cela dit, les historiens occidentaux et russes ne sont pas d'accord sur l'importance respective qu'il faut accorder à ces deux hommes.

Il est difficile de surestimer le rôle de Deutsch. Ce polyglotte qui jongle avec six langues, dont le russe, réussit à recruter une vingtaine de personnes en usant de sa grande culture et de son humour « contestataire » mordant. Fait méconnu, il compte à son actif des recrues de l'université rivale de Cambridge, surnommées par la suite « les Six d'Oxford ». Ce n'est que récemment que l'on a découvert l'identité du contact d'Oxford, « l'agent Scott », *alias* Arthur Wynn, un chercheur en

médecine et un nutritionniste qui travaille sereinement pour le ministère de la Technologie jusqu'en 1971. Wynn disparaît en 2001 sans jamais avoir été inquiété par le MI5. Le groupe d'Oxford n'arrivera cependant jamais à la cheville du cercle de Cambridge – peut-être, aussi, en raison du caractère moins élitiste du recrutement de leur université…

Pour les hommes de Cambridge, il n'est nullement question, au départ, de travailler pour les services secrets : les Cinq voient en Deutsch un agent du Komintern qui leur propose de mettre leurs idées antifascistes en pratique. Progressivement, sans que Deutsch leur explique ouvertement la nature de leur mission, ils comprennent ce qu'ils font et pour qui ils travaillent. Après Philby, c'est au tour de Guy Burgess d'être séduit par les idées émancipatrices de l'ancien membre de Sex-Pol, le mouvement fondé par Reich. Le terrain est certes propice : Burgess se considérait déjà comme un marxiste et avait rejoint le Parti communiste britannique avec l'appui de Maurice Dobb. En référence à son homosexualité extravertie, un nom de code peu flatteur lui est même trouvé : « Fillette ».

Le recrutement opère dès lors comme un jeu de dominos. Burgess contribue à son tour à l'enrôlement d'Anthony Blunt, plus âgé que lui, mais impressionné par sa désinvolture de « hominternien », appellation ironique d'un membre de la communauté homosexuelle gauchisante. Certains homosexuels britanniques sont alors fascinés par la prétendue tolérance instaurée à l'égard de la « minorité gay » par les bolcheviques après la révolution, et qui tranche avec les crispations et interdictions dont ils sont victimes dans leur pays. Savent-ils seulement que l'homosexualité masculine redevient un crime aux yeux du Code pénal soviétique de 1934, comme sous le tsarisme[22] ?

Quoi qu'il en soit, Anthony Blunt devient rapidement un « chasseur de têtes » exceptionnel pour le NKVD : dès leur première entrevue, il recrute un étudiant communiste américain de Trinity, Michael Straight, encore sous le choc de la mort d'un ami à la guerre d'Espagne[23]. Grand historien de l'art, proche du palais de Buckingham, Blunt sera le seul du quintette à

avouer ses crimes en 1964 afin d'obtenir l'immunité et continuer à enseigner – jusqu'en 1979, où le gouvernement Thatcher décide de le démasquer officiellement.

Après le recrutement de Philby, Burgess et Blunt, le groupe est enfin au complet avec l'intégration de Donald Maclean et de John Cairncross. Maclean, devenu communiste dès son entrée à Trinity Hall (à ne pas confondre avec Trinity College) en 1931, constitue la deuxième recrue de Burgess et Philby. Là encore, les relations intimes entre Burgess et Maclean (bisexuel) jouent un rôle qui n'est pas négligeable. De son côté, Cairncross, le plus jeune du groupe, est à la différence des autres un étudiant écossais d'origine modeste. Surnommé « la Croix ardente » par le journal local en raison de son marxisme fanatique, il a pour professeur de littérature française un certain… Anthony Blunt : la boucle est bouclée. Nous sommes en 1934.

Les agents britanniques ne déçoivent pas. Dès octobre 1935, Maclean intègre le Foreign Office. Peu après, Burgess réussit à devenir l'assistant personnel d'un jeune parlementaire conservateur, également homosexuel, puis rejoint le SIS. En 1936, c'est au tour de Cairncross d'entrer au Foreign Office, puis de passer au Trésor en 1938 sur les conseils de Maly. Le Trésor est une institution que le NKVD n'avait pas encore réussi à pénétrer. Les documents qu'ils transmettent à cette époque au Centre sont soigneusement présentés par Maly à Staline de façon à le conforter dans l'idée d'une politique britannique « d'apaisement » en direction de Hitler, d'un « complot germano-britannique » contre l'URSS. Un mythe forgé de toutes pièces qui aura la vie dure.

Pour Blunt et Philby – ce dernier étant le plus connu des Cinq aujourd'hui en Russie –, le succès n'est pas encore au rendez-vous. Si Blunt doit attendre la guerre pour intégrer les rangs du MI5, Philby réussit quant à lui à partir comme journaliste du *Times* en Espagne aux côtés des nationalistes. Là, fait inouï, après avoir été blessé par un obus alors qu'il était à bord d'une voiture, en compagnie d'autres reporters, il est décoré par celui-là même qu'il avait pour mission secrète d'assassiner : Franco…

*
*   *

La fin des années 1930, nous l'avons vu, est marquée par un début de retournement des opinions et des États contre l'URSS. C'est aussi une période difficile pour les Cinq. En 1938, dans le contexte de lutte contre les trotskistes, Maly est rappelé à Moscou, puis, comme le veut la tradition, fusillé pour « connivence avec l'ennemi impérialiste ». Deutsch est également rappelé, mais il survit aux purges pour finir sous les balles nazies en Autriche en 1942. Le nouveau résident auprès de l'ambassade soviétique de Londres, Grigori Grapfen, qui reprend contact avec Maclean, ne tarde pas à suivre ses illustres prédécesseurs.

Des soupçons commencent à peser sur les Cinq eux-mêmes après deux défections majeures. En 1938, après avoir été « rappelé au village », le célèbre agent Alexandre Orlov décide de ne pas suivre l'exemple de ses collègues. Il s'enfuit au Canada, puis aux États-Unis où il menace de divulguer tout ce qu'il sait si les agents de Iéjov portent atteinte à sa vie. Puis, c'est au tour de Walter Krivitski (de son vrai nom Samouïl Guinzbourg), un résident du NKVD à La Hague, de publier des révélations fracassantes : d'abord en France, où il raconte l'organisation des procès de Moscou ; puis aux États-Unis, au printemps 1939, avec une série d'articles dans le périodique américain *Saturday Evening Post* sous le titre « J'étais un agent de Staline » (ce titre sera repris dans ses Mémoires publiés en 1940) – sans révéler cependant le détail des opérations sur le sol américain. La défection de Krivitski et d'Orlov finit de laisser planer le doute sur la résidence de Londres, où il ne reste en 1939 qu'un seul officier de l'INO, Anatoli Gorski, très mal informé sur le travail des Cinq[24].

Leur foi reste cependant intacte et leurs carrières continuent d'avancer. À l'automne 1938, Maclean est nommé troisième secrétaire à l'ambassade de Grande-Bretagne en France, son premier poste à l'étranger. En décembre, c'est au tour de Burgess de devenir l'agent de pénétration le plus influent : il est recruté par la section D du SIS, qui s'occupe de monter des opérations de sabotage et de guerre psychologique

en cas de conflit armé. Burgess continue de recruter pour le compte du Kremlin des étudiants brillants. Parmi eux figure Goronwy Rees, un jeune postdoctorant du collège All Souls d'Oxford. Ses contacts avec des proches de Neville Chamberlain, Premier ministre britannique entre 1937 et 1940, en font une recrue importante pour le Centre.

Le pire est cependant à venir. En août 1939, la « patrie des travailleurs » conclut un pacte de non-agression avec celle des « chemises brunes ». Le pacte prévoit un partage de la Pologne, entre autres clauses secrètes. Les recrues britanniques sont traumatisées. Elles ne sont pas les seules : de nombreux agents de Moscou ne se font plus d'illusions et ont du mal à approuver la dernière contorsion du Kremlin. Ainsi, Rees refuse de collaborer. Les Cinq, en proie à une crise profonde, redoutent qu'il les trahisse. Burgess anticipe en demandant au Centre de le liquider et, devant le refus de celui-ci, trompe Rees en lui confiant qu'il a lui aussi décidé de mettre fin à ses activités clandestines. Comme si cela ne suffit pas, Burgess puis Philby font l'objet d'un ostracisme du Centre – on les soupçonne d'être des agents doubles. Le retour en fanfare des Cinq après 1941 sera le prélude d'une infiltration aux conséquences encore plus dramatiques pour l'Occident.

---

1. Cité dans Andrew, Gordievsky : 50-51.

2. Mletchine : 17.

3. Voir Jacques Rossi et Michèle Sarde, *Jacques, le Français. Pour mémoire du Goulag*, Le Cherche-Midi éditeur, 2002.

4. Il faut noter que le MI5 est convaincu de la contrefaçon de la « lettre de Zinoviev ». Cependant, sans doute pour protéger la réputation du SIS, avec lequel le MI5 collabore sur le dossier Ewer, le Foreign Office n'est pas informé (Andrew 2009 : 151-153).

5. Meier : 118-121.

6. Voir *Les Relations franco-soviétiques de 1927 à 1932*, mon mémoire de maîtrise dirigé par Georges-Henri Soutou, Paris IV, 1998 (chapitre « Komintern et espionnage »). Texte disponible sur ma page du site Academia.

7. Sur le mythe de Mata Hari et son influence sur les représentations des agents russes, voir le chapitre XIII.

8. Mletchine : 22.

9. La Corée est en effet à ce moment-là une colonie japonaise.

10. Prononcer : « Zorgué », avec l'accent tonique sur l'« o ».

11. Whymant : 30.

12. Davis, Donald et Trani, Eugene, *The First Cold War: The Legacy of Woodrow Wilson in US-Soviet Relations*, Columbia, University of Missouri Press, 2002.

13. IRR 2 : 224.

14. Sur Morros, voir le chapitre VI.

15. Le House Committee on Un-American Activities est le plus souvent abrégé en « HUAC » en raison de sa ressemblance avec une interjection évoquant le dégoût, ou pour suggérer que ce sont les activités du comité qui sont antiaméricaines.

16. Sibley : 49. Sur McCarthy, voir le chapitre V.

17. Le Royaume-Uni ne reconnaît l'URSS qu'en 1924.

18. Maria Poliakova, l'unique femme illégale soviétique dans les années 1930, basée en Suisse, obtint le grade de lieutenant-colonel de la GRU.

19. Andrew, Mitrokhine, 2000 : 98.

20. Pierre Rigoulot : *Les Paupières lourdes. Les Français face au Goulag : aveuglement et indignation*, Paris, Éditions universitaires, 1991.

21. Voir la traduction française de sa biographie : Brown, Anthony. *Philby père et fils. La trahison dans le sang*, Paris, Pygmalion, 1997.

22. Au Royaume-Uni, l'homosexualité demeure un crime jusqu'en 1967. Comme en URSS, le crime punissable est non le fait de se dire homosexuel mais l'acte de sodomie.

23. Straight (dont le nom signifie, en argot anglais, « hétérosexuel », ce qui ne manque pas de provoquer des plaisanteries dans le groupe) est le seul Américain de ce réseau plus étendu que ne le laisse entendre l'appellation courante de Cinq de Cambridge. Comme Martha Dodd, il connaît personnellement les époux Roosevelt et se révèle un agent de premier plan aux États-Unis, fournissant un nombre considérable de documents classifiés du Département d'État et facilitant l'introduction aux États-Unis de deux personnes chargées d'espionnage.

24. À sa décharge, Gorski, en poste depuis 1936 à Londres, a la responsabilité de prendre en charge, seul, un important réseau suite à la purge qui frappe deux résidents successifs. Au surplus, la résidence est placée en inactivité pendant un an. Après un séjour à Moscou, Gorski revient en novembre 1940 à Londres où il restera jusqu'à son départ pour les États-Unis.

Chapitre IV

Des alliés infidèles

À la suite de ces discussions, nous sommes arrivés à la conclusion unanime que la coopération n'est pas seulement souhaitable et réalisable, mais aussi cohérente du point de vue de notre objectif commun – la destruction de l'ennemi.

Rapport sur les discussions entre les représentants soviétiques et britanniques du renseignement, 1941[1]

Les documents ultra-confidentiels obtenus par nos agents du NKVD d'URSS en Angleterre démontrent que le Cabinet de guerre anglais, qui tient compte de la possibilité d'un succès en ce domaine par l'Allemagne, consacre la plus grande attention à l'utilisation de l'énergie atomique à des fins militaires.

Rapport du Comité national de la Défense à Staline, 1942[2]

Dans les manuels d'histoire proposés aujourd'hui aux élèves russes, la Seconde Guerre mondiale est un affrontement presque périphérique. Le seul conflit qui compte est la Grande Guerre patriotique : appellation emphatique donnée par Staline au front de l'Est, en souvenir de la Guerre patriotique de 1812 qui a opposé les armées d'Alexandre Ier à celles de Napoléon. En ce sens, peu de choses ont changé depuis les programmes scolaires soviétiques et leur patriotisme exacerbé.

Alors que, pour la majorité des pays d'Europe, la guerre commence le 1er septembre 1939, pour les Soviétiques, la confrontation débute avec l'attaque de Hitler, le 22 juin 1941. Entre ces deux dates, l'URSS bénéficie d'un sursis. Le 23 août 1939, les ministres des Affaires étrangères soviétique et allemand, Molotov et Ribbentrop, signent, sous les yeux d'un Staline euphorique, le fameux pacte de non-agression. Pour le Guide, la victoire est immense : il prend de court les Britanniques et les Français, qui voulaient eux aussi conclure une paix séparée avec Hitler. Cette version des faits prévaut encore aujourd'hui en Russie.

L'arroseur arrosé

Les espions soviétiques jouent un rôle non négligeable dans la conclusion du pacte. D'une part, leurs rapports de la fin des années 1930 font tout pour accréditer la thèse d'un complot occidental fomenté contre l'URSS. Les agents vont donc dans le sens de la méfiance maladive de Staline vis-à-vis des Européens. D'autre part, et c'est moins connu, le NKVD déploie ses talents pour « intoxiquer » les Allemands en leur faisant croire que les Français et les Britanniques les ont devancés sur la voie d'un accord avec l'URSS. Même si l'utilité de ces moyens de pression indirects reste discutable – Hitler ayant beaucoup à gagner de toute façon en signant le pacte avec Staline –, ils n'en démontrent pas moins la puissance de pénétration des agents soviétiques et de leurs taupes.

Les conditions du pacte prévoient, pour l'URSS, des livraisons de matières premières à l'Allemagne – indispensables à l'industrie de guerre de Hitler. Le Kremlin veille attentivement à ce que ces livraisons arrivent en temps et en heure. Pour certains historiens, le Führer bénéficie dans sa campagne d'Europe non seulement de l'aide soviétique, mais aussi, paradoxalement, de l'aide américaine. Si Washington entre dans le conflit après l'attaque de Pearl Harbor, le 7 décembre 1941, l'aide américaine

aux Alliés est lancée dès 1939. Staline en bénéficie aussi (alors qu'il est neutre). Du coup, les marchandises américaines peuvent se retrouver dans des trains livrant l'Allemagne nazie[3] !

Hitler n'a pas l'intention de tenir bien longtemps les promesses du pacte. Cela fait quelque temps déjà qu'il rumine l'idée d'un « espace vital » à l'est pour l'Allemagne. Il lui faut un prétexte pour rompre. À l'été 1940, apprenant que l'Armée rouge a avancé ses troupes dans le territoire de la Bukovine, près des ressources pétrolières roumaines dont dépend l'Allemagne, il décide de passer à l'action. Le 18 décembre 1940, il signe la « directive 21 », plus connue sous le nom d'opération Barbarossa, le plan d'invasion de l'URSS. Les agents de Staline ne tardent pas à être mis au courant. Jusqu'à la date fatidique du 22 juin 1941, Staline aura été alerté plus d'une centaine de fois.

Les avertissements viennent du monde entier. Richard Sorge est l'un des premiers à tirer la sonnette d'alarme. Son réseau réussit à infiltrer l'entourage du ministre des Affaires étrangères japonais Matsuoka. Ce dernier est cependant tenu dans l'ignorance, tout comme l'est l'ambassade allemande à Tokyo, que Sorge fréquente assidûment. Mais les rumeurs vont bon train, et l'ambassadeur Ott est persuadé que l'opération Barbarossa est en cours. Dès le 28 décembre, Sorge écrit au Centre à propos de « quatre-vingts divisions allemandes » déplacées près de la frontière soviétique ; il convient, souligne-t-il, de ne pas trop avoir confiance dans la signature de Hitler. En mai 1941, Sorge donne à Staline une date probable pour le début de l'offensive – il ne se trompe que de deux jours.

En Europe, au moins deux réseaux sont au courant de Barbarossa. En Suisse, c'est le cas du « réseau Lucy », également surnommé « die Rote drei » (« les trois rouges ») par les Allemands, en référence au nombre supposé de ses radiotélégraphistes, dirigé par Alexandre Rado, avec comme agent le plus brillant Rudolf Roessler, un mercenaire. Le réseau le plus connu est cependant français : obéissant à la GRU, surnommé par les Allemands « die Rote Kapelle » (« l'Orchestre rouge »), il a pour

« musiciens » des opérateurs radio chargés d’envoyer à Moscou des messages ennemis qu’ils réussissent à intercepter.

À l’origine de l’Orchestre rouge se trouverait Léopold Trepper, un Juif polonais qui a travaillé en son temps pour le réseau des *rabkory*, les correspondants ouvriers français qui renseignent jusqu’en 1932 le Kremlin sur l’économie française. Début 1939, il est envoyé à Bruxelles comme industriel canadien, avec pour mission de fonder un réseau en France et au Benelux. Parmi les autres protagonistes, on trouve Harro Schulze-Boysen, un personnage d’origine aristocratique, et Arvid Harnack, issu quant à lui d’une famille d’intellectuels connus. Le premier est une taupe au ministère de l’Air allemand, le second au ministère de l’Économie. Tous les deux ont été recrutés par l’agent du NKVD Alexandre Erdberg (de son vrai nom Alexandre Korotkov), qui travaille dans une représentation commerciale de Berlin. Korotkov est un cas unique dans l’histoire de la Grande Terreur : accusé d’avoir été recruté par la Gestapo, il réussira à convaincre Beria de son innocence.

L’Orchestre rouge commence à fournir des renseignements sur le mouvement des troupes allemandes après la défaite de la France, des Pays-Bas et de la Belgique. Trepper aurait été le premier à alerter Staline sur l’imminence de Barbarossa. Aujourd’hui, les historiens russes récusent l’idée selon laquelle le réseau était téléguidé depuis l’URSS, et dirigé par un seul homme, Trepper. Schulze-Boysen et Harnack auraient en réalité *collaboré bénévolement* avec les espions soviétiques par le biais d’une résidence légale à Berlin jusqu’en 1941[4]. Dans les années 1942-1945, la Gestapo réussira à faire de la Rote Kapelle le principal pôle de désinformation des Soviétiques.

Quoi qu’il en soit, l’ensemble de ces avertissements est rejeté en bloc par Staline. Le Guide insulte Richard Sorge en le traitant de « merde qui a monté de petites combines à Tokyo[5] ». Le 21 juin 1941, Ivan Sousloparov, attaché militaire soviétique de la France libre, alerte en urgence Moscou que sa source (Trepper) affirme que l’invasion de l’URSS aura lieu le lendemain. Staline écrit sur le rapport de Sousloparov : « Cette

information est une provocation britannique. Trouvez l'auteur de cette provocation et châtiez-le. »

Dès lors, les avertissements sont souvent « caviardés » par leurs rapporteurs du Centre. Échaudés par les purges, les exécutants chargés de traiter les rapports cherchent à faire plaisir à leur maître selon la formule bien connue : « deviner, être serviables, survivre » (en russe : « *ougadat', ougodit', outselet'* »).

Nous nous retrouvons ainsi face à un beau paradoxe : alors qu'en 1941, l'URSS dispose du réseau de renseignements le plus étendu et le plus sophistiqué au monde, la montagne n'accouche même pas d'une souris. Aucun réseau, aussi étendu soit-il, ne peut en effet informer efficacement sa base si celle-ci ne veut pas l'entendre. Or Staline refuse obstinément de regarder la vérité en face : la principale préoccupation des Soviétiques reste les complots britanniques, trotskistes et des Russes blancs. Les services de renseignement du Kremlin sont contraints de préparer la guerre non contre Hitler, mais contre l'Angleterre[6].

Staline s'accroche (ou fait semblant) à tout ce qui va dans le sens de l'idée de complot destiné à le brouiller avec l'Allemagne. L'escapade de Rudolf Hess, l'un des lieutenants de Hitler, qui décide de son propre chef de rejoindre l'Angleterre en quête d'un accord entre les deux pays, en mai 1941, est interprétée par le Kremlin comme la preuve d'une vaste machination antisoviétique. Pendant longtemps, les historiens russes ont colporté la légende d'un complot, jusqu'à ce que des documents britanniques, déclassifiés en 2017, closent la polémique[7].

À cela s'ajoute la désinformation allemande : Hitler justifie les déplacements de ses troupes à l'Est par les bombardements britanniques et trouve en Staline un auditeur prêt à le croire sur parole. Les mouvements de troupes sont aussi mis sur le compte d'une rumeur d'un « ultimatum » de Hitler qui chercherait à obtenir de nouvelles concessions de la part de Staline, et que celui-ci est naturellement prêt à lui accorder. Également, le Führer exploite les agents soviétiques eux-mêmes, et en premier lieu le résident de Berlin, Amaïak Koboulov. En août 1940,

Koboulov annonce triomphalement au Centre qu'il a réussi à recruter le représentant d'un journal letton, Orestes Belings, lequel jure au Soviétique que les Allemands cherchent à éviter par-dessus tout de se battre sur deux fronts, et qu'une guerre avec la Russie est totalement exclue[8]…

*
*   *

Refusant de croire à une attaque allemande imminente, Staline n'en reste pas moins un homme complexe qui, dans la plus grande discrétion, garde un œil sur son allié. Il ne fait aucun doute qu'il est pour le moins surpris des succès de la guerre éclair en Europe, le Blitzkrieg. Est-il conscient qu'un conflit avec l'Allemagne sera, en fin de compte, inévitable ? Le débat est loin d'être tranché. Pour certains, le Guide s'efforce de tout faire pour retarder une guerre à laquelle, il le sait, la Russie n'est pas (encore) prête[9]. La résidence soviétique dans la capitale du Reich est sommée, après août 1939, de ne pas rester les bras croisés. On y dénombre pas moins de quatre agents qui réussissent à recruter un officier de l'aviation allemande. L'objectif est de comprendre « d'où Hitler tire sa force ». Cependant, pour cette tâche, l'ambassadeur soviétique en place, l'ancien chef de l'INO, Dekanozov, n'a pas l'étoffe d'Artouzov.

Cette volonté de percer à jour les secrets allemands tout en se présentant comme le meilleur allié de Hitler explique que Staline tente de perfectionner le travail du renseignement. Filipp Golikov, nommé chef de la GRU à l'âge de quarante ans, est invité à développer les liens avec le NKVD. En février 1941, la section de sécurité et de renseignement du NKVD devient indépendante sous le nom de NKGB (Commissariat du peuple à la sécurité d'État), avec à sa tête Vsevolod Merkoulov. L'INO change aussi de nom, devenant l'INU (direction étrangère). Son chef Pavel Fitine a cependant moins d'influence que Golikov, le directeur de la GRU. Et pour cause : après une formation express au sein de la Chon, il devient en 1939, à trente et un ans, le plus jeune des dirigeants du renseignement extérieur soviétique. Ce qui veut dire aussi le plus

inexpérimenté. Mais il réussit l'exploit de rester pendant sept ans à la tête de l'INO – un record de longévité.

Héros malgré tout

Le 22 juin 1941, Staline est incapable d'annoncer la terrible nouvelle à ses concitoyens. Prostré, il laisse la parole à Molotov, son ministre des Affaires étrangères, le même qui, presque deux ans plus tôt, avait justifié le pacte germano-soviétique. L'échine de Molotov est des plus souples.

Jusqu'en décembre, la Wehrmacht progresse rapidement en territoire soviétique. L'Armée rouge décapitée par les purges est complètement désorganisée. Alors que les Allemands approchent de Moscou, le gouvernement soviétique est évacué. Le scénario de 1812 va-t-il se répéter ?

Le renseignement soviétique au Japon joue un rôle crucial dans le premier revers de Hitler sur le front Est. En effet, la hantise de Staline est de combattre sur deux fronts à la fois, contre les Allemands et les Japonais. Sa crainte trouve un fondement lorsque le réseau Sorge lui apprend, en juin 1941, que le pacte de neutralité soviéto-japonais signé en avril est considéré comme caduc. Mais en août, Sorge se fait rassurant : les tenants de « la solution Sud » (l'offensive contre l'Empire britannique et les États-Unis) ont triomphé sur ceux de « la solution Nord » (l'attaque de l'URSS). En septembre, l'interception de communications japonaises et leur déchiffrement par Sergueï Tolstoï, premier spécialiste de la langue japonaise à la direction chiffre du NKGB, confirment les dires du maître espion. D'autres sources finissent de lever les derniers doutes, comme celles des époux Moukasseï, un couple stationné à Los Angeles et promu à une longévité record – leur retour définitif en URSS, après un passage par la Suisse, les États-Unis et Israël, entre autres, n'aura lieu qu'en 1977 et

leur départ pour le paradis des espions, en 2008 et en 2009, après des années de formation de nouvelles recrues au Centre[10].

Grâce à toutes ces informations concordantes, Staline peut lancer contre Hitler une partie des troupes qui stationnaient en Extrême-Orient. Le renouvellement des forces soviétiques est tout à fait crucial dans l'échec de l'opération Typhon – l'assaut de Moscou – mise en branle le 2 octobre. Mais ce premier échec allemand ne signifie pas que l'Armée rouge a repris la main. Jusqu'en 1943, l'URSS se maintient globalement sur la défensive.

À ce moment, Staline ne croit pas à la capacité de l'Armée rouge de vaincre les forces allemandes, et entreprend de suivre l'exemple de Lénine qui, en février 1918, avait conclu la paix humiliante de Brest-Litovsk avec Guillaume II. Il ordonne aux hommes du NKGB de trouver un intermédiaire pour contacter Hitler. Mais l'opération échoue, le Führer n'a aucune envie de parlementer. Dès lors, fait inouï en temps de guerre, Staline procède à une nouvelle purge dans les rangs du haut commandement : une purge éclair, qui cesse très précisément le 28 octobre 1941. Comme par miracle, la Wehrmacht connaît peu après un premier revers, ce qui donne naturellement raison à Staline. En décembre, incapable de prendre Moscou, l'armée allemande doit reculer devant la pression du maréchal Joukov.

Les statistiques euphoriques du KGB parlent de 2 222 « groupes de combat » envoyés derrière les lignes ennemies, chiffres que les Occidentaux jugèrent surestimés. De fait, ces « opérations de masse » n'ont pas grand-chose en commun avec les opérations discrètes et impliquant un nombre d'agents somme toute limité qu'on va connaître plus tard, pendant la guerre froide.

Les espions lancés à l'assaut de l'armée allemande sont pour la plupart issus d'une « Direction spéciale pour l'organisation des diversions dans le dos *(tyl)* de l'adversaire », créée le 5 juillet 1941, avec à sa tête Soudoplatov et Eitingon, les organisateurs de l'assassinat de Trotski. Comme pour l'ensemble des opérations d'infiltration et de diversion

menées par les agents soviétiques derrière les lignes ennemies, la direction revendique de nombreux « succès éclatants[11] ». Qu'on en juge : un groupe de tchékistes dirigé par Vladimir Badaev s'illustre en organisant un réseau clandestin dans les catacombes d'Odessa, livré aux Allemands à l'automne 1941 ; Nikolaï Kouznetsov réussit à infiltrer les rangs des officiers de la Wehrmacht sous le nom de Paul Siebert ; Alexandre Korotkov, vice-directeur du département allemand du GUGB, chargé des affaires mouillées, que les auteurs russes actuels dépeignent comme un « génie des renseignements extérieurs[12] », s'illustre par la formation de nombreux groupes de combat ; les membres du réseau illégal parisien prennent « une part des plus actives » dans la libération de la capitale des occupants nazis ; Viatcheslav Gridnev est un agent héroïque dans la lutte contre les infiltrations japonaises et occidentales en Mongolie ; Stanislav Vaoupchasov passe vingt-huit mois derrière les lignes ennemies avec un bataillon multiethnique dont font même partie un Autrichien et un Allemand.

Les succès les plus connus du contre-espionnage soviétique pendant la guerre ont pour nom Monastère et Bérézina. Même si bien des éléments demeurent inconnus à l'heure actuelle et, pour les spécialistes du contre-espionnage en temps de guerre, les témoignages récents posent plus de questions qu'ils n'en résolvent[13], il est possible de brosser un tableau d'ensemble de ces opérations. Monastère consiste à envoyer chez les Allemands, en février 1942, un agent désinformateur soviétique d'origine noble, Alexandre Demianov. Ce dernier désinforme les officiers de la Wehrmacht en leur faisant croire à l'existence d'une organisation monarchiste dont il ferait partie. L'inspiration de Trest est visible[14]. Formé par l'Abwehr, le services de renseignement allemand, et prenant le nom de code « Heine », l'agent double est ensuite envoyé à Moscou, d'où il intoxique les Allemands. L'opération aurait permis l'arrestation de plus de cinquante agents travaillant pour l'Abwehr en Russie, dont certains deviennent des agents doubles à leur tour. L'opération Monastère est si bien organisée que les services britanniques s'y laissent prendre :

Churchill lui-même apprend à Staline que l'état-major de l'Armée rouge est infiltré par « un agent allemand », Demianov.

En août 1944, « Heine » continue de travailler dans le cadre de l'opération Bérézina, une nouvelle version de Monastère, dont l'objectif consiste à faire croire aux Allemands que des restes d'une division de la Wehrmacht tentent de résister à l'Armée rouge dans la région de Minsk. Les Allemands envoient de l'aide sous forme de médicaments et de munitions, sans parler d'une vingtaine d'agents de l'Abwehr aussitôt arrêtés par la GRU.

L'efficacité du travail du renseignement soviétique contre l'armée allemande et ses agents ne fait aucun doute. Son influence réelle sur le cours de la guerre, malgré ce que peuvent prétendre les apologistes du SVR, doit cependant être regardée avec la plus grande prudence. Pour Robert Stephan, ancien officier de la CIA maintenant écrivain, jusqu'en 1943, le travail du renseignement est largement inefficace. La victoire de Stalingrad est surtout due aux capacités d'improvisation de l'Armée rouge et au courage des soldats, et beaucoup moins au renseignement soviétique.

Trois raisons principales peuvent expliquer cette conclusion. D'une part, plusieurs réseaux importants sont démantelés au cours de ces années. Richard Sorge, qui avait demandé à quitter le Japon d'urgence, est arrêté le 18 octobre 1941 et passe aux aveux avant d'être pendu. Fait intéressant, le procureur chargé de l'enquête le décrit à ses supérieurs comme un agent du Komintern et non de la GRU, pour ne pas se voir confisquer le dossier par l'armée. À leur tour, les principaux organisateurs du réseau Orchestre rouge, Trepper, Harnack et Schulze-Boyzen, sont arrêtés et les deux derniers exécutés en décembre 1942. Trepper en réchappe et devient un agent double (d'aucuns prétendent triple), désinformant les Soviétiques, avant de s'échapper à nouveau pour rester caché jusqu'à la fin de la guerre.

D'autre part, les Soviétiques ont les plus grandes difficultés à percer les communications militaires allemandes. Le chiffrement que la

Wehrmacht utilise découle de nombreuses variantes d’un système connu sous le nom d’Enigma, dont les premières versions apparaissent en Allemagne en 1919. Chaque corps d’armée possède des « machines Enigma » dont la saisie est aussi importante que la capture d’officiers haut gradés. Le NKGB et la GRU commencent à percer quelques-uns des secrets d’Enigma en 1941, mais la plupart gardent leurs mystères jusqu’à la fin du conflit.

Enfin, le Blitzkrieg met à mal les réseaux du renseignement soviétique en Europe. La défaite française en mai 1940 et la division du territoire en deux zones portent un coup particulièrement dur aux espions basés à Paris. Même si officiellement il n’est pas encore question pour les agents soviétiques de lutter contre Hitler, le travail de collecte de l’information sur l’état de ses troupes devient hasardeux. Si plusieurs résidents trouvent refuge en zone libre, d’autres continuent cependant de travailler en zone occupée, dans des conditions périlleuses. Ainsi, la résidence parisienne commence à informer le Centre sur les mouvements de troupes allemandes en direction de l’est, vers les frontières soviétiques, dès juin 1940. De toute façon, le transfert du gouvernement français à Vichy force les Soviétiques à se trouver une nouvelle couverture dans cette ville. Après le 22 juin 1941, les agents en France sont systématiquement pourchassés.

Les Soviétiques rencontrent plus de succès hors d’Europe. Ainsi, s’ils ignorent à peu près tout d’Enigma, les Soviétiques réussissent à percer les secrets des codes japonais. L’interception-déchiffrage des messages codés de Tokyo se poursuit en effet bien après la disparition du réseau Sorge. Moins connues, les opérations en Amérique latine connaissent également quelques succès. Les cibles allemandes sont attaquées depuis une résidence illégale en Argentine, dirigée par Grigoulevitch, un vétéran du NKGB[15]. Un trafic de matières premières (cuivre, coton, salpêtre…) est en effet organisé par les nazis depuis ce pays jusqu’en Allemagne. Grigoulevitch fait le nécessaire pour saboter les opérations. En 1942, son réseau met le feu à une librairie allemande du centre de Buenos Aires qui

sert de quartier général pour la propagande nazie sur le continent ; suit une série d'explosions dans plusieurs entrepôts portuaires qui forcent les Allemands à délocaliser leurs opérations en Uruguay.

Le tournant de la collaboration

L'année 1943 constitue un tournant majeur de la guerre sur le terrain, comme dans le monde du renseignement. À Stalingrad, les troupes soviétiques s'emparent d'un nombre record de machines de chiffrage allemandes, les fameuses Enigma, accompagnées de manuels d'instruction et de tout le nécessaire pour envoyer des messages. On l'a vu, les historiens sont divisés sur les conséquences de cette découverte. Le moins que l'on puisse dire est que, même si les Soviétiques n'arrivent pas à découvrir la « clé universelle » des machines et ne peuvent déchiffrer qu'une partie des messages, leur capacité d'appréciation des forces et de la stratégie allemandes s'améliore.

D'autre part, 1943 voit la création du Smerch, abréviation russe de « mort aux espions » (tous les espions, et pas uniquement les Allemands). Trois structures du Smerch voient en réalité le jour : un Smerch militaire, dirigé par Abakoumov et supervisé par Staline ; un Smerch dans la Marine, dépendant du commissaire du peuple de la flotte, Kouznetsov ; et un Smerch au NKVD, contrôlé par Beria. Les trois structures s'illustrent par des opérations héroïques, mais jouent aussi le rôle d'une police politique sur le front, passant au crible plusieurs millions de personnes rapatriées du territoire ennemi, suspectées de collaboration avec les Allemands. Inutile de préciser que pour la plupart des anciens prisonniers, leur détention dans des camps nazis se poursuit dans les camps soviétiques sous l'action du Smerch.

Une autre institution qui apparaît cette année-là est le département information (surnommé simplement « Info ») de la Première direction du

NKGB, le successeur de l'INO. L'Info, comprenant cinq sections, a pour mission d'analyser l'immense masse de documents arrivant au Centre et de faciliter ainsi le processus décisionnel. L'un de ses directeurs les plus connus sera Filipp Skriaguine, un ancien de la GRU.

L'année 1943 est surtout celle de la première rencontre au sommet entre les trois Alliés, à Téhéran, en décembre. Staline, désormais nimbé de l'aura de généralissime, bénéficiant des retombées des victoires de l'Armée rouge, est euphorique. Il obtient enfin la promesse d'un « second front » pour 1944, le débarquement des Alliés pour le soulager dans son combat face à la Wehrmacht. La rencontre de Téhéran donne lieu à un épisode méconnu de la collaboration entre Alliés. En effet, à en croire les sources soviétiques, les Allemands auraient tenté d'assassiner Staline, Churchill et Roosevelt en utilisant les services d'Otto Skorzeny, colonel SS célèbre pour avoir organisé l'évasion de Mussolini. Cette opération, appelée « Grand saut », aurait été déjouée grâce au groupe de Gevork Vartanian, fils d'un Soviétique lié aux services secrets, qui commence à travailler pour le Kremlin à l'âge de seize ans. Vartanian et ses amis parcourent la ville à vélo et surveillent les agents suspectés de la préparation de l'attentat. Le résident local, Ivan Agaïants, les appelle « la cavalerie légère du renseignement ».

« L'assassinat du siècle », que certains considèrent comme une opération de désinformation du NKVD, aurait surtout été déjoué grâce à une coopération entre les services secrets alliés, un fait sans précédent[16]. Méfiant à l'égard des Anglo-Saxons, Staline fait passer les divergences idéologiques au second plan. Il cherche à économiser des moyens humains et matériels et, pourquoi pas, à en savoir plus sur les méthodes de travail des services alliés. Un accord en ce sens est signé dès le 12 juillet 1941. Avec plusieurs autres agents, le colonel George Hill, un vétéran du renseignement britannique qui a connu Sidney Reilly, est envoyé à Moscou ; son confrère soviétique Ivan Tchitchaïev, à Londres. Rapidement, les échanges suscitent les plus grandes réserves du Centre : dès avril 1942, Tchitchaïev rapporte que, sur quatorze agents censés être

envoyés en Grande-Bretagne, seuls quatre ont finalement réussi à obtenir les autorisations nécessaires.

En définitive, malgré leur portée symbolique, ces opérations rencontrent un succès limité. Si l'on en croit les Britanniques, l'échange est très inégal : leurs services se montrent plus généreux que ceux des Soviétiques dans le partage d'information ; de leur côté, les Soviétiques affirment exactement le contraire : la collaboration soviéto-britannique servirait aux Anglais à déployer leurs réseaux en Roumanie et en Bulgarie, pays qui combattent aux côtés de l'Allemagne nazie. Au final, la méfiance empêche la collaboration de porter ses fruits, et c'est un Hill amer qui repart le 11 mai 1945 à Londres, sans avoir pu proposer aux Soviétiques de coopérer sur de nouvelles bases.

Après l'entrée en guerre des États-Unis naît à son tour un projet d'échange permanent entre Moscou et Washington. Dès juillet 1941, un contact est établi. Le secrétaire au Trésor, Henry Morgenthau, se plaint du mauvais travail du FBI pour débusquer les agents nazis aux États-Unis (la fameuse « cinquième colonne ») et demande à l'ambassadeur soviétique si les espions du Kremlin pourraient l'aider à remplir cette mission. Il faut cependant attendre le 27 décembre 1943 pour que le chef de l'OSS (l'ancêtre de la CIA), le général William Donovan, rencontre son homologue Pavel Fitine et lui expose un projet d'association qui va au-delà d'un simple échange d'informations. Donovan parle d'autoriser les agents soviétiques à se rendre aux États-Unis en toute liberté pour travailler avec les services américains.

Le Kremlin, euphorique à l'idée d'infiltrer l'OSS à si bon compte, pousse sans retenue à la signature. Le 4 janvier 1944, Staline, Molotov et Beria envoient une réponse favorable et sans réserve. Mais, pour une fois, le président Roosevelt se montre réticent. Le 16 mars, il informe Averell Harriman, l'ambassadeur américain à Moscou, que si l'échange d'informations est possible, celui des représentants est quant à lui reporté *sine die*. Roosevelt cède en fait à la pression du FBI et à son patron, John Edgar Hoover, paniqué à l'idée de laisser entrer en toute légalité les

espions soviétiques sur le territoire américain. Nous sommes alors à la veille de la campagne présidentielle de 1944, et le président américain craint de perdre le soutien du patron du FBI.

Il n'en reste pas moins que, pendant un an et demi, l'OSS et le NKGB vont échanger des documents confidentiels – et comme dans le cas de la coopération soviéto-britannique, les Américains vont accuser les Soviétiques de ne pas pratiquer les règles de la réciprocité. La collaboration entre les services secrets inspire à l'OSS d'utiliser les compétences d'un espion de la GRU, Jürgen Kuczynski, pour évaluer l'impact des bombardements sur l'effort de guerre allemand. Le fils du « patriarche » est même fait lieutenant-colonel de l'armée américaine à cette occasion. Il va sans dire que l'information qu'il reçoit alors est transmise à Moscou, par le biais de la radio de sa sœur, Ursula. Pire, les agents Wheeler et Lee, issus de familles respectables, sans être originaires d'Europe de l'Est, comme la plupart des espions à la solde des Soviétiques, réussissent à pénétrer l'OSS[17]. Entre autres forfaitures, ils font parvenir au Centre les noms des collaborateurs secrets des Américains en Europe centrale, autant de cibles pour le Smerch.

Le NKGB n'attend cependant pas la signature des accords de collaboration pour obtenir des informations des Occidentaux. Depuis le début du conflit, il est même mieux informé sur les Alliés que sur les Allemands. L'alliance entre l'URSS et les Occidentaux a en effet été, dès le début, un jeu de dupes dans lequel les Américains ont été les dindons de la farce. La guerre de Staline est un conflit sur deux fronts, bien avant l'ouverture du « second front » anglo-américain en Sicile, en juillet 1943.

Un autre second front

Staline ne cesse de nourrir une méfiance croissante envers les Occidentaux, même après le « renversement des alliances » de l'été 1941.

Dès le 18 juillet 1941, une résolution adoptée par le Comité central du parti clame la nécessité de « mettre au jour les véritables plans et objectifs […] des États-Unis et de l'Angleterre, sur les questions de la gestion du conflit, leurs relations avec l'URSS et les problèmes de l'après-guerre[18] ».

De fait, la Grande-Bretagne continue d'être le pays le plus infiltré par le renseignement soviétique. Cette affirmation peut paraître paradoxale, car la résidence londonienne fait partie de celles qui ont le plus souffert des purges d'avant guerre. En février 1940, Beria ordonne d'ailleurs sa fermeture. Il reste que le Kremlin peut toujours compter sur les Cinq de Cambridge. Mis en sommeil depuis le pacte de non-agression, ils sont « réveillés » en décembre 1940 par le nouveau résident, Anatoli Gorski.

Le temps est venu pour John Cairncross de connaître son heure de gloire. L'Écossais devient, fin 1940, le secrétaire particulier de lord Hankey, un ministre sans portefeuille chargé des services secrets. Cairncross fait partie de ceux qui avertissent Staline de l'imminence de Barbarossa. Après 1941, il pourrait avoir été le premier à livrer au NKGB une partie des secrets de la machine Enigma, que les Britanniques arrivent à déchiffrer dans le cadre de l'opération Ultra et qu'ils se gardent bien de dévoiler à leurs alliés. Les Britanniques percent en effet le secret de la variante destinée à la Luftwaffe dès 1940 et, en 1942, ils comprennent la plupart de ses communications. Même si les Soviétiques sont encore très en retard dans ce domaine, les informations fournies par Cairncross contribuent à la victoire de Koursk, une bataille de chars d'une ampleur sans précédent, à l'été 1943.

L'action des autres membres du réseau est tout aussi cruciale. Anthony Blunt réussit à intégrer le MI5 après l'évacuation de Dunkerque. Responsable de la surveillance des ambassades des pays neutres, il passe ses nuits à photographier des documents et reçoit en échange, fait exceptionnel, les remerciements directs du Centre qui renforcent chez lui le sentiment de son importance. Les renseignements qu'il envoie sur la stratégie de la Wehrmacht proviennent essentiellement de sa recrue de

Trinity, Leo Long, qui réussit à obtenir les décryptages de la machine Enigma au ministère de la Guerre.

Cerise sur le gâteau, fin avril 1945, Blunt est anobli et devient conservateur des peintures du roi, ce qui en fait une personnalité au-dessus de tout soupçon. Signe de reconnaissance suprême, le NKGB lui propose une pension annuelle de 1 200 livres sterling – qu'il refuse sous prétexte de ne pas en avoir besoin ; en réalité, Blunt est suffisamment intelligent pour comprendre que l'argent ne manquera pas d'attirer l'attention du fisc.

De son côté, Guy Burgess est d'abord employé à la BBC jusqu'en 1944. Parallèlement, il travaille entre 1939 et 1941 à la section D (destruction, « coups tordus ») du SIS, avant d'être recruté par le département de l'information au Foreign Office. Le travail à la BBC permet à Burgess d'organiser plusieurs « mesures actives » destinées à casser l'image négative des Soviétiques dans les médias britanniques. Avant la guerre, Peter Smollett, un journaliste britannique d'origine autrichienne, en réalité un illégal, avait déjà publié une série d'articles pour le *Times*, regroupés sous forme de livre en 1937. En 1942, c'est au tour de Burgess de profiter de sa position au sein de la BBC pour organiser un entretien avec le clandestin soviétique Ernst Henri.

Enfin, Donald Maclean, chef de la section américaine du Foreign Office, est nommé en 1944 à l'ambassade britannique de Washington. Il y retrouve un complice, Kim Philby, d'abord correspondant du *Times*, puis membre du SIS grâce à l'entregent de Burgess (leurs recruteurs ignorent tout de leur amitié), ce qui lui permet d'échapper au service militaire. En 1944, Philby accomplit l'exploit de se faire nommer à la tête de la section IX du SIS, chargée de l'étude des rapports sur les activités soviétiques et communistes. Il devient dès lors l'agent le plus important des Cinq pour le Centre.

L'officier traitant des Cinq, Gorski, est une personnalité terne, bien différente des grands illégaux tels que Deutsch. Membre du NKVD depuis la fin des années 1920 qui a réussi à cacher la véritable profession de son

père – membre des services de l'ordre tsaristes –, Gorski s'intéresse aux rumeurs d'une paix séparée anglo-allemande. Les raisons de soupçonner cette collusion sont nombreuses et s'expliquent principalement par la réticence britannique d'un « second front » en Europe. Les espions soviétiques ne tardent pas à imputer à Churchill le retard dans le déclenchement du débarquement. Un rapport de Beria à Staline du 21 avril 1942 parle de « sabotage » de la part du Premier ministre, en insistant sur le fait que les Américains, eux, sont prêts à en découdre[19]. La déclaration de Churchill en juillet 1942 (« le fait que les Russes souffrent ne signifie pas que nous aussi devons souffrir[20] ») ne fait que jeter de l'huile sur le feu.

Cette obsession du complot explique qu'entre 1943 et 1944, les Cinq soient de nouveau suspectés de connivence avec l'ennemi. Les rapports de Philby, envoyés au Centre, dans lesquels il affirme que le SIS n'a pas d'agents engagés dans des opérations sur le territoire soviétique, déplaisent fortement à Staline. Pour mettre la loyauté des Cinq à l'épreuve, le Centre envoie à Londres une équipe de surveillance, du jamais-vu. Aussi discrets que des éléphants dans un magasin de porcelaine, les huit tchékistes ne rapportent évidemment rien de concluant. En 1944, les Cinq finissent par être blanchis – le nombre d'informations exactes qu'ils envoient ne peut être expliqué par les partisans de la théorie de la trahison.

À la différence des agents britanniques, les contacts américains des Soviétiques n'attirent pas une méfiance aussi viscérale de la part du Kremlin. Pourtant, plusieurs affaires de défection qui défraient alors la chronique mettent à mal les réseaux communistes américains. La plus connue, à la veille de la guerre, concerne Whittaker Chambers, un journaliste de la revue *Time*, membre du Parti communiste depuis 1925. Devenu courrier du réseau de New York, il est de plus en plus désillusionné. Le pacte de non-agression germano-soviétique est la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Fin août 1939, Chambers révèle ses secrets à Adolf Berle, le conseiller de Roosevelt pour les affaires de sécurité. Dans ses aveux apparaissent, entre autres, les noms d'Alger Hiss et de Noel Field[21], deux membres du Département d'État ; mais aussi de Harry White et de Harold Glasser, deux membres haut placés du département du Trésor (ce dernier recevra même l'ordre de l'Étoile rouge pour ses mérites, fait sans précédent).

Jusqu'en 1942, Berle ne juge pas nécessaire de faire au FBI un rapport complet de sa rencontre avec Chambers. Ses allégations lui paraissent parfaitement improbables. Chambers, pense-t-il, est sans doute un charlatan décidé à se faire un nom sur le dos d'anciens collègues. Les noms de Hiss ou de Duggan, membres du Département d'État, mentionnés par Chambers, restent inconnus du grand public jusqu'à la fin de la guerre. À la suite de Berle, Roosevelt considère ces révélations comme tout aussi absurdes. Même le patron du FBI, Hoover, ne donne pas suite au rapport.

Aujourd'hui, alors que les preuves de la culpabilité de Hiss sont apparemment irréfutables, défendre cet espion de la GRU qui est devenu le plus grand symbole de la collaboration américaine avec le renseignement soviétique confine à l'aveuglement[22]. D'autant plus que, comme l'ont révélé les carnets Vassiliev, Hiss n'est pas le premier agent soviétique à infiltrer le Département d'État : avant lui, dans les années 1930, David Salmon, responsable de la Division communication et archives (le « centre nerveux » du Département d'État lors des tensions internationales), nourrissait les Soviétiques de rapports diplomatiques en provenance d'Europe et d'Extrême-Orient, ce qui lui permettait de doubler son salaire[23].

Mais revenons à Chambers. En dépit des couacs du contre-espionnage américain, la confession de l'ancien communiste compromet le réseau soviétique aux États-Unis. Ce dernier est déjà mal en point : d'autres agents, déçus et/ou choqués, décident de mettre fin à leur collaboration à la suite de la signature du pacte de non-agression germano-soviétique. Comme si cela ne suffisait pas, le 10 février 1941, le corps de Walter

Krivitski est retrouvé dans une chambre d'hôtel à deux pas du Capitole. Le célèbre transfuge soviétique devait de nouveau témoigner, cette fois devant le HCUA et, peut-être, livrer l'identité de Donald Maclean. La mise en scène destinée à faire croire à son suicide porte la marque du NKVD.

Heureusement pour le Centre, ces remous sont de courte durée. Les enquêtes lancées par le FBI sont brutalement interrompues par l'opération Barbarossa. Staline est désormais un allié. Profitant de l'attitude bienveillante de Roosevelt, les États-Unis deviennent une cible de premier plan pour les espions soviétiques, devant la Grande-Bretagne. Le 27 novembre 1941, le Centre envoie une directive aux résidences américaines qui exclut tout doute quant aux missions véritables de ses agents dans ce pays : « Les États-Unis occupent à l'heure actuelle une place de premier plan dans le cadre de la politique internationale des pays capitalistes. Pour cette raison, il est très important que nous puissions mettre à jour les plans politiques et diplomatiques des États-Unis en direction de l'URSS, comme […] ceux d'autres pays[24]. »

Des agents diversement doués s'efforcent de reconstituer les réseaux mis à mal par toutes ces affaires de défections et de révélations. Parmi les plus talentueux, il convient de noter le nom de Gaïk Ovakimian, un résident du NKVD qui travaille sous la couverture d'Amtorg depuis 1934. Titulaire d'un doctorat de sciences, « le rusé Arménien » connaît de nombreux succès dans le renseignement scientifique et technologique. Ovakimian prend en main le réseau de New York après la défection de Chambers.

Mais les réseaux de la GRU continuent d'avoir l'avantage sur leurs rivaux du NKVD. À son tour, Ovakimian est arrêté par les Américains en mai 1941 pour une affaire de faux papiers, ce qui empêche la résidence de mener des opérations de manière active. Ses supérieurs ne lui pardonnent pas ce faux pas : libéré sous caution après le début de l'opération Barbarossa, il finit par démissionner en 1947 après des déboires administratifs. Beria a alors une réplique célèbre qui en dit long : « Qu'il parte. Nous en avons beaucoup des comme lui[25] ». Une réplique

certainement teintée de mépris « national », d'un Géorgien envers un Arménien…

Le successeur d'Ovakimian est un résident légal, Vassili Zaroubine, un tchékiste polyglotte au long cours – né en 1894, il fait son baptême du feu pendant la Première Guerre mondiale, et rejoint la Tchéka en 1921, survivant aux purges des années 1930. Parmi les personnalités qu'il fréquente figure un certain Pierre Cot, une personnalité du mouvement radical, réfugié aux États-Unis[26]. Zaroubine est un homme particulièrement grossier avec ses subalternes. Son caractère difficile entraîne de nombreux conflits. Un collègue exaspéré, Vassili Mironov, va jusqu'à envoyer une lettre au FBI en août 1943, révélant les véritables identités des agents de la résidence (Mironov finira ses jours dans un hôpital psychiatrique soviétique).

Comme si cela ne suffisait pas, c'est également en 1943 que le FBI réussit à enregistrer la conversation d'un agent soviétique, Steve Nelson, un dirigeant du Parti communiste de la section de Californie. C'est la première fois qu'un personnage aussi important est pris en flagrant délit d'espionnage aux États-Unis. Après le départ de Zaroubine et jusqu'à l'arrivée de Gorski, les querelles entre les résidences se poursuivent : en 1945, Grigori Kasparov, vice-consul à San Francisco, transmet à Beria une lettre de Pavel Klarine, ancien secrétaire à l'ambassade soviétique à Mexico, où il accuse le résident de Mexico en 1943-1944, Lev Tarassov, d'avoir gêné l'évasion de Ramon Mercader. Un exemple qui montre que les réseaux soviétiques sont souvent de véritables « paniers de crabes ».

Le réseau de Washington s'en sort mieux – il est partiellement ressuscité par Nathan Silvermaster, un fonctionnaire d'origine ukrainienne élevé en Chine, auteur d'une thèse soutenue à Berkeley en 1932 sur la pensée économique de Lénine. Silvermaster travaille à la Farm Security Administration, et réussit plus tard à infiltrer le Bureau de la guerre économique, en dépit des soupçons qui pèsent sur lui depuis 1942.

Pour limiter les risques d'une découverte par le FBI, les résidents de Washington font usage de deux « fusibles », nom donné aux agents qui

font office de liens entre les acteurs du réseau : une femme qui joue le rôle de courrier, Elizabeth Bentley ; et Iakov Golos, l'un des premiers agents soviétiques sur le sol américain. Tous les quinze jours, Bentley fait la navette entre Washington et New York le sac rempli de microfilms. Les documents photographiés proviennent surtout du Pentagone, et portent notamment sur l'aviation américaine. Le problème pour les Soviétiques est que Bentley et Golos deviennent rapidement amants. À la mort de ce dernier en novembre 1943, Bentley, simple courrier, se retrouve à la tête du réseau, au courant d'innombrables (et d'innommables) secrets.

Outre les renseignements militaires, les espions soviétiques cherchent désespérément toute preuve d'une alliance anglo-américaine avec les Allemands. Ainsi, ce sont les informations fournies par un résident illégal new-yorkais, Iskhak Akhmerov (d'origine tatare), qui permettent à la *Pravda* de publier le 17 septembre 1944 un article sur une « paix séparée germano-britannique ». Zaroubine fait exactement la même chose, cette fois pour informer Staline sur une prétendue paix séparée germano-américaine.

*
*   *

La période de la grande alliance permet aux Soviétiques de bénéficier d'une « nouvelle virginité » auprès du public américain comme auprès des hommes politiques proches de Roosevelt, lui-même sensible au charisme de Staline. Parmi ces derniers se trouve Harry Hopkins, le plus proche conseiller du président américain. En rencontrant Akhmerov, en qui il voit un simple intermédiaire de Staline, l'Américain travaille à son insu comme agent d'influence pour le NKVD. Hopkins se rend dès juillet 1941 en URSS et Staline lui déroule le tapis rouge, pour des raisons que l'on comprend aisément : tout doit favoriser la poursuite de l'aide américaine, sous la forme d'une loi prêt-bail *(lend lease)* élargie. Les Américains ne se doutent apparemment pas que les 11 milliards de dollars octroyés à l'URSS servent, en partie, à financer le renseignement soviétique aux États-Unis…

Outre Hopkins, les Soviétiques trouvent dans l'un des ambassadeurs américains en URSS, Joseph Davies, un autre agent d'influence exceptionnel. L'auteur de *Mission to Moscow*, des Mémoires qui réhabilitent largement le régime totalitaire, est reçu en grande pompe en mai 1943 avec, dans ses valises, une copie du film tiré de son livre. Staline profite de la rencontre pour annoncer la dissolution du Komintern, une organisation désormais gênante pour l'espionnage soviétique, car trop connue. Cette dissolution (présentée naturellement comme une « autodissolution ») constitue une « mesure active » de premier plan, destinée à faire croire aux Occidentaux que les Soviétiques ont renoncé à les espionner.

Enfin, Alger Hiss devient en avril 1945 le secrétaire général provisoire de l'assemblée constitutive des Nations unies. Alors qu'un autre agent du Département d'État, Laurence Duggan, est forcé de démissionner en 1944 en raison de pressions venant d'en haut, Hiss n'est pas inquiété. À la différence de Duggan, il dispose en effet d'appuis importants : des amis comme Dean Acheson (futur secrétaire d'État du président Truman) et Felix Frankfurter (juge à la Cour suprême) qui se portent garants de son intégrité et affirment que le témoignage de Chambers est sans fondement. Avec Hiss, Staline dispose donc d'un pion au sein de l'ONU, une institution qui jouera le rôle d'un véritable cheval de Troie de la propagande soviétique au cours de l'après-guerre. La découverte de l'implication de Hiss n'est cependant que la partie émergée d'une conspiration beaucoup plus vaste, aux conséquences infiniment plus graves pour « le monde libre ».

La bombe

Le 16 juillet 1945, une explosion d'une violence sans précédent retentit au-dessus du désert du Nouveau-Mexique, à 56 km de la

bourgade de Socorro. Les Américains testent alors une arme d'une puissance inconnue jusque-là, issue de la fission du noyau de l'hydrogène : une bombe atomique.

L'expérience est réitérée, cette fois dans des « conditions réelles », les 6 et 9 août 1945, sur les villes de Hiroshima et de Nagasaki, au Japon. Côté américain, il s'agit d'abord d'économiser les vies des GI's, puis d'impressionner Moscou. Encore aujourd'hui, les défenseurs de l'honneur soviétique ne manquent pas d'asséner à leurs contradicteurs que le régime communiste, lui, n'a jamais bombardé personne avec des armes nucléaires.

Le test du 16 juillet, nom de code Trinity, se produit un jour avant le début de la conférence de Potsdam, la troisième rencontre au sommet de la Seconde Guerre mondiale. Staline y revoit Churchill et fait la connaissance du successeur de Roosevelt, Truman. Au début de cette conférence, le président américain confie en aparté au Guide que les États-Unis disposent désormais d'une arme « d'une puissance sans précédent ». Staline ne semble pas vraiment surpris, de fait, il est déjà bien au courant.

Trinity est l'aboutissement de recherches qui ont débuté dans les années 1920. À cette époque, trois laboratoires constituent le fer de lance de la recherche nucléaire, à Berlin, à Cavendish (Grande-Bretagne) et à Kharkov (Ukraine). Si les Américains vont mettre du temps à s'intéresser à cette technologie, l'espionnage soviétique est quant à lui mis à contribution dès 1931 : l'occasion est offerte au moment de la visite à Berlin d'un scientifique russe de renom, Boris Ioffe, invité par un confrère qui travaille pour la firme AEG. Un Allemand d'origine russe qui travaille pour cette dernière, Herbert Mouravkine, acceptera de livrer au résident Ovakimian, contre subsides, des informations sur les travaux de ce laboratoire. Les renseignements fournis permettront de construire le premier accélérateur de particules soviétique, à Kharkov.

Le milieu des années 1930 marque une étape au détriment des Soviétiques. Alors que les Américains entrent dans la course, en URSS,

Staline considère que la recherche dans ce domaine n'est plus à l'ordre du jour. Les grandes purges aggravent le retard russe. Le mémorandum d'un scientifique brillant de trente-six ans, Igor Kourtchatov, adressé à Staline en 1939, qui décrit les possibilités d'une recherche dans le domaine de la fission nucléaire, reste sans réponse.

Moscou garde cependant un œil sur la recherche nucléaire. Depuis 1940, les Soviétiques sont au courant que les savants sont actifs. Surtout, ils bénéficient d'une taupe de premier plan au sein du Comité scientifique consultatif britannique : John Cairncross, qui en est le secrétaire. Le comité parle dès septembre 1941 de mettre au point une bombe de forte puissance pour 1943.

L'année 1943 marque en effet un tournant dans la guerre : à la conférence de Québec, les Britanniques et les Américains se mettent d'accord pour collaborer sur un projet d'arme nucléaire, dans le plus grand secret. À ce moment, ce sont pourtant les recherches atomiques nazies qui inquiètent les Anglo-Saxons, moins les travaux soviétiques. Deux projets sont mis en place. Du côté anglais, on parle de Tube Alloys, côté américain, du Manhattan Project. À son apogée, le projet Manhattan emploie presque 125 000 personnes dans cinq sites, dont Oak Ridge, dans le Tennessee, alors la deuxième plus grande ville de l'État après Memphis.

À ce moment, Staline est passé du désintérêt pour « un explosif d'une puissance énorme », évoqué dans un télégramme au Centre en novembre 1941[27], à la conviction de la nécessité de rattraper le retard soviétique pour faire face à une Amérique dominatrice dans l'après-guerre. Il a fallu pour cela qu'un scientifique soviétique corrobore les informations des sources étrangères.

En mai 1942, Leonid Kvasnikov, un jeune physicien qui sert comme lieutenant dans l'Armée rouge, s'aperçoit que les revues occidentales ne publient plus d'articles sur le nucléaire : signe que la recherche atomique est désormais classée « secret défense », et que les Alliés travaillent sur la construction d'une bombe. Kvasnikov rédige une longue note qu'il envoie à Beria.

L'information est en fait disponible dès 1940, dans le rapport d'Arthur Adams, un vétéran de la GRU d'origine suédoise. Mais à l'époque, le contexte n'est pas encore propice au lancement du programme soviétique. La panique qui règne en URSS à la suite de l'invasion allemande et la désorganisation entraînée par le déménagement des principaux organes du pouvoir à Kouïbychev (aujourd'hui Samara), une ville alors fermée aux étrangers, paralyse le processus décisionnel concernant le nucléaire.

Ce n'est qu'au printemps 1943 que Staline, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Molotov, lui-même alerté par Beria, ordonne la création du « Laboratoire numéro deux » (un nom qui ne doit pas susciter les soupçons…), lançant ses espions à l'assaut des forteresses Manhattan Project et Tube Alloys. Après avoir recommandé Kourtchatov pour diriger le laboratoire, Kvasnikov est envoyé superviser le vaste réseau d'espionnage à la rezidentura de New York. L'opération porte le nom de code Enormoz ; dans la correspondance, les Américains sont appelés « les alpinistes », la bombe est intitulée « le ballon »[28]. De cette manière, bien avant l'ouverture du second front, Staline dispose déjà d'un « troisième front ».

Au départ, l'organisation est un peu brouillonne. Les services secrets militaires et civils, lancés à la chasse aux sources, provoquent, d'après le général Pavel Fitine, responsable de l'opération côté NKGB, des « chevauchements », et une « compétition malsaine entre services », « une dépense inutile de temps et d'énergie ». Le risque est, au final, de faire échouer toute l'infiltration. Si bien qu'en novembre 1943, les « voisins » (la GRU) sont contraints par le Centre de livrer tous leurs contacts à leur concurrent civil. En dépit de l'amertume de nombre de militaires qui voient le fruit de leur travail leur échapper, cette décision contribue au succès de la pénétration du projet Manhattan[29].

Du côté du NKGB, les stratégies de pénétration des institutions et de séduction des sources s'inscrivent dans le domaine du renseignement scientifique et technologique (NTR). Au sein des résidences à l'étranger, les agents qui en sont spécifiquement chargés font partie de la ligne XY.

En 1943, leur nombre dépasse les quarante personnes aux États-Unis, ce qui est énorme. Le plus connu d'entre eux est Semion Semionov, un Soviétique arrivé aux États-Unis en 1938 qui réussit à décrocher un diplôme du MIT. Autre agent de premier plan, Alexandre Feklissov, membre de la résidence de New York pendant la guerre. Il joue un rôle clé dans le rassemblement d'informations pour Enormoz.

Côté britannique, outre Cairncross, le NKGB bénéficie des rapports de la section américaine de Maclean et de l'information prodiguée par deux agents aux noms de code « Eric » et « Tina ». Le premier est Engelbert Broda, un physicien d'origine autrichienne qui a trouvé refuge à Cambridge après l'annexion de son pays par Hitler. L'homme éveille les soupçons du Service britannique de sécurité pour ses sympathies communistes dès 1939, mais n'est jamais pris en flagrant délit (il faut attendre 2007 pour que cette information soit divulguée au grand public). Le second est une femme, Melita Norwood, une espionne aussi efficace que discrète.

Née d'un père letton et d'une mère britannique, cette jeune socialiste choquée par la menace nazie devient une militante acharnée avant d'être recrutée par le fils de Theodor Rothstein, Andrew, l'organisateur du réseau de renseignement scientifique et technologique au Royaume-Uni. En 1932, elle entre comme secrétaire à l'Association britannique de recherche sur les métaux non ferreux, tout en demeurant secrètement membre du Parti communiste. Son poste lui donne accès à toutes sortes de documents scientifiques et technologiques confidentiels. Les secrets qu'elle révèle permettent notamment aux Soviétiques de se doter d'une marine de guerre digne de ce nom, et ce avant 1939.

Le rôle de Melita Norwood devient particulièrement important après mars 1945, lorsque son employeur obtient un contrat dans le cadre du projet Tube Alloys. Son importance tient au fait qu'elle est traitée par Ursula Kuczynski, membre important de l'Orchestre rouge, qui a reçu de Sorge lui-même le nom de code « Sonia » (d'où son surnom : « Sonia la

Rouge »). Or Sonia a comme autre recrue un certain Klaus Fuchs – une source de la GRU que le service est forcé de livrer à ses « voisins ».

Fuchs est l'agent d'infiltration le plus connu du côté américain. Communiste allemand émigré en Angleterre où il acquiert la réputation d'un physicien de renom, Fuchs participe au projet britannique Tube Alloys et décide de travailler pour les Russes en 1941. Dès 1942, il a accès à des documents américains. Après un séjour aux États-Unis en août 1944, Fuchs est nommé au laboratoire ultrasecret de Los Alamos, une ville située près de Santa Fe, capitale de l'État du Nouveau-Mexique, à plus de 2 000 mètres d'altitude – le cœur du projet Manhattan après 1943.

À Los Alamos, connu sous le nom de « site Y », se côtoient pas moins de douze prix Nobel. Fuchs y découvre le secret de fabrication de la bombe atomique, à commencer par la matière fissile : les Américains privilégient le plutonium, un matériau produit dans des réacteurs nucléaires, bien plus fissile que l'uranium 235 (un uranium dit « enrichi » et qui procède du raffinage de son « cousin », l'uranium 238), utilisé jusqu'ici par les Soviétiques dans leurs expériences. Le déclenchement de la bombe par le principe de l'implosion et non de l'explosion, nécessaire pour le plutonium, un matériau très sensible, est également une découverte des scientifiques du projet Manhattan dont profitent les Soviétiques.

L'infiltration des agents de Moscou n'a rien d'une partie de plaisir. La sécurité est prise très au sérieux à Los Alamos, un site protégé par un réseau dense de fils barbelés et de miradors. Le problème est que si les Anglo-Américains sont conscients du risque de fuite, très peu réalisent l'ampleur de l'offensive. En effet, si Venona a permis d'arrêter les membres les plus importants du réseau, elle n'a pas pu identifier les quelque 175 Américains travaillant pour les Soviétiques. Parmi lesquels un mystérieux « Quantum », responsable des processus chimiques complexes permettant le filtrage de l'uranium 235. Il faut attendre le travail d'Alexandre Vassiliev dans les archives du SVR pour mettre un nom sur Quantum : il s'agit de Boris Podolsky, un scientifique d'origine russe

arrivé aux États-Unis en 1911, professeur à Princeton et coauteur en 1935 avec ses collègues Albert Einstein et son assistant Nathan Rosen d'un des plus célèbres articles sur la mécanique quantique. Un homme au-dessus de tout soupçon.

À cette époque, les Soviétiques bénéficient d'une désorganisation institutionnelle américaine : selon un accord d'avril 1943, moment auquel le FBI est enfin mis au courant du programme atomique américain, cette organisation n'a pas le droit de mener des enquêtes de manière indépendante sur des personnes directement liées au projet, et doit systématiquement se référer à l'autorité suprême, la Division du renseignement du Département de la guerre. Ce qui signifie que le FBI et le renseignement militaire américain se font une rude concurrence pour la découverte d'espions soviétiques au sein du projet Manhattan et finissent par se marcher sur les pieds.

À partir de l'automne 1944, les services de renseignement soviétiques bénéficient de la présence d'une « taupe » au laboratoire de Los Alamos en la personne d'un jeune mécanicien, David Greenglass, lui-même frère d'une certaine… Ethel Rosenberg, mariée à Julius, un ingénieur à l'Army Signal Corps. David, Ethel et Julius sont des Juifs d'origine polonaise. Recrutés par Ovakimian dans les années 1930, les Rosenberg en viennent à espionner l'industrie atomique sur le tard, sous l'impulsion de leur officier traitant, Alexandre Feklissov.

À leur tour, Julius et Ethel recrutent de nombreuses sources, et notamment leur belle-famille. Ils font passer plusieurs véritables « entretiens d'embauche » à la femme de David (le frère d'Ethel), Ruth Greenglass. Le Centre est naturellement au courant des détails de ces conversations, comme celle de novembre 1944 dans laquelle Ruth affirme que « son socialisme est le seul espoir du monde » et qu'elle a « la plus grande admiration pour l'Union soviétique ». Ayant ainsi tâté le terrain, Julius demande à Ruth si celle-ci désire « aider l'Union soviétique ». Elle répond « de la manière la plus simple et sincère » que ce serait pour elle « un privilège[30] ». Une fois recrutée, c'est au tour de David Greenglass, le

mari de Ruth, d'être « cultivé » par sa sœur Ethel. Une première boucle est bouclée.

Après les Rosenberg et les Greenglass, un autre couple de communistes idéalistes, Morris et Lona Cohen, jouent le rôle de courriers. Lona trouve un prétexte pour se rapprocher du laboratoire en disant qu'elle part « en cure » à Albuquerque, à proximité de Los Alamos. Elle y rencontre son contact, David Greenglass, qui lui transmet les documents, puis les remet à Klaus Fuchs, qui les donne à son officier traitant, Harry Gold. Une deuxième boucle est de nouveau bouclée.

Ces exemples ne sont qu'un aperçu très limité d'une infiltration qui apparaît extrêmement ramifiée[31]. Le Centre dispose d'agents au Canada, dont le savant d'origine italienne Bruno Pontecorvo, aussi important que Fuchs pour le Kremlin. Et globalement, Staline bénéficie du soutien (surtout moral) de très nombreuses personnalités du monde scientifique, moins motivées par l'appât du gain que par leur confiance dans les dirigeants soviétiques et leur refus du monopole nucléaire américain dans l'après-guerre, perçu comme un danger. Parmi eux, les lauréats du prix Nobel de physique Enrico Fermi, Hans Bethe et Robert Serber ; et surtout J. Robert Oppenheimer, physicien génial de l'université de Berkeley et directeur scientifique du Manhattan Project qui, sans jamais avoir été au Parti communiste, a dans son entourage de très nombreux membres. Dès lors, Oppenheimer ne manque pas de susciter de sérieux doutes sur la nature de ses conversations et ses idéaux. Les révélations les plus récentes semblent confirmer qu'il n'a été ni une source ni un agent des Soviétiques, mais un compagnon de route[32].

À l'image de Ruth Greenglass, les hommes et les femmes de l'espionnage atomique sont persuadés qu'aider les Soviétiques, c'est aider le monde à prévenir une nouvelle guerre. Certains vont jusqu'à jouer le rôle de bons samaritains anonymes, déposant des documents ultra-confidentiels dans les boîtes aux lettres. Parfois, ces samaritains sont démasqués, comme les « bienfaiteurs » d'avril 1943, une infirmière répondant au nom de Lucia, dont la sœur, Regina, est mariée à un

scientifique américain employé par DuPont, une firme pionnière dans la chimie moderne…

Lors de la conférence au sommet de Yalta, en février 1945, Staline ne sait pas encore si les Américains sont capables d'utiliser l'arme atomique contre le Japon. Deux semaines après le bombardement, Staline n'a plus de doutes. Enormoz devient une priorité d'État, ce qui se traduit par la nomination de Beria à la tête du Comité atomique spécial, le projet atomique soviétique. Toutes les informations doivent désormais converger vers un seul centre de traitement, celui de Beria. Cela signifie que les agents traités par la GRU, comme Melita Norwood et Klaus Fuchs, passent sous la houlette du NKGB. De quoi ranimer les rancœurs des militaires, convaincus d'avoir essuyé les plâtres pour leurs concurrents.

Beria recrute un physicien du MGU (la prestigieuse université de Moscou), Iakov Terletski, chargé de soutirer des informations à Niels Bohr, le célèbre scientifique danois. À ce moment-là, cela fait presque trois ans que le principal chercheur du projet, Kourtchatov, reçoit des milliers de pages de rapports provenant des agents infiltrés aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Lorsque le président Truman annonce à Staline que les Américains disposent de l'arme nucléaire, à Potsdam, Staline ordonne simplement à Kourtchatov d'accélérer la recherche. La crainte que le projet Enormoz soit découvert par les Américains ne le quitte pas : en novembre 1944, l'OSS obtient par l'intermédiaire des Finlandais un dictionnaire du chiffre du NKGB, ou du moins ce qu'il en reste après qu'il a été brûlé. Heureusement pour Staline, en cette époque de grande alliance, Roosevelt lui-même donne l'ordre de le rendre à l'ambassade soviétique – les relations « amicales » entre Alliés interdisent, selon lui, de lire la correspondance des Russes. Le général Donovan fait des copies de l'ouvrage avant de le restituer… ce qui sera fort utile quand viendra le temps de déchiffrer les messages secrets des Soviétiques, dans les années 1950.

Le pire est cependant à venir : suscitant une méfiance croissante du Centre, Elizabeth Bentley est progressivement évincée des réseaux. Les

manœuvres destinées à l'apaiser, à grand renfort de compliments et de médailles, se révèlent particulièrement maladroites et précipitent sa défection. L'échafaudage élaboré par les Soviétiques depuis 1942 va être compromis du jour au lendemain. Alors que la guerre froide pointe à l'horizon, les révélations fracassantes de Bentley vont être à l'origine d'une nouvelle crise d'espionnite aux États-Unis, bien plus dramatique que la *Red Scare* des années 1920.

---

1. Document daté du 30 septembre 1941, cité dans IRR 4 : 663.

2. Rapport de Beria à Staline, mars 1942, cité dans IRR 4 : 673.

3. Sibley : 71-72. Même si cela n'est pas officiellement démontré, un « faisceau de conjectures » existe pour l'auteur.

4. IRR 3 : 414-415.

5. Cité dans Andrew, Gordievsky : 265.

6. Voir les documents découverts par l'historien russe Alexeï Stepanov qui dépeignent un plan d'agression de cibles britanniques au Proche-Orient (cités dans Mletchine : 75-77).

7. IRR 4 : 263. Les auteurs du chapitre « Dans les coulisses de l'opération Overlord » (p. 261-274) se gardent bien de pointer du doigt les problèmes ô combien plus criants dans l'accès aux documents soviétiques des chercheurs actuels.

8. Cet épisode est décrit dans les Mémoires d'Evgueni Primakov (Primakov : 128-132).

9. Pour l'ancien officier de la GRU Viktor Souvorov, Staline prépare en réalité une offensive mais Hitler le prend de court. Voir la réédition de ses travaux dans *The Chief Culprit: Stalin's Grand Design to Start World War II*, Annapolis, Naval Institute Press, 2008.

10. À Los Angeles pendant la guerre, les époux Moukasseï occupent une fonction publique et officielle (Mikhaïl est vice-consul) : on ne peut les considérer alors comme des « illégaux ». En revanche, lorsqu'ils sont envoyés en Suisse en 1955, ils deviennent de vrais « illégaux ».

11. Sont mentionnées ici plusieurs opérations décrites dans IRR 4.

12. Voir son hagiographie parue dans la collection « Vie des hommes illustres », sous la plume du spécialiste accrédité par le SVR, Gladkov. Pour Arkadi Vaksberg au contraire, c'est « un vétéran et un virtuose du terrorisme » (Vaksberg : 178).

13. Stephan : 8.

14. Pour les détails de l'opération, voir le chapitre III.

15. Sur Grigoulevitch, voir les chapitres II et V.

16. En russe, voir le récit de Vitali Korotkov dans *Argumenty i fakty* sur http://chekist.ru/article/2518. L'ouvrage de Bill Yenne, *Operation Long Jump: Stalin,*

Roosevelt, Churchill, and the Greatest Assassination Plot in History (Regnery History, 2015) minimise le rôle des services soviétiques.

17. Donald Wheeler et Duncan Lee n'étaient que deux agents parmi beaucoup d'autres dans cette tâche. En 1944, la division de la sécurité de l'OSS avait repéré plus de vingt individus et ils étaient manifestement plus nombreux.

18. Cité dans IRR 4 : 276.

19. Rapport cité dans IRR 4 : 566-568.

20. IRR 4 : 269.

21. Sur le fameux cas de Hiss, voir ci-après. En ce qui concerne Noel Field, ce diplomate issu de Harvard qui a travaillé à la Société des nations se réfugie après la guerre en Europe de l'Est pour éviter de témoigner au procès de son ami Hiss (lequel l'a recruté pour travailler pour la GRU dans les années 1930). Il finira sa vie en 1970 en Hongrie, fidèle au régime qui l'aura pourtant jeté en prison, l'accusant d'être un agent américain ! (Haynes, Klehr, Vassiliev : 9-10.)

22. Parmi ceux qui s'y essaient encore, il y a notamment Amy Knight, citée dans la bibliographie. Pour le procès à charge le plus convaincant, voir Haynes, Klehr, Vassiliev : 1-31 (chapitre premier : « Alger Hiss. Case closed »).

23. Haynes, Klehr, Vassiliev : 196-197.

24. Cité dans IRR 4 : 276.

25. IRR 3 : 178.

26. Andrew, Gordievsky : 442-444 ; Andrew, Mitrokhine, 2000 : 171. Voir également le chapitre VI.

27. Haynes, Klehr, Vassiliev : 70.

28. Haynes, Klehr, Vassiliev : 120.

29. Haynes, Klehr, Vassiliev : 45.

30. Haynes, Klehr, Vassiliev : 105.

31. En septembre 2019, les historiens Klehr et Haynes ont publié un article révélant l'existence d'un quatrième espion soviétique à Los Alamos, le sismologue Oscar Seborer.

32. Haynes, Klehr, Vassiliev : 34.

Chapitre V

D'une guerre à l'autre

Nous ne connaissons pas encore les vraies raisons qui ont empêché CHARLES [Klaus Fuchs] de venir aux rencontres, mais nous supposons qu'étant au courant de la purge de ses collègues il a pris la décision de ne pas nous rencontrer par mesure de précaution. Spécialiste de premier plan, participant directement au travail de recherche sur le programme atomique, CHARLES est bien informé des dernières avancées dans ce domaine, et s'il décide de rester en URSS, il pourrait nous être d'une grande utilité.

Rapport du Centre à Molotov et Beria, 1948[1]

La proposition de la résidence de fabriquer et de publier dans notre presse des documents qui dépeindraient le traître [Whittaker] Chambers sous les traits d'un agent allemand [qui], sur ordre de la Gestapo, aurait mené des activités d'espionnage aux États-Unis, ne peut être acceptée. La publication de tels documents aura un effet des plus négatifs sur notre ancien réseau trahi par Chambers (A[lger] Hiss, D[onald] Hiss, Wadleigh, Pigman, Reno).

Rapport du Centre au Politburo, 1948[2]

Étudiant en histoire plutôt brillant à l'université de Columbia (New York), « Cy » Oggins est bouleversé par la Première Guerre mondiale. À l'instar d'autres jeunes pleins d'idéalisme devenus célèbres par la suite, tels Richard Sorge, la Grande Guerre est un véritable catalyseur

idéologique. Oggins rejoint le Parti communiste américain, partiellement sous l'influence de sa femme, Nerma. Devenu agent du Komintern, en réalité au service du NKGB, Cy travaille comme illégal à Berlin, puis Paris, où il est chargé de la surveillance des descendants des Romanov – du prince Michel et de sa famille. Après un passage par la Mandchourie et la Chine, il est arrêté à Moscou en février 1939, puis condamné pour espionnage à huit ans de travaux forcés en Sibérie orientale. Un verdict relativement clément quand on connaît les sanctions de l'époque.

Son histoire ne s'arrête malheureusement pas là : à sa libération, Cy est transféré au « laboratoire des poisons » du MGB (successeur du NKGB) pour y être exécuté par injection létale de curare, en été 1947. L'assassinat est organisé par Pavel Soudoplatov, le responsable des « missions spéciales » après 1941. L'exécution est confiée à Grigori Maïranovski, le « Dr Mengele soviétique ». Soudoplatov prétendra dans ses Mémoires qu'Oggins était un agent double et qu'il avait été liquidé pour cette raison[3]. La femme d'Oggins reçoit quant à elle un certificat de décès dû à une cause naturelle – une angine couronnée d'un cancer du foie.

Le destin de Cy Oggins est lié d'une certaine façon à celui d'une autre victime de Maïranovski, Raoul Wallenberg. En 1944, ce membre d'une grande famille de banquiers suédois qui a contribué à l'effort de guerre soviétique est missionné par les Américains à l'ambassade de Suède de Budapest pour sauver les Juifs de l'extermination (il en sauve effectivement près de 100 000). En janvier 1945, Wallenberg est arrêté par le Smerch : Staline le soupçonne de travailler pour le renseignement américain et allemand – la cause humanitaire ne serait qu'une façade. Il veut s'en servir comme monnaie d'échange pour obtenir de la Suède la conclusion d'un accord commercial favorable ; surtout, Staline cherche à exloiter ses « aveux » sur le rôle de sa famille dans les négociations pour une paix séparée des Allemands avec les Américains, pour obtenir de ces derniers la promesse que la question du pacte Molotov-Ribbentrop ne soit pas évoquée pendant le procès de Nuremberg.

En 1947, le diplomate disparaît. Les Soviétiques prétendront pendant longtemps qu'il est mort d'une crise cardiaque dans la prison du MGB. D'après la version la plus communément admise aujourd'hui, que l'on doit à Pavel Soudoplatov (ou plutôt à son fils, Anatoli), et confirmée par le premier directeur du KGB, Ivan Serov, il aurait fini ses jours dans le laboratoire des poisons, le 17 juillet 1947, liquidé par Maïranovski sur ordre d'Abakoumov, la décision de le supprimer ayant elle-même été prise sur demande de l'adjoint de Molotov, Vychinski.

Ce récit a récemment été contesté comme ayant été fabriqué par les services secrets russes aux fins de désinformation[4]. D'une part, le 17 juillet 1947, Maïranovski n'est plus en charge du « laboratoire des poisons » : ses adjoints lui succèdent à ce poste. Même s'il continue de tuer encore pendant des années, il n'a jamais eu Wallenberg entre les mains. D'autre part, le FSB a fini par avouer disposer de documents certifiant que Wallenberg a survécu au moins jusqu'au 23 juillet, quand il fut interrogé avec son chauffeur, pendant plus de seize heures (*sic*). La vérité pourrait être que Wallenberg a été fusillé car « il en savait trop » sur la collaboration soviéto-allemande, et notamment sur la « question juive » – sans que l'on en sache plus pour l'instant.

Une nouvelle ère glaciaire

Plus récente et plus longue, la guerre froide évoque pourtant aujourd'hui bien moins de souvenirs que la Seconde Guerre mondiale, voire, paradoxalement, que la Grande Guerre. Le travail de mémoire reste largement à faire, en France notamment.

Affrontement d'abord idéologique entre les pays du modèle communiste et ceux de la démocratie libérale, la guerre froide oppose en tout premier lieu deux superpuissances nucléaires, l'URSS et les États-Unis. En effet, alors que la prééminence britannique décline après 1945,

les États-Unis deviennent la première puissance mondiale incontestable, au point d'être gratifiés du titre d'« ennemi principal » dans les rapports et les communications des services de renseignement et de police soviétiques[5]. Chacune des deux puissances tente de susciter des alliances. Les plus connues à l'ouest sont l'OTAN et l'OECE, auxquelles font face, côté soviétique, l'organisation du Pacte de Varsovie et le Comecon, respectivement dédiés aux domaines militaire et économique.

La guerre froide est un conflit qui divise le monde en deux camps principaux, jusqu'à l'émergence de nouveaux protagonistes comme la Chine de Mao, après 1949, entre autres. Le symbole le plus connu de cette division est l'Allemagne. Vaincue, cette dernière est partagée en 1945 en plusieurs secteurs d'occupation, avant d'être définitivement scindée en Allemagne de l'Ouest (RFA) et Allemagne de l'Est (RDA) en 1949. Au cœur de la RDA, l'ancienne capitale du Reich, Berlin, est elle-même divisée en quatre secteurs, « Berlin-Ouest » (secteurs américain, britannique et français) constituant pour l'URSS une vitrine insupportable du capitalisme au cœur d'un pays communiste.

L'Allemagne est un champ de bataille de tout premier plan de la guerre froide entre les espions des deux camps. Les cendres du IIIe Reich n'y ont pour ainsi dire pas le temps de refroidir que les agents soviétiques sont déjà opérationnels, cette fois contre les alliés d'hier, les Américains et les Anglais.

Dès le 19 juin 1945, le *narkom* de la sécurité d'État, Merkoulov, fait un rapport détaillé à son supérieur hiérarchique, le *narkom* de l'Intérieur, Beria. Celui-ci porte sur les objectifs des organes du renseignement : dans la zone soviétique, il s'agit entre autres d'« empêcher le travail du renseignement étranger, en premier lieu, le britannique et l'américain » ; et dans la zone des anciens alliés, de « découvrir le travail des services de renseignement anglais, américain et français dirigé contre l'Union soviétique ». Le renseignement scientifique n'est pas oublié : Merkoulov consacre une rubrique entière au projet Enormoz, qu'il faut compléter par

une enquête du côté des scientifiques allemands. Toutes ces missions nécessitent naturellement la création de résidences illégales *ad hoc*[6].

L'Allemagne, champ d'affrontement des espions, est également le lieu de plusieurs crises sérieuses entre les deux camps. Toutefois, tandis que la guerre froide se développe au fil des ans en un conflit véritablement mondial, les crises se muent en vraies guerres, le plus souvent « par procuration ». Dès la fin des années 1940, les deux camps s'affrontent indirectement en périphérie, en Asie (Corée, Indochine, Afghanistan…), en Afrique (Congo, Angola, Mozambique…) ou en Amérique (Cuba, Nicaragua, Chili…). L'expression consacrée en anglais est *proxy wars*, des guerres par procuration. On comprend alors qu'avec la guerre froide, le champ d'action des espions soviétiques devient véritablement planétaire. Les résidences se multiplient ; et avec elles, le nombre d'affaires opposant les espions des deux camps.

*
* *

La disparition du président américain Franklin D. Roosevelt, le 12 avril 1945, est un jour de deuil national aux États-Unis, mais aussi en URSS. Les drapeaux y sont mis en berne sur ordre de Staline, une première pour la mort d'un président américain. L'explication est simple : avec le départ de Roosevelt, Staline comprend qu'il a perdu son plus fidèle soutien outre-Atlantique. De fait, le nouveau président Harry Truman se montre intraitable, refusant de « materner les Soviétiques », comme il le dit lui-même.

Au cours des années qui lui restent à vivre, Staline ne cesse de guetter les annonces d'une attaque nucléaire surprise en provenance des États-Unis. Il est vrai que des projets de ce type – œuvres du Pentagone, non cautionnées par l'exécutif – apparaissent dès la fin de 1945 et s'échelonnent jusqu'aux années 1980. Ils ont pour nom Totality, Pincher, Sizzle, Dropshot, Shakedown et les différentes versions de SIOP (Single Integrated Operations Plan). Les militaires américains les envisagent

comme des guerres préventives en cas de crise grave en Europe. Pour Staline, incapable de comprendre qu'aux États-Unis, les militaires disposent d'une plus grande autonomie par rapport à l'exécutif que les militaires en URSS, et peuvent donc s'autoriser ce genre de perspective, le caractère préventif de ces plans passe pour ainsi dire à la trappe. Des plans similaires sont donc élaborés par l'état-major soviétique, visant à la destruction totale de plusieurs capitales européennes[7].

Le moindre discours des hommes politiques occidentaux est examiné à la loupe. Alors qu'il annonce officiellement un plan de relance de l'industrie « pour parer à toute éventualité », le maître du Kremlin voit dans le fameux discours de l'ex-Premier ministre britannique Winston Churchill, à Fulton le 5 mars 1946, une confirmation de ses craintes. Cette interprétation, à contre-courant de l'historiographie occidentale, domine encore aujourd'hui dans les livres russes destinés au grand public[8].

La méfiance est de toute façon réciproque entre les deux grandes puissances. Le 22 février 1946, avant le discours de Fulton, l'ambassadeur américain en URSS, George Kennan, envoie à Washington son célèbre « long télégramme » dans lequel le communisme est comparé à un parasite qui se repaît d'un tissu malade. Pour Kennan, les États-Unis doivent opposer une résistance vigoureuse à l'infiltration communiste en Occident, à l'heure où Staline a entamé plusieurs « bras de fer », en Iran, en Turquie et en Grèce. On ne saurait sous-estimer l'immense écho de ce télégramme chez les décideurs américains[9].

Avec la démobilisation, les Alliés peuvent consacrer plus de temps au contre-espionnage « classique ». Dans ces circonstances, les services de renseignement soviétiques sont contraints de rester sur la défensive. Dès le 10 septembre 1945, le Centre donne à ses résidences de par le monde des consignes de vigilance accrues dans le travail avec les recrutés.

La prudence est encore renforcée en octobre, quand le Centre apprend que le FBI surveille étroitement Oppenheimer, le coordinateur du projet Manhattan, particulièrement courtisé par le NKGB depuis un bon moment[10]. Les services soviétiques sont alors inquiets que leur « courrier

atomique » le plus important, et tout aussi dévoué, Harry Gold, soit découvert. Ce à quoi s'ajoute le contrecoup des réformes institutionnelles américaines : la disparition de l'OSS en septembre 1945 prive le NKGB de ses taupes, qui ont proliféré à la faveur d'une coopération entre services pendant la guerre. Lorsque la CIA voit le jour en 1947, les Soviétiques doivent recommencer à zéro leur travail de pénétration du renseignement américain.

L'infiltration des services occidentaux diminue de manière considérable en Grande-Bretagne également. Anthony Blunt est nerveusement épuisé. Le Centre envisage de le mettre en sommeil pendant quelques années. De fait, Blunt quitte rapidement le MI5 et devient conservateur des collections royales, puis directeur du Courtauld Institute, un collège de l'université de Londres spécialisé dans l'histoire de l'art. Les autres membres des Cinq de Cambridge restent cependant actifs jusqu'en 1951, grâce au travail d'officiers traitants comme Boris Krotov, puis Iouri Modine, l'un des responsables les plus doués de toute l'histoire des services secrets russes. Maclean continue de briller à son poste de diplomate à Washington jusqu'en août 1948. Burgess, employé au Foreign Office à partir de juin 1944, devient après la guerre le secrétaire personnel d'Hector McNeil, secrétaire d'État d'Ernest Bevin dans le gouvernement travailliste. Cairncross retourne au Trésor.

Le plus prolifique est Philby, qui reste à la tête de la section IX du SIS jusqu'en 1947, puis est envoyé en Turquie comme chef de station pendant deux ans. Il y dénonce les agents occidentaux qui franchissent la frontière soviétique à partir de la Pologne, de l'Ukraine ou des pays baltes, contribuant sensiblement à l'augmentation des captures. Philby continue d'impressionner certains de ses collègues britanniques qui voient en lui un spécialiste inégalé du renseignement russe, voire le futur chef du SIS, c'est dire ! Ses jours sont cependant comptés.

Des affaires de famille

Le « facteur familial », comme nous l'avons vu, a permis aux Soviétiques de pénétrer le projet Manhattan. Mais ce facteur peut parfois se révéler dramatique pour ces mêmes réseaux. La défection d'Igor Gouzenko, jeune employé du chiffre de la résidence de la GRU à Ottawa, qui décide de passer à l'Ouest le 5 septembre 1945, est un exemple tout à fait significatif.

Depuis déjà vingt ans, le Canada a les faveurs des espions soviétiques. Les agents se servent de ce pays comme porte d'entrée aux États-Unis et les passeports canadiens sont régulièrement falsifiés depuis les années 1930. Sans parler du fait que les Soviétiques s'intéressent de près au premier réacteur nucléaire situé hors des États-Unis qui doit être construit dans la province d'Ontario, dans la ville de Chalk River.

La pénétration des Soviétiques est rendue plus facile par le fait que le Canada et l'URSS possèdent de nombreux points communs : des capitales se situant à des latitudes comparables, des hivers longs et rigoureux, de vastes territoires faiblement exploités… et, bien sûr, un ennemi à abattre, l'Allemagne. Le « charme slave » fait le reste. Le colonel Nikolaï Zabotine, attaché militaire soviétique à Ottawa, officieusement résident de la GRU, est très apprécié par la population locale. À trente-quatre ans, ce héros de la bataille de Stalingrad possède une personnalité magnétique, une stature imposante et même des ancêtres militaires sous le tsarisme, ce qui a largement de quoi fasciner la gente féminine.

À l'origine de la défection d'Igor et d'Anna Gouzenko, il y a d'abord le choc avec le monde libre. À un officier du MI5 qui demande, en mars 1946, comment expliquer le courage des Soviétiques au cours de la guerre, mais aussi le fait que l'URSS continue d'exister depuis vingt-huit ans alors que la population vit un enfer, Gouzenko lui répond que :

> [s'il avait lui-même] baigné depuis l'âge de six ans dans la dialectique marxiste, [s'il n'avait] rien lu ni entendu d'autre que la presse et la radio soviétiques, qui disaient que les conditions de vie à l'étranger étaient bien plus affreuses que la vie en Russie, qu'en fait, le reste du monde vivait dans la misère et la violence, [s'il savait qu'il ne pouvait] marcher dans la rue avec son meilleur ami et parler librement, [s'il n'avait] aucune possibilité de comparer [sa] vie avec celle des autres, alors [il aurait] pu comprendre son état d'esprit avant son arrivée au Canada[11].

Pour Gouzenko, les Occidentaux ne pouvaient comprendre l'effet que pouvait produire sur un Soviétique le simple fait de pouvoir aller acheter des oranges et de la viande, sans faire la queue ou faire le tour des magasins pendant des heures. Il a pourtant bien fallu que Gouzenko se résolve à passer à l'acte, car si de nombreuses personnes étaient transformées au contact de la vie occidentale, bien peu osaient passer à l'ouest. Or le déclencheur de la fuite des Gouzenko, aussi incroyable que cela paraisse, est leur nourrisson, Andreï. La femme de Zabotine, dérangée par les cris de l'enfant, convainc son mari que les Gouzenko doivent s'installer ailleurs. Or la règle veut que les résidents habitent tous dans une même résidence, de façon à se surveiller mutuellement.

Cette entorse aurait pu passer inaperçue s'il n'y avait eu l'inspection d'un colonel de la GRU, Mikhaïl Milchteïn (qui laissera des Mémoires publiés après sa mort). Une fois l'irrégularité mise au jour, Gouzenko devient automatiquement suspect aux yeux de sa hiérarchie.

En septembre 1944, au bout de seulement treize mois de service, Zabotine lui annonce son rappel immédiat à Moscou, un ordre venant forcément d'en haut. Grâce au soutien de Zabotine (qui a des remords), Gouzenko gagne une année avant que son remplaçant n'arrive à la résidence. Cette année finit de lui ouvrir les yeux sur la réalité occidentale

et le mensonge de la propagande stalinienne. Convaincu que son rappel n'augure rien de bon pour sa famille et lui-même, il décide de rester à l'Ouest. Pour prouver sa bonne foi aux Occidentaux, il réussit à voler deux cent cinquante documents ultra-secrets de la GRU.

Le paradoxe est que la fuite de Gouzenko manque d'échouer – non par la faute de ses anciens collègues, mais par la méfiance de ceux qui auraient dû normalement l'accueillir à bras ouverts. Malgré le scénario qu'il a mis au point avec l'aide des services secrets canadiens, le fameux soir du 5 septembre, puis le lendemain, Gouzenko est en effet rejeté successivement de la rédaction de l'*Ottawa Journal*, puis du ministère de la Justice, auprès de qui il cherche un appui. L'URSS étant toujours un allié en 1945, personne ne désire provoquer un incident diplomatique. Et puis, il faut dire que Gouzenko ressemble à un aliéné quand il répète à tue-tête à la rédaction de l'Ottawa Journal : « C'est la guerre. C'est la guerre. C'est la Russie[12] ».

Après d'interminables palabres, le chef du renseignement de la Gendarmerie royale du Canada, John Leopold, accepte enfin de le recevoir. Entre-temps, les Gouzenko doivent se réfugier chez un voisin pour éviter les représailles de la GRU, dont les agents forcent la porte à la recherche des papiers disparus[13].

En dépit de l'état d'excitation extrême de l'intéressé devant ses interlocuteurs de la gendarmerie, et ses propos incohérents, sa défection est finalement prise au sérieux. Elle tourne rapidement en une crise au sommet. Le Premier ministre William King se rend aux États-Unis pour s'entretenir avec Harry Truman, puis en Grande-Bretagne à la rencontre de son homologue Clement Attlee.

Le cas Gouzenko n'est pas isolé. Le 27 août 1945, un officier du NKGB à Istanbul, Konstantin Volkov, avait demandé l'asile politique auprès du consulat de Grande-Bretagne. En échange d'une forte somme, il transmet un certain nombre d'informations qui font allusion à la culpabilité de Maclean, Burgess et Philby. Ce dernier, mis au courant, organise son enlèvement. Volkov et sa femme sont kidnappés fin septembre et

emmenés à Moscou. Pour ne pas subir le sort de Volkov, les Gouzenko sont cachés dans la périphérie d'Ottawa.

Gouzenko n'est pas le premier transfuge soviétique à susciter la méfiance des services occidentaux : parmi ses prédécesseurs, il faut mentionner Walter Krivitski en 1937[14] et Viktor Kravtchenko, un employé d'Amtorg, en 1944. Comme Gouzenko, le contexte de la grande alliance ne leur est pas favorable. Mais, surtout, leurs révélations ne sont pas aussi fracassantes que celles de l'agent de la GRU. Ce dernier nomme de nombreuses personnalités qui permettent la mise en évidence d'une véritable nébuleuse d'espions soviétiques au Canada ; une nébuleuse qui s'intéresse non seulement à des technologies comme le radar, mais également à la recherche atomique. Ces informations permettent d'arrêter un scientifique d'origine britannique, Alan Nunn May, qui travaille à Montréal et qui a, comme Maclean, fait ses classes à Trinity Hall.

May, un *walk-in*, est le premier d'une lignée d'agents travaillant pour les Soviétiques arrêtés après la guerre. Condamné le 1er mai 1946 à dix ans de travaux forcés, il est libéré au bout de six ans. Dans une confession écrite peu avant sa mort en 2003, il se justifie en disant qu'il a voulu aider un allié, l'URSS, alors que les rapports américains faisaient état de « bombes radioactives » allemandes sur le point d'être fabriquées. Fidèle à ses principes, l'ancien scientifique-espion refuse jusqu'au bout de donner le nom de son recruteur. May n'aura pas vécu suffisamment longtemps pour assister à l'immortalisation de son dénonciateur : en 2004, une plaque en l'honneur d'Igor Gouzenko est apposée à Ottawa.

Les révélations de Gouzenko attirent l'attention du FBI sur la confession de Whittaker Chambers, notamment sur sa mention d'un des assistants du secrétaire d'État Stettinius, Alger Hiss. D'autre part, Gouzenko permet au FBI d'en savoir plus sur les méthode utilisées par les services de renseignement soviétiques à l'étranger. Notamment, en ce qui concerne le grand nombre d'agents présents dans les ambassades, de 30 à 60 % du total du personnel, ce qui va bien au-delà des estimations les plus pessimistes de l'organisation américaine.

Les affaires Volkov et Gouzenko illustrent bien la perte de l'avantage dont bénéficiaient en temps de guerre les services soviétiques sur les occidentaux, mobilisés dans la lutte contre l'Allemagne et qui avaient surtout tendance à sous-estimer la fourberie soviétique. Ces deux défections surviennent au moment où la résidence de Londres, la plus à même de parer à ce genre d'imprévu, est particulièrement débordée, en raison de la réunion des cinq ministres des Affaires étrangères du Conseil de sécurité de l'ONU. Même si les Soviétiques vont réussir à limiter les dommages, ils auront subi, entre-temps, les effets d'une défection encore plus grave que celle de Gouzenko, celle d'Elizabeth Bentley.

La Red Spy Queen

Le 7 novembre est une date sacrée en URSS. De 1918 à 1991, elle commémore la glorieuse révolution d'octobre, en réalité un coup d'État peu glorieux organisé par une clique d'extrémistes, les bolcheviques, un parti sans programme véritable, sinon celui d'imposer une dictature d'un genre nouveau et d'en découdre avec l'ordre ancien. En 1945, cette journée est censée être joyeuse à double titre : la célébration se déroule dans un contexte de victoire sur l'Allemagne nazie. Mais les officiers du renseignement n'ont pas le cœur à la fête. Ce jour-là, ils reçoivent la confirmation de la trahison d'Elizabeth Bentley, l'un des courriers les mieux informés du réseau soviétique qui avait réussi à infiltrer le projet Manhattan. Bentley approche le FBI dès le mois d'août pour révéler ses secrets, mais l'organisation reste méfiante. Son interlocuteur la soupçonne d'être « une psychopathe en proie au délire[15] ». Le 7 novembre 1945, Bentley est reçue au FBI, pour un troisième entretien, qui sera le bon. Sa déposition de trente pages éveille enfin la curiosité de Hoover. Il y a de quoi : les aveux de Chambers en 1939 reçoivent une nouvelle confirmation depuis l'affaire Gouzenko. En tout, celle qu'on nommera

trois ans plus tard la « *Red Spy Queen* » citera plus de quatre-vingts personnes, un record. La défection de Bentley fait l'effet d'un « iceberg de la taille du *Titanic* sur les opérations soviétiques aux États-Unis[16] », même si ces affaires ne sont alors pas connues du grand public.

En URSS, face aux affaires Gouzenko et Bentley, la compétition entre le renseignement civil et militaire est ranimée : Beria, le chef de la police secrète y trouve une belle occasion pour dénoncer « l'incompétence de la GRU ». Des mesures de coercition traditionnelles sont utilisées : le supérieur de Gouzenko, Zaroubine, est envoyé dans un camp de travaux forcés en Sibérie, accompagné naturellement de toute sa famille.

De manière plus constructive, les services soviétiques réussissent à minimiser les effets des scandales grâce à l'infiltration de Philby au sein du MI6. Fidèle à son poste, le « troisième homme » apprend le 18 novembre aux Soviétiques les détails de l'affaire Gouzenko et ceux de l'affaire Bentley le 20. Les Soviétiques bénéficient également du retard pris dans la décision d'arrêter le principal accusé de Gouzenko, May.

Dès le 24 novembre, Vsevolod Merkoulov, le responsable de l'espionnage du NKGB, envoie un rapport très détaillé à Staline, Molotov et Beria. Merkoulov constate tout d'abord que la défection de Gouzenko a eu pour conséquence une intensification sensible de la surveillance des Soviétiques aux États-Unis par le FBI. Merkoulov émet l'hypothèse que la trahison de Bentley s'expliquerait par celle de Louis Budenz, l'un des éditeurs du *Daily Worker*, le périodique du Parti communiste américain. Bentley aurait eu peur d'être démasquée par Budenz et se serait empressée de faire son *coming out* d'espionne.

Aux affaires Gouzenko et Bentley s'ajoutent les révélations de William Weisband, un employé du chiffrage de l'ASA, l'Agence de sécurité des forces armées américaines, un ancêtre de la NSA. Né en Égypte de parents russes, Weisband est le premier à mettre les Soviétiques au courant de l'opération Venona dans un message du 5 mars 1946. Weisband travaille pour les Soviétiques depuis le deuxième conflit mondial. Fin 1946, on peut le voir en train de lire par-dessus l'épaule d'un certain Meredith

Gardner l'un des premiers télégrammes que celui-ci déchiffre. L'apport du dictionnaire de chiffrage dont Donovan, l'ancien patron de l'OSS, avait fait des copies avant de le rendre, se révèle crucial.

Du jour au lendemain, les contacts avec tous les agents du NKGB aux États-Unis sont gelés. La crainte que les révélations ne deviennent publiques pousse Moscou à envisager la liquidation physique de Bentley, même si, au dernier moment, le Centre demande de surseoir à l'assassinat : Beria lui-même décide que cette solution n'est pas envisageable[17]. Le NKGB cesse de recruter de nouveaux agents, rappelle la majorité des résidents à leur base et se tourne vers une source libre d'accès : les médias. Ce *damage control*, comme disent les Américains, a des effets positifs : seulement onze personnes seront finalement condamnées à partir des allégations de Gouzenko. De même, le NKGB coupe tout contact avec les agents liés peu ou prou au projet Manhattan : aucune des pistes indiquées par Bentley n'entraîne de poursuites de ce côté. Seulement deux personnes nommées par Bentley et ayant infiltré le gouvernement américain seront condamnées.

Le réseau des Cinq est provisoirement hors de danger. Donald Maclean n'est toujours pas soupçonné par le FBI et continue de fournir aux Soviétiques toutes les informations secrètes dont il dispose sur les officiers du renseignement britanniques à Washington, facilitant ainsi leur recrutement par le NKGB. Surveillé étroitement par le FBI, son agent traitant Krotov rompt tout contact avec le diplomate et lui demande de procéder par la méthode du « dépôt de lettre ». Cette méthode évite, comme son nom l'indique, le contact direct, mais Maclean la trouve insatisfaisante, préférant être en relation avec son agent, même si cela est risqué. Les rencontres entre les deux hommes se poursuivent donc malgré tout, pour le plus grand plaisir du FBI, mais elles n'entraîneront pas, comme on le verra plus loin, l'arrestation de Maclean. Suprême ironie de l'histoire, après que Gouzenko eut appris aux Britanniques le nom de code d'un agent infiltré dans le service de contre-espionnage, les soupçons se portent sur Blunt. Roger Hollis, futur directeur général du MI5, demande

malicieusement à l'intéressé : « Est-ce vrai, "Elli" ? » Ces suspicions ne débouchent sur rien de concluant. Plus tard, on pensera que la « super-taupe » au MI5 était Hollis lui-même (thèse de Chapman Pincher et de Peter Wright), mais en l'absence de documents déclassifiés de la part du contre-renseignement britannique, le mystère demeure à ce jour entier (il se pourrait qu'Elli n'ait en fait jamais existé). Dans tous les cas, après les révélations de Gouzenko, le MI5 n'a rien fait pour contrôler les scientifiques britanniques, facilitant la tâche des Soviétiques[18].

En dépit de ces quelques éléments plutôt encourageants pour les Soviétiques, l'état de leurs troupes est assez piteux à la suite des affaires Gouzenko et surtout Bentley. Les réseaux du NKGB aux États-Unis sont pour ainsi dire décapités. Les résidents de talent sont rapatriés en urgence. Peu d'officiers du Centre sont susceptibles de les remplacer, ce qui explique le flottement qui règne alors à l'ambassade : fin 1946, le successeur de Gorski à la résidence de Washington, Dolbine, se retrouve complètement seul. Pénalisé par sa méconnaissance de l'anglais, Dolbine n'est même pas au courant de la défection de Bentley, qu'il apprend par hasard en 1947. Rappelé en 1948 après qu'il a commencé à montrer des signes évidents de crise nerveuse et mentale, il est remplacé par un ancien résident de Rio, Gueorgui Sokolov. En 1949, Sokolov doit céder à son tour la place à Alexandre Paniouchkine.

Des réformes et des purges

Conseiller pour les affaires internationales du parti, le résident Alexandre Paniouchkine est d'abord ambassadeur. Une situation inhabituelle qui doit être vue comme la conséquence d'une nouvelle réforme au sein des services secrets soviétiques[19], liée au fait que l'URSS réinstaure le titre de ministre en lieu et place de commissaire du peuple en mars 1946. Le NKVD et le NKGB reçoivent un nouveau statut : le

premier devient le MVD (ministère de l'Intérieur) et le second le MGB (ministère de la Sécurité d'État). Globalement, toutes les dénominations qui rappellent le passé doivent être supprimées. Le Smerch prend ainsi en 1946 le nom de 3e Direction principale du MGB, en charge du contre-espionnage militaire : son travail consiste toujours à débusquer des « agents britanniques et américains » parmi les personnes rapatriées. La direction K du MGB, la plus sensible, est chargée des secrets atomiques.

Outre les missions des organismes, ce qui ne change pas, ce sont les rivalités entre ces institutions qui remplissent les fonctions de renseignement. Merkoulov, le protégé de Beria, est remplacé par le général Viktor Abakoumov, l'ancien chef du Smerch. Avec cette nomination à la tête du MGB, Staline pense affaiblir le pouvoir de Beria : fidèle à ses habitudes, le Guide continue de pratiquer avec talent la tactique du « diviser pour mieux régner ». Pour une fois, Staline manque de flair : Abakoumov finit par se rapprocher de Beria.

Les conflits internes ne s'apaisent pas pour autant. Rioumine, un adjoint d'Abakoumov, fait croire à Staline que son chef est coupable de « détournement de biens » et surtout de complicité avec des « nationalistes bourgeois juifs » qui préparent des « actes terroristes contre les membres du Politburo et personnellement Staline ».

De son côté, Abakoumov entre en conflit avec Ivan Serov, un homme particulièrement brutal, coresponsable du massacre de Katyn (plus de 20 000 officiers polonais tués sur ordre de Staline en avril-mai 1940) et des déportations de centaines de milliers de personnes « suspectes de collaboration avec l'ennemi » pendant la guerre, ce qui lui vaut alors de nombreuses décorations. Serov, parti de rien, connaît une carrière météorique dans les services de sécurité soviétiques grâce à son sens du travail « bien fait » parfaitement approprié au contexte d'alors. Jaloux des faveurs que reçoit Serov, Abakoumov ne cesse d'amasser des documents compromettants sur celui-ci, allant jusqu'à lui chercher un père gendarme dans les services secrets tsaristes ! Une affaire montée de toutes pièces qui n'aboutit pas, heureusement pour Serov ; lequel anticipe ce coup bas en

dénonçant Abakoumov à Staline. Ce dernier est alors trop content de voir les tchékistes se déchirer entre eux.

En 1947, année considérée traditionnellement comme celle de la rupture définitive entre les anciens Alliés, les réformes du renseignement se poursuivent, cette fois essentiellement à la faveur de facteurs externes. Le 2 février est promulgué l'ordre du MGB portant « sur le renforcement du contre-espionnage pour la lutte contre les agents du renseignement américain et anglais ». La création de la CIA fournit le prétexte idéal à Molotov, bras droit de Staline, pour demander la constitution d'un système de renseignement centralisé, à l'américaine. L'intérêt personnel de Staline n'est pas en reste : la réforme permettrait d'affaiblir Beria et son protégé Abakoumov.

Les directions des services de renseignement étrangers du MGB et de la GRU fusionnent pour former une nouvelle agence : le Comité pour l'information (KI), un organe hypercentralisé dominé par Molotov et son adjoint Piotr Fedotov, successeur de Fitine à la tête de l'INO. En 1959, Fedotov sera chassé du KGB et privé de sa pension pour « violation de la propriété socialiste », soit le détournement de fonds, une pratique fort répandue.

Il faut voir le KI comme le résultat d'un profond mécontentement de Staline vis-à-vis de ses espions, désormais à la merci du MID. Son efficacité est toute discutable : Molotov donne aux ambassadeurs dans les grandes villes le statut de « premiers résidents légaux » et leur confère une autorité illimitée sur les résidents civils (ex-MGB) et militaires (ex-GRU). Cela désorganise considérablement le travail de renseignement et entraîne certains diplomates, comme Paniouchkine, à agir avec une double casquette.

Avec le KI, les espions militaires, déjà en concurrence avec leurs collègues du civil auprès du Politburo, sont relégués au second plan. Les plaintes des militaires soviétiques et la prise de conscience de l'inefficacité de la réforme poussent Staline à lâcher du lest. Dès 1948, tous les militaires du KI sont réaffectés à la GRU. En 1949, Molotov tombe à son

tour en disgrâce auprès de son maître et se voit remplacé par Andreï Vychinski à la tête du KI. Peu intéressé par les affaires du renseignement, celui-ci en confie la direction à Valerian Zorine, haut fonctionnaire du MID. Finalement, le KI en tant qu'instance indépendante est dissous en 1951 pour devenir une annexe du MID, dirigée, entre autres, par un certain Andreï Gromyko – le futur ministre des Affaires étrangères.

*
*   *

Les réformes des institutions du renseignement soviétique se déroulent comme le veut la tradition, sur fond de nouvelles purges. Ces purges ont plusieurs causes, à la fois externes et internes, la paranoïa de Staline et sa volonté de puissance ayant toujours le dernier mot.

Dans les facteurs externes, le divorce de Staline d'avec la Yougoslavie, ancien allié, en 1948, joue un rôle important. De son vrai nom Josip Broz, le chef communiste yougoslave Tito montre, après que les Allemands et les Italiens ont quitté son pays – sans le concours de l'armée soviétique – des velléités d'indépendance. Extrêmement populaire, l'« Aigle », comme le surnomme le Centre, finit par rompre avec Staline en 1948. Fort de son expérience avec Trotski, Staline met sur pied plusieurs opérations destinées à le liquider ; la dernière utilise les services d'un vieil « artisan », Josef Grigoulevitch. La chasse ne se limite pas à l'étranger. Staline ordonne aussi de débusquer les « titistes » en URSS même, y compris dans le milieu du renseignement.

Dans les facteurs d'ordre interne, le renforcement du centre (le parti de Moscou) aux dépens de la périphérie (les partis locaux) joue également un rôle dans les purges. L'exemple de Pierre Koubatkine est assez parlant. Responsable du renseignement à l'étranger du MGB, il fait carrière comme Serov en prouvant son talent pour liquider les « ennemis du peuple » sans états d'âme. Avant la guerre, Koubatkine avait organisé notamment l'assassinat de Karl Radek, le célèbre secrétaire du Komintern condamné en 1937 à dix ans de prison pour « déviationnisme trotskiste ».

Mais après seulement trois mois de service à la tête du renseignement étranger, Koubatkine est fusillé en 1950 dans le cadre de « l'affaire de Leningrad », une purge dans les rangs du parti local qui fait près de 2 000 victimes, dont 200 morts. Une manière pour Staline, selon certains historiens, de remettre l'ancienne capitale à sa place. Les successeurs de Koubatkine n'auront guère plus de chance.

Les facteurs externes (guerre froide) et internes (renforcement du pouvoir de Staline) se combinent au sein d'une campagne lancée en 1946, appelée « campagne contre les cosmopolites », terme par lequel on entend les « adorateurs de l'Occident ». Tout ce qui ressemble de près ou de loin à l'apologie des États-Unis ou de l'Occident en général devient passible de prison ou pire. L'antiaméricanisme se mêle à l'antisémitisme en janvier 1953, avec « le complot des blouses blanches », qui voit un groupe de médecins du Kremlin, à majorité juive, accusé de travailler pour les services secrets étrangers. L'affaire entraîne une purge des cadres d'origine juive au sein du renseignement.

La mort de Staline en 1953 ne met pas un terme à cette paranoïa antisémite. Pendant toute la période soviétique, le « sionisme » (soit, en URSS, le simple fait d'apprendre l'hébreu ou de demander à émigrer en Israël) sera considéré comme l'un des principaux vecteurs de subversion idéologique. Les lignes PR (renseignement politique) et KR (contre-espionnage) des résidences européennes devront adresser à Moscou des rapports réguliers concernant les opérations projetées contre des « cibles sionistes ».

Les réseaux mis à nu

Fin 1947, lorsque le Kremlin décide de reprendre l'espionnage aux États-Unis, sa priorité reste Enormoz et la ligne XY, le renseignement scientifique et technologique. Seule la possession de la bombe atomique

permettra, affirme Staline à ses pairs, de prévenir une attaque nucléaire en provenance des États-Unis. La seule chose qui importe à l'Union soviétique est de fabriquer le plus rapidement possible sa propre bombe atomique, arme de dissuasion sans égale autant qu'accessoire indispensable de la superpuissance.

À ce moment, les réseaux du Kremlin ont déjà transmis l'essentiel des secrets aux scientifiques travaillant sous la direction de Beria. Le Centre continue pourtant de s'inquiéter que ses agents soient découverts. En effet, Staline et Beria restent malgré tout sceptiques sur la faisabilité du projet atomique soviétique, et ce jusqu'au test final. C'est à ce moment-là que les illégaux, remis à l'honneur par le KI, sont appelés à réactiver leurs réseaux à l'étranger. Le plus célèbre de ces « architectes » d'après-guerre est William Fischer, connu sous le nom de colonel Rudolf Abel, sans doute le seul officier du renseignement soviétique né en Angleterre.

Un autre couple d'espions, Anna et Mikhaïl Filonenko, reçoit la même mission en Amérique latine. Josef Grigoulevitch, spécialiste des sabotages et des assassinats au long cours, réussit même à se faire nommer chargé d'affaires pour le Costa Rica à Rome en 1951. Grigoulevitch aura une fin de carrière tout à fait enviable, puisqu'il deviendra un spécialiste soviétique de l'Amérique latine sous le pseudonyme de Lavretski, un auteur à succès.

Pendant ce temps, le climat sur le continent américain est devenu intenable. La défection de Gouzenko est révélée au public en février 1946 : la presse parle de 1 700 agents dénoncés par le transfuge, dont certains haut placés. Considérant que le divorce avec le Canada est consommé, les médias soviétiques répliquent en publiant des articles sur la prétendue sympathie du Premier ministre King envers les nazis. La *Red Scare* canadienne touche les États-Unis et fait boule de neige, ce qui est au fond logique : le Canada n'est alors qu'un pays peuplé de 12 millions d'habitants avec une centaine de représentants soviétiques ; les États-Unis, avec leurs 130 millions d'habitants, en ont plus de 1 000.

La mise à nu des réseaux d'espionnage devient inévitable à l'été 1947, avec la découverte par Meredith Gardner de messages confirmant la connivence de dix-sept scientifiques. Allan May> n'est donc pas le seul à être impliqué dans l'espionnage atomique, loin de là. Le premier à être suspecté grâce aux révélations de Venona est Klaus Fuchs. Le second est Theodore Hall, un doctorant en physique de dix-neuf ans à l'université de Chicago, fils d'un fourreur russe qui avait échappé aux pogromes et s'était installé à New York. Actif dans les réseaux communistes, Hall sera finalement compromis en 1950 après le déchiffrement d'un câble de Venona, mais jusqu'à sa mort en 1999 n'exprimera aucun regret.

En 1948, l'inquiétude du Centre grandit de nouveau : en août, Bentley témoigne devant le HCUA, devenant du jour au lendemain une célébrité. Chambers l'imite peu après. En décembre, Laurence Duggan se tue en tombant (ou en sautant) du seizième étage de son immeuble. Après son départ du Département d'État pour celui de l'Institut international de l'éducation, il avait continué à militer en faveur des intérêts soviétiques. Le 11, il avait été questionné par le FBI sur les activités communistes d'Alger Hiss. Les consulats soviétiques, autant de nids d'espions, sont priés de fermer leurs portes, à New York, San Francisco et Los Angeles.

Enfin arrive l'année 1949, un tournant majeur dans l'histoire de la guerre froide comme dans celle de l'espionnage. Le 4 mars, le FBI arrête Judith Coplon, une jeune employée du département de la Justice et son officier traitant, Valentin Goubitchev, en pleine rue à New York. Coplon est prise en flagrant délit de communication de documents confidentiels. Mis au courant de l'affaire, Staline est furieux et ordonne de ne plus organiser de rencontres dans les rues. Les mailles du filet continuent cependant de se resserrer autour des agents de Moscou. Le 30 juillet, Harry Gold informe le Centre qu'il est à son tour convoqué par le grand jury de New York. Le Centre prépare alors un plan pour le faire exfiltrer, en vain.

Le point de non-retour est atteint le 9 août. Les Soviétiques font exploser leur première bombe atomique, avec deux ans d'avance sur les

prévisions des experts de la CIA. La bombe soviétique est une copie parfaite de l'américaine – les espions et les savants soviétiques ont très bien fait leur travail. Au « monopole de la terreur » des Américains succède « l'équilibre de la terreur » entre les deux superpuissances, une paix particulièrement instable.

Ayant pris soin de vérifier le caractère « nucléaire » de l'explosion, Beria réveille Staline pour lui annoncer triomphalement la bonne nouvelle au téléphone. Mais c'est la douche froide pour le boucher du Kremlin : son chef lui apprend que « quelqu'un d'autre » l'a déjà mis au courant. Le Guide aime bien faire sentir à son lieutenant qui est le maître. Beria, pourtant habitué aux bizarreries de Staline, est dépité. Sait-il que son maître est au courant, grâce à sa résidence de Londres, que les Américains ont désormais développé une bombe bien plus puissante, la bombe thermonucléaire ? Les scientifiques soviétiques n'ont donc même pas le temps de souffler et doivent de nouveau « rattraper l'ennemi ». La course aux armements, un pilier de la guerre froide, est bien lancée, et les espions des deux camps y jouent un rôle de premier plan. Tout doit être fait pour ne pas se laisser distancer dans le domaine militaire.

La réaction de Staline montre peut-être aussi que l'origine de la victoire soviétique sur les Américains est un secret de polichinelle. Alors que la bombe A est testée avec succès en URSS, Meredith Gardner déchiffre un message qui prouve la culpabilité de Klaus Fuchs : les arrestations peuvent commencer. Et, à l'inverse des années 1930, le Parti communiste américain n'est plus d'aucun secours, ayant été décapité récemment lors du procès de ses dirigeants, coupables d'avoir incité leurs ouailles à renverser le gouvernement des États-Unis.

Fuchs résiste pendant deux mois à son interrogateur, William Skardon, un officier du MI5 qui s'était rendu célèbre pendant la guerre en faisant avouer les agents nazis. Il finit par se confesser le 24 janvier 1950. Dix jours plus tard, la nouvelle de son arrestation s'étale dans les journaux. Le 1er mars, la source la plus importante du projet Manhattan est condamnée à quatorze années d'emprisonnement. En l'absence de

preuves de son espionnage (le projet Venona doit rester secret), son crime, énoncé en des termes vagues, est d'avoir enfreint la législation sur les secrets d'État. Quatorze ans, c'est la peine maximale prévue pour avoir transmis des secrets à l'ennemi en temps de guerre. Fuchs, qui pensait finir sur la chaise électrique, est soulagé.

Sa confession, quand bien même très superficielle, permet d'arrêter le courrier Harry Gold, le 22 mai. Malgré les précautions de celui-ci, les agents du FBI découvrent dans ses affaires une vieille carte de Santa Fe, qui suffit à le confondre. Le renseignement américain obtient la confirmation de l'intuition de Gardner : il y a un autre espion à Los Alamos, « un sous-officier dont l'épouse pourrait s'appeler Ruth », originaire de New York. Le Centre tente d'exfiltrer les époux Greenglass avant que le réseau ne s'effondre définitivement. Mais l'opération est impossible. Ruth, en plus d'être enceinte de six mois, est victime d'un accident domestique qui lui laisse de sévères séquelles nécessitant une transfusion sanguine.

Le FBI ayant obtenu de Gold l'adresse de David Greenglass, les agents américains parviennent à le faire avouer dans la soirée du 15 juin 1950. Le « facteur familial » se retourne contre ceux qui en avaient jusqu'ici profité : David Greenglass commence par désigner son beau-frère comme son recruteur. Cette dénonciation reflète son désir de protéger sa femme. Le caractère indulgent de sa sentence – quinze ans de prison – doit être compris comme une récompense de sa collaboration.

Après avoir été interrogé sans succès, Julius Rosenberg est finalement arrêté dans la soirée du 17 juillet, devant les yeux de son fils, Michael, huit ans. Sa femme, Ethel, refusant elle aussi de répondre aux question d'un grand jury, est inculpée pour complot le 11 août. Le procès le plus célèbre de l'histoire de l'espionnage soviétique aux États-Unis commence le 6 mars 1951 pour se terminer le 28. Récusant avec fanatisme l'acte de trahison et de collaboration avec l'URSS, les époux Rosenberg sont condamnés à mort et exécutés le 19 juin 1953. Le retard pris dans l'exécution de la sentence est dû à une série d'appels plus qu'à une

campagne de grande ampleur en leur faveur, orchestrée de toute façon depuis Moscou[20].

On sait aujourd'hui que Julius Rosenberg avait en réalité exprimé le désir de coopérer avec le FBI, ce qui lui aurait permis de s'en sortir vivant. Ce serait Ethel qui l'aurait convaincu de ne pas « faillir à ses principes ». Leurs enfants, Robert et Michael Meeropol (du nom de leur père adoptif), ont attendu la confession de Morton Sobell publiée dans le *New York Times*, le 11 septembre 2008, pour admettre publiquement la culpabilité de leurs parents[21]. Morton Sobell, un ingénieur de General Electric qui connaissait Julius depuis les bancs de l'université, fut arrêté et condamné en 1951, en même temps que Julius Rosenberg, à trente ans de réclusion. Il devait sortir en 1969 après dix-neuf ans derrière les barreaux, dans une Amérique de nouveau déchirée par le communisme, cette fois dans le contexte du conflit du Vietnam.

*

*   *

Comme le soulignent les auteurs de *Spies*, le livre le plus récent sur l'espionnage soviétique aux États-Unis, l'impact d'Enormoz sur l'opinion publique américaine fut à juste titre énorme. L'explosion de la bombe atomique soviétique de 1949 entraîne un climat de peur et d'insécurité sans précédent[22]. En retour, on peut se demander si ce climat d'espionnite a eu une quelconque incidence sur l'action des espions soviétiques par la suite. Plus précisément, le sénateur McCarthy, condamné à subir une « diabolisation éternelle » selon l'expression de son dernier biographe, le journaliste d'investigation M. Stanton Evans, a-t-il alors aidé ou gêné le travail des agents soviétiques ?

Pour tenter de répondre à cette question qui suscite bon nombre de polémiques encore aujourd'hui, plus de cinquante ans après la mort de McCarthy, il faut commencer par rappeler que les procès des agents du réseau Enormoz se déroulent dans un contexte international particulièrement tendu. En Indochine, la France, puissance coloniale,

affronte le Viêt-minh communiste soutenu par un nouveau membre du bloc de l'Est, la Chine, conquise par Mao en 1949. En Corée surtout a lieu le premier véritable affrontement de la guerre froide.

Le cas de la Corée nous intéresse ici tout particulièrement. Après 1945, ce pays d'Asie du Sud-Est est divisé en deux comme l'Allemagne et l'Autriche ; la frontière court le long du 38e parallèle entre un territoire dominé par les communistes et un autre, contrôlé par un gouvernement fidèle aux Américains. Si les incidents aux frontières sont fréquents depuis 1945, la responsabilité de l'offensive de 1950 revient aux troupes communistes du Nord qui agissent avec la bénédiction de Staline. Au printemps 1949, le Guide avait d'abord refusé de donner son accord pour passer à l'offensive, craignant une riposte nucléaire américaine. En 1950, confiant dans ses forces et disposant désormais de l'arsenal atomique, il valide le projet d'agression du dirigeant coréen Kim Il-Sung.

Le premier conflit de la guerre froide débute le 25 juin 1950, pour se terminer dans l'irrésolution après une intervention militaire des Américains et de leurs alliés, mandatés par l'ONU, le 27 juillet 1953. À l'inverse d'une idée reçue, les Soviétiques y participent bel et bien. Plus de 20 000 de leurs « conseillers spéciaux » (y compris des pilotes) sont présents aux côtés de l'armée de Kim Il-Sung. Les liens entre les deux pays ne sont pas uniquement idéologiques : le dirigeant coréen reçut une formation dans sa jeunesse de lieutenant de l'Armée rouge et d'agent du NKGB.

La guerre de Corée fait plus de 36 000 soldats américains tués, et plus de 92 000 blessés dans leurs rangs. Bien que ce conflit se déroule à 10 000 kilomètres des côtes californiennes, il est perçu comme très proche par bien des Américains – la propagande démocratique joue ici son rôle dans la diffusion d'une peur de contagion[23]. Dans les deux camps, certains pensent que le conflit peut être le prélude à une nouvelle guerre mondiale. De fait, les rapports de Burgess et Maclean, en 1950, n'excluent pas cette possibilité au vu du contexte coréen.

La guerre de Corée donne lieu à une vaste campagne de propagande antiaméricaine, menée par des sympathisants, dont certains, on le sait avec certitude aujourd'hui, ont été des agents de l'URSS. Parmi eux, le journaliste particulièrement influent de la scène new-yorkaise Isidor Feinstein Stone, contributeur au *New York Post* et à *Nation*, puis fondateur de son propre organe, l'*I.F. Stone's Weekly*. C'est essentiellement à ce journaliste de la gauche bien-pensante américaine que l'on doit le mythe de l'invasion du Nord par le Sud, non sans un petit coup de pouce des services de désinformation soviétiques. Il est inévitable que, dans ce contexte extrêmement tendu, surgissent des hommes qui appellent à la « vigilance contre une cinquième colonne communiste » à l'intérieur des États-Unis. Le sénateur McCarthy n'est au fond qu'un exemple parmi tant d'autres.

Parler de McCarthy et de son époque est devenu une gageure, tant le personnage est devenu au fil des années un véritable épouvantail[24]. Loin d'être le premier « lanceur d'alerte anticommuniste » comme nous l'avons vu au chapitre III, il est utile de se souvenir que McCarthy n'est ni un membre, ni un inspirateur du HCUA, pas plus qu'il n'est le maître d'œuvre de l'enquête menée à Hollywood sur les sympathies communistes de l'industrie cinématographique américaine[25]. La campagne du sénateur peut être vue comme une réaction – tardive, mais saine – contre la pénétration soviétique aux États-Unis. Cette réaction est tardive parce que, au moment où McCarthy prononce son fameux discours de Wheeling, en Virginie-Occidentale, le 9 février 1950[26], le FBI est sur le point de démanteler les réseaux soviétiques. Cette réaction est saine parce que, n'en déplaise à ses détracteurs, le principal défaut de McCarthy n'est pas de ruiner la carrière et parfois la vie de personnes innocentes, pas plus que de devenir un candidat potentiel aux élections présidentielles, mais de mettre en évidence des problèmes de sécurité criants au sein de l'administration de la Maison-Blanche, de l'armée et de plusieurs autres institutions. L'ampleur de la pénétration soviétique aux États-Unis, dont seule une partie a été révélée par les notes d'Alexandre Vassiliev[27], n'a pas

fait jusqu'ici l'objet d'un débat sur la place publique, condition première d'une démocratie qui fonctionne. Alors que les *boys* donnent leur vie en Corée en défendant la démocratie – même fort imparfaite – de la Corée du Sud (cette dernière est alors un simple « domino » d'un ensemble plus vaste), il ne peut y avoir rien de pire que de décrédibiliser leur sacrifice par les allégations mensongères d'I. F. Stone[28].

Certainement, les excès rhétoriques dont McCarthy est coutumier (n'oublions pas non plus la violence verbale de ses adversaires, à commencer par le sénateur Millard Tydings, à l'origine de la légende noire de McCarthy), son attaque controversée de George Marshall, ancien secrétaire à la Défense de Truman et frère d'armes d'Eisenhower, ses erreurs de détail dans le traitement de plusieurs dossiers, sa réticence à révéler ses sources – tout cela permet à ses adversaires de crier à la « chasse aux sorcières ». À l'époque, le gouvernement américain et le FBI ne pouvaient révéler tout ce que l'on sait aujourd'hui : outre la déclassification des documents Venona, évoquée dans l'introduction, il faut attendre par exemple 2003 pour voir enfin révélées au public les transcriptions des auditions conduites par McCarthy au début des années 1950, qui éclairent la réalité de bien des dossiers controversés. Diabolisé de son vivant et mort en 1957, à seulement 48 ans, sans doute des effets de l'alcoolisme, McCarthy est l'agent d'influence que le Centre a toujours rêvé d'avoir sur place.

Il n'en demeure pas moins que le climat d'espionnite entretenu par le sénateur gêne considérablement le travail des Soviétiques. Les résidences légales sont constamment surveillées par le FBI, désormais sous pression du public. Le Centre envisage la multiplication des agences illégales, plus utiles en cas de conflit et donc de rupture des relations diplomatiques. Le problème est que l'époque des grands illégaux, des Deutsch et des Maly, est révolue. Les nouveaux agents formés dans le moule soviétique ont du mal à se faire passer pour des Occidentaux. En dépit de ses campagnes pour la paix, l'URSS a beaucoup perdu de son prestige. La « communisation » de l'Europe centrale, le choc de la conquête

communiste de la Tchécoslovaquie en février 1948 (« le coup de Prague ») y sont certainement pour quelque chose.

La fin des Cinq

L'arrestation de Harry Gold en mai 1950 sonne le glas des Cinq de Cambridge. Dans un premier temps, la perte de ce maillon essentiel est compensée par la présence de Kim Philby, nouveau chef de station du SIS à Washington depuis 1949. À l'été 1950, Philby héberge Burgess, également nommé à Washington au poste de deuxième secrétaire d'ambassade. Burgess communique des informations sur l'attitude des Anglais envers la Chine et la Corée, mais aussi sur celle du ministère de la Défense américain. Philby l'héberge, mais pas par bonté d'âme : il l'utilise comme courrier. Il cherche également à lui éviter de tomber dans des situations scabreuses, qui pourraient compromettre sa propre réputation.

En effet, depuis la fin de la guerre, l'état de Burgess s'est considérablement dégradé. L'homme supporte de plus en plus mal sa double vie, sombre dans l'alcoolisme, devient dépendant aux médicaments. Pire, il extériorise son mal-être au vu et au su de tous, mettant en péril l'organisation. Ainsi, en sortant ivre d'un pub où il a rencontré son officier traitant, il laisse s'éparpiller des papiers confidentiels du Foreign Office. Quand il est affecté au département du Moyen-Orient, il crie les noms des agents du SIS devant un public médusé. Mais en dépit des efforts de Philby, Burgess n'hésite pas à lui faire honte en public, en insultant ses collègues invités.

Son comparse Maclean réagit de manière semblable, choquant son entourage. Le diagnostic de son psychiatre fait état de surmenage, de problèmes conjugaux et d'homosexualité refoulée. L'effondrement nerveux de Burgess et de Maclean est en partie dû à Venona. Dès 1945, Burgess craint que son identification soit imminente. Or c'est Maclean qui

tombe le premier, à la mi-avril 1951. Comme pour Fuchs, les Britanniques sont informés grâce au FBI, ce qui embarrasse grandement le MI5 et le MI6, visiblement pris de court.

Philby apprend rapidement la nouvelle. Il a toutefois encore quelques semaines pour organiser sa fuite. Il doit ce temps précieux à la réticence des autorités à utiliser Venona pour l'inculper et donc à la nécessité pour le MI5 d'organiser une surveillance de Maclean avant de l'arrêter. Burgess et Maclean réussissent à s'enfuir le 25 mai 1951, en transitant par la France, puis l'Autriche, jusqu'à Moscou. Cairncross est soupçonné à son tour après la fouille de l'appartement de Burgess, mais n'est pas interpellé.

Philby est sur la sellette quand le SIS apprend qu'il a hébergé Burgess à Washington. Rappelé à Londres, il est immédiatement mis à la retraite, en attendant son inculpation. Mais les poursuites n'aboutissent pas par manque de preuves. Mieux, Philby réussit à se faire passer pour une victime innocente de la « chasse aux sorcières ». Démissionnaire en 1955, il est réhabilité par des collègues du SIS, persuadés de son innocence. Il connaît alors un nouveau souffle à Beyrouth comme correspondant de l'*Economist* et de l'*Observer*. Il y renseigne le KGB sur l'action de la CIA et du SIS. Dans les années 1960, la capitale libanaise est considérée comme le « Paris du Proche-Orient », un carrefour culturel qui se distingue des autres capitales de la région par sa vie nocturne, propice aux activités d'espions en tout genre.

Mais son passé finit par le rattraper lorsque Nicholas Elliott, un ami et ancien collègue du SIS, vient lui proposer de bénéficier de l'immunité en échange de sa confession. Fin renard, Philby confesse avoir travaillé pour les Soviétiques, mais de 1936 à 1946. En 1946, avoue-t-il à son confident avec une tristesse toute feinte, « j'ai compris mon erreur et mis fin au contact avec Moscou ». En même temps, cela ne l'empêche pas d'alerter Maclean en 1951 – non en tant qu'agent, mais comme ami, ni plus ni moins. La fausse confession est si plausible qu'elle trompe même les directeurs du MI5 et du SIS, qui s'empressent de rassurer à leur tour le patron du FBI : « Si cela est vrai, écrivent-ils en janvier 1963 à J. Edgar

Hoover, alors le dommage porté aux intérêts américains est limité à la période de la Seconde Guerre mondiale[29]. » Quelle n'est alors pas leur surprise lorsque, une semaine plus tard, ils apprennent la défection de Philby, passé à l'Est !

Il va sans dire que la nouvelle n'aide pas Cairncross et Blunt à garder le silence : aucun d'entre eux n'a le désir de suivre leur ami à Moscou, et ils vont alors être tentés de collaborer avec les autorités pour sauver leur peau. Ainsi, Blunt est pleinement conscient de l'impasse professionnelle et personnelle que sa défection impliquerait. Il finit par passer aux aveux en 1964, un an après le départ de Philby, ce qui lui vaut d'être protégé jusqu'en 1979. Le spécialiste de l'art italien de la Renaissance retourne à ce qu'il préfère, l'enseignement. Les quatre dernières années de sa vie se révèlent cependant être un enfer : son nom est livré à l'opprobre du public, il est privé du titre de chevalier, et son amant fait une tentative de suicide. Professeur respecté, il reste cependant *honorary fellow* à Trinity, et s'éteint en 1983.

Cairncross se voit proposer d'avouer à son tour, début 1964, alors qu'il enseigne à l'université de Cleveland, dans l'Ohio. Dans la lignée de Blunt, il confesse avoir espionné, mais seulement jusqu'en 1951 et, encore, occasionnellement. Disculpé, il évite de revenir en Angleterre, préférant travailler à l'étranger. Après l'Ohio, il s'engage auprès d'une organisation de l'ONU à Rome, travaille comme traducteur *free lance*. La fin de sa vie est plutôt enviable : comme le veut une certaine tradition anglaise, il finit ses jours dans le sud de la France, en 1995. Ce n'est qu'en 1990 que le grand public apprend qu'il a fait partie du groupe des Cinq.

Le destin des exilés britanniques est d'abord peu enviable. Burgess et Maclean sont envoyés à Kouïbychev, à plus de 2 500 kilomètres de la capitale, une ville fermée aux étrangers. Burgess y trouve la vie insupportable et finit par déménager dans un quartier ultra-sécurisé de Moscou quand la fièvre est un peu retombée en Angleterre. Il y touche une pension annuelle de 2 000 roubles : une insulte au vu des services rendus. En août 1963, sur son lit de mort, Burgess, qui n'est plus que

l'ombre de lui-même, âgé de seulement cinquante-deux ans, réclame la visite de son ami Philby. En vain. Philby, de son côté, est profondément déçu par son traitement, indigne selon lui d'un agent de sa stature. Sa carrière se poursuivra cependant, comme celle de Maclean, dans le domaine de l'expertise auprès des services secrets soviétiques[30].

Avec la disparition des Five, l'espionnage russe dit définitivement adieu à son âge d'or. Dans les années 1950-1960, ses succès sont moins spectaculaires. Les Occidentaux ont appris à rendre les coups. Alors que « l'équilibre de la terreur » s'installe dans la durée, le temps est plus que jamais à l'affrontement entre les espions des deux camps.

---

1. Rapport de mai 1948, cité dans Weinstein, Vassiliev : 315.

2. Extrait des carnets d'Alexandre Vassiliev, reproduit dans Haynes, Klehr et Vassiliev : 1 (vis-à-vis) et traduit p. 28. Julian Wadleigh est un économiste et un officiel du Département d'État américain. William Pigman est le président du département de biochimie au Collège médical de New York. Franklin Reno est un mathématicien qui travaille pour l'armée. Pigman et Reno font partie du « groupe Karl », qui informe la GRU.

3. Cité dans Meier : 286.

4. Voir l'article des historiens Vadim Bernchteïn et Suzanne Berger dans le quotidien suédois *Svenska Dagbladet* publié en juillet 2019, rapporté par Radio Liberté.

5. Dans ces rapports, on trouve souvent l'abréviation « GP » (pour *glavny protivnik*, « ennemi principal » en russe).

6. Lettre de Merkoulov à Beria, 19 juin 1945, citée dans Petrov N. et Foïtsik Ia. (dir.), *L'Appareil du NKVD-MGB en Allemagne. Documents*, Moscou, Materik, 2009, p. 170-172.

7. Zachary Keck, « The Soviet Union's Insane Plan to Crush NATO in Battle », *The National Interest*, 17 juillet 2015.

8. Voir par exemple Antonov, Karpov, 2007 : 273.

9. Sur tous ces événements, voir le *Dictionnaire de la Guerre froide* mentionné dans la bibliographie.

10. Le FBI le classe comme communiste et l'inscrit sur une liste de personnes à arrêter en cas de « situation de crise nationale ».

11. Andrew 2009 : 350.

12. Cité dans Knight : 33.

13. Il est intéressant de comparer le traitement réservé à Gouzenko par les Canadiens en 1945 à celui de Mikhaïl Lennikov : ce dernier, un ancien interprète du KGB vivant au Canada

depuis 1997, devait être extradé en Russie en 2009 ; pour échapper à l'exécution du jugement, il se réfugie dans une église luthérienne de Vancouver. Il y passe six ans avant de quitter le Canada vers une destination inconnue.

14. Sur Krivitski, voir les chapitres III et IV.

15. Knight : 88.

16. Sibley : 115.

17. Haynes, Klehr, Vassiliev : 520.

18. La réplique est tirée de Andrew 2009 : 282. Sur le mystère « Elli », voir William A. Tyrer, « The Unresolved Mystery of ELLI », *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, 29/4, 2016, p. 785-808.

19. Dans les hagiographies russes, Paniouchkine, un vétéran des services secrets qui a commencé sa carrière en 1939 en Chine, est ambassadeur *et* résident à Washington à partir de 1947 (Kolpakidi 2003 : 659).

20. Voir le plan du NKGB du 14 avril 1953 mentionné dans Weinstein, Vassiliev : 333-334.

21. Voir Sam Robert, « Father was a spy, sons conclude with regret », *New York Times*, 16 septembre 2008.

22. Haynes, Klehr, Vassiliev : 143.

23. Voir Steven Casey, *Selling the Korean War: Propaganda, Politics and Opinion in the United States*, Oxford University Press, 2010.

24. Pour un aperçu du phénomène, outre l'ouvrage de M. Stanton Evans déjà mentionné, voir Jean-Paul Török, *Pour en finir avec le maccarthysme. Lumières sur la liste noire à Hollywood*, Paris, L'Harmattan, 2000. Voir aussi l'article de Harvey Klehr, « Réévaluation du maccarthysme : le Parti communiste des États-Unis et l'espionnage soviétique » dans Delmas : 277-287. Pour un exemple de diabolisation de McCarthy qui ignore les arguments pour sa défense, voir David A. Nichols, *Ike and McCarthy. Dwight Eisenhower's Secret Campaign Against McCarthy*, Simon & Schuster, 2017.

25. Pour mémoire, les États-Unis possèdent un système bicaméral et un sénateur ne peut diriger une commission de la Chambre des représentants ; de même qu'un homme ne peut inspirer une institution apparue plus de dix ans avant son arrivée sur la scène politique. Enfin, les auditions consacrées au cinéma commencent quant à elles à Washington en octobre 1947, sous l'égide du HCUA. Soit plus de deux ans avant le discours de Wheeling.

26. Aussi étrange que cela puisse paraître, seuls des récits indirects subsistent à propos de ce discours. Le document principal, ainsi qu'un rapport de 1946 du Département d'État sur lequel s'est appuyé McCarthy pour son discours, se sont mystérieusement volatilisés. Les témoins affirment qu'il a en réalité mentionné 57 « communistes avérés » au sein du département d'État, et non 205 comme on le prétend généralement. Voir Evans : 182-183.

27. Haynes, Klehr, Vassiliev : 548.

28. Voir aussi le mythe de « l'arme bactériologique américaine » prétendument utilisée en Corée.

29. Andrew 2009 : 436.

30. Voir le chapitre VIII.

Chapitre VI

Le temps de l'affrontement

Notre ennemi principal, ce sont les États-Unis. Mais l'accent ne doit pas être mis sur les États-Unis en eux-mêmes, la première base où il nous faut placer nos hommes, c'est l'Allemagne de l'Ouest, la RFA.

Staline, 1952[1]

Après l'allocution du président américain, la psychose militaire est montée d'un cran. La veille de l'allocution de Kennedy, les services de propagande des États-Unis ont cherché à donner l'impression d'un climat de mystère autour des discussions de Washington. La première du film antisoviétique Nous vous enterrerons*, dont le but est de démontrer à l'Américain [moyen] la nature agressive de la politique soviétique, orientée vers l'établissement d'une domination mondiale, est prévue pour le 24 octobre.*

Rapport de la résidence du KGB à Washington, 1962[2]

La mort de Staline, le 5 mars 1953, provoque un véritable psychodrame pour des centaines de milliers de Soviétiques. Le sentiment d'avoir perdu un père est largement partagé chez ceux qui ignorent, ou se persuadent d'ignorer, la réalité des crimes du Guide. Au sommet du pouvoir, les sentiments sont nettement plus mitigés. On penche plutôt vers le soulagement. Les lieutenants de Staline savent que la disparition

du « Maître » (*khoziaïn*, surnom de Staline donné par son entourage proche) les a sauvés d'une nouvelle purge.

Luttes au sommet

Lavrenti Beria, l'un des membres de la « direction collective » aux côtés de Khrouchtchev, Malenkov et Boulganine, se cherche une nouvelle popularité. Le tout-puissant ministre de l'Intérieur et patron des services secrets se vante même, en privé, d'avoir empoisonné le Guide. Son ordre du 16 mars 1953, « Sur l'amnistie », libère plus d'un million de personnes des camps du Goulag – à l'exception notable des prisonniers politiques. Il interdit aussi l'usage de la torture. L'ex-bourreau lance un mouvement destiné à libérer une partie des tchékistes qui ont été emprisonnés à tort. Parmi eux, le général Kouzmitchev, promu du jour au lendemain chef du service de sécurité des membres du Présidium, se laisse aller à un sanglot quand il apprend la mort du Petit Père des peuples de la bouche de son bienfaiteur. Beria lui lance alors, agacé : « Arrête ça tout de suite ! Ton affaire est bidon – c'est Staline qui a ordonné ton arrestation[3]. »

Beria profite de la disparition du Maître pour procéder à un bouleversement de grande ampleur dans les services de renseignement. MGB et MVD fusionnent dans un MVD élargi, dirigé par… Beria. Cette volonté de puissance a de quoi inquiéter ses rivaux du Présidium, qui cherchent le bon moment pour le faire tomber. L'occasion propice est offerte le 17 juin 1953, lorsque la jeune RDA doit faire face à la première révolte importante : un soulèvement – largement spontané – des ouvriers de Berlin-Est.

Le ministre de l'Intérieur devient le bouc émissaire idéal. Coupable d'avoir réduit les effectifs des services de renseignement et de l'armée est-allemands peu avant les événements de juin, ses jours sont comptés. Le 26 juin, arrêté en pleine réunion du Présidium, il finit comme ses

victimes : estampillé « espion anglais », il est fusillé, le 23 décembre, le jour même où il est condamné ainsi que ses proches par une commission spéciale de la Cour suprême. Sa fin entraîne la descente aux Enfers de ses protégés. En premier lieu de Merkoulov, ancien chef du NKGB ; puis des généraux Eitingon et Soudoplatov, qui ont « la chance » d'être simplement condamnés à de lourdes peines.

Parmi les proches de Beria qui réchappent miraculeusement aux purges figure Ivan Serov. Parfaitement au courant de ses crimes avant et surtout pendant la guerre, Khrouchtchev lui confie néanmoins la direction du nouvel avatar de la Tchéka, le KGB (Comité pour la sécurité d'État), créé le 13 mars 1954 après une scission du MVD. Un énième avatar suscité par un ensemble de facteurs externes – la fin des guerres de Corée et d'Indochine qui rend possible un réchauffement dans les relations Est-Ouest – et internes – la volonté de Khrouchtchev de brider une institution jugée incontrôlable en lui conférant le simple statut de comité, et non plus de ministère, et en la rattachant au Conseil des ministres. De cette manière, le parti est certain d'avoir la haute main sur sa police secrète.

En 1954, Serov est un général de quarante-neuf ans, grossier avec ses subalternes et obséquieux avec la hiérarchie, surtout avec Khrouchtchev qu'il accompagne lors de tous ses déplacements. Il frappe ses confrères par sa méconnaissance de la politique et des langues étrangères, son vocabulaire et son mode de pensée simplistes, son machisme d'un autre âge et sa réputation de « pilleur », acquise du temps de la prise de Berlin et qui s'enrichit avec chaque nouveau voyage à l'étranger, à grand renfort de détournement de devises[4].

Qu'à cela ne tienne : sa réputation de fidèle exécutant des moindres caprices du parti prime pour Khrouchtchev, qui le soutient vaille que vaille et lui confie le « nettoyage » de l'héritage de son prédécesseur. À commencer par la destruction pure et simple des « archives Beria » et des documents uniques sur les répressions des années 1930. Une partie de ces dernières, portant sur les assassinats perpétrés par Soudoplatov et

Maïranovski, sont toujours conservées au sein des Archives du président de la Fédération de Russie, à Moscou, et n'ont jamais été publiées.

Serov ne déçoit pas sa hiérarchie. Deux ans plus tard, il gagne le surnom de « boucher de Budapest » en participant à l'opération Rafale, une répression sans pitié du soulèvement populaire de la capitale hongroise, qu'il impute aux forces « impérialistes et fascistes[5] ». Ses exploits lui valent même l'Ordre de Koutouzov. À noter qu'à cette occasion, toute une génération de futurs patrons du KGB reçoit son baptême du feu : Iouri Andropov y est alors ambassadeur, Vladimir Krioutchkov est son troisième secrétaire. Les deux hommes resteront marqués à jamais par les scènes de lynchage d'agents de la police politique hongroise : ce qui peut expliquer leurs actions une fois au sommet, empreintes à la fois de fermeté, mais aussi d'une certaine souplesse dans la manière de traiter les opposants.

La structure administrative du KGB est alors fixée de manière presque définitive. L'institution se subdivise en une dizaine de directions, dont trois principales. La première (la PGU) est l'héritière directe de l'INO. Spécialisée dans le renseignement à l'étranger, elle est d'abord dirigée par un ancien ambassadeur en Chine et aux États-Unis, Paniouchkine ; puis par Alexandre Sakharovski, un général qui s'est illustré dans la Grande Guerre patriotique et qui bénéficie d'une expérience tchékiste à l'étranger – en Finlande, Grèce, Turquie, Bulgarie et Roumanie. Le premier département de la PGU, chargé des États-Unis, doit gérer deux résidences principales, celle de New York et celle de Washington, et une troisième à San Francisco.

L'un des membres les plus brillants de la PGU est l'enfant prodige du renseignement soviétique, Nikolaï Leonov. Traducteur dans la prestigieuse revue soviétique *Littérature étrangère*, il est envoyé en 1953 au Mexique pour parfaire sa connaissance de la langue de Cervantes ; il croise en chemin la route d'un certain Raul Castro, qui lui fait découvrir le monde des *barbudos*. Repéré par les services secrets, il rejoint en 1958 la célèbre école numéro 101. En 1959-1960, il accompagne Anastas Mikoïan, un

« survivant » du stalinisme, membre important du Présidium, au Mexique et à Cuba, où se joue l'avenir de la révolution castriste. À partir de 1960, leurs destins seront liés jusqu'au départ de Leonov en 1991 de la PGU.

La 2e direction (VGU) s'occupe du contre-espionnage civil en URSS, avec à sa tête le général Piotr Fedotov. Sa carrière, commencée en 1919 au poste de garde rouge d'une brigade communiste de Petrograd, le mène à la section de l'OGPU du Caucase du Nord. La 3e direction est quant à elle spécialisée dans le contre-espionnage militaire, faisant ainsi concurrence à la GRU. En outre, le KGB comprend plusieurs « départements spéciaux », dont un qui s'intéresse au contre-espionnage atomique.

*
* *

Pour les services de renseignement soviétiques, les années Serov sont faites de hauts et de bas. À l'intérieur, l'honneur des tchékistes est sauf grâce à une vague de réhabilitations d'agents tombés dans les années 1930 : un effet du « dégel » auquel la déstalinisation amorcée par Khrouchtchev lors du XXe Congrès du parti, en février 1956, donne une impulsion essentielle. Le dernier à être sauvé de la « damnation éternelle » est Richard Sorge. Considéré par Staline comme un traître après sa capture par les Japonais, il est réhabilité publiquement grâce à un article paru dans la *Pravda* du 4 septembre 1964.

À l'étranger, les succès ne manquent pas. Comme on l'a vu plus haut, peu de personnes haut placées accusées par Chambers, Gouzenko et Bentley d'avoir travaillé pour les Soviétiques sont condamnées aux États-Unis. En décembre 1954, Alger Hiss est frappé d'une peine de trois ans et demi de prison seulement – non pour espionnage, mais pour parjure : il avait nié avoir rencontré Whittaker Chambers. Le problème dans toutes ces affaires est que le FBI ne peut utiliser les documents Venona pour les verser au dossier, l'opération de déchiffrement étant toujours en cours.

D’un autre côté, la période connaît aussi de nombreux échecs cinglants. Le climat un tantinet plus laxiste qui succède à la mort de Staline est propice à une multiplication de défections. La « responsabilité collective » est toujours d’actualité, mais les parents des transfuges ne sont plus envoyés en camp. Au cours des premiers mois de 1954, le Centre déplore la trahison de Iouri Rastvorov, résident à Tokyo ; de Pierre Deriabine, à Vienne ; et de Vladimir et Eudoxie Petrov à Canberra. Nikolaï Khokhlov, un héros de la Grande Guerre patriotique à l’origine du protagoniste du film soviétique *L’Exploit d’un agent du renseignement* (1947), plus tard chargé par Khrouchtchev d’assassiner Gueorgui Okolovitch, un nationaliste ukrainien, se rend aussi à la CIA. Le 20 avril, il donne une conférence de presse où il révèle tous les détails du projet soviétique. En septembre, Khokhlov est victime d’une tentative d’empoisonnement au thallium organisée par le KGB, qui échoue dans sa triste mission, se vengeant sur sa femme, condamnée à cinq années de camp. En 1961, après Khokhlov, c’est au tour de Bogdan Stachinski, meurtrier de Stepan Bandera, le chef spirituel du nationalisme ukrainien, de passer à l’Ouest (jusqu’en 1970, aucune autre opération entreprise par le KGB contre les transfuges ne réussira, en dépit d’affirmations contraires).

Ce n’est pas tout. Trente ans après 1927, l’année 1957 devient le nouvel *annus horribilis* pour les services soviétiques. Dans la nuit du 21 au 22 juillet, l’un des illégaux soviétiques les plus connus de l’après-guerre, Rudolf Abel, est arrêté par le FBI. Abel est un spécialiste de la radio et de la photo, doublé d’un expert en faux papiers qui se fait passer pendant dix ans pour un peintre. C’est un tchékiste d’origine allemande, né en Grande-Bretagne sous le nom de William August Fischer, ayant usurpé l’identité d’un collègue, le lieutenant-colonel Rudolf Abel, né à Riga en 1900 et mort à Moscou en 1955.

L’espion est condamné à trente ans de travaux forcés à la suite d’un procès dont le retentissement est comparable à l’effet du *Spoutnik*, un satellite orbital lancé par les Soviétiques la même année.

Comme tant d'autres espions, « Abel » sera finalement échangé contre Gary Powers, le pilote du célèbre avion espion U2 qui avait été abattu par les Soviétiques, non sans difficulté, en mai 1960, au-dessus de Sverdlovsk. L'opération se déroule par une matinée glaciale de février 1962 sur le pont Glienicke qui relie Berlin à Potsdam, surnommé en raison de nombreuses opérations de ce type « le pont des espions ». Fischer est alors euphorique : « J'éprouve la même sensation que quelqu'un qui passerait d'un bateau à un bal. » L'euphorie cède la place à la désillusion une fois à Moscou. Selon ses propres termes, il devient une « pièce de musée », sans emploi digne de ce nom.

Toujours en 1957, le réseau d'un autre célèbre illégal soviétique, Jack Soble, est définitivement démantelé par le FBI. Enfin, la même année, Boris Morros, un réalisateur et producteur de seconde zone à la Paramount, originaire de Saint-Pétersbourg (de son vrai nom Moroz), témoigne devant un grand jury fédéral[6]. Morros commence à travailler pour le NKVD en 1934, ses nombreux frères et sœurs étant restés en URSS et son père désirant y retourner en raison de son « dégoût devant sa vie dans un pays capitaliste[7] ». En échange de l'accueil de ce dernier et des possibilités de rendre visite à sa famille, les Soviétiques obtiennent de Morros des « couvertures » pour leurs agents.

Le premier d'entre eux est Vassili Zaroubine, résident aux États-Unis déjà rencontré au chapitre IV. Zaroubine devient le meilleur garant de Morros auprès du Centre, affirmant que « tout ce que cet homme dit ou promet, il le fait » et qu'il lui a laissé « la meilleure des impressions[8] ». Une garantie nécessaire pour Morros, qui ne cesse de donner des sueurs froides aux tchékistes, se vantant devant son entourage de ses fréquentations dans le cercle premier du Kremlin. Morros se rachète en promettant aux Soviétiques « d'injecter du communisme » dans ses films et les intéresse particulièrement en raison de ses connexions avec les hauts dignitaires de l'Église catholique, dont le cardinal Spellman, un farouche anticommuniste, qui lui permettent, affirme-t-il, de rencontrer le frère d'Eisenhower, le pape Pie XII et le président Truman en personne.

Pour les Soviétiques, ces affabulations sont prises on ne peut plus au sérieux, notamment concernant le Vatican. Staline reste convaincu, avec raison, qu'un pape qui lui est favorable est susceptible d'influencer près d'un milliard de fidèles dans le monde… Ce qui explique qu'à chaque changement à la tête du Saint-Siège, une lutte pour influencer l'élection du successeur s'ouvre alors entre l'URSS et les États-Unis.

Mais l'affaire tourne court. Agent double engagé par le FBI, Morros cherche aussi à s'enrichir sur le dos des Russes et à obtenir le monopole de la distribution des films soviétiques aux États-Unis. Le plus incroyable est que le NKGB le croit sur parole quand il promet que son fils, étranger au monde de la politique, pourrait intégrer le programme atomique américain ! Son témoignage contribue à réduire à néant plusieurs années de travail du Centre. Véritable businessman, Morros finit par vendre son histoire aux studios, qui tournent un film fondé sur sa biographie, *Contre-espionnage* (ici et plus loin, voir la filmographie pour les détails).

Une nouvelle image

À la fin des années 1950, le réchauffement des relations entre l'URSS et les États-Unis est tangible. Les deux pays entrent dans l'ère de la coexistence pacifique, marquée par de nombreux programmes de coopération, économiques et culturels. Mais la guerre froide ne disparaît pas pour autant : elle prend en fait des formes plus policées. Elle concerne aussi le travail des tchékistes.

Dans ce contexte, Serov devient un obstacle. Sa réputation est embarrassante sur le plan diplomatique. En 1958, lorsqu'il subit l'attaque d'Alexandre Chelepine, premier secrétaire du komsomol (les jeunesses communistes), et de Nikolaï Mironov, le chef du KGB de Leningrad, Khrouchtchev laisse faire. Leur plan de réformes impressionne le secrétaire général, connu pourtant pour ses critiques des espions en

général et agacé par le (trop) grand nombre de généraux au sein du KGB. Serov fait donc les frais de la coexistence pacifique. En 1959, il cède la place à Chelepine, tout en restant chef de la GRU. Un poste prestigieux, mais inférieur à celui qu'il détenait précédemment. Les militaires s'étonnent de la nomination de celui qui a la réputation d'être un expert en arrestations et exécutions, mais guère plus : « À quoi nous sert-il, ce Serov ? Si on a fusillé Beria, pourquoi n'a-t-on pas pendu ce type[9] ? »

Comme on s'y attend, avec Chelepine, le profil sociologique des tchékistes change radicalement : 80 % d'entre eux ont désormais un grade universitaire et 70 % parlent anglais. Conséquence de la déstalinisation, la nouvelle purge passe par un « retour aux sources » : le culte de Dzerjinski est remis au goût du jour. Chelepine ne reste cependant pas longtemps à son poste car il est promis à une brillante carrière : moins de trois ans plus tard, il devient secrétaire du Comité central et quitte le KGB. Son successeur, Vladimir Semitchastny, est également un poulain du komsomol. Sa réputation n'est pas très flatteuse : on le prend pour un arriviste et un amateur, qui a l'habitude de prendre des décisions à tort et à travers. Et surtout, on voit en lui le protégé de Chelepine qui, en tant que secrétaire du Comité central chargé des organes de contrôle, continue d'avoir la haute main sur le KGB. Le lien de fidélité entre les deux hommes permet de parler d'une continuité des services secrets entre 1959 et 1967.

En mai 1959, Chelepine organise à Moscou la plus grande conférence depuis la fondation de la Tchéka. L'ordre du jour est à la mobilisation générale, la neutralisation de « la menace américaine », de leurs alliés de l'OTAN et du Japon. Les documents des tchékistes abondent dans le sens de la paranoïa antiaméricaine de Khrouchtchev, comme ils le faisaient auparavant avec Staline. En juin 1960, Chelepine lui transmet un rapport où il cherche à démontrer la réalité d'un projet d'une guerre américaine préventive contre l'URSS, instillé au président américain par le Pentagone. Ces rapports reposent certainement sur une série d'affirmations avérées – les infiltrations d'agents étrangers en URSS ne sont pas un mythe, comme

le démontrent les opérations soviétiques de contre-espionnage restées célèbres, l'opération 100 en 1965 et Horizon en 1967. L'ampleur de cette infiltration et des actes de sabotage envisagés par l'OTAN est cependant difficile à évaluer – les auteurs russes parlent facilement de plusieurs centaines d'agents capturés, un chiffre à prendre avec des pincettes.

Les hagiographies d'espions soviétiques qui paraissent actuellement en Russie ne disent pas, il va de soi, que ces mêmes actes hostiles que l'on prête facilement à l'adversaire ont été tout aussi bien envisagés par les groupes de sabotage et de renseignement soviétiques (DRG) du 13e département de la PGU, alors spécialisé dans les affaires mouillées[10]. En 1959 au plus tard, les points faibles des pays membres de l'OTAN (infrastructures, complexes industriels, lignes électriques…) sont intégralement répertoriés et des caches d'armes destinées à les saboter en cas de guerre sont mises en place. Fin 1998, une cache de ce genre a été découverte en Suisse. Encore aujourd'hui, le SVR refuse de livrer l'emplacement exact de ces cachettes aux gouvernements des États concernés, en dépit de leur caractère éminemment dangereux.

Les interceptions demeurent les sources les plus importantes pour le renseignement soviétique, comme en témoigne les nombreuses affaires de pénétration russe de la NSA (National Security Agency), agence créée en 1952 suite à l'affaire Weisband et spécialisée dans le Sigint. En septembre 1960, deux mathématiciens de l'agence, William Martin et Bernon Mitchell, organisent leur fuite à Moscou où ils dénoncent les méthodes du renseignement américain au cours d'une conférence de presse-spectacle. En 1963, Jack Dunlap, officier rattaché à la NSA, chauffeur du directeur de l'agence, se suicide après la découverte de ses relations avec le KGB. En 1965, Robert Lipka devient la taupe américaine la plus jeune qui travaille pour les Russes – il a seulement dix-neuf ans (voir le chapitre XI). Viendront ensuite d'autres taupes, mais l'homme le plus connu ayant collaboré avec les services de renseignement russes (non comme espion apparemment) sera Edward Snowden, en 2013 (voir le chapitre XII).

Globalement, les méthodes de travail continuent de s'améliorer, d'abord à la PGU, où l'on crée un département spécialisé dans la pénétration des ambassades étrangères et le recrutement de chiffreurs. Ce travail n'est pas très compliqué – les employés soviétiques du service des représentations étrangères d'alors vont et viennent pratiquement en toute liberté, y compris la nuit. En 1964, grâce aux révélations du transfuge Iouri Nosenko, plus de quarante micros sont découverts dans la nouvelle ambassade américaine de Moscou, judicieusement protégés contre les détecteurs de métal. Les Américains prennent dès lors conscience d'une véritable hémorragie de secrets diplomatiques, et ce depuis plus de trente ans.

Le facteur humain joue un rôle important. Le KGB se spécialise dans la formation de jeunes femmes – parfois d'anciennes prostituées – au travail du renseignement. Une douzaine d'Américains du temps du successeur de Kennan à l'ambassade américaine, Charles Bohlen, succombent au charme de ces « hirondelles ». Le KGB viole aussi de manière systématique le secret de la correspondance étrangère.

La période poststalinienne voit également un développement sans précédent des mesures actives. En 1956, Serov rapporte au patron du KI, Andreï Gromyko, qu'en 1954-1955, les résidences du KGB ont réussi à publier plus de sept cents articles et brochures à l'étranger et organisé des interviews publiques de nombreux hommes politiques « progressistes ». Serov en profite pour se plaindre que de telles missions empêchent le renseignement de faire son vrai travail – la collecte d'informations. Le parti ne l'entend pas de cette oreille, puisqu'une nouvelle section de désinformation, dirigée par le général Ivan Agaïants (un fils de prêtre) est créée au sein de la PGU en janvier 1959, sous le nom de département D. Ce dernier ne cesse de s'agrandir et d'obtenir des fonds croissants de la part du Comité central jusqu'en 1962 où il prend le nom de « service A », sous lequel il est resté dans les Mémoires. La section d'Agaïants se distingue par le financement de la publication occulte de faux Mémoires, souvent rédigés par Grigori Bessedovski, ancien diplomate établi à Paris.

Enfin, le KGB n’hésite pas à pratiquer l’art de la « propagande noire » pour provoquer des scandales chez ses ennemis. Pour déstabiliser le gouvernement allemand, le Centre fait croire que le nazisme n’est pas mort en RFA et recrute des agents provocateurs chargés de profaner des tombes juives, suscitant par effet d’imitation d’autres profanations, commises cette fois par d’authentiques néonazis. Des affaires semblables sont attestées aux États-Unis, où le KGB peint des svastikas sur les murs des synagogues[11].

L’une des opérations actives les plus mémorables de cette époque est liée à l’assassinat du président John Kennedy par Lee Harvey Oswald à Dallas, le 22 novembre 1963. En 1959, le futur meurtrier s’installe en URSS, clamant son admiration pour le système soviétique. Pendant plus d’un an, il a appris le russe dans une base militaire américaine au Japon, ce qui lui a valu le surnom d’« Oswaldovitch ». À Moscou, le KGB le place sous surveillance et lui fait subir une batterie de tests psychologiques, puis, craignant la « provocation », l’éloigne de la capitale en l’envoyant travailler à Minsk. Oswald y rencontre Marina Proussakova, qui deviendra sa femme. Perdant foi dans le « paradis des travailleurs », il revient avec elle aux États-Unis en 1962, où le FBI le place à son tour sous surveillance.

Après l’assassinat de Kennedy, le KGB est pointé du doigt. Pour se disculper, les services de renseignement soviétiques organisent une opération destinée à présenter Kennedy comme une victime d’une conspiration « de droite », dont l’objectif serait de mettre fin aux efforts entrepris pour améliorer l’état des relations entre les deux pays. Le choix d’Oswald par les « comploteurs va-t-en-guerre » serait destiné à faire porter le chapeau aux communistes, comme en son temps Hitler l’a fait pour le responsable de l’incendie du Reichstag. Le service A utilise un éditeur communiste américain, Carl Marzani, pour diffuser cette théorie. Le problème est que le livre qui la supporte paraît en 1964, au moment de la publication du rapport de la commission Warren qui conclut qu’Oswald a été un « électron libre ». De plus, la publication est discréditée par le fait

que son auteur, Joachim Joesten, est lui-même un communiste. Chou blanc pour le service A ? Que nenni. L'opération n'en est alors qu'à ses débuts, comme on le verra au chapitre suivant.

Opérations en Europe

Le 1er mai 1960, les Soviétiques réussissent à capturer vivant le pilote de l'avion-espion américain U2, Gary Powers. Khrouchtchev se saisit de l'affaire pour provoquer la fin du sommet de Paris, le premier depuis la mort de Staline. Le 16 mai, le Premier ministre britannique Harold Macmillan vient jouer les bons offices pour tenter d'apaiser le dirigeant du Kremlin : « Bien sûr, l'espionnage constitue une violation de la souveraineté nationale, mais nous le faisons tous. » Khrouchtchev réplique : « Pas nous »[12].

Le Premier secrétaire n'est pas à un mensonge près : les années Khrouchtchev sont marquées par la multiplication d'affrontements entre services secrets soviétiques et américains, la plupart du temps dans la plus grande discrétion. Dès le 30 juin 1954, le Comité central du PCUS, l'organe dirigeant du pays entre deux congrès[13], adopte une résolution portant sur « Les mesures pour le renforcement du travail de renseignement des organes de la sécurité d'État à l'étranger ». Outre les États-Unis et la Grande-Bretagne, la résolution a pour cible la France, l'Autriche, la Turquie, l'Iran, le Pakistan et le Japon, mais surtout l'Allemagne.

Ce pays divisé est un terrain d'affrontement privilégié entre les espions qui circulent pratiquement à leur guise entre les deux parties de la ville, jusqu'en 1961, année de la construction du mur. La RFA est le seul pays occidental sur lequel une organisation de renseignement alliée des Russes, le HVA (l'agence est-allemande, fondée en 1952), fournit des informations encore plus précieuses que celles du KGB lui-même. Le HVA peut

s’enorgueillir d’avoir été dirigé entre 1956 et 1986 par un espion de grand talent, Markus Wolf.

L’affaire allemande la plus connue de l’époque est l’opération Gold, lancée en 1955 sous la direction de David Murphy, le responsable de la résidence de la CIA à Berlin-Ouest. Elle consiste à creuser sous Berlin-Est un tunnel de 500 mètres pour se brancher sur les lignes de communication souterraines du complexe militaire russe de Karlhorst. L’opération est rapidement découverte par les Soviétiques grâce à l’entremise de George Blake, un officier des services secrets britanniques recruté peu après le renvoi de Philby du SIS.

Prisonnier en Corée du Nord, Blake en revient agent double en 1953, après avoir été recruté par un officier soviétique de 25 ans, un robuste gaillard aux faux airs d’Erich von Stroheim, Nikolaï Loenko. Le Britannique, interné dans des conditions très difficiles, est sensible aux efforts de Loenko pour lui rendre l’existence plus agréable – Blake bénéficie grâce à lui d’un régime alimentaire privilégié, avec des plats coréens directement importés de la cantine des officiers. Loenko a aussi de l’humour et trouve rapidement du répondant chez l’ancien étudiant de Cambridge, déjà passionné par la Russie et fin connaisseur, si l’on en croit son recruteur, de la théorie marxiste-léniniste.

Avec le déclin et la disparition des Five, Blake demeure le principal atout du Centre au sein du SIS. Craignant qu’une découverte trop rapide du tunnel ne mette Blake en péril, le KGB préfère attendre jusqu’en 1956 pour annoncer publiquement son indignation, tout en laissant les Américains collecter une masse de renseignement considérable entre-temps. Des deux maux, le Centre choisit le moindre.

Toujours en Allemagne, les services soviétiques bénéficient de l’aide de plusieurs agents doubles, dont le célèbre Alexandre Kopatski qui se fait successivement passer pour agent allemand pendant la guerre, puis américain pendant la guerre froide. La CIA le croit au-dessus de tout soupçon parce qu’il a épousé la fille d’un officier SS et, en 1951, le recrute alors qu’il est à Berlin. Kopatski peut ainsi saboter les opérations

américaines en Allemagne, puis en Autriche, pendant plus de dix ans et recevoir une formation d'espion de la CIA à Washington (cette fois sous le nom d'Igor Orlov) ! Malgré les soupçons qui planent sur lui depuis le début des années 1960, Kopatski ne sera jamais arrêté et mourra propriétaire d'une galerie d'art en 1982.

Nous connaissons un peu mieux le quotidien des agents soviétiques basés en Allemagne grâce aux Mémoires d'Arkadi Kornilkov, un interprète d'une section du contre-espionnage de la GRU à Berlin-Est, dans laquelle il passe six ans. Kornilkov est recruté par le MGB en 1949 un peu par hasard, après avoir raté son entrée à l'université de Sverdlovsk pour y étudier les langues étrangères. Son parcours montre que la carrière d'agent de renseignement est rarement un premier choix en URSS, en dépit d'une légende russe parlant de « vocations » chez quasiment tous les espions.

La formation de Kornilkov dénote à la fois un enseignement de qualité à la faculté des langues étrangères du MGB de Leningrad, mais aussi une faiblesse due aux pesanteurs idéologiques, qui le privent notamment d'un accès à la presse allemande, supposée « contagieuse ». Kornilkov – un patriote russe comme il ne manque jamais de le faire valoir – n'en souligne pas moins le fréquent mépris de la hiérarchie du renseignement pour ses cadres, l'habitude du sacrifice personnel au profit d'une collectivité imaginaire. Une attitude qui explique l'abnégation avec laquelle travaillent bon nombre d'agents, au mépris de leurs avantages individuels et qui explique aussi la défection d'un certain nombre d'entre eux, qui ne supportent plus cet état de fait.

La construction du mur de Berlin, le 13 août 1961, met fin au flot d'émigrés qui fuient l'Allemagne de l'Est à la recherche d'un peu de liberté. Pour les Occidentaux comme pour les Soviétiques, cette solution installe la division de Berlin dans la durée. L'existence même de Berlin-Ouest ne fera plus l'objet de chantages, comme elle l'était depuis 1948 : plus de chantages directs en tout cas, comme l'affaire des missiles de Cuba allait le prouver en 1962. Le « mur de la honte » met également fin à une

période où l'espionnage était roi dans cette ville. Les services secrets se concentrent désormais sur la surveillance de la poste, par laquelle transitent bien des matériaux « idéologiquement néfastes », des livres et des revues…

Si l'année 1961 est restée célèbre car elle a vu l'érection du mur, elle est aussi un troisième *annus horribilis* pour l'espionnage soviétique, après 1927 et 1957. En Angleterre, c'est un réseau composé d'anciens du cercle des Rosenberg, les époux Cohen, et d'un illégal célèbre, Konon Molody[14] qui est démantelé. Le groupe avait cherché à obtenir des informations sur le centre de la flotte sous-marine de Portland et, surtout, voulait en savoir plus sur les recherches dans le domaine des armes bactériologiques.

Molody est un autre illégal légendaire dans l'histoire des tchékistes. Il acquiert une expérience de l'étranger alors qu'il est encore jeune : d'après sa biographie officielle, à dix ans, ce fils d'enseignant de l'université de Moscou est autorisé à se rendre chez sa tante, aux États-Unis depuis 1914. En 1938, après des études secondaires à San Francisco, il revient à Moscou, puis rejoint l'Armée rouge. Repéré, il est recruté par le NKVD et participe à des opérations contre les Allemands. À l'anglais s'ajoute alors la connaissance de l'allemand, puis du chinois. À partir de 1951, il travaille pour le renseignement étranger – au Canada où il utilise une fausse identité, puis aux États-Unis ; enfin à Londres, en 1955, où, sous le nom de Gordon Londsdale, il se fait passer pour un directeur de sociétés de location de juke-boxes et de machines à sous – une activité fort lucrative qui enrichit le KGB.

Les membres du réseau de Portland écopent de lourdes peines : Molody en prend pour vingt-cinq ans, les Cohen, vingt. Les condamnations ne sont qu'une façade pour rassurer le grand public : en 1964 et 1969, les espions sont échangés contre leurs homologues britanniques capturés en URSS. À l'époque, la presse crie au scandale – Molody ne représente pas pour elle beaucoup d'importance si bien qu'on parle d'échange d'« un coucou contre un épervier ». Molody lui-même est d'un tout autre avis. Le travail de son réseau aurait surpassé en qualité

celui du Sigint soviétique, en fournissant entre 1955 et 1960 de très nombreux documents sur l'armement nucléaire et les mouvements des marines anglo-américaines dans le monde[15].

Deux autres *inside men* sont démasqués en 1961. Heinz Felfe, la taupe la plus productive au sein du BND (le renseignement ouest-allemand), sera condamné à quinze ans de réclusion en 1963. Il sortira huit ans plus tard. Surtout, George Blake, trahi par un transfuge polonais passé à l'ouest, est condamné à quarante-deux ans de prison par un tribunal londonien. Un verdict sans précédent en Angleterre depuis la fin du XIXe siècle. La peine paraît d'autant plus disproportionnée que Klaus Fuchs, accusé d'avoir transmis des secrets atomiques à l'Union soviétique, avait été condamné à « seulement » quatorze ans de prison ferme. Blake se révolte à sa façon contre sa condamnation : en octobre 1966, il réussira à s'enfuir grâce au concours de trois prisonniers.

L'année 1961 est aussi marquée par la défection d'Anatoli Golitsyne, un officier de haut rang du KGB dont les révélations font beaucoup de mal aux Soviétiques. Se confiant au chef du contre-espionnage de la CIA James Angleton, Golitsyne confirme les soupçons pesant sur Philby, Maclean et Burgess et l'informe sur l'infiltration soviétique en France. Il identifie également l'ancien attaché militaire de l'ambassade britannique à Moscou, John Vassall, comme un agent des Soviétiques. Vassall, un homosexuel, avait été recruté en 1955 grâce à des photos compromettantes le montrant au lit avec plusieurs hommes. L'époque était alors pudibonde, et l'homosexualité, mal vue, surtout au sein de l'armée. Après moult péripéties, Vassall est finalement arrêté en septembre 1962.

Golitsyne est aussi connu pour avoir suscité une controverse : il accuse Harold Wilson, alors Premier ministre britannique, d'être un agent au service de Moscou. Affirmation sortie d'un chapeau qui ne résiste pas à l'épreuve des faits. En 1968, il embarrassera les Américains en prétendant que le Printemps de Prague a été monté de toutes pièces par les Soviétiques. Voulant sans doute se donner plus d'importance qu'il n'en a

réellement (ou jouant son rôle d'agent double, voir ci-dessous), Golitsyne affirme qu'il est « le dernier des transfuges » et que ceux qui arriveront après lui seront des taupes du KGB. Cette invention entraîne une série de drames : en novembre 1963, un autre défecteur, Alexandre Tcherepanov, est rejeté par la CIA qui a peur d'une provocation. L'homme révèle pourtant un certain nombre de secrets du KGB, dont un procédé qui permet de suivre facilement les cibles à la trace, surnommé « poussière d'espion ». Golitsyne met aussi en péril la défection de Iouri Nosenko, officier spécialisé dans la surveillance des touristes américains à Moscou. Alors que le Soviétique travaille pour les Américains depuis 1962, son passage à l'ouest se déroule dans des conditions périlleuses. Affirmant que Golitsyne est un agent double du KGB, il est à son tour soupçonné par le service du contre-espionnage de la CIA et son célèbre patron, James Angleton, et doit subir pendant presque trois ans un isolement accompagné de mauvais traitements. Du pain bénit pour le Centre qui utilisera l'affaire comme exemple de traitement réservé aux traîtres par leurs hôtes.

Cuba

Le bras de fer de Khrouchtchev concernant Berlin, et qui se termine par l'érection du mur, doit être étudié en parallèle de la crise la plus importante de la guerre froide, l'affaire des missiles de Cuba.

Le contexte est connu. En janvier 1959, les troupes de Fidel Castro renversent le dictateur Batista. Les Soviétiques ne soutiennent pas immédiatement le nouveau chef. À l'époque, si le frère de Fidel, Raul, et son lieutenant, Ernesto Guevara, se considèrent déjà comme marxistes, Castro reste plus flou sur ses orientations idéologiques. Le premier agent à prendre conscience du potentiel du « Lider Maximo » est Nikolaï Leonov, qui fréquente Castro depuis 1955.

Moscou reconnaît le nouveau régime en mai 1960, et y envoie un résident, Alexandre Chitov. Castro finit de faire son « coming out » communiste : il rompt avec les États-Unis et adhère aux principes de l'économie centralisée à la soviétique. En 1961, le mariage est enfin légitimé du point de vue idéologique, ce qui est essentiel pour l'image de l'URSS dans le tiers-monde : Khrouchtchev approuve le plan de Chelepine consistant à « instrumentaliser les mouvements de libération nationale » (comprendre : les conflits de décolonisation et les guerres civiles). Les Caraïbes sont le premier terrain d'affrontement.

Dans une première phase, les Soviétiques semblent marquer des points. En avril 1961, un débarquement d'opposants à Castro financé par les Américains échoue dans la tristement célèbre baie des Cochons. L'échec de l'opération donne du courage aux Soviétiques : les Américains sont vulnérables, ils n'inspirent plus la même crainte. En juin, lors du sommet de Vienne, Khrouchtchev joue les gros bras devant un jeune président américain appelé à devenir extrêmement populaire en URSS, John Kennedy. Secrètement, il décide d'armer Cuba.

Khrouchtchev croit alors plus que jamais dans l'avenir de son pays et du communisme mondial. Lors du XXIIe Congrès du parti, en octobre 1961, il parle de l'avènement du communisme en URSS à l'aube des années 1980. Le régime a en effet le vent en poupe, et « rattraper et dépasser les États-Unis », slogan favori du secrétaire général, ne semble pas, en ce début des années 1960, complètement fantasmagorique. Cela est surtout apparent dans le domaine technologique. Qu'on en juge : 1957 avait été l'année du Spoutnik, le satellite géostationnaire russe qui avait pris les Américains de court ; en 1961, le Kremlin avait transformé l'essai en envoyant un premier homme dans l'espace, Iouri Gagarine, confirmant son avance dans le domaine spatial (et indirectement, militaire) ; et en mai 1962, fait moins connu, mais remarquable, Khrouchtchev avait lancé le projet d'une « métropole technologique » dans la banlieue de Moscou, répondant au doux nom de Zelenograd (« la ville verte »), destinée à rivaliser avec la Silicon Valley américaine, un eldorado dédié à

l'électronique. En 1959, lors de sa visite aux États-Unis, Khrouchtchev avait eu l'occasion d'admirer différents sites américains, dont l'usine IBM de Californie, qui l'avait profondément marqué et avait renforcé sa volonté de donner un coup de fouet à la jeune industrie soviétique.

Pour la petite histoire, le projet Zelenograd fut confié à deux ingénieurs d'origine américaine, Joel Barr et Alfred Sarant. Les deux hommes avaient en leur temps espionné pour le compte de Moscou dans le réseau de Julius Rosenberg, avant d'être exfiltrés par le KGB en 1956. Barr, d'origine russe, et Sarant, d'ascendance grecque, auront été des pionniers dans la tentative de l'URSS de se frayer un chemin dans la « quatrième révolution industrielle », celle de l'électronique[16]. Le 4 mai 1962, le secrétaire général avait rendu une visite mémorable au laboratoire secret des deux ingénieurs, le KB-2, et s'était vu présenter les perspectives qu'offrait le développement de l'industrie des semi-conducteurs, en particulier dans le domaine militaire : l'idée que l'informatique allait rendre les armements plus précis et létaux s'inscrivait bien dans le projet de réduction du budget des armements conventionnels de Khrouchtchev et lui donnait du baume au cœur face aux États-Unis, l'éternel rival. Malheureusement, le projet de Khrouchtchev ne sera pas repris après son départ[17].

C'est dans ce contexte où tout semble possible pour le successeur de Staline que l'île de Cuba est appelée à devenir l'avant-poste du communisme mondial. À seulement 150 kilomètres des côtes américaines, elle est « un hérisson dans le slip de l'Oncle Sam » comme le dit Khrouchtchev avec son langage fleuri habituel. Il s'agit donc d'y implanter des missiles nucléaires soviétiques pour faire pression sur les Américains, y compris, pense Khrouchtchev, au sujet de Berlin-Ouest…

Mais on n'en est pas encore là. Dès 1961, alors que Castro bande ses muscles et que la situation liée au nouveau statut de l'île a fait monter d'un cran la pression, le KGB promulgue « l'ordre numéro 100 » qui ordonne la mobilisation générale de tous les services de renseignement. Les femmes et les enfants des officiers du renseignement présents à la

lisière du rideau de fer sont renvoyés en URSS, les hommes restent au « front ». La possibilité d'une guerre n'est donc pas exclue dès ce moment-là.

Le colonel de la GRU Gueorgui Bolchakov, chef du bureau de l'agence TASS à Washington, établit un canal de désinformation de l'administration américaine par le biais du frère de John Kennedy, Robert. Le Soviétique rassure l'Américain sur les intentions de son pays en Amérique latine, considérée traditionnellement comme « l'arrière-cour » des États-Unis. Dans ses rapports au Kremlin, la GRU se vante même d'avoir fait reculer le Pentagone qui aurait programmé une attaque nucléaire de l'URSS pour juin 1961.

Le plus intéressant est que Khrouchtchev, habitué à agir seul, ne juge pas utile de mettre dans la confidence le KGB. Semitchastny n'est président des services secrets que depuis un an, et ne fait pas partie du Présidium du Comité central, le saint des saints. Nous sommes encore loin de l'époque Andropov où le KGB est de la partie pour toutes les grandes opérations à l'étranger. Semitchastny apprendra le détail de l'opération pour ainsi dire de la bouche de Kennedy lui-même.

En effet, le renseignement américain finit par avoir le dessus sur la manœuvre secrète de Khrouchtchev. L'avantage est d'abord technologique : les progrès de la reconnaissance aérienne et par satellites (le Photint) permettent au président américain de prendre connaissance, le 14 octobre 1962, des premiers clichés de ce qui ressemble fortement à une installation de missiles nucléaires offensifs sur l'île. Les succès soviétiques accomplis depuis la fin des années 1940 dans le domaine du renseignement technologique (le Techint) font pâle figure aux côtés des prouesses américaines. L'avantage de Washington concerne également le Humint : situation sans précédent, aucun agent du KGB n'est capable d'infiltrer le comité de crise de Kennedy, connu sous le nom d'ExCom, qui se réunit quotidiennement. Et surtout, Kennedy possède une taupe au sein de la GRU, Oleg Penkovski.

Le 22 octobre, Kennedy fait une allocution télévisée où il informe le public américain de la crise et annonce un blocus des côtes cubaines. Le monde retient alors son souffle, la Troisième Guerre mondiale serait-elle proche ? Pas d'inquiétude, les espions veillent. Le même jour, le KGB arrête Penkovski, dont les informations transmises aux Américains auraient permis d'éviter une invasion américaine qui aurait pu se terminer par un conflit. Penkovski a été qualifié d'« espion qui a sauvé le monde[18] ». Il fait effectivement prendre conscience aux Américains que les Soviétiques bluffent, et que leurs capacités nucléaires sont nettement inférieures à celles des Américains.

Mais le plus dangereux est à venir : le 27 octobre, la défense aérienne cubaine, armée par les Soviétiques, abat un avion U2 et tue son pilote. L'affrontement semble imminent, les Soviétiques redoutent une invasion américaine. Pris de panique et pris de court par la fermeté de Kennedy, Khrouchtchev accepte de retirer ses armes de Cuba. Castro est furieux et le fait savoir. Pour prévenir le risque de rupture avec « l'avant-poste de la révolution », le Centre recrute son frère Raul sous le nom de code de « contact spécial officieux », un nom générique réutilisé plus tard pour d'autres personnes. Raul Castro doit exercer une influence « positive » sur son frère pendant les moments de tension entre l'URSS et Cuba.

Comme d'habitude en pareil cas, l'arrestation de Penkovski entraîne un remue-ménage à la GRU. Près de trois cents agents sont rappelés à Moscou. Son directeur, Ivan Serov, dont Penkovski était le protégé (de mauvaises langues affirment qu'ils sont compagnons de beuveries), est renvoyé. Après un séjour en province, il est mis à la retraite. En raison d'une confusion avec un homonyme, les historiens ont longtemps pensé que Serov, un proche de Penkovski, s'était suicidé en se brûlant la cervelle dans une rue de Moscou. En réalité, l'ancien tchékiste continue jusqu'à sa mort, en 1990, à lutter pour sa réhabilitation. Le plus intéressant est qu'à la suite de la publication des souvenirs du « vainqueur de Berlin », Joukov, en 1969, son ancien compagnon, Serov, se décide lui aussi à publier ses Mémoires. Mis au courant, le chef du KGB Andropov le met alors sous

étroite surveillance, et le livre ne voit pas le jour. Mais il semblerait que le manuscrit soit toujours chez ses proches[19].

De la Corrèze au Zambèze

Les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et Cuba sont les lieux les plus connus de l'affrontement Est-Ouest, mais il en est bien d'autres. En Europe, le contexte général de l'après-guerre est particulièrement favorable aux partis communistes, qui participent aux gouvernements – en France, en Italie, en Autriche et dans plusieurs pays scandinaves, dont le Danemark, la Norvège et la Finlande. Une situation sans précédent qui découle du rôle crucial joué par l'URSS dans la victoire sur le nazisme et qui permet aux espions soviétiques d'opérer pratiquement en terrain conquis. Le contrat passé entre les partis communistes européens et le KGB est tacite. Moscou finance les partis, et ceux-là aident l'institution à faire son travail en toute sérénité. L'URSS financera les « partis frères » avec générosité même lorsque les Soviétiques eux-mêmes auront le plus grand mal à se nourrir et à s'habiller, dans les années 1980.

L'objectif de Moscou consiste à affaiblir les liens entre les Américains et les Européens, voire provoquer le départ des premiers du continent : « *Yankees, go home !* » est d'ailleurs un slogan qu'on retrouve fréquemment sur les murs des villes, notamment françaises, au cours des années 1940-1950. La Norvège est une cible favorite des espions russes en raison de sa situation périphérique qui en fait un maillon faible de l'OTAN. L'un des points de pénétration en Norvège est la femme du Premier ministre Einar Gerhardsen, Verna, qui tombe sous le charme d'un agent du KGB, Evgueni Beliakov.

En Finlande, pays voisin de l'URSS, Moscou bénéficie du soutien inconditionnel d'Urho Kekkonen, un homme qui préside pendant vingt-cinq ans aux destinées du pays. Kekkonen, en contact régulier avec un

agent de liaison soviétique, fait tout pour ne pas froisser son puissant voisin et proclame sa neutralité, quitte à justifier la politique soviétique. Après la Finlande, les hommes politiques américains se mettent à craindre que d'autres pays européens ne subissent cette « finlandisation ». Parmi eux, la France.

À la différence des pays susmentionnés, les agents soviétiques y ont une latitude d'action beaucoup plus importante. Les spécialistes sont d'accord pour dire que la France a été, pendant la quasi-totalité de la guerre froide, le pays qui a compté le plus grand nombre de résidents. Pour Oleg Kalouguine, dans les années 1960 et 1970, les services secrets et militaires français « fuient comme une passoire », si bien que les Américains cessent de leur confier des secrets[20].

Un Parti communiste puissant cultivant une image de martyr de la Résistance, des ministres communistes au gouvernement jusqu'en 1947, un dirigeant – de Gaulle – imbu de son importance et méfiant envers les Américains, et envers le renseignement en général, la priorité donnée à la lutte contre le terrorisme du FLN et, à partir de 1962, contre l'OAS, voilà autant de facteurs qui favorisent l'infiltration soviétique. Le PCF se montre particulièrement accommodant, surtout en ce qui concerne un membre influent de son Comité central, Gaston Plissonnier. À partir des années 1950, la « mémoire vivante » du PCF sert de chasseur de têtes au KGB. L'action des résidents Ivan Agaïants et Alexeï Krokhine en est rendue plus facile. Le succès de ce dernier est tel qu'il obtient même deux mandats de résident, de 1950 à 1954 et de 1966 à 1972. Globalement, après la disparition des Cinq, la France devient pendant dix ans la source d'informations la plus féconde du Centre.

« Douce France » : cet adage célèbre colle parfaitement à la situation caractérisant les affaires d'espionnage dans ce pays, qui voit peu de scandales faire la une des journaux à cette époque. L'exception qui confirme la règle est l'affaire Georges Pâques, un normalien agrégé d'italien recruté en 1943 à Alger et démasqué vingt ans après, grâce au travail d'un chef charismatique de la division de contre-espionnage « A4 »

(URSS) nommé André Guérin, dit « Toto », et de son adjoint, le futur directeur de la DST Marcel Chalet.

D'abord désireux de contribuer à la victoire sur le nazisme et surtout sur le régime de Vichy, Pâques occupe divers postes sous la IVe République, devient chef de cabinet et conseiller de plusieurs ministres. Cet « idéaliste généreux », comme le qualifie Constantin Melnik, serait en réalité moins motivé par l'amour du communisme que par son amour-propre et par un antiaméricanisme qui s'inscrit bien dans la ligne gaullienne. De fait, Pâques est particulièrement actif après le retour du Général en 1958, quand il se spécialise dans les questions de la défense. Flatté par ses contacts soviétiques, il reste convaincu d'avoir œuvré pour la paix et d'avoir permis par ses documents de trouver une issue favorable à la crise de Berlin en 1961. Condamné à la perpétuité en 1964, sa peine est réduite à vingt ans par de Gaulle, avant qu'un autre normalien du nom de Georges Pompidou le gracie, à la mort du Général. Pâques finit même par retrouver le chemin du ministère des Finances !

La défaillance du contre-espionnage français explique que des hommes haut placés, comme le futur ministre de la Défense, Charles Hernu, en contact avec les Soviétiques par l'intermédiaire des Roumains à partir de 1962, ne soient pas inquiétés de leur vivant. Le « secret » de Hernu n'est découvert qu'en 1992, deux ans après sa mort, et continue de susciter des débats, avec dans le rôle de l'avocat du diable l'inévitable Constantin Melnik. Concédons que rien ne prouve que Hernu ait été un véritable agent, mais tout porte à croire qu'il fut au moins un « contact ». Outre Hernu, d'autres hommes politiques sont touchés par le renseignement soviétique. André Labarthe, qui se faisait passer pour un gaulliste de la première heure était un crypto-communiste qui vivait maritalement avec une kominternienne. Il fut même financé par les Soviétiques pour créer et diffuser en France une revue de vulgarisation scientifique mensuelle, *Constellation* (1948-1970), plagiat du *Reader's Digest* : l'objectif était de « barrer la route aux Yankees »[21]. Labarthe avoue ses accointances au milieu des années 1960 à la DST.

Un ami de Labarthe, Pierre Cot, ministre de l'Air sous la IIIe République et compagnon de route du PCF après la guerre – obtenant même le prix Staline en 1953, évite l'enquête en raison de son âge et de sa réputation. Les descendants de Cot et de Hernu contestent aujourd'hui toutes les accusations d'espionnage portées contre leurs parents. En l'absence d'un équivalent de Venona dans notre pays, les révélations sont la plupart du temps le fait de transfuges passés aux aveux outre-Manche ou outre-Atlantique. Ce qui pèse naturellement moins dans la balance que des télégrammes chiffrés…

L'infiltration soviétique la plus réussie en France a lieu à l'agence de renseignement à l'étranger, le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE). Au Quai d'Orsay, siège du ministère des Affaires étrangères, les principaux agents appartiennent au corps du chiffre. « Jour », dont le vrai nom est encore inconnu, demeure particulièrement prolifique jusqu'en 1982 ; il fait aussi des « petits ». L'ambassade de France à Moscou est aussi une cible de premier choix.

Par ailleurs, les Soviétiques se font fort de recruter des agents d'influence. L'homme d'affaires François Saar-Demichel, ancien résistant, est enrôlé en 1955. Proche du Premier ministre Michel Debré, il devient l'un des innombrables soviétophiles traînant dans le sillage de De Gaulle. Certaines tentatives de recrutement échouent cependant : l'affaire Maurice Dejean, ambassadeur en URSS de 1956 à 1964, est connue. Appâté par une « hirondelle », le Français tombe dans le piège classique du KGB. Rossé par un officier soviétique qui joue au mari trompé, Dejean est l'objet d'un chantage. Il réussit cependant à s'en tirer grâce à la défection d'un des tchékistes impliqués dans l'opération, Iouri Krotkov. La repartie cinglante de De Gaulle qui l'accueille à son retour en France est restée célèbre : « Alors, Dejean, on couche ? »

Comme la Norvège, la France intéresse les Soviétiques pour une raison simple : c'est le maillon faible de l'OTAN. Jusqu'en 1966, année de la sortie de la France de l'organisation militaire, Paris est une cible prioritaire, car c'est là que se trouve le quartier général de l'OTAN. De

nombreux étrangers qui y travaillent sont particulièrement courtisés. Hugh Hambleton, un économiste canadien qui se livre à l'espionnage au profit des Soviétiques pendant vingt ans, est même invité à dîner par Andropov en personne en remerciement des services rendus. Robert Johnson, un sergent américain haut en couleur en poste à Berlin-Ouest, réussit à se faire affecter en 1961 à l'aéroport d'Orly, l'un des points clés du système de communications militaires secrètes. Il transmet aux Soviétiques des documents portant sur les forces américaines en Europe et ce qu'elles savent des troupes du Pacte de Varsovie. Il doit sa capture aux révélations de Iouri Nosenko et non au travail des services de renseignement français.

La France est aussi un terrain d'expérimentation fécond en mesures actives. Entre 1947 et 1955, le Centre y fait publier toute une série de faux Mémoires, dont *J'ai choisi la potence*, attribué au général Vlassov qui avait rejoint les Allemands pendant la guerre. La résidence de Paris possède même son propre hebdomadaire, *La Tribune des nations*, dont le fondateur, André Ulmann, joue un rôle aussi crucial que funeste dans plusieurs affaires qui font les gros titres à cette époque. Parmi les plus connues, le procès en diffamation intenté par le transfuge Viktor Kravtchenko au périodique *Lettres françaises* en 1949, surnommé « le procès du siècle » en raison d'éminents témoins venus à la barre raconter la réalité des crimes staliniens. Ulmann, qui travaille alors pour les Soviétiques, est l'auteur d'une lettre signée « Sim Thomas » qui prétend que Kravtchenko est un ivrogne et un mythomane. L'affaire n'est révélée qu'en 1979 avec la publication des Mémoires de Claude Morgane, directeur des *Lettres françaises.* Ancien brigadiste, résistant et déporté, Ulmann est un agent d'influence idéal pour les Soviétiques, à la stature inattaquable.

L'impact de ces opérations actives est difficile à mesurer. Il est possible qu'elles ne furent pas étrangères à la prise de décision de la France de quitter le commandement de l'OTAN en mars 1966 et au réchauffement considérable des relations avec l'URSS, symbolisé par un voyage

triomphal de De Gaulle dans ce pays un mois plus tard. Dans des Mémoires parus en 1976, le transfuge du KGB Alexeï Miagkov n'a aucun doute là-dessus : « La sortie de la France de l'OTAN constitue un exemple parfait du travail de subversion du KGB en Europe occidentale. Recrutant agents chez les journalistes et les membres de l'association France-URSS, le KGB diffusait activement l'idée dans les cercles politiques que l'indépendance politique du pays souffrait de l'appartenance de la France à l'OTAN. Ce fait [la sortie de la France de l'OTAN] a été érigé en modèle [d'opération réussie] dans les écoles du KGB. »

De même, il est fort probable que le KGB a été impliqué dans « l'affaire Markovitch » qui débute le 1er octobre 1968 avec la découverte dans les Yvelines du corps d'un ancien agent de Tito, Stevan Markovitch, devenu « l'homme à tout faire » des époux Delon. On murmure que le Yougoslave a voulu faire chanter des personnalités avec des photos compromettantes et notamment l'épouse du Premier ministre, Claude Pompidou. Si ce sont des agents du SDECE qui en sont finalement à l'origine, le KGB pourrait les avoir manipulés pour déstabiliser Pompidou. L'homme politique inquiète en effet le Kremlin par ses intentions de modérer l'antiaméricanisme de De Gaulle et de marquer la distance avec l'URSS[22].

Il va sans dire que l'Allemagne, la France, la Norvège et la Finlande ne sont pas les seuls pays européens infiltrés par le KGB. L'Italie, où le Parti communiste compte après la guerre encore plus d'adhérents que le PCF, mais aussi l'Autriche, divisée sur le modèle allemand, en quatre zones, jusqu'en 1955, sont des « terrains de chasse » de prédilection pour les services secrets soviétiques.

L'essentiel est cependant ailleurs. Avec l'élargissement de la guerre froide au tiers-monde, l'affrontement entre les espions devient désormais planétaire. Les exemples de la Corée en 1950-1953 et de Cuba en 1962 l'ont déjà montré pour l'Asie et les Caraïbes. Lorsque la décolonisation touche l'Afrique, le continent noir devient à son tour un champ de

bataille. Entre la CIA et le KGB, c'est à qui fera pencher le plus de jeunes États africains vers son modèle.

En 1960, alors que l'ex-Congo belge plonge dans une guerre d'indépendance fratricide et que l'ONU proclame « l'année de l'Afrique », le KGB voit la naissance d'un nouveau département dédié. Des résidences sont créées dans les pays considérés comme progressistes, l'Algérie, la Guinée, le Ghana, le Congo, la Somalie et l'Éthiopie, entre autres. Mais l'Afrique noire est surtout un terrain d'expérimentation pour les opérations actives du service A.

Lorsque le Premier ministre de la nouvelle République du Congo (aujourd'hui république démocratique du Congo), le philosoviétique Patrice Lumumba, est assassiné par son rival Joseph Mobutu, les services soviétiques de désinformation s'empressent de répandre la nouvelle que la CIA est dans le coup. De son côté, Kwame Nkrumah, le président du premier État indépendant de l'Afrique noire, le Ghana, est encouragé dans son antiaméricanisme. En 1964, il reçoit une lettre prétendument écrite par un officier américain, qui promet de révéler les opérations de la CIA et du SIS contre son régime. Et ce n'est là que le début de la vague des opérations du renseignement soviétique dans le tiers-monde, qui atteindront leur apogée pendant la période suivante, dite de la détente.

---

1. Cité dans Petrov : 125. La phrase est prononcée lors d'un discours en décembre.

2. Daté du 24 octobre 1962, cité dans IRR 5 : 711. Le film *(We Will Bury You)*, dont le titre est inspiré par une phrase prononcée par Khrouchtchev en novembre 1956 lors d'une réception à l'ambassade de Pologne à Moscou et qui fit scandale lors de son séjour aux États-Unis en 1959, est un documentaire retraçant l'histoire de l'URSS depuis 1917.

3. Cité dans Petrov : 138.

4. Petrov : 174.

5. Cité dans Andrew et Gordievsky : 425.

6. Sur Morros, voir le chapitre III.

7. Haynes, Klehr, Vassiliev : 445.

8. Haynes, Klehr, Vassiliev : 447.

9. Oleg Penkovski cité dans Petrov : 191.

10. Plus tard, toutes ces opérations seront confiées au département 8 de la direction S de la PGU.

11. Kalugin : 54.

12. Tiré du recueil de documents *La Valse de Vienne de la guerre froide. Autour de la rencontre de Khrouchtchev et de Kennedy en 1961 à Vienne*, Moscou, 2011, p. 70.

13. Sur le papier bien sûr : le maître absolu reste le Présidium du Comité central du Parti communiste soviétique (le Politburo après 1966), et en son sein, un petit groupe d'hommes qui gravite autour du secrétaire général.

14. De Conon de Samos, mathématicien grec du IIIe siècle avant Jésus-Christ. Le prénom avait déjà été porté par le grand-père de Molody.

15. Grigoriev : 100-103.

16. Barr s'est empressé, dès la chute de l'URSS, de revenir aux États-Unis, régularisant même sa situation vis-à-vis de la *Social Security* afin de recevoir son chèque mensuel. Après avoir déclaré sur la chaîne ABC qu'il n'avait jamais espionné, il fit des allers-retours entre Washington et Moscou, où il mourut en 1998.

17. Usdin : 207-208. Avec l'éviction de Khrouchtchev en 1964, les deux ingénieurs américains, désormais à la tête du bureau d'études de Leningrad, perdent leur soutien le plus important. Par ailleurs, ils souffrent d'une stratégie industrielle consistant à valider uniquement des technologies importées de l'Occident (le plus souvent par le biais de l'espionnage…) et copiées dans leur intégralité (l'exemple de la navette spatiale de la Nasa est le plus connu, mais on copie aussi des ordinateurs IBM). Ce qui a tendance à tuer tout esprit d'innovation. Un autre coup est porté en mars 1979, avec le décès d'un des cerveaux de l'entreprise, Sarant.

18. D'après le titre du livre de Jerrold Schecter et Peter Deriabin, *The Spy Who Saved the World: How a Soviet Colonel Changed the Course of the Cold War*, New York, Charles Scribner's Son, 1992.

19. Petrov : 199-202.

20. Kalugin : 191.

21. Wolton 1993 : 236.

22. Éric Roussel, *Georges Pompidou*, Paris, Lattès, 2004, p. 270.

Chapitre VII

À l’ombre de la détente

Tandis que les dirigeants s’embrassaient, les services de renseignement poursuivaient leur travail, voire s’activaient encore plus grâce à l’ouverture des « fenêtres de confiance ».

Konstantin Grigoriev, officier du KGB[1]

Je suis désireux de vous alimenter en documents américains classés secret défense et je demande à être rétribué financièrement pour mon travail.

John Walker, officier de l’US Navy[2]

« Magnifique résidence près de Moscou. Vaste terrain. Plus d’une centaine de bureaux équipés. Près des grands axes. Invisible depuis l’autoroute. Toutes commodités, environnement exceptionnel. Lac artificiel. Piscine, salle de sport, deux saunas, terrains de volley-ball, basket-ball, tennis. Vue superbe. Cantine de qualité. Clinique interne dernier cri, jeune masseuse expérimentée à disposition. Coup de cœur ! Travaux à prévoir : système d’air conditionné. Contacter Boris Ponomarev, département international du Comité central du Parti communiste soviétique. »

Voilà le genre de petite annonce immobilière qu’on aurait pu trouver en URSS au début des années 1970, si la « patrie des travailleurs » n’avait

pas supprimé la propriété privée et, avec elle, les agences immobilières. Le complexe d'Iassenevo, une commune de la périphérie sud-est de Moscou, est simplement cédé le 20 juin 1972 par le département international du Comité central à la plus prestigieuse des directions du KGB : la PGU. Trop loin de l'hyper-centre de la capitale, Iassenevo ne convient pas aux hommes du parti, habitués à la visibilité et au confort de l'hypercentre. Les agents de la PGU, eux, y trouvent leur bonheur : l'endroit est particulièrement discret et sied parfaitement aux hommes de la profession la plus secrète d'Union soviétique.

Le déménagement de la PGU à Iassenevo est une consécration pour les services secrets soviétiques qui se hissent enfin au niveau des Américains. Iassenevo peut à juste titre être qualifié de Langley russe. Comme au QG de la CIA en Virginie, ses responsables mettent les bouchées doubles sur la sécurité : le complexe ne figure sur aucune carte de la ville de Moscou et ne possède pas d'adresse postale. Au poste de contrôle figure la discrète inscription « Centre d'études scientifiques ». Entre soi, on évite de mentionner le nom du complexe. On préfère parler de « bois ». Quand quelqu'un cherche le chef de la PGU à la Loubianka, l'habitude est prise de répondre : « Il est dans le bois. »

Les déplacements sont minutieusement contrôlés pour éviter les fuites. Chaque matin, entre 8 h 20 et 8 h 50 précises, le complexe est desservi par une flotte de cars dépourvus de plaques d'immatriculation qui sillonnent la capitale pour y ramasser les agents. La majorité profite de ce mode de transport qui leur permet d'être sur place en moins d'une heure ; seule une minorité de privilégiés arrive en voiture. Parmi eux figure le premier responsable de la PGU basé à Iassenevo, Fedor Mortine.

Âgé alors de cinquante-trois ans, Mortine a la réputation d'un homme plein d'énergie et de tempérament. À Iassenevo, il inaugure un nouveau style : voiture privée, ascenseur personnel, appartement attenant au bureau – tous les signes extérieurs d'appartenance au réseau des privilégiés du parti, la *nomenklatura*.

Pour les entrées, la carte d'identité traditionnelle est remplacée par une carte en plastique numérotée et anonyme. Aussitôt la journée terminée, à 18 heures, les cars s'empressent de repartir. Détail révélateur, lorsqu'ils sont sur la route, les conducteurs effacent le nom de leur destination. Sur le chemin, les miliciens interrompent la circulation pour les laisser passer – l'objectif est d'isoler le complexe de toute surveillance par les agents étrangers : le KGB, conscient des risques que la situation centrale de la Loubianka pose pour la conservation des secrets, préfère éviter les fuites avec la PGU. En vain, semble-t-il. La CIA est rapidement au courant de la plupart des secrets du nouveau complexe. Par ailleurs, en s'installant à Iassenevo, les hommes du renseignement extérieur suscitent des sentiments de jalousie de la part de leurs collègues du contre-espionnage, toujours basés à la Loubianka, et n'ayant pas à leur disposition d'installations sportives dernier cri, sans parler du salon de massage…

Le réchauffement

L'installation de la PGU à Iassenevo est une parfaite illustration des efforts que font les dirigeants soviétiques pour donner à leurs espions des moyens dignes de leur entreprise, de leur fournir le nécessaire pour rivaliser avec l'ennemi principal : les États-Unis. Il s'agit de le faire en toute discrétion : en 1972, le contexte est à la « détente » entre les deux camps de la guerre froide. Il convient de ménager l'adversaire, de ne pas l'agresser inutilement, de ne pas le raidir par des actions inconsidérées qui pourraient mettre le monde au bord d'un conflit nucléaire dans lequel il n'y aurait pas de vainqueur, comme en 1962.

La détente est une période de la guerre froide qui succède logiquement à des années où Nikita Khrouchtchev a cherché à gagner des points sur les États-Unis de manière brutale. Deux ans plus tard,

Khrouchtchev a accumulé suffisamment d'échecs et a dressé suffisamment de personnes contre lui pour susciter un complot (un deuxième complot en fait, le premier ayant été déjoué en 1957). Sa politique étrangère est jugée trop coûteuse et surtout trop risquée. Les hommes qui l'évincent de son poste, le 14 octobre 1964, lui reprochent d'avoir cherché à « forcer les événements » à Cuba, d'avoir permis au président Kennedy de ridiculiser l'URSS.

Les hiérarques du parti aspirent à plus de stabilité, de calme. Khrouchtchev leur a mené la vie dure depuis son avènement au pouvoir. Il les a bousculés par d'incessantes réformes. Entre 1956 et 1961, deux tiers des secrétaires provinciaux sont renouvelés. La *nomenklatura*, la « nouvelle classe » du parti, apparue dans les années 1930, en a assez. Acculé par les conspirateurs, Khrouchtchev se retire sans faire de bruit, cédant la place à une « direction collective » d'où émerge un homme qui inspire confiance aux *apparatchiks :* Leonid Brejnev. Cet ancien ingénieur métallurgiste affable a la réputation d'être « limité intellectuellement », en particulier dans le domaine des relations internationales. Pourtant, Brejnev se pose rapidement en « pacificateur » et inaugure une ère de rapprochement et de coopération sans précédent avec les États-Unis.

Comme pendant le dégel qui suit la mort de Staline, la détente de la fin des années 1960 et de la première moitié des années 1970 est une période particulièrement propice aux contacts entre l'Est et l'Ouest, à des échanges en tout genre. Plus nombreux qu'auparavant, des écrivains, des scientifiques et des étudiants soviétiques se rendent aux États-Unis ; des écrivains, des étudiants et des scientifiques américains viennent en URSS. Le pouvoir soviétique veut montrer au monde que le rideau de fer n'existe pas.

La période de détente est surtout connue pour avoir permis de nombreux sommets entre les dirigeants des deux camps. Brejnev rencontre Richard Nixon à trois reprises, en 1972, 1973 et 1974. Le MID concurrence alors sérieusement les services secrets. En effet, ces visites sont rendues possibles grâce à la création d'un « canal diplomatique

secret » entre Anatoli Dobrynine, ambassadeur soviétique à Washington entre 1963 et 1986, et le conseiller pour la sécurité nationale du président Nixon, Henry Kissinger. Les informations que reçoivent les Soviétiques grâce à ce canal les rassurent – Nixon n'est plus cet « anticommuniste primaire » du HCUA qui les effrayait tant dans les années 1950. Après la démission de Nixon, Brejnev continue sur sa lancée en invitant Gerald Ford à Vladivostok en 1974 pour discuter de la perspective d'un SALT II.

Si le MID a la haute main sur l'organisation des rencontres, celles-ci sont aussi autant d'occasions pour les services de renseignement de travailler ensemble. Un précédent depuis l'époque de la Grande Guerre patriotique. Konstantin Grigoriev, un officier du KGB chargé de l'accueil des Américains à Vladivostok entre le 21 et le 24 novembre 1974, écrit non sans un brin de fierté personnelle que son homologue américain, le lieutenant-colonel Richard, a accepté d'utiliser les hélicoptères soviétiques pour le transport des dirigeants, et en a même vanté les mérites. L'officier de la CIA se montre flatteur envers « la qualité » du travail des agents du KGB. L'Américain va jusqu'à lever son verre à la santé de l'amitié américano-soviétique[3].

Mais à l'encontre d'une théorie tenace qui sévit encore aujourd'hui, y compris chez les universitaires, les années de détente ne rendent pas la guerre froide caduque. Ce n'est d'ailleurs pas qu'une théorie. Comme le dit Brejnev au cours du XXVe Congrès du Parti communiste soviétique en février-mars 1976, « la détente n'abolit en aucune manière, et ne peut abolir ou changer, les lois de la lutte des classes[4] ». Dès lors, on comprend que le contexte de coopération n'est qu'un écran de fumée pour le KGB et la GRU. Le renseignement soviétique profite des nouvelles conditions offertes par un contexte plus propice à l'espionnage, en particulier scientifique et technologique.

En mai 1972, l'année de la première rencontre au sommet Nixon-Brejnev, à Moscou, un rapport du KGB informe le dirigeant soviétique que le renseignement a permis l'exploit d'économiser plus de 100 millions de roubles. La pratique consistant à envoyer des jeunes Américains et des

jeunes Soviétiques, dans le pays de l'autre camp, autant de « messagers de la paix », est parfois utilisée à des fins d'espionnage. Le KGB missionne aux États-Unis de soi-disant étudiants formés au renseignement, des illégaux censés accomplir un « séjour d'apprentissage dans le cadre de leur formation universitaire ».

Quand ce ne sont pas des étudiants qui informent le Centre, ce sont les recrues locales. L'une des plus connues est Michael John Smith, un électronicien communiste qui travaille pour des entreprises comme Thorn EMI et General Electrics, chargées de projets d'armements pour le ministère de la Défense. Smith n'est arrêté qu'en 1992 grâce aux révélations d'un transfuge, Viktor Ochtchenko. Surtout, deux affaires, celle de Valeri Markelov et de Nikolaï Artamonov, sont symptomatiques du climat ambigu de détente dont profitent les espions soviétiques.

Traducteur à l'ONU et illégal du KGB, Markelov fait au cours d'une soirée la connaissance d'un ingénieur de la firme d'aviation Grumman. Rapidement, Markelov demande à son contact de lui fournir des informations sur le chasseur F-14 « pour sa thèse de doctorat ». En échange, il lui fournit une photocopieuse personnelle, un appareil photo miniature et, surtout, une rétribution mensuelle de 250 dollars. Pas dupe, l'ingénieur contacte le FBI qui surveille leurs rencontres pendant deux ans, avant d'arrêter Markelov en flagrant délit d'espionnage. Nous sommes en février 1972. L'espion soviétique échappe pourtant à sa sentence grâce à l'intervention de l'exécutif. Pour Nixon, qui prépare alors sa rencontre avec Brejnev, la libération de l'agent « sert au mieux les intérêts nationaux et internationaux des États-Unis[5] ». Markelov peut retourner tranquillement en URSS.

Nikolaï Artamonov est quant à lui un officier de marine. En 1959, de passage à Gdansk, ce capitaine de trente et un ans tombe amoureux d'une Polonaise, puis s'enfuit en Suède. Installé finalement aux États-Unis, il est recruté par les Américains qui lui fournissent une nouvelle identité : il s'appelle désormais Nicholas Shadrin et travaille comme analyste dans la Defense Intelligence Agency. Dès 1966, les Soviétiques l'approchent pour

le transformer en agent double. Apprenant les détails de l'opération, la CIA lui propose de devenir un agent triple. Soupçonnant que les Américains ont réussi à le garder à leur service, le KGB prend la décision de l'enlever. L'opération se déroule à Vienne en 1975, année qui marque l'apogée de la détente. En août, trente-cinq États, dont les États-Unis et l'URSS, signent l'acte final de la conférence pour la sécurité et la coopération en Europe, à Helsinki. L'URSS obtient enfin la reconnaissance juridique de ses frontières issues de l'après-guerre.

Le problème est que, comme en son temps le général Koutiepov, Artamonov ne résiste pas à la dose de somnifères prescrite par ses ravisseurs. Il meurt d'une overdose. L'enlèvement suscite les protestations de l'exécutif américain. Ford puis Carter, entre autres, profitent des rencontres avec Brejnev pour lui poser la question du devenir de l'agent. « Nous aimerions nous-mêmes savoir où il se trouve », a l'habitude de répondre aux présidents américains le Soviétique. Sous-entendant par là que le triple agent Artamonov aurait très bien pu *aussi* travailler pour eux, et que la CIA aurait pu avoir de solides raisons de le liquider…

Le KGB fait peau neuve

L'arrivée d'une nouvelle équipe au pouvoir en URSS a pour conséquence naturelle un renouvellement des cadres du KGB. En novembre 1964, le directeur du KGB Semitchastny et son maître Chelepine sont promus au Présidium, récompense logique pour avoir facilité l'accession de Brejnev au pouvoir. Mais pour peu de temps. Brejnev cherche à placer certains de ses hommes à des postes clés, des hommes qui lui doivent tout. Chelepine, un peu trop indépendant, apparaît comme un concurrent gênant. Le secrétaire général finit par trouver un prétexte en 1967 lorsque la fille de Staline, Svetlana Allilouïeva, profite de sa visite en Inde pour passer à l'Ouest. Exfiltrée vers

les États-Unis, elle dénonce le régime soviétique au cours d'une conférence de presse retentissante et annonce la sortie d'un ouvrage autobiographique, *Vingt Lettres à un ami*.

Dès lors, même si le KGB réussit à minimiser les dégâts en publiant une partie des Mémoires avant les autres, les jours de Semitchastny à la tête de l'organisation sont comptés. Brejnev convainc Nikolaï Podgorny, le président du Présidium du Soviet suprême (équivalent de chef d'État, un poste honorifique) de la nécessité de le muter, puis fait peur à Alexeï Kossyguine, le chef du gouvernement, en décrivant Semitchastny comme un comploteur en puissance. Le trio Brejnev-Podgorny-Kossyguine reçoit l'appui du pilier idéologique du régime, Mikhaïl Souslov. Cet appui compte, Souslov étant secrétaire du parti depuis 1947.

Semitchastny tente de sauver la face. Il ordonne l'enlèvement de la fugueuse, mais l'opération échoue. Pire, son ravisseur, Vassili Sanko, est découvert. Nouvelle erreur impardonnable pour Brejnev. En mai 1967, lors d'une réunion du Politburo, Semitchastny est libéré de ses fonctions. « Pour rapprocher le KGB du Comité central, dit Brejnev, le Politburo recommande la candidature d'Iouri Andropov[6]. »

La nomination d'Andropov, ancien ambassadeur en Hongrie devenu responsable d'un département du Comité central, est un beau symbole de l'union du parti et du KGB. Andropov est le deuxième directeur de la police politique après Beria à faire partie du Politburo. Il ne doit pas sa carrière à Brejnev : ce qui détermine le choix du secrétaire général est la participation d'Andropov à la destitution de Khrouchtchev. Il sait également qu'Andropov, à l'inverse de bien des apparatchiks, est un homme solitaire, qui ne dispose d'aucun réseau. Brejnev se dit qu'Andropov lui sera donc fidèle. En même temps, le secrétaire général le flanque de deux adjoints qui lui doivent leur carrière, Semen Tsvigoun et Viktor Tchebrikov.

Par-delà cette alliance de circonstances, le choix de Brejnev se révèle au final on ne peut plus justifié. L'avantage d'Andropov est de connaître aussi bien la politique étrangère que les questions militaires, les deux

« mamelles » du renseignement soviétique. Pour les anciens du KGB, le directeur se distingue de la brutalité de ses prédécesseurs par un travail en finesse, une « vraie vision » du renseignement. Certains affirment qu'il est « un grand esprit » doublé d'un « organisateur de génie »[7]. Sa longévité est due à un talent d'administrateur doublé d'une réelle popularité auprès des dirigeants – qu'il sait appâter sans jamais jouer le rôle d'épouvantail. Entre lui et Brejnev, le tutoiement est de rigueur. Désormais, pour appeler un employé du KGB, les Soviétiques utilisent non seulement le terme « tchékiste », mais aussi « guébiste », ce dernier mot possédant une forte charge péjorative.

Dès qu'il s'installe à son bureau, au troisième étage de l'immeuble de la Loubianka, Andropov n'a qu'une seule idée en tête : faire du KGB une institution irréprochable et résolument moderne. Plus encore qu'avec les réformes de Chelepine, Andropov prône l'excellence et se montre impitoyable avec les manquements aux règles. La surveillance des agents envoyés à l'étranger s'accroît. En 1968, Nikolaï Koulebiakine, un résident de New York qui avait falsifié son CV, est rappelé à Moscou et exclu du parti.

Dès la première année de sa présidence, les innovations dans la structure et les méthodes de travail du KGB sont nombreuses. Andropov commence par créer la cinquième direction de la PGU chargée des « diversions idéologiques ». Ces diversions sont utilisées par les ennemis de l'URSS pour « subvertir » sa population et surtout les jeunes, lit-on régulièrement dans ses notes au parti. La diffusion des informations par des radios transfrontalières telles que Radio Liberty ou Voice of America ou l'envoi par la poste de matériaux « idéologiquement nocifs » en font partie. Avec le temps, la lutte contre les dissidents prévaut sur le contre-espionnage à proprement parler. Andropov est bientôt connu comme le spécialiste de la « méthode douce » destinée à traiter les opposants au régime : le Goulag, officiellement dissous en 1960 (sans que les camps d'internement ne disparaissent du paysage), cède la place à « la discussion

prophylactique[8] » et, en dernière instance, à une nébuleuse d'hôpitaux psychiatriques spécialisés dans la « schizophrénie dissidente ».

Par ailleurs, l'interception et le déchiffrement des cibles occidentales, y compris à l'extérieur de l'URSS, prennent une nouvelle ampleur grâce à un budget en forte augmentation. Ce domaine est désormais la chasse gardée de la direction OT (soutien opérationnel technique), également connue comme le 14e département de la PGU. Le patron du KGB réorganise également le 13e département, créé en 1965, dont l'objectif consiste à organiser des « actions spéciales de nature politique », nommément le sabotage. Dans les rapports, un vocabulaire spécifique est alors d'usage : un « lis » désigne un acte de sabotage, un « bouquet » est un engin explosif, un « jardinier » est un saboteur, etc. La plupart des opérations du 13e département – en Grèce après l'accession au pouvoir de la junte militaire, et en Italie, pour prévenir la répétition du scénario grec – restent toutefois à l'état de projets. D'autre part, pour éviter de se retrouver à court d'agents en cas d'expulsions, Andropov multiplie les agents « sous couverture profonde » : une « seconde ligne de défense » appelée à pallier la disparition d'agents – légaux ou illégaux – si la guerre froide devait devenir chaude.

L'objectif d'Andropov est d'éviter la mauvaise publicité, de ne pas provoquer un scandale international qui ternirait l'image du KGB. Pour cette raison, le 13e département, rebaptisé « département V » (comme la lettre et non le chiffre romain), utilise désormais pour des opérations délicates le support logistique d'organisations terroristes. Le choix est vaste : les plus connues sont l'IRA officielle (marxiste), le Front de libération du Québec, les sandinistes du Nicaragua, et les organisations palestiniennes. Le Dr Wadie Haddad, vice-président du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), dirigé par Georges Habache, est recruté par le KGB en 1970 avec un nom de code assez révélateur : « Nationaliste ».

Parallèlement, Andropov concurrence les *spetsnaz* de la GRU avec la création, en juillet 1974, d'un groupe de forces spéciales, le groupe A,

appelé plus tard Alpha. L'idée d'un groupe antiterroriste est alors dans l'air du temps. On raconte qu'Andropov est inspiré en feuilletant un magazine illustré ouest-allemand[9]. Quelques années plus tard, il crée un autre groupe d'action destiné aux opérations de renseignement et de diversion à l'étranger, Vympel (le « fanion »). Ces deux groupes survivront à la disparition de l'URSS en 1991 pour s'adapter à la politique de Boris Eltsine.

Faire ses preuves

En juillet 1978, le KGB, rattaché depuis sa création au Conseil des ministres, devient le « KGB d'URSS », une structure indépendante et un pilier du régime à part entière, au même titre que le parti ou l'armée. C'est la consécration pour Andropov, qui est alors un membre du Politburo craint et respecté. Avec Gromyko, le ministre des Affaires étrangères, et Oustinov, le ministre de la Défense, il forme un trio de choc appelé à pallier de plus en plus souvent un secrétaire général à la santé chancelante.

Mais pour en arriver là, pour s'imposer comme un décideur de premier plan, il lui a fallu faire ses preuves, d'une part, en aidant son institution à surmonter deux crises majeures et, d'autre part, en plaçant à son tour des hommes de confiance aux postes clés. La première de ces crises a pour nom le Printemps de Prague.

Un an après avoir pris ses fonctions, le patron du KGB est confronté à des événements qui lui rappellent sa jeunesse en Hongrie : en avril 1968, le chef du Parti tchécoslovaque, Alexander Dubček, qui a succédé à l'impopulaire Antonin Novotný, promulgue un nouveau programme d'action. Son objectif est de bâtir un « socialisme à visage humain ». L'abolition de la censure, de vraies élections autorisant plusieurs candidats sont les mesures phares du programme. La nouvelle ligne constitue

l'aboutissement de plusieurs années de déstalinisation tardive – en URSS le processus a commencé en 1956 lors du XXe Congrès du parti, alors qu'en Tchécoslovaquie, il ne débute qu'en 1963. La Tchécoslovaquie fait partie des « pays frères » de l'URSS depuis 1948 ; c'est une « démocratie populaire » comme on l'appelle hypocritement, en réalité un État satellite. Ce qui signifie qu'il s'agit d'un régime communiste dont la marge de manœuvre est étroite. Tout changement doit préalablement être discuté avec Moscou.

Mais à la différence de la Hongrie en 1956, le Parti communiste tchécoslovaque reste extrêmement populaire dans la population. Les risques pour le pays de passer dans le camp adverse sont donc limités. Il n'empêche : le Kremlin craint une « contagion » du modèle tchèque à l'ensemble des pays du bloc communiste. La crainte est grande de voir la Tchécoslovaquie suivre le chemin de la Yougoslavie, de la Chine et de la Roumanie, pays qui ont choisi de s'éloigner de la ligne directrice de Moscou.

« Seule la souplesse peut nous éviter une répétition de 1956 », affirme Andropov devant la PGU en 1968[10]. De fait, « l'intellectuel du KGB » se souvient trop bien de la brutalité avec laquelle se déroula l'écrasement du soulèvement hongrois, et des conséquences désastreuses pour l'image de l'URSS dans le monde. La souplesse d'Andropov n'est cependant pas synonyme d'objectivité. Comme à son habitude, la police secrète voit la main de l'Occident et de ses services de renseignement derrière les dirigeants tchécoslovaques. Les tentatives de fournir au Centre une information objective échouent. Oleg Kalouguine, le résident de Washington, envoie des documents prouvant que la CIA n'est pour rien dans les réformes de Dubček. Le Centre ordonne que ses rapports ne soient montrés à personne et finissent au broyeur.

Convaincu de la connivence des réformateurs avec les services américains, Andropov lance la machine à désinformer du KGB. Le 19 juillet, la *Pravda* publie des extraits d'un prétendu complot de la CIA et du SIS. L'opération anglo-américaine porterait le nom de code Lyautey

(du nom du maréchal français qui s'est illustré sous la IIIe République) et aurait pour but de semer la « zizanie dans le groupe uni [*sic*] des pays socialistes[11] ». Dès septembre 1966, le KGB avait envoyé des documents britanniques au ministre de l'Intérieur tchécoslovaque prouvant la réalité de la menace. L'opération Lyautey devient par la suite un lieu commun de la propagande anti-occidentale en URSS[12].

Mais ce sont surtout les médias des démocraties populaires qui sont la cible des opérations du KGB. Du côté de la RDA, le *Berliner Zeitung* annonce la découverte de huit chars américains à Prague. Le mensonge est grossier – il s'agit en réalité du tournage d'un film et l'affaire s'ébruite rapidement. Le dirigeant du HVA Markus Wolf fait savoir qu'il est profondément mécontent d'avoir été tenu à l'écart de l'opération et de devoir payer les pots cassés du scandale[13]. L'opération Lyautey quant à elle n'est rendue officielle par l'organe communiste *Rude Pravo* qu'en juin 1969, un an après les événements. L'objectif est cependant le même : justifier l'occupation du pays par les chars soviétiques.

Même si Andropov ne participe pas à la prise de décision d'envoyer les forces du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie – jusqu'en 1973, il n'est pas membre à part entière du Poliburo et n'a donc pas le droit de vote lors des réunions –, il ne fait aucun doute que ses rapports influencent Brejnev à faire usage de la « doctrine de la souveraineté limitée ». L'invasion a lieu dans la nuit du 20 au 21 août 1968. En moins de vingt-quatre heures, les objectifs sont atteints. Le nombre de victimes est incomparablement plus faible qu'à Budapest en 1956 : suivant les conseils d'Andropov, les forces du Pacte de Varsovie ont agi « avec retenue ».

Le succès de l'intervention en Tchécoslovaquie se mesure aussi à l'absence de riposte occidentale, principale crainte des Soviétiques. On se souvient que l'écrasement soviétique du soulèvement hongrois s'est déroulé parallèlement à l'intervention des Britanniques, des Français et des Israéliens en Égypte dans le but de rétablir la souveraineté des Européens sur le canal de Suez, nationalisé par le colonel Nasser, nouveau

dirigeant du pays. La « crise du canal » avait joué le rôle de diversion, détournant les regards des Occidentaux des « événements de Hongrie ».

En 1968, le KGB tente de fomenter une diversion similaire. Pour détourner les regards des Occidentaux de la Tchécoslovaquie, le 13e département de la PGU est chargé de saboter un pipeline qui court entre l'Allemagne et l'Italie, polluant le lac de Constance, principale source d'eau potable entre l'Autriche et la RFA. L'opération est finalement abandonnée : la main du KGB, pense justement Andropov, aurait été trop visible.

Moins de trois ans plus tard, le chef du KGB doit surmonter une autre crise, moins connue, mais tout aussi grave pour le renseignement : la défection d'un de ses agents de Londres, Oleg Lialine. Officier de la ligne F, spécialisée dans les opérations de sabotage en temps de paix (des empoisonnements des systèmes d'adduction d'eau jusqu'aux assassinats) dépendant du département V, Lialine passe pour quelqu'un d'impulsif ; on le dit alcoolique. Après l'avoir arrêté pour violation du Code de la route, le MI5 tente de le recruter comme agent double en menaçant de dévoiler son secret – une liaison avec une femme mariée, ce qui reviendrait à le faire rappeler par Moscou.

Lialine décline la proposition et retourne à l'ambassade pour demander conseil au résident, avec qui il entretient de bonnes relations. Mais ce dernier est absent. Son adjoint se montre brutal : Lialine se voit ordonner de préparer ses affaires pour un départ immédiat. Comme Gouzenko en 1945, l'officier soviétique se braque. Il comprend qu'il n'a plus rien à perdre et décide alors de passer à l'Ouest. Lialine révèle que son travail consistait à monter des opérations destinées à démoraliser et terroriser la population britannique. En sabotant le réseau de transport ferré, le département V aurait cherché à semer la terreur et contribué à « la paralysie économique du pays[14] ».

Le Soviétique n'est pas le premier agent de Moscou à faire défection au cours de cette période. En 1969, Josef Frolik et Frantisek August, deux agents du renseignement tchécoslovaque, le StB, avaient défrayé la

chronique. Le StB sert alors de société écran au KGB pour recruter des agents : la méfiance des hommes politiques britanniques est moins grande envers les Tchèques qu'envers les Russes. Mais la défection d'un officier de la ligne F est une première. Sur ses indications, on découvre plusieurs caches destinées au sabotage, dont deux dépôts d'armes mis en place en cas de « révolution socialiste » en France, au moment de la Libération.

Dix ans après la défection choc de Stachinski[15], l'affaire Lialine entraîne un grand remue-ménage dans le petit monde du renseignement. En septembre 1971, le MI5 lance l'opération Foot, c'est-à-dire l'expulsion d'une centaine d'agents soviétiques du territoire britannique. Le contexte est en fait mûr depuis un an. Après la victoire des conservateurs en juin 1970, les plaintes du MI5 quant au nombre anormalement élevé de Soviétiques à l'ambassade et à la représentation commerciale reçoivent enfin une réponse favorable. Les Soviétiques, par leur riposte maladroite, n'aident pas : Andreï Gromyko répond à son homologue britannique, Alec Douglas-Home, qui lui tend une liste de personnes supposées être des agents du KGB : « Cette liste ne peut être vraie, parce que l'Union soviétique n'a pas d'espions[16]. » Et après l'expulsion, le ministre des Affaires étrangères fait rire aux éclats son homologue en lui lançant au visage qu'il est « dangereux pour la Grande-Bretagne de menacer ainsi l'Union soviétique » : « Vous pensez vraiment que la Grande-Bretagne a les moyens de menacer l'URSS ? Cela est plutôt flatteur, je trouve », lui réplique le Britannique[17]. Avec l'affaire Lialine, après un âge d'or du renseignement soviétique au Royaume-Uni, avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, les années de l'âge d'argent sont à leur tour révolues. La résidence de Londres se reconstitue tant bien que mal pendant trois ans, mais les années qui suivent n'enregistrent plus beaucoup de succès. Le travail des espions soviétiques dans la capitale britannique est désormais bien plus difficile que dans n'importe quelle autre ville européenne.

La ligne X du KGB est la seule qui connaît encore quelque fortune. La raison en est l'exceptionnelle longévité de celle qu'on a appelée la doyenne des espions, Melita Norwood, dernier agent britannique au

service des Soviétiques, qui plus est mue par des considérations idéologiques[18]. Contrôlée à dix reprises pendant sa longue carrière, cette « grand-mère idéale qui fait ses courses dans les coopératives » comme la décrivent les journaux britanniques, réussit à s'en sortir à chaque fois. En 1967, elle recrute même un agent au nom de code « Hunt », de la plus haute importance pour la ligne X, dont l'identité disparaît avec elle dans la tombe. Largement sous-estimée, la contribution de cette femme qui travaille pour les Soviétiques entre 1934 et 1973 est telle que le Kremlin va jusqu'à lui proposer une pension d'officier du KGB – qu'elle refuse – et l'Ordre du Drapeau rouge, qu'elle conserve précieusement comme une relique.

Mais revenons à l'affaire Lialine, qui a également des conséquences importantes sur l'organisation du KGB. Pour prévenir ce genre d'affaires, Andropov décide de conférer à la PGU des moyens importants. C'est justement dans ce contexte qu'a lieu le déménagement à Iassenevo, mentionné en début de chapitre. Andropov augmente également le budget et le nombre des membres de la direction K, chargée du contre-espionnage à l'étranger au sein de la PGU. Le département V se fond dans le 8e département de la direction S. Comme le veut la pratique courante, tous les agents du département V sont rappelés à Moscou. Pendant cette réorganisation qui dure trois ans et demi, toute activité est proscrite : lorsque le célèbre danseur Mikhaïl Barychnikov passe à l'Ouest au cours d'un séjour au Canada, en juin 1974, le KGB décide de ne rien faire. Une réaction qui tranche avec les opérations visant à estropier ses illustres aînés, Rudolf Noureev en 1961 et Natalia Makarova en 1970.

La défection de Lialine fait évidemment tomber quelques têtes. Le bouc émissaire désigné est Alexandre Sakharovski[19]. Le chef de la PGU qui avait succédé à Paniouchkine en 1956 est remercié fin 1971. On lui reproche son absence d'expérience de la vie hors des frontières russes, sa méconnaissance des langues étrangères. Son successeur Mortine bénéficie à l'inverse d'une bonne réputation dans ce domaine. En 1955, il avait déjà organisé une rencontre entre le rédacteur en chef de la *Pravda*, Dimitri

Chepilov, et le jeune dirigeant égyptien, Nasser, rencontre qui avait posé les fondements d'une amitié entre les deux pays.

Surtout, pour asseoir son influence au sein de la PGU, Andropov nomme au poste de principal adjoint de Mortine un homme de confiance promis à un brillant avenir, Vladimir Krioutchkov.

Né en 1924 dans une famille ouvrière de Tsaritsyne (rebaptisée Stalingrad, puis Volgograd), Krioutchkov, comme tant d'autres hommes de sa génération, bénéficie de l'appel d'air qui profite aux « enfants des prolétaires ». Ouvrier à l'usine, il suit des cours de droit par correspondance. Bourreau de travail, il se distingue en apprenant le hongrois, une langue des plus difficiles. Nommé à l'ambassade soviétique de Budapest, il y fait la connaissance d'Andropov. Les deux hommes s'entendent parfaitement sur le terrain de l'antiaméricanisme et globalement sur celui des complots antisoviétiques organisés par l'Occident. Deux ans après avoir été nommé au Comité central, Andropov rappelle son protégé. Krioutchkov devient un de ses adjoints, un spécialiste de la Hongrie et de la Roumanie. Membre de la nomenklatura, il a droit à un appartement de fonction, entre autres privilèges.

En 1967, lorsque Andropov est nommé directeur du KGB, Krioutchkov le suit et devient responsable du secrétariat. Signe de confiance de son maître, son bureau se trouve au troisième étage de l'immeuble de la Loubianka, juste en face de celui d'Andropov. À ce poste, Krioutchkov donne la pleine mesure de son talent d'administrateur. Il se distingue par une mémoire exceptionnelle qu'il cultive en pratiquant des activités sportives régulières et en s'abstenant de toute consommation d'alcool, dont sont pourtant si friands les agents de la PGU, et en particulier les élèves de l'académie, chez qui la beuverie est un rituel obligé.

Lorsque Krioutchkov est nommé premier adjoint de Mortine à l'été 1971, la nécessité de déménager à Iassenevo donne lieu à une scène d'adieux déchirante. Cela fait maintenant dix-sept ans qu'il travaille sous les ordres d'Andropov, et l'élève a pris l'habitude de consulter le maître régulièrement. Pour rendre la transition plus facile, le KGB va jusqu'à

aménager un bureau pour Andropov à Iassenevo. Comme bien d'autres dirigeants soviétiques, au premier rang desquels Brejnev, Krioutchkov profite de sa position pour collectionner en grand nombre des voitures étrangères.

Krioutchkov se distingue non seulement comme un administrateur de talent, mais aussi comme un personnage ambitieux qui n'hésite pas à tisser des intrigues. Si l'on en croit les Mémoires d'Oleg Kalouguine, trois ans après avoir été nommé adjoint de Mortine, Krioutchkov s'arrange pour faire tomber ce dernier. Persuadé de la présence d'une taupe au sein de la PGU, l'adjoint fait mettre la ligne d'un résident du KGB en Suisse sur écoute. Mortine, un proche du résident, l'avertit d'une cabine téléphonique que ses conversations sont enregistrées, mais il est démasqué et doit démissionner de ses fonctions en janvier 1974.

Nommé à la tête de la PGU avec la bénédiction d'un Brejnev affaibli par la maladie et qui verse même à cette occasion quelques larmes, Krioutchkov y passera quatorze ans. Trouver des témoignages positifs sur sa personnalité, au vu de son action en Afghanistan et de sa participation au putsch d'août 1991 qui précipite la disparition de l'URSS, relève de la gageure. Il n'y a guère que des agents vieillissants et ultranationalistes pour écrire que le patron de la PGU était un homme « consciencieux et très honnête[20] ». Les critiques les plus légères évoquent une totale absence de sens de l'humour et son interdiction des soirées arrosées la veille des départs à l'étranger. Krioutchkov est un homme qui ne supporte pas d'être contredit : Oleg Kalouguine et Mikhaïl Lioubimov, spécialistes du Royaume-Uni, l'apprennent à leurs dépens, puisqu'ils sont éloignés du Centre en 1980 pour avoir contesté ses vues. Alors que le premier devient chef adjoint du KGB à Leningrad, le divorce du second est utilisé comme prétexte pour le démettre de ses fonctions en raison d'un « comportement immoral ».

Plus grave, Krioutchkov manque totalement d'expérience dans le renseignement. L'esprit gouverné par un ensemble de stéréotypes antiaméricains, cet apparatchik commence par donner l'ordre de recruter

des contacts au grand jour, ce qui se révèle naturellement une expérience désastreuse. En 1977, son rapport sur l'orientation globale de la PGU dans le monde évoque un recrutement massif d'agents de la CIA en URSS. Il va de soi que ce rapport est transmis au Politburo avec les conséquences qui s'imposent…

Ainsi, la décennie 1960 s'achève sous le signe du succès pour le nouveau patron du KGB. À l'aube des années 1970, Brejnev est définitivement convaincu d'avoir, avec Andropov, un défenseur sans égal du régime. Depuis 1967, l'ampleur des opérations lancées contre les ennemis principaux de l'URSS, les États-Unis et la Grande-Bretagne, est aussi là pour en témoigner.

L'offensive d'Andropov

La panoplie des instruments du KGB dans sa lutte contre les États-Unis s'enrichit en 1967 avec la création de l'Institut pour l'étude des États-Unis et du Canada de Moscou (Iskan). Depuis assez longtemps, l'URSS veut être considérée comme l'égale des États-Unis, sur le plan militaire mais aussi intellectuel. Cela participe d'un contexte de rivalité entre les institutions soviétiques, et notamment le KGB et le MID, qui cherchent à se positionner comme les plus influentes. Les caciques du parti cherchent à se doter d'un réseau de *think tanks* et d'un large panel d'experts dont la mission consiste à alimenter l'exécutif en analyses de nature politique, économique ou militaire. Parmi les sources d'inspiration de l'Iskan figurent des institutions américaines aussi prestigieuses que la Rand Corporation et la Brookings Institution. Avant l'Iskan, les États-Unis étaient étudiés dans le prestigieux Institut de l'économie mondiale et des relations internationales (Imemo). Mais les États-Unis, malgré leur statut d'ennemi principal, n'avaient pas, jusqu'en 1967, d'institut dédié. Avec

l'avènement de la détente, la méconnaissance de l'ennemi principal n'est plus permise.

Mais l'expertise n'est en fait qu'une mission secondaire pour les *think tanks* soviétiques. L'idéologie, on l'a vu, prédomine le plus souvent sur l'analyse objective, comme l'admettent les experts eux-mêmes. Le patron de l'Iskan, Gueorgui Arbatov, est un proche d'Andropov qui le réquisitionne fréquemment comme agent d'influence. L'un des contacts les plus prometteurs d'Arbatov aurait été le sous-secrétaire à la Défense et futur secrétaire d'État du président Carter, Cyrus Vance. Arbatov, qui dans ses Mémoires dit avoir été secrètement démocrate, est un homme de grand talent, expert dans l'art de flatter et de faire croire aux Américains qu'il est la voix officieuse du Kremlin. Il sait soutirer des confidences en jouant sur la corde sensible de ses interlocuteurs[21].

L'Iskan devient une façade parfaite pour le 1er département de la PGU. Les hommes du *think tank* soviétique complètent une panoplie déjà pléthorique d'agents présents sur place, répartis entre les trois résidences traditionnelles de New York, Washington et San Francisco, auxquels s'ajoutent les hommes de la délégation soviétique à l'ONU, terrain de chasse préféré des agents d'influence. Les officiers du KGB réussissent à entrer dans le « cercle de confiance » des secrétaires généraux de l'organisation, à l'image de Viktor Krepkogorski pour U Thant et de Kurt Waldheim. Ce lobbying contribue certainement à faire des Nations unies une tribune pour la propagande soviétique en même temps qu'un nid d'espions.

De fait, le propre des années Andropov est une inflation sans précédent de la présence soviétique aux États-Unis. En tout, le nombre d'officiers du KGB et de la GRU sur le sol américain passe de cent vingt en 1970 à deux cent vingt en 1975. Sur le sol britannique, jusqu'à l'affaire Lialine, le schéma est le même. Le nombre de résidents du KGB et de la GRU ne cesse d'augmenter, de cinquante personnes en 1960 à cent vingt en 1970. L'objectif, comme aux États-Unis, est de déborder le contre-espionnage local, ici le MI5.

Pour arriver à de tels effectifs, le Centre n’hésite pas à instrumentaliser les principaux périodiques soviétiques. Pendant ces années, la majorité des journalistes à l’étranger travaillent pour le KGB, dans une moindre mesure pour la GRU. Le seul périodique qui échappe à cette emprise est la *Pravda*. Il est révélateur que le rédacteur en chef d’un journal ayant pignon sur rue, *Novoïe Vremia*, soit obligé de s’adresser au Comité central pour demander l’autorisation d’envoyer un journaliste à l’étranger, en stipulant dans sa lettre que « l’affaire a déjà été entendue avec le KGB[22] ». Même si certains correspondants nommés par le KGB n’écrivent pas une ligne pour le périodique, en règle générale, personne n’ose se plaindre. Il en va de même pour d’autres médias dont les représentants se trouvent à l’étranger, ainsi Radio-Moscou.

Parmi les résidents aux États-Unis les plus connus, on trouve Dimitri Iakouchkine, descendant d’un décembriste mentionné par Pouchkine, qui travaille à Washington entre 1975 et 1982. Expert respecté nommé à ce poste prestigieux par Andropov en personne, il connaît une carrière brillante. Iakouchkine se paie même le luxe de déjouer les plans du FBI pour le recruter – assez maladroitement il faut bien le dire –, en l’approchant dans le rayon fruits et légumes d’un supermarché. Iakouchkine, en (in)digne héritier de son aïeul, décline l’offre et rapporte l’incident à sa hiérarchie.

De leur côté, la plupart des résidents de Londres sont des techniciens spécialisés dans le secteur de la défense. Mikhaïl Lopatine, fondateur de la direction T en 1967, relayé par la ligne X à l’étranger, connaît de nombreux succès dans l’espionnage électronique, informatique, chimique et aérospatial. En 1980, alors que la détente est bel et bien enterrée, 7,5 % de l’ensemble des renseignements scientifiques et technologiques soviétiques proviennent de sources britanniques. Il convient de noter que cet espionnage-là sert *aussi* à des fins purement commerciales – le détail des technologies permet de négocier favorablement le coût des contrats signés avec des partenaires anglais.

On s’en doute, les résidents légaux ne sont que la partie émergée de l’iceberg. Pour le Centre, les exploits des grands illégaux n’ont en rien perdu de leur charme. Pendant la période 1969-1975, un plan prévoit d’implanter et de rendre opérationnelles une dizaine de résidences illégales, essentiellement aux États-Unis. Mais la réalité est bien différente. Il faut compter six ans après l’arrestation d’Abel pour que le KGB arrive à mettre en place une autre résidence illégale. Les nouveaux agents n’ont pas l’étoffe de Feklissov. « Emma » et « Konov », couple d’illégaux modèle installé en 1970, finissent par divorcer l’année suivante. Konov est rappelé en 1972, Emma est renvoyée du KGB. D’autres illégaux déçoivent les attentes du Centre.

Dans le même temps, les opérations actives connaissent avec Andropov un nouvel âge d’or. Tout au long de cette période, en dépit des embrassades des dirigeants et de la signature de moult accords de désarmement et de coopération, le service A du KGB ne chôme pas. Ses cibles sont toujours les hommes politiques opposés à une définition de la détente telle qu’elle est comprise par les Soviétiques : un blanc-seing à la diffusion du modèle communiste dans le monde. On peut mentionner la tentative de compromettre Zbigniew Brzezinski, le conseiller à la sécurité nationale du président Carter, en le faisant passer pour un crypto-antisémite ; et la tentative de déstabilisation des élections présidentielles américaines de 1976 en faisant passer Ronald Reagan pour un alcoolique, comme son père.

Les mesures actives contre J. Edgar Hoover, mort en 1972, consistent, entre autres, à dénoncer l’indéboulonnable patron du FBI comme… homosexuel. De fausses lettres du KKK accusant Hoover de promouvoir les *gays* au sein du FBI sont fabriquées par le KGB, puis envoyées aux grands journaux – sans effet semble-t-il. D’autres personnalités américaines sont attaquées pour leur supposée homosexualité. Parmi elles, le sénateur Henry Jackson, coauteur du fameux amendement au traité commercial soviéto-américain de 1974, obligeant l’URSS à autoriser ses Juifs à émigrer librement en échange de l’octroi de la clause de la

nation la plus favorisée[23]. L'opération consistant à le compromettre porte le nom de Porok (« vice »), qui trahit l'homophobie du KGB, de moins en moins en phase avec son époque.

Last but not least, après l'assassinat de Martin Luther King, le défenseur pacifiste des droits des Noirs, le Centre s'attelle à la fabrication de brûlots racistes supposés émaner de la Ligue de défense juive de Meir Kahane, une organisation qui n'hésite pas à se servir de moyens musclés pour faire avancer la cause sioniste. Exploitant la réputation sulfureuse de l'organisation, une bombe, qui lui est attribuée, est même déposée dans un quartier noir de New York, en juillet 1971.

Un contexte favorable

Il est bien difficile de dresser aujourd'hui un bilan objectif des opérations du KGB aux États-Unis et au Royaume-Uni, tant les observations des uns et des autres sont contrastées. Si l'on en croit le transfuge Vassili Mitrokhine, en dépit des nombreux efforts et des moyens importants mis en œuvre, la qualité du travail ne cesse de baisser. La majorité des informations de nature politique envoyées par la résidence de Washington ne provient pas de sources secrètes, mais d'analyses publiées ou d'interviews de membres du Congrès financés, au grand dam des diplomates soviétiques, par les fonds de l'ambassade soviétique. Andropov ne parvient pas à ranimer l'esprit des grands illégaux, et ceux qu'il emploie arrivent avec une grande méconnaissance des réalités de l'existence américaine, une vision déformée par des années de bourrage de crâne. La nécessité de démontrer au Centre que le complot antisoviétique existe bel et bien n'arrange pas les choses. Le filtre idéologique devient si pesant qu'il pénalise tous les efforts en amont.

Il ne faut cependant pas penser que la période de détente marque une décrue des affaires d'espionnage aux États-Unis et en Grande-Bretagne.

Entre 1950 et 1975, on compte trente-trois inculpations sur le sol américain. Parmi celles-ci, la majorité concerne des militaires – les États-Unis sont plus que jamais une cible prioritaire pour l'espionnage scientifique et technologique. Ce qui ne signifie pas que l'espionnage civil échappe à l'œil vigilant de la CIA ou du MI5 : à la différence des militaires, les services de contre-espionnage préfèrent ne pas laver leur linge sale en public. L'essentiel des dossiers est traité en interne. L'objectif est d'éviter les ripostes soviétiques et de ne pas embarrasser les gouvernements sur la voie de la détente.

D'autre part, les services américains et britanniques ont de grandes difficultés à faire condamner les coupables. Le MI5 n'arrive pas à suivre tous les agents sur son sol, encore moins à les condamner. Cela explique que les agents recrutés par les Soviétiques se voient souvent acquittés. Le plus souvent, les témoignages des transfuges ne sont pas acceptés par les cours de justice, passant pour des dépositions « sur la foi d'un tiers », donc non recevables.

Quelques procès aboutissent cependant. Citons les cas de Douglas Britten, un technicien de la RAF condamné en 1968 à vingt et un ans de prison, et surtout de John Stonehouse. En 1974, ce député travailliste, ancien ministre du gouvernement de Harold Wilson, l'agent le plus important jamais recruté par les services tchécoslovaques (qui travaillent, rappelons-le, pour le KGB), met en scène un faux suicide lorsqu'il est démasqué. Rattrapé en Australie où il s'est enfui avec sa maîtresse, il est condamné en 1976 à sept ans d'emprisonnement.

Aux États-Unis, l'année 1975, apogée de la détente, est marquée par l'arrestation de Sarkis Paskalian, directeur des spectacles de l'Union arménienne de New York, et de son cousin, Sadag Dedeian, un mathématicien, tous deux agents du KGB. Le premier en prend pour vingt-deux ans, le second pour trois ans. Le gouvernement américain utilise alors les agents doubles pour confondre les espions soviétiques. Certains ne résistent pas à la pression : Norman Rees, qui passe au service des Américains au début des années 1970 après une carrière d'espion

pour les Soviétiques dans l'industrie pétrolière, met fin à ses jours en 1976.

Surtout, les Soviétiques continuent de bénéficier du soutien de nombreux *walk-ins*. Le contexte est alors au déballage d'« affaires sales » de la CIA. En décembre 1974, le *New York Times* publie une tribune sur les « bijoux de famille » de l'organisation – plusieurs tentatives d'assassinat, surveillances et utilisation de stupéfiants. Même si le gouvernement américain se distancie de la CIA par la suite et si la Compagnie voit ses prérogatives considérablement limitées par le pouvoir législatif, les Américains qui ne manquent pas d'imagination peuvent facilement trouver des arguments pour servir le KGB. Le cas de Christopher Boyce, le premier des neuf enfants d'un ancien agent du FBI, est bien représentatif de cette mentalité.

Ce jeune employé de TRW Corporation, une société californienne chargée de la fabrication de Rhyolite, un système ultra-secret de renseignement par satellite, est persuadé que la Compagnie a tenté d'influencer les élections australiennes de 1975. Tout le monde a alors en tête le rôle de la CIA dans le coup d'État du général Augusto Pinochet au Chili, qui a renversé le 11 septembre 1973 un président socialiste démocratiquement élu, Salvador Allende. Ulcéré et désireux d'en découdre, Boyce transmet des informations top-secrètes recueillies par satellites aux Soviétiques, pendant deux ans. Un ami d'enfance, Andrew Lee, est son courrier à l'ambassade soviétique à Mexico.

Lorsque les deux hommes sont arrêtés en 1977, à cause de l'amateurisme de Lee qui est pris pour un terroriste, les sentences sont lourdes : perpétuité pour Lee, quarante ans pour Boyce. Le premier sera libéré sur parole en 1998, le second en 2003. À sa sortie de prison, Boyce, devenu par la suite cambrioleur de banques, prétendra avoir œuvré pour la paix entre les deux superpuissances.

La mauvaise image de la CIA permet aux Soviétiques de bénéficier des services d'un *walk-in* aussi inattendu qu'explosif, Philip Agee. Agent de la Compagnie basé en Amérique latine entre 1957 et 1968, il doit

démissionner en raison de divers problèmes personnels. Aigri, Agee voit dans la CIA la source de ses difficultés et décide de publier des Mémoires dans lesquels il accuse l'organisation d'avoir détruit la vie de millions de gens dans le monde. Surtout, il révèle les identités de quelque deux cent cinquante résidents américains à l'étranger. Ce qui, naturellement, facilite leur élimination par le Centre.

Paru en 1975 en Grande-Bretagne, son premier livre, *Journal d'un agent secret*, vaut à son auteur d'être expulsé de ce pays en 1976. Le service A du KGB se saisit de l'affaire et organise des meetings pour s'y opposer. Réfugié aux Pays-Bas en juin 1977, Agee bénéficie grâce au KGB de documents confidentiels qu'il publie pour déstabiliser la CIA. En 1978, désormais basé en Allemagne, il publie un nouveau brûlot où figurent les noms de centaines d'agents, *Dirty Work: The CIA in Western Europe*. L'année suivante, il préface *Dirty Work II: The CIA in Africa*. (Les deux ouvrages sont rédigés par une équipe de journalistes de gauche.) Le nombre d'agents qu'il donne à voir au grand public avoisine désormais les deux mille. Les dégâts sont si considérables qu'une « loi anti-Agee » est votée en juin 1982 aux États-Unis, interdisant toute divulgation des informations classées secret défense dans des publications grand public. Après avoir travaillé avec les services cubains, Agee s'éteint sur l'île de Castro le 9 janvier 2008. Son enterrement se déroule avec les honneurs qui siéent à une figure qui a tant fait pour salir l'image des États-Unis dans le monde.

Mais les *walk-ins* les plus célèbres de cette période ne sont aucunement mus par la haine de la CIA ou par l'amour de l'humanité. Les trahisons quasi simultanées de John Walker, adjudant-chef au Commandement des forces sous-marines de l'Atlantique, basé à Norfolk en Virginie, et de Geoffrey Prime, un caporal qui travaille à la station Sigint de la RAF de Berlin-Ouest, sont motivées par d'autres mobiles que le goût de l'aventure ou le désir d'œuvrer contre le risque d'une guerre entre les deux ennemis de la guerre froide[24].

Ces deux hommes sont d'abord mus par des considérations mercantiles. Walker et Prime sont rétribués au prix fort par les Soviétiques pour avoir accès aux machines à chiffrer et à leurs codes. On parle de sommes atteignant facilement 4 000 dollars la semaine, à comparer avec les 725 dollars que Walker touche en tant que sous-marinier[25]. Walker prétend aujourd'hui que les sommes étaient « loin d'être astronomiques » : « Les sidérurgistes et les camionneurs aguerris se faisaient plus, alors que leur travail était bien moins dangereux », écrit-il[26]. On peut en douter. Dans tous les cas, le fait que les deux *walk-ins* demandent d'entrée de jeu à être payés pour leurs informations illustre le nouvel état d'esprit des agents travaillant pour le compte des Soviétiques à partir de l'ère Andropov – loin de l'abnégation de leurs illustres prédécesseurs.

Criblé de dettes et ayant décidé « de jouer à son propre jeu de la guerre froide », c'est en octobre 1967 que Walker propose ses services au résident de Washington. Ce quartier-maître de la Navy devient une recrue de premier ordre pour le tout nouveau 16e département de la PGU, spécialisé dans le Sigint. Grâce à Walker, le Kremlin est parfaitement au courant des opérations des Américains en Asie du Sud-Est, en pleine guerre du Vietnam. Les cibles des bombardiers B-52 sont donc connues à l'avance, diminuant d'autant l'efficacité des attaques. L'obtention des codes de l'US Navy permet de suivre la flotte américaine à la trace. Les Américains sont conscients d'une faille, mais sont incapables de découvrir le pot aux roses jusqu'au milieu des années 1980.

Prime, de son côté, est la plus importante recrue britannique du 16e département depuis l'infiltration de John Cairncross à Bletchley Park, le QG du déchiffrement anglais pendant la Seconde Guerre mondiale, là où les secrets du chiffre nazi, les machines Enigma, ont été percés. Son héritier spirituel bénéficie d'un climat particulièrement favorable, puisque cet exact opposé de Walker (pour la personnalité s'entend) – un introverti doublé d'un pédophile – travaille tranquillement pour les Russes pendant neuf ans avant d'être arrêté en 1982… pour attentat à la pudeur. Les dégâts qu'il a occasionnés sont estimés à un milliard de dollars.

La longévité de ces agents s'explique d'une part par leur capacité à mener une double vie sans remords, ainsi que par la mise en œuvre de méthodes de travail améliorées. Outre l'utilisation de l'incontournable Minox, un appareil photo miniature fabriqué en RFA, les contacts se font à l'aide de « boîtes aux lettres mortes », des dépôts de documents soigneusement cachés dans des détritus, souvent au bord d'une route, que les Soviétiques récupèrent après que leur agent leur a laissé un signe marqué à la craie sur un mur ou un arbre. La clé du succès de ces opérations, comme l'écrit dans ses Mémoires John Walker, consiste à séparer les agents par une distance minimale de huit kilomètres. Chaque opération prend trois heures, sans compter les trajets de vérification réalisés par précaution en amont ; autant dire qu'une seule opération prend facilement une nuit entière. Du moins, si l'on en croit Walker[27].

Avec Walker et Prime, le Sigint soviétique a le vent en poupe. D'autant que l'interception et le déchiffrement se font désormais à l'aide de structures *ad hoc*. Tout commence avec la station de Mexico en 1963 ; trois ans plus tard, l'installation de la station Potchine à l'ambassade soviétique de Washington permet même d'écouter les conversations du Pentagone, du FBI, du Département d'État, de la Maison Blanche, sans parler de la police locale…

L'interception permet de découvrir par le menu les armes qui font tant peur aux Soviétiques – notamment les missiles à tête nucléaire Trident, les MX et autres Pershing II. En dépit de mesures de sécurité américaines accrues, les Soviétiques connaissent le succès : l'opération Flamingo en 1980 leur livre des secrets sur le déploiement d'armes nucléaires en Europe, la position américaine sur SALT II et les armes chimiques. Le Sigint soviétique connaît cependant quelques couacs de taille : la mise sur écoute de la nouvelle ambassade américaine de Moscou, dont les travaux commencent en 1979, se révèle un échec coûteux – le bâtiment ne sera jamais occupé.

Paradoxalement, les interceptions ont aussi un effet bénéfique pour le monde entier car elles tendent à décrédibiliser la paranoïa naturelle du

Centre qui voit des complots de la CIA partout. En 1979, lorsqu'une nouvelle crise éclate entre les États-Unis et l'URSS à propos d'une brigade soviétique à Cuba (en dépit de l'accord passé en 1962 par lequel Moscou promet de ne plus rien tenter sur l'île), les interceptions Potchine rassurent le Kremlin. Le Centre réalise que les États-Unis n'envisagent pas de violer leur promesse de 1962 c'est-à-dire qu'ils n'interviendront pas militairement pour déloger Castro. Mais en règle générale, l'obsession des dirigeants des services secrets soviétiques se retourne contre eux : de manipulateurs, ils deviennent des manipulés.

---

1. Grigoriev : 218.

2. Walker : 19. Walker s'adresse au résident soviétique de l'ambassade de Washington, Boris Solomatine, en octobre 1967.

3. Grigoriev : 185.

4. Cité dans Garthoff, Raymond, *Détente and Confrontation. American-Soviet Relations from Nixon to Reagan*, 2e éd., Washington, The Brookings Institution, 1994, p. 609.

5. Sibley : 225.

6. Semitchastny : 408.

7. Grigoriev : 158-159.

8. L'« avertissement prophylactique » est une pratique qui résulte d'un ordre donné par le Présidium du Soviet suprême soviétique le 25 décembre 1972. Le KGB doit prévenir tout ce qui pourrait nuire à la « sécurité nationale ». Par là, il faut comprendre, entre autres, le fait d'entrer en contact avec un étranger séjournant en URSS, si ces contacts « laissent supposer une utilisation des Soviétiques pour des actions hostiles ». Voir la note de Vassili Mitrokhine sur le site du Wilson Center.

9. Medvedev : 203.

10. Andrew et Gordievsky : 477.

11. Grigoriev : 104.

12. Voir l'article de Petr Cajthaml dans lequel le document est reproduit sur http://www.ustrcr.cz/data/pdf/pamet-dejiny/0801-14-21.pdf.

13. Mletchine : 148.

14. Andrew 2009 : 569.

15. Sur Stachinski, voir le chapitre VI.

16. Cité dans Andrew 2009 : 566.

17. Cité dans Andrew 2009 : 573.

18. Sur Norwood, voir le chapitre IV.

19. Sur Sakharovski, voir le chapitre VI.

20. Kadetov, Alexandre (pseudonyme d'un ancien de la GRU), *Comment Viktor Souvorov a trahi « l'Aquarium »*, 2e éd., Moscou, Eksmo, 2005, p. 29.

21. Quand je l'ai rencontré en 2003, Arbatov m'a complimenté sur la qualité du travail des historiens français de la Russie (à l'exception notable d'Hélène Carrère d'Encausse).

22. Mletchine : 167.

23. Ceux à qui le pouvoir soviétique refuse le visa de sortie sont surnommés *refuzniks* par les Occidentaux.

24. Cette dernière motivation figure en bonne place dans les Mémoires de John Walker : l'espion constate que les négociations sur le désarmement furent proposées par Brejnev en 1967, l'année où il commença à travailler pour les Soviétiques (Walker : 130, 162). Mais il convient de se méfier des justifications *a posteriori*, notamment d'anciens espions.

25. Sibley : 230.

26. Walker : 218, 227.

27. Walker : 121.

Chapitre VIII

Des manipulateurs manipulés

Vous êtes les rois de la combine, mais en pratique, vous compromettez le bon état des relations internationales. Vous avez suffisamment fait de dégâts avec la touriste japonaise, et maintenant cette histoire avec Belenko… tout cela est absurde !

Dimitri Polianski (MID) à Konstantin Grigoriev (KGB), 1976[1]

En 1978, la résidence s'est efforcée de faire comprendre à Rachid [un journaliste somalien influent] des vérités aussi élémentaires que la défense par l'URSS, et par l'URSS seule, de la politique de détente et de la coexistence pacifique ; ainsi que son support des intérêts arabes. Nous lui avons indiqué que la politique américaine était agressive.

Rapport de la résidence du KGB à Mogadiscio, 1979[2]

Deux Anglais à Moscou

L'adaptation des anciens de Cambridge à leur nouvel environnement n'est pas évidente. Ce n'est d'ailleurs pas exceptionnel : la plupart des espions qui s'enfuient en URSS sont méprisés par leurs homologues soviétiques ; bien peu réussissent à s'adapter à un univers toujours marqué par l'intention totalitaire ; bien des agents sombrent dans

l'alcoolisme[3]. Les moins mal lotis semblent Maclean et Philby, du moins si l'on en croit les biographies « autorisées ». Maclean, demeurant d'abord à Kouïbychev puis à Moscou, touche une pension confortable et donne des conférences à l'Imemo où il est affectueusement surnommé « Donald Donaldovitch[4] ». Son intégration est presque parfaite – quand il parle des « intérêts de notre État » à ses interlocuteurs soviétiques, il parle de l'URSS, non du Royaume-Uni. Seul son accent anglais le trahit. Sur le plan personnel, le succès est moins évident. Sa famille finit par être exfiltrée, mais l'adaptation se passe mal ; sa femme Melinda le quitte pour vivre avec Philby : les deux hommes ne se reparleront plus jamais. La fin de Maclean est tragique : abandonné par tous les membres de sa famille, rentrés en Grande-Bretagne au milieu des années 1970, il devient « un homme amer, au discours sarcastique, en lutte contre ses tendances alcooliques, ses démons personnels et ses désillusions quant à la vie en URSS[5] ».

De son côté, officiellement moscovite depuis juillet 1963, Kim Philby connaît également en Russie soviétique des débuts difficiles.

Sur un plan strictement personnel, il est animé par le démon de midi : sa femme Eleanor le rejoint en septembre pour découvrir qu'il la trompe avec l'épouse de Maclean. Les frasques amoureuses du quinquagénaire ne l'empêchent pas d'avoir des périodes de dépression ponctuées par des crises d'alcoolisme chronique. Après le départ d'Eleanor, Melinda ne résiste pas longtemps aux « charmes » de la vie en Russie et au tempérament de son nouveau mari ; Philby se retrouve seul en 1966 et noie son chagrin dans l'alcool.

L'arrivée aux commandes d'Andropov est salutaire pour l'ancien étudiant du Trinity College. Le nouveau directeur est décidé à exploiter au maximum l'espion pour attirer d'autres défecteurs à venir s'installer en URSS. Cela commence par la collaboration de Philby avec les organes de propagande soviétiques. En 1967, le journal britannique *Daily Express* révèle que le célèbre retraité collabore activement avec la revue soviétique *Spoutnik*, publiée par l'agence de presse soviétique Novosti dans les pays

« capitalistes » pour diffuser la bonne parole du Kremlin et dont la sortie – avec un tirage faramineux de 250 000 exemplaires – est prévue à la fin du mois d'octobre. Novosti soupçonne les Américains d'être à l'origine de la campagne anti-*Spoutnik* en Grande-Bretagne, la raison étant le refus des Soviétiques de vendre chez eux, en toute liberté, la revue américaine (de propagande aussi…) *Amerika*[6]. Surtout, Philby refait parler de lui avec ses Mémoires, publiés en anglais en 1968 sous le titre *Ma Guerre silencieuse*. Il y règle ses comptes avec ses anciens employeurs et défend sa réputation. Coïncidence intéressante, la même année, son ex-épouse Eleanor publie elle aussi des Mémoires sous le titre *L'Espion que j'aimais*. Philby n'est pas près de déserter les rayons des librairies.

La publication des Mémoires de Philby doit d'abord être vue comme une opération de propagande du service A. Le manuscrit est lu et corrigé à maintes reprises par diverses instances du parti et rencontre même des difficultés pour sortir – les communistes britanniques protestent en affirmant que le « traître Philby » les compromet en se posant comme l'un des leurs. Fait paradoxal, *Ma Guerre silencieuse* ne sort en russe qu'à la fin des années 1970, après avoir été expurgée d'un certain nombre de passages jugés inutiles par Mikhaïl Souslov, le censeur suprême.

D'une certaine manière, Philby est conscient d'être instrumentalisé. Une fois sa mission accomplie, il se sent plus seul que jamais. Sa dépression s'aggrave. Trois ans plus tard, nouveau cadeau du destin : l'espion vieillissant est sauvé par une femme, Roufina, de vingt ans sa cadette. Il rencontre « Roufa » grâce aux bons soins d'un confrère, George Blake, et elle devient officiellement son épouse en 1971. L'année suivante, c'est Oleg Kalouguine qui est chargé de jouer le rôle de baby-sitter avec l'ex-espion. Quand le jeune général le voit pour la première fois, Philby est une véritable épave qui empeste la vodka. Grâce à Roufa, et surtout à un suivi régulier de Kalouguine, le Britannique reprend goût à la vie.

Au fil des ans, Philby vogue au gré du vent qui souffle sur le renseignement soviétique. Depuis la publication de ses Mémoires, le manipulateur se retrouve à son tour manipulé. D'un côté, il devient une

véritable mine d'informations pour les experts soviétiques sur le renseignement britannique – Mikhaïl Lioubimov rédige même une thèse à partir des discussions menées avec lui. Soutenue à l'Institut Andropov en 1974, elle est utilisée par les étudiants du KGB jusqu'au milieu des années 1980. Le service A exploite régulièrement les connaissances de Philby pour produire de faux documents de la CIA ou du Département d'État. Les textes rédigés avec sa participation se distinguent généralement par une vraisemblance digne d'éloges. Philby donne aussi de précieux conseils à Oleg Kalouguine ; il lui suggère d'élargir le champ des futurs recrutements d'agents britanniques aux étudiants de province, et non seulement des universités d'Oxbridge. Il ne fait que suivre la tendance du SIS.

D'un autre côté, Philby n'a toujours pas gagné la confiance des instances supérieures. L'éloignement de son ami Lioubimov ordonné par Krioutchkov[7] le plonge dans une nouvelle dépression. Il faut attendre les années 1980 pour que le KGB l'autorise enfin à animer un séminaire destiné aux officiers du 3e département de la PGU (Royaume-Uni, Irlande, Scandinavie, Malte et Australasie). Toutefois, son travail ne se limite pas à partager son expérience. À la fin de chaque séance, il rédige des rapports sur les étudiants. Certains se révèlent souvent très clairvoyants : le cas le plus connu est celui de Valeri Kislov, « imprévisible et capable de se laisser aller à ses émotions ». La caractérisation de Philby est juste : lors d'un séjour au Danemark, Kislov se fait repérer par les services ennemis en entretenant une liaison avec une femme mariée, ce qui lui vaut d'être renvoyé en URSS.

Le principal problème pour Philby n'est pas qu'il continue d'être surveillé, mais que ces séminaires restent privés. On peut les qualifier de tout, sauf de conférences ouvertes au grand public. Philby vit donc dans un univers cloisonné, à l'abri des regards. Dans la foule moscovite, il reste un retraité comme un autre. Ce n'est que deux ans après sa mort en 1988 qu'il devient enfin un héros national en figurant dans une collection de timbres consacrée aux « grands espions soviétiques ».

Démissions en chaîne

Certaines coïncidences historiques sont frappantes. Il en est ainsi des démissions de deux chefs de l'exécutif, la même année, en 1974 : celles du président américain Richard Nixon et du chancelier allemand Willy Brandt (de son vrai nom Herbert Frahm), un informateur rémunéré par les « Organes » depuis 1941 sous le nom de « Poliarnik »[8]. Dans les deux cas, les services de renseignement ont joué un rôle : Nixon doit démissionner le 9 août dans le contexte de l'affaire du Watergate, un scandale politique qui remonte à la surface grâce à une enquête du FBI. Même si l'affaire ne concerne que le monde politique américain – l'URSS et la guerre froide en sont absentes – cela ne signifie pas que le Watergate ne fait pas l'objet de rapports des services secrets soviétiques. Les décideurs du Kremlin sont incapables de comprendre les raisons de la démission du président, y voyant une conspiration des ennemis de la détente. À la source de ces théories conspiratrices se trouvent les rapports alarmants de Dimitri Iakouchkine, principal résident du KGB à Washington, et futur responsable du 1er département de la PGU.

En revanche, le KGB est directement mêlé à la démission de Brandt, le 6 mai.

Avant de devenir chancelier, celui qui dirige depuis 1964 le Parti socialiste allemand, le SPD, est d'abord qualifié de « socio-traître » par la presse soviétique. Des tentatives de le discréditer après son élection à la mairie de Berlin ont lieu dès 1957 – en vain. À la fin des années 1960, cet ancien résistant au nazisme très populaire est le candidat officiel du SPD à la chancellerie. Son élection qui arrive après deux défaites (en 1961 et 1965) est une surprise pour le KGB qui change radicalement d'attitude à son égard. Andropov ordonne aux tchékistes de se mettre en contact avec lui. Pour ce faire, un canal est établi entre son bras droit Egon Bahr et deux généraux du KGB, Viatcheslav Kevorkov et Valeri Lednev. Dès lors, en ce qui concerne la RFA, le MID est court-circuité. Andropov peut se frotter les mains.

Comme le MID, les dirigeants de la RDA redoutent un rapprochement secret de Moscou avec Bonn. Et ils ont raison. Brandt pense que la politique de rupture avec les communistes, menée par son prédécesseur Konrad Adenauer, n'a fait que creuser le fossé entre les deux Allemagnes et éloigné la perspective de toute réunification. Un souhait qui ressurgit de temps à autre dans un camp ou dans l'autre, agrémenté de conditions souvent inacceptables pour l'adversaire. Staline avait par exemple fait des propositions en ce sens, mais la condition *sine qua non* était la « neutralisation » de l'Allemagne et donc le départ des Américains. Brandt tente une nouvelle démarche, apparemment désintéressée. Il veut se rapprocher de la RDA et, dans ce but, il cherche à améliorer les relations de la RFA avec l'URSS.

L'ensemble des mesures qu'il prend en ce sens, à partir de 1969, porte le nom d'Ostpolitik, « la politique de l'Est ». C'est également, avant la visite de Nixon à Moscou en 1972, et après celle de De Gaulle en 1966, une manifestation de l'esprit de détente. Le problème est que les quatre années de chancellerie de Brandt correspondent *aussi* à l'apogée de l'offensive du HVA et du KGB en RFA.

Au début, comme lors des opérations de désinformation en Tchécoslavaquie, le KGB ne met pas ses confrères de la Stasi dans la confidence. Mais rapidement, les services de l'agence de Markus Wolf se rendent indispensables. Grâce à ces réseaux, l'entourage du chancelier est aisément infiltré. L'agent principal de Wolf est Günter Guillaume, le fils d'un médecin qui avait caché Willy Brandt lui permettant d'échapper aux sbires de la Gestapo. Grâce à l'entremise de son père, Guillaume et sa femme obtiennent le statut de réfugiés en RFA, puis deviennent membres du SPD. Après 1969, Guillaume est un proche de Brandt et rapporte les faits et gestes de ce dernier à ses employeurs de l'Est.

Mais Guillaume est sous surveillance. Les Soviétiques sont les premiers à l'apprendre grâce à John Symonds, un ancien agent de Scotland Yard recruté en 1972. Envoyé en Bulgarie comme interprète, cet « agent Roméo » séduit l'épouse d'un fonctionnaire ouest-allemand important,

chargé du dossier Guillaume. Les Soviétiques avertissent les services de la RDA, mais ceux-ci leur répondent que cette révélation ne doit pas les inquiéter. L'entourage de Brandt fait l'objet d'un simple contrôle de routine. Quatre mois plus tard, Guillaume tombe. La Stasi envoie un télégramme à l'espion le jour de son anniversaire : les services de la RFA interceptent le document et n'ont aucun mal à découvrir le coupable. Le scandale éclate en 1974, Brandt doit démissionner.

L'Ostpolitik est définitivement compromise. Le nouveau chancelier allemand, le socialiste Helmut Schmidt, est un homme intraitable en ce qui concerne la RDA et les Soviétiques. L'affaire Guillaume est un « but marqué contre son propre camp », écrit Wolf dans ses Mémoires[9]. Tout en omettant de préciser qui a marqué ce but : après la démission de Brandt, la RDA et le Centre se rejettent mutuellement la faute. Magnanime, Brandt s'opposera au procès de Wolf après la réunification allemande – une manière de rendre la politesse au fils de celui qui l'avait sauvé pendant le nazisme et de réaffirmer : « Autres temps, autres mœurs. »

Le scandale de l'espion Guillaume est loin d'être un épisode isolé de la rivalité des services secrets en Allemagne. Mieux, le nombre d'affaires d'espionnage et de recrutements d'agents est beaucoup plus important à cette époque en RFA qu'aux États-Unis et au Royaume-Uni. En 1968, le pays avait déjà été secoué par le suicide de Hermann Lüdke, contre-amiral ouest-allemand, responsable de la division logistique de l'OTAN. L'homme s'était donné la mort après la découverte de sa connivence avec les Soviétiques. L'affaire ne s'était pas arrêtée là : le décès de Lüdke devait entraîner une véritable cascade de suicides : le même jour, le général Horst Wendland, l'un de ses amis, se tirait aussi une balle dans la tête. D'autres devaient suivre, comme Johann Henk, un officier du ministère de la Défense à Bonn, et Hans Schenk, haut fonctionnaire au ministère de l'Économie. En tout, six personnes se tuaient dans le cadre de cette affaire sans précédent.

Tous les agents allemands n'ont cependant pas un sens de l'honneur aussi prononcé. Elke Falk, une des nombreuses « secrétaires-espionnes »

de l’ère de la guerre froide, est un exemple parlant. Dans les années 1970, elle réussit à trouver un emploi dans les services du chancelier, poussée par son amant, un illégal soviétique, Kurt Simon. En 1980, son dossier au Centre tient dans sept cartons : l’espionne a réussi à pénétrer plusieurs ministères. Falk ne sera arrêtée qu’en 1989, pour être jugée à tort comme agent du HVA.

Malgré tout, l’affaire Guillaume illustre assez bien le travail du renseignement soviétique dans les années 1970 : à l’ombre de la détente, les hommes d’Andropov montent de nombreuses opérations et rencontrent le succès. Mais ils sont trop optimistes dans leurs rapports, trop agressifs aussi peut-être, et leur bénéfice initial s’émiette progressivement jusqu’à la rupture finale. De manipulateurs, les Soviétiques se retrouvent manipulés – par les autres ou par leurs propres agents, sommés de produire des résultats et de justifier les sommes immenses investies à cette époque dans le renseignement. L’espionnage soviétique en Europe et dans le tiers-monde met en lumière cette tendance.

Nouvelles opérations en Europe

Parmi les bêtes noires du KGB, l’OTAN occupe, on l’a vu, une place de tout premier plan. Il faut y ajouter la Communauté économique européenne. La mission première de la CEE est de faciliter les échanges de matières premières et de produits manufacturés entre les pays membres. La question d’une union politique, qui divise beaucoup, est reportée. Il faut attendre la disparition d’un de ses principaux opposants, de Gaulle, pour que des actions en ce sens voient le jour. L’un des projets les plus sérieux découle d’un rapport du Premier ministre belge Léo Tindemans, en 1975.

Krioutchkov est persuadé que le projet d'une défense et d'une politique étrangère communes est un nouveau complot anti-soviétique. La présence d'un représentant chinois à Bruxelles finit par le convaincre du bien-fondé de ses craintes. Dans son rapport à Andropov, il dépeint l'organisation économique européenne comme « un bloc militaro-politique dirigé par des forces agressives et revanchardes » en devenir[10]. Le Collège européen de Bruges, l'Université européenne de Florence et l'Institut européen d'Amsterdam sont dès lors désignés comme des viviers potentiels pour de futures taupes au sein de la CEE. Jusqu'en 1984, année où elle devient un adversaire de premier plan pour le KGB, au même titre que les États-Unis, le renseignement soviétique ne cesse d'induire en erreur le Centre et, au-delà, le Politburo, par ses analyses biaisées.

Le cas français est parlant. On l'a vu, depuis la fin de la guerre, la France constitue un terrain de chasse de prédilection pour le KGB. Jusqu'en 1969, la présence de De Gaulle à la présidence constitue toujours un atout de premier plan. Après le départ du Général, la qualité des recrues et des informations obtenues semble avoir baissé. Le Kremlin est pourtant mieux renseigné sur la politique française envers l'URSS que n'importe quel autre allié de la France grâce à un agent dont l'identité n'a toujours pas été révélée – « Jour », un chiffreur au ministère des Affaires étrangères ; et grâce à Igor Maslov, qui réussit à trafiquer des Télex français pour que le Centre puisse récupérer l'information qu'ils transmettent.

Si les recrutements tendent à se faire moins nombreux, les présidences Pompidou et surtout Giscard d'Estaing, considéré comme un proche des États-Unis (un « atlantiste »), sont marquées par une offensive tous azimuts de mesures actives. L'obsession du complot sioniste est renforcée en 1967, après la Guerre des Six Jours, à la suite de laquelle l'URSS rompt ses relations avec l'État hébreu.

Le KGB est en bonne partie responsable de la déroute arabe : ses dirigeants intoxiquent le vice-président Anwar el-Sadate, en mai 1967, en affirmant qu'Israël était en train de concentrer ses forces sur sa frontière

nord pour attaquer la Syrie et que l'Égypte, alliée de l'URSS, se porterait alors à son secours : un mensonge. Le KGB escompte une guerre qui aurait pour conséquence, entre autres, de ralentir la construction de la centrale nucléaire israélienne de Dimona, qui effraie les Soviétiques.

Au final, les « mesures actives » du KGB entraînent une catastrophe pour Moscou : suite à sa victoire-éclair, Israël devient une puissance régionale et la réputation de l'URSS auprès de ses alliés du tiers-monde en pâtit grandement[11].

La guerre du Kippour de 1973, qui se conclut elle aussi par une victoire d'Israël, enfonce le clou. Les tensions au Proche-Orient se répercutent sur la politique envers la France : le KGB avait déjà cherché à déstabiliser le Congrès juif mondial, basé à Paris, en envoyant de fausses lettres à ses adhérents en 1972, faisant état de détournement de leurs cotisations. Lorsqu'une proche de Valéry Giscard d'Estaing, Marie-Catherine Giscard d'Estaing, est assassinée en octobre 1973, le Centre tente de faire croire que le responsable est le Mossad et que le crime aurait été commis pour le punir d'avoir poursuivi des financiers d'origine juive quand il était ministre des Finances. L'objectif est de brouiller le président avec les Juifs.

Les documents de Mitrokhine nous apprennent aussi que les médias français sont également la cible d'opérations actives. Plusieurs journalistes bien introduits travaillent pour le Centre. Parmi eux, l'agent « Brok », dont on ignore à ce jour l'identité. Le quotidien *Le Monde* se retrouve au milieu des années 1970 au cœur d'une polémique : il est accusé de nourrir des préjugés antiaméricains par l'entremise du philosophe Raymond Aron qui écrit dans ses colonnes. À l'occasion du discours prononcé aux États-Unis par Alexandre Soljenitsyne, l'auteur de *L'Archipel du Goulag* est même assimilé à un sympathisant du nazisme. De fait, le KGB a des contacts avec deux importants journalistes et plusieurs collaborateurs occasionnels du *Monde*. Outre *Le Monde*, les archives Mitrokhine font état d'une AFP largement infiltrée.

Pierre-Charles Pathé, le fils du célèbre industriel du cinéma, est un agent d'influence central durant cette période. Ce journaliste qui écrit dans un *Essai sur le phénomène soviétique* en 1959 que « les cruautés staliniennes ne sont que les douleurs de l'enfantement[12] » sert de couverture au KGB pour lancer plusieurs périodiques censés influencer l'opinion publique. Parmi ceux-ci figure le bi-hebdomadaire *Synthesis* dont le premier numéro, qui sort en juin 1975, est envoyé à cinq cents « leaders d'opinion », des députés, sénateurs et journalistes. En tout, soixante-dix numéros sont publiés avec le financement du Centre, sans que les effets se révèlent payants. Pathé est finalement arrêté par la DST en 1979. Seul et unique agent d'influence jugé par un tribunal, le journaliste est condamné en 1980 à cinq ans de prison. Divine surprise, il est libéré dès 1981 grâce à l'amnistie d'un certain François Mitterrand, le président le plus atlantiste que la France a connu jusqu'ici.

Mais le KGB ne se contente pas de choisir pour cibles des hommes politiques au pouvoir ou des journalistes français. Le service A s'en prend parfois aux communistes eux-mêmes. Parmi les affaires les plus curieuses, il y a celle du secrétaire général du PCF, Georges Marchais. L'homme politique est en effet l'un des porte-parole d'un courant apparu dans le sillage de la crise qui suit l'écrasement du Printemps de Prague : l'eurocommunisme. Pour la première fois, les partis communistes européens se risquent à critiquer leur grand frère.

Le chef de file de l'eurocommunisme est le dirigeant du parti italien, Enrico Berlinguer. En 1975, il parle de « compromis historique » avec les socialistes et les démocrates-chrétiens, ce qui est sans précédent dans ce pays. Les raisons du revirement ne sont pas uniquement idéologiques : les communistes italiens voient leur électorat s'éroder à la suite de la dégradation de l'image des Soviétiques. Le PCI craint également d'être mêlé aux assassinats des Brigades rouges, groupuscule d'extrême gauche financé par le StB qui défraie la chronique en exécutant en 1978 le président de la démocratie-chrétienne, Aldo Moro, l'un des pères du « compromis historique »[13]. Berlinguer va donc jusqu'à ordonner la

destruction des stations radio installées par le KGB en vue d'opérations clandestines.

Le Centre n'est plus à une contradiction près : en même temps que le KGB cherche à déstabiliser Berlinguer en le présentant comme un politique corrompu, Moscou continue à financer le PCI. Cela en dit long sur le cafouillage qui règne au sein de l'usine à gaz qu'est devenu l'appareil du parti. Il en va de même pour le dirigeant du Parti communiste espagnol Santiago Carillo et le secrétaire général du PCF Georges Marchais. Cherchant une explication au revirement eurocommuniste du Français, Andropov convoque le résident soviétique en France, Sergueï Kisliak. « Pourquoi Marchais se comporte-t-il comme une prostituée ? » lui demande-t-il. Prompt à voir la CIA derrière tous les problèmes que rencontre la politique internationale soviétique, le directeur du KGB ordonne au service A de déstabiliser le coupable. Le service A fait alors circuler au sein du PCF un faux document de la CIA révélant un prétendu complot américain pour détruire le parti, le but étant de faire croire que Marchais met en danger le PCF. Puis, le KGB envisage de faire publier les documents sur le passé de Marchais en Allemagne pendant la guerre – auprès de la célèbre firme allemande Messerschmitt, qui construisait des avions pour la Luftwaffe.

L'ensemble de ces opérations – dont on ne connaît qu'une infime partie – semble avoir été inefficace la plupart du temps. La campagne anti-Giscard échoue, puisqu'il est élu en 1974 à la présidence. L'influence de *Synthesis* est à relativiser. De même pour l'antiaméricanisme dans la presse française : la résidence de Paris se targue d'orienter la tonalité de bien des articles portant sur l'Iran ou l'influence américaine en Europe dans *Le Monde*, mais les journalistes de ce périodique ont-ils réellement besoin qu'on leur montre « l'ennemi américain » ? Comme l'a écrit Thierry Wolton, « en France, c'est l'antiaméricanisme qui a été l'un des moteurs du recrutement soviétique[14] », et c'est un sentiment partagé qui ne demande qu'à être entretenu.

Après la RFA et la France, les services secrets soviétiques en Europe continentale s'intéressent toujours aux pays nordiques. Le cas norvégien est particulièrement intéressant : pour les Soviétiques, ce pays périphérique de l'Europe ne doit surtout pas devenir une base de l'OTAN. Le Centre y dispose des services d'un agent d'un certain âge, Gunvor Haavik. Son recrutement débute par une histoire d'amour avec un prisonnier de guerre russe, Vladimir Kozov. Haavik est une doyenne norvégienne de l'espionnage qui peut être comparée à Melita Norwood : elle travaille pendant vingt-sept ans pour les Soviétiques et a à son actif plus de deux cent cinquante rencontres avec huit officiers traitants différents, avant d'être arrêtée par la sécurité norvégienne, le 27 janvier 1977. Philby, consulté sur son arrestation, conclut à l'existence d'une taupe au sein du KGB. Avec raison : il s'agit d'Oleg Gordievski. Heureusement pour ce dernier, le KGB n'a pas une confiance absolue dans son expert…

La recrue norvégienne la plus connue est toutefois Arne Treholt. Ce diplomate de haut rang, personnalité de premier plan du parti travailliste, est approché par la résidence d'Oslo pour ses positions antiaméricaines, comme pour sa lutte contre la « junte des colonels » qui a pris le pouvoir en Grèce en 1967. Recruté en 1968, Treholt est d'abord un agent d'influence qui organise une campagne contre l'entrée de la Norvège dans l'OTAN en 1972, puis dénonce les Américains lorsqu'il est nommé à la mission norvégienne aux Nations unies, à partir de la fin de 1978. Après l'entrée de son pays dans l'OTAN, il nourrit le Centre de rapports sur les liens entre la Norvège et l'organisation militaire – il a en effet accès à des documents classés « *cosmic top secret* », le plus haut degré de classification confidentielle qui existe. Treholt n'est condamné à vingt ans de réclusion qu'en 1984, après avoir causé des dommages (presque) irréparables.

Last, but not least, la Norvège intéresse les Soviétiques, car elle partage avec l'URSS une mer importante du point de vue géopolitique, la mer de Barents. Depuis la crise pétrolière de 1973 qui a vu le décuplement des prix du brut, la mer de Barents fait l'objet de toutes les attentions de la

part des Occidentaux, car elle abrite l’archipel du Svalbard, propriété de la Norvège, qui possède de riches réserves en hydrocarbures. Les Soviétiques, eux, craignent que les derricks installés dans l’archipel soient équipés de matériel de surveillance des navires de surface et de sous-marins, qui ont l’habitude de croiser dans la région. On comprend dès lors que la collecte de renseignements sur la Norvège et l’Arctique soit supervisée par Andropov lui-même. Les Soviétiques remportent une victoire en 1977 avec l’accord sur la délimitation de la mer de Barents entre la Norvège et l’URSS, grâce à l’entremise de Treholt, prétendent les rapports envoyés par le Centre au Politburo : rien n’est impossible dans le monde de l’espionnage.

Le KGB à l’heure de la mondialisation

Dans les années 1970, quel que soit le pays concerné par le renseignement, la mission première des agents d’Iassenevo consiste toujours à nuire à l’ennemi principal, les États-Unis. La mondialisation de la guerre froide atteint alors son apogée. Le Japon en est un exemple parfait. En 1974, à la veille de la rencontre Brejnev-Ford, Konstantin Grigoriev devient le responsable de la direction du KGB pour la région de Primorsk, en Extrême-Orient soviétique. Avant son départ, Fedor Mortine lui assène le vrai sens de sa mission : « Travailler activement contre le Japon, c’est renforcer nos positions en ce qui concerne l’ennemi principal – les États-Unis[15]. »

Il est vrai que la guerre froide n’épargne pas l’archipel nippon – qu’on n’avait plus vu faire la une de l’actualité de l’espionnage depuis l’affaire Sorge. Le 6 septembre 1976, Viktor Belenko, pilote d’un MIG 25, un chasseur dernier cri, pose son avion au Japon et demande l’asile politique. Les Américains peuvent se délecter d’un bijou de la technologie

soviétique. L'affaire Belenko a lieu peu après le meurtre d'une touriste japonaise, Magiko Nagaoki.

La jeune femme avait été assassinée sur un bateau-omnibus soviétique, le *Baïkal*, dans la nuit du 29 juillet 1976, par un illégal du KGB répondant au nom de Vysokos. Le Soviétique l'invite à passer un moment dans sa cabine, puis la laisse seule, appelé à l'extérieur. Curieuse, Nagaoki fouille dans ses affaires. Vysokos la surprend en train de découvrir sa vraie identité. Après l'avoir frappée, le guébiste la jette par-dessus bord : l'officier craint que la touriste ne compromette sa carrière. Pas de chance pour lui, le corps finit par être repêché par la marine japonaise, ce qui provoque une crise diplomatique entre les deux pays.

Les deux affaires contribuent à mettre en évidence des tensions déjà palpables entre le renseignement, pour qui la guerre froide doit se poursuivre comme avant, et la diplomatie, selon laquelle le KGB entrave souvent ses efforts sur la voie de la détente. En témoigne la réplique lancée à Grigoriev par Dimitri Polianski, l'ancien chef du gouvernement rétrogradé par Brejnev au poste de diplomate à Tokyo, mentionnée en tête de chapitre. Les agents du renseignement y sont qualifiés de « rois de la combine ».

La poursuite de la mondialisation de la guerre froide concerne essentiellement les pays dits du tiers-monde. Voyant le bloc soviétique comme une forteresse toujours assiégée par les forces obscures de l'impérialisme, désormais en collusion avec la Chine, les dirigeants soviétiques cherchent depuis l'après-guerre à gagner des points en Afrique, en Asie et en Amérique latine. De la fin des années 1960 au milieu des années 1970, « le monde va dans un sens favorable aux agents du KGB », pour reprendre le titre du second ouvrage de Christopher Andrew fondé sur les archives du transfuge Vassili Mitrokhine. Le meilleur symbole de cette « époque bénie » est l'adoption d'une résolution de l'ONU assimilant le sionisme à une forme de racisme, en 1975, une victoire absolue pour les thèses crypto-antisémites soviétiques.

Le contexte est alors à un repli américain : humiliés par la retraite du Vietnam en 1973, puis par une crise gravissime de l'exécutif en 1974 (démission de Nixon), en proie au doute et luttant contre leurs propres institutions en 1973-1975 (la révélation des « bijoux de famille » de la CIA), paralysés par le choc pétrolier de 1973, les États-Unis ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes. Le Centre déploie alors tous ses talents pour nuire autant que possible à son ennemi principal.

L'ampleur prise par les opérations dans le tiers-monde suscite même l'émergence d'une nouvelle structure au sein du 1er département de la PGU : le groupe Nord. Destiné à coordonner les opérations contre des cibles américaines ailleurs que sur le territoire américain, l'organe est dirigé par Vadim Kirpitchenko, un ancien résident au Caire qui avait réussi à infiltrer l'entourage de Nasser. Kirpitchenko devient avec le temps « le » spécialiste attitré du KGB pour le Moyen-Orient et l'Afrique. Les officiers de ce groupe se rendent dans les ambassades soviétiques du monde entier pour vérifier que le travail portant sur l'ennemi principal se fait dans les règles de l'art.

L'un des alliés inconditionnels des Soviétiques dans le tiers-monde est l'Inde. Indépendante depuis 1947, cette ancienne colonie britannique devient « un pays ami » après la visite de Khrouchtchev en 1955. Au fil des ans, la présence soviétique se renforce en raison de voisins menaçants – le Pakistan, soutenu par les États-Unis et la Chine, le « troisième pôle » des relations soviéto-américaines dans les années 1970. En 1971, après la signature d'un traité de paix, d'amitié et de coopération avec l'URSS, l'Inde peut compter sur l'aide militaire et diplomatique de son puissant voisin. La résidence du KGB à New Delhi est dès lors promue résidence principale dans le tiers-monde. Entre 1975 et 1977 y officie le futur patron de la PGU, Leonid Chebarchine, un expert du sous-continent.

Le laxisme d'Indira Gandhi, fille de Nehru, le premier dirigeant de l'Inde indépendante, permet à ce pays de devenir un terrain d'expérimentation de premier plan pour les opérations actives du service A. L'impopularité de la guerre en Asie du Sud-Est est exploitée jusqu'à la

corde. Entre autres exemples, à la fin des années 1960, le service A rédige une lettre prétendument écrite par Gordon Goldstein, un chercheur du Bureau américain de recherches et de marine, portant sur l'emploi d'armes bactériologiques en Thaïlande et au Vietnam. La lettre est reproduite dans le *Free Press Journal* de Bombay, puis citée dans le respectable *Times* pour revenir à l'envoyeur, auréolée de toute la crédibilité nécessaire. Radio-Moscou peut alors décrire sur tous les tons « les méfaits des armes bactériologiques américaines » dans ses émissions destinées au monde entier. D'autres opérations se révèlent moins aisées : malgré la tentative d'orienter le cours des élections de mars 1977, Indira Gandhi est défaite. Le résident Leonid Chebarchine est rappelé d'urgence à Moscou « pour consultations », en réalité pour expliquer l'échec des opérations du KGB. La domination du Parlement indien par un parti d'opposition non communiste, Janata, rend plus difficile le travail du KGB, ce qui se traduit par une réduction sensible du nombre d'articles imposés par l'organisation soviétique dans la presse indienne.

*
* *

Cuba est le meilleur atout soviétique dans le tiers-monde après l'Inde. En 1963, Castro avait effectué une tournée triomphale en URSS : la déconfiture de la crise des missiles était alors oubliée. Leonov, son grand ami, était devenu une étoile montante du KGB.

Les relations entre les deux pays ne sont pas lisses pour autant. En 1968, ils traversent même une crise passagère avec le procès à Cuba de trente-cinq personnes accusées d'avoir comploté contre la ligne du parti. Parmi elles se trouvent des Soviétiques accusés d'espionnage – les deux pays se sont juré de ne pas s'espionner mutuellement. Dans les années 1970, les deux États œuvrent cependant de conserve dans les jeunes pays africains issus de la décolonisation. Cuba envoie ses troupes en Angola et en Éthiopie notamment.

Après Cuba, les années 1970 voient de nouvelles ouvertures se profiler dans « l'arrière-cour » des États-Unis, l'Amérique latine. S'il faut attendre 1974 pour que le Politburo dresse la liste des objectifs soviétiques dans cette région, le « soutien d'éléments progressistes et antiaméricains[16] » est un but poursuivi depuis les années 1960 comme nous avons pu le voir au chapitre VI.

Les années 1970 s'ouvrent avec l'élection du socialiste Salvador Allende à la présidence du Chili. Le pays devient une nouvelle base pour le renseignement soviétique, en échange d'un financement : l'argent de Moscou est envoyé de manière quasi permanente, accompagné de cadeaux, dont de précieuses icônes du Moyen Âge. Le putsch du général Pinochet et le suicide d'Allende en septembre 1973, soigneusement camouflé en assassinat dans la propagande, sont utilisés comme un nouvel argument de la lutte contre les « forces occultes de la CIA ».

Après 1973, Moscou relance son offensive au Chili en utilisant cette fois le cas de Luis Corvalan, le dirigeant du Parti communiste chilien, emprisonné par Pinochet. Des milliers de lettres d'enfants soviétiques sont envoyées à la Maison Blanche, réclamant au président américain Jimmy Carter d'intercéder en faveur de sa libération. Après tout, écrivent les enfants dans le cadre de ce qui s'apparente à une vaste campagne orchestrée par le Kremlin, Carter se vante d'être « le président des droits de l'homme » en prenant la défense des dissidents soviétiques. Le président va effectivement jouer un rôle : en 1976, Corvalan est échangé contre l'un des dissidents soviétiques les plus connus, Vladimir Boukovski.

Dans le reste de l'Amérique latine, Andropov préfère recruter des « contacts confidentiels » dont la mission est d'influencer la politique des gouvernements à l'égard des États-Unis dans un sens favorable à Moscou. La stratégie appliquée au Pérou est particulièrement symptomatique. À la suite de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays en 1969, le KGB installe à Lima sa première résidence, puis se vante d'avoir poussé le président Velasco Alvarado à museler la presse d'opposition et à poursuivre une ligne « progressiste et anti-impérialiste ».

Certains pays comme le Liban continuent d'être un terrain de chasse des espions des deux camps. L'interception soviétique de renseignements émanant des ambassades américaine et britannique y connaît de nombreux succès : l'opération Ovrag (« ravin ») à Beyrouth permet de nourrir le Sigint soviétique d'informations provenant du bureau de l'ambassadeur britannique lui-même, et ce entre 1966 et 1970. L'auteur de l'audacieuse pose du micro, Elizabeth Ghazarian, employée de service libanaise, est exfiltrée en Arménie après sa découverte par le SIS. Elle y obtient la « reconnaissance » du Centre : une pension de 120 roubles, revalorisée à 180 en 1978 (plutôt mince au vu de son exploit).

Les opérations soviétiques vont jusqu'à s'en prendre directement aux agents de l'autre camp, pratique la plupart du temps évitée pour ne pas provoquer de guerre ouverte entre les agences. Le 25 mai 1970, Brejnev donne son accord à l'opération Vis qui consiste à faire enlever l'adjoint du résident de la CIA à Beyrouth par le FPLP. Le projet d'enlèvement puis d'assassinat de l'officier échoue cependant – apparemment un échec mineur dans l'ensemble des prises d'otages d'Américains réalisées par des groupes terroristes palestiniens avec la complicité du KGB.

En Afrique, Moscou profite de l'effondrement de l'Empire portugais en 1975, pour y financer des mouvements qui se disent marxistes, comme le MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola), opposé aux groupes aidés par les Américains ou les Chinois, le FNLA (Front national pour la libération de l'Angola) ou l'Unita (l'Union pour la libération totale de l'Angola). Mais après la déconfiture au Vietnam et la découverte des « bijoux de famille » de la CIA, le Congrès américain décide de limiter considérablement son aide dans la région, ce qui rend la victoire des partisans des Soviétiques inéluctable. En février 1976, lorsque le MPLA accède au pouvoir, le Centre y envoie Vadim Tcherny pour conseiller le président Agostinho Neto. Globalement, entre 1976 et 1980, les fournitures d'armes à l'Afrique noire atteignent environ quatre milliards de dollars, dix fois plus que les livraisons américaines.

Le retour de manivelle

Dans le « jeu de la guerre froide » dans le tiers-monde, le KGB et la GRU jouent souvent à un jeu de dupes. Les dirigeants africains ou latino-américains acceptent l'argent de Moscou et jurent fidélité aux idées du marxisme-léninisme, pour ensuite en faire à leur guise. L'exemple de José Figueras Ferrer, un social-démocrate du Costa Rica, est particulièrement éloquent – il est financé par le KGB, tout en demeurant un anticommuniste convaincu.

Dans d'autres parties du monde, la sélection et la sincérité des partenaires se révèlent des plus ambivalentes, au Proche et au Moyen-Orient en particulier. Dans la deuxième partie des années 1960, le rapport de force apparaît défavorable à l'Occident. La Jordanie et l'Arabie Saoudite, alliés traditionnels des Américains, vacillent. L'attaque surprise israélienne de 1967, qui lance la guerre des Six-Jours, convainc les Soviétiques de la nécessité de poursuivre leur politique ayant pour but de constituer un bloc contre Israël et son protecteur américain. Après la guerre du Kippour en 1973, les ventes d'armes soviétiques à bon nombre de pays, dont la Libye, ainsi que l'envoi d'experts du renseignement pour former les services locaux, explosent. En réalité, les pays arabes sont surtout intéressés par la possibilité de s'armer à bon compte. Le reste n'est que camouflage idéologique.

Les alliances soviétiques dans le monde arabe sont tout sauf permanentes. Le Kremlin est rapidement débordé par sa politique de vente d'armes dans une région où les renversements d'alliances sont monnaie courante. Lors de la guerre de 1976 entre la Syrie et le Liban, deux clients soviétiques, la réputation de Moscou s'effrite auprès des Arabes. Globalement, le reflux de l'influence du Kremlin dans le monde à partir de la fin des années 1970 est patent.

L'Égypte fournit un bon baromètre de cette tendance. De 1954 à 1971, ce pays bénéficie de 43 % de l'aide soviétique destinée au tiers-monde. Mais les relations demeurent ambivalentes : déjà en 1964, Khrouchtchev

s'était vu reprocher d'avoir remis l'ordre de Héros de l'Union soviétique à Nasser, une première pour un chef d'État étranger. Les dirigeants voient d'abord en lui un nationaliste cherchant à profiter au maximum de la rivalité Est-Ouest. Avec son successeur Sadate, les relations se dégradent après la défaite arabe dans la guerre du Kippour, en 1973. En novembre 1976, le Centre produit un rapport qui prédit d'ailleurs la rupture. Le voyage de Sadate en Israël en octobre 1977 n'est donc pas véritablement un coup de théâtre pour le renseignement.

Il n'en reste pas moins que le KGB y voit le résultat d'une conspiration de la CIA. Sadate devient dès lors l'une des cibles principales des mesures actives. Après la signature des accords de Camp David en septembre 1978 entre l'ancien allié et Israël, accord dans lequel l'URSS a été court-circuitée, le service A lance une campagne d'envergure pour démontrer que l'Égypte et les États-Unis sont les ennemis des Arabes. Il va sans dire que l'assassinat du président égyptien en juillet 1981 est accueilli avec jubilation.

L'une des conséquences de la rupture avec l'Égypte est l'utilisation par le KGB de groupes terroristes, en particulier palestiniens, comme substituts. Comme pour le cas des conflits utilisant des pays tiers, appelés « guerres par procuration » ou « guerres proxy », on parle de « terroristes proxy ». L'utilisation par les services secrets soviétiques de méthodes terroristes n'est absolument pas nouvelle : dans les années 1920, le NKVD avait coordonné des attentats visant la Pologne. Mais c'est la guerre des Six-Jours qui donne une impulsion déterminante à ces opérations. Le KGB et la GRU financent les organisations terroristes palestiniennes, dont notamment celle de Wadie Haddad, allié très apprécié jusqu'à sa mort jusqu'en 1978. Les services secrets soviétiques aussi forment des combattants sur leur territoire. L'exemple le plus frappant est celui d'Ilitch Ramirez Sanchez, *alias* « Carlos le Chacal », fils d'un milliardaire vénézuélien, le terroriste le plus célèbre des années 1970 et 1980, passé par l'université Patrice-Lumumba de Moscou où il est recruté. Il va de soi que le KGB se garde bien de faire la publicité de ces financements, dans

un contexte de rivalités et de divisions entre les organisations, d'autant que Carlos, après tout, est un personnage ambigu, moins un combattant de la cause palestinienne qu'un terroriste à gages, un mercenaire[17]. Tout en le finançant, le KGB se méfie aussi du leader de l'OLP, Yasser Arafat, qui accumule les mensonges et cherche à jouer sur le différend qui oppose les services de sécurité soviétiques et roumains. Au jeu du terrorisme, le manipulateur risque de se retrouver manipulé.

*
* *

En Afrique noire, les problèmes rencontrés par les agents soviétiques sont d'abord « culturels » : les Africains, écrivent les auteurs des rapports, « ont une mentalité, des habitudes et des mœurs complètement différentes ». La « naïveté et l'espoir » de voir la collaboration avec les Soviétiques aboutir se mêlent à « la méfiance et l'irritabilité ». Les Soviétiques imputent au colonialisme « la méfiance de l'homme blanc ». Tromper ce dernier à la première occasion est considéré comme une conduite respectable. Autant de caractères propres que les agents soviétiques ont le plus grand mal à gérer dans leur travail quotidien[18].

Par ailleurs, les problèmes rencontrés en Afrique sont liés à un contexte postcolonial de plus en plus instable. Le président angolais Neto meurt en 1979 dans un hôpital de Moscou à la suite d'un cancer. Son pays s'enfonce dès lors dans une nouvelle guerre civile. Au Mozambique et au Zimbabwe, la situation n'est guère meilleure. Dans la Corne de l'Afrique, un conflit de l'Éthiopie avec ses voisins l'Érythrée et la Somalie, soutenus par Moscou, sème la zizanie au sein des opérations des espions soviétiques. En 1977, après le début de la guerre d'Ogaden entre l'Éthiopie et la Somalie, Moscou est contraint de choisir la première, dont la population est plus nombreuse et surtout dont la position géographique est beaucoup plus intéressante. Le Kremlin retire ses conseillers, dont de nombreux agents des services secrets, des anciens territoires amis.

L'Éthiopie est dirigée depuis 1974 par un parti marxiste, le Derg, aux ordres d'un chef particulièrement sanguinaire, Mengistu Hailé Mariam. Après avoir salué la nationalisation de la terre en 1975 comme le signe manifeste du caractère révolutionnaire du régime, le Centre exploite la peur du dirigeant éthiopien des complots de la CIA. Ce qui se traduit par une série de purges sanglantes, dans la pure tradition des exactions staliniennes. Dès lors, le choix éthiopien de Moscou se révèle désastreux pour son image dans le monde.

Il n'y a guère que le Parti communiste sud-africain, beaucoup plus discipliné, qui constitue un solide relais. La résidence de Pretoria fait plus pour le progrès du communisme en Afrique que l'ensemble des régimes marxistes réunis. Mais ici comme ailleurs, la vision du monde paranoïaque d'Andropov et de Krioutchkov pénalise considérablement le travail local : les manipulateurs se retrouvent manipulés par leurs propres obsessions, ce qui ne manque pas de compromettre les avantages acquis pendant les années de détente.

---

1. Grigoriev : 96-97.

2. Cité dans Andrew et Mitrokhine 2005 : 459.

3. Usdin : XI.

4. Plus tard l'Imemo accueillera un autre espion britannique : George Blake.

5. Kalugin : 161.

6. RGANI (Archives d'histoire contemporaine de Russie, Moscou) : fonds 89, inventaire 59, dossier 5, folios 1-4. Note au Comité central du 1er octobre 1967 du président de l'agence Novosti Bourkov.

7. Voir le chapitre VII.

8. Comme le souligne Christopher Andrew (Andrew 1999 : 17-18), Brandt ne fut jamais un espion à la solde des Soviétiques puisqu'il informe également, pendant la guerre, les autres membres de la Grande Alliance. Le KGB tente de le faire chanter dans les années 1960 en utilisant son dossier, mais l'opération échoue.

9. Cité dans Andrew et Mitrokhine 2000 : 655.

10. Andrew et Gordievsky : 559.

11. Ronen Bergman, « How the KGB Started the War that Changed the Middle East », *The New York Times*, 7 juin 2017.

12. Cité dans Andrew et Mitrokhine 2000 : 682.

13. Aujourd'hui, certains prétendent que l'affaire aurait été montée par les Américains pour saboter le « compromis historique ». Voir Malcolm Moore, « US envoy admits role in Aldo Moro killing », *The Telegraph*, 11 mars 2008.

14. Wolton 1997 : 355. On peut se demander s'il a existé un pays où l'antiaméricanisme n'a pas contribué à la diffusion de la propagande communiste.

15. Grigoriev : 169.

16. Andrew et Mitrokhine 2005 : 89.

17. Gilles Ferragu, *Histoire du terrorisme*, Paris, Perrin, 2019, p. 302.

18. IRR 5 : 411.

Chapitre IX

Piqûres de rappel

Depuis quinze ans, je vous ai fourni des documents les plus secrets qui soient. Est-ce que quelqu'un les a lus ? Les États-Unis ne comptent pas attaquer l'Union soviétique par surprise. Vous avez été entraînés dans cette guerre froide stupide au détriment de votre santé économique. Pourquoi ne pas laisser tomber la guerre froide – vous avez des missiles nucléaires qui vous protègent de n'importe quel envahisseur ?

John Walker à Andropov,
1982[1]

Un indice important de la préparation de l'opération Rian [attaque par missiles nucléaires des États-Unis] pourrait être l'augmentation de la collecte et du prix du sang dans les centres de transfusion, ainsi que l'accroissement du réseau des banques du sang, étant donné que le traitement des brûlures exige des transfusions sanguines en quantité considérable. Si une augmentation soudaine et brutale des banques du sang et des prix est constatée, alerter immédiatement le Centre.

Indications du KGB à ses agents, 1983[2]

Londres, jeudi 7 septembre 1978. Georgui Markov, un émigré d'origine bulgare, attend le bus sur le pont Waterloo. Tout d'un coup, il ressent une sensation de piqûre au mollet. Il se retourne prestement et voit un homme ramasser son parapluie en bafouillant des excuses dans un anglais approximatif, avant de s'engouffrer dans un taxi. Le soir même,

Markov tombe malade. Il a une forte fièvre et des nausées. Admis à l'hôpital, il y décède le 11 septembre.

Les Britanniques soupçonnent l'empoisonnement. Des experts du complexe scientifique de Porton Down dans le comté du Wiltshire pratiquent l'autopsie de la victime. Ils découvrent un petit projectile sphérique et métallique de moins de deux millimètres de diamètre, comportant des traces de ricine, un poison extrêmement violent.

Les toxicologues font immédiatement le rapprochement avec une affaire très récente. Le 26 août 1978, un autre émigré bulgare, Vladimir Kostov, ancien officier des services spéciaux, était pris pour cible de la même manière à Paris. Plus chanceux que Markov, Kostov survit : des bouts de métal et une capsule miniature faite d'un alliage de platine et d'iridium sont extraits à temps avant de produire leurs effets. L'analyse chimique et biologique permet de cerner le poison : la ricine. Le moyen utilisé pour le propager est le même : le projectile est tiré à l'aide d'un pistolet silencieux camouflé dans la pointe d'un parapluie. Après l'affaire Markov, l'expression « le coup du parapluie bulgare » passe à la postérité.

Écrivain bulgare en exil, Markov était devenu avec le temps la bête noire de Todor Jivkov, le dirigeant de la Bulgarie depuis 1971. Markov travaille à la section bulgare du World Service de la BBC et se livre à des critiques et à des dénonciations acerbes du régime. Avant le fameux coup du 7 septembre, il a déjà été victime de deux autres attentats. Ce n'est pas un hasard si la troisième tentative se déroule précisément le jour anniversaire de Jivkov. Les services secrets savent offrir des cadeaux appropriés à leurs commanditaires.

Les bienfaiteurs de Jivkov sont en réalité les Soviétiques : les liens unissant les services secrets russes et bulgares sont si étroits que la Bulgarie est surnommée la « seizième république de l'URSS ». Le laboratoire des poisons du KGB est alors le seul capable de fournir une solution à son problème. Depuis la fin de la guerre, ils développent en effet de nouveaux poisons, d'une efficacité accrue. Sur la demande pressante de Jivkov, Brejnev lui accorde un entretien hautement

confidentiel. Andropov finit par accepter, tout en demandant que les agents soviétiques ne participent pas directement à l'opération. Et Krioutchkov ne parle surtout pas d'assassinat, mais d'une « suppression physique » *(fizitcheskoïé oustranenié)*, une périphrase qui donne des sueurs froides à Kalouguine, présent lors de la réunion fatidique de la PGU qui scelle le sort de Markov[3].

Car obtenir l'arme du crime n'est pas suffisant, il faut encore apprendre à s'en servir. Envoyé à Sofia former ses collègues bulgares, Oleg Kalouguine est sans pitié avec eux : « Les Bulgares étaient nuls, il avait fallu tout leur apprendre, former le type, fabriquer le parapluie, remplir la capsule de poison[4]. » Les difficultés des Bulgares et la volonté de ne pas laisser les enquêteurs remonter jusqu'à eux expliquent que l'élimination de l'« Errant » (nom de code de Markov) soit confiée à un assassin danois d'origine italienne, Francesco Giuliano.

Le marché aux espions

L'élimination de Markov s'inscrit dans un contexte d'opérations actives destinées à compromettre voire à éliminer physiquement les critiques des régimes communistes. L'instrumentalisation des services bulgares par le KGB a également un célèbre précédent, la tentative d'assassinat du préfet du Bas-Rhin, André Tréméaud, en mai 1957, à Strasbourg, à l'aide d'un bombe cachée dans une boîte à cigares et dont est victime sa femme. On découvrira bien plus tard que derrière cette opération sordide se cachent non des quelconques néonazis, mais les services tchécoslovaques, le StB, très certainement téléguidés par les Soviétiques, qui cherchent à déstabiliser le marché commun et nuire à l'image de la RFA. Le cas Markov n'est qu'un des nombreux exemples d'assassinat ou de tentatives d'assassinat et d'enlèvements d'employés ou de directeurs des institutions nées avec la guerre froide, Radio Liberty et Radio Free Europe en tête.

Son assassinat n'est que l'épisode le plus frappant d'une année riche en scandales.

L'année 1978 est d'abord marquée par deux défections majeures. En avril, Arkadi Chevtchenko, diplomate soviétique, passe à l'Ouest après une collaboration de deux ans avec la CIA et le FBI. Attaché à la représentation de l'ONU, adjoint au secrétaire général, c'est un précédent pour le MID. Dans ses Mémoires, intitulés *Rupture avec Moscou*, qui paraissent la même année, il révèle le mode de pensée des dirigeants soviétiques – une projection de leurs propres conceptions de l'État sur le système américain. La défection de Chevtchenko provoque une véritable hécatombe dans les couloirs feutrés du MID – l'homme était un ami du ministre des Affaires étrangères en personne, Andreï Gromyko.

En juin se produit de manière plus discrète la défection d'un résident légal de la GRU à Genève, Viktor Souvorov, pseudonyme du capitaine Vladimir Rezoun. Après avoir collaboré avec les Britanniques, il décide de franchir le pas, suscitant une campagne haineuse à son encontre qui se poursuit jusqu'à nos jours. Outre le fait d'avoir trahi sa patrie et révélé quelques-uns des secrets du mystérieux GRU, Rezoun ose s'en prendre à l'histoire la plus sacrée qui soit pour les Russes : la Grande Guerre patriotique. Le transfuge est en effet l'auteur d'une théorie sulfureuse, publiée sous le titre *Le Brise-Glace* selon laquelle l'opération Barbarossa était en réalité destinée à prévenir une attaque de Staline[5]. Le vrai responsable de la guerre serait donc le dictateur soviétique, non l'allemand.

L'ensemble de ces affaires aurait pu faire de 1978 une nouvelle année noire pour les Soviétiques. Mais le KGB tient sa revanche avec l'affaire Alexandre Ogorodnik. Cet employé du MID, membre du Comité des organisations de jeunesse, une structure destinée aux échanges des étudiants entre l'Est et l'Ouest, est alors secrétaire de l'ambassadeur d'URSS en Colombie. Sa maîtresse est approchée et la CIA réussit à le recruter. L'argent n'est pas son unique motivation – son journal révèle sa haine du communisme. Transféré au centre opérationnel du MID à

Moscou, « Trianon » est l'agent le plus efficace de la CIA entre 1974 et 1977. Les informations qu'il transmet comportent les rapports de Dobrynine envoyés à Gromyko et permettent aux Américains de connaître la position soviétique sur SALT II, la deuxième phase des négociations sur le désarmement des missiles nucléaires intercontinentaux (SALT I avait été signé lors de la visite de Nixon à Moscou en 1972). Comme pour Walker, la longévité de Trianon s'explique en partie par l'utilisation des *taïniki*, des boîtes aux lettres mortes, pour communiquer avec les Américains.

Le KGB est d'abord mis au courant de la présence d'une taupe américaine au MID par un service secret d'un des pays d'Europe de l'Est. Les soupçons se portent sur Ogorodnik quand on découvre qu'il est en étroit contact avec une Américaine. L'intérêt de cette relation n'est pas clair pour le Centre qui considère que cette femme n'a aucun atout susceptible d'attirer l'employé du MID. Ses moindres déplacements sont dès lors surveillés, y compris en province, par les guébistes locaux. En juin 1977, Konstantin Grigoriev reçoit un télégramme de la VGU qui l'avertit de l'arrivée d'« Agronome » – nom de code soviétique d'Ogorodnik – pour assister à une conférence sur les jeunesses des pays du Pacifique. Grigoriev ne le quitte pas des yeux.

Le 21 juin, Ogorodnik est enfin arrêté dans son appartement. Il passe rapidement aux aveux, explique par le menu les méthodes de la CIA. À 2 heures du matin, il demande à faire sa confession par écrit. Les deux enquêteurs présents accèdent à sa demande. Il sort alors un stylo Mont-Blanc, en mord l'extrémité, se couvre le nez et la bouche avec les deux mains, et inspire à trois reprises. Le cyanure caché dans le stylo fait son effet en quelques secondes. Le KGB retient la leçon : lors des arrestations ultérieures, des précautions seront prises. En 1985, les agents soviétiques prennent soin de passer une épaisse corde entre les mâchoires d'Adolf Tolkatchev, informateur de la CIA travaillant dans l'aéronautique.

Le suicide d'Ogorodnik compromet plusieurs carrières dans la VGU, et donne lieu à une version selon laquelle les enquêteurs auraient

volontairement laissé l'homme mettre fin à ses jours. Ogorodnik était alors sur le point d'épouser la fille d'un dignitaire important du parti, qui ne voulait pas que son nom soit cité au procès.

Quoi qu'il en soit, le succès de l'opération est indéniable. L'affaire Trianon met un terme aux opérations de la CIA à Moscou jusqu'à la fin de 1978, moment où Tolkatchev prend contact avec la Compagnie. Après de nombreuses tentatives infructueuses pour aborder le résident américain, cet ingénieur inspiré par les dissidents écrit une lettre de onze pages où il menace de disparaître et de priver ainsi la CIA d'une source de premier choix. Sa première rencontre avec le résident John Guilsher se déroule le 1er janvier 1979 : l'Américain est impressionné – Tolkatchev est le seul Moscovite qui ne soit pas ivre en ce jour…

Peu après l'arrestation d'Ogorodnik, le KGB interpelle la résidente de la CIA, Martha Peterson. L'ambassadeur américain à Moscou, Malcolm Toon, est solennellement convoqué par le MID. L'Américain demande aux Soviétiques de ne pas ébruiter l'affaire, promettant la réciprocité.

Mais les Américains ne tiennent pas leur promesse. Le mois de mai avait vu l'arrestation de trois représentants soviétiques à l'ONU : Vladik Enger, Rudolf Tcherniaev et Vladimir Ziniakine. Les trois hommes sont dénoncés par Chevtchenko avec leur contact, Art Lindberg, un officier de marine. Tandis que Ziniakine bénéficie de l'immunité diplomatique, les trois autres se retrouvent sur le banc des accusés.

Le Département d'État, qui espère la poursuite de la détente, s'oppose fermement à l'instruction, ainsi que le Pentagone par peur que ses secrets ne soient révélés au grand jour lors du procès. La promesse donnée par Toon joue aussi le rôle de modérateur. L'appui du président Carter, ancien de la marine et adepte de la « tolérance zéro » en matière d'espionnage, se révèle déterminant : en octobre, Enger et Tcherniaev écopent de cinquante ans de prison chacun. Le temps bénit de Roosevelt ou de Nixon est bien loin.

Le procès de 1978 constitue l'aboutissement d'une nouvelle offensive américaine contre l'espionnage soviétique qui a débuté en 1975. Trente et

une affaires sont traitées par le Département de la justice entre 1975 et 1985. C'est peu si l'on considère l'ensemble des agents soviétiques travaillant sur le territoire américain, mais c'est beaucoup quand on compare ce chiffre aux procès de la période précédente. La législation américaine s'adapte : le Foreign Intelligence Surveillance Act de 1978 permet aux enquêteurs du FBI de surveiller les suspects présents sur le territoire américain sans craindre la violation du quatrième amendement qui protège les droits des inculpés.

Le non-respect de la promesse donnée par Malcolm Toon s'explique également par la ligne politique du président Carter à l'égard de l'URSS. Carter se donne volontiers l'image d'un « moralisateur en politique ». Lorsque Brejnev signe l'Acte de la conférence d'Helsinki, en août 1975, il s'engage, en échange de la reconnaissance des frontières soviétiques issues de la Seconde Guerre mondiale, à respecter les droits de l'homme chez lui. Naturellement, Moscou ne pense pas un seul instant rétablir la liberté d'expression. Tandis que certains dissidents choisissent d'attirer l'attention de l'Occident pacifiquement, en créant des « observatoires », d'autres le font par des moyens plus spectaculaires, comme le détournement d'avion par des *refuzniks*[6].

Quel que soit le cas de figure, les dissidents cherchent en dernière instance l'appui des États-Unis. Si avec Nixon, détente oblige, le soutien était assez mince, il en va autrement avec Ford et surtout avec Carter. Le président reçoit les dissidents en exil et soulève la question des droits de l'homme à plusieurs reprises dans sa correspondance avec Brejnev. Les relations se tendent lorsque, en juillet 1978, Anatoli Chtcharanski, un mathématicien défenseur des libertés fondamentales, est condamné à treize ans de travaux forcés en raison de prétendus liens avec la CIA. Chtcharanski bénéficie d'une campagne mondiale de soutien sans précédent : habitué à orchestrer lui-même ce genre de pression, Moscou y voit naturellement la main de la CIA et des services israéliens, et se raidit.

La dissidence soviétique et l'espionnage international se mêlent dès lors inextricablement. Le service A met en place de nombreuses opérations

destinées à discréditer les efforts des Américains pour la défense des droits de l'homme. Sur les innombrables caricatures de la presse soviétique, un Oncle Sam hypocrite verse des « larmes de crocodile » sur le sort des « dissidents espions » ; tandis que les violations flagrantes des droits de l'homme en Chine, au Cambodge, mais aussi en Amérique latine – vivier des dictateurs payés en sous-main par la CIA – sont passées sous silence…

La moralisation de la politique sous Carter ne résiste cependant pas à la dure réalité. En témoigne la perpétuation d'une pratique déjà connue, celle des échanges d'espions contre des dissidents[7]. Après de longues palabres, Enger et Tcherniaev sont « troqués » contre cinq dissidents soviétiques en avril 1979. Chtcharanski sera lui-même échangé contre deux espions soviétiques sur le célèbre pont Glienicke, en 1986. Sur le marché aux espions, les dissidents sont une valeur sûre.

Le grand bond en arrière

« – Avez-vous déjà vu quelque chose de semblable ?

Visiblement fasciné, Andropov interroge son responsable de la recherche scientifique et technique, Nikolaï Iemokhonov, en lui désignant un récepteur radio miniature qu'il tient dans le creux de la main.

Pesant quelques grammes, le gadget de fabrication américaine a été transmis par un agent double du KGB qui a réussi à gagner la confiance de la CIA.

– Non, lâche pensivement Iemokhonov, puis il s'empresse d'ajouter : Mais ce récepteur n'a rien d'exceptionnel. Nous avons des appareils similaires. Nous pourrions en fabriquer un.

Le visage d'Andropov se tend. S'ensuit le dialogue suivant :

> – Mais vous venez de dire que vous n’avez jamais rien vu de tel ?
> – En effet, nous n’avons pas d’appareils de cette taille. Les nôtres pèsent près d’un kilogramme.
> – Nous dépensons des sommes astronomiques pour la recherche et nous ne pouvons toujours pas produire autre chose que des boulets de canon ! Peut-on au moins reproduire ce transmetteur ?
> – Non, marmonne Iemokhonov, de plus en plus taciturne.
> – Pourquoi ? Qu’est-ce qui vous manque ?
> – Nous n’avons pas la bonne technologie. C’est la raison pour laquelle nos missiles sont deux fois plus lourds que ceux des Américains. C’est pourquoi, si l’on veut reproduire une Mercedes, on doit le faire entièrement à la main.
> – Bon. Envoyons une note au Comité central et au Conseil des ministres. On a pris un sacré retard ! Il faut se reprendre[8]. »

« Il faut se reprendre » : dans la langue d’Andropov, cela signifie relancer le travail de la ligne « X » des résidences à l’étranger, chargée de voler les secrets des nouvelles technologies. Et les milliers d’agents soviétiques vont effectivement redoubler d’efforts.

Pourtant, en cette fin des années 1970, peu croient encore que le retard dans le domaine technologique pourra être rattrapé en pillant l’adversaire. Si les agents soviétiques sur le terrain le constatent tous les jours, y remédier paraît impossible : personne, à commencer par Brejnev lui-même, ne veut (ni ne peut !) regarder la vérité en face, accepter le fait que l’économie soviétique soit *structurellement* déficiente. Après tout, la GRU n’a-t-elle pas réussi à voler aux Américains les plans du Space Shuttle, facilitant la mise au point de la navette spatiale Bouran ?

Andropov, peut-être plus que tout autre dirigeant, a conscience des carences du système, mais les recettes qu’il utilise ne peuvent corriger la

situation dans sa globalité. Le fossé technologique se révélera particulièrement pénalisant lorsque reviendra le temps de la guerre froide, quand il faudra mobiliser les ressources pour un affrontement qui sera en définitive le dernier.

*
* *

Le 18 juin 1979, le président américain Jimmy Carter et le secrétaire général du Parti communiste soviétique Leonid Brejnev signent à Vienne – l'autre grande ville des espions – un nouvel accord sur le désarmement, SALT II. À l'issue de la cérémonie, Brejnev embrasse Carter. Mais personne n'est dupe : Vienne est le chant du cygne de la détente. La ratification de l'accord par le Congrès américain n'aura jamais lieu.

Le problème est d'abord lié à la course aux armements. En 1978, des experts américains travaillant pour la CIA concluent à l'existence d'une « fenêtre de vulnérabilité » face aux Soviétiques. En pratique, la conclusion américaine se traduit par la relance du programme de réarmement, dès Carter.

Profitant d'une faille dans les accords SALT I de 1972, le Kremlin installe sur le territoire de la RDA, à partir de 1976, de nouveaux missiles de croisière à têtes nucléaires multiples, les SS-20. Le chancelier Helmut Schmidt tire la sonnette d'alarme. En dépit des protestations soviétiques qui comptabilisent le nombre de missiles, et non celui des têtes nucléaires, et considèrent que leurs forces sont inférieures à celles de leurs adversaires européens, l'organisation militaire reste sur ses positions. La « crise des euromissiles » commence.

En décembre 1979, l'OTAN entérine sa « double décision » : début des négociations pour le retrait des SS-20 ; si la négociation échoue, installation dans les quatre ans de missiles américains sur le territoire de la RFA, de la Grande-Bretagne et de l'Italie. Le service A du KGB, mais aussi les organisations de jeunesse soviétique, sont alors appelés à lancer des opérations de propagande sur le terrain des partisans du

désarmement. La Maison-Blanche est bombardée de milliers de lettres, y compris d'enfants soviétiques enrôlés au service de la guerre froide pour mettre fin à la course aux armements – côté occidental s'entend !

L'offensive se poursuit également dans le tiers-monde à la faveur de nouvelles opportunités. En mars, Castro fait montre d'esprit d'initiative après la prise du pouvoir par un groupuscule marxiste, le New Jewel Movement, sur la minuscule île de Grenade, dans la mer des Caraïbes. Convaincu par le Lider Maximo de la nécessité de soutenir son frère spirituel Maurice Bishop, et de faire de la Grenade un nouvel avant-poste de la lutte contre l'ennemi principal, Moscou s'apprête à livrer une aide militaire massive.

Une autre opportunité inespérée s'offre en Amérique centrale, en juillet : au Nicaragua, le Front sandiniste de libération nationale, un mouvement politico-militaire créé en 1961, renverse Somoza, le troisième d'une lignée de dictateurs. Même si les sandinistes s'opposent au Parti communiste orthodoxe téléguidé par Moscou, des accords de coopération dans les domaines militaire et du renseignement sont rapidement signés.

En dépit d'une nouvelle crise d'espionnite antisoviétique, les relations entre les deux partenaires sont au beau fixe. En septembre, Castro réussit le tour de force de convoquer à La Havane une nouvelle conférence des non-alignés. Le non-alignement du Commandante fait l'objet de railleries depuis longtemps déjà : la base de Lourdes, l'un des complexes d'interception-décryptage KGB-GRU les plus importants dans le tiers-monde, s'agrandit. Abritant plus de deux mille techniciens soviétiques, elle contrôle les satellites commerciaux, les communications navales militaires ou civiles américaines, les programmes spatiaux de la Nasa, et même les conversations téléphoniques sur le territoire américain.

Mais le véritable chant du cygne de la détente a lieu à 3 400 kilomètres au sud-est de Moscou, dans la capitale afghane, Kaboul. En avril 1978, un coup d'État communiste renverse le régime républicain de Mohammed Daoud, massacré avec sa famille. Le Parti communiste afghan est original : il est divisé en deux factions et donc bicéphale.

Tandis que le KGB soutient Babrak Karmal, le chef de la faction Parcham, Brejnev quant à lui réserve ses faveurs à Mohammed Taraki, issu du Khalq.

L'Afghanistan ne tarde pas à sombrer dans la guerre civile. Mis en minorité, Karmal se réfugie en Tchécoslovaquie. En février 1979, l'ambassadeur américain à Kaboul est enlevé puis assassiné par des terroristes. En mars, une quarantaine de résidents soviétiques sont massacrés à Herat. Taraki supplie l'URSS d'envoyer un contingent d'hommes pour étouffer la rébellion. Brejnev accède à sa demande : dès le mois de juin, un contingent limité de conseillers soviétiques atterrit à Kaboul. Le bombardement d'Herat, ville rebelle, fait dix mille morts.

En septembre, nouveau coup de théâtre : Taraki est assassiné par son adjoint, Hafizullah Amin. En privé, Brejnev est scandalisé, lui qui a reçu Taraki quelques jours auparavant seulement. Mais en public, les officiels se taisent et le nouveau régime est reconnu par le Kremlin. La situation reste cependant explosive. Amin montre des velléités d'indépendance. Andropov le soupçonne d'être un agent de la CIA : logique, quand on sait qu'Amin a passé quatre ans à l'université de Columbia (le fait qu'il s'est vu refuser son doctorat à deux reprises n'entre pas en ligne de compte)…

Les Soviétiques craignent que ce pays voisin ne suive le chemin de l'Égypte, passée aux Occidentaux à la fin des années 1970. Les rapports de la GRU, beaucoup plus nuancés que ceux du KGB quant à l'évaluation de la situation sur place, sont ignorés. Le sort d'Amin est alors scellé : le Politburo vote à une majorité absolue sa liquidation. La direction S de la PGU et son spécialiste attitré, le lieutenant-colonel Mikhaïl Talebov, sont chargés de l'exécution de la décision. Mais le dirigeant afghan est méfiant – il échappe à deux tentatives d'assassinat.

Un petit groupe d'hommes – Gromyko, Andropov et Oustinov –, décide alors d'employer les grands moyens : l'envoi sur place de l'armée. La décision est ratifiée par un Politburo passif le 12 décembre. En dehors de Gromyko et d'Oustinov, le rôle d'Andropov se révèle déterminant :

réticent au départ, il devient un ferme partisan de l'intervention. Les souvenirs de Budapest continuent de hanter sa mémoire.

Pour se débarrasser d'Amin et installer un gouvernement fantoche, on envoie la crème de la crème du KGB : le groupe Alpha. L'opération est prévue pour Noël, une période propice aux surprises. D'abord, un pont aérien massif est mis en place vers l'aéroport de Kaboul. Le soir du 27, un commando dirigé par le colonel Grigori Boïarinov, déguisé en Afghan, prend d'assaut le palais présidentiel. Amin et sa maîtresse sont tués, tous les témoins, liquidés. Ironie du sort, le déguisement de Boïarinov est si réussi qu'il est lui-même mitraillé, devenant le premier héros de la « guerre de libération » de l'Afghanistan. Le 28 décembre, Radio-Kaboul annonce qu'Amin, un « espion de la CIA », a été exécuté sur ordre d'un tribunal révolutionnaire. Karmal est le nouveau maître à bord.

L'opération se déroule sans anicroche. Les Soviétiques pensent retirer leurs troupes rapidement, sans susciter de réactions notables à l'Ouest, comme à Prague en 1968. Mais l'Afghanistan a déjà montré par le passé sa capacité à résister à l'envahisseur. En témoignent les trois guerres anglo-afghanes entre 1838 et 1919 qui aboutissent à l'indépendance du pays. À la plus grande joie des Américains, l'Afghanistan devient le Vietnam soviétique, un tombeau de la détente et, d'une certaine manière, celui de l'URSS tout court.

La fin des années fastes

La réaction de l'ennemi principal, les États-Unis, dépasse les prévisions les plus pessimistes des analystes soviétiques et met fin à une période où « le monde allait dans le sens du KGB ». Le 4 janvier 1980, Carter proclame plusieurs embargos sur des produits stratégiques livrés à l'URSS, dont celui sur les céréales, et annonce le boycott des Jeux olympiques de Moscou, à l'été. Surtout, l'invasion de l'Afghanistan profite à un vieil

ennemi des Soviétiques – Ronald Reagan. L'ancien acteur, un farouche anticommuniste depuis ses débuts à Hollywood, n'a pas beaucoup de mal à convaincre les Américains de sa pugnacité. C'est un « grand communicateur », tout le contraire de Carter.

Reagan est élu en novembre 1980 avec deux idées en tête : faire tomber le communisme à l'Est et si possible abolir « l'équilibre de la terreur » nucléaire mis en place depuis la fin des années 1940 entre les deux pays. Autrement dit, le républicain est le premier président américain à vouloir *gagner* la guerre froide ; pour lui, il ne s'agit plus simplement d'« endiguer » le communisme (doctrine du *containment*), mais de le « repousser » (doctrine Reagan du *roll-back*). Comme le dit un slogan de l'époque, l'Amérique est de retour[9].

Le contexte est aux désillusions. Le KGB se rend compte de l'impasse dans laquelle l'Afghanistan pousse la politique soviétique au Proche-Orient et en Afrique : Moscou peut difficilement se poser en « défenseur des Arabes » après l'invasion de décembre 1979. L'amitié avec la Libye du colonel Kadhafi se dégrade au début des années 1980. L'Irak de Saddam Hussein, l'OLP de Yasser Arafat n'inspirent plus confiance. En 1983, la mention du nom d'Arafat n'est même plus précédée par l'appellation « camarade » dans les rapports du KGB.

La révolution islamique en Iran suscite pendant un court moment l'espoir de voir l'influence américaine supplantée par la soviétique – en vain. Pour l'ayatollah Khomeyni, si les États-Unis sont le « grand Satan », l'URSS est aussi un Satan, même « petit ». En Inde aussi, le retour d'Indira Gandhi au pouvoir en janvier 1980 ne permet pas de retrouver la chaleur des relations lors de son premier mandat. À la fin de l'ère Brejnev, l'URSS ne s'appuie sur aucune base solide dans le tiers-monde.

Avec Reagan, les États-Unis se mettent à financer la résistance aux régimes communistes avec plus de vigueur. Le Pakistan, un « hangar de la CIA » depuis les années 1950, devient une base d'entraînement des « combattants de la liberté » afghans. Au Nicaragua, les Américains financent les opposants des sandinistes, les *contras*, avec l'argent récolté

des ventes d'armes à l'Iran… un scandale qui met en péril le mandat de Reagan en 1986. Mais l'exécutif résiste ; Reagan est même surnommé « le président Téflon ».

La Maison Blanche soutient également la résistance en Europe de l'Est. En Pologne en été 1980, la crise économique et l'action du Comité de défense des ouvriers (KOR) provoquent des émeutes et des grèves massives dans les chantiers navals de Gdansk qui débouchent sur la naissance d'une fédération syndicale indépendante, Solidarność (« Solidarité »), dirigée par un électricien de trente-sept ans, Lech Walesa. Le pouvoir, acculé, doit reconnaître Solidarité et accorder des concessions politiques sans précédent. En juillet 1981, au cours d'un congrès du Parti communiste polonais, la majorité de l'ancien Comité central est remplacée par des sympathisants de Solidarité. Pour de nombreux analystes du KGB, le scénario tchécoslovaque a de fortes chances de se répéter.

De fait, comme en 1968, beaucoup d'illégaux soviétiques se rendent en Pologne en se faisant passer pour des touristes. L'objectif est de conforter la théorie du complot sioniste et américain d'Andropov et de Krioutchkov. Mais une invasion n'est alors pas envisagée : Moscou sait qu'il n'a pas les moyens de lancer une nouvelle opération dans la foulée de l'Afghanistan ; Brejnev persiste à croire qu'en cette fin de 1981, la détente peut encore être préservée. Wojciech Jaruzelski, ministre de la Défense et Premier ministre, lui sauve la face : le 13 décembre 1981, il instaure l'état de siège.

Les événements de Pologne font rapidement le tour du monde. D'abord, en raison du soutien de l'homme sans doute le plus influent dans le monde : le pape Jean-Paul II. De son vrai nom Karol Wojtyla, l'ancien évêque de Cracovie a été intronisé en octobre 1978 à la tête du Saint-Siège.

Jean-Paul II se montre un opposant résolu du communisme. Ce n'est pas la première fois que l'URSS doit affronter un pape antisoviétique : à la fin des années 1960, son prédécesseur Paul VI (1963-1978) avait également lancé une Ostpolitik pour améliorer le sort des chrétiens russes.

Andropov avait alors appelé ses propres ouailles à intensifier la lutte contre « les activités subversives du Vatican ». Avec Jean-Paul II, un nouveau palier est cependant franchi. Contre l'avis de Brejnev, les dirigeants polonais se voient contraints d'accepter sa venue en juin 1979. Le retentissement de la visite est immense : la bataille idéologique du parti contre l'Église semble définitivement perdue.

Mais le pire pour le KGB est à venir. Le 13 mai 1981, Mehmet Ali Agca, membre d'une organisation turque d'extrême droite, « Les loups gris », tire sur le pape, qui survit. La déposition du Turc est volontairement confuse : arrivé à Rome depuis la Bulgarie, il avait changé d'identité et de destination plusieurs fois, dans le but de brouiller les pistes. L'on découvrira plus tard qu'Agca a été hébergé par les services secrets bulgares, et qu'il avait aussi suivi un entraînement en Syrie sous la supervision d'agents soviétiques. Moscou avait certainement à gagner de la mort d'un pape anticommuniste, appui du mouvement Solidarité. En l'absence de documents démontrant l'implication soviétique, on ne peut pas affirmer avec certitude que le KGB fut mêlé de près à la tentative d'assassinat. Plusieurs personnes n'en doutent pas, dont l'écrivain russe Arkadi Vaksberg et l'historien polonais Andrzej Grajewski. En épluchant à la loupe l'emploi du temps de Leonid Brejnev, paru en 2016 avec ses « carnets », Grajewski a découvert que le secrétaire général avait rencontré à de nombreuses reprises – ce qui était inhabituel – le directeur du KGB Andropov, en avril-mai 1981. Le 13 mai, l'emploi du temps de Brejnev semble indiquer qu'il s'attendait à quelque chose – aurait-il été au courant[10] ?

Même si les États-Unis se gardent bien de pointer du doigt le Kremlin dans la tentative d'assassinat du pape Jean-Paul II, les événements qui suivent l'invasion de l'Afghanistan provoquent des tensions accrues au sommet. La guerre froide est bel et bien relancée. Reagan fait peur au Kremlin – et c'est une peur panique. Les services secrets soviétiques doivent s'adapter à ce nouveau contexte.

Face à Reagan

L'espoir que la rhétorique antisoviétique du candidat ne soit qu'un instrument de campagne électorale s'effondre dès la première conférence de presse du nouveau président. En janvier 1981, Reagan affirme que « la détente a été jusqu'ici une route à sens unique, utilisée par l'Union soviétique pour atteindre ses propres objectifs[11] ». Et ce n'est que le début. Pressé de savoir si Reagan est sincère dans ses attaques verbales, le Centre utilise une fois de plus les services de son agent d'influence favori, Arbatov. Or, pour celui-ci, Reagan est un anticommuniste convaincu qui croit vraiment ce qu'il dit. Il ne risque pas de changer d'avis de sitôt.

Les théories complotistes d'Andropov et de Krioutchkov trouvent avec l'attitude du quarantième président américain leur plus bel argument. En mai 1981, lors d'une réunion importante à huis clos, Brejnev et Andropov dénoncent un risque de guerre nucléaire bien réel, selon eux, découlant de la ligne de la Maison Blanche. Avec le renforcement du programme de réarmement du Pentagone, Andropov est persuadé que Reagan a l'intention de donner aux États-Unis une capacité de première frappe nucléaire victorieuse. Et que l'URSS doit s'attendre à une attaque nucléaire américaine dans un avenir proche. Parmi les partisans les plus convaincus de cette théorie figure le ministre de la Défense soviétique, Dimitri Oustinov.

Pour anticiper cette attaque, le KGB et la GRU montent une opération conjointe au nom de code Rian (acronyme d'« attaque de missiles nucléaires »). Les résidences doivent fournir au Centre des rapports réguliers sur l'activité militaire de l'OTAN et du Pentagone. Les résidents sont tenus de rédiger des rapports même en cas d'absence de toute activité, un fait sans précédent. Certains agents de la résidence britannique ont beau être sceptiques quant à la légitimité des craintes, ils n'ont pas le choix et doivent s'exécuter.

D'autant plus que le résident de Londres, Arkadi Gouk, est manifestement désireux de se faire bien voir de sa hiérarchie. La

réputation de cet assassin frustré – son projet de liquider le transfuge Nikolaï Khokhlov (voir le chapitre VI) a été (temporairement) rejeté – est en effet compromise par sa fâcheuse habitude à divulguer des secrets d'État à ses compagnons de beuveries. En 1982, le Centre lui passe un savon pour ne pas l'avoir mis au courant immédiatement du commencement de la guerre des Malouines, entre le Royaume-Uni et l'Argentine. Pour se rattraper, il multiplie les rapports tirés d'articles de la presse de gauche. Dès lors, un cercle vicieux classique se met en place : les rapports obligatoires nourrissent à leur tour la paranoïa du Centre.

Andropov ne se contente pas d'alerter les résidences. Il va jusqu'à confier à un agent des plus précieux – John Walker – un boîtier permettant d'avertir immédiatement les Soviétiques, par la simple pression d'un bouton, si le niveau d'alerte des forces américaines venait à monter d'un cran. Walker prétend ainsi avoir dans sa main « le destin de millions d'hommes et de femmes[12] ».

Enfin, Andropov renforce aussi les moyens du contre-espionnage. Et il est grand temps. Face à un nombre d'ennemis intérieurs en croissance exponentielle, la VGU est manifestement surchargée : la direction traite du contre-espionnage, mais aussi de la protection de l'économie et de la surveillance du réseau des transports, des « éléments hostiles », etc. Du coup, Andropov donne l'ordre de créer une 5e direction, chargée du contre-espionnage dans les domaines du transport et des communications. Puis, en septembre 1982, voit le jour une 6e direction principale chargée de la défense de l'économie contre les « actions subversives » des services de renseignement étrangers.

Brejnev lui-même ne défend plus ses anciennes positions, portant sur un rapprochement avec les États-Unis à tout prix. Son dernier discours public, le 27 octobre 1982, est profondément pessimiste. Le secrétaire général exige que les efforts soient doublés voire triplés face à « la politique agressive » de Reagan.

Et ils le sont. L'opération Sirena II est destinée à prouver l'ingérence américaine dans les affaires polonaises. L'opération Golf à la fin

octobre 1982 cherche à discréditer Jeane Kirkpatrick, ambassadrice américaine aux Nations unies et ardente anti-communiste. Le service A fait circuler une fausse lettre d'un conseiller de l'ambassade d'Afrique du Sud destinée à salir la réputation de Kirkpatrick en la présentant comme une proche du régime raciste de Pretoria. Le problème est que, comme dans un certain nombre d'affaires, l'orthographe défaillante trahit l'origine de la lettre : ainsi, ses auteurs écrivent *priviously* au lieu de *previously* (« précédemment »)…

La Grande-Bretagne n'est pas en reste dans les plans du KGB, puisque plusieurs opérations actives sont menées contre le Premier ministre Margaret Thatcher (au pouvoir depuis 1979) en utilisant les services d'un journaliste danois de gauche, Arne Petersen. Ici aussi, l'impéritie des faussaires trahit l'origine des articles.

C'est cependant en Allemagne de l'Ouest que les opérations européennes reçoivent le plus de renfort.

On l'a vu, au début des années 1980, des mesures actives du KGB visent à exploiter l'opposition du mouvement pacifiste au déploiement des missiles américains à moyenne portée. Oskar Lafontaine, le maire SPD de Sarrebruck et l'un des opposants les plus virulents à l'installation, est pris pour cible par le service A. Ce qui ne l'empêchera pas de devenir en 1998 le ministre des Finances du gouvernement de Gerhard Schröder.

En dépit de la présence du mur, Berlin continue de servir de terrain d'affrontement entre le KGB et la CIA. La directrice de la CIA à Berlin-Ouest y fait l'objet d'un traquenard par les Soviétiques. L'homophobie du KGB transparaît dans la menace de divulguer l'homosexualité de l'agent à ses supérieurs de Langley, à l'aide d'enregistrements audio et vidéo, si elle refuse de coopérer. L'opération échoue : l'officier rapporte immédiatement l'affaire à sa hiérarchie, comme le veut le règlement. Le chantage sur les femmes officiers semble alors avoir la préférence des Soviétiques, puisque, quelques semaines plus tard, le KGB tente de recruter la directrice de la CIA au Congo.

L'Allemagne de l'Ouest reste également une cible des opérations de la ligne X, la plus importante après les États-Unis. Mais les succès du renseignement soviétique se heurtent aux « défauts structurels » de l'économie du plus grand pays du monde. Entre autres exemples, les efforts pour rattraper le train de la troisième révolution industrielle (de l'électronique et de l'informatique) restent vains. Par exemple, si les espions soviétiques réussissent à pénétrer l'entreprise Siemens et à subtiliser des ordinateurs dernier cri, ces machines restent inutilisées – par crainte d'avoir été trafiquées, et aussi par manque de spécialistes pour s'en occuper. Le Centre préfère finalement se reposer sur des machines est-allemandes, moins sophistiquées.

*
*   *

L'appel de Brejnev à « tripler les efforts » pour contrer l'offensive des Américains est essentiellement l'œuvre de trois officiers du KGB.

Elle est d'abord celle de Guennadi Titov, surnommé le « crocodile » pour son cynisme et son ambition dévorante, un homme très impopulaire auprès de ses hommes. La carrière de cet orphelin qui a grandi parmi les truands prend son envol en Norvège entre 1972 et 1977, lorsqu'il est l'officier traitant d'Arne Treholt. Découvert, il est expulsé d'Oslo avec fracas. Surtout, il finit de compromettre le précieux agent norvégien en restant en contact avec lui. Toutes ces mésaventures auraient dû lui coûter sa carrière, mais ce favori de Krioutchkov profite du décès d'Andropov en février 1984 pour obtenir le grade de général en dirigeant les opérations du KGB en RDA, à Karlhorst – véritable « décanteur à espions » à cette époque[13]. On le soupçonne de vouloir (re)lancer une série d'actions terroristes contre les Américains en Allemagne.

On a vu plus haut que le KGB flirte avec le terrorisme palestinien, mais il est aussi lié au terrorisme de l'IRA et d'extrême gauche : la Fraction armée rouge (RAF), groupuscule apparu sans doute à la fin des années 1960, demeure l'un des préférés de la Stasi, mais aussi, sans

doute, d’Andropov. Après le démantèlement partiel de la RAF en 1977, la RDA offre l’asile aux rescapés et favorise la reconstitution de l’organisation, sur un programme antiaméricain. Ce qui donne lieu à quatre attentats entre 1981 et 1985 visant des cibles américaines. En août 1981, une voiture piégée est lancée contre le quartier général européen des forces aériennes américaines à Ramstein, en RFA, faisant dix-sept blessés. En décembre 1984 a lieu une tentative de destruction de l’école militaire de l’OTAN à Oberammergau[14].

Un autre officier de talent qui joue un rôle important à cet époque, bien plus respecté que Titov, est Rem Krassilnikov. Son prénom est un acronyme qui signifie « paix révolutionnaire », à la mode dans les années 1920 avec d’autres prénoms du même genre, issus de la « révolution culturelle » qu’amènent avec eux les bolcheviques[15]. Ce fils d’un général du NKVD fait ses études, comme le reste de la nouvelle élite, au prestigieux MGIMO, l’Institut des relations internationales de Moscou (l’équivalent de Sciences-Po à Paris). En 1949, il rejoint les services secrets soviétiques. Avant de travailler successivement à la tête de la 2e section de la VGU (Royaume-Uni), puis à celle de la première (États-Unis), il s’illustre en poste à Ottawa, puis à Beyrouth, ville dans laquelle il tente de recruter John MacGaffin, un officier de la CIA. Proche de Philby et de Blake, sa patience lui vaut le surnom de « professeur ».

Krassilnikov bénéficie d’informations provenant de la PGU et de son vice-directeur à partir de 1983, Nikolaï Leonov. Ce dernier, spécialiste de l’Amérique latine, est désormais le responsable des opérations pour l’ensemble du continent américain. Or, après les désillusions en Afrique et en Asie, l’Amérique latine est au début des années 1980 le continent qui offre au KGB et à la GRU le plus d’opportunités.

En effet, à la veille de l’élection de Reagan, après le Nicaragua, c’est au tour du Salvador de tomber dans l’orbite soviétique. En 1980, tandis que ce petit pays d’Amérique centrale glisse vers la guerre civile, l’union des factions marxistes salvadoriennes – la Direction révolutionnaire unifiée – se voit octroyer une base d’entraînement militaire au Nicaragua,

financée naturellement par le Centre. De son côté, Castro accorde également ses faveurs à une autre organisation salvadorienne, issue de la guérilla, le Front de libération Farabundo Marti, du nom d'un communiste local fusillé en 1932. Castro plaide régulièrement sa cause auprès de Nikolaï Ogarkov, le chef de l'état-major des forces armées soviétiques. À l'avertissement du secrétaire d'État de Reagan, Alexander Haig, déclarant que « l'époque des aventures impunies dans le tiers-monde est terminée », le maréchal réplique que « l'impérialisme américain ne peut empêcher les lois de l'Histoire de s'accomplir[16] ».

La grande peur

Brejnev s'éteint paisiblement le matin du 10 novembre 1982. Sa disparition ne donne pas lieu à une refonte radicale de la ligne soviétique en direction de l'ennemi principal : Andropov est, avec Gromyko, Oustinov et Souslov (décédé en janvier 1982), l'un des décideurs de premier plan en la matière depuis la fin des années 1970, lorsque Brejnev donne des signes évidents de fatigue et s'éloigne des affaires. Élu au poste de secrétaire général, Andropov ne fait qu'emprunter la voie qu'il avait lui-même tracée.

Son successeur à la tête du KGB est Vitali Fedortchouk, un proche de Brejnev, nommé en mai. Bien décidé à placer des hommes de confiance aux postes clés, Andropov voit en lui une simple parenthèse. En décembre, Fedortchouk cède la place à Viktor Tchebrikov. Fidèle à son bienfaiteur, Tchebrikov, avec Arbatov, contribue à populariser une image positive du nouveau dirigeant en Occident, celle d'un « libéral qui s'ignore », d'un collectionneur de disques de jazz qui parle anglais et s'habille avec goût, chante juste, joue du piano et de la guitare et aime la poésie. De toutes ces caractéristiques, seule la dernière est avérée.

Andropov se plaint souvent à son entourage d'avoir face à lui « un président américain des plus antisoviétiques ». « Je n'ai pas eu de chance », se confie-t-il souvent, comme pour s'excuser de ne pas donner aux Soviétiques plus de libertés. Le premier objectif du KGB est dès lors d'empêcher la réélection de Reagan. Dès le 25 février 1983, le Centre ordonne à ses trois résidences américaines de préparer des mesures actives pour empêcher la victoire de Reagan en novembre 1984. L'objectif principal consiste à populariser le slogan : « Reagan = guerre. » Des manifestations monstres sont organisées en URSS pour protester contre le déploiement des missiles de croisière américains en Europe. Quant aux manifestations pacifistes en RFA ou en Grande-Bretagne, les résidences locales s'empressent de rapporter au Centre qu'elles y ont grandement contribué par leurs mesures actives. Arkadi Gouk s'illustre tout particulièrement par ses fabulations. Malheureusement pour Andropov, toutes ces opérations se révèlent impuissantes à enrayer l'immense popularité du « grand communicateur ».

Le secrétaire général donne alors l'ordre à Tchebrikov de faire passer l'opération Rian à une vitesse supérieure. Un nouveau palier dans la diabolisation réciproque est franchi le 8 mars. Reagan prononce une allocution dans laquelle il définit l'URSS comme un « Empire du Mal ». Deux semaines plus tard, Reagan annonce à la télévision son programme le plus ambitieux, l'Initiative de défense stratégique (IDS), qualifiée de « projet Guerre des étoiles », en référence à la saga de George Lucas dont le nouvel épisode, *Le Retour du Jedi*, sort sur les écrans en mai. L'IDS est appelée à devenir l'arme suprême, un bouclier spatial qui détruira les missiles soviétiques en plein vol à coups de rayon laser. En dépit de son caractère scientifiquement douteux, le projet est pris au sérieux par le Kremlin, qui s'alarme des préparatifs à une « guerre dans l'espace », par satellites, depuis la fin des années 1970[17]. Pour Andropov et le Centre, l'IDS n'a en effet rien de défensif : pour lui, si le projet de Reagan se réalise, les États-Unis n'hésiteront pas à attaquer.

La fin de l'année 1983 est particulièrement agitée. Dans la nuit du 1er septembre, un Boeing coréen, le KAL 007, faisant route d'Anchorage, en Alaska, à Séoul, en Corée du Sud, est abattu par un chasseur soviétique, faisant 269 victimes. « La cible est détruite », annonce simplement le pilote à 3 h 26 du matin. C'est certainement une méprise de la part des Soviétiques : personne n'aurait volontairement donné l'ordre d'abattre un avion civil. Le Boeing avait dévié de sa course en profondeur, et dans un contexte aigu d'espionnite, les Soviétiques ont « pris leurs cauchemars pour des réalités », considérant le KAL comme un avion espion, qui de surcroît gardait le silence en dépit de leurs avertissements. Les problèmes structurels font le reste : ce n'est pas par hasard que la défense aérienne est considérée depuis longtemps comme « le secteur agricole des forces armées soviétiques[18] ».

Malgré la découverte des boîtes noires, il est difficile aujourd'hui de reconstituer la vérité sur le tragique accident. Certains affirment que les Américains avaient effectivement utilisé le Boeing comme avion espion. Quoi qu'il en soit, une confusion totale règne chez les Soviétiques pendant trois jours. Les propagandistes du Kremlin, poussés par Oustinov, finissent par adopter la pire des tactiques : le silence. Puis, confrontés à la diffusion des bandes enregistrées par les stations d'interception américaines en Extrême-Orient, ils accusent les Américains d'avoir « organisé une provocation ». Reagan, quant à lui, a la preuve que l'Union soviétique est bel et bien cet « Empire du Mal » qu'il avait dénoncé, en mars…

Le drame du KAL survient au pire moment pour les Soviétiques, il coïncide avec le début du déploiement des missiles de croisière américains Cruise en Grande-Bretagne, en dépit des protestations soviétiques et des manifestations pacifistes. Pour de nombreux indécis, la destruction de l'avion coréen joue le rôle d'une véritable piqûre de rappel antisoviétique. Les négociations pour trouver une solution au problème du déséquilibre des forces nucléaires en Europe ayant échoué, les missiles sont installés dans plusieurs pays ; les fameux Pershing II, des missiles balistiques à tête

nucléaire capables d'atteindre le territoire soviétique, arrivent en RFA en 1984.

Pour l'espionnage soviétique, la période est également marquée par un échec retentissant : la confession au MI5 de Michael Bettaney, l'un des officiers de l'organisation. L'homme avait notamment tenté de fournir aux Soviétiques des documents sur le détail de l'arrestation de trois de leurs agents sur le territoire britannique, en mars 1983. Heureusement pour le MI5, le résident soviétique, Arkadi Gouk, croit alors à une provocation et ne répond pas à l'invitation de Bettaney : une occasion en or de recruter un officier des services secrets britanniques, ce qui ne s'était pas présenté depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, passe ainsi sous le nez du KGB.

Les mésaventures soviétiques ne s'arrêtent pas là. Moins de deux mois après la destruction du vol coréen et le début du déploiement des missiles américains en Europe, le 19 octobre, le conflit entre Maurice Bishop et son adjoint, Bernard Coard, se résout par la déposition de Bishop et son exécution. Huit cents étudiants américains d'une école de médecine de l'île de Grenade sont pris en otage. Reagan voit dans le putsch une nouvelle tentative de subversion cubaine dans la région et refuse de négocier. Le 25, des troupes américaines envahissent l'île et renversent le régime de Coard. Enfin, les tensions atteignent leur paroxysme entre le 2 et le 11 novembre. L'OTAN organise alors un exercice d'entraînement à la guerre nucléaire, portant le nom de code « Able Archer » (« Archer adroit »).

Grenade, Able Archer : il n'en faut pas plus au Centre pour conclure qu'une attaque réelle est désormais imminente. Ogarkov obtient du Politburo une alerte nucléaire. Quinze ans après la crise des missiles de Cuba, le monde est de nouveau au bord d'une guerre… sauf qu'à la différence de 1962, les opinions publiques, en URSS, mais aussi en Occident, ne sont absolument pas mises au courant.

*
* *

Les années 1980 ne sont pas seulement marquées par une dégradation sensible des relations de l’URSS avec son ennemi principal les États-Unis. Le renseignement soviétique doit faire face en 1983 à la confirmation d’un divorce avec un pays qu’il considérait comme définitivement acquis à sa cause : la France. L’année 1983 est décidément un nouvel *annus horribilis* pour le Kremlin.

Valéry Giscard d’Estaing> avait été le premier dirigeant occidental à s’entretenir avec Brejnev après l’invasion de l’Afghanistan. Les Soviétiques l’avaient alors copieusement désinformé, lui garantissant sa réélection s’il se présentait comme un avocat du dialogue avec l’Europe de l’Est, opposé à la « domination américaine ». Le service A avait laissé circuler des rumeurs sur l’implication de la CIA dans la célèbre « affaire des diamants » qui avait terni sa réputation[19]. Lors de la campagne présidentielle de 1981, le service A avait fait croire à des tentatives de sabotage par des « extrémistes sionistes ».

Tous ces efforts ne portent pas leurs fruits. En mai 1981, le Centre est consterné par l’élection de François Mitterrand. Pour le KGB, c’est un carriériste dont le seul objectif est d’instrumentaliser l’électorat communiste à ses propres fins. La présence au gouvernement de ministres communistes, une première depuis l’après-guerre, ne rassure pas : Georges Marchais est une catastrophe pour le KGB en dépit (ou à cause ?) de son soutien affirmé à l’invasion de l’Afghanistan. À la défaite du candidat de l’UDF s’ajoute la prise de conscience d’une trop faible efficacité des périodiques financés par le KGB, *Synthesis* ou *Tribune des nations*. C’est le temps du dégrisement.

La rupture est consommée en avril 1983, avec l’expulsion de quarante-sept hommes du KGB et de la GRU, du jamais-vu en France. Parmi les expulsés, le résident Nikolaï Tchetverikov. Le plus grand « coup de balai » depuis l’opération britannique Foot s’explique par les révélations de Farewell, un agent infiltré dans la direction T de la PGU, le renseignement

scientifique et technique, le cœur du complexe militaro-industriel soviétique.

Sous le pseudonyme de Farewell se cache un lieutenant-colonel du KGB de belle prestance, âgé de quarante-trois ans, Vladimir Vetrov. Cet ancien du ministère de l'Industrie radioélectrique est envoyé à Paris en 1965 sous couvert d'un emploi d'ingénieur au GKET (Comité d'état pour la technique électronique). « Volodia » tombe amoureux de la France, se passionne pour les meubles anciens. Plus tard, il se vantera devant ses collègues de toujours avoir une caisse de champagne dans le coffre de sa voiture. Après un passage-éclair au Canada, d'où il est rappelé par le KGB qui le soupçonne de trahison, avant de le blanchir, il atterrit au « cimetière des éléphants », la section « aviation et espace » du département T de la PGU, où il constate chaque jour l'impasse du système soviétique et la décrépitude de ses agents. Il décide de le détruire de l'intérieur. Fin 1980, il renoue avec un vieux contact de Thomson-CSF, Jacques Prévost, qui a l'oreille de la DST. Après quatre mois de réflexion, la DST le recrute en mars 1981, utilisant d'abord comme intermédiaire le subordonné de Prévost, Xavier Ameil, puis, dans le rôle d'OT, Patrick Ferrant, attaché militaire adjoint à Moscou, ainsi que son épouse Madeleine qui sert d'agent de liaison.

Le choix de la DST et non du SDECE (qui devient en juin 1981 la DGSE) tout comme celui du nom de l'opération – Farewell – sont censés endormir la méfiance du KGB, qui concentre ses efforts sur les Américains et les Britanniques. L'opération, qui se déroule dans un contexte de graves tensions entre l'URSS et l'Occident, n'est pas pour autant sans risques. Vetrov fait preuve de grand courage, d'un courage insensé même, en sortant de la PGU de nombreux dossiers classés hautement confidentiels. Il confirme les pires pressentiments des services occidentaux sur le pillage de leurs technologies et livre plus de deux cents noms d'agents soviétiques de par le monde.

Entre autres renseignements de grande valeur, Vetrov informe les Français du projet de construction d'un gazoduc transsibérien auquel

devraient participer la Grande-Bretagne et l'Allemagne, et qui contournerait l'embargo américain sur les technologies stratégiques destinées à l'URSS. François Mitterrand alerte Ronald Reagan le 19 juillet 1981, en marge du sommet du G7 à Ottawa, sur cette affaire et sur le pillage des technologies occidentales, et notamment américaines, par les Soviétiques. Pour le nouveau président français, c'est l'occasion de rassurer un interlocuteur très inquiet à l'idée que quatre ministres communistes font partie de son gouvernement. D'abord très sceptique, Reagan finit par se laisser convaincre par son directeur de la CIA, William Casey.

En septembre, Thomson-CSF signe un accord avec Moscou pour la construction du gazoduc, une percée pour l'industrie française que les Américains tentent de retourner contre les Soviétiques. Un conseiller de Reagan, Gus Weiss, met au point une opération de sabotage des technologies vendues à l'URSS, dont celles destinées au fameux gazoduc. L'objectif de l'opération est de retarder sa mise en service en utilisant, entre autres, un virus informatique – ce serait donc l'une des toutes premières opérations de la future cyberguerre. Ce sabotage aurait provoqué une « gigantesque explosion », en décembre 1983, un épisode controversé qui pourrait être une invention, ou à tout le moins, une bavure magnifiée par une habile opération de désinformation[20].

Les circonstances de la découverte de Farewell par les Soviétiques demeurent mal connues. La version officielle prétend que Vetrov, un agent connu pour son tempérament impulsif et violent, est arrêté fin février 1982 après avoir successivement poignardé sa maîtresse, puis un passant (ou un SDF) qui tente de s'interposer, sur un parking proche du périphérique de Moscou. Revenu une heure plus tard sur les lieux de son crime, il est identifié par la jeune femme, grièvement blessée. Progressivement, cette version commence à changer : des rumeurs circulent, la maîtresse de Vetrov, Lioudmila Otchkina, chef du bureau traduction de la direction T de la PGU, serait une nymphomane ; le passant serait en réalité un autre officier du KGB rendu fou de jalousie en

surprenant les amants en pleine étreinte. Il est plus probable qu'Otchkina, qui était au courant de la trahison et approvisionnait Vetrov par des documents secrets de son bureau, ait cherché à le pousser au divorce en utilisant ce qu'elle savait comme moyen de pression, provoquant la colère de l'espion, avec lequel elle avait bu du champagne auparavant (le fameux champagne dans sa voiture…). Quant à la victime du KGB, c'était un ancien agent de surveillance qui avait pris pour habitude de soutirer de l'argent aux couples qu'il surprenait pendant leurs ébats. C'est après l'avoir tué que Vetrov aurait blessé sa compagne, peut-être pour ne pas laisser de témoins.

En 1982, aucune charge d'espionnage n'est retenue contre Vetrov, condamné à douze ans de réclusion pour meurtre et envoyé purger sa peine à Irkoutsk. Le KGB se doute cependant de la présence d'une taupe dans ses rangs et mène une enquête interne. Celle-ci prend du temps, car Fedortchouk, puis Tchebrikov, directeurs du KGB, craignent à juste titre pour leur avenir si une affaire de trahison venait à remonter à la surface. Ils attendent aussi d'en apprendre davantage par leur propre taupe au sein de la CIA. Cet espion dont l'identité reste à confirmer finit de « calciner » Vetrov, déjà compromis après avoir fait étalage de ses activités devant un informateur de la prison d'Irkoutsk. En 1983, il est transféré de la prison d'Irkoutsk à celle du KGB, à Lefortovo. Condamné à mort comme le veut l'usage, il rédige sa « confession », un réquisitoire implacable contre les activités du KGB, qu'il compare à « une vieille putain fatiguée[21] ». Le 23 janvier 1985, il est exécuté. Des rumeurs circulent au PGU sur sa mort courageuse, son absence de remords et de peur. Un comportement qui tranche avec l'image de lâche et d'alcoolique que se sont efforcés de lui coller les responsables du KGB. L'affaire Vetrov, qui s'ajoute à une dizaine d'autres de défections pendant les années 1975-1985, reflète et renforce, à n'en pas douter, le malaise général qui règne dans une institution qui constitue le cœur du pouvoir soviétique.

*
*   *

Même si elles sont relativement symboliques eu égard aux effectifs pléthoriques du KGB et de la GRU en France (auxquels il faudrait ajouter les bataillons des pays frères communistes !), l'expulsion de 47 Soviétiques, la plupart des diplomates, le 5 avril 1983, est un coup dur pour le KGB. Il faut attendre 1986 pour voir arriver à Paris un nouveau résident, Anatoli Khramtsov. Mais contrairement à ce qui s'était passé en 1971 en Angleterre après l'affaire Lialine, Moscou décide de ne pas répliquer. Ordre est donné de présenter l'affaire, dans les médias, comme un simple « incident de parcours ». Pour Andropov, la rupture des relations avec un pays dirigé par des socialistes, soutenus par des communistes, n'est pas souhaitable : on comprend le soulagement du Centre lorsque ces derniers finissent par quitter le gouvernement en 1984.

Derrière l'apparente modération se dissimule une opération de désinformation. Des rumeurs se diffusent en France selon lesquelles l'affaire Farewell serait en réalité une manipulation américaine, destinée à compromettre les relations franco-soviétiques. Dans le rôle de l'agent d'influence numéro un, on trouve un certain Harris Puisais, membre du cabinet de Claude Cheysson, surnommé « Méphisto ». L'Élysée mord à l'hameçon et tente, sans succès, de brider l'opération de « sensibilisation » du public. On craint de compromettre le voyage de François Mitterrand en URSS, en juin 1984, puis, en mars 1985, la tenue de la Grande Commission franco-soviétique pour le commerce. Après la publication de matériaux confondants, Yves Bonnet, patron de la DST, accusé d'« activisme antisoviétique » et d'avoir été « l'idiot utile de la CIA », est muté. La DST est dans la tourmente. Le KGB, on l'imagine, se frotte les mains. Rira bien qui rira le dernier !

La grande peur, suite et fin

« Mesdames et Messieurs, j'ai le plaisir de vous annoncer que j'ai signé une directive mettant indéfiniment l'Union soviétique hors la loi. Le bombardement débutera dans cinq minutes. » En pleine campagne présidentielle, Ronald Reagan, grand amateur d'*anekdoty*, les histoires drôles soviétiques, se risque à une plaisanterie au cours de son message dominical à la *National Public Radio*, le 11 août 1984. Le public américain averti reconnaît une parodie de son discours de la matinée, dans lequel il avait parlé d'une législation autorisant les réunions publiques des groupes religieux dans l'enseignement secondaire.

Les Soviétiques qui écoutent l'enregistrement du message – jamais diffusé en direct – ne comprennent évidemment pas qu'il s'agit d'une parodie. Et ils rient jaune. S'ils réalisent bien qu'il s'agit d'humour noir, ils se disent, en suivant un dicton russe, que « dans chaque blague, il y a une part de vérité ». Et agissent en conquéquence : les forces de la région d'Extrême-Orient sont mises en alerte pendant une demi-heure.

L'exemple de la réaction soviétique à l'humour inapproprié du président américain explique qu'après la mort d'Andropov, le 9 février 1984, l'opération Rian reste d'actualité. Les résidents étrangers sont toujours tenus d'envoyer leurs rapports en suivant les « indications opérationnelles permanentes », plus étranges les unes que les autres, tout droit sorties de l'esprit tortueux de Krioutchkov. L'augmentation du nombre de bêtes abattues dans les campagnes comme celui des fenêtres allumées la nuit dans les bureaux de l'OTAN sont considérés comme des indices de la préparation d'une attaque-surprise.

Les Soviétiques sont particulièrement crispés dès qu'il s'agit de faire des concessions en direction des États-Unis. Lorsque Reagan annonce son désir d'abolir *toutes* les armes nucléaires, dans un discours révolutionnaire du 16 janvier 1984, le Kremlin soupçonne un piège. Le projet IDS suscite toujours les plus grandes réserves. Sa liquidation est posée comme un préalable à toute négociation. Et la pire crainte des Soviétiques se réalise en novembre, avec la réélection de l'ancien acteur.

Si guerre il doit y avoir, le KGB est tenu d'y participer à sa façon, en utilisant notamment les armes bactériologiques. Qu'on se souvienne : si la création du laboratoire X date des années 1920 (en 1960, il est renommé laboratoire 12)[22], c'est seulement au début des années 1970 que Moscou montre des signes d'intérêt sans précédent pour les armes biologiques. Le contexte est alors aux expérimentations génétiques : en 1972, les scientifiques réussissent pour la première fois à percer une partie des secrets de l'ADN. L'ère de la manipulation des organismes vivants est ouverte. Le risque est tel que le 10 avril 1972 est paraphée la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques. Un texte signé entre autres par l'URSS et les États-Unis, deux pays qui, on le sait, vont s'efforcer de contourner cette interdiction – reste à savoir qui a commencé le premier.

En 1973, une décision secrète du Conseil des ministres d'URSS demande à ce que la préparation d'une « guerre biologique » se fasse sur des bases nouvelles, à l'aide de la biologie moléculaire et de l'ingénierie génétique. Parallèlement à un projet militaire, le KGB met aussi au point un programme pour un conflit bactériologique, dissimulé au sein de Biopreparat, une agence de recherche comme il en existe des centaines d'autres en URSS, en réalité un institut aux ramifications multiples.

Fin 1984, après la réélection de Reagan, cette nouvelle guerre est plus que jamais d'actualité pour le 12e département de la direction S de la PGU, en charge des illégaux. Les cibles des agents spécialisés dans ce genre d'opérations sont les laboratoires de recherche occidentaux. En France, ce sont les centres Pasteur et l'Agence nationale de recherche sur le Sida. Piochant à droite et à gauche, l'URSS réussit à amasser une belle collection de souches virales, depuis le virus de Marburg jusqu'au virus d'Ebola, en passant par la tularémie, volée aux Américains, et une souche de variole particulièrement redoutable, aux Indiens[23].

*

*   *

En ce début 1984, alors que les tensions de 1983 ont décidément du mal à retomber, un nouvel espoir apparaît pourtant à l'horizon. Les cérémonies d'adieu à Andropov, les 11 et 12 février 1984, sont l'occasion pour les ennemis de la guerre froide de se rencontrer. Reagan envoie son vice-président George Bush présenter ses condoléances à Konstantin Tchernenko, le successeur. L'idée est de préparer un sommet entre les deux superpuissances. Projet qui n'aboutira pas, Tchernenko est lui aussi un vieillard malade qui ne tarde pas à passer de vie à trépas, au bout d'un règne de trois cent quatre-vingt-dix jours.

Les tensions en Amérique centrale tendent à s'apaiser. Effrayé par l'alerte de 1983, Moscou n'a plus envie de surenchérir dans « l'arrière-cour des États-Unis ». La livraison de chasseurs MIG 21 au Nicaragua est reportée *sine die.* De leur côté, les Américains doivent se résigner à leur échec au Nicaragua, face à la désorganisation et l'impuissance des *contras*, tandis que la Chambre des représentants vote plusieurs amendements interdisant leur financement par les États-Unis.

Le vent du changement commence à souffler. En décembre, Mikhaïl Gorbatchev, un jeune membre du Politburo (cinquante-trois ans contre une moyenne de plus de soixante-dix pour les autres), effectue une visite en Angleterre. Le Centre lui fournit tous les renseignements nécessaires sur ses interlocuteurs. Le voyage, une première depuis près de trente ans, devient une opération de séduction réciproque : le Premier ministre britannique Margaret Thatcher affirme à l'issue des discussions que son homologue est « quelqu'un avec qui on peut travailler ». Gorbatchev, lui, est conquis par la Dame de fer, qu'il voyait jusqu'ici au travers des lentilles déformées de la propagande. Il réalise alors la nécessité de se rapprocher de l'Occident pour sauver l'Union soviétique. Ce qui suppose de mettre fin à la paranoïa du KGB. Cela tombe bien : au même moment, l'opération Rian perd un de ses plus farouches défenseurs, le ministre de la Défense Dimitri Oustinov.

La mort de Tchernenko, le 10 mars 1985, permet au jeune premier du Politburo d'accéder enfin aux plus hautes fonctions. La « révolution de

Gorbatchev », la fameuse *perestroïka*, va contribuer à un nouveau rapprochement entre les deux ennemis principaux de la guerre froide. C'est en réalité un point de vue que certains voudraient présenter comme la seule vérité. Les dernières années du régime soviétique défraient en effet la chronique par un nombre d'affaires d'espionnage sans précédent. Ce nouveau cycle est entré dans l'histoire du renseignement sous le nom de « décennie des espions ».

---

1. Walker : 307.

2. Indications opérationnelles permanentes portant sur une attaque nucléaire en provenance des États-Unis, citées dans Andrew et Gordievsky 1993 : 71.

3. Kalugin : 204.

4. Vaksberg : 221.

5. La théorie de la « guerre préventive d'Hitler » a été défendue par Rezoun, mais aussi par l'historien allemand Joachim Hoffmann, notamment dans son ouvrage paru en 1995, *La Guerre d'extermination de Staline* (publié en français en 2003).

6. Voir le chapitre VII.

7. Sur les premiers échanges, voir le chapitre II.

8. Adapté de Kalugin : 304-305.

9. Le meilleur ouvrage sur les stratégies américaines à l'égard du communisme reste celui de John Lewis Gaddis, *Strategies of Containment. A Critical Appraisal of American National Security Policy During the Cold War*, 2e édition, Oxford University Press, 2005.

10. Vaksberg : 219. George Weigel, « The Quiet Hours of Leonid Brezhnev », Firstthings.com, 17 juillet 2019. Sur les « carnets de Brejnev », voir ma biographie du secrétaire général (Perrin, avril 2020).

11. Cité dans Raymond Garthoff, *The Great Transition. American-Soviet Relations and the End of the Cold War*, Washington, Brookings Institution, 1994, p. 8.

12. Walker : 308.

13. Oleg Gordievski cité dans Vladimir Voronov, *Le Service*, Moscou, 2004, section III, chapitre XII, consulté sur http://www.evartist.narod.ru/text1/81.htm.

14. Tous les attentats ne sont pas attribués à la RAF, ainsi l'explosion dans une discothèque de Berlin-Ouest du 5 avril 1986, qui fait 230 blessés est imputée à la Libye.

15. L'expression appartient à l'historienne américaine Sheila Fitzpatrick.

16. Cité dans Andrew et Mitrokhine 2005 : 124, 128.

17. Les dirigeants soviétiques pensent que le Space Shuttle, dont la construction débute en juin 1974, sera un « bombardier nucléaire spatial ».

18. Jonathan Haslam cité dans Andrew et Gordievsky : 590. Rappelons qu'en 1960, la capture de Gary Powers ne s'est pas faite sans victimes du côté soviétique : le pilote d'un MIG-19 est tué par une salve antiaérienne.

19. Révélée en octobre 1979, l'affaire met en cause Valéry Giscard d'Estaing du temps où il était ministre des Finances. En signe d'amitié, Jean Bédel Bokassa, président de la République centrafricaine, avait alors offert au futur président une plaquette de diamants – cadeau dont l'intéressé taira l'existence jusqu'au scandale.

20. Nart et Debain : 306-307.

21. Nart et Debain : 228.

22. 1960, c'est aussi l'année de la mort de Boris Pasternak, célèbre poète russe qui s'est vu décerner le prix Nobel de littérature pour *Le Docteur Jivago*, interdit de publication en URSS. Pour Irina Emélianova, la fille d'Olga Ivinskaïa, qui a inspiré le personnage de Lara dans le roman, l'écrivain pourrait bien avoir été empoisonné par le KGB. Voir le dernier volume de ses Mémoires, *L'Enfant de l'hiver* (Moscou, 2019).

23. Kouzminov : 32.

Chapitre X

La décennie des espions

GROMYKO[1] *: Quels sont les crimes les plus dangereux, et quels sont les châtiments qu'ils entraînent ?*
TCHEBRIKOV[2] *: L'espionnage. Le châtiment encouru est soit la peine de mort, soit quinze ans de prison. […] La sentence de Tolkatchev a été mise en application hier.*
GORBATCHEV : Le renseignement américain a été très généreux. Ils ont trouvé deux millions de roubles sur lui.
TCHEBRIKOV : Cet agent a fourni à l'ennemi de très importants secrets militaires et technologiques.

Réunion du Politburo, 25 septembre 1986[3]

Au renseignement, nous avons beaucoup apprécié la fermeté initiale [de Gorbatchev] en direction des puissances occidentales. Mais rapidement sont apparues des brèches, puis des fissures et enfin des crevasses. Le pays glissait sur la pente d'un long tunnel appelé perestroïka.

Nikolaï Leonov,
directeur adjoint de la PGU[4]

Le facteur Gorbatchev

Peu de gens associent le nom de Mikhaïl Gorbatchev à l'espionnage. Le secrétaire général est surtout connu pour avoir contribué, un peu

malgré lui, à la fin de la guerre froide et à la disparition des régimes communistes, en Europe de l'Est et en Russie. Gorbatchev, c'est l'homme de la *perestroïka* (reconstruction), de la *glasnost* (transparence). C'est l'homme du changement. Ce n'est pas l'homme du KGB !

Et pourtant. Son élection au poste de secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique, en mars 1985, est perçue comme une victoire par bien des agents du Comité de la sécurité d'État. Une victoire sur l'esprit de « stagnation » de l'ère Brejnev-Tchernenko ; un retour aux promesses d'Andropov, perçu initialement comme un réformateur. Andropov n'est-il d'ailleurs pas celui qui a permis l'ascension de Gorbatchev au sein du Comité central ?

En cette même année 1985, marquée par le sommet soviéto-américain de Genève, une première depuis la rencontre de Vienne en 1979, l'opération Rian est mise en sommeil. Les résidences ne doivent plus se plier à une obligation de surveillance des « cibles occidentales » et produire des rapports sur l'évolution des forces nucléaires américaines dans l'attente d'une attaque inexorable de l'URSS.

Gorbatchev annonce rapidement la couleur : pour lui, « seule la vérité est révolutionnaire[5] ». Mécontent de la distorsion des faits dans les rapports de la PGU, il demande que l'on évite le ton flagorneur propre à plaire au commanditaire et, sans céder d'un pouce sur les intérêts soviétiques, exige une analyse impartiale des événements. Il n'est guère étonnant qu'il se montre plus satisfait par les rapports de la section T. Le renseignement scientifique se laisse moins pénétrer par le verbiage idéologique que le renseignement politique.

On l'aura compris : pour Gorbatchev, le renseignement reste une priorité. La logistique du KGB continue de bénéficier d'une attention soutenue. Gorbatchev finance un agrandissement du complexe de Iassenevo. Les effectifs continuent de croître. La tendance est observée depuis plus de vingt ans : les effectifs de la PGU sont passés de 3 000 personnes dans les années 1960 à 12 000 en 1985. En 1989, on estime à 490 000 le nombre de personnes travaillant pour le KGB, dont

220 000 sont des gardes-frontières. Le budget global ne cesse d'augmenter aussi. En dix ans, de 1985 à 1990, il passe de 3 à 4,9 milliards de roubles.

De même, il est hors de question d'économiser sur le Sigint. En 1985, Gorbatchev hérite d'un réseau d'interception-déchiffrage qui est le plus étendu au monde. Le principal bénéficiaire de cette immense toile est la 6e Direction de la GRU : des stations d'interception équipent vingt types différents d'avions et plus de soixante navires de surface. Depuis le lancement de Kosmos 189 en 1967, plus de cent trente satellites d'interception ont été mis sur orbite. Du côté du KGB, la 16e direction gère toujours les plus grandes stations d'écoute à Lourdes (Cuba), Aden (ex-Yémen du Sud), et celle de la baie de Cam Ranh (Vietnam). Même si la GRU se spécialise dans le Sigint militaire et le KGB dans le Sigint diplomatique et économique, les deux se chevauchent souvent, ce qui entraîne des conflits.

L'ambassade américaine à Moscou continue d'être perméable au Sigint, même si la sécurité s'est considérablement renforcée. Les dommages sont moins importants que les infiltrations de la génération précédente, notamment grâce à l'utilisation du *« yellow submarine »*, une cabine ultra-sécurisée dans l'enceinte de l'ambassade. Mais l'ambassade est soumise à des micro-ondes de manière permanente, qui provoquent de nombreux cancers chez les diplomates. Quand cela est nécessaire, Gorbatchev n'hésite pas faire appel au facteur humain. En 1986, deux marines donnent accès à des agents du KGB. L'un d'eux, Clayton Lonetree, est séduit par une hirondelle.

Comme le souligne Alexandre Kouzminov, un transfuge de la direction S de la PGU, avec Gorbatchev, « la pénétration au sein des sociétés occidentales se poursuit, à la faveur de nouvelles opportunités offertes par la *perestroïka* et la “nouvelle pensée”[6] ». Les mesures d'ouverture adoptées sous Gorbatchev, comme la diffusion des coentreprises, suscitent le plus grand intérêt de la PGU qui y voit un moyen de multiplier les succès du renseignement scientifique et technique.

Le prestige associé au métier d'agent du KGB reste intact. Du moins auprès d'une partie de la population soviétique qui se veut « patriote ». Chaque année, les quelque trois cents places de l'académie Andropov sont chèrement acquises. Pour accéder au saint des saints, le MGIMO reste la voie privilégiée. Comme dans toutes les institutions soviétiques de prestige y règne une discrète sélection fondée sur des critères ethniques. Les Juifs ne sont pas autorisés à y travailler – une tradition depuis que les « sionistes » sont devenus une cinquième colonne en URSS, *dixit* Staline. Naturellement, l'origine juive des grands tchékistes – Andropov le premier – est soigneusement cachée. Si l'un des deux parents n'est pas juif, l'affaire reste cependant jouable.

Il en va de même pour les représentants des « minorités déplacées », les peuples martyrs de la Seconde Guerre mondiale accusés de connivence avec l'ennemi. Les Russes d'origines polonaise, grecque, allemande, coréenne et finlandaise sont également rejetés. Allez savoir pourquoi – Dzerjinski était polonais ! Enfin, si les Baltes et les Arméniens sont suspects, d'autres minorités d'Asie centrale sont acceptées. Ces règles se perpétuent de génération en génération depuis l'après-guerre et, avec Gorbatchev, elles sont loin d'être abolies.

*
*   *

La reprise du dialogue au sommet avec l'ennemi principal ne signifie absolument pas que les opérations secrètes à son encontre doivent être abandonnées. La guerre froide est loin d'être terminée.

En Afghanistan, 1985 est l'année la plus sanglante de l'occupation soviétique. Les troupes spéciales de la GRU, les Spetsnaz, les raids meurtriers d'hélicoptères d'attaque Mil MI-24, baptisés « Hind » par l'OTAN, font des ravages. En mars, Reagan signe la directive 166, prévoyant une aide massive à la résistance afghane. Le rapport de forces s'inverse à partir de 1986. Les Américains arment la résistance de missiles sol-air Stinger qui mettent fin à la domination aérienne des Hind. Même si

le taux de réussite de ces armes est évalué à 20 %, la victoire de Moscou ne se profile plus à l'horizon. Les pertes soviétiques s'accroissent, car les Américains bénéficient dans leur *jihad* de l'appui du Pakistan, de l'Arabie Saoudite et de l'Égypte, mais également du Royaume-Uni et même de la Chine.

En février 1986, le XXVIIe Congrès du PCUS remet en cause la politique afghane, pour la première fois depuis 1979. Leonid Chebarchine, à la tête du programme afghan de Iassenevo depuis 1983, se voit confier la mission de faire sortir les troupes du pays la tête haute. Il faut cependant attendre mai 1988 pour que les Soviétiques commencent réellement à partir, et février 1989 pour voir le dernier soldat russe quitter l'Afghanistan.

En 1985 nous n'en sommes pas encore là, et personne n'ose prédire le départ des Soviétiques d'Afghanistan d'ici à cinq ans. De même, personne ne soupçonne que le soutien aux « mouvements de libération nationale » en Amérique latine sera bientôt mis sous le boisseau. En 1986, le Nicaragua doit à l'URSS plus de trois milliards de dollars (*sic*), ce qui n'empêche pas le Politburo de conclure à la nécessité de fournir des uniformes gratuits, de la nourriture et des médicaments aux 70 000 soldats de l'armée sandiniste[7]. Mais cette aide n'est pas éternelle. Avec la crise économique en URSS qui se manifeste de manière de plus en plus criante, le soutien de Gorbatchev à ces régimes se réduit comme peau de chagrin. En 1988, lors de la célébration de l'anniversaire de la rébellion castriste, l'ambassadeur soviétique brille par son absence.

Plus que la guerre en Afghanistan, c'est le projet américain de « guerre des étoiles » qui constitue l'une des raisons des insomnies de Gorbatchev en 1985. L'économie soviétique, au bord du gouffre, n'a alors même plus les moyens de nourrir ou d'habiller convenablement sa population, réduite au rationnement, au marché noir ou à un vaste réseau de faveurs, le *blat*. Le quotidien des Soviétiques rime alors avec « file d'attente ». Le secrétaire général comprend parfaitement que, pour survivre, le régime doit faire des économies. Dès lors, à chaque fois qu'il rencontre Reagan –

et il y aura en tout cinq occasions – Gorbatchev fait de l’abandon de l’IDS un préalable à toute concession. Le président américain, lui, reste inflexible. Il comprend bien que le maintien de son « bébé » à l’ordre du jour est un levier essentiel pour faire sauter le rideau de fer.

Pour Krioutchkov, le plan militaire spatial américain n’est qu’un exemple parmi d’autres des « menées subversives » de l’ennemi principal, organisées pour exploiter les faiblesses de l’économie soviétique. La paranoïa du patron de la PGU va jusqu’à lui faire dire dans un rapport au Politburo qu’il soupçonne les services occidentaux de vouloir contaminer les céréales livrées en URSS. En 1985, Gorbatchev le croit volontiers, ou du moins il fait semblant. Car si Gorbatchev s’oppose aussi farouchement au projet IDS, il n’en cherche pas moins à réaliser des économies dans le domaine de la recherche-développement militaire grâce à l’espionnage.

En cela, il ne fait que poursuivre l’œuvre de ses prédécesseurs. Depuis le début des années 1980, l’ampleur de l’offensive soviétique dans le domaine du vol de technologie militaire est visible avec l’augmentation des arrestations d’agents du KGB aux États-Unis. En 1981, on interpelle William Bell de Hughes Aircraft ; en 1983, James Harper, qui a vendu des informations sur les missiles Minuteman ; en 1984, Thomas Cavanaugh, qui a tenté de vendre aux Soviétiques des secrets sur la technologie du bombardier top secret Stealth, censé être invisible aux ondes radio. Etc.

Ces affaires sont si nombreuses que le directeur du FBI, William Webster, finit par déclarer : « Nous n’avons jamais eu autant de personnes inculpées pour espionnage au cours de notre histoire[8]. » Pour tenter de faire face aux révélations de ce qui s’annonce comme la « décennie des espions », Reagan ordonne de renforcer la lutte contre l’espionnage sur le sol américain, en mai 1985. Cela passe d’abord par les expulsions et concerne aussi bien les États-Unis que le Royaume-Uni. Trente et un Soviétiques sont expulsés de ce dernier pays en septembre. Gorbatchev se montre solidaire de ses troupes et met dehors un nombre proportionnel de résidents britanniques : le KGB est ravi.

L’attrape-espions

Un agent place les années 1980 sous le signe des espions : Viktor Tcherkachine. Fils d’un agent du NKVD et ingénieur de formation, il rejoint le KGB en 1952, au département de contre-espionnage britannique de la VGU. Il est alors chargé de « nettoyer » les archives les plus compromettantes pour l’institution, celles des années 1930. Après 1956, il est envoyé en Angleterre. Tcherkachine y est un illégal qui travaille sous la couverture de Soveksportfilm, la firme soviétique qui vend des longs métrages à l’Ouest. Une de ses missions consiste à organiser l’évasion de George Blake. Son voyage tourne court lorsque le Comité central décide de faire de l’argent avec la vente de films, et d’utiliser de vrais spécialistes du cinéma, pas des illégaux qui n’y connaissent rien en septième art et en affaires.

Tcherkachine poursuit ses aventures en Australie, officiellement comme attaché culturel. L’une de ses missions consiste à retrouver la trace de Vladimir Petrov, chiffreur du KGB devenu transfuge en 1954 après l’arrestation et l’exécution de son chef, Beria. Les révélations de Petrov sont si importantes que tout le personnel soviétique est évacué, et que les relations soviéto-australiennes sont gelées. Mais Tcherkachine échappe à la purge, car il contribue à l’arrestation d’Oleg Penkovski. Il est alors transféré au service du contre-espionnage à l’étranger de la PGU. Il y travaille comme directeur adjoint du département européen. Détail important, son supérieur hiérarchique est alors un certain Oleg Kalouguine, devenu le plus jeune général du KGB depuis le recrutement de John Walker.

Expert en contre-espionnage, Tcherkachine passe son temps en voyages destinés à « conseiller » les résidences européennes dans leur lutte contre les Américains. Mais il continue de se charger des opérations de recrutement. En 1977, à Bonn, il tente de compromettre un agent de la CIA qu’il avait surveillé à Beyrouth. L’affaire, risquée pour Tcherkachine, car l’incident diplomatique n’est jamais loin, échoue ; le Centre est

cependant content de faire savoir aux Américains que bon nombre de leurs opérations libanaises ont été déjouées grâce à ses agents.

Fin 1979, Tcherkachine se rend à Washington pour diriger la ligne KR de la résidence. En dépit du fait que le FBI ne tarde pas à découvrir sa vraie identité, il poursuit son travail d'« attrape-espions ». Et la récolte est impressionnante. Au printemps 1980, il supervise le recrutement d'un ancien de la NSA, Ronald Pelton, criblé de dettes comme en son temps John Walker. Ce *walk-in* entre en contact avec l'ambassade soviétique de Washington en janvier 1980, après avoir été mis à la porte de la Compagnie pour vol et trafic de drogue. Entre autres informations tirées de son expérience à la NSA, cet agent à la mémoire photographique impressionnante apprend aux Soviétiques l'existence d'Ivy Bells, une opération d'écoute des communications sous-marines soviétiques dans la mer d'Okhotsk. La fuite coûte plusieurs millions de dollars aux Américains et seulement 35 000 aux Soviétiques. Trois ans plus tard, nouveau succès : Tcherkachine contribue au recrutement d'Edward Lee Howard, un ancien volontaire des Corps de la paix, une agence de volontaires créée en 1961. Mais le meilleur est à venir.

En avril 1985, Tcherkachine est convoqué par le résident du KGB à Washington, Stanislav Androsov. Celui-ci lui remet une enveloppe qui lui est personnellement adressée par son contact, un certain Rick Wells. En son absence, l'enveloppe a été confiée à Sergueï Tchouvakhine, l'un des employés de la représentation soviétique. Wells avait trouvé le chemin de l'ambassade par l'intermédiaire de l'attaché de presse de celle-ci, Sergueï Divilkovski. L'enveloppe contient la proposition d'un agent de renseignement américain de transmettre des documents de première main en échange de 50 000 dollars. Après avoir hésité – une provocation est toujours possible –, Tcherkachine décide de donner une chance à l'Américain.

Lors de la troisième rencontre avec Wells, le 13 juin, Tcherkachine reçoit la confirmation que celui-ci est en réalité Aldrich Ames, l'un des responsables de la lutte contre l'infiltration du KGB à la CIA, et que le

walk-in, c'est lui. Lors de cette entre-vue, l'Américain transmet à Tcherkachine une liste quasi complète des agents infiltrés de la CIA au sein du KGB, une première. Ames se révèle une véritable mine d'or. Son recrutement vaut à Tcherkachine la plus haute récompense jamais reçue par un tchékiste, l'Ordre de Lénine.

Le magnétisme de Tcherkachine ne s'est toujours pas épuisé. Début octobre 1985, il est contacté par un autre précieux *walk-in*, du FBI cette fois, Robert Hanssen. Exemple parfait de l'agent schizophrène, c'est un catholique fervent et un anticommuniste convaincu qui rejoint le FBI à trente-deux ans, en tant qu'expert-comptable de génie. Hanssen commence à travailler pour les Soviétiques au moment où sa carrière prend son envol, en 1979. En 1983, il devient chef de la section du FBI chargée de l'analyse des données sur les Soviétiques.

Surtout, Hanssen se charge lui-même de sa propre sécurité. Il est le premier agent américain à ne jamais dévoiler sa vraie identité aux Soviétiques, signant ses lettres par de nombreux pseudonymes, parmi lesquels « Ramon ». Il choisit lui-même les boîtes aux lettres mortes, de préférence près de chez lui. Entre autres secrets, il révélera au KGB que le FBI et la NSA ont construit un tunnel sous la nouvelle ambassade soviétique de Washington.

Qui perd gagne

Avant la décennie des espions, les médias occidentaux ont surtout parlé de 1985, *l'année* de l'espion. S'il est vrai que l'espionnage en général, soviétique en particulier, n'a jamais cessé de faire la une de l'actualité, il n'en demeure pas moins que le tableau de chasse du FBI, comme celui du KGB, bat alors tous les records. L'année 1985 elle-même est constituée de plusieurs vagues successives.

Aux États-Unis, pas moins de onze espions sont arrêtés. Tous ne sont pas des agents du Kremlin, comme Larry Wu-Tai Chin, au service de Pékin, ou Jonathan Pollard, d'Israël. La majorité des interpellés – soit huit personnes – travaille cependant pour les Soviétiques.

Tout commence par l'arrestation, le 19 mai, de John Walker, au service du KGB depuis presque dix-huit ans[9]. L'ancien officier de la Navy avait échappé à une enquête interne après avoir pris une retraite anticipée en 1976. Pour occuper ses journées et justifier des revenus importants, il avait acheté une licence de détective privé. L'homme continue plus que jamais de travailler pour les Soviétiques, devenant lui-même l'agent traitant d'un ancien collègue, Jerry Whitworth. Surtout, il constitue un réseau familial avec son frère aîné Arthur et son fils Michael. Ce dernier a lui aussi fini par rejoindre la marine, et son père le charge de trouver de nouveaux documents. Walker échoue cependant à recruter sa fille.

La négligence surprenante qui règne dans certaines installations américaines permet à Walker de fournir aux Soviétiques des informations cruciales. Entre autres, il révèle les codes d'authentification nécessaires pour lancer les armes nucléaires en cas de guerre et des plans d'action dans l'éventualité d'un conflit en Amérique centrale. Le nombre de messages déchiffrés grâce à lui est estimé à un million, ce qui est sans précédent. Pour les Soviétiques, le réseau Walker représente la victoire la plus importante de l'histoire du KGB, plus importante même que le succès de l'espionnage nucléaire pendant la Seconde Guerre mondiale[10]. Il n'est guère étonnant que le Centre soit aux petits soins avec lui, répétant à satiété qu'il accomplit une œuvre immense « pour la paix dans le monde ». Le KGB va jusqu'à lui octroyer le grade d'amiral de la marine soviétique.

Il n'est guère étonnant non plus que l'arrestation des membres du réseau Walker soit considérée comme l'opération américaine la plus importante depuis l'affaire Rosenberg. L'espion est dénoncé aux Américains par deux sources : Barbara, son ex-femme, au courant depuis un certain temps déjà, qui trouve enfin le courage d'appeler le FBI, après un nouveau refus de la part de Walker de lui verser sa pension

alimentaire ; et Valeri Martynov, l'un des officiers de la résidence soviétique de Washington, chargé de la ligne X. La recrue du FBI réussit à espionner une conversation à Iassenevo où le nom de Walker est mentionné.

Les Russes cherchent déjà à reprendre la main. Deux jours avant le démantèlement du réseau Walker, Oleg Gordievski, adjoint au résident soviétique à Londres, avait été rappelé à Moscou pour soi-disant recevoir son attestation de résident principal. Depuis un certain temps, les Soviétiques commencent à se méfier de l'expulsion par les Britanniques de tous les supérieurs hiérarchiques de Gordievski (dont Arkadi Gouk en 1984), comme si les Anglais souhaitaient le voir prendre le poste de résident. De plus, le Centre est alerté depuis un certain temps par plusieurs signaux. Certains affirment qu'Aldrich Ames lui-même est la source des Soviétiques. La taupe soviétique au sein de la CIA confirme la même année la culpabilité d'Alexeï Koulak, un *walk-in* qui a travaillé pour le FBI entre 1962 et 1970. Ce héros de la Grande Guerre patriotique, décédé d'un cancer en 1984, a été enterré avec les honneurs, en dépit des doutes qui planaient sur lui.

La prudence (ou la maladresse ?) des Soviétiques dans le traitement de l'affaire Koulak se retrouve dans le cas de Gordievski. Assez étonnamment, ce dernier décide d'obéir à son ordre de rappel, et prend son billet pour Moscou. Tout aussi étrange est la réaction de Krioutchkov qui, alors que Gordievski semble sur le point d'avouer, préfère placer le suspect en résidence surveillée dans un centre de repos près de la capitale. Gordievski affirme qu'on aurait alors tenté de l'empoisonner, sans succès. Quoi qu'il en soit, l'officier demande enfin aux Britanniques de l'exfiltrer. La première tentative, le 18 juin, échoue : Gordievski arrive en retard au rendez-vous. La deuxième, en juillet, est plus heureuse. Gordievski parvient à traverser la frontière finlandaise dans le coffre d'une voiture du SIS, enveloppé dans une couverture qui rend sa détection impossible. Il établit un précédent, celui du premier agent surveillé à échapper au KGB.

Il va de soi que la défection de cet agent important entraîne un grand remue-ménage au Centre. Des questionnaires détaillés sont envoyés par une commission d'investigation, chargée d'élucider l'affaire, à de nombreux officiers de la PGU. Tous ceux qui ont eu, à un moment ou un autre, des contacts avec le défecteur doivent révéler les détails de leurs conversations. Les dossiers suivis par Gordievski sont examinés à la loupe. De nombreux officiers de la direction S deviennent des suspects. Comme le veut la tradition, le nom du transfuge est voué aux gémonies, sa signature dans les dossiers est même entourée d'un cadre noir pour signifier sa mort symbolique[11].

Moins d'un mois après l'affaire Gordievski, les Soviétiques doivent faire face à la défection d'un autre agent de taille : Vitali Iourtchenko, un lieutenant-colonel du KGB à la carrière brillante. Après avoir fait ses classes à la 3e direction principale, chargée des questions du contre-espionnage militaire, Iourtchenko devient officier de sécurité de l'ambassade soviétique à Washington en 1975. De retour à Moscou cinq ans plus tard, il est nommé à la direction K de la PGU, en charge des organisations soviétiques à l'étranger. Enfin, en avril 1985, grâce à l'entremise de Dimitri Iakouchkine, ancien résident à Washington, il devient son second à la tête du 1er département du PGU, qui s'occupe des affaires américaines.

Mais « l'affaire Iourtchenko » n'est pas une défection comme les autres. Le mystère commence lorsqu'il convainc sa hiérarchie de l'envoyer à Rome. Le 1er août, il entre à l'ambassade américaine, demande à bénéficier du statut de transfuge et d'être rapatrié aux États-Unis. Hypocondriaque, il est persuadé de souffrir d'un cancer de l'estomac et de n'avoir que quelques mois à vivre. Il veut finir sa vie avec sa maîtresse, Valentina Irechkovskaïa, la femme d'un diplomate soviétique à Ottawa.

Iourtchenko fait quelques révélations chocs, dont celle concernant Nikolaï Artamonov[12]. Grâce à ses indications, le FBI arrête Ronald Pelton, condamné en juin 1986 sur la seule foi d'un enregistrement téléphonique – son coup de fil à l'ambassade soviétique. Il sortira de prison en 2015.

Iourtchenko permet aussi de compromettre Edward Lee Howard, qui réussit à s'échapper à Moscou en septembre, une première pour un agent de la CIA. Howard décède dans sa *datcha* en 2002 dans des circonstances non élucidées – certains pensent à un assassinat. Enfin, Iourtchenko confirme aux Américains que les Soviétiques utilisent « une poussière d'espion », invisible à l'œil nu, qui permet de suivre les cibles à la trace[13].

Mais rapidement, Iourtchenko comprend qu'il a fait fausse route. D'abord, il apprend qu'il ne souffre d'aucun cancer ; puis, la rencontre avec son ancienne maîtresse, organisée par la CIA, se passe mal : la femme lui claque la porte au nez après lui avoir dit qu'elle aimait l'homme du KGB, non le traître. Lorsqu'il apprend finalement que son nom a été révélé à la presse et qu'il va devoir témoigner à visage découvert, Iourtchenko se met à craindre pour sa famille. Le 6 novembre 1985, il abandonne son interlocuteur de la CIA dans un restaurant de Washington, lui ayant lancé sa célèbre phrase – « Je vais faire un tour, si je ne suis pas revenu dans un quart d'heure, ce n'est pas votre faute » –, puis se dirige vers l'ambassade soviétique[14].

La « famille » de Iourtchenko est ravie du retour de l'enfant prodigue. Une conférence de presse est organisée pour célébrer l'événement. Iourtchenko y prétend avoir été enlevé par la CIA, et forcé de donner des noms sous l'emprise de la drogue. L'opération se révèle un important succès de propagande et provoque même l'étonnement du président Reagan, qui avait tenu à inviter Gordievski après son exfiltration de l'été.

Dans ses Mémoires, Viktor Tcherkachine écrit qu'au KGB, la réhabilitation de Iourtchenko et sa citation en exemple énervent ceux qui le voient d'abord comme un traître. Pour l'attrape-espions, toute cette affaire est un signe de plus de la corruption au sommet du KGB, de l'ambition dévorante de ses dirigeants. Et d'abord de Krioutchkov, qui cherche à se couvrir afin de ne pas compromettre son brillant avenir. Boucs émissaires, le général Iakouchkine, patron du 1er département (États-Unis) de la PGU, ainsi que son adjoint, Anatoli Lebedev, sont discrètement poussés vers la porte de sortie.

Les Américains, eux, ont une tout autre théorie : ils voient dans Iourtchenko un « agent d'intoxication ». La CIA s'inquiète d'un retournement en sa défaveur qui survient au même moment que deux autres défections : un soldat soviétique en Afghanistan, qui cherche refuge chez les Américains finit par revenir en URSS ; et un marin soviétique à La Nouvelle-Orléans, qui tente de s'enfuir, mais est ramené à son capitaine par les gardes-côtes. « Quelque chose ne va pas dans le traitement des transfuges potentiels par les Américains », écrit Milt Bearden, un haut gradé de la CIA[15].

Surtout, la disparition de Iourtchenko s'ajoute à d'autres pertes d'agents travaillant pour les Américains : un colonel de la GRU est exfiltré d'Athènes par le Centre ; en juin, le KGB a arrêté à Moscou un agent de la CIA, Paul Stombaugh, et Adolf Tolkatchev, son contact soviétique[16]; en août, un officier de la ligne KR est rappelé de Lagos, un autre de Lisbonne. Avec Iourtchenko disparaît Valeri Martynov, responsable de la ligne X de Washington, envoyé avec lui à Moscou d'où il ne reviendra pas ; peu après, Guennadi Varennik, de Bonn, disparaît à Berlin-Est ; Sergueï Motorine, le fils d'un cadre du parti d'Arkhangelsk, un agent double piégé par le FBI en train de troquer de la vodka contre une télévision et une chaîne hi-fi, est rappelé à Moscou pour être arrêté et sans doute exécuté.

En tout, les Américains connaissent maintenant leur propre *annus horribilis :* en six mois, ils ont perdu six agents. Certains, dont Tolkatchev, sont dénoncés par Howard avant son départ en URSS. Le reste est sans doute de la main d'Aldrich Ames et de Robert Hanssen. Ce dont on est certain, c'est que le 13 juin 1985, Ames a remis à Sergueï Tchouvakhine, un supposé agent double au service de la CIA, une mallette contenant la liste de presque tous les agents soviétiques travaillant pour la CIA et le FBI. Effrayé par les conséquences de l'arrestation de Walker, Ames aurait décidé de donner les noms de tous ceux qui étaient susceptibles de le trahir. Le 13 juin 1985 entre dans l'histoire du renseignement comme une journée noire pour les Américains.

Cette année-là, naturellement, ni la CIA ni le FBI ne savent qu'ils sont infiltrés par des taupes soviétiques. L'arrestation d'Ames n'aura lieu qu'en 1994, celle de Hanssen en 2001. À ce moment, les Américains verront dans la défection de Iourtchenko un coup très sophistiqué monté par le KGB, et dans Iourtchenko lui-même, un agent double envoyé pour protéger ses agents les plus précieux, Ames et Hanssen. Ce n'est sans doute pas un hasard si l'agent de la CIA qui était en charge du dossier Iourtchenko s'appelait Ames : Moscou était donc parfaitement au courant des secrets divulgués par son ancien officier.

Si l'on suit cette hypothèse, l'accueil en héros de Iourtchenko n'est pas étonnant. S'il avait été jugé comme un traître, cela aurait signifié que ses révélations sur Artamonov, Pelton et Howard, inconnues du grand public, étaient parvenues aux Soviétiques. Or le seul qui aurait pu mettre le Centre au courant était la personne chargée de son dossier à la CIA : Ames. Des indices supplémentaires en ce sens sont connus en mai 1987, lorsqu'un jeune officier du KGB voulant s'installer aux États-Unis affirme que les Soviétiques utilisent des agents doubles afin d'intoxiquer la CIA.

Avantage au KGB

En février 1986, le KGB découvre du matériel très sophistiqué dans un conteneur du navire *Siberia Maru* qui jette l'ancre à Nakhodka, dans l'Extrême-Orient russe. Le matériel est destiné à détecter les sources de radioactivité en URSS et de dresser la carte de la production, du stockage et du transport d'armes nucléaires. Pour le Centre, l'implication de la CIA ne fait aucun doute. Le responsable de la VGU, Rem Krassilnikov, recommande d'exploiter la découverte avec une action de propagande d'envergure. Mais la politique s'en mêle. Le nouveau ministre des Affaires étrangères de Gorbatchev, Édouard Chevardnadze, y est fermement opposé. La « nouvelle pensée » du secrétaire général cherche à faire sortir

la politique soviétique de l’ornière marxiste-léniniste, et tout ce qui est susceptible de provoquer des tensions doit absolument être évité. Il faut laver le linge sale en famille. Nous sommes alors à la veille d’un nouveau sommet. Mais les affaires d’espionnage n’ont pas fini de menacer les relations diplomatiques pour autant.

*
*   *

Moscou, samedi 30 août 1986. Nicholas Daniloff, journaliste américain d’origine russe travaillant pour le périodique *US News & World Report*, revient chez lui, une enveloppe sous le bras. Transmise par son contact, Mikhaïl Louzine, elle contient des photos peu reluisantes prises par les soldats soviétiques en Afghanistan. Soudain, six hommes sautent d’un minibus dépourvu de plaque d’immatriculation. Daniloff est menotté, puis jeté sans ménagements dans le véhicule. « Nom de Dieu, je suis dans un sacré pétrin », se dit-il alors qu’on l’emmène vers la prison de Lefortovo[17].

L’affaire fait la une de la presse occidentale. La deuxième rencontre entre Gorbatchev et Reagan, à Reykjavík, les 10 et 11 octobre 1986, est compromise. Les Soviétiques font savoir que l’arrestation de l’Américain est une réaction à celle de Guennadi Zakharov, un physicien en poste aux Nations unies, soupçonné d’espionnage. Comme Zakharov, le journaliste américain ne bénéficie pas de l’immunité diplomatique.

Pour trouver une solution à la crise, les agences ennemies doivent se concerter. Les représentants de la CIA rencontrent leurs homologues du KGB à Vienne par le biais du « canal Gavrilov », une ligne de communication secrète établie en 1983, à partir d’une suggestion des Soviétiques. « Gavrilov » est un nom de code utilisé au téléphone par les Américains : « Peut-on parler à Gavrilov ? » demandent-ils alors. Et les Soviétiques répondent, comme dans un médiocre film d’espionnage : « Ici Gavrilov. » La crise est également débattue au sommet, entre

Chevardnadze et son homologue George Shultz. Une issue favorable est finalement trouvée. Fin septembre, les deux hommes sont libres.

L'épisode Daniloff-Zakharov n'est que la partie émergée de la « guerre des PNG *(persona non grata)* », commencée l'année précédente, qui bat alors son plein. Le 17 septembre, les Américains expulsent vingt-cinq diplomates soviétiques basés à l'ONU. Le 19 octobre, Moscou réplique en mettant dehors cinq diplomates américains. Fin octobre, cinquante-cinq diplomates soviétiques sont de nouveau expulsés des États-Unis. Le 22 octobre, au cours d'une réunion mémorable du Politburo, Gorbatchev qualifie les Américains de « bandits[18] ». Mikhaïl Solomentsev, un autre membre du Politburo, surenchérit : « Oui, des bandits de grand chemin. » Bien en peine de trouver le même nombre d'Américains sur son sol, le secrétaire général riposte, sur les conseils du KGB, en interdisant à quelque deux cent soixante employés soviétiques de se rendre à l'ambassade américaine. Le travail de la représentation officielle américaine, mais aussi des résidents de la CIA, est perturbé et doit s'interrompre pour « chômage technique »…

*

*   *

La guerre diplomatique que se livrent les deux pays en 1986 cache un autre conflit, secret celui-là, portant sur les taupes des deux camps.

En mars 1986, la résidence de la CIA à Bonn reçoit la lettre d'un agent qui promet de fournir des informations sur l'arrestation de Guennadi Varennik, l'agent soviétique trahi par Ames. En échange, l'auteur demande le versement de 50 000 dollars. La CIA accepte le marché, avant de découvrir qu'il s'agit d'un piège. La lettre de Bonn s'inscrit en effet dans le cadre de plusieurs opérations de désinformation lancées par le Centre dans la deuxième partie des années 1980 pour assurer la sécurité d'Ames et de Hanssen.

En 1987 a lieu une autre opération destinée à brouiller les pistes. Alexandre Jomov, un officier du département américain de la VGU, prend

pour cible le résident de la CIA de Moscou, pour lui transmettre des informations qui permettent d'expliquer les arrestations de 1985 et qui mettent Ames hors de cause. Jomov joue le rôle d'un l'agent double jusqu'en juillet 1990, moment où la CIA tente de l'exfiltrer vers les États-Unis pour le faire passer par l'épreuve du polygraphe, plus connu sous le nom de « détecteur de mensonges ». Entre-temps, les pertes, un moment interrompues grâce au renforcement de la sécurité au sein de la Compagnie, reprennent : deux agents doubles, Vladimir Pigouzov, du KGB, et Vladimir Potachov, de l'Iskan, disparaissent sans laisser de traces.

Alors que les Américains peinent à découvrir les taupes dans leurs rangs, les Soviétiques ont déjà trouvé une des leurs en Dimitri Poliakov. Né en Ukraine en 1921, ce fils de comptable se fait remarquer, comme Penkovski, pour sa bravoure pendant la Grande Guerre patriotique. Illégal de la GRU à New York, puis en Inde, il est recruté par la CIA et le FBI au début des années 1960, alors qu'il est en Birmanie.

Idéologiquement engagé contre le régime communiste, Poliakov refuse toute rétribution, en dehors de petits cadeaux – du matériel de pêche ou de chasse et des instruments pour travailler le bois. La mort de son fils cadet, à qui les Soviétiques avaient refusé des soins dans un hôpital américain quand il se trouvait en voyage d'affaires aux États-Unis, est également une motivation importante de sa défection. Des nerfs solides acquis pendant la guerre et une mémoire exceptionnelle lui permettent de rester actif plus que tout autre agent double au service des Américains.

Les informations qu'il leur fournit auraient contribué à la visite de Nixon en Chine en 1972, un événement important pour les relations internationales de l'époque. Effrayé par la perspective d'une alliance américano-chinoise secrète, Brejnev avait alors accéléré le processus de détente avec l'ennemi principal, qui a abouti au sommet de Moscou. Naturellement, Poliakov donne à ses recruteurs les noms d'agents à la solde des Soviétiques, six américains et un britannique. En 1974, promu général, Poliakov a accès à des documents hautement confidentiels

portant sur la stratégie militaire du Kremlin, les armes atomiques, bactériologiques et chimiques.

La GRU se révèle incapable de localiser la source de ces fuites jusqu'à la fin des années 1970. Ce n'est qu'en 1978 que Poliakov est suspecté pour la première fois. En 1979, son identité aurait été confirmée par le jeune Robert Hanssen. Mais à cette époque, Hanssen ne bénéficie pas encore de sa réputation d'agent omniscient. La GRU hésite à le croire, et n'informe pas le KGB. Alerté par la CIA, Poliakov prend sa retraite. Son dossier est alors clos, jusqu'en juillet 1986 : à ce moment-là, c'est un agent de confiance, Aldrich Ames, qui confirme son rôle de traître.

Lors de son interrogatoire, Poliakov dit avoir agi par conviction politique – social-démocrate, il rejette le régime communiste qui a usurpé le pouvoir en Russie en 1917. Comme avec Vetrov, son absence de regrets et son désintéressement causent une gêne certaine aux employés du KGB, habitués à voir dans les défecteurs des hommes vils, motivés par le gain. Le fils de Poliakov, également officier de la GRU, ne supporte pas son exécution, en mars 1988, et se suicide peu après.

Le réchauffement des relations Est-Ouest commence à porter ses fruits en décembre 1987. Les dirigeants des deux superpuissances signent alors l'accord de désarmement le plus important depuis SALT I, le traité INF, qui porte sur la réduction de l'arsenal des missiles nucléaires à portée intermédiaire, les armes considérées comme les plus dangereuses[19]. Lors de la cérémonie de signature qui se déroule à Washington, Gorbatchev est accompagné par Krioutchkov. Le secrétaire général témoigne ainsi sa confiance à la PGU, mais cherche aussi à se concilier ce conservateur à la réputation d'antiaméricain intraitable. Krioutchkov se fait alors violence en dînant avec Robert Gates, le patron de la CIA.

La tendance au réchauffement se confirme en 1988. En mai, Reagan se rend à Moscou et – autre moment symbolique – se promène en compagnie de son homologue sur la place Rouge. La visite se termine par une allocution devant des étudiants du MGU, médusés par la transformation de l'image de Reagan en l'espace de seulement trois ans.

Mais en coulisse, rien ne semble avoir changé. En 1988, une étude du Département de la défense américain conclut à un dommage irréparable de l'espionnage scientifique et technologique soviétique aux États-Unis. À noter que, comme lors de périodes précédentes, Moscou utilise souvent des moyens on ne peut plus légaux pour s'informer : la participation à des conférences commerciales, ou l'abonnement à des revues telles qu'*Aviation Week and Space Technology*. Près de cent cinquante souscripteurs du périodique sont attestés en URSS, où la revue est par ailleurs introuvable.

En ces années de nouveau dégel, le service A ne chôme pas. En 1987, il fait circuler une fausse lettre du patron de la CIA, William Casey, détaillant une opération destinée à renverser le fils d'Indira Gandhi, Rajiv, Premier ministre indien de 1984 à 1989. Dans la même veine, en 1988, de fausses instructions de Reagan pour déstabiliser le Panamá sont envoyées à la presse occidentale. Toujours en 1988, le service A répand la fable de massacres d'enfants latino-américains par des mercenaires à la solde de la CIA. L'organisation financerait ainsi un trafic d'organes destiné aux pays riches. L'information est relayée par l'Association internationale des juristes démocrates, une organisation manipulée par les Soviétiques et basée à Bruxelles.

Toutes ces opérations semblent avoir eu des répercussions limitées, à l'exception d'une seule, restée dans les annales de la désinformation : celle consistant à faire porter aux Américains la responsabilité de la fabrication et de la diffusion du virus du Sida. En 1984, sous Tchernenko, l'histoire est d'abord « plantée » dans un périodique indien, *Patriot*. On y accuse l'armée américaine d'avoir mis au point le virus dans un laboratoire du Maryland. Au cours des six premiers mois de 1987, plus de quarante pays du tiers-monde répandent l'information. Face à la protestation de la communauté scientifique internationale, Gorbatchev préfère finalement désavouer l'histoire qui nuit à son image, en août 1987.

Le secrétaire général n'est cependant pas le seul maître à bord. En cette fin des années 1980 où l'instabilité chronique de l'économie soviétique provoque des remous considérables au sein de la société, les mesures prises par Gorbatchev pour lutter contre la crise se révèlent inefficaces. Sa popularité, croissante à l'Ouest, s'effondre chez lui, favorisant l'ascension de forces hostiles à la *perestroïka* et à l'homme qui l'incarne, y compris au sein du KGB.

En 1988, Gorbatchev doit faire des concessions aux conservateurs. D'un côté, le remplacement de Krioutchkov par Leonid Chebarchine à la tête de la PGU s'inscrit dans une politique de « transparence » *(glasnost)*. Chebarchine est le premier chef de la PGU à être connu de la population. Les correspondants de la *Pravda* sont autorisés à pénétrer dans les locaux de Iassenevo, le saint des saints. Comme beaucoup d'officiers du KGB, Chebarchine entame d'abord une carrière de diplomate : après des études au MGIMO, il travaille comme adjoint et interprète de l'ambassadeur soviétique au Pakistan, le futur vice-ministre des Affaires étrangères, Mikhaïl Kapitsa. Revenu à Moscou en 1962, il trouve son travail au MID ennuyeux, et accepte volontiers de travailler pour la PGU, une institution prestigieuse, enviée par les autres directions du KGB. Son expérience à l'étranger est très riche : en 1964, Chebarchine revient au Pakistan, cette fois comme agent, puis est envoyé en Inde, en Iran…

D'un autre côté, la nomination de Krioutchkov à la tête du KGB est certainement une concession à ceux dont l'appui est toujours nécessaire pour diriger le pays. En dépit de la fameuse promenade avec Reagan sur la place Rouge, le danger d'une guerre nucléaire surprise est toujours présent pour l'ancien secrétaire d'Andropov. Rien qu'en 1988, affirme l'indécrottable guébiste, neuf cents « opérations de provocation des services de renseignement occidentaux » ont été évitées par le KGB. Le 17 juin 1991, Krioutchkov évoque des tentatives de la CIA pour recruter des agents parmi les citoyens soviétiques. Le chef de la PGU n'hésite pas à s'attaquer au sommet du pouvoir : il laisse entendre qu'Alexandre Iakovlev, le « père de la *perestroïka* », bras droit de Gorbatchev et bête

noire des conservateurs, aurait été enrôlé lors de son séjour à Columbia. Gorbatchev ne semble pas prendre au sérieux ces élucubrations. Mal lui en prend : Krioutchkov est désormais persuadé que le secrétaire général est lui-même un agent d'influence de la CIA.

Fin de partie ?

1989 est entrée dans l'histoire comme l'année de la mort du Rideau de fer. Le 2 mai, deux mois et demi après le retrait des Soviétiques d'Afghanistan, les Hongrois démantèlent les fils de fer barbelés séparant leur pays de l'Autriche. Un symbole du rideau de fer s'effondre. Les Hongrois commencent à fuir. Des Allemands de RDA passent en Hongrie pour quitter à leur tour le « paradis socialiste ». Le 18 juin, des élections libres se déroulent en Pologne, un plébiscite pour le syndicat Solidarité. Le 19 août, la frontière entre la RDA et l'Autriche est ouverte le temps d'un « pique-nique géant », permettant la fuite à l'ouest de plus de six cents personnes. En octobre, Erich Honecker, le patron de la RDA, démissionne. Le 9 novembre, le principal symbole du rideau de fer, le mur de Berlin, tombe à son tour. En janvier 1990, les Berlinois se ruent à l'intérieur du complexe de la Stasi de la Normannenstrasse, cassent tout ce qu'ils peuvent, et jettent des documents secrets par les fenêtres. Le président américain George Bush, pris de court, incite la CIA à recueillir une partie de ces documents.

Les Américains comme les Russes sont complètement dépassés par les événements d'Europe de l'Est qu'ils suivent de loin. Le KGB se préoccupe surtout du sort de la Russie et de son propre destin. Lorsque le canal Gavrilov est ranimé, en décembre 1989, après deux années de silence, la discussion porte sur tout, sauf sur les événements de l'étranger.

La proclamation de la fin de la guerre froide et du début d'une nouvelle ère, par le président Bush, lors du sommet de Malte au même

moment, n’est pas vraiment prise au sérieux par les agents soviétiques. Deux dossiers particulièrement brûlants – la garantie que la construction de l’ambassade américaine à Moscou se fasse sous contrôle des principaux intéressés, et la réunion de la famille Gordievski au Royaume-Uni – ne sont pas réglés, faute d’accord des deux parties. Pourtant, des signes de collaboration entre les services de renseignement continuent de voir le jour : en 1989, un « téléphone rouge » est installé entre Iassenevo et le QG de la CIA en Virginie, trente-cinq ans après la mise en place d’un télétype entre la Maison Blanche et le Kremlin.

Pendant ce temps, les simples citoyens d’Europe de l’Est ne sont pas les seuls à prendre la tangente en franchissant les ruines du rideau de fer. Les transfuges affluent aussi. Fin novembre 1989, l’effectif du FBI s’enrichit avec le *walk-in* Sergueï Papouchine, un officier de la VGU, une denrée rare. Papouchine laisse entendre qu’il connaît le secret des pertes de 1985. L’espoir est vain. L’agent cherche à susciter l’intérêt en fabriquant une fausse histoire d’infiltration.

Certaines défections sont spectaculaires, comme celle d’un colonel, commandant un bataillon de fusiliers motorisés, qui passe à l’Ouest en novembre 1990. L’officier apporte une arme convoitée par les Américains, un missile sol-air SA-19. Il réussit à emporter l’arme sous le nez de ses hommes en brandissant un ordre de réquisition, puis défonce la clôture.

Le flot de transfuges est si grand que la CIA peine à les trier. Parfois, elle manque de passer à côté de recrues importantes, comme en juin 1990, lorsqu’un pilote de chasse connaissant le MIG 29, le dernier-né des avions de combat soviétiques, se présente à l’ambassade de Berlin-Est. Comme pour le SA-19, les informations fournies sur l’avion se révèlent particulièrement importantes dans le contexte de la première guerre du Golfe, en août : les Irakiens utilisent des chasseurs livrés en leur temps par les Soviétiques. Pourtant, à ce moment-là, les services de renseignement des deux camps collaborent.

L’ampleur des défections a des répercussions en URSS. La veille de la réunification allemande, en octobre 1990, le KGB va jusqu’à demander à

la CIA de ne plus attirer des agents potentiels sur le sol américain. Pour les États-Unis, la fin de la guerre froide est certaine. Dès lors, il devient plus difficile pour un transfuge russe de passer à l'Ouest : l'URSS n'est plus un pays ennemi.

Le doute s'installe au sein des services secrets soviétiques, confrontés à l'effondrement des valeurs pour lesquelles ils se sont battus. Les responsables de différents départements de la PGU reçoivent de nombreuses lettres personnelles de leurs employés, complètement déboussolés. Qui sont leurs nouveaux maîtres, les communistes ou les « nouveaux démocrates » emmenés par Boris Eltsine ? Les illégaux sont particulièrement inquiets pour leur sécurité, par peur d'être « trahis par les démocrates[20] ». Le problème est que leurs responsables sont incapables de leur donner des réponses claires, et se contentent de faire suivre le courrier jusqu'au sommet.

Krioutchkov, lui, ne reste pas inactif. À l'automne 1990, il fait simuler une attaque de Iassenevo par une manifestation menée par Sergueï Stankevitch, un jeune politique que d'aucuns voient déjà succéder à Gorbatchev. De fait, Stankevitch dirigera le démontage de la statue de Dzerjinski à la Loubianka, en 1991. Cet exercice d'entraînement mobilise tous les employés du complexe de Iassenevo, à grand renfort de sirènes, d'alarmes et de lances d'incendie.

Cet exercice n'est que le début d'une tentative de réaction conservatrice. Début 1991, pour lutter contre ce qu'il considère comme une manifestation de l'« esprit de défaitisme », Krioutchkov crée un nouvel organisme chargé de la propagande au sein du KGB, le Centre d'analyse indépendant de la PGU et de la VGU. Ce dernier est placé dans les mains d'un homme sûr, Nikolaï Leonov. Pour raviver le patriotisme des officiers du KGB, des brochures et tracts vantant la « grandeur de la Russie » (et non plus les vertus du marxisme-léninisme) sont diffusés par le Centre.

En avril, tous les officiers reçoivent de nouveau une arme de service qu'ils doivent porter sur eux en permanence (lors de l'exercice qui se tient à la fin de l'année précédente, des armes auraient déjà été distribuées) –

des pistolets automatiques Makarov, dans certains cas des kalachnikovs. Deux décennies plus tôt, Brejnev avait désarmé les officiers du KGB en proclamant que l'URSS n'avait plus d'ennemis intérieurs, en réalité pour les maintenir sous sa botte.

L'objectif réel de ces mesures est moins de ranimer un quelconque patriotisme des tchékistes que de fidéliser les troupes pour le grand spectacle qui s'annonce. Krioutchkov fomente un coup d'État avec d'autres conservateurs opposés à Gorbatchev. Le régime est en train de se déliter définitivement, pensent les conjurateurs. En juin, l'opposant le plus résolu de Gorbatchev et des conservateurs, Boris Elstine, est élu président de la RSFSR, la République de Russie, composante principale de l'URSS. Son intention de former une Communauté des États indépendants (CEI) à la place de l'URSS est claire. Pour le chef du KGB, Gorbatchev ne contrôle plus rien. Il s'agit donc de prendre sa place.

Le 18 août, les séditieux prennent en otage Gorbatchev et sa famille à Foros, un village de Crimée où il passe ses vacances. Des chars se mettent à encercler Moscou, puis se déploient dans la capitale. Mais le coup d'État tourne rapidement à la farce. La population ne se laisse pas faire. Elstine, très populaire, réussit à retourner la situation en sa faveur. Le KGB est définitivement discrédité, les auteurs du complot sont arrêtés. De nombreux officiers, révoltés par le déboulonnage de la statue de Dzerjinski comme par la politique de Krioutchkov, démissionnent. Parmi eux, Viktor Tcherkachine.

Nommé patron du KGB après l'arrestation de Krioutchkov, Chebarchine dirige le comité pendant une journée seulement : du 22 août à midi au 23 août à 14 heures. Un record qui s'explique par le fait que Chebarchine est soupçonné d'être un proche de Krioutchkov. Son successeur, Vadim Bakatine, ancien ministre de l'Intérieur proche de Boris Eltsine, sauve le KGB du démantèlement total. Provisoirement. La popularité de Bakatine s'effondre quand il remet aux Américains, en signe de bonne volonté, les plans relatifs au « microtage » de l'ambassade

américaine de Moscou, un dossier qui empoisonne les relations entre les deux pays depuis 1985, année de la découverte de centaines de microphones dans les bâtiments. Ce geste ne lui vaut pas une reconnaissance sans borne de la part des Américains non plus : Washington ne croit pas qu'il s'agit là de la totalité des plans. Surtout, le geste semble avoir été spontané et vaut à Bakatine d'être révoqué. Les espions refusent d'accepter leur défaite et de livrer leurs armes au vainqueur de la guerre froide.

Sentant le pouvoir s'échapper au profit d'Eltsine, Gorbatchev cherche frénétiquement à renouer avec un semblant d'autorité. Il réalise qu'une table rase du renseignement est indispensable pour éviter qu'à l'avenir l'institution ne soit de nouveau utilisée pour fomenter un coup d'État. Le 24 octobre 1991, il proclame la dissolution du KGB. Son petit frère, le KGB de la RSFSR, créé en mai, est remplacé le 26 novembre par l'Agence de sécurité fédérale, qui survivra jusqu'en 1992. Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Boris Pankine, réforme le fonctionnement du renseignement soviétique au sein du MID. Il réduit drastiquement le nombre d'agents du KGB ou de la GRU qui utilisaient l'immunité diplomatique.

De son côté, Boris Eltsine transforme la PGU en TsSR (Service central du renseignement, ancêtre direct du SVR), tandis que la VGU devient le FSB, le Service fédéral de sécurité. Les deux structures sont désormais distinctes. L'influence des États-Unis, où la structure du renseignement est double (FBI/CIA) est évidente. Les transferts culturels existent aussi, on le voit, dans l'espionnage.

La réforme du renseignement lancée en octobre entre en vigueur le 3 décembre 1991. Dans ses Mémoires, Bakatine, l'un des auteurs principaux de la mutation, se réjouit en parlant de « dépassement des traditions du tchékisme[21] ». Alors que l'Union soviétique a moins d'un mois à vivre, rien n'est moins sûr : tel le Phénix, le KGB ne va pas tarder à renaître de ses cendres.

1. Ancien ministre des Affaires étrangères, président du Présidium du Soviet suprême (équivalent de chef d'État) sous Gorbatchev.

2. Patron du KGB entre 1982 et 1988.

3. Réunion du 25 septembre 1986, documents du CWIHP, p. 83, consultables sur http://www.wilsoncenter.org. Voir plus loin pour l'affaire Tolkatchev.

4. Leonov : 297-298.

5. Cité dans Andrew et Mitrokhine, 2000 : 320.

6. Kouzminov : 111. À ne pas confondre avec le courant philosophique et religieux fondé par l'Américaine Emma Hopkins au XIXe siècle, la « nouvelle pensée » de Gorbatchev est popularisée dans un livre qui paraît en novembre 1987, où il explique ce qu'est la *perestroïka*, en URSS et à l'étranger. Les sceptiques y voient d'abord une mise à jour des idées de Khrouchtchev.

7. Andrew et Mitrokhine 2005 : 134. Voir aussi http://www.envio.org.ni/articulo/2513.

8. Cité dans Sibley : 229.

9. Sur Walker, voir le chapitre VII.

10. Sibley : 231.

11. Kouzminov : 59.

12. Voir le chapitre VII.

13. Le procédé avait déjà été mentionné par un autre transfuge, Tcherepanov. Voir le chapitre VI.

14. Une autre version prétend qu'il aurait demandé : « Que feriez-vous si je me levais et partais d'ici ? Est-ce que vous allez me tirer dessus ? » (Earley : 65).

15. Bearden : 180.

16. Sur Tolkatchev, voir le chapitre IX.

17. Daniloff : 4-5.

18. Voir la réunion du Politburo du 22 octobre 1986 dans les archives du RGANI (fonds 89, inventaire 36, dossier 21, folio 1). Document qu'on serait bien en peine de trouver dans les recueils publiés par la fondation Gorbatchev…

19. Les États-Unis quitteront unilatéralement le traité INF en février 2019, suivis par la Russie.

20. Ici et plus loin, Kouzminov : 130-131.

21. Cité dans Vorontsov : 395.

Chapitre XI

Une réconciliation manquée

Le travail de renseignement se fonde sur les principes suivants : séparation des pouvoirs des organes fédéraux du pouvoir exécutif, faisant partie des forces de sécurité de la Fédération de Russie ; légalité ; respect des droits et des libertés de l'homme et du citoyen ; soumission au président de la Fédération de Russie et au Conseil de la Fédération ; utilisation de méthodes et de moyens susceptibles d'être divulgués ou pas.

Article 4 de la loi « Sur le renseignement étranger du 10 janvier 1996[1]

Bien sûr, le FSB et le SVR poursuivent totalement le travail du KGB. Ils sont le KGB, avec un autre nom. Idéologiquement, c'est moins marqué, parce que le parti communiste a disparu, mais ces organisations restent à mon avis les plus réactionnaires, les plus soviétiques de la Russie actuelle.

Oleg Gordievski[2]

Le vent du changement souffle sur la Russie. La révolution pacifique d'août-décembre 1991 met fin au régime communiste. Boris Eltsine, le nouvel homme fort du pays, pousse le renseignement à participer à cette révolution : une vaste réforme balaie une institution désormais d'un autre âge. Surtout, à l'union jamais réalisée des prolétaires de tous les pays,

prophétisée par Marx au XIX[e] siècle, succède l'appel à une union – tout aussi improbable – des ennemis d'hier, de la CIA, du SIS et des successeurs du KGB, le SVR et le FSB. La réconciliation entre les ennemis d'hier, en dépit de plusieurs opérations conjointes, n'aura pas lieu. La découverte d'espions russes aux États-Unis et de taupes américaines en Russie ranime une méfiance ancienne. Surtout, le successeur d'Elstine est un homme pour qui le renseignement est une seconde nature. « J'ai regardé dans les yeux de Poutine, et j'y ai vu trois choses : un K, un G et un B », dira en 2007 le sénateur John McCain, moquant la célèbre réplique du président George W. Bush, qui avait affirmé peu de temps après sa première rencontre avec le président russe l'avoir regardé dans les yeux et vu son « âme », une âme « directe et sincère ». McCain n'en était pas à son coup d'essai, ayant fait part de son inquiétude dès l'élection de Poutine en 2000. L'avenir lui donnera raison. La tentative de réconciliation entreprise par Barack Obama, successeur de Bush à la Maison-Blanche, fera elle aussi long feu, laissant place à la « nouvelle guerre froide ».

Du balai !

Le putsch des conservateurs d'août 1991 accélère les transformations du renseignement russe. Le KGB voit sa réputation définitivement gangrenée par sa connivence avec les ennemis de Boris Eltsine – il doit donc disparaître. L'homme désigné pour « purger » la nouvelle institution est un certain Evgueni Primakov.

Avec cette nomination, Eltsine cherche à ménager les susceptibilités des hommes du renseignement, réputés dans leur immense majorité fidèles au régime déchu. De fait, Primakov est un homme assez ambigu, à la réputation de conservateur, mais qui n'a jamais soutenu le putsch. Né en 1929 à Kiev, sa famille migre en Géorgie peu avant la guerre. Il habite

à Tbilissi jusqu'en 1948. Primakov grandit sans son père, fusillé en 1937. Pour ne pas attirer l'attention avec le nom d'un « ennemi du peuple », Juif de surcroît (Finkelstein), Primakov emprunte le nom de sa mère, Primakova, inventé lui aussi pour échapper à l'antisémitisme ambiant – son nom de jeune fille est Kirchenblatt[3].

Habitué en Géorgie à se faire des amis, toujours souriant et affable, prudent dans le choix de ses mots, Primakov devient un véritable expert dans la formation des réseaux. Passionné par le monde arabe, il intègre l'institut des langues orientales de Moscou. Mais il finit par se brouiller avec sa hiérarchie pour ses convictions peu orthodoxes, du moins si l'on en croit ses Mémoires. Car Primakov n'est pas un dissident, tout au plus un « dissident interne », un opposant en pensée qui se donne aujourd'hui l'image de quelqu'un qui a œuvré pour réformer la Russie.

Dès lors, sa rupture avec l'institut n'a pas de conséquences dramatiques. Ses réseaux aidant, Primakov réussit à trouver un point de chute prestigieux à la direction de l'Imemo, puis à la *Pravda*. Dans ses Mémoires, il se vante même d'avoir rendu l'institut « plus compétitif ». En bon ami des dirigeants du Moyen-Orient, Primakov reste très anti-israélien et contribue largement à la propagande « antisioniste » soviétique. Son entourage le soupçonne de travailler pour le KGB : rien de tel, écrit-il dans ses Mémoires, en réalité, il travaille pour le Comité central.

C'est ainsi que, le 30 septembre 1991, à sa grande surprise, il est nommé à la tête de la PGU. Lorsque celle-ci cède la place au TsSR, le 6 novembre, il en devient le patron. Le 9 décembre, Primakov se voit proposer de revenir de Iassenevo à la Loubianka, pour se rapprocher du centre du pouvoir, une manière de le contrôler. Logiquement, il est appelé à diriger le SVR, un organe fédéral entièrement dépendant de l'exécutif, créé le 18 décembre. Mais la transition n'est apparemment pas évidente. Eltsine rapporte à Primakov que sa conduite n'est pas irréprochable. Après une discussion franche, on s'en remet à la décision du collectif de

Iassenevo, procédé démocratique dans l'air du temps. Plébiscité, Primakov est invité à poursuivre son œuvre.

Au cours des quatre années où il dirige le renseignement, « l'académicien », comme le surnomment ses ouailles, travaille dans deux directions. Tout d'abord, il finit de « désidéologiser » le renseignement. C'est d'ailleurs dans ce but qu'Eltsine fait appel à Primakov – un civil habitué aux débats scientifiques au sein de l'Imemo, non un doctrinaire du parti. D'autre part, Primakov fait subir au renseignement une cure d'amaigrissement. Pour parler le jargon du SVR, « il se débarrasse du ballast » des officiers approchant l'âge de la retraite et des administrateurs en surnombre. Beaucoup de structures auxiliaires et administratives sont supprimées. En tout, on arrive à 30-40 % de réduction des effectifs.

Cette purge répond, si l'on en croit Primakov, à des objectifs revus à la baisse. En lieu et place d'une politique du renseignement mondiale, le SVR se cantonne aux zones d'intérêt vital pour la Russie. Une trentaine de résidences sont fermées, notamment en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est. Alors que cent quarante officiers du KGB et de la GRU travaillent aux États-Unis en 1991 – à l'ambassade et à la représentation commerciale de Washington, au consulat général de San Francisco, à l'ONU –, en 1993, il en reste moins de cent[4].

L'accent est mis sur « l'étranger proche », l'Europe et l'Asie centrale. Non plus pour imposer un quelconque diktat de la Russie, affirme Primakov, mais pour « prévenir tout danger pour les intérêts et la sécurité des frontières russes[5] ». Ces missions sont désormais clairement inscrites dans la loi. Le texte du 11 août 1992 intitulé sobrement « Sur le renseignement étranger », plusieurs fois révisé, parle des « intérêts vitaux » de la Russie, et souligne que les opérations ne peuvent violer les droits de l'homme ou sortir du cadre de la loi fédérale.

Cette purge n'est pas uniquement due, il convient de le souligner, à Primakov. Leonid Chebarchine, tout comme certains officiers haut placés, a passé trente ans dans « les organes », comme on appelle alors les services secrets soviétiques. Il quitte l'institution car il ne supporte pas

l'idée de devenir le second de Primakov, de servir de « bouche-trou ». D'autre part, avec la privatisation russe, le SVR doit désormais régler la note de ses « frais de déplacement », en particulier aériens. Depuis longtemps, la compagnie Aeroflot est littéralement gangrenée par les services secrets soviétiques, qui utilisent toutes sortes d'intermédiaires louches pour monopoliser une partie des vols. Ce « parasitisme institutionnalisé » se poursuit jusqu'au rachat de la firme par Boris Berezovski en 1994, qui fait d'Aeroflot une compagnie aérienne digne de ce nom. Le nouveau patron fait payer les anciens profiteurs.

Surtout, le SVR souffre d'une véritable hémorragie de ses cadres. De nombreux agents de l'ex-PGU, brillamment formés, polyglottes, trouvent du travail dans de nouvelles structures commerciales ; un travail, on s'en doute, bien mieux rémunéré. Entre 1991 et 1993, les pertes sont estimées à 40 % des officiers. Ces fuites contribuent à la dégradation de l'ambiance de travail. Comme le dit Sergueï Tretiakov, le responsable du département Canada du SVR, « notre QG avait pris l'apparence d'un bar provincial miteux, rempli de fumeurs et d'ivrognes[6] ». De fait, boire au travail devient tellement une habitude qu'aucune information ne peut être donnée après 11 heures du matin, et des beuveries sont organisées chaque après-midi. Un jour, alors qu'il n'est que 10 h 30, le général Alexeï Medianik, vice-directeur du SVR, censé prononcer un discours devant de jeunes officiers, est tellement ivre qu'il s'effondre et se cogne la tête.

Primakov ne manque pas d'attirer l'attention d'Eltsine sur ces problèmes. Problèmes que le président connaît bien, étant lui-même porté sur la boisson. En dépit des difficultés immenses que rencontre la Russie en transition vers l'économie de marché, à quoi s'ajoutent les conséquences de la disparition du bloc militaire communiste – l'organisation du Pacte de Varsovie –, le président russe fait passer une directive pour offrir des appartements de fonction aux agents dont la situation matérielle est la plus précaire. Pour faire appliquer la directive, Ivan Gorelovski, le responsable des ressources humaines nommé par Primakov, doit effectuer un travail titanesque. Progressivement,

l'institution retrouve son attractivité grâce aux séjours dans des centres de soins privés et des salaires supérieurs à la moyenne, même si le financement du SVR demeure largement inférieur à celui de la CIA, qui avoisinerait alors les deux milliards de dollars annuels[7].

L'ensemble des réformes destinées à faire du SVR une institution prestigieuse aboutit en octobre 1994 à la transformation de l'Académie Andropov en Académie du renseignement à l'étranger (AVR). Grâce à Internet, on peut aujourd'hui localiser les différents sites de cette école d'élite, dont le principal se trouve à moins de cent kilomètres au nord de Moscou, caché en pleine forêt. Un autre site, situé au sud de Moscou, surnommé « la villa », sert à l'entraînement des futurs résidents à l'étranger.

Même si nous ne savons pas quelles informations recevait Eltsine de Primakov – les secrets du renseignement russe de cette période ne seront pas déclassifiés avant dix ans –, il ne fait aucun doute que le travail accompli satisfait le président. La mission prioritaire de Primakov – sauver le renseignement – semble accomplie. Mais le poste de Primakov reste hautement sensible. À l'occasion de l'affrontement d'Eltsine avec le Parlement, en octobre 1993, il se permet de donner un avis défavorable sur la ligne suivie par l'exécutif (Eltsine fait alors tirer sur la « Maison blanche », le bâtiment du Parlement, en plein Moscou). Le président est étonné par la franchise de Primakov, et décide de le muter à un poste moins sensible, celui du ministre des Affaires étrangères.

*

*   *

La purge de la PGU n'est qu'une partie de la vaste métamorphose des services secrets russes dans les années 1991-1995. Le problème est que cette effervescence est moins le résultat d'une politique rationnelle que la conséquence d'un contexte chaotique dans lequel la Russie se cherche une nouvelle identité. Une quête qui passe par une lutte entre le

« mouvement » et la « réaction », entre un pouvoir exécutif dévoué aux réformes et un pouvoir législatif dominé par les conservateurs.

Les réformes apparaissent dès lors comme largement cacophoniques et souvent éphémères. Ainsi, en décembre 1991, le pouvoir tente de fusionner les organes de sécurité et le ministère de l'Intérieur, avec la création du ministère de la Sécurité et de l'Intérieur de la RSFSR (MBVD). En même temps, on crée l'Agence fédérale de sécurité de la RSFSR et le Service interrégional de sécurité ; on leur substitue dès janvier 1992 le ministère de la Sécurité de la Fédération de Russie (MBFR). Les missions du MBFR sont multiples, et comprennent le contre-espionnage. Mais il disparaît à son tour en décembre 1993, pour être remplacé par le Service fédéral de contre-espionnage (FSK) de la Fédération.

L'exécutif tend de plus en plus à l'emporter dans le processus décisionnel, ce qui se concrétise par la Constitution de 1993, qui donne à la Russie un régime présidentiel, voire hyperprésidentiel. S'il est un homme qui a désormais la haute main sur les services de renseignement russes au cours de cette période, c'est le président de la Fédération de Russie, Boris Eltsine. Il n'est guère étonnant que ce soit un proche du président, le général Alexandre Korjakov, qui devient le responsable des services de sécurité du Kremlin, le FSO (Service de surveillance du territoire), et le représentant officieux du renseignement.

Avec la fin des expériences dans le domaine économique, marquées par la « thérapie de choc », l'effervescence est appelée à retomber dans le domaine du renseignement. Début 1995, le FSK passe le flambeau au FSB (Service fédéral de sécurité). Le 8 décembre, une nouvelle loi sur le renseignement à l'étranger met l'institution en conformité avec la Constitution de 1993. Par la suite, le pouvoir s'occupe de la réorganisation interne. La dernière réforme du renseignement (civil) date de 2003, lorsqu'une partie des prérogatives de l'Agence fédérale pour l'information et la communication présidentielle (Fapsi), spécialisée dans le chiffrage, est transmise au FSB, à la GRU (le renseignement militaire, qui survit à la disparition de l'URSS sans trop de casse) et au FSO.

Espions de tous les pays

« Cher Boris ! Je souhaite profiter de la visite du directeur de la CIA James Woolsey pour souligner l'importance du développement des relations entre les services de renseignement de nos pays. Je suis heureux que les services de renseignement mènent des conversations productives et bilatérales et j'espère que ces échanges fructueux seront poursuivis à l'avenir[8]. »

C'est en ces termes chaleureux que le président américain Bill Clinton s'adresse à son homologue Boris Eltsine, en août 1993, en pleine lune de miel entre les services de renseignement autrefois ennemis jurés. Conséquence de la « désidéologisation », la Russie de la première partie des années 1990, comme disent les Anglais, n'a plus d'ennemis ni d'amis *permanents*. La permanence ne concerne que ses intérêts nationaux, tandis que les ennemis varient au gré des saisons.

Des raisons financières s'ajoutent aux questions idéologiques pour expliquer le rapprochement. L'aide américaine à la transition contraint la Russie à un rapprochement sans précédent avec son ennemi principal. Les anciens adversaires se trouvent soudain de nombreux prétextes pour collaborer – la lutte contre le trafic de drogue, la sécurité des arsenaux d'armes nucléaires, la non-prolifération d'armes chimiques et bactériologiques, les questions environnementales.

D'autre part, il faut compter avec des raisons politiques. Au début de son premier mandat, Boris Eltsine est un président mal assuré, qui craint la restauration communiste et qui cherche activement l'appui des États-Unis, en la personne de Clinton, son « ami », pour conforter sa légitimité. C'est à dessein qu'il laisse filtrer des rumeurs sur des prisonniers américains du temps de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre de Corée, toujours vivants au fin fond de la Sibérie. Ce n'est pas un hasard s'il transmet aux nouveaux alliés un certain nombre de dossiers confidentiels, dont celui de Cy Oggins.

Il va de soi que ce rapprochement n’est pas du goût de tout le monde : habitués à haïr les États-Unis, bien des hommes de l’ancienne génération ne conçoivent pas que les intérêts des deux grands pays puissent désormais converger et quittent d’eux-mêmes le renseignement. Prendre conscience que le combat d’une vie n’a finalement servi à rien est un drame pour de nombreux espions.

*
*   *

Les réformes de Primakov doivent donc être comprises comme s’inscrivant dans une stratégie d’apaisement des Américains. La rupture avec la période de Krioutchkov doit être visible par tous. Ainsi, en novembre 1991, Primakov met définitivement fin au programme Rian et dévoile les falsifications de Krioutchkov sur la prétendue influence de la CIA en Russie.

Le Humint soviétique est abandonné temporairement. Le SVR évite de recruter des Américains. L’exemple même de cette atmosphère est l’arrêt du traitement d’un membre de la CIA, Leonard Bellegarde, qui a travaillé au consulat américain de Leningrad de 1981 à 1983[9]. Les branches « gênantes » du renseignement sont également supprimées ou déplacées : ainsi, le département 8 de la direction S, spécialisé dans le terrorisme, le sabotage et les assassinats, est absorbé en 1992 par le département 12. Le camp d’entraînement de Cuba, utilisé intensivement en 1990-1991, est mis en veilleuse avant de fermer ses portes en 2003. Surtout, le SVR révèle l’identité de son résident de Washington – en échange, les Américains font de même pour leur chef de station de la CIA à Moscou.

L’ampleur des concessions semble telle que Primakov lui-même est soupçonné d’américanophilie. Un comble pour un futur ministre des Affaires étrangères qui, sur la route de Washington, apprenant le début du bombardement de Belgrade par l’OTAN, en mars 1999, donnera à son pilote l’ordre de faire demi-tour.

Les contacts directs avec la CIA se multiplient. En octobre 1992, Eltsine accueille Robert Gates, alors patron de la Compagnie. Certains parlent même de dissoudre le SVR et de confier à la CIA le soin d'espionner pour les deux pays ! D'après Primakov, une confiance mutuelle voit le jour. Alors que la Yougoslavie s'enfonce dans la guerre civile, la CIA et le SVR arrivent à la conclusion qu'une solution militaire n'est pas envisageable. Les relations personnelles entre les patrons des services sont positives. En 1993, le successeur de Gates, Woolsey, rencontre Primakov à Washington. La qualité du travail du SVR est remarquée par les Américains.

Pour les Russes, ces rencontres entraînent cependant de nouvelles humiliations. Les Américains ne manquent jamais une occasion de rappeler qu'ils sont les vainqueurs de la guerre froide. Dès novembre 1991, le futur patron du SVR se rend aux États-Unis pour participer à un séminaire sur les problèmes de « stabilité stratégique ». Le directeur de la CIA préfère ne pas le rencontrer, ce qui est une première déception (six mois après la visite de Gates, Primakov ne sera pas reçu par Clinton). Lors des discussions, Primakov évoque un grand champ de possibilités pour la collaboration, et propose de nouvelles règles pour le renseignement. Là non plus, il n'a droit qu'à une attention polie. La réalité est que les Américains restent méfiants car ils sont habitués aux « campagnes pour la paix » soviétiques, et, selon eux, les propositions des Russes sont certainement pleines d'arrière-pensées.

Devenu patron de la CIA, Robert Gates confirme la prépondérance du facteur humain dans le renseignement. Pour les Russes, qui affirment avoir mis un coup de frein au Humint, c'est le début d'une nouvelle déception. Quand ce ne sont pas les patrons de la CIA qui font douter du bien-fondé de leur collaboration, ce sont les médias : lors de la visite de courtoisie des Américains, du 7 au 10 août 1993, le résident de la CIA à Tbilissi est assassiné. Le *Wall Street Journal* jette de l'huile sur le feu en accusant les Russes d'être les coupables. L'objectif, selon le périodique, est de lancer un avertissement aux Américains : s'immiscer dans les conflits

régionaux relevant de la sphère d'influence russe – la Géorgie est alors en pleine guerre civile – peut se révéler mortel.

Les relations avec le renseignement britannique, autre ennemi traditionnel de la guerre froide, ont quant à elles du mal à décoller. Ce sont les Anglais qui prennent l'initiative en établissant le contact avec le SVR. Dès décembre 1991, une délégation du MI5 se rend à Moscou. La future patronne du service, Stella Rimington, demande à Primakov de faire baisser d'un cran l'intensité du renseignement russe en Angleterre. Primakov ne se laisse pas intimider. Du moins, c'est ainsi que la rencontre est présentée dans ses Mémoires.

Une nouvelle tentative de nouer le contact a lieu en juin 1992. Primakov reçoit alors la visite de l'ambassadeur britannique Brian Fall qui l'informe que le gouvernement britannique a pris la décision de lancer le processus de coopération. Mais les malentendus persistent. La réciprocité, se plaint Primakov, n'est pas plus au rendez-vous avec les Américains qu'avec les Britanniques : lorsque l'un des recruteurs de Viktor Souvorov, le spécialiste britannique du SIS Cecil Hughes, reçoit un visa d'entrée en Russie après son départ en retraite, les Britanniques ne rendent pas la politesse. La glace finit par se rompre en 1997, avec la visite de Primakov dans la patrie de John Le Carré. Mais à ce moment-là, il n'est plus patron du SVR et sa visite est purement protocolaire.

Le naturel revient au galop

La rupture de la nouvelle Russie avec son passé totalitaire laisse beaucoup à désirer. Le procès du Parti communiste, lancé en juillet 1992, tourne à la farce. Celui des participants au putsch de 1991, qui ne débute qu'en avril 1993, se termine par une amnistie quasi générale. La même année, Primakov publie un rapport qui dénonce la menace contre la sécurité de la Russie que constitue la perspective de l'élargissement de

l'OTAN à l'est[10]. Et le 27 avril 1994, c'est le président Eltsine en personne qui vient au SVR remonter le moral de ses troupes en affirmant avoir besoin d'un bon services de renseignement étranger. Faisant référence aux tentatives américaines de s'implanter dans les anciennes républiques soviétiques, et en particulier en Azerbaïdjan[11], il accuse les États-Unis d'être engagés « dans une diplomatie secrète au lieu de respecter les règles des relations internationales[12] ».

C'est dans ce contexte que se produit le recrutement d'Herman Simm, ancien haut officier du KGB d'Estonie. Sans travail depuis l'indépendance de la petite république balte, il s'estime avoir été traité injustement et nourrit une solide rancune envers les nouveaux maîtres du pays. En juin 1995, à 48 ans, il part se ressourcer en Tunisie où il est approché par un ancien contact russe qui lui propose de collaborer, faisant miroiter la possibilité d'une belle carrière et, bien sûr, d'une rétribution substantielle. « Tu peux évidemment refuser, mais tu ne trouveras jamais plus de travail. » Simm accepte prestement. Deux mois plus tard, ô surprise, il est nommé au ministère de la Défense estonien, en charge du département de sécurité. Pour les Russes, ce sera un jackpot : en 2004, l'Estonie fera son entrée dans l'OTAN, et Simm partagera ses secrets avec la Russie. Il ne sera arrêté que le 21 septembre 2008 après avoir commis des dégâts considérables, sans précédent pour l'OTAN.

En ce milieu des années 1990, les Occidentaux ne sont cependant pas en reste, profitant de la multiplication des défections, notamment dans le domaine du renseignement scientifique et technique, qui révèlent au monde entier l'ampleur du renseignement russe. Les Américains récupèrent des agents comme le colonel Vladimir Konoplev, le lieutenant-colonel Oleg Morozov et un colonel de la résidence de la GRU de Washington, Stanislav Lounev. Le défecteur le plus connu n'est cependant pas tombé entre les mains des Américains, mais des Britanniques. Son nom est Vassili Mitrokhine, un homme jugé peu doué pour le renseignement, selon ses collègues moscovites[13].

Chaque matin, dès son arrivée au travail, cet archiviste de la PGU recopie des dizaines de documents, puis les cache dans ses chaussettes ou dans ses sous-vêtements avant de les rapporter chez lui. Le soir, Mitrokhine tape ses notes à la machine à écrire. Chaque vendredi, il transporte la récolte de la semaine dans sa *datcha*. D'abord cachées sous un matelas, les notes finissent enterrées dans son jardin, protégées par un flacon hermétique.

Mitrokhine, c'est la patience érigée en système. Pendant dix ans, entre 1972 et 1982, il poursuit son travail de fourmi avec un rythme imperturbable. En 1984, l'archiviste prend sa retraite et se met en position de veille, dans l'attente du bon moment pour sortir de sa tanière. La veille dure près de sept ans. En 1991, Mitrokhine déterre l'un de ses pots, prend un billet pour Riga – alors capitale de la Lettonie indépendante – et propose ses trésors à l'ambassade américaine. Dans le contexte de l'époque, une plaisanterie circule chez les espions : les transfuges les plus prometteurs sont invités à former des files d'attente bien ordonnées devant les ambassades. De fait, écrasés de demandes d'asile politique, disposant de moyens limités, les Américains se détournent des vieux dossiers du retraité.

Cette fois, Mitrokhine en a assez d'attendre, il sait qu'il n'est pas éternel, et que les circonstances, favorables à sa fuite, peuvent changer du jour au lendemain. Il se rend alors à l'ambassade britannique. Moins sollicité par les transfuges, le SIS envoie l'un de ses jeunes agents juger de l'étendue de la récolte de Mitrokhine, qui remplit six lourdes valises. Le 7 novembre 1992, l'ancien archiviste est exfiltré. Pendant les douze ans qui lui restent à vivre, il confie ses trésors à un spécialiste du renseignement, Christopher Andrew, professeur à l'université de Cambridge.

Après un immense travail accompli à partir de ses notes, et un travail de censure préalable par le renseignement britannique, les secrets de Mitrokhine, publiés en trois volumes, font tomber bien des agents, confirment la culpabilité d'autres et suscitent d'amples débats. Parmi ses

défenseurs, on trouve l'ancien général du KGB Oleg Kalouguine, frappé par l'exactitude des descriptions des opérations de renseignement auxquelles il a pu lui-même participer[14].

Parmi les découvertes faites grâce à Mitrokhine figure Robert Lipka. Arrêté en 1996, cet ancien de la NSA est condamné à dix-huit ans de prison – vingt-deux ans après l'arrêt de ses activités d'espionnage. Membre de la NSA jusqu'en 1967, ses informations sur les communications secrètes des forces américaines, en pleine guerre du Vietnam, payées 27 000 dollars, une somme énorme à l'époque (il continue de vendre ses documents jusqu'en 1974), ont certainement dû avoir un impact sur le déroulement du conflit. Lipka fait la joie de la presse à sensation en affirmant avoir vu chez ses contacts un document prouvant que Nixon était un espion communiste, et un autre où était marqué le nom du vrai assassin de John Kennedy.

D'autres agents cachés pendant des années, révélés grâce à Mitrokhine, ont plus de chance que Lipka. La doyenne des espions soviétiques, Melita Norwood, dont la culpabilité est enfin révélée en 1999, et qui se justifie en affirmant qu'elle a espionné « pour prévenir la défaite d'un nouveau système [le système soviétique] qui, à grand coût, a donné aux gens ordinaires de quoi manger et vivre, un système éducatif et un système de santé[15] », échappe à la justice grâce à son âge.

Ignorant superbement les révélations de Mitrokhine (et de tous les transfuges d'ailleurs)[16], le renseignement russe répond à sa façon aux accusations de ses détracteurs. Dans un contexte de nostalgie croissante pour l'Empire soviétique défunt, le marché russe est inondé par d'innombrables hagiographies, où l'autoglorification voisine avec l'autojustification. Sommet de la vague, en 1995, le 75e anniversaire de l'INO donne lieu au lancement des *Essais sur le renseignement russe*, que nous avons déjà amplement cités. L'année suivante, la glorification de l'espionnage soviétique atteint le sommet de l'exécutif, avec, le 15 juin 1996, une directive du président russe qui récompense les « voleurs de l'atome », les agents qui ont contribué à la création de la bombe atomique

soviétique, parmi lesquels Alexandre Feklissov. Tous reçoivent le titre de « héros de la Russie ».

Les innombrables panégyriques à la gloire des tchékistes cultivent la filiation entre le passé et le présent ; le tout à l'intention des jeunes lecteurs, invités à s'inspirer de l'exemple de leurs illustres ancêtres pour défendre leur patrie contre les tentatives de pénétration des éternels ennemis de la Russie.

À la différence des Mémoires de Primakov, d'autres agents du renseignement russe donnent des années de transition un tableau beaucoup moins idyllique dès lors que l'on évoque la coopération avec l'ancien ennemi principal. Il en est ainsi des Mémoires d'Alexandre Kouzminov, un ancien de la direction S, déjà mentionné précédemment.

Les responsables de la direction S (illégaux), le cœur de la PGU, n'auraient jamais été favorables au rapprochement entre les agences des deux camps. Pour les illégaux russes, qui suivent en cela l'exemple de leurs aînés de la détente des années 1970, « l'espionnage fonctionne au mieux et avec le plus de succès pendant les périodes de paix[17] ». L'objectif des « nouveaux » services de renseignement est donc de déployer un maximum d'illégaux en Occident, pour cultiver et recruter le plus d'agents possible.

Confrontée à une transition particulièrement difficile, la Russie ne peut renoncer à l'espionnage, instrument indispensable de sa modernisation. La pénétration des entreprises sensibles ne disparaît pas, elle emprunte simplement de nouvelles voies, profitant de l'économie de marché. Depuis la fin des années 1980, le renseignement instrumentalise l'immense mouvement d'émigration vers les pays d'Europe de l'Ouest, les États-Unis et Israël. La Grèce et l'Allemagne, membres de l'OTAN et de l'Union européenne, sont privilégiées. La RFA est un pilier des deux organisations, tandis qu'en Grèce, la sécurité dans les institutions sensibles est bien plus laxiste qu'ailleurs.

Les officiers restés en Russie travaillent de plus en plus avec une couverture commerciale, ce qui leur permet d'élargir leur champ

d'influence. La singularité des années Eltsine est le mélange entre renseignement et affaires. Ainsi, avec une firme portant le nom de Citadelle (rien à voir avec la défense de Koursk pendant la Seconde Guerre mondiale), le département 12 du SVR crée une coentreprise qui vend du pétrole et rapporte des millions de dollars à l'institution. Citadelle est également utilisée pour approcher les chercheurs, en RFA et en Angleterre. Utilisée par les patrons de la direction S pour s'enrichir personnellement, en particulier grâce à la vente de diamants russes à l'étranger, elle contribue à la corruption généralisée des services du renseignement. Des idéalistes comme Alexandre Kouzminov sont contraints de partir.

En définitive, comme on pouvait s'en douter, la disparition de l'idéologie communiste ne modifie pas la hiérarchie des cibles pour le renseignement russe. Les États-Unis demeurent la priorité, pour certains, encore plus qu'avant. La guerre – on parle plutôt de conflit périphérique que de déflagration mondiale – n'est jamais exclue des plans du Kremlin. Cela explique que, à la différence des réductions d'effectifs dans d'autres départements, ceux de la section américaine du département 12 de la direction S (armes biologiques) du SVR croissent sensiblement, car les nouvelles souches biologiques proviennent le plus souvent des États-Unis.

Sauver les apparences

En janvier 1990, Aldrich Ames revient à Langley après trois années passées à Rome. Il réussit à déjouer le détecteur de mensonges, un passage obligé tous les cinq ans pour les agents de la CIA. Mais sa situation matérielle attise les soupçons de son entourage. Ses dents sont recouvertes de jaquettes à 1 000 dollars pièce, sa maison à Arlington est achetée 500 000 dollars comptant. Même s'il affirme que son brusque enrichissement est dû à sa belle-famille colombienne, les nuages

s’amoncellent au-dessus de sa tête. En février 1994, une équipe du FBI parvient enfin à arrêter et à inculper celui qui a entraîné la mort de dix de leurs agents sans jamais l’avoir pris en flagrant délit.

Les Russes cherchent des boucs émissaires à l’arrestation de leur plus précieux espion et se saisissent d’Oleg Kalouguine. Cet officier a été l’un des premiers étudiants soviétiques à profiter de la bourse Fulbright et à étudier à Columbia en 1958. Spécialiste des États-Unis au KGB, il est nommé adjoint au résident de New York en 1965-1970, Boris Solomatine. En 1973, à l’âge de quarante et un ans, il prend la tête du département K de la PGU (contre-espionnage à l’étranger).

Mais rapidement, Kalouguine devient la bête noire de Krioutchkov. Le patron de la PGU ne supporte pas les manières de ce play-boy qui n’hésite pas à critiquer ses méthodes de travail, et qui dénonce la diabolisation systématique des États-Unis comme contre-productive. Son agressivité et son air hautain tranchent avec le conservatisme et surtout l’obséquiosité des hommes de la PGU, placés avec soin par Krioutchkov. Le prétexte pour mettre à l’écart le gêneur est trouvé avec l’affaire Anatoli Cook. Ce premier contact de Kalouguine aux États-Unis est soupçonné par la PGU d’être un agent double. Or le général refuse de le livrer à la vindicte de ses supérieurs, persuadé de son innocence. Krioutchkov réussit à faire pression sur Andropov pour envoyer Kalouguine à Leningrad, la deuxième ville du pays, mais qui est tout de même en « province », avec tout ce que ce terme a de péjoratif pour un habitué de la capitale.

Refusant de quitter son poste de Moscou, il s’efforce d’obtenir le soutien d’Andropov, avec qui Kalouguine a développé une véritable « relation père-fils ». Celui-ci se montre cependant impuissant et lui conseille de se faire oublier. En décembre 1979, il devient premier adjoint du directeur du KGB de la région de Leningrad.

Cette traversée du désert dure cinq ans. Après 1985, Kalouguine se lie d’amitié avec le bras droit de Gorbatchev, Alexandre Iakovlev, qu’il a connu à Columbia ; puis il constitue des réseaux dans l’entourage d’Eltsine. Pressé de rentrer à Moscou pour aider les démocrates, il doit

attendre 1986 pour y être autorisé par Krioutchkov, qui le voit comme un rival dangereux et n'hésite pas à répandre des bruits sur sa prétendue américanophilie.

Kalouguine « sort du bois » en démissionnant du KGB en 1989, puis en déclarant sa haine de l'institution en 1990, ce qui ne manque pas de provoquer une riposte du KGB pour le discréditer. Il reste cependant populaire et se lance dans la politique en se faisant élire député du Soviet suprême (le Parlement soviétique), fonction qu'il occupe de septembre 1990 à décembre 1991. En 1994, il publie des Mémoires retentissants aux États-Unis et, en 1995, dans une version sensiblement expurgée, en Russie. Alors qu'il n'a jamais été un transfuge[18], continuant de vivre en Russie, ses ennemis deviennent plus nombreux. Menacé de mort, il finit par émigrer aux États-Unis en 1997, confirmant tacitement sa culpabilité pour ceux qui manquent d'arguments tangibles.

Les soupçons qui pèsent sur la révélation de l'identité d'Ames s'étendent à l'entourage de Kalouguine. Viktor Tcherkachine est accusé d'avoir dévoilé l'identité de l'agent américain à son ancien ami. Pour se défendre, l'intéressé n'hésite pas à consacrer des passages entiers à son amour de la patrie soviétique et à sa fidélité infaillible aux idéaux communistes[19]. En parlant des motivations idéologiques de Kalouguine comme de « foutaises », alors que celles d'un Tcherkachine sont, elles, hautement légitimes, il fait deux poids, deux mesures. Une stratégie classique de légitimation *a posteriori* que l'on retrouve souvent chez les anciens agents soviétiques.

La gestion de la crise suscitée par l'arrestation d'Ames est emblématique d'un contexte où les États-Unis ne souhaitent pas entraver le processus de modernisation de la Russie. Deux agents de la CIA rendent visite au SVR – en l'absence de Primakov, c'est son adjoint Troubnikov qui est chargé de la désagréable entrevue – pour réclamer la reconnaissance officielle de la culpabilité russe. Les Américains exigent aussi que le SVR leur rende les documents transmis par Ames et qu'ils rappellent leur résident de Washington, Alexandre Lyssenko. Primakov refuse de rappeler

son résident, qui finit par être expulsé par les Américains. Comme dans les années 1980, les Russes répliquent en mettant dehors le résident de la CIA, James Morris.

Soucieux de transformer un échec en succès, Primakov organise une conférence de presse sur l'affaire, comme au temps des grandes opérations de propagande soviétiques. Le patron du SVR y affirme qu'il n'a jamais promis aux Américains de faire cesser l'espionnage sur leur territoire. Et il se plaint au contraire que les Américains ont mis en œuvre de nombreuses opérations en Russie. Finalement, la responsabilité du SVR est confirmée indirectement par le général Mikhaïl Kolesnikov, le chef de l'état-major des forces armées russes, qui affirme qu'Ames n'a pas travaillé pour la GRU…

L'affaire s'arrête là. Le nouveau président américain, Bill Clinton, refuse de voir le scandale bousculer son calendrier politique et son programme de réhabilitation de la Russie. Répondant à ses détracteurs, le président a beau jeu de rétorquer que les Russes ne sont pas les seuls à envoyer des espions aux États-Unis, et ne doivent donc pas être diabolisés. Un moment interrompues, les rencontres entre les services reprennent. Pour combien de temps encore ?

*

*   *

Le 17 janvier 1996, alors que les sondages le donnent perdant, Boris Eltsine, affaibli par des problèmes de santé, se lance dans la campagne présidentielle. Le président sortant fait des concessions aux conservateurs pour être sûr d'être réélu. Il renvoie le responsable de la politique de privatisation, l'impopulaire mais toujours influent Anatoli Tchoubaïs. Kozyrev, ministre des Affaires étrangères accusé d'avoir fait trop de concessions aux Occidentaux, est remplacé par Primakov, désormais jugé par les libéraux comme un « faucon extrémiste[20] ». Le 4 juillet, Eltsine est réélu au second tour.

Le nouveau directeur du SVR est le général Viatcheslav Troubnikov. Spécialiste de l'Inde, il rejoint le KGB par la voie classique du MGIMO. Appuyé par Chebarchine qui comprend que la voie indienne n'est pas forcément la meilleure pour la carrière d'un espion, il est nommé à la tête du 1er département de la PGU, spécialisé dans l'espionnage aux États-Unis, le plus prestigieux d'entre tous. La suite de sa carrière, Troubnikov la doit à Primakov.

Avec Troubnikov, nous sommes loin de l'euphorie de 1991 et des grands projets de coopération entre les agences. À partir du milieu des années 1990, la Russie n'est plus un partenaire privilégié pour les États-Unis. La guerre de Tchétchénie, la corruption généralisée et les fréquentes violations des droits de l'homme refroidissent les Américains. Les Russes, de leur côté, soupçonnent leurs partenaires de fomenter des soulèvements dans leur « étranger proche ». Et avec la crise économique d'août 1998, toute manifestation d'américanophilie devient déplacée.

Le nombre d'agents russes sur le territoire de l'ancien ennemi principal, devenu « cible principale », se met à croître de nouveau. Et avec la multiplication des espions, le nombre d'arrestations est également en augmentation. En effet, deux ans après la capture d'Ames, trois autres espions russes sont arrêtés aux États-Unis. Leurs procès se déroulent tous en 1997, la nouvelle « année des espions ».

Le cas de Lipka, dont le procès se tient en septembre 1997, a été vu plus haut. Avant lui, le 6 juin, Harold Nicholson, un ancien chef de la branche du centre antiterroriste de la CIA, est condamné à une peine de vingt-trois ans et sept mois de prison ferme. À la différence d'Ames, Nicholson est arrêté en flagrant délit de possession de documents compromettants. C'est le plus haut gradé de la Compagnie à être inculpé de toute l'histoire de la CIA. On lui reproche d'avoir volé l'intégralité du contenu des ordinateurs de sa branche, et d'avoir mis les Russes au courant de la politique américaine à l'égard de la Tchétchénie.

Suivi depuis plus d'un an par le FBI après son échec au test du détecteur de mensonges, il commence à espionner en juin 1994, peu après

l’arrestation d’Ames. De fait, Nicholson est appelé par le SVR à succéder au prestigieux agent. Nicholson ne trouve rien de mieux, pour sa défense, que d’affirmer qu’il a cherché à gagner de l’argent pour aider ses trois enfants après son divorce. Une raison néanmoins minimisée par les Américains, puisque douze ans plus tard, en janvier 2009, Nicholson se retrouve de nouveau mis en accusation ! Depuis sa cellule, il aurait réussi à convaincre son fils Nathan, âgé de vingt-quatre ans, de rencontrer des contacts russes au Mexique, à Chypre et au Pérou. Le jeune espion revient d’un de ces voyages avec 35 000 dollars en espèces, cachés dans un boîtier de jeu vidéo.

Mais revenons au mois de juin 1997. Le 27, un ancien du FBI, Earl Pitts, est condamné à vingt-sept ans de prison pour espionnage. Entre 1987 et 1992, Pitts a vendu aux Russes pour plus de 200 000 dollars de documents top secret. L’agent est dénoncé par Alexandre Karpov, son officier traitant qui passe à l’Ouest dans la seconde moitié des années 1990 (son ex-épouse confirme ses allégations). Comme Ames, Pitts n’est pas pris en flagrant délit, mais tombe dans le piège du FBI, qui lui fait croire que les Russes veulent réactiver leur informateur. Lors d’un débriefing à la suite de son arrestation, Pitts alerte le FBI sur le risque que présente Robert Hanssen, mais il n’est pas entendu. Nicholson, Lipka, Pitts : l’addition commence à être lourde pour ceux qui pensaient la guerre froide définitivement révolue.

L’année 1999 confirme ces inquiétudes. Alors que les tensions entre les États-Unis et la Russie sont montées d’un cran dans le contexte des opérations de l’OTAN en Serbie (les bombardements de Belgrade commencent le 23 mars 1999), la communauté du renseignement américain est de nouveau secouée par deux affaires d’espionnage. En février, David Sheldon Boone, ancien de la NSA, est condamné pour ses activités entre 1988 et 1991. Et en décembre 1999 éclate le scandale de Stanislav Gousev, un attaché à l’ambassade russe qui réussit à mettre sur écoute les bureaux du Département d’État !

Mais l'administration Clinton se refuse à aller jusqu'à la rupture avec la Russie. Les peines de certains espions (celle de Lipka notamment) sont légères, si on les compare à celle d'un agent d'un pays allié, dont le crime est moins grave (Jonathan Pollard a écopé de la perpétuité). Ce qui montre bien que personne n'a envie d'une régression, d'une nouvelle guerre froide. Les Américains se contentent d'une protestation de pure forme.

À l'été 1999, le vice-président Al Gore rencontre le Premier ministre Sergueï Stepachine. L'Américain reproche au Russe que « certaines institutions, pour conserver leurs privilèges, continuent de travailler selon d'anciennes méthodes[21] ». L'allusion est claire. Stepachine lui promet de veiller à ce que l'espionnage ne gêne pas les relations entre les deux pays. Mais la promesse ne dure que le temps du mandat du Premier ministre, qui perd son poste dès le mois d'août, au profit d'un certain Vladimir Poutine.

Espion un jour, espion toujours

« Je voudrais mettre en garde les Américains. Vous êtes un peuple très naïf dès lors qu'il s'agit de la Russie et de ses intentions. Vous pensez que, depuis la disparition de l'Union soviétique, la Russie est devenue votre amie. Ce n'est pas le cas, et je peux vous montrer comment le SVR tente de mettre à mal les États-Unis à l'heure même où je vous parle, bien plus que le KGB pendant la guerre froide[22]. »

Ces paroles pessimistes sont celles de Sergueï Tretiakov, « camarade J » pour ses officiers traitants.

Tretiakov est recruté par un officier du KGB à l'âge de dix-neuf ans. Coupant court aux questions, ce dernier l'avertit que c'est là « un grand honneur », mais qu'aussitôt la porte franchie, « il appart[iendrait] à

l'organisation pour toujours[23] ». Un engagement rappelant celui des futurs membres des clans mafieux.

Avant d'atteindre le sommet, Tretiakov doit passer par une étape aussi inévitable que peu excitante : l'Institut de recherches scientifiques des problèmes du renseignement de la PGU (Niirp), basé à Moscou, où près de deux mille employés passent leurs journées à examiner à la loupe la presse du monde entier pour débusquer les plans des Américains. Tretiakov se spécialise dans l'OTAN, mais se voit parfois confier des missions spéciales, comme la recherche de matériaux compromettants sur François Mitterrand, y compris sur sa vie sexuelle, après son élection en 1981. Son rapport permet de cerner le type de femme à même de séduire le président français.

Après cinq ans au Niirp, Tretiakov intégre le fameux Institut du Drapeau rouge, puis rejoint la PGU. Grâce à l'entremise du général Iakouchkine, responsable du département États-Unis, il réussit à rejoindre le saint des saints pour gravir un à un tous les échelons de la carrière d'un officier du KGB, en devenant notamment le plus jeune résident à Ottawa. En 1995, Tretiakov est promu adjoint au représentant russe à l'ONU Sergueï Lavrov, le futur ministre des Affaires étrangères de Poutine. Une couverture, en réalité il est l'adjoint du résident SVR de New York. Sa défection en octobre 2000 vient couronner trois années de dur labeur au cours desquelles il aura transmis aux Américains des milliers de documents top secret du SVR. Ce travail ainsi que son poste élevé expliquent que les États-Unis lui octroient le statut de réfugié politique, alors que les relations avec la Russie sont censées être au beau fixe.

Les révélations de Tretiakov, le défecteur russe le plus important depuis la fin de la guerre froide, ont de quoi dessiller les paupières des Américains les plus naïfs. Les responsables américains apprennent, ce qui les plonge dans le désarroi, qu'au cours des années 1990, la Russie s'est lancée dans plusieurs opérations d'envergure : un agent se faisant passer pour un diplomate a ainsi détourné près d'un demi-milliard de dollars du programme « pétrole contre nourriture » de l'ONU, destiné à aider la

population irakienne ; Strobe Talbott, le vice-secrétaire d'État de Bill Clinton, l'architecte de la politique américaine envers la Russie, a été une cible que le SVR a manipulée par l'intermédiaire de son homologue, Gueorgui Mamedov. À son insu, Talbott, désigné dans la correspondance comme un « contact spécial officieux », renseignait la Russie sur les opérations secrètes américaines, pensant avoir affaire à un allié désintéressé.

Le 18 février 2001, le FBI arrête enfin Robert Hanssen, pris en flagrant délit de dépôt dans une boîte aux lettres morte, après des mois de filature intensive. Au terme de quinze ans de service, Hanssen aura transmis plus de 6 000 pages de documents contre le versement de 600 000 dollars en espèces. Le secret de sa longévité se trouve à la fois dans sa position au sein du FBI : depuis 1987, il est à la tête de l'équipe chargée de trouver le responsable des fuites de 1985, un perchoir qui lui évite d'être soupçonné ; et dans son extrême prudence et sa « schizophrénie contrôlée ». En décembre 1991, après avoir fourni au KGB des informations utilisées par les conservateurs pour tenter de déstabiliser les réformateurs, il rompt tout contact avec Moscou, par crainte qu'Eltsine ne révèle son identité aux Américains. Une tragédie pour le Centre, qui considère que Hanssen est une source encore plus importante qu'Ames.

« Qui a bu, boira », a-t-on coutume de dire. Apparemment décidé à en finir avec sa double vie, Hanssen ne résiste pas au goût du risque. Après avoir vérifié qu'il ne faisait l'objet d'aucune enquête, il reprend contact avec le SVR en 1999. En novembre 2000, il envoie sa dernière lettre aux Russes[24].

Après l'arrestation de Hanssen, le 26 juin 2001, le tribunal fédéral de Floride condamne à perpétuité George Trofimoff, un espion au long cours. D'origine russe, cet officier haut gradé de l'armée américaine avait accès à des documents confidentiels du centre de l'OTAN à Nuremberg. En 1969, il est recruté par le KGB qui utilise les services d'un ami prêtre avec qui il a grandi en Allemagne. L'Église orthodoxe russe, loin de son image d'opposante au régime communiste, est souvent mise à contribution par le

KGB dans ses opérations (une tendance à la connivence avec les autorités que l'on retrouve sous Poutine). Mitrokhine mentionne dans ses notes Trofimoff, retraité depuis 1994. En 1997, il est piégé par le FBI qui fait passer l'un de ses agents pour un Russe désireux de reprendre contact. Fait sans précédent, l'ancien général du KGB Oleg Kalouguine témoigne au procès, ce qui lui vaut d'être condamné à quinze ans de prison *in absentia* par un tribunal de Moscou, en 2002.

Les arrestations fracassantes de Hanssen et de Trofimoff sont largement diffusées dans les médias américains. Nous sommes alors loin de la discrétion de la période Clinton. L'administration Bush fils, en place depuis janvier 2001, se démarque par une plus grande fermeté vis-à-vis de la Russie. Le vice-président Dick Cheney et le Département de la Défense américain considèrent toujours l'ancien adversaire de la guerre froide comme la principale menace des États-Unis.

La réciproque, on l'a bien vu, est aussi vraie. Même si l'on ne parle plus d'« ennemi principal », mais de « cible principale », comme à l'époque soviétique, la hiérarchie ne change pas : ce sont toujours les États-Unis qui sont en tête dans le panthéon des ennemis de la Russie, suivis par l'OTAN et enfin la Chine. En dépit d'une solidarité de circonstance, le drame du 11 septembre 2001 ne modifie pas cette appréciation. Le président russe Vladimir Poutine semble avoir été un facteur aggravant dans cette diabolisation.

En 1975, Vladimir Poutine est un étudiant en quatrième année de droit civil à l'université de Leningrad lorsqu'il se voit proposer de rejoindre le KGB. Il accepte promptement cette offre : pour le futur président russe, devenir agent secret est un un rêve depuis qu'il a lu *Le Bouclier et l'épée* (1965), roman sur les exploits d'un « James Bond soviétique », Alexandre Belov (personnage de fiction), qui réussit à infiltrer le Q.G. des services secrets de l'armée, l'Abwehr, peu avant la guerre (le film est adapté au cinéma en 1968).

Poutine rejoint le KGB au cours de l'été 1975, à l'âge de vingt-deux ans. Comme les autres recrues, il subit un entraînement d'élite à l'école

401 de Leningrad, avant de se faire les dents au sein de la VGU, où il est chargé de la surveillance des étrangers et des officiels consulaires en visite dans la ville de Pierre le Grand. Parallèlement, il poursuit des études d'allemand. Remarqué pour ses talents linguistiques, il est transféré à la PGU.

À son tour, le chef de section note que Poutine possède « un esprit analytique » et le recommande au prestigieux Institut du Drapeau rouge. Ce successeur lointain de la Chon se trouve à Balachikha, une ville située à vingt-cinq kilomètres à l'est de Moscou, spécialisée dans les institutions de formation d'espions : on y trouve aussi le Kuos, les cours de perfectionnement du corps des officiers. À l'époque, il est déguisé en un institut de recherche de la défense. Seuls les plus doués pour l'étude des langues sont acceptés, au bout d'un processus de sélection draconien.

Poutine franchit les examens d'entrée haut la main et commence sa formation en septembre 1984. L'importance de cette opportunité est telle que Poutine délaisse sa femme, enceinte, à Leningrad. Le secret qui entoure la formation et ses cadets est total : les étudiants reçoivent même un surnom dont l'initiale correspond à leur vrai nom : Poutine devient ainsi Platov.

En juillet 1985, Poutine-Platov est envoyé à Dresde, en RDA. Âgé alors de trente-deux ans, c'est loin d'être un « super-espion » aux dires de ses supérieurs, mais il semble apprécié : il reçoit une promotion à trois reprises. Spécialisé dans le renseignement politique (ligne KR), Poutine est chargé du recrutement d'agents pour les communications radio et surveille les visiteurs de l'énorme usine informatique Robotron qui ravitaille tout le camp communiste. Il se rend régulièrement à Bonn, capitale de la RFA, et se trouve peut-être impliqué dans l'opération Lutch (« Rayon ») destinée à remplacer les conservateurs de la RDA par des fidèles de la ligne Gorbatchev.

Les événements de 1989-1990 sont déterminants pour la suite de sa carrière. Comme la plupart des guébistes, Poutine est désorienté par la brutalité des changements. Déçu par l'abandon rapide des valeurs

communistes, il décide de revenir en URSS. Décidé à reprendre ses cours de droit, il refuse une offre à Iassenevo, notamment pour raisons matérielles – aucun appartement de fonction n'est prévu. Or la situation du couple Poutine n'est apparemment pas des plus enviables. Une nouvelle carrière s'offre à lui. Poutine, qui sent le vent tourner, rejoint l'équipe de son ex-professeur de droit, Anatoli Sobtchak, un démocrate. L'entourage de l'homme politique est choqué par le recrutement de cet ancien agent qui symbolise le passé. Sobtchak le défend. Pour le futur maire de Saint-Pétersbourg, Poutine est d'abord son ancien étudiant.

En juin 1991, Sobtchak devient maire de Leningrad. Le 20 août, son « étudiant » démissionne du KGB avec le grade de lieutenant-colonel. Nous sommes alors en pleine tentative de coup d'État. Poutine négocie avec le KGB de Leningrad pour se prémunir de tout soupçon de loyauté à l'égard de Krioutchkov. Pour le récompenser, Sobtchak fait de lui l'un de ses trois adjoints, en charge des relations extérieures. Sa fidélité au maire, en dépit de l'accusation de détournement de millions de roubles des caisses municipales, reste infaillible jusqu'au bout, comme le prouvent ses larmes aux funérailles de son mentor, en février 2000. À l'inverse, Poutine rejette l'héritage de Krioutchkov et brille par son absence à l'enterrement de celui-ci, en novembre 2007 (les directeurs du FSB et du SVR sont toutefois présents).

Remarqué pour sa loyauté et ses qualités d'administrateur, Poutine est recruté dans l'administration présidentielle en juin 1996. Commence alors la troisième partie de sa longue carrière. Mais son passé d'agent n'est pas oublié. En juillet 1998, il est nommé patron du FSB, un poste que, d'après lui, il a hésité à accepter. Sous ses ordres, le FSB connaît sa huitième réorganisation depuis sa création. Deux départements importants sont supprimés (contre-espionnage économique et défense des sites stratégiques) et les effectifs sont de nouveau réduits. Poutine est le deuxième civil après Andropov à occuper ce poste. Mais le parallèle s'arrête là : avec Poutine, le FSB se détourne définitivement de la quête de

la subversion pour se concentrer sur la lutte contre la corruption, le crime organisé et la protection informatique.

L'ascension de Poutine dans l'administration est d'abord le fait d'Eltsine et de son entourage, « la famille » à laquelle il se rallie en fin tacticien. La fidélité porte ses fruits en août 1999 : l'ex-guébiste devient Premier ministre. Après la démission de son parrain en décembre, l'élection de l'héritier désigné à la présidence, en mars 2000, n'est une surprise pour personne.

*
*   *

Comme ses prédécesseurs, le président Poutine place des hommes de confiance aux postes clés du pouvoir. À la fin de son deuxième mandat, en 2008, 70 % des postes importants sont occupés par d'anciens officiers du KGB ou de la défense, des *siloviki* (de *sila*, la « force »). Troubnikov a beau soutenir sa politique en Tchétchénie, il est remplacé par Sergueï Lebedev, qui a eu la chance de travailler en RDA au même moment que le futur président, à la base de Berlin-Est. Lebedev avait succédé à Lyssenko à Washington après l'expulsion de celui-ci en 1994. Il est le premier résident aux États-Unis qui arrive au sommet du pouvoir.

Sous les ordres du duo Poutine-Lebedev, la situation matérielle des agents du SVR continue de s'améliorer. L'époque où l'on quittait l'institution pour chercher à gagner plus ailleurs est bien révolue. Le concours de recrutement attire de plus en plus de monde. L'amélioration de l'image du renseignement russe passe également par une réhabilitation sélective du passé. Après le retour de l'hymne, Poutine revendique l'héritage d'Andropov, « bâtisseur d'un État policier bien ordonné », d'après l'expression d'un historien de la Russie, Marc Raeff.

En décembre 1999, une plaque à la mémoire du pourchasseur des dissidents est (ré)installée sur la façade de la Loubianka, grâce aux bons soins de Poutine, Premier ministre. Elle avait été démontée en son temps par les foules venues mettre fin au KGB, à l'été 1991. En mars 2003, une

nouvelle plaque est apposée sur la façade du lieu de résidence d'Andropov, l'avenue Koutouzov. La stratégie de Poutine est cependant ambiguë, puisque au même moment, il s'affiche comme un défenseur des droits de l'homme en se recueillant sur la tombe de l'ancien dissident Andreï Sakharov. Si bien que, pour certains auteurs, chercher une quelconque filiation entre Andropov et Poutine serait erroné[25].

Quoi qu'il en soit, Andropov n'est pas le seul à bénéficier de cette réhabilitation. En 2002, Poutine> amnistie – et, dans ce cas, l'amnistie équivaut à une réhabilitation – Iouri Plekhanov, un proche d'Andropov et le chef du service d'ordre du KGB (la fameuse 9e direction, surnommée la *deviatka*) qui avait participé au putsch contre Gorbatchev en août 1991. Condamné, Plekhanov avait perdu ses privilèges de lieutenant général, ses récompenses et sa pension, et a été l'un des rares à être emprisonné. Plekhanov n'aura pas eu le temps de profiter du décret présidentiel car il meurt avant d'avoir appris la nouvelle.

Empoisonné pour l'exemple

Pendant les années de la présidence Poutine, le bras de fer avec l'Occident est engagé avec une vigueur qu'on n'avait plus vue depuis la fin de la guerre froide. Lors de son premier mandat, comme l'écrit Oleg Kalouguine, Poutine pratique un double discours : d'un côté, il cherche à rassurer les Américains sur ses intentions, mais en même temps, il donne l'ordre au SVR de relancer les opérations à l'étranger, afin de retrouver « le goût de la grande puissance déchue[26] ». La politique américaine d'élargissement à l'est et de déploiement des bases de l'OTAN autour de la Russie, les troubles dans les anciennes républiques et la révolution orange en Ukraine en 2004 sont vus comme autant d'empiètements sur la sphère d'influence russe de la part d'agents secrets – des provocateurs – occidentaux.

À ce climat de nouvelle guerre froide qui ne dit pas son nom s'ajoutent les sombres affaires des opposants politiques, réfugiés à l'étranger – notamment au Royaume-Uni – dans lesquelles sont impliqués les agents russes. L'affaire la plus connue est celle de l'empoisonnement d'Alexandre Litvinenko.

En 1998, ce lieutenant-colonel du FSB avait dénoncé le complot organisé pour assassiner Boris Berezovski, un célèbre oligarque qui avait contribué à la réélection d'Eltsine en 1996. Litvinenko commet un crime grave aux yeux de l'organisation : il brise la loi du silence imposée aux agents. Poursuivi par le FSB de Poutine, après moult rebondissements, il se réfugie en 2000 en Turquie avec sa famille. Reconnaissant, Berezovski est résolu à l'aider. Il contacte Alex Goldfarb, un ancien dissident, le seul Américain que connaît Litvinenko, pour l'aider à obtenir le statut de réfugié aux États-Unis. Mais pour les Américains, la guerre froide est terminée et les Russes ne bénéficient plus d'un régime de faveur. Après avoir promis de le soutenir, les hommes de l'ambassade mettent brutalement fin à l'exfiltration. Goldfarb emmène alors les Litvinenko à Londres, au grand dam des agents de l'immigration. Pour les Britanniques aussi, la Russie est désormais considérée comme un pays démocratique, et les demandeurs d'asile russes ne sont plus en odeur de sainteté.

L'exfiltration réussit. Les Litvinenko s'installent à Londres. L'ancien agent du FSB devient un « lanceur d'alerte » *(whistleblower)*, spécialisé dans la menace russe. Début 2002, il publie (avec Iouri Felchtinski), *Le FSB fait sauter la Russie* (qui sortira en français sous le titre moins polémique *Le Temps des assassins*) où il développe la thèse conspirationniste selon laquelle les attentats terroristes de septembre 1999 ont été orchestrés par les services secrets russes pour favoriser l'élection de Vladimir Poutine. Le livre est évidemment interdit de diffusion en Russie. En 2006, arguments à l'appui, Litvinenko accuse Poutine d'avoir commandité l'assassinat de la journaliste Anna Politkovskaïa. Il travaille aussi avec le MI6 dont il reçoit un traitement

mensuel, et éclaire les enquêteurs espagnols sur les activités de gros bonnets de la mafia russe en Espagne, liés au Kremlin.

Tard dans la soirée du 1er novembre 2006, Litvinenko se sent malade. Il vomit à plusieurs reprises, est secoué par des convulsions. Le lendemain, il agonise et le matin du 3 novembre, sa femme Marine contacte enfin les urgences. Les médecins pensent d'abord au thallium, un métal lourd, un produit incolore et inodore. Mais la victime perd ses cheveux et sa moelle osseuse, tout en conservant sa masse musculaire. Le thallium radioactif, la même substance qui avait été utilisée contre Nikolaï Khokhlov en 1957 (certains considèrent cependant qu'il s'agissait déjà du polonium), émet des ondes gamma et normalement aurait dû être détecté. Ici, ce n'est pas le cas : le poison s'avère un isotope radioactif obscur, le polonium 210, émettant des rayons alpha. Face à ce poison, la médecine est impuissante et de toute façon, il est déjà trop tard. Le 23 novembre, quelques heures après l'identification du poison, Litvinenko rend son dernier souffle. « Vous avez réussi à faire taire un homme, s'adresse-t-il à Poutine dans sa dernière vidéo, mais l'écho des protestations du monde entier va résonner dans vos oreilles jusqu'à la fin de votre vie. »

Pour les Britanniques, la responsabilité des services russes ne fait pratiquement aucun doute. Les techniques d'empoisonnement soviétiques se sont considérablement perfectionnées depuis la Grande Guerre patriotique. L'avènement de la guerre froide avait vu l'apparition de la ricine, du thallium, de la colchicine. Les techniques d'administration de ces poisons se perfectionnent également : on utilise des stylos, des parapluies, des flacons de parfum, des ampoules de verre remplies d'acide prussique… La dose prise par Litvinenko, dit-on, est équivalente à celle qu'il aurait reçue s'il s'était trouvé à deux reprises au cœur du réacteur de Tchernobyl.

Pour les enquêteurs de Scotland Yard, les exécutants de l'assassinat sont Andreï Lougovoï, un ancien officier du KGB devenu entrepreneur, et un ancien militaire russe résidant en Allemagne, Dimitri Kovtoun, deux

hommes que Litvinenko a rencontrés l'après-midi du 1er novembre 2006 dans le bar d'un hôtel chic de Londres, le Millenium. C'est là que Litvinenko aurait pris quelques gorgées de thé vert contenant le poison. Les enquêteurs découvriront que Lougovoï en était à sa troisième tentative d'empoisonnement. En juillet 2007, après le refus de la Russie d'extrader le présumé assassin, l'Angleterre annoncera l'expulsion de quatre officiers du renseignement russe.

Lougovoï, député à la Douma pour le parti ultra-nationaliste de Vladimir Jirinovski, le LDPR, n'a jamais caché son animosité envers les « traîtres » et la nécessité de les « exterminer », même s'il a toujours nié son implication dans l'assassinat, et désigné comme responsables le MI6, la Mafia russe, voire Berezovski. Son discours ne convainc personne : le 8 juin 2006, la Douma avait adopté une mesure autorisant le FSB à « neutraliser les groupes terroristes » à l'étranger[27]. Lougovoï ne fait qu'en reprendre le contenu, à sa façon. Même si le gouvernement britannique n'accuse pas directement Poutine ou l'État russe d'avoir commandité l'assassinat en 2006, beaucoup d'observateurs ne manquent pas de souligner que le faisceau de soupçons pesant sur le président russe est énorme. De fait, dix ans plus tard, après que Marina Litvinenko a remué ciel et terre, un rapport officiel du gouvernement britannique admettra finalement que Poutine est « probablement » le commanditaire. À la question de savoir pourquoi il n'a pas été simplement tué par balle, Kovtoun dira : « C'était pour l'exemple. »

*

*   *

Alors que le second mandat de Vladimir Poutine approche de sa fin, le bras de fer avec l'Occident atteint un nouveau sommet. La « nouvelle guerre froide » trouve sa parfaite illustration le 10 février 2007, dans le discours du président russe à la 43e Conférence sur la sécurité, à Munich. Les Occidentaux, et notamment les Américains, qualifiés d'« amis », y sont cependant accusés de vouloir imposer leur domination par le biais de

toutes sortes d'organisations, l'OTAN, l'OSCE, mais aussi des ONG « prétendûment indépendantes » et de favoriser les foyers d'instabilité dans le monde, y compris le terrorisme. Poutine accuse aussi les Américains d'avoir trahi leurs engagements à l'égard de la la Russie : « L'OTAN rapproche ses forces de nos frontières… L'expansion de l'OTAN ne répond pas à l'objectif de modernisation de l'alliance ou de la sécurisation de ses États membres. Au contraire, c'est un facteur contribuant à affaiblir considérablement le niveau de confiance mutuelle. » En défendant la thèse de la « trahison des Américains », qui auraient promis à Gorbatchev de ne pas élargir l'OTAN à l'est, Poutine met sur le même plan l'URSS et la nouvelle Russie, tout en parlant du « choix de la démocratie et de la liberté » qu'aurait fait le peuple russe en 1989 (*sic*), condamnant donc implicitement le régime soviétique. Les observateurs ne manquent pas de souligner cette contradiction. L'animosité devient réciproque. Pour Robert Gates, la Russie fait désormais partie des « États voyous ».

Dans ce contexte, le renseignement russe est appelé à finir sa mue en instrument docile aux mains du pouvoir. Le 9 octobre 2007, Lebedev est remplacé par Mikhaïl Fradkov. Né en 1950 dans la région de Kouïbychev, ce technocrate, qui s'illustre comme responsable de la police des impôts, occupe plusieurs fois des postes ministériels, avant de devenir Premier ministre en 2004. Un homme « transparent » convenant à Poutine, qui cherche à éviter les personnalités fortes. Au cours de cette année, le degré d'activité de l'espionnage russe atteint un niveau sans précédent depuis les pires moments de la guerre froide. Alors qu'il n'y a plus qu'un seul résident à Londres en 1991, le MI6 estime à dix-huit les agents du SVR et à autant ceux de la GRU à la fin du second mandat de Poutine, sans tenir compte des illégaux. En Finlande, le tableau est le même. Soixante-cinq ressortissants russes ont été expulsés ces deux dernières années pour activités illégales.

L'Allemagne, partenaire économique de premier plan de la Russie, connaît de nombreux incidents. Le 15 mai 2008, des officiers du

renseignement allemand accusent la Russie d'utiliser Internet pour obtenir des secrets industriels. Aux États-Unis, le nombre d'agents russes, légaux et illégaux, a retrouvé son niveau d'avant 1991. Avec le retour de la France au sein du commandement intégré de l'OTAN, en avril 2009, notre pays redevient une cible privilégiée pour le renseignement russe. L'une des voies d'entrée se situe en plein Paris, sous la forme d'une cathédrale orthodoxe, érigée sur les anciens locaux de Météo France. Négocié depuis 2007, période de lune de miel franco-russe, le site a tout pour servir de *iavka*. Inauguré en octobre 2016 sous le nom de « Centre spirituel et culturel orthodoxe », entre la tour Eiffel et le musée du Quai-Branly, il sert de vitrine culturelle à la Russie, de succursale à l'ambassade du boulevard Lannes, et, certainement, de nid d'espions – l'endroit bénéficiant d'un statut d'inviolabilité diplomatique, un précédent pour un centre culturel en France.

Mais revenons au contexte des années 2007-2008. L'élection de Dimitri Medvedev, ancien Premier ministre et ami de Poutine, en mai 2008, donne d'abord l'impression que le vent de la « nouvelle guerre froide » ne durera pas. Plus que jamais, le djihadiste semble avoir supplanté l'espion américain dans le panthéon des ennemis du FSB[28]. L'agence russe se vante d'ailleurs de s'ouvrir comme jamais sur l'extérieur : elle affirme collaborer avec 137 services de renseignement de 77 pays[29]. Mais le nombre d'espions liés aux services américains ou prétendus tels, capturés par les Russes, ne diminue pas.

Parmi ces « nouveaux espions » figure un employé de l'Iskan, Igor Soutiaguine, arrêté en 1999 et condamné en 2004 à quinze ans d'emprisonnement pour avoir transmis des informations à une firme britannique qui aurait en réalité servi d'écran à la CIA. L'affaire est particulièrement contestable, car Soutiaguine ne pouvait logiquement révéler, de par sa position, que des informations connues du grand public. Si sa libération figure parmi les exigences du Conseil de l'Europe, qui le considère désormais comme un prisonnier politique, la Russie ne l'entend pas de cette oreille[30].

L'affaire Soutiaguine a certainement été la motivation principale d'un groupe de députés de la Douma qui a proposé, à la fin de 2008, de durcir le Code pénal russe et notamment les articles 275 sur la haute trahison et 276 sur l'espionnage. La proposition s'inscrit dans un contexte de raidissement général de la législation russe vis-à-vis de ses opposants. Avec ces nouvelles lois, n'importe quelle personne qui est entrée en contact avec un étranger – et c'est le cas de Soutiaguine – pourrait être jugée pour espionnage.

Les associations pour la défense des droits de l'homme sont naturellement très inquiètes de ce retour aux pratiques staliniennes. Face à une levée de boucliers, en janvier 2009, Medvedev accepte de surseoir au projet de modification. Mais juste après cette annonce, le quotidien *Vremia novosteï* fait état d'une nouvelle opération des services spéciaux américains, qui consisterait à octroyer des bourses à des scientifiques russes travaillant dans des instituts spécialisés, en échange d'informations détaillées sur les forces armées russes. L'un des projets financés porte sur l'éventualité d'un acte terroriste de grande ampleur, de nature nucléaire, au cœur du métro de Moscou.

L'affaire des « bourses américaines » est-elle une opération avérée des services secrets des États-Unis ou est-elle une invention de toutes pièces servant les desseins de Poutine pour damer le pion à Medvedev et faire voter la modification du Code pénal ? Au vu de l'histoire du renseignement russe, et même si l'espionnage américain en Russie n'est certainement pas un mirage, nous sommes tentés de conclure à une nouvelle opération active de Moscou. Surtout, le « grand retour » des agents secrets russes sur la scène internationale à partir de l'été 2010 nous incite à penser que c'est bien le cas.

---

1. Le texte est adopté par la Douma le 8 décembre 1995. Il fut ensuite amendé plusieurs fois, sans que ce passage ne soit jamais modifié. Cité sur le site du SVR.

2. Interview à Radio Liberté, avril 2008.

3. Primakov a toujours nié ses origines juives.

4. Mletchine : 329.

5. Primakov : 135.

6. Earley : 157.

7. Primakov : 116.

8. Cité dans Primakov : 146.

9. Primakov : 124-126.

10. Le quatrième élargissement de l'OTAN depuis sa création en 1949 a lieu en 1999, avec l'adhésion de la République tchèque, de la Pologne et de la Hongrie.

11. Ce pays bénéficie d'un accès privilégié aux ressources en hydrocarbures de la mer Caspienne. D'autre part, l'URSS a implanté en Azerbaïdjan une station d'interception importante, à Gabala, qui n'a fermé qu'en 2012.

12. Earley : 159.

13. Melnik : 80.

14. Kalugin : 92.

15. Burke : VII.

16. Vadim Kirpitchenko, l'ancien directeur adjoint de la PGU, et conseiller du SVR, prétend même dans ses Mémoires que Mitrokhine n'a jamais été un agent du KGB (cité dans Kalugin : 92).

17. Ici et plus loin, voir Kouzminov : 135.

18. Cette question est naturellement la plus débattue. Dans ses Mémoires, on lit notamment : « Même si je suis devenu un critique sans pitié du KGB, je n'ai jamais cherché à devenir un défecteur et à travailler pour la CIA » (Kalugin : 99).

19. Ici et plus loin, voir Tcherkachine : 64, 120-121.

20. Goldfarb : 80.

21. Cité dans Mletchine : 330.

22. Earley : 8.

23. Earley : 33.

24. Pour les Américains, l'arrestation de Howard, Ames et Hanssen n'a pas mis fin à l'infiltration de Moscou. Pour certains, la découverte d'une quatrième taupe est à prévoir.

25. C'est l'avis notamment de Richard Sakwa dans son ouvrage *Putin. Russia's Choice*, 2e édition, Londres, Routledge, 2008, p. 40.

26. Kalugin : 445.

27. En instaurant officiellement une politique d'assassinats ciblés, la Russie s'inspire de la loi britannique de 1994 et surtout du rétablissement du permis de liquider « les ennemis de l'Amérique » par le président Bush en 2001. Pour les opérations « homo » (pour « homicide ») de la France, qui auraient explosé sous la présidence Hollande, voir les ouvrages de Vincent Nouzille.

28. Même si les Américains et les Russes se disputent depuis le milieu des années 1990 sur la définition de « terroriste », notamment en ce qui concerne les indépendantistes tchétchènes.

29. Voir le compte rendu des activités du FSB, daté du 18 décembre 2008, sur le site newsru.com.

30. En juin 2007, le condamné s'est vu refuser la grâce présidentielle. Le 1er mars 2010, le tribunal d'Arkhangelsk refuse sa libération anticipée. Sur sa libération, voir le chapitre XII.

Chapitre XII

L'hubris de Poutine

Si je tente de revenir en Russie, je serais immédiatement arrêté, condamné à mort et exécuté.

Sergueï Tretiakov[1]

L'intelligence artificielle, ce n'est pas que l'avenir de la Russie, c'est l'avenir de l'humanité. Il y a ici des enjeux colossaux et des risques qu'il est difficile de prévoir actuellement. Celui qui arrive le premier dans cette course [à l'IA] sera le maître du monde.

Vladimir Poutine[2]

Dimanche 4 mars 2018, Salisbury, comté du Wiltshire. À 16 heures 15, la police de cette ville du sud de l'Angleterre reçoit un appel urgent d'un témoin qui vient de découvrir un couple sur un banc du Queen Elizabeth Gardens, sous l'emprise de ce qui paraît être un puissant stupéfiant. La bouche de la jeune femme est écumeuse, ses yeux révulsés. L'homme tend ses bras vers le ciel dans un mouvement désarticulé. Pensant avoir affaire à un couple de drogués, la police se ravise rapidement en découvrant l'identité des victimes, Sergueï Skripal et sa fille Ioulia. Skripal, soixante-six ans, est un ancien agent secret russe. Ce colonel de la GRU avait été recruté par le MI6 quand il était résident à Madrid dans les années 1990. Trahi par un espion espagnol au service du

Kremlin, il avait été condamné, puis échangé en 2010 contre des illégaux russes arrêtés sur le sol américain. Ioulia, sa fille, trente-trois ans, ancienne employée de Nike, est arrivée de Russie la veille. Le père et la fille ont passé l'après-midi ensemble. Après un verre au pub, ils se sont rendus dans un restaurant italien. C'est après l'avoir quitté qu'ils ont été pris d'un malaise.

Les médecins font d'abord une recherche de substances opioïdes, pensant avoir affaire à un empoisonnement par une drogue. Mais le mardi après-midi, le laboratoire de Porton Down, le même qui avait découvert le polonium de Litvinenko en 2006, révèle que les Skripal ont un niveau anormalement faible d'acétylcholinestérase, enzyme qui régule le système nerveux. Sans celle-ci, la substance opposée, l'acétylcholine, agit sans contrainte, et certaines fonctions du corps humain, comme le fait de suer ou d'uriner, demeurent activées en permanence. La respiration s'accélère et, en l'absence de soins, la victime risque l'hyperventilation. C'est la crise cholinergique, fréquente chez les fermiers qui manipulaient autrefois des insecticides organophosphorés, utilisés plus tard pour le développement d'armes chimiques.

Le mardi en fin de journée, le diagnostic s'affine : les Skripal ont sans doute été empoisonnés par un agent innervant. Mais lequel ? Les premiers soupçons se portent sur l'agent VX, produit en grande quantité par l'URSS et les États-Unis pendant la guerre froide, et récemment utilisé pour assassiner le demi-frère du dirigeant nord-coréen, Kim Jong-nam, à l'aéroport de Kuala Lumpur, en février 2017. Les spécialistes de la branche militaire de Porton Down ne trouvent cependant aucune trace de VX, évoquant au contraire un produit « très exotique ». Après des recherches poussées, ils finissent par conclure qu'il s'agit de l'agent A234, une substance fabriquée en URSS et appartenant à une famille d'agents connue sous le nom de « Novitchok » (« petit nouveau » ou « débutant » en russe). Le produit avait été pulvérisé sur la poignée de porte de la maison de Skripal. Un produit si toxique qu'un officier de police qui avait touché la porte, Nick Bailey, a dû lui aussi être hospitalisé d'urgence. Des

traces du poison seront retrouvées un peu partout, sur le banc et dans le restaurant.

« Comme un singe avec une grenade » : rarement l'expression n'aura autant été appropriée pour qualifier le comportement des Russes mandatés pour liquider les Skripal. Une affaire qui provoque une crise diplomatique et politique sans précédent depuis la mort de Litvinenko. On peut longtemps spéculer sur les raisons de cette tentative d'assassinat : désir de la GRU de redorer son blason face à son supposé concurrent, le FSB ; volonté du Kremlin de lancer un message d'avertissement aux « traîtres » présents et à venir, marquer les imaginaires en renforçant la légende de l'omnipotence des services secrets russes. Et évidemment punir un homme qui a éclairé les Occidentaux sur les liens occultes entre pouvoir russe et réseaux criminels, et la stratégie d'influence russe des élections présidentielles américaines de 2016, avec comme principale question la collusion de Donald Trump avec Poutine.

On peut aussi s'étonner du hasard du calendrier, le fait que l'affaire Skripal éclate deux semaines après l'ouverture à Moscou d'une rétrospective consacrée à vingt-neuf « illégaux », qui elle-même était précédée, six mois plus tôt, par une exposition à la gloire de Philby. Surtout, on ne peut manquer d'observer que l'empoisonnement se produit à deux semaines des élections présidentielles russes, qui voient Vladimir Poutine réélu pour un quatrième mandat. Comme en 1999 avec les attentats qui ont fait de Poutine l'homme providentiel, comme en 2006 avec l'assassinat de Politkovskaïa le jour de son anniversaire, cette coïncidence n'est sans doute pas fortuite. Quel plus beau symbole de la toute-puissance russe à l'aube de la réélection programmée de Poutine que l'assassinat d'un « traître » à l'étranger ! Au cœur de l'opération visant à liquider Skripal, il conviendrait ainsi de voir l'hubris du président russe – l'orgueil et la démesure d'un dictateur nés de l'humiliation de la défaite (dans la guerre froide), renforcés par le sentiment d'impunité face à un Occident divisé et effrayé par une Russie de plus en plus téméraire[3].

Les rousses attaquent

Après dix années passées à traquer des « fantômes », le FBI met fin à l'opération *Ghost stories* le 27 juin 2010, en interpellant dix agents russes opérant sur le sol américain. Par « fantômes », il faut entendre les illégaux qui ont endossé les identités de personnes décédées et qui sont, pour plusieurs d'entre eux, des couples avec enfants : Juan Lazaro et « Vicky » Pelaez, des Péruviens basés à Yonkers, dans l'état de New York, le premier s'appelant en réalité Mikhaïl Vassenkov ; Richard et Cynthia Murphy, dans le New Jersey, de leurs vrais noms Vladimir et Lidia Gouriev ; Donald Heathfield et Tracey Folley, de leurs vrais noms Andreï Bezroukov et Elena Vavilova ; Michael Zottoli et Patricia Mills, de Seattle, de leurs vrais noms Mikhaïl Koutsik et Natalia Pereverzeva. (Un onzième agent, Christopher Metsos / Pavel Kapoustine est à Chypre, mais réussit à fuir en Russie.)

« Le programme des illégaux », comme on l'appelle alors, fait les choux gras de la presse outre-Atlantique. On pensait la guerre froide terminée ; or ne voilà-t-il pas que l'on ne découvre pas un, mais quatre couples, dont certains actifs depuis les années 1970. Les couples d'espions ne sont pas une nouveauté : on se souvient des époux Cohen, agents de l'espionnage atomique. Ce qui est nouveau ici est le fait que ces couples ont des enfants, et que ces enfants ignorent tout de la vraie identité de leurs parents[4]. Les informations dont on dispose à l'heure actuelle indiquent qu'ils visaient moins à voler des secrets d'État qu'à tisser des réseaux et repérer des cibles potentielles, *to spot and assess* comme on le dit dans le jargon du renseignement.

Pour le reste, on se demande bien comment ces hommes et ces femmes, aussi mal entraînés, ont réussi à se faire passer pour des Américains… Le doyen, Mikhaïl Vassenkov, fut parachuté au Pérou dans les années 1970. Il s'y est fait passer pour un photographe, et s'est marié avec une journaliste, « Vicky » Pelaez. L'arrestation de Vassenkov, un général du SVR, est un précédent. Autre exemple, l'arrière-petite-fille de

Nikita Khrouchtchev, Nina, professeur à la New School, une université privée de New York et qui a eu Gouriev alias « Richard Murphy » comme étudiant en 2002-2005, se souvient avoir été frappée du fossé entre son nom et son apparence : « Il parlait avec un accent russe à couper au couteau et avait un tempérament typiquement russe, très pessimiste »[5]. Quant à « Tracey Folley », elle avait été surveillée par le FBI depuis 2001. L'agence avait découvert, dans le « box » de sa banque, une pellicule avec des photos de jeunesse… fabriquée en Russie. Entre autres « bizarreries » indignes d'agents professionnels.

Dans l'ensemble, ces hommes et ces femmes ont entretenu avec leur hiérarchie du SVR des relations de plus en plus conflictuelles. Ils ont tenté de soutirer aux services russes des sommes d'argent conséquentes pour leur travail, ainsi que pour faire l'acquisition de nombreux biens immobiliers. Les méthodes utilisées – d'un autre âge – trahissent une mentalité qui ne semble pas avoir beaucoup changé depuis la fin de la guerre froide. Les moyens mis en œuvre apparaissent fort limités : selon toute évidence, le SVR a voulu obtenir un maximum de profit avec un minimum de moyens[6].

Le SVR rencontre un certain succès avec Anna Chapman, l'un des deux illégaux arrêtés aux États-Unis qui ne travaillait pas en couple (l'autre étant Mikhaïl Semenko, jeune diplômé d'une université américaine employé sous son vrai nom par une agence de voyages russe à Arlington, en Virginie). « Anna Chapman » est le pseudonyme de Natalia Kouchtchenko, une native de Volgograd dont le père avait en son temps officié au KGB, ancien résident à l'ambassade soviétique à Nairobi, au Kenya, avant d'occuper un poste à responsabilité au MID. En 2001, Kouchtchenko se marie à un Britannique, Alex Chapman, aux faux airs de Noel Gallagher, le chanteur du groupe Oasis – c'est en tout cas ce qu'elle prétendra plus tard pour expliquer son « coup de foudre ». Kouchtchenko-Champan devient britannique, s'installe à Londres, travaille à la banque Barclays. En 2009, elle déménage à New York, dirige PropertyFinder, une société basée sur le web se spécialisant dans la vente de biens immobiliers

à l'international et qui, aux dires de son mari, connaît un succès surprenant du jour au lendemain. Mais Chapman n'est pas juste une femme d'affaires. Chaque mercredi, elle échange avec son OT, « Roman ».

Les « illégaux » ne font pas de vieux os aux États-Unis : dès le 10 juillet 2010, ils sont échangés, comme du temps de la guerre froide, contre quatre Russes : Pavel Soutiaguine, mentionné dans le chapitre précédent, et Alexandre Zaporojski, accusés d'espionnage pour les Américains ; Guennadi Vassilenko, accusé de possession illégale d'armes ; et Sergueï Skripal, un agent double de la GRU, condamné en août 2006 à treize ans de prison pour avoir livré des secrets aux Britanniques. L'échange ne se déroule pas sur le pont Glienicke, mais sur le tarmac de l'aéroport de Vienne.

Les raisons de ce *spy swap* sont faciles à comprendre : le scandale éclate au lendemain de la rencontre du président Medvedev avec son homologue Barack Obama, censée marquer « le redémarrage » des relations entre les deux pays, que les dirigeants ne souhaitent pas compromettre. Et puis, les Russes veulent absolument éviter le procès-spectacle des illégaux, qui aurait pu non seulement révéler des informations sur leur mode opératoire, et le passé de certains des agents, les continuités troublantes entre KGB et SVR mais aussi, peut-être, ouvrir les yeux du grand public sur l'indigence du renseignement russe, très loin de leur omnipotence sur les écrans et dans les romans.

En attendant, rien ne doit mettre à mal le bon vieux fantasme de la femme fatale venue du froid ! Jeune et jolie, Chapman et sa chevelure enflamment rapidement les esprits américains d'autant que la belle joue à fond la carte de la « Mata Hari des temps modernes », autorisant la publication dans *Playboy*, en janvier 2011, de photos semi-dénudées (*sic*) prises par « un ancien petit ami ». Début avril 2012, même l'honorable BBC mord à l'hameçon, laissant entendre, dans un documentaire, que Chapman aurait été à deux doigts de séduire un membre de l'administration Obama, ce qui aurait poussé le FBI à procéder *in extremis* à son arrestation. La source ? Le chef adjoint du contre-

espionnage américain en personne, Frank Figliuzzi. Le « scoop » est démenti par l'intéressé, qui rappelle que seule Cynthia Murphy a essayé de nouer une relation avec un homme d'affaires de New York, sans succès. Mais le mal est fait : en Russie, l'« agent 90-60-90 » comme on la surnomme outre-Atlantique, devient une star du petit écran, présentatrice d'une émission de grande écoute où elle dévoile des « secrets ». On en oublierait presque que le renseignement russe vient de connaître une humiliation sans précédent depuis la fin de la guerre froide.

Plus importante que l'arrestation des illégaux eux-mêmes, est l'annonce, en novembre 2010, que c'est Alexandre Poteev, un colonel de cinquante-neuf ans du SVR, vice-directeur de la direction S, en charge des illégaux américains, qui a permis au FBI de mener à terme son opération. Poteev commence à travailler pour les Américains en 1999 ; en juin 2010, peu de temps avant l'arrestation des illégaux, il prend le train Moscou-Minsk avec un faux passeport, sous le nom de Doudotchkine, avant d'être exfiltré par la CIA. La pilule est d'autant plus difficile à avaler que Poteev est non seulement un officier ayant fait ses classes en Afghanistan, titulaire de la prestigieuse Étoile rouge, mais aussi le fils d'un « héros de l'Union soviétique », un combattant de la Grande Guerre patriotique décoré pour avoir détruit neuf chars allemands, si l'on en croit la légende.

Comment le Kremlin réagit-il ? D'abord, par des menaces et des insultes. « C'est le résultat d'une trahison et les traîtres finissent mal » commente Vladimir Poutine, alors Premier ministre lors de sa rencontre avec les illégaux à leur retour en Russie. Un officiel du Kremlin surenchérit : « Nous savons qui il est et où il est. Ne vous inquiétez pas, Ramon Mercader (*sic*) est déjà à ses trousses ! » Poteev est condamné par contumace à vingt-cinq années d'emprisonnement. En été 2016, quand le FBI fait circuler les rumeurs de sa mort, la Russie annonce qu'elle n'y croit pas. Elle diffuse à son tour des informations sur les raisons qui auraient pu pousser Poteev à trahir son pays, forcément mauvaises : les Américains l'auraient fait chanter en utilisant ses enfants, des entrepreneurs établis aux États-Unis, qui auraient blanchi de l'argent.

*
*   *

Le « redémarrage » des relations russo-américaines fait chou blanc. En octobre 2012, le Congrès américain adopte la loi Magnitski, après qu'un avocat russe, Sergueï Magnitski, travaillant pour l'homme d'affaires américain Bill Browder, qui a découvert l'existence d'une vaste fraude impliquant des officiels haut placés, trouve la mort en prison. Les responsables de son assassinat sont visés par des sanctions. Après l'annexion illégale de la Crimée en mars 2014, celles-ci s'amplifient. La Russie se retrouve, comme après l'invasion de l'Afghanistan, au ban de la communauté internationale. De nombreux oligarques russes proches du pouvoir perdent une partie de leur fortune.

Le Kremlin a conscience de la nécessité d'améliorer son image déplorable et de l'urgence à mettre fin aux sanctions. Les services secrets russes cherchent une remplaçante à Chapman et la trouvent : Maria Boutina[7]. Bien plus que Kouchtchenko, Boutina est une fille de la *gloubinka*, du fin fond de la province en Russie. Née en 1988 à Barnaoul, dans l'Altaï, à plus de 3 500 kilomètres à l'est de Moscou, cette Sibérienne « de souche », descendante des premiers colons cosaques n'a pas, contrairement à Kouchtchenko, de parents issus de la nomenklatura. Sa mère est ingénieur et son père codirige avec sa fille une chaîne de magasins de meubles. De fait, Boutina> est une jeune femme très ambitieuse, bien décidée à quitter son « trou », à se faire un nom à la seule force du poignet… quel qu'en puisse être le prix.

Après des études à l'université de l'Altaï, Boutina mène de front des activités d'interprète et de militante pour diverses organisations gravitant dans l'orbite de « Russie juste », un parti-marionnette du Kremlin, devient membre de la Chambre sociale de l'Altaï, cheville ouvrière de « Russie unie » auprès de la société civile. Elle affiche aussi sa passion pour les armes, présidant une organisation défendant la légalisation du port d'armes, « Droit aux armes ». En 2012, elle « monte » à Moscou où elle fonde une société publicitaire, Antares, dont les revenus servent à financer

« Droit aux armes ». Active sur les réseaux sociaux, elle est repérée par le sénateur Alexandre Torchine, vice-président du Conseil de la Fédération, la chambre haute du Parlement russe, dont elle devient la collaboratrice. Toujours en 2012, elle fait parler d'elle aux États-Unis : pour les Américains, une jeune femme qui fait du lobbying pour libéraliser le port d'armes en Russie, c'est bien la preuve que la société civile y est une réalité. C'est alors, certainement, qu'elle se voit confier la mission de « réseautage », *to spot and assess*, en prévision de la victoire des républicains en 2016.

Envoyée « sur le terrain » en 2015, Boutina ne déçoit pas. Elle assiste à des conventions de la NRA, la National Rifle Association, le puissant lobby des armes, organise des visites de ses dirigeants à Moscou, et se fait même remarquer lors d'une conférence à Las Vegas en juillet 2015, quand elle pose une question à Donald Trump, candidat à l'investiture du parti républicain, sur ses intentions à l'égard de la Russie. La réponse du futur président à de quoi rendre le Centre euphorique : « Je pense que je m'entendrai très bien avec Poutine… Je ne pense pas que nous ayons besoin de sanctions… »

Boutina entame plusieurs relations avec des hommes mûrs pour faire avancer sa cause. Paul Erickson, homme d'affaires au long cours (et producteur de cinéma à ses heures), de vingt-six ans son aîné, proche de la NRA et partisan du rapprochement avec la Russie, l'aide à bâtir ses réseaux et fonder une société, Bridges LLC, dans le but, officiel, de financer ses études à l'American University à Washington, où elle est inscrite comme étudiante en Master « Relations internationales » à partir de 2016. Pour obtenir son visa, Boutina bénéficie également de l'appui d'un certain Oleg Volk, photographe russe de Nashville, à qui elle explique qu'elle a quitté la Russie parce que son organisation, « Droit aux armes », serait dans le collimateur des autorités et qu'elle aurait même reçu des menaces. Dans le même temps, Boutina se lie avec Patrick Byrne, cinquante-six ans, célèbre entrepreneur, président de la société Overstock.com, site de vente de meubles et de literie en surplus. « Vous

êtes un homme très célèbre en Russie », l'aborde-t-elle en juillet 2015, lors d'une conférence libertarienne à Las Vegas, avant d'entamer un dialogue sur John Locke, Milton Friedman et Anton Tchekhov. Alerté par le comportement de sa jeune maîtresse qui lui demande de la mettre en contact avec les responsables des campagnes de Trump et de Clinton, Byrne finit par prévenir le FBI. Il démissionnera en août 2019, après que sa société eut accusé des pertes importantes suite aux révélations sur sa relation avec la Russe.

Là où Kouchtchenko avait échoué, Boutina réussit. Elle fait la connaissance du gouverneur du Wisconsin, Scott Walker, le jour où il se porte candidat à la course présidentielle. Walker, on le sait, perd l'investiture du parti républicain qui échoit à un certain Donald J. Trump. Lors d'un dîner à Louisville, Kentucky, elle pose sur une photo avec Trump Jr., le fils aîné du futur président. Du beau *kompromat* en perspective, ce dont se réjouit Torchine, désormais vice-président de la banque Rossia, qui transmet les rapports de sa jeune recrue au gouvernement russe. Le 8 novembre 2016, elle peut sabler le champagne : la victoire de Trump, c'est aussi un peu la sienne. Preuve en est qu'après les élections, il ne se passe pas une journée sans que Boutina ne rencontre tel ou tel officiel du futur gouvernement. Son avenir paraît brillant. Et pourtant…

« Vingt-neuf ans, c'est très jeune pour être une espionne… et vraiment très jeune pour diriger une chaîne de meubles… » plaisante le célèbre animateur américain Stephen Colbert après l'arrestation de Boutina le 15 juillet 2018. Son crime : ne pas s'être enregistrée comme « agent d'un pays étranger opérant sur le sol américain ». De fait, Boutina n'a pas cherché à obtenir des informations confidentielles, des secrets atomiques. Elle ne cache pas ses échanges avec Torchine, communiquant par mail et Twitter. Comme Kouchtchenko, mais avec beaucoup plus de succès, elle joue le rôle d'agent d'influence et d'éclaireur, repérant des personnalités susceptibles d'être recrutées par la suite.

Boutina aurait pu passer inaperçue si Donald Trump n'avait pas été accusé, au lendemain de son élection, de collusion avec Moscou, et les

Russes, d'ingérence dans la compagne présidentielle. Dans un premier temps, de fait, Boutina n'est pas concernée par l'enquête sur l'ingérence russe dans la campagne présidentielle, mais son nom apparaît rapidement, en raison de sa proximité avec Erickson notamment.

Parce qu'elle a travaillé pour le gouvernement russe sans autorisation du ministère de la Justice, Maria Boutina encourt une peine de cinq ans de prison. En décembre 2018, pour limiter la casse, elle plaide coupable et coopère avec les enquêteurs. Anticipant des révélations douloureuses, Moscou lance l'opération « échange » : en janvier 2019, le FSB arrête à Moscou un homme d'affaires américano-britannique de quarante-huit ans, l'ex-marine Paul Whelan. Parallèlement, les « communicateurs » du Kremlin mobilisent l'opinion russe à la cause de Boutina – accusant les États-Unis de « russophobie » et même de torture. Un air de déjà vu.

Le 26 avril 2019, Boutina est condamnée à dix-huit mois de prison. Avec des larmes dans la voix, elle plaide sa cause : « Je ne me suis pas enregistrée parce que je ne savais pas que je devais le faire. Ma réputation est finie, ici et à l'étranger. Je vous demande de me donner une chance de rentrer en Russie pour refaire ma vie. » « Vous êtes une jeune femme talentueuse, vous avez un bel avenir en Russie », la rassure la juge. Boutina purge donc sa (courte) peine en attendant d'être extradée en Russie, ce qui sera chose faite dès la fin octobre.

Succédera-t-elle à Kouchtchenko dans le rôle d'animatrice d'une émission du petit écran ? Se lancera-t-elle dans le commerce des armes ? Quel que soit son choix (et celui d'une séance photo dans *Playboy* n'en fait pas partie, Boutina est quand même largement au-dessus de cela !), on ne doute pas un instant que les services secrets russes l'aideront à rebondir, comme ils l'ont toujours fait avec leurs agents les plus méritants.

Le pigeon voyageur

Le 20 mai 2013, Edward Snowden, un informaticien de vingt-neuf ans employé à la NSA, débarque à l'aéroport de Hong Kong. Sur lui, des milliers de documents ultra-secrets – au format numérique s'entend – subtilisés à l'agence. Onze jours après son arrivée, Snowden réserve une chambre d'hôtel et reçoit deux journalistes du *Guardian*. Depuis sa chambre d'hôtel, il donne une interview filmée où il raconte son parcours et explique ses motivations.

La bombe explose le 6 juin en première page du *Guardian* : « Chaque jour, la NSA collecte les conversations de millions de clients de Verizon [opérateur téléphonique américain] ». Quelques heures plus tard, le *Washington Post* révèle au monde entier le programme PRISM, la surveillance des neuf principaux fournisseurs d'accès Internet par le FBI et la NSA. Le 9 juin, l'interview de Snowden est postée sur le site du *Guardian*. (En octobre, on apprend que les États-Unis ont écouté les conversations téléphoniques de trente-cinq dirigeants, dont le président Hollande et la chancelière Merkel.) Le 10 juin, Snowden quitte l'hôtel et le 23, il s'envole pour Moscou, où il obtient l'asile politique.

Edward Snowden n'est pas le premier « lanceur d'alerte » a trahir la confiance de la NSA. En 1971, l'analyste Perry Fellwock, sous le pseudonyme de Winslow Peck, avait révélé au monde entier l'existence d'une agence jusqu'ici mal connue, mais mieux financée que la CIA, et son projet Echelon, programme de surveillance créé pour intercepter les communications de l'URSS et de ses alliés, et donc théoriquement capable de surveiller la population américaine. Les révélations de Fellwock avaient entraîné le vote d'une législation empêchant la NSA d'espionner les Américains, mais cette législation avait été amendée au lendemain des attentats du 11 septembre 2001.

Derrière la légende dorée de Snowden pourrait bien se cacher une opération du renseignement russe, à la fois opération d'espionnage et opération active, la plus spectaculaire depuis la fin de la guerre froide[8].

Le vrai Snowden est sans doute différent de celui du petit génie de l'informatique, bienfaiteur de l'humanité, interprété brillamment par le

séduisant Joseph Gordon-Levitt dans le film d'Oliver Stone. Asocial et narcissique, c'est un mythomane mû par un puissant sentiment de supériorité, un enfant perdu dans un monde d'adultes. On peut y voir l'effet d'une adolescence solitaire, passée face à un écran d'ordinateur, à se forger une identité de superhéros pour échapper à une réalité sordide, où ses parents se déchirent dans un divorce interminable. Snowden, qui a quitté l'école après seulement un an d'études, rêve d'abord de devenir top-modèle, puis soldat des Forces spéciales – des rêves qui ne deviendront jamais réalité.

En 2006, sans aucun diplôme, uniquement sur ses compétences en informatique, il obtient un modeste poste à la CIA. Ce miracle s'explique par l'appui de son grand-père maternel, l'amiral Barrett, un officier respecté qui a passé des années dans le renseignement. (On pense ici à Christopher Boyce dont il a été question plus haut, qui décroche un poste dans une société aérospatiale grâce à l'entregent de son père.)

Pendant un an, Snowden voit la vie en rose. L'agent secret vit et travaille à Genève, gagne très bien sa vie. Mais en 2008, la *dolce vita* est terminée. Snowden perd de l'argent après de mauvais investissements, et se voit notifier un blâme pour avoir piraté des ordinateurs contenant des fichiers confidentiels. Nourrissant une solide rancune à l'égard de ses employeurs, se disant choqué par les « méthodes sales » de la CIA pour recruter ses informateurs parmi les banquiers suisses, il doit démissionner. Le voilà de retour chez sa mère.

Snowden n'a pas tout perdu. Son atout, c'est sa *top secret clearance*, son « habilitation au niveau très secret » qu'il conserve en tant qu'ancien de la CIA et qui lui permet, en 2009, de revenir dans le monde de l'espionnage comme contractuel de la firme Dell, qui l'emploie à la NSA. Dell ignore tout de son blâme et va donc l'employer pendant quarante-cinq mois à diverses tâches au sein de la NSA, l'envoyant au Japon où il enseigne la *cyber security* aux officiers de l'U.S. army, formations obligatoires après la multiplication des pénétrations des réseaux militaires par la Russie et la Chine. En octobre, Dell confie à Snowden la charge

d'administrateur systèmes – de réparateur qualifié – et donc l'accès aux ordinateurs de la NSA ; Snowden a pour mission d'assurer la sauvegarde des fichiers de la NSA, transférés depuis le Q.G. de l'agence, situé dans le Maryland. Il alerte sa hiérarchie sur la faille permettant à un pirate d'accéder aux documents, le problème principal étant l'absence d'un « double verrouillage ». Ce même rôle de pirate, il va l'endosser trois ans plus tard et de ce point de vue, sa « radicalisation » n'est pas sans rappeler celle d'un Robert Hanssen.

À l'issue de ses deux années de service, Dell renouvelle le contrat de Snowden, en le renvoyant aux États-Unis, au Q.G. de Dell à Annapolis. Il briefe divers clients travaillant pour la NSA, la CIA et la DIA (Defense Intelligence Agency) sur les risques de hacking. À cette époque, Dell continue de ne pas prêter attention à ses critiques, son ressentiment à l'égard de la surveillance érigée en système, qu'il n'hésite pourtant pas à étaler sur le forum du site Ars Techica – tout en continuant lui-même à profiter grassement du système qu'il hait, en renouvelant sa *top secret clearance* et en se faisant entretenir par Dell qui l'envoie en 2012 à la base de la NSA à Hawaï, en lui payant le voyage, le logement sur place et sa voiture, en plus de ses 120 000 dollars annuels. Passant ses journées dans une chambre sans fenêtres, à surveiller les moniteurs de la NSA, il découvre l'ampleur de la surveillance de la population par la NSA.

Le conflit entre son rêve de « croisé de l'informatique » et la réalité de son travail devient peu à peu intenable. La goutte d'eau qui fait déborder le vase est son échec à l'examen d'entrée pour un poste de titulaire à la NSA, en septembre 2012, en dépit du fait qu'il a réussi à pirater les serveurs pour obtenir les questions – son premier « exploit » de hacker. Peu de temps après, il franchit le Rubicon en copiant illégalement les documents qu'il a la charge de sauvegarder sur une simple clé USB. Parce que depuis le 11 septembre 2001, toutes les agences de renseignement doivent partager leurs données pour améliorer leur réactivité, Snowden est capable d'amasser non seulement des documents de la NSA, mais aussi de la CIA et du département de la Défense.

La possession de ces documents, où figurent les agents et les opérations à l'étranger, donne à Snowden un sentiment de toute-puissance. Il pense détenir le levier pour contrôler la « machine » gouvernementale honnie. L'image que Snowden se donne, celle d'un justicier informatique, s'inscrit dans l'air du temps. WikiLeaks, ONG fondée six ans plus tôt par Julian Assange, un autre hacker, d'origine australienne, se fait connaître en 2010 en publiant plusieurs centaines de milliers de documents secrets du département de la Défense et du département d'État. L'adaptation du roman *Millénium* par David Fincher, sortie en 2011 sur les écrans, rencontre un succès considérable. Sa protagoniste est une pirate informatique sociopathe nommée Lisbeth, interprétée magistralement par Rooney Mara. Le « croisé informatique » devient le nouveau héros dans l'imaginaire collectif. On en oublierait presque qu'une bonne partie de ces « justiciers » sont des faux-monnayeurs, des usurpateurs d'identité, des trafiquants de drogue, des pédophiles, des terroristes, et bien sûr, des espions.

Pendant l'année 2012-2013, Snowden tisse des liens de plus en plus étroits avec l'underground des pirates informatiques sous le pseudonyme Cincinnatus. Il agit sans se faire repérer, car il n'est pas encore une fois employé par la NSA, mais par Dell, qui assure sa couverture. Il contacte plusieurs journalistes « progressistes », dont Glenn Greenwald, qui travaille pour le *Guardian*, ainsi que Laura Poitras, militante de la cause des Anonymes qui a réalisé un documentaire sur le programme de surveillance de la NSA qui fait grand bruit. Il leur promet de livrer des documents secret défense.

En mars 2013, Snowden quitte Dell pour Booz Allen Hamilton, toujours sous contrat pour la NSA à Hawaï. Une mutation calculée : Booz, contrairement à Dell, se spécialise dans le traitement des données de niveau 3 de la NSA, les plus sensibles. Dès son recrutement, il se renseigne sur un programme de surveillance ultra-secret auquel il n'a pas accès. L'objectif est d'obtenir les listes des machines sous contrôle de la

NSA dans le monde, appelées les « clés du royaume » dans le jargon de l'agence.

Snowden effectue sa sortie sans une seule fausse note. À la mi-avril, il demande l'autorisation de s'absenter pour raison médicale ; puis, pendant les semaines qui suivent, il demande et obtient les codes d'accès aux vingt-quatre compartiments contenant les secrets les mieux gardés de l'agence. Utilisant des logiciels appelés « araignées », il sonde les compartiments pour débusquer les « clés du royaume », faisant le tri dans un million de fichiers. Enfin, il trouve le moyen de télécharger les fichiers sur une clé USB depuis un ordinateur de la NSA, malgré l'absence de port approprié – une mesure de sécurité. En quelques semaines, il télécharge des centaines de milliers de documents de niveau 3. Le 17 mai, il quitte les locaux comme si de rien n'était et décolle de l'aéroport d'Honolulu le lendemain. La NSA ne découvrira le pot aux roses qu'au bout de quinze jours.

Du jour au lendemain, Snowden devient une célébrité mondiale et pour des millions de personnes dans le monde, un héros et un modèle. Peu de gens s'étonnent alors du fait que Snowden ait choisi la Russie comme point de chute, sans même avoir cherché d'autres destinations, moins compromettantes ; peu s'interrogent sur le paradoxe qui veut que la majorité des documents qu'il a subtilisés ne porte pas à proprement parler sur la surveillance de la population américaine, mais sur les opérations du renseignement des Occidentaux à l'étranger.

Dans ses nombreuses interviews, Snowden a toujours dit qu'il était prêt à « faire de la prison pour que les autres puissent vivre libres ». De la pure rhétorique : il n'a aucune intention de se rendre aux policiers chinois ou aux agents d'Interpol, lancés à ses trousses, mais de fuir. On peut le comprendre : Chelsea Manning, l'analyste de l'US Army qui, en 2010, a communiqué à WikiLeaks des centaines de milliers de documents secrets, est condamnée trois ans plus tard à une peine de prison de trente-cinq ans.

Le 10 juin 2013, il téléphone à son ami Assange. Recherché pour viol, le fondateur de WikiLeaks a trouvé refuge à… l'ambassade britannique de l'Équateur. Assange lui suggère de fuir en Russie et confie la mission de l'exfiltrer à Sarah Harrison, sa jeune adjointe (et sans doute sa compagne). Harrison connaît bien les Russes : elle a travaillé sur un documentaire WikiLeaks, *Mediastan*, sur les opérations secrètes des États-Unis en Russie, documentaire qui a reçu le financement… de la chaîne RT, le haut-parleur du Kremlin. Ce même argent du Kremlin – transféré sur les comptes de WikiLeaks – a aussi certainement été utilisé par Harrison pour réserver la dizaine de vols au nom de Snowden, au départ de Hong Kong, pour brouiller les pistes.

Snowden a beau ne pas avoir de passeport valide ni de visa russe, il réussit à monter dans l'avion d'Aeroflot sans difficulté, en compagnie de Harrison. Pour sauver les apparences, les agents du FSB le font mijoter pendant trente-sept jours dans la zone de transit de l'aéroport Cheremetievo. Parce qu'ils ne manquent pas d'humour, ils lui donnent un livre pour passer le temps : *Crime et châtiment* de Dostoïevski.

Le 1er août, Snowden obtient enfin officiellement le statut de réfugié. Commence alors pour lui une nouvelle carrière : celle de héros retraité, prêchant la liberté d'expression et donneur de bons conseils par le biais de conférences (grassement rétribuées) sur Internet. Sa popularité atteint des sommets : en 2014, une pétition est lancée pour demander au président Hollande de l'accueillir en France, recueillant 65 000 signatures ; son nom figure sur la liste des finalistes au prix Nobel de la Paix ; les réalisateurs de la série *Homeland* font appel à ses services ; en 2015, le Parlement européen lui décerne le statut de « défenseur des droits de l'homme » ; en 2016, sort l'hagiographie d'Oliver Stone, *Snowden*. Le réalisateur est lui-même grand ami de Poutine dont il diffuse l'interview (complaisante) en 2017 sous le titre *Conversations avec Poutine*.

La performance décevante du film de Stone au box-office s'explique, entre autres, par le fait qu'à ce moment-là, la réputation de Snowden n'est plus aussi immaculée qu'elle l'était trois ans plus tôt. Le public commence

à réaliser que l'informaticien n'a pas été le « croisé sans peur et sans reproche » qu'il a prétendu être et que le chef d'État qui l'a accueilli est loin, très loin du parangon de la démocratie.

Cette prise de conscience tardive est justifiée, mais il faut aller plus loin. Il est très probable que Snowden a en réalité été un leurre, un pigeon du FSB. Ignorant superbement les enjeux des relations internationales, les logiques du renseignement et de la lutte antiterroriste (qui ne correspondent pas à celles d'un film ou d'un jeu vidéo), n'ayant qu'une compréhension très limitée des documents qu'il a dérobés, « Snowden l'idéaliste » a probablement servi de couverture à la vraie taupe russe dans la NSA qui court toujours.

L'opération « Snowden » a aussi été conçue pour diviser les Occidentaux et plus précisément la communauté internationale du renseignement. Elle a servi aussi à saper la réputation de la présidence Obama, mais aussi plus globalement à dénigrer la démocratie américaine et, a contrario, à rehausser le statut du modèle russe, la légitimité du modèle politique russe et le pouvoir de Vladimir Poutine. On peut considérer que ces objectifs ont été atteints – sur le court terme en tout cas. Car le tableau se brouille en 2018 quand Snowden montre des velléités d'indépendance vis-à-vis du Kremlin : à la mi-avril, il proteste contre le blocage de l'application de messagerie cryptée Telegram, qualifiant de totalitaire la demande du gouvernement russe de dévoiler les communications de l'application. Et en juin, il affirme que si les Russes sont des gens bien sympathiques, la corruption du pouvoir, elle, atteint des sommets. Tout ceci, évidemment, pourrait n'être qu'une façade – une stratégie délibérée visant à présenter Snowden comme libre de ses paroles. De fait, sur son compte Twitter, Snowden distille principalement des critiques des États-Unis, ironisant par exemple, à juste titre, sur la recommandation de la NSA, en avril 2019, d'arrêter le programme de la surveillance de la population… Le succès de l'opération « Snowden » permet de comprendre, à bien des égards, l'hubris de Poutine, le feu vert donné à l'opération « Trump », puis à l'assassinat de Skripal.

L’autre IRA

Dana Rohrabacher, né en 1947, député de la Californie depuis 1989, fait certainement partie des plus russophiles des hommes politiques américains. L’homme se vante d’avoir fait un bras de fer avec Poutine pour décider « qui a gagné la guerre froide »[9]. Il défend la politique étrangère russe, l’annexion de la Crimée, les bombardements de civils en Syrie, il dénonce les opposants à Poutine. On en oublierait presque que Rohrabacher est un conservateur qui a fait ses classes auprès de Ronald Reagan, et qu’il a aidé à organiser la résistance contre les Soviétiques en Afghanistan.

Bien sûr, l’Union soviétique, communiste, et la nouvelle Russie, une grande démocratie comme chacun le sait, sont deux pays entièrement différents. Il n’en reste pas moins que les services secrets de Moscou ont raison de le considérer comme un potentiel agent d’influence. Plusieurs tentatives d’hameçonnage sont lancées, au vu et au su du FBI, qui alerte l’intéressé dès 2012, sur le risque de recrutement.

Rohrabacher finit par payer le prix de son amitié avec Poutine : le 6 novembre 2018, il perd son siège au cours d’élections qui voient les démocrates ravir la majorité à la Chambre des représentants. La tempête qui emporte ces « russophiles » a pour nom Robert Mueller. Né en 1944 à Manhattan, cet ancien Marine décoré pour son action pendant la guerre du Vietnam a officié pendant quarante ans au ministère de la Justice, dont douze à la tête du FBI. Sa direction de l’agence au cours de la période dramatique qui suit le 11 septembre 2001, son intégrité et son impartialité légendaires, lui valent le respect de tous. Le 17 mai 2017, il est nommé « conseiller spécial » pour mener l’enquête sur la supposée collusion entre Trump et les Russes dans la campagne présidentielle de 2016. Vingt-deux mois plus tard, il rend un rapport en deux volumes de 448 pages aux conclusions prudentes, mais néanmoins confondantes pour les services secrets russes.

Le premier volume du rapport Mueller est consacré à la question de la collusion entre l'équipe présidentielle du candidat Trump et les Russes, ainsi que sur les ingérences de la Russie dans la campagne présidentielle pour aider Trump. Si Mueller conclut à l'insuffisance de preuves sur la question de la collusion, il n'en souligne pas moins que de nombreuses personnes dans l'entourage de Trump ont manifesté leur souhait d'être aidés par les Russes dans la campagne présidentielle. La réunion du 9 juin 2016, dans la Trump Tower, Q.G. de campagne de Donald Trump à New York, est l'épisode le plus connu de cette affaire. Huit personnes avaient assisté à cette réunion, dont Donald Trump Jr., le fils aîné de Trump, et l'avocate russe Natalia Vesselnitskaïa, proche du Kremlin. Trump Junior se rend à la réunion dans l'espoir d'obtenir du *kompromat* sur Hillary Clinton, mais repart déçu. Vesselnitskaïa lui aurait simplement donné des informations sur un donateur russe de Hillary Clinton accusé d'évasion fiscale… soit rien de comparable à la légendaire « vidéo pipi » que détiendrait le FSB – des images de prostituées urinant sur le lit de l'hôtel Ritz-Carlton où avait séjourné le couple Obama, sous les applaudissements de Trump, lors de son séjour à Moscou en 2013 !

S'il est difficile de prouver l'existence de la collusion, qui en soi n'est pas un crime – il faut démontrer que Trump a reçu de l'argent en provenance de l'étranger pour qu'il y en ait un – le rapport Mueller démontre que l'ingérence russe était une réalité. Instrumentalisant la controverse née en mars 2015 portant sur les courriels d'Hillary Clinton – le fait qu'elle se soit servie de son adresse privée pour envoyer des messages électroniques professionnels à l'époque où elle était secrétaire d'État, et qu'un grand nombre de ces courriels ait disparu – la GRU, appuyée par un certain nombre de pirates informatiques, a mené une cyberopération pour pirater les serveurs de Clinton et du Q.G. démocrate, en juin 2016, publiant des milliers de documents confidentiels par le biais de WikiLeaks en juillet, et parallèlement, s'est employée sur les réseaux sociaux à diviser les Américains et ébranlant leur foi dans la démocratie américaine – pour avantager le candidat républicain.

Pour le spécialiste de l'histoire soviétique et l'action des services secrets pendant la guerre froide, l'ingérence russe dans les élections américaines n'a rien d'un précédent. Les principes à l'œuvre dans les opérations de déstabilisation de la démocratie par la GRU (et le FSB) ne sont pas sans rappeler celles du service A du PGU du KGB à l'époque de la guerre froide[10]. Plus concrètement, les services secrets soviétiques ont organisé des opérations actives en prévision des élections depuis le début de la guerre froide. En 1968, ils ont soutenu le démocrate Humphrey contre le républicain Nixon. Des opérations entreprises d'en haut, comme le prouve la réplique lourde de sous-entendus de Brejnev au président Ford pendant la conférence d'Helsinki, en 1975 : « Je voudrais vous dire en toute confidentialité et très sincèrement que la direction soviétique soutient votre élection au poste présidentiel pour un nouveau mandat. Et nous ferons tout notre possible pour que ce soit le cas[11]. »

Ford n'était évidemment pas le seul homme politique américain à être « cultivé » par les services secrets à cette époque. Parmi les plus appréciés, il faut mentionner le sénateur démocrate Edward « Ted » Kennedy (1932-2009), le frère de l'ancien président, un grand ami de l'URSS. Le 14 mai 1983, Viktor Tchebrikov, directeur du KGB, écrivait une note au secrétaire général Andropov, dans laquelle il rapportait la proposition secrète et sensationnelle de Kennedy : aider les Soviétiques à améliorer leur propagande anti-Reagan, et en échange, obtenir le soutien du Kremlin aux élections de 1984 et celles de 1988[12].

Nous ne disposons pas de documents détaillant les opérations du KGB aux États-Unis pour les élections, encore moins de la réaction d'Andropov à la note de Tchebrikov. Il ne fait cependant aucun doute que des tentatives d'influence ont bel et bien eu lieu, comme le démontre l'opération « Samantha Smith »[13]. Même Robert Hanssen, la célèbre taupe russe au FBI, avait parlé dans un de ses rapports du risque d'ingérence russe dans les élections américaines[14].

Si les racines de l'ingérence russe dans les élections occidentales sont anciennes, l'avènement de la cyberguerre lui confère un rayonnement et

un pouvoir de nuisance sans précédent. Les Russes ont une solide réputation d'informaticiens de talent : *Tetris*, l'un des jeux les plus célèbres des années 1980, fut créé par un Russe, Alexeï Pajitnov. Bien décidé à exploiter cet atout, l'État russe investit massivement dans les nouvelles technologies et les sociétés privées à partir de 2005, qu'il sous-traite. À partir de la fin avril 2007, les pirates informatiques russes font pour la première fois les gros titres de l'actualité : ils ont pénétré plusieurs institutions en Estonie, en représailles à la décision des autorités d'enlever le monument soviétique du soldat inconnu dans le centre de Tallinn, décision suscitant les protestations de la minorité russe.

*
*　*

La cyberguerre russe dont on a tant parlé au moment des élections présidentielles américaines en 2016 a commencé bien avant. L'une des premières attaques, appelée « Moonlight maze » par le FBI, a débuté en 1996 et a duré pendant plusieurs années, visant des organisations gouvernementales et militaires américaines. Les attaques se multiplient au XXIe siècle, atteignant leur apogée début 2014, quand des hackers contrôlés par le FSB pénètrent les serveurs de Yahoo, obtenant les données de plus de cinq millions de comptes. En juin 2017, une attaque par un logiciel malveillant, un malware, appelé NotPetya, sans doute forgé par les services de la GRU, affecte plus de deux mille entreprises ukrainiennes, mais aussi plus d'un million d'ordinateurs de par le monde.

Le bras armé de la GRU est l'« Agence pour les recherches sur Internet » (*Internet Research Agency*, plus loin IRA), basée à Saint-Pétersbourg, surnommée « la ferme des trolls ». À l'origine de cette obscure organisation, on trouve un ami de Poutine, Evguéni Prigojine, un personnage haut en couleur.

Né en 1961 à Leningrad, Prigojine commence plutôt mal avec plusieurs condamnations, dont une lourde, pour proxénétisme et vol en bande organisée. En 1990, il retrouve la voie du salut en se faisant

restaurateur, d'abord en vendant des hot dogs, puis, après la disparition de l'URSS, en fondant la première chaîne de supermarchés de Saint-Pétersbourg, rencontre le succès avec le bar « La vieille douane », puis avec des établissements destinés aux élites pétersbourgeoises. C'est à New Island, inspiré par les bateaux restaurants en bord de Seine, qu'il accueille pour dîner en 2001 le président russe Vladimir Poutine, accompagné de son homologue Jacques Chirac. Depuis cette fameuse soirée, Prigojine devient, dans l'imaginaire collectif, « le cuisinier de Poutine », un oligarque de tout premier plan. L'ensemble des établissements de Prigojine est administré par sa société « Concorde », fondée en 1995, puis, l'année suivante, « Concord-Catering », avec laquelle Prigojine va s'emparer du juteux marché des cantines, militaires et scolaires, à la réputation douteuse.

Dans le contexte de la « nouvelle guerre froide », Prigojine, qui a toujours eu le nez creux, décide de se diversifier dans la guerre psychologique du Kremlin contre l'Occident. C'est Maria Kouprachevitch, personnalité éminente de sa société « Concorde », qui serait impliquée dans la création en 2013 de l'IRA. Recrutant surtout chez les étudiants désargentés, cette institution multiplie les opérations de « propagande noire », visant les opposants du régime, en Russie ou en Ukraine, principalement les journalistes, mais aussi les homosexuels, présentés comme une « cinquième colonne » potentielle. Travaillant main dans la main avec les services secrets russes, son donneur d'ordre, mais aussi avec diverses organisations criminelles, Prigojine devient l'une des éminences grises du régime poutinien, exportant ses méthodes de « marketing politique » (comprendre : de propagande et de provocation) en Amérique latine et surtout en Afrique (Madagascar, Afrique du Sud, Kenya, etc.) dans la perspective d'élections dont le vainqueur doit nécessairement être pro-russe.

Les Américains sont au courant de l'action souterraine de Prigojine bien avant l'enquête de Mueller. En décembre 2016, il est inscrit sur la liste noire du département du Trésor américain. En février 2018, il est

inculpé par un grand jury américain, avec douze autres Russes, pour son rôle dans l'ingérence de 2016. Et quelle ingérence ! Twitter, réseau social de microblogage particulièrement touché par l'« opération Trump », a été contraint de suspendre quelque 3900 comptes et effacer près de dix millions de tweets suite au scandale. En mai 2019, les chercheurs de Symantec découvrent qu'il a fallu en moyenne 177 jours entre la création d'un compte et la publication du premier tweet par l'IRA : qualifier l'agence de vulgaire « usine à trolls », c'est gravement sous-estimer l'importance du travail en amont accompli par celle-ci.

En lançant le Spoutnik en 1957, l'Union soviétique avait emporté le premier tour de la grande course à la technologie spatiale. Les Américains, remis de leur K.O., allaient préparer leur revanche – la conquête de la Lune. Il en va de même en 2018. En août, contraint de montrer patte blanche, Trump autorise enfin les activités anti-cyberguerre. « We're finally in the game » confie, un rien triomphant, un officiel de l'U.S. Cyber Command, organe créé en 2009 qui s'appuie sur la NSA[15]. Les militaires américains auraient ainsi privé les Russes du plaisir de mener une nouvelle opération active lors des élections législatives de novembre 2018, lançant aussi des avertissements à l'IRA et en particulier à Elena Khoussiaïnova, la première comptable de l'organisation. Parce que les opérations de l'IRA aux États-Unis sont liées à celles menées en Europe, et en particulier en Ukraine, en proie à une guerre civile depuis 2014 (qui est aussi une guerre entre services secrets des deux camps), des équipes du Cyber Command sont envoyées en Europe pour aider à la construction de « boucliers » contre les hackers russes, mais aussi de moyens de riposte.

L'opération américaine est bridée : dans une guerre dont les règles demeurent encore mal définies, l'objectif est d'éviter à tout prix les « représailles massives », le risque de voir les pirates russes paralyser le réseau électrique aux États-Unis (une opération que les Américains envisagent aussi pour la Russie). Vladimir Poutine, lui, se saisit du prétexte de l'attaque du Cyber Command pour demander la création d'un « Internet souverain », capable de fonctionner en autarcie, sur le modèle

chinois. « Nous devons créer des segments d'Internet qui ne seront pas vulnérables » déclare-t-il le 12 février 2019. Aussitôt dit, aussitôt fait. Fin avril, la loi sur la « Grande muraille de Russie » est signée par le président, entrant en vigueur en novembre.

La cyberguerre entre la Russie (et la Chine) et l'Occident ne fait que commencer. Pour les agents de l'IRA, après leur interférence dans les élections au Parlement européen, à la fin mai 2019, qui a servi de test, l'horizon d'attente est désormais les élections présidentielles de 2020. Tout doit être fait pour faciliter la réélection de Trump, même si la possibilité pour celui-ci d'abroger les sanctions visant la Russie est désormais réduite pratiquement à zéro. En février 2019, Microsoft annonce que l'IRA est en train de constituer une base de données où figurent de possibles recrues parmi les membres républicains du Congrès. Dans cette guerre d'un genre nouveau, les services occidentaux, qui jouent non seulement contre un État autoritaire, mais aussi contre des réseaux sociaux qui refusent le plus souvent de jouer la transparence, sont loin de partir gagnants.

Un mariage raté

Le samedi 10 novembre 2012 devait être un jour comme les autres pour Alexandre Perepelitchny. Revenu de Paris dans la matinée, l'homme d'affaires d'origine ukrainienne, âgé de quarante-trois ans, passe la journée avec sa famille dans sa maison de la communauté fermée de St George Hill, dans le Surrey. Son déjeuner est copieux et pour tenter de perdre quelques calories – Perepelitchny est au régime – il part faire un jogging en fin d'après-midi. Quelques minutes plus tard, il fait un malaise et s'effondre. La police conclut à l'accident cardiaque et clôt le dossier, alors que plusieurs indices laissent penser que l'Ukrainien a été victime d'un assassinat[16].

Perepelitchny n'était pas destiné à mourir en Angleterre, dans des circonstances mal élucidées. À la fin des années 1980, c'était un très bon étudiant qui songeait à une carrière universitaire, de physicien ou de chimiste. Mais dans le contexte de la perestroïka, il réalise que son rêve ne pourra jamais devenir réalité et comme des centaines de milliers d'autres jeunes Russes, se lance dans les affaires, d'abord la vente d'ordinateurs, puis dans la finance. Il fait fortune, apparemment non sans l'aide de milieux criminels. Les années passent, les affaires marchent moins bien. Deux ans après la crise économique de 2008, il décide d'émigrer en Angleterre. Il tente d'obtenir le statut de réfugié, sans succès ; peut-être pour améliorer ses chances, il révèle ce qu'il sait des 220 millions de dollars payés en impôts par l'homme d'affaires américain Bill Browder, détournés sur des comptes suisses, la même fraude qui a coûté la vie à Magnitski, l'avocat de ce dernier. Il reçoit alors des menaces de mort.

L'une des dernières personnes à avoir vu Perepelitchny vivant, outre sa femme et ses enfants, est sa maîtresse, Elmira Medynska, qu'il retrouve à Paris le 8 novembre. Personne ne sait ce qu'il a fait pendant les deux jours qui ont précédé. Les services français décident d'ouvrir une enquête et proposent d'aider leurs homologues britanniques, qui refusent.

L'affaire est pourtant relancée deux ans plus tard, quand l'assurance-vie de Perepelitchny ordonne une nouvelle enquête après avoir appris que des experts en plantes de Kew Gardens, institution d'enseignement et de recherche en botanique de réputation internationale, ont découvert un poison dans son estomac, une toxine dérivée d'une plante chinoise appelée gelsemium, surnommée… « l'herbe à infarctus ». Les services secrets américains informent leurs confrères britanniques qu'il faut y voir une opération orchestrée par le Kremlin avec le soutien logistique de réseaux criminels.

Si Scotland Yard est aussi réticent à poursuivre les investigations, c'est qu'il reçoit des ordres d'en haut. Les autorités ne veulent pas provoquer de crise diplomatique comparable à celle qui avait suivi l'assassinat de Litvinenko, et qui a duré dix ans. Les Britanniques ont peur : peur des

cyberattaques, peur que le Kremlin instrumentalise la minorité russe résidant en Angleterre pour fomenter des troubles, peur de la guerre évidemment. Il y a aussi la question de l'argent : les autorités acceptent de fermer les yeux sur les « affaires russes », tant que l'économie du pays bénéficie de l'afflux de milliards de livres sterling payés chaque année par les oligarques. Cet argent sert l'économie, mais aussi la lutte antiterroriste. Or l'affaire Litvinenko a eu pour conséquences de geler la coopération entre les services russes et britanniques, un manque à gagner difficile à estimer pour le MI5, mais bien réel.

La mort de Perepelitchny n'est pas un cas isolé, bien au contraire. Le renseignement américain considère qu'elle est l'un des quatorze cas de disparitions suspectes de ressortissants russes sur le sol britannique. Le corps de l'oligarque le plus célèbre des années Eltsine, ennemi juré de Poutine, est découvert le 23 mars 2013 dans la maison de son ex-femme, à Ascot. Berezovski gît sur le carrelage de la salle de bain, apparemment étranglé par son foulard de cachemire noir préféré. N'ayant trouvé aucune trace de lutte, la police conclut à un suicide. Après tout, Berezovski avait presque tout perdu suite à des procès intentés au gouvernement russe et à son ancien partenaire Roman Abramovitch ; il s'était endetté auprès de barons mafieux.

Appuyée par plusieurs experts, Elizaveta, la fille de Berezovski, conteste l'enquête de Scotland Yard et obtient gain de cause. De même pour Scot Young, magnat de l'immobilier et proche de Berezovski, défenestré le 8 décembre 2014, dont les enfants obtiennent gain de cause dans un procès en révision contre la police, qui avait conclu au suicide. En tout, quatre amis de l'ancien oligarque disparaissent dans des circonstances suspectes : la presse parle d'un « cercle de la mort » *(ring of death)*. Enfin, en 2016, la police britannique est à nouveau critiquée pour son traitement dans l'affaire Matthew Puncher, découvert transpercé à coups de couteau. Spécialiste de la radiation, Puncher avait identifié l'origine de l'empoisonnement de Litvinenko. Par la suite, il avait enquêté sur le complexe nucléaire de Maïak, construit à la fin des années 1940, où

avait été conçue la première bombe atomique soviétique. Un lieu terrifiant, surnommé « le plus grand cimetière de la terre », où aurait été fabriqué le polonium servant à assassiner Litvinenko.

En 2016, le Royaume-Uni n'est plus le seul pays touché par ce qui ressemble de plus en plus à une série d'exécutions planifiées. Le 5 novembre 2015, la police américaine avait découvert le corps tuméfié de Mikhaïl Lessine, ancien ministre de la Presse et fondateur de Russia Today (désormais RT), dans un hôtel de Washington. Après près d'un an d'investigation, les enquêteurs avaient conclu à une mort accidentelle, due à sa consommation excessive d'alcool. Le FBI était pourtant dubitatif : Lessine n'était-il pas mort la veille de sa rencontre avec des officiels du département de la Justice, quand il devait sans doute être entendu sur les opérations occultes de RT ? Plusieurs sources du FBI affirmaient que des agents secrets russes recrutés par un oligarque proche du Kremlin – dont le nom n'est jamais cité – avaient pour mission de passer Lessine à tabac, mais qu'il avait finalement succombé à ses blessures.

Toutes ces informations font surface en mars 2018, quand éclate l'affaire Skripal. La réaction des Britanniques est d'une grande rapidité, sans précédent depuis l'affaire Litvitnenko, s'expliquant aussi par la découverte, le 12 mars, du corps de Nikolaï Glouchkov, un ami de Berezovski, découvert étranglé dans sa maison de la banlieue de Londres. Glouchkov avait été le président d'Aeroflot, mais avait passé les dernières années de sa vie dans une bataille juridique qui l'avait laissé sur la paille. Même si le lien avec l'empoisonnement des Skripal n'était pas apparent, la Première ministre britannique Theresa May ne peut plus ignorer la réaction outrée de l'opinion publique. Le 12 mars donc, elle pointe du doigt la Russie, en évoquant devant la Chambre des Communes « un agent innervant développé à des fins militaires par la Russie, appartenant à un groupe d'agents innervants connus sous le nom de Novitchok ». Elle parle aussi de la « la longue tradition des assassinats organisés par l'État russe ».

Moscou nie toute implication et demande à participer à l'enquête. Les Britanniques refusent, évidemment. En décembre, lors d'une conférence de presse, Poutine évoque « une stratégie russophobe… visant à empêcher la Russie de devenir un concurrent à part entière ». Les services secrets russes font circuler des théories conspirationnistes, où les Britanniques sont les empoisonneurs, prêtant à May des intentions cachées (en juillet 2019, dans une interview au réalisateur Oliver Stone, Poutine « concédera » ne pas croire que les Britanniques sont responsables – une manière de dévier les accusations sur l'origine russe des théories du complot). Certes, on ne peut nier que la Première ministre n'ait pas eu des arrière-pensées en réagissant ainsi. Elle fait alors face à une double volée d'accusations – outre ses détracteurs qui l'accusent de mal négocier la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne, le fameux Brexit, on lui rappelle fort justement que, durant les six années où elle a servi comme Home secretary (ministre de l'Intérieur), elle a affaibli les défenses du pays en réduisant le budget de la sécurité de plus de 2 milliards de livres.

Tout ceci a sans doute un fond de vérité, mais dans le même temps, les accusations de Theresa May reposent sur un faisceau d'évidences difficilement contestables. Le lancement d'un vaste programme de développement d'armes bactériologiques et chimiques par l'URSS remonte à août 1967, avec la décision secrète du Conseil des ministres (prise après délibérations au Politburo évidemment) ; ce programme sera renouvelé plusieurs fois par la suite. C'est alors que sont lancés les projets « F », comme « foliant », pesticide en russe. Les travaux sur le produit qui sera connu plus tard sous le nom de « Novitchok » débutent en 1972 au sein d'un laboratoire soviétique situé dans la commune de Chikhany, dans la région de Saratov. Le laboratoire relève du Gosniiokht, acronyme difficilement prononçable de l'Institut d'État pour la recherche scientifique en chimie organique et en technologie. Les expériences sont menées par plusieurs équipes sous la direction d'un chimiste de talent, Piotr Kirpitchev.

Avec ce produit, les Soviétiques veulent « rattraper et dépasser l'Amérique » et son VX. Synthétisé en 1952 par les Britanniques, ce gaz innervant, version plus mortelle du sarin, est produit en masse aux États-Unis à partir de 1961. Deux alliés de l'URSS, Saddam Hussein et Fidel Castro, l'utilisent dans les années 1980, le premier chez lui, contre les Kurdes, le second en Angola. Le VX, comme toute arme bactériologique et chimique, figure dans la liste noire de la Convention interdisant la production et le stockage des armes chimiques, signée à Paris en janvier 1993 – que la Russie ne ratifiera qu'en novembre 1997, neuf ans après avoir officiellement arrêté la production d'armes bactériologiques et chimiques. Le Novitchok n'y figure pas – officiellement, il n'existe pas.

Le monde apprend l'existence de l'agent au début des années 1990 grâce à Vil Mirzayanov, un chimiste ayant travaillé au laboratoire de Chikhany. (Il convient de souligner que son témoignage a été contesté par un autre chimiste ayant travaillé sur le produit, Vladimir Ouglev[17].) Le 6 septembre 1992, Mirzayanov publie une interview dans *The Baltimore sun* où il alerte l'opinion sur l'existence de cette arme. Le 20 septembre 1992, avec un autre chimiste, Lev Fedorov, il récidive dans *Les Nouvelles de Moscou* dans un article intitulé « La politique empoisonnée ». Cette fois, les autorités russes réagissent : le 22 octobre, Mirzayanov est arrêté et inculpé pour divulgation de secrets d'État. Il entame une grève de la faim, les associations de défense des droits obtiennent gain de cause, le tribunal le libère le 2 novembre en attendant son procès. En l'absence de preuves tangibles de sa culpabilité, l'état-major russe consent à avouer à demi-mot que la Russie a bel et bien développé et continue de stocker de nouvelles armes bactériologiques et chimiques, en violation de la Convention de Paris.

L'affaire du Novitchok fait le tour du monde, contribuant à une montée de l'inquiétude face à au vrai visage de la « nouvelle Russie ». Fin février 1994, soutenu par les médias étrangers, plusieurs organisations internationales et le Congrès américain, Mirzayanov est libéré. Le 1er mars, le procureur général de Russie ordonne un non-lieu. Le procès

tant attendu ne se tiendra pas pour éviter de produire des informations gênantes. En 1996, Mirzayanov émigre aux États-Unis. L'année précédente, le Novitchok fait sa première victime connue, un banquier et homme d'affaires nommé Ivan Kiveledi qui inhale le poison, avec lequel on avait imbibé du coton inséré dans le combiné téléphonique. Dans des conditions encore mal élucidées, un chimiste ayant lui aussi travaillé sur le Novitchok, Leonid Rink, aurait vendu une ampoule à un ancien policier des forces spéciales chargé d'éliminer le banquier. L'affaire Kiveledi constitue un cas flagrant de la « porosité » entre crime organisé et services secrets, phénomène qui deviendra fréquent sous Poutine comme on le verra plus loin.

Si Mirzayanov fournit dans son livre, publié en 2008, une formule permettant théoriquement de reproduire le Novitchok en laboratoire, dès la fin des années 1990 les services secrets allemands obtiennent un échantillon de l'original du produit par un chimiste russe, qu'ils partagent avec plusieurs pays, dont la Grande-Bretagne et la France. Les Britanniques stockent l'échantillon au laboratoire de Porton Down, qui se trouve à seulement dix kilomètres de Salisbury. Grâce à cette proximité, et contrairement à ce qui s'était passé avec Litvinenko, les secours ne perdent pas de temps à trouver l'origine du mal, et même s'il n'existe pas d'antidote connu au Novitchok, les médecins sauvent les Skripal avec de l'atropine, un alcaloïde efficace dans le traitement des effets des gaz de combat. Ils survivent aussi, sans doute, parce que la dose n'était pas létale ; peut-être aussi parce qu'ils se sont lavés les mains au restaurant. Dans tous les cas, la survie des Skripal n'est pas exceptionnelle : parmi les précédents, il faut citer Nikolaï Khokhlov, empoisonné au thallium à Francfort, en 1957 (voir le chapitre VI) ; Boris Korczak, agent double polonais travaillant pour la CIA, à la ricine, en 1981 ; le président ukrainien Viktor Iouchtchenko, à la dioxine en 2004 (son visage en a gardé les traces) ; et même l'ancien Premier ministre Egor Gaïdar, empoisonné par une substance inconnue en 2006, en Irlande.

Le Novitchok est un liquide transparent, sentant très légèrement l'ammoniac, d'une densité comparable à l'huile de tournesol. Il est arrivé en Angleterre à l'intérieur d'un flacon de parfum « Premier jour » de Nina Ricci, une manière comme une autre de ne pas attirer l'attention. On pense que les agents russes ont pris leurs précautions en amenant non pas un, mais deux flacons. Le premier a été effectivement utilisé pour enduire la porte de la maison de Skripal, et le deuxième, dans sa boîte, a été jeté. C'est la seule manière d'expliquer qu'il ait été découvert par un SDF répondant au nom de Charlie Rowley, presque quatre mois après l'empoisonnement des Skripal. Rowley a une petite amie, Dawn Sturgess, SDF elle aussi, et décide de lui faire une surprise. Le 30 juin 2018, il lui offre le parfum. Rowley, qui inhale le produit, passe trois semaines à l'hôpital et survit ; Sturgess, qui aura non seulement inhalé le produit, mais aussi reçu en abondance sur la peau, décède.

D'assassins, les agents russes deviennent, aux yeux du public, des terroristes. On connaissait leurs noms et leurs visages, Alexandre Petrov et Rouslan Bochirov. On connaissait leurs mouvements grâce aux caméras urbaines de CCTV. Début septembre, les sites d'investigation Bellingcat et The Insider établissent – indépendamment des services secrets britanniques – leurs vraies identités : Rouslan Bochirov est le nom de code d'Anatoli Tchepiga, un colonel de la GRU. Moins de deux semaines plus tard, Bellingcat identifie Alexandre Petrov sous le nom d'Alexandre Michkine, un médecin de la GRU. Tous deux sont nés en 1979, ont deux enfants chacun, et ont participé récemment au conflit ukrainien aux côtés des séparatistes. Les deux compères ont été aidés par un « troisième homme », le général de la GRU Denis Sergueïev, déjà impliqué dans l'empoisonnement en Bulgarie d'un trafiquant d'armes, Emilian Gebrev, en avril 2015. Ces agents empoisonneurs feraient partie d'une unité spéciale de la GRU portant le numéro 29155, l'une des nombreuses cellules chargées de mener en Europe la fameuse « guerre hybride » de Poutine, mélange d'opérations militaires, de propagande, de désinformation et d'attaques informatiques. Les services secrets

occidentaux avaient commencé à en soupçonner l'existence après l'organisation d'une tentative de putsch pro-russe au Monténégro, en octobre 2016, pour empêcher son entrée dans l'OTAN[18].

Le gouvernement britannique emboîtant le pas aux enquêteurs de Bellingcat, Poutine doit réagir. Ce qui lui arrive n'est après tout pas si exceptionnel : en 1997, le Mossad avait envoyé deux de ses agents assassiner le chef du Hamas Khaled Meshaal. L'opération avait échoué et les deux assassins avaient été capturés. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu avait dû libérer des prisonniers du Hamas et révéler la vérité aux médias… Poutine, lui, continue de faire comme si de rien n'était et choisit la pire des stratégies : passer à un niveau supérieur dans le mensonge. Le 12 septembre, il déclare que Petrov et Bochirov ne sont pas des agents secrets, mais des civils, et leur demande de prouver leur bonne foi.

Dès le lendemain, voici donc nos deux acolytes devant les caméras de RT, clamant leur innocence, jurant sur tout ce qu'il y a de plus sacré qu'ils travaillent dans le monde des produits fitness, qu'ils sont des touristes venus admirer la splendide cathédrale, qu'ils ont dû quitter Salisbury et revenir le lendemain parce qu'il y avait une tempête de neige, qu'ils sont passés près de la maison de Skripal parce qu'elle se trouve près du centre et que la raison pour laquelle ils ont toujours voyagé et dormi ensemble, c'est qu'ils ont leur vie privée, qui ne regarde personne – une référence à leur supposée homosexualité qui ne manque pas de piquant quand on sait qu'ils ont, durant leur séjour, fait appel à des prostituées pour « se détendre ». Devant une performance aussi médiocre, aux mensonges aussi gros qu'une maison, même la rédactrice en chef Margarita Simonian, journaliste qui, comme on le sait, a toujours fait preuve d'une probité exemplaire, ne manque pas d'esquisser un sourire ironique.

Pour trouver des précédents à une opération de désinformation aussi grossière, il faut remonter à la destruction du Boeing de la Malaysia Airlines MH17 abattu par un missile russe au-dessus de la région de

Donetsk en juillet 2014, et, pour l'époque de la guerre froide, à septembre 1983, quand les Soviétiques avaient nié contre l'évidence avoir abattu l'avion coréen KAL-007, avant de soutenir dur comme fer qu'ils avaient été victimes d'une « provocation de la CIA ».

L'opération de « communication » de septembre 2018 est d'autant moins compréhensible que la destruction de l'avion coréen avait résulté d'une tragique erreur de jugement de la part des Soviétiques – et d'abord du pilote de l'avion de chasse, alors que l'assassinat de Skripal a été planifié à l'avance. Si l'on cherche des précédents à des opérations du renseignement russe qui ont mal tourné, avec des agents de la GRU pris la main dans le sac, alors il faut remonter à la première moitié des années 1930. En 1932, cinq agents de la Razvedoupr, l'ancêtre de la GRU, avaient été arrêtés à Vienne ; l'année suivante, de nouvelles arrestations avaient eu lieu en Lettonie, puis en Allemagne, et enfin en France, avec l'interpellation du résident Veniamin Berkovitch et de sa femme, faisant les gros titres des journaux pendant plusieurs mois. La réorganisation des services secrets de l'armée n'avait pas empêché de nouvelles arrestations au Danemark en 1935.

Si l'on cherche maintenant les raisons qui ont poussé le Kremlin à autoriser l'élimination de Skripal, la première qui vient à l'esprit est celle de la tradition qui veut que les « traîtres » *(predateli)* soient immanquablement châtiés. Dès sa création, il a été créé au sein de la GRU une section dédiée, chargée, entre autres, de la « liquidation » des traîtres. Ces opérations ne pouvaient être autorisées que par la direction de la GRU, voire Staline lui-même. Il existait une expression dans le jargon de l'organisation désignant ce genre d'opération : on parlait d'« organiser un mariage ». Le premier « mariage » aurait logiquement dû être organisé pour Gouzenko, mais Staline ordonne de le laisser tranquille : « Le monde entier nous admire pour notre victoire sur Hitler. Que dira-t-on de nous, si nous décidions de liquider Gouzenko ? »[19]

La prudence de Staline en 1945 pourrait expliquer, *a contrario*, les motivations de Poutine en 2018. En 2010, quand Skripal avait été

échangé, Moscou espérait mettre fin à ce qui ressemblait de plus en plus à une « nouvelle guerre froide ». Huit ans plus tard, Poutine n'a plus rien à perdre, si l'on peut dire, d'autant que, comme nous l'avons vu plus haut, les succès des « mariages » sur le sol britannique l'incitent à penser que tout se passera bien, là aussi, et que May, embourbée dans le dossier du Brexit, aura d'autres chats à fouetter que de s'occuper d'une nouvelle « affaire russe ». Bien sûr, Poutine lui-même n'appelle pas au meurtre, du moins ouvertement. La peine de mort n'a jamais été abolie, mais fait l'objet d'un moratoire depuis 1996. Cette année-là, Eltsine promulgue un nouveau Code pénal, où l'article 64 qui établissait la peine capitale pour trahison est remplacé par l'article 275, qui prévoit une peine d'emprisonnement de douze à vingt ans. Alors que la dernière exécution pour espionnage remonte à 1988 (Dimitri Poliakov), les « traîtres », on l'a vu, continuent de disparaître sans laisser de traces lorsqu'ils ont le malheur d'être dénoncés par une taupe comme Robert Hanssen. Surtout, tout est permis à l'étranger. La loi de 2006 qui élargit le champ de compétences du FSB aux pays tiers – officiellement afin de lutter contre le terrorisme, le trafic de drogue et l'évasion fiscale – donne aux services les pleins pouvoirs pour éliminer toute personne jugée nuisible. Cette « vendetta légale » est certainement chère au cœur de Poutine, lui dont le père a travaillé pendant la guerre au sein du Smerch, organisation dont le nom signifie, on s'en souvient, « mort aux espions ».

Il reste quand même une question importante. L'élimination de Skripal avait-elle été décidée dès 2010, lors de son échange ? Si non, pourquoi avoir décidé de le tuer, huit ans plus tard, alors qu'il semble « rangé des voitures », menant une vie de retraité, passant son temps dans les pubs et faisant des barbecues ? Contrairement aux apparences, Skripal n'était pas un retraité comme les autres. En 2011, il s'est rendu aux États-Unis ; en 2012, en république tchèque et en Estonie. En 2017, il passe une semaine en Suisse. Des voyages où il est consulté par les services secrets. Il est possible, sans qu'on en ait la certitude, qu'il ait aussi été l'une des sources de Christopher Steele, un ancien agent du MI6 qui avait rédigé des notes

pour la société Fusion GPS, elle-même mandatée par le parti démocrate, pour enquêter sur l'ingérence russe dans les élections de 2016. Le 17 janvier 2017, Poutine n'avait-il pas dit que les sources du « dossier Steele » étaient « pires que des prostituées » ? Mais le lien entre Skripal et Steele a aussi servi d'argument pour les partisans de la théorie selon laquelle l'ancien agent de la GRU avait été éliminé par les Américains ou les Britanniques.

Skripal collaborait avec l'OTAN, ainsi que plusieurs agences de renseignement en Europe, dont l'ukrainienne, mais aussi en Amérique latine. Ancien attaché militaire de la GRU à Madrid, où il avait été recruté par les Britanniques, il aurait été consulté par les Espagnols sur les opérations de la mafia russe, et en particulier d'un ami de Poutine depuis les années 1990, Nikolaï Patrouchev, devenu patron du FSB, puis membre du Conseil de sécurité, un pilier du système de gouvernance poutinien. Et puis, il y a Poutine lui-même. Dès 1992, celui qui était alors le premier adjoint au maire de Saint-Pétersbourg, en charge des relations avec l'étranger, avait créé une société immobilière, « Le XXe Trust », qui servait à blanchir l'argent sale en Espagne – des dizaines de millions de dollars ! – par le biais d'une trentaine de sociétés-écran. Skripal aurait été le consultant pour l'opération Troïka des services secrets espagnols, qui aurait pris pour cibles deux vieilles connaissances de Poutine, Ilya Traber et Guennadi Petrov, qui se sont réfugiés en Russie.

Quant à la pauvre Ioulia Skripal, elle n'est qu'une victime collatérale ou, pour les plus pessimistes des observateurs, un message envoyé aux futurs « traîtres » : pensez à votre famille, vos proches ne sont pas à l'abri. Dans le cas de Skripal, dont le fils et l'épouse étaient décédés (apparemment de causes naturelles), cela aurait constitué un « nettoyage » complet.

*

* *

Sauf à considérer qu'il visait à créer du *buzz*, à faire parler de la Russie et à effrayer les populations, l'empoisonnement de Skripal est un fiasco dont les services secrets russes auront certainement du mal à se remettre. L'une de ses conséquences est de donner à la communauté internationale, très divisée, l'occasion de s'unir contre un ennemi commun. La Grande-Bretagne entraîne dans son sillage vingt pays qui prennent des mesures drastiques. Cent quarante-neuf « diplomates » russes sont déclarés *persona non grata*, dont soixante rien qu'aux États-Unis, où Trump ordonne de fermer le consulat russe de Seattle. La France renvoie quatre agents de la GRU, à égalité avec l'Allemagne et la Pologne. Parmi eux, le consul russe à Marseille, Alexandre Pouchnine (et pas Pouchkine…), qui avait pour étrange habitude de rendre visite à une communauté hippie installée dans les Alpes-de-Haute-Provence, la coopérative Longo Maï : la DGSI avait découvert qu'il profitait de son avion personnel pour survoler les sites stratégiques de la région. Un autre diplomate expulsé est Valeri Levitski, consul général de la Russie à Strasbourg, actif au Conseil de l'Europe[20]. Les États-Unis adoptent de nouvelles sanctions, renouvelées en août 2019 (sanctions il est vrai très symboliques, qui limitent l'octroi de crédits à la Russie).

L'affaire Skripal contribue à braquer le projecteur sur la GRU, un précédent depuis la défection de Souvorov / Rezoun et la publication de son *Aquarium*. La France n'échappe pas à la règle. En été 2019, le public apprend que Marseille a la réputation d'être un nid des services secrets de l'armée russe, qui s'intéressent notamment à Toulon, site de la première base navale française abritant le porte-avions *Charles-de-Gaulle* et des sous-marins nucléaires d'attaques. L'un des agents les plus actifs de la GRU est alors Sergueï Jeltikov, qui travaille aussi sous couverture consulaire, et qui a servi de relais logistique à Evguéni Serebriakov et Alexeï Morenets, deux des quatre agents de la GRU arrêtés un peu plus tôt à La Haye, après avoir tenté de pénétrer les systèmes de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). Jeltikov leur avait déjà servi de support logistique en mars 2017, lors d'une opération de piratage

informatique de l’Agence mondiale antidopage (AMA). Il était en train de préparer une opération contre le laboratoire fédéral atomique, biologique et chimique de Spiez, au sud de Berne, quand il fut averti de la surveillance et s’éclipsa en toute discrétion.

Une autre conséquence sur laquelle nous savons pour l’instant très peu de choses est l’impact de la bavure sur la réorganisation de la GRU ; on sait que des « têtes ont roulé » – mais quelle incidence cela aura-t-il sur les opérations russes à l’étranger ? Gageons que si arrêt des opérations létales il y a, celui-ci ne sera que temporaire.

Les liaisons dangereuses

« Il existe dans le monde de nombreux régimes autoritaires, mais nulle part les services secrets, hérités du totalitarisme, ne jouent un rôle aussi important que dans la Russie actuelle. » L’auteur de cette sentence est Andreï Illarionov, un économiste qui a conseillé Boris Eltsine puis Vladimir Poutine avant de démissionner avec fracas en 2005 pour dénoncer la montée de l’autoritarisme. Si les données sur les services secrets russes actuels demeurent très lacunaires, bien des arguments peuvent servir d’illustration à la sombre conclusion d’Illarionov[21]. L’importance des services secrets se lit dans les liens « privilégiés » qu’ils entretiennent avec trois formations : l’État poutinien, le crime organisé et la société civile.

Les liens symbiotiques des services secrets russes avec le pouvoir poutinien sont actuellement si prégnants qu’on peut les définir comme un véritable « État dans l’État ». Au sommet de la pyramide, on trouve le FSB. L’organisation a connu sept directeurs depuis sa création, avec une grande stabilité pendant les années Poutine qui est un trait essentiel de sa gouvernance : Patrouchev est demeuré à la tête du FSB de 1999 à 2008, son successeur, Alexandre Bortnikov, est en poste depuis plus de dix ans.

L'assise institutionnelle de l'organisation tend à s'accroître : depuis 2006, Bortnikov dirige également le Comité national antiterroriste (NAK), une structure transversale où le FSB a le beau rôle. Tous deux jouent un rôle important au sein du Conseil de sécurité (organe consultatif qui travaille sous la direction du président russe sur les questions de sécurité).

Patrouchev et Bortnikov sont l'incarnation même des *siloviki*, le clan des « hommes forts ». À l'instar de l'ancien ministre de la Défense Sergueï Ivanov (né en 1953), ami de Vladimir Poutine depuis l'époque où celui-ci travaillait en RDA et qui a lui-même officié au sein du SVR, ils sont les représentants de la « nouvelle noblesse », appellation que Patrouchev assume pleinement. De la même génération que le président russe (ils sont nés tous deux en 1951), ingénieurs de formation, ils ont commencé leur carrière au KGB au milieu des années 1970 et travaillé, un temps, dans la branche du service chargée de Leningrad et de sa région – exactement comme l'actuel chef de l'État.

La subordination du SVR se lit dans le nombre de ses agents. Forte d'environ 20 000 personnes, l'organisation ne pèse pas lourd face aux effectifs autrement plus importants du FSB. Le poids des anciens cadres du KGB n'a cessé de croître au sein du SVR, plus encore qu'au sein du FSB. La carrière de Primakov, le premier directeur du SVR (1991-1996), illustre bien la symbiose entre services secrets et pouvoir politique : après avoir dirigé le service secret, il est nommé ministre des Affaires étrangères (1996-1998), puis Premier ministre (1998-1999). Cette tendance est confirmée et renforcée avec ses deux successeurs, Viatcheslav Troubnikov (1996-2000) et Sergueï Lebedev (2000-2007), tous deux des militaires ayant fait carrière à la PGU du KGB avant de connaître une carrière diplomatique. Il est vrai que le directeur suivant, Mikhaïl Fradkov (2007-2016), fait un peu figure d'exception : ce civil qui n'a jamais été membre du KGB avait occupé le fauteuil de Premier ministre (2004-2007) avant de prendre la tête du SVR. Mais son successeur, Sergueï Narychkine, certes un civil, est lui aussi un ami personnel de Poutine. La subordination du SVR se traduit par exemple dans le soutien de Narychkine à Sergueï

Ivanov, qui occupe alors le poste de chef de l'administration présidentielle, quand ce dernier a l'idée de l'opération « Trump » en 2016.

Comme ne manquent pas de le souligner les agents de la GRU, le renseignement militaire est indépendant du Kremlin et ne doit rendre des comptes qu'au ministère de la Défense. Autrement dit, à la différence du renseignement civil, le militaire obéirait, lui, à des impératifs purement pragmatiques, nullement politiques. Les dirigeants de la GRU seraient choisis pour leur expérience et leur professionnalisme, non pour leur proximité avec le Kremlin. La réalité est tout autre. Sept personnes ont dirigé la GRU depuis la disparition de l'URSS, d'Evguéni Timokhine en 1991-1992 à l'amiral Igor Kostioukov depuis décembre 2018. On sait très peu de choses de ces hommes, sinon que ce sont tous des militaires de carrière issus de la GRU soviétique.

Dans les années 1990, la GRU aurait moins souffert que les autres services de la cure d'amaigrissement qui suit la disparition de l'Union soviétique. Aux yeux de Boris Eltsine, l'institution apparaît plus légitime que le KGB, moins marquée par l'idéologie et les mains moins salies par les violations des droits de l'homme. Tout cela expliquerait que, jusqu'à la fin des années 1990, l'institution ait eu à sa disposition six fois plus d'agents à l'étranger que le SVR, et que ce soit un officier des forces spéciales, responsable de la mort du leader indépendantiste tchétchène Djokhar Doudaev, Valentin Korabelnikov, qui se retrouve à sa tête en 1997. Korabelnikov dirige la GRU pendant douze ans. Il est l'un des cadres eltsiniens qui restent le plus longtemps en place au cours de la période poutinienne ; une marque de confiance, mais aussi de prudence d'un Poutine qui ne fait pas des réformes militaires une priorité au cours de ses deux premiers mandats. Ces réformes sont pourtant nécessaires : l'armée russe est alors en piteux état. Il faut attendre le début de la « nouvelle guerre froide » et, surtout, la guerre contre la Géorgie, en août 2008, qui finit de révéler de nombreuses carences dans l'armée et le renseignement militaire, pour qu'on s'achemine vers une mainmise définitive du politique sur le militaire. Entré en conflit avec son ministre

de tutelle sur la nature des réformes, qui risquent de faire perdre à la GRU son indépendance, Korabelnikov est poussé vers la porte de sortie. En 2009, il est remplacé par Alexandre Chliakhtourov, un homme beaucoup plus docile qui rend possible la réforme tant attendue de la GRU, qui a une portée très symbolique : la GRU est rebaptisée en simple GU (Direction principale), perdant donc la lettre « r » dans le nom de leur institution qui est quand même l'initiale de « renseignement » ! Pas étonnant que les hommes de l'organisation le vivent comme une punition, craignant une fusion avec le SVR et, donc, la matérialisation de la subordination au politique.

Ces rumeurs sont démenties, mais les craintes ne sont pas pour autant dissipées. Elles se nourrissent, en particulier, de la nomination à la tête de la Défense, en 2012, de Sergueï Choïgou, un ami de Poutine avec lequel il partage une certaine nostalgie de la grande puissance soviétique. Les années Choïgou correspondent à un nouvel âge d'or des forces armées russes. Depuis la pluie de sanctions occidentales, Vladimir Poutine tend de plus en plus à voir son pays comme une « forteresse assiégée » ; il consulte régulièrement ses services secrets et, spécialement, les militaires, qui sont systématiquement conviés aux réunions du Conseil de sécurité. La GRU est mise à contribution dans des opérations plus ou moins secrètes : outre l'opération « Trump » dont il a été question plus haut, la GRU qui a participé à l'annexion de la Crimée, s'implique désormais dans le soutien aux rebelles est-ukrainiens, puis intervient en Syrie pour sauver le régime de Bachar el-Assad. C'est pour remercier les hommes de la GRU de leurs efforts que Vladimir Poutine propose, lors de son discours à la commémoration du centenaire de l'organisation, le 2 novembre 2018, de lui redonner officiellement son nom d'origine, une manière comme une autre de panser les plaies d'une structure malmenée depuis plusieurs mois par les médias occidentaux.

*

*   *

Le jeudi 6 juin 2019, Ivan Golounov, un journaliste de trente-six ans, est interpellé dans la rue par la police moscovite qui découvre dans son sac six grammes de méphédrone, un stimulant au croisement de l'ecstasy et de l'amphétamine, interdit à la vente. Après perquisition de son domicile, la police prétend y avoir découvert cinq grammes de cocaïne et du matériel de dealer. Le 7 juin, les photos compromettantes sont publiées sur le site du ministère de l'Intérieur, le MVD. Le lendemain, Golounov est inculpé et encourt jusqu'à vingt ans de prison. Pendant sa garde à vue, il est passé à tabac. Souffrant de contusions et de traumatisme crânien, il est envoyé à l'hôpital, puis devant le juge, qui l'assigne à résidence. Dans la soirée, l'information de son arrestation se répand dans les médias, provoquant une vague d'indignation nationale, puis internationale.

Golounov est un journaliste d'investigation pour le site Meduza, basé en Lettonie, qui se spécialise dans les affaires de corruption de la mairie de Moscou. Ses enquêtes ont déjà mis à mal plusieurs hauts fonctionnaires de l'hôtel de ville, dont Piotr Birioukov, adjoint au maire Sergueï Sobianine, dont la famille mène un train de vie ne correspondant pas à ses revenus. Golounov a également dénoncé des pratiques plus que douteuses dans l'attribution des marchés et l'achat de matériaux de construction. Au moment de son arrestation, il termine une enquête portant sur la « mafia des funérailles », plusieurs sociétés spécialisées dans les cérémonies d'adieu aux défunts, dont « Rituel », accréditée par la mairie de Moscou, connue depuis longtemps pour des pratiques d'extorsion – un héritage des « années folles », les années 1990.

Golounov montre que la « mafia des obsèques » de Moscou est « couverte » par le FSB local, le général Alexeï Dorofeev et son adjoint, le colonel Marat Medoev. Chez les Medoev, on est tchékiste de père en fils : Medoev père, Igor, a fait l'acquisition en 2016 d'un appartement de deux cents mètres carrés dans l'un des quartiers les plus prestigieux de la capitale, le « quartier italien » : un mètre carré y vaut plus d'un million de roubles, soit 14 200 euros, une cote supérieure à celle du 7e arrondissement de Paris. Cet appartement luxueux vient s'ajouter à

trois autres propriétés, dont un duplex pourvu d'un bâtiment annexe, que Medoev loue… au Service des routes de la mairie de Moscou pour un revenu substantiel – deux millions de roubles par mois. Comment Medoev a-t-il réussi à se trouver un locataire aussi généreux ? L'une de ses filles, Maïa, est mariée à un certain Piotr Ovsiannikov, important employé à la mairie de Moscou. Ovsiannikov joue l'intermédiaire auprès de Sobianine, le maire de la ville, pour que Medoev devienne sa *krycha*, sa protection au FSB[22].

Avec chaque nouvelle enquête, Golounov se fait des amis, mais surtout de puissants ennemis. Avec l'investigation sur la « mafia des funérailles », il marche sur beaucoup de pieds. Certains décident alors de s'en débarrasser, en forgeant du *kompromat*, dans la plus pure tradition russe. Les ficelles de l'opération sont pourtant très grosses. Comme le montrera l'expertise médicale, le journaliste n'est pas coupable. Huit des neuf photos publiées sur le site du MVD ont été prises dans un autre appartement, ce que le ministère finit lui-même par admettre, le dos au mur, en parlant d'« erreurs ».

Le 11 juin, après plusieurs manifestations pour sa libération, et une campagne de presse menée par les trois plus grands journaux du pays, *Kommersant*, *Vedomosti* et *RBK* (inspirée par le slogan « Je suis Charlie »), Golounov est libéré. Quelques jours plus tard, le ministre de l'Intérieur Vladimir Kolokoltsev met à pied plusieurs officiers de police, dont deux généraux. Évidemment, Medoev n'est pas inquiété. Le 1er juillet, les médias indépendants publient l'enquête de Golounov sur « la mafia des obsèques ». Le FSB voulait faire de Golounov un criminel, ils en font un héros.

Même si certains spécialistes doutent du fait que Poutine lui-même ait été à l'origine de cette affaire, pensent plutôt qu'il a été « débordé » par sa base et que, comme avec l'empoisonnement de Skripal, il a été contraint d'intervenir pour tenter de réparer les dégâts[23], tout en se faisant passer pour « un bon tsar », sa connivence ne fait aucun doute. Pour Poutine, l'arrestation de Golounov, comme l'empoisonnement de Skripal, ou la

mort de Magnitski en prison, en 2009, arrive au mauvais moment. Les médias boudent le Forum économique international de Saint-Pétersbourg, alors que le président russe, qui y rencontre son homologue Xi Jinping, voulait en faire l'événement principal de l'actualité.

L'affaire Golounov est une illustration parmi des milliers d'autres, chaque année, de la symbiose entre pouvoir, renseignement et crime organisé en Russie[24]. Ce phénomène n'est évidemment pas propre à la Russie poutinienne, ou aux dictatures, comme le prouve le scandale de l'Irangate aux États-Unis à l'époque de Reagan. De plus, comme le rappelle utilement Jean-François Gayraud, « les grands acteurs criminels ont toujours été des acteurs politiques », et la criminalité organisée est « l'un des moteurs les plus actifs » de la mondialisation[25]. On peut tracer un parallèle entre l'intégration de la Russie au système-monde, dont les prémisses datent de Khrouchtchev, et qui connaît une percée sous Brejnev, dans les années 1970, et le développement des structures criminelles en symbiose avec le politique. Cette symbiose est alors facilitée par le modèle politique soviétique, totalitaire, favorisant le patronage (et son versant clientéliste), ainsi que la spécificité russe en matière de ressources (en particulier des hydrocarbures), favorisant la prédation. Cette fusion qui bénéficie, hier comme aujourd'hui, d'un climat favorable – le fameux sentiment d'impunité – se manifeste dans plusieurs domaines, non exclusifs, qui se chevauchent : la corruption, le blanchiment d'argent, les trafics illicites (de drogue notamment) et la persécution des opposants.

Les faits de corruption au sein des services secrets sont innombrables. Patrouchev fait en 2014 l'objet d'une enquête de la part du Fonds de lutte anticorruption (FBK) d'Alexeï Navalny, qui révèle que son épouse, Elena Patroucheva, sans profession déclarée, est propriétaire de plusieurs biens immobiliers d'une valeur supérieure à un milliard de roubles. C'est justement pour tenter de prévenir tout scandale lié à leur fortune mal acquise que les patrons des services secrets ont poussé leur descendance à se lancer dans la finance et à y effectuer, probablement avec l'aide paternelle, des carrières fulgurantes. Le fils aîné de Patrouchev, Dimitri

(né en 1977), a travaillé au sein de la Banque de Commerce extérieur (Vnechtorgbank ou VTB), la deuxième plus grande banque du pays, avant de prendre la tête, en 2010, de la Banque agricole de Russie (Rosselkhozbank). Le fils de Bortnikov, Denis (né en 1974), occupe depuis 2017 une position élevée au sein de la VTB.

Ces revenus « licites » de Patrouchev et d'autres amis / clients de Poutine ne constitueraient que la partie émergée de l'iceberg. Artem Krouglov, spécialiste des liens entre mafias et élites en Russie, invoque le concept d'*obchtchak*, tontine ou caisse commune du crime organisé russe, réceptacle des fonds occultes. Krouglov en distingue deux principales : celle de Poutine et de son entourage proche, par exemple des frères Rotenberg, Arkadi et Boris, les hommes d'affaires les plus influents de Russie. On y trouve aussi la coopérative *Ozero* (« lac » en russe) fondée en 1996 par Poutine et ses amis, tous actionnaires de la banque « Rossia » : *Ozero* aurait été une formidable machine à pomper les revenus de grandes sociétés russes, dont notamment Gazprom. La deuxième caisse commune, avance Krouglov, est celle de Patrouchev, qui recueille les fonds de divers trafics, dont celui de la drogue, et des « taxes » prélevées sur les organisations criminelles[26].

L'expérience acquise par les services secrets dans ces sphères remonte encore une fois à l'époque de la guerre froide. Si l'on prend l'exemple du trafic d'armes, il existe un précédent connu de la collaboration de la GRU avec le célèbre trafiquant d'armes Monser al-Kassar, l'un des intermédiaires soviétiques auprès des Palestiniens. Il est donc permis de supposer que quand Vladimir Poutine commence à travailler à la mairie de Saint-Pétersbourg, il n'est pas un vrai « novitchok », un amateur, mais un initié, ce qui expliquerait qu'il ait réussi, au cours des années 1990, les années « folles » comme les appellent les Russes, à surpasser Pierre le Grand, en ouvrant une fenêtre non seulement sur l'Europe, mais aussi sur l'Amérique latine : à partir de 1992, le cartel colombien de Cali fait transiter une partie de sa cocaïne par le port de Saint-Pétersbourg, avec l'appui logistique de groupes mafieux, mais aussi d'anciens tchékistes.

Pour blanchir l’argent de la drogue, les Colombiens créent de nombreuses sociétés de par le monde. En Russie, ce sera la SPAG, une « société immobilière et d’investissement » immatriculée en Allemagne qui bénéficie de l’expertise de Rudolf Ritter, alias « Rudi », grand connaisseur des paradis fiscaux qui se trouve être le frère du ministre des Finances du Liechtenstein. L’affaire de la SPAG n’est qu’un montage financier parmi d’autres qui enrichit Poutine et son entourage à cette époque. L’un des plus lucratifs est celui qui lui a permis d’empocher des sommes astronomiques dans l’opération « pétrole contre nourriture » qui se déroule en Russie au cours de l’hiver 1991-1992. Comme d’autres grandes villes Saint-Pétersbourg est alors au bord de la famine. En décembre 1991, le gouvernement russe autorise le troc d’une certaine quantité de matières premières contre de l’approvisionnement. Contournant les procédures normales, Poutine signe des accords avec des sociétés-écrans qui lui permettent de vendre (et non plus simplement d’échanger) près de 100 000 tonnes de produits pétroliers et autres matières premières, sans qu’aucun produit n’arrive dans les magasins de la ville.

La SPAG est dissoute en 2000 après l’arrestation de Ritter (qui sera blanchi par un tribunal du Liechtenstein). Mais les activités illicites se poursuivent de plus belle. On en citera simplement deux exemples. En décembre 2016, l’ambassadeur russe à Buenos Aires, Viktor Koronelli, découvre douze valises contenant 400 kg de cocaïne dans l’enceinte de l’école rattachée à l’ambassade. L’affaire est mise sous le boisseau pendant que les services secrets argentins et russes collaborent pour arrêter les coupables, ce qui est apparemment chose faite à la fin février 2018. L’enquête qui est alors révélée au public ne répond pourtant pas à des questions essentielles : comment les trafiquants ont pu avoir accès à l’école, et surtout, comment l’avion officiel de Patrouchev a pu être utilisé pour transporter la drogue en Russie…

Comme si cela ne suffisait pas, au même moment, le journal danois *Berlingske* révèle que le cousin de Poutine, Igor, ainsi que plusieurs officiers hauts gradés du FSB ont tenté (et réussi) à blanchir des millions

de dollars en passant par la branche estonienne de Danske Bank. L’affaire est déjà ancienne : c’est en décembre 2013 que la maison-mère de la Danske Bank a reçu l’information par un de ses employés, l’alertant sur les mouvements de capitaux suspects de Lantana Trade LLP, une entreprise basée en Angleterre, mais ce n’est qu’en 2017 que ses dirigeants décident de lancer l’enquête. À l’heure où j’écris ces lignes, les principaux responsables, eux, courent toujours…

*
*   *

Le 20 décembre 2017, Maria Alekhina et Olga Borissova, deux membres des Pussy Riot, déroulent une banderole devant la porte de la Loubianka, le Q.G. du FSB, sur laquelle on peut lire, en référence à la « journée du tchékiste » : « Bon anniversaire, bouchers ! » Une minute plus tard arrivent des hommes en civil. Borissova réussit à s’éclipser discrètement, tandis que sa comparse est interpellée. « Vos parents ont été victimes de répressions [*repressii*, terme utilisé pour l’époque de Staline] ou quoi ? » l’interroge un agent du FSB, très nerveux, avant de la confier aux policiers qui l’emmènent au poste. La réplique en dit long sur la méconnaissance, assumée, de leur héritage criminel par les hommes des services secrets – les seuls « crimes » avouables étant ceux commis à l’époque stalinienne, et encore, par une petite partie des agents secrets, en aucun cas par la majorité, et en aucun cas au cours des époques suivantes.

Le lendemain, Alekhina est jugée en comparution immédiate pour violation de l’article du Code des délits administratifs portant sur la « participation à une manifestation non autorisée ayant entravé l’accès à des infrastructures de transport ou à destination sociale ». Elle risque une amende pouvant aller jusqu’à 20 000 roubles, cent heures de « travail d’intérêt général » et même un mandat de dépôt de quinze jours. Le 21 décembre, elle se voit notifier une peine de quarante heures de travaux d’intérêt général.

La justice russe a été clémente. L'action d'Alekhina n'est pas comparable à l'opération coup de poing à la cathédrale du Christ Sauveur en février 2012, un blasphème non seulement pour l'Église orthodoxe, mais aussi pour les autorités, qui avait valu deux ans d'emprisonnement à deux des participantes. Dans le même temps, on peut bien se demander en quoi la protestation d'Alekhina a pu « entraver » quoi que ce soit, n'ayant duré qu'une minute, et l'entrée principale du FSB n'étant qu'une parmi d'autres. Sa condamnation, aussi symbolique puisse-elle paraître, témoigne de la tendance à criminaliser la défiance à l'égard de l'histoire officielle, en l'occurrence de la « mémoire tchékiste ».

La sentence devient moins symbolique en juillet 2018, quand Alekhina est à nouveau condamnée, cette fois à une amende de 400 000 roubles (5 600 euros, une somme colossale pour beaucoup de Russes) pour avoir refusé de faire ses heures d'intérêt général. Entre temps, le 16 avril, Alekhina s'est encore retrouvée dans le collimateur du FSB après sa participation à un meeting devant la Loubianka contre le blocage de Telegram, une application qui échappe au contrôle de l'œil de plus en plus attentif du Kremlin. Cet épisode révèle une autre dimension du rapport du FSB à la société russe, la volonté de la surveiller pour la purger de la fameuse « cinquième colonne », les « ennemis de l'intérieur » qui préparent la défaite de la Russie devant l'ennemi.

Nostalgie d'un âge d'or, glorification du passé tchékiste et répression de ceux qui rejettent les héros tchékistes du côté des antihéros : ces trois dimensions de la politique mémorielle du Kremlin sont à l'œuvre depuis longtemps en Russie, bien avant l'avènement de Vladimir Poutine et s'inscrivent dans un vaste projet de réécriture de l'histoire à destination des jeunes (une tendance dont la Russie n'a absolument pas le monopole par ailleurs…). Le culte des héros tchékistes émerge à l'époque d'Eltsine : c'est le premier président de la Fédération de Russie qui instaure officiellement, en 1995, la « journée de l'employé des organes de sécurité », le 20 décembre, jusqu'ici connu officieusement comme « la journée du tchékiste » ; c'est en 1999 que le titre de Héros de la

Fédération de Russie (la plus haute distinction honorifique du pays) est ainsi décerné, à titre posthume, à Ian Tcherniak, Arthur Adams et George Koval, des espions de la GRU qui ont permis à l'URSS d'obtenir les secrets de la bombe atomique dans les années 1940.

Mais c'est avec Poutine, formé dans le moule des services secrets, que le ces tendances prennent, surtout depuis l'opération « Crimée » de 2014[27], une importance sans précédent depuis l'époque Brejnev-Andropov. Comme l'écrit Françoise Thom : « Cet homme […] est incapable de percevoir le monde autrement que comme un rapport de force et ses relations avec autrui autrement que comme des opérations de manipulation, de séduction, de contrôle, de soumission et d'humiliation »[28].

Parmi les nombreux projets de Vladimir Poutine pour la Russie, il en est un qui est particulièrement important : celui de réconcilier les Russes avec leur passé. Un peuple continuellement divisé sur la question de son héritage est un peuple fragile, privé d'identité stable, susceptible d'être influencé par l'adversaire. C'est un peuple dangereux pour le régime, qui au lieu de le soutenir et de le renforcer, le critique et l'affaiblit. La réconciliation doit d'abord être lexicale. Le premier des mots qui doivent être réhabilités est « tchékiste », en usage parmi les agents russes aujourd'hui. Dans une interview de 2017, Alexandre Bortnikov, l'actuel directeur du FSB, affirmait que « rejeter le terme de "tchékiste" revient à effacer la trace des générations précédentes ». Dans le même ordre d'idée, on comprend bien la frustration des agents du renseignement militaire, après la transformation de la GRU en GU, vécue comme une véritable castration : « La GRU, c'était une marque déposée, crainte et respectée dans le monde entier… Partout, on continue de nous qualifier de *guéréouchniki* [agents de la GRU], et nous en sommes fiers », fanfaronnait dans une interview de 2016 l'un de leurs officiers.

Après les mots, les modèles. Le « culte des héros » puise principalement au sein de trois générations d'agents : ceux de l'époque de Felix Dzerjinski, dont la propagande du Kremlin fait des pionniers qui ont

sauvé la jeune république soviétique ; les agents de la Grande Guerre patriotique, les héros de l'ombre qui ont contribué à la victoire sur l'envahisseur hitlérien ; et les agents d'Andropov, la fine fleur du KGB qui a défendu le pays contre les opérations de guerre froide et a permis à l'URSS d'atteindre son apogée.

Cette dernière génération a les faveurs de Poutine, après tout, c'est dans les années 1970 qu'il a appris les rudiments de l'espionnage. Et puis, parce qu'il nourrit très probablement un fort complexe d'infériorité – il sait bien qu'il n'a jamais été un « James Bond », mais un « tchékiste de bureau » : après tout, ses collègues ne l'ont pas affublé du surnom de « mite pâle » pour rien ! –, le président russe voudrait désormais ressembler à son idole – Andropov.

Poutine est cependant plus un « consommateur » qu'un « producteur » de mythologies thékistes. Ce sont les autres, les *siloviki*, qui jouent sur sa corde sensible d'ancien guébiste. Ainsi, on reconnaît dans Patrouchev, un natif de Leningrad, ancien ingénieur de la marine, le principal artisan du culte d'Andropov. Pour Patrouchev, ériger ce dernier en modèle, c'est d'abord se poser en héritier : Andropov n'avait-il pas entamé sa carrière dans la république de Carélie, et Patrouchev n'a-t-il pas dirigé le FSB dans la république du même nom ? Cet héritage assumé et amplifié est également destiné à souligner que la transition d'Andropov du poste de directeur du KGB à celui de secrétaire général, à la mort de Brejnev, était non seulement naturelle, mais aussi bonne pour le pays, et que ce précédent doit inspirer la direction actuelle.

De fait, si la politique de construction mémorielle des tchékistes répond à une véritable nostalgie et à un besoin de reconnaissance sociale, elle est aussi pleine d'arrière-pensées. Le culte d'Andropov cimente les positions de Patrouchev qui gagne en influence avec les années, au point de devenir, depuis l'annexion de la Crimée, l'un des principaux idéologues du Kremlin à son poste de secrétaire du Conseil de sécurité. Quand Bortnikov évoque, dans son interview de 2017 citée précédemment, des agents qui ont réduit à néant « l'influence néfaste des oligarques » – des

« ennemis de l'intérieur » qui auraient cherché à piller la Russie, on peut évidemment y lire une forme d'autopromotion.

La carrière de Sergueï Narychkine, l'actuel dirigeant du SVR, est de ce point de vue emblématique. Entre 2009 et 2012, celui qui connaît Poutine depuis l'école du KGB a présidé la « Commission pour la lutte contre les tentatives visant à falsifier l'histoire de la Russie pour nuire à ses intérêts » (*sic*), un organe qui a marqué une étape dans le processus de réhabilitation des périodes les plus sombres de l'histoire russe. Après la dissolution de la Commission, Narychkine devient directeur de la Société d'histoire de Russie, réincarnation d'une institution ayant existé à l'époque impériale et qui se fixe pour objectif d'étudier l'histoire russe « de manière objective et honnête ». Ces deux étapes préparent sa nomination à la tête du SVR.

Quels sont les vecteurs utilisés pour diffuser les « lieux de mémoire » tchékistes ? Les exemples sont nombreux, trop nombreux pour être tous évoqués ici. J'ai mentionné dans l'introduction le cas des biographies d'agents publiées en Russie, le plus souvent des hagiographies. Il a été question plus haut de la commémoration du 20 décembre, à laquelle il faut ajouter celle du 5 novembre, la « journée de l'agent secret de l'armée », instaurée en octobre 2000, après l'élection de Poutine donc. Il existe aussi des séminaires dans les universités, comme ceux spécialement créés à l'occasion du centenaire de la Tchéka en 2018, à la MGU. La propagande se diffuse de manière plus insidieuse, y compris dans les régions, comme à Vladimir, où presque chaque année, depuis 2013, les abris bus de la ville se couvrent d'affiches à la gloire des tchékistes locaux, une campagne financée par le musée local du FSB. Parmi les personnages glorifiés, Iakov Iédounov, un officier du Smerch qui a combattu activement les nationalistes ukrainiens en 1943-1945. Ce choix n'est évidemment pas anodin : une « guerre mémorielle » bat alors son plein entre Kiev et Moscou. De fait, on ignore tout des activités de Iédounov avant et après la guerre.

Ces « lieux de mémoire » sont-ils plus propices aux conflits des tchékistes avec la société, comme l'illustre l'affaire Alekhina, ou au contraire, à l'apaisement des tensions sociales qui, on le sait, sont nombreuses depuis la crise de 2008 et la multiplication des sanctions antirusses ? Juger du succès de la propagande tchékiste sur les esprits est compliqué, comme c'est le cas avec toute propagande d'ailleurs. Les sondages d'opinion peuvent constituer un indice, très imparfait, mais suffisamment révélateur. En 2012, quand est promulguée la loi sur les « agents de l'étranger », la population russe l'approuve dans sa majorité. À la question de définir l'expression « agent de l'étranger », la majorité des sondés y voit des espions, des agents des services du renseignement étranger, des « illégaux » et des « ennemis de l'intérieur », une explicitation qui ne figure pourtant pas dans le texte de loi. Cette perception est corrélée avec l'attitude négative généralement observée envers les États-Unis, l'OTAN et, il faut le souligner, le capitalisme[29]. Les sondages donnent des résultats similaires en 2015, lors du vote de la loi sur les « organisations indésirables », qui cible les ONG. De ce point de vue, les tchékistes travaillent certainement en terrain conquis, l'habitude de voir dans l'Occident le bouc émissaire des problèmes russes est bien ancrée dans les mentalités.

Face au tir de barrage du FSB, et dans une moindre mesure de la GRU, que peut bien faire un petit groupe de courageux, les Alekhina et *cie* ? Un beau symbole de ce combat inégal est le *solovietski kamen'*, la pierre de l'archipel des Solovki, situé au milieu de la mer Blanche, à 160 kilomètres du cercle polaire, haut lieu de la mémoire dissidente où fut ouvert en 1923 le SLON, laboratoire du futur Goulag. L'énorme galet est installé le 30 octobre 1990 place de la Loubianka, face au KGB et à la statue de Dzerjinski, à l'instigation de l'organisation Memorial, avec la bénédiction des autorités de la capitale, le Soviet de Moscou. Seize ans plus tôt, les dissidents Andreï Sakharov et Sergueï Kovalev, respectivement futurs premier et deuxième président de Memorial,

avaient lancé l'idée de faire du 30 octobre la « journée des détenus politiques ».

Le 30 octobre avait été conçu comme un « anti-7 novembre », journée de commémoration de la « Glorieuse Révolution socialiste ». Le nouveau pouvoir russe joue le jeu. En 1991, peu de temps avant la disparition de l'URSS, la journée est officiellement inscrite dans le calendrier des fêtes d'État. Après 1995, elle devient un « anti-jour du tchékiste ». Au cours des années Poutine, la pierre des îles Solovki devient un lieu de rassemblement de l'opposition. Le 29 octobre, Memorial y organise une manifestation intitulée « Le retour des noms » : les descendants des victimes de la Grande Terreur, parfois de très jeunes enfants, égrènent, les uns après les autres, les noms de leurs parents disparus. Des cérémonies similaires se déroulent dans trente-sept autres villes, dont Saint-Pétersbourg, où l'on se réunit aussi autour d'une autre pierre ramenée des Solovki. Les gens qui viennent s'y recueillir sont cependant bien moins nombreux que dans les années 1990 : le 30 décembre 2016, à Saint-Pétersbourg, on compte seulement cinquante personnes. Sans doute, Moscou et ses milliers de participants font comme toujours figure d'exceptions, perdues dans un océan d'indifférence ou d'hostilité sourde. Mais même là, rien n'est simple. En octobre 2018, la mairie de la capitale tente, au dernier moment, de faire déplacer la cérémonie de commémoration, au prétexte que des travaux se déroulent à proximité : une tentative qui n'aboutit pas, mais qui doit être vue comme un avertissement. Le succès déclinant de ces manifestations trouve son pendant dans les sondages, où l'on voit, chaque année, Staline retrouver de sa superbe[30]. Il s'explique sans doute surtout par le succès des tchékistes et de leurs alliés du ministère de la Culture à occuper un autre terrain, celui de l'imaginaire.

---

1. Earley : 332. Tretiakov décède en juin 2010 aux États-Unis, étouffé par un morceau de viande. La coïncidence entre sa mort et l'arrestation des illégaux russes (voir ci-après « Les

rousses attaquent ») a inévitablement fait penser à une opération de représailles.

2. Propos tenus à Iaroslavl, le 1er septembre 2017, au cours de la « journée du savoir » (qui est aussi le jour de la rentrée des classes), ayant comme thème cette année « La Russie va vers l'avenir ». Poutine réagit après que des lycéens ont présenté un projet de recherche sur l'intelligence artificielle.

3. Pour le contexte général en Russie au cours des années 2010-2016, je renvoie à mon ouvrage *Russie, réformes et dictatures*. Sur l'exposition, voir Isabelle Mandraud, « En Russie, des espions érigés en icônes », *Le Monde*, 27 février 2018.

4. Shaun Walker, « The Day we discovered our parents were Russian spies », *The Guardian*, 7 mai 2016.

5. Interview au *Daily Telegraph*, 14 juillet 2010.

6. Entretien avec l'historien Nikita Petrov, spécialiste du stalinisme, à l'organisation Memorial (Moscou), le 1er juillet 2010.

7. Les journalistes français, ignorant le russe, reprennent la transcription américaine de son nom : « Butina », ce qui fournit évidemment le prétexte à diverses plaisanteries. Qu'on se le dise : la lettre russe « y » se transcrit « ou ».

8. Je m'inspire ici de l'ouvrage d'Edward J. Epstein, cité en bibliographie, ainsi que des articles suivants : « The painful truth about Snowden », 19 juillet 2015, publié sur le site XX Committee ; et John R. Schindler, « The real Russian mole inside NSA », *Observer*, 23 août 2016.

9. Aaron Blake, « Congressman recalls drunken arm-wrestling with Putin », *Washington Post*, 13 septembre 2013.

10. Paul Ratner, « 34 years ago, a KGB defector chillingly predicted modern America », *Bigthink*, 18 juillet 2018. L'officier du KGB en question est Iouri Bezmenov, transfuge au Canada en 1970. Voir aussi Mark Kramer, « The Soviet roots of meddling in U.S. politics », *Ponars Eurasia*, janvier 2017.

11. Jan M. Lodal, « Brezhnev's secret pledge to 'do everything we can' to reelect Gerald Ford », *The Atlantic*, 26 juin 2017.

12. Peter Robinson, « Ted Kennedy's Soviet gambit », *Forbes*, 28 août 2009. Cette note a été révélée par Tim Sebastian dans le *Times* en 1992. Paul Kengor l'a publié en 2006 dans son livre *The Crusader: Ronald Reagan and the fall of communism*.

13. Andreï Kozovoï, « L'enfance au service de la guerre froide ? Août 1983, le voyage de Samantha Smith en URSS », *Vingtième Siècle*, 2008.

14. Alan McDuffee, « There was a Russian spy in the FBI for 15 years, and even he warned of election tampering », *Timeline*, 26 mai 2017.

15. Elena Nakashima, « U.S. Cyber Command operation disrupted Internet access of Russian troll factory on day of 2018 midterms », *The Washington Post*, 27 février 2019.

16. Ici et plus loin, ma source principale est Heidi Blake, *From Russia with Blood. The Kremlin's Ruthless Assassination Program and Vladimir Putin's Secret War on the West* (Mulholland books, 2019).

17. Dans une interview à *The Bell* le 20 mars 2018, Ouglev affirme que le nom « Novitchok », dont la paternité revient à Kirpitchev, a été inventé par Mirzayanov, il n'aurait jamais été utilisé par le laboratoire. Un premier agent, liquide, aurait été synthétisé en 1972, le deuxième en 1976 et un quatrième, le seul sous forme de poudre, au début des années 1980. Ouglev prétend également que les Soviétiques n'ont jamais réussi à en faire une arme binaire (arme formée de deux composants moins toxiques qui, une fois mélangés, formeraient l'agent en question).

18. Jean-Baptiste Chastand, « Affaire Skripal : une nouvelle victime d'un empoisonnement en Bulgarie ? », *Le Monde*, 15 février 2019. Michael Schwartz, « Top Secret Russian unit seeks to destabilize Europe, security officials say », *The New York Times*, 8 octobre 2019.

19. Cité dans les Mémoires de Milchteïn (voir la bibliographie).

20. Voir les articles de Jacques Follorou dans *Le Monde* de juin 2019 : « Un nouvel espion russe identifié en France » ; et « L'espion russe du Conseil de l'Europe ».

21. « Poutine en Brejnev », interview du 6 octobre 2017 à Radio Liberté. Ici et plus loin, je me base sur mon article « Vladimir Poutine et ses services secrets », *Politique internationale*, n°159, 2018, p. 159-175.

22. Voir l'enquête du Fonds de lutte anticorruption (FBK) de Navalny publiée le 11 juin 2019 : https://fbk.info/blog/post/505/.

23. Sur « Poutine débordé », voir Mark Galeotti, « The West thinks Putin's is Russia's spymaster. But are the spies controlling him? », *The Guardian*, 20 juin 2019. Voir aussi ses ouvrages *The vory: Russia's Super Mafia* (Yale University Press, 2018) et *We Need to Talk About Putin: how the West Gets Him Wrong* (Ebury Press, 2019).

24. Certains, non sans humour noir, y voient un progrès de la « justice » russe : après tout, Golounov n'a pas (encore) été assassiné. Sans doute, faudrait-il aussi souligner la vigueur persistante de la société civile.

25. Jean-François Gayraud, *Théorie des hybrides. Terrorisme et crime organisé*, Paris, CNRS éditions, 2017, p. 54-55.

26. Interview de Krouglov sur Radio Liberté, 6 octobre 2018. Pour le développement qui suit, je m'inspire aussi des thèses du journaliste allemand Jürgen Roth, de l'ancien officier du FSB Alexandre Litvinenko, et de l'ouvrage de Joseph Douglass, *Red cocaine. The drugging of America and the West* (sorti en 1999, le livre est basé sur le témoignage de Jan Sejna, ancien général tchécoslovaque passé à l'Ouest).

27. Sur le rôle des services secrets dans l'annexion de la Crimée, voir mon livre *Russie, réformes et dictatures*, p. 564 *sqq*.

28. Françoise Thom, *Comprendre le poutinisme*, Paris, Desclée de Brouwer, 2018, p. 64.

29. Sondage du centre Levada du 22 octobre 2012.

30. En mars 2019, 70 % des personnes interrogées par le centre Levada estiment que Staline a joué un rôle positif à la tête du pays, et 48 % considèrent les répressions comme justifiées « dans une certaine mesure » ou « totalement » (45 % disent qu'elles ne peuvent être justifiées). Seulement 14 % des sondés se disent hostiles au dirigeant.

Chapitre XIII

Des espion(ne)s dans les têtes

*J'ai écrit ce roman [*L'Espion qui venait du froid*] pendant les journées les plus sombres de la guerre froide, quelques mois après la construction du mur de Berlin. Sans doute, le lecteur soviétique sera rassuré de savoir qu'en dépit de tous nos problèmes, cette époque est à jamais révolue.*

John Le Carré[1]

Cela m'amuse de voir dans les films de James Bond des généraux aux dents d'acier, barbus et avides de vodka. Je l'ai dit aux cinéastes britanniques : les Russes ne sont pas comme ça ! Ils me répondent : et alors, les Russes ne regardent pas nos films, nous travaillons pour les États-Unis.

Oleg Gordievsky[2]

Au commencement était l'espion

L'intérêt toujours renouvelé pour l'espionnage, et l'espionnage russe en particulier, est solidement ancré dans notre culture. Au cœur du sujet, la représentation de l'espion est tributaire d'une curiosité presque nécessaire, liée à notre désir de comprendre le monde qui nous entoure. Comme l'écrit l'anthropologue Alain Dewerpe, « l'espion est celui qui

découvre des secrets : il est en cela l'agent de la révélation, apte à nous permettre de comprendre tant ce qui, dans la sphère politique contemporaine, doit être mis au secret et les moyens utilisés afin d'organiser cette mise en réserve, que ce qui peut être dévoilé et les conditions dans lesquelles opère cette subversion[3] ».

Cette curiosité est aussi ancienne que l'histoire de l'humanité, et l'on comprend qu'elle puisse être à l'origine de notre patrimoine culturel, aux origines (forcément) extra-européennes. Un patrimoine riche en personnages de l'univers du renseignement – le recruté, la taupe, l'hirondelle ou l'agent double. Le tout participe d'une « culture de l'intrigue » qui atteint des sommets au cours de la guerre froide, à la faveur d'un renforcement sans précédent des activités d'espionnage. La fiction se nourrissant de la réalité, l'inflation de l'une ne peut que se répercuter sur l'autre[4].

Parmi les sources littéraires les plus anciennes, la Bible est une étape obligée. Dans l'Ancien Testament, la première référence se trouve dans la Genèse. Joseph, fils de Jacob (plus tard Israël), suscite la jalousie de ses onze demi-frères qui l'accusent de les avoir espionnés pour rapporter à leur père qu'ils gardent mal son troupeau. Pour s'en débarrasser, ils le vendent à des marchands d'esclaves et font croire à Jacob qu'il a été tué par un animal. Les marchands ramènent Joseph en Égypte, où il fait carrière et devient le second du pharaon. Quand ses frères viennent le voir pour acheter du blé, ils ne le reconnaissent pas. Il fait semblant de ne pas les reconnaître et les accuse de venir espionner le pays pour en trouver les failles. Après avoir organisé contre eux plusieurs machinations, y compris en cachant des objets volés dans leurs affaires, il leur révèle sa vraie identité, puis les invite à venir le rejoindre avec son père.

La première opération *planifiée* est certainement l'histoire de Moïse, à qui Dieu ordonne d'aller « espionner la terre de Canaan ». Moïse envoie douze espions et tandis que tous rapportent que Canaan est une « terre où coule le lait et le miel », seulement deux de ses agents, Josué et Caleb, se montrent optimistes quant aux possibilités de conquête, prouvant leur foi

inébranlable. D'autres exemples toujours tirés de la Bible peuvent être mentionnés. L'histoire de Samson et Dalila peut être lue comme une manœuvre de séduction, une opération de « sexpionnage ». Dans le Nouveau Testament, Judas peut être qualifié de « taupe des Romains », lui qui a infiltré l'organisation de Jésus.

Avec le Proche-Orient, la Chine est considérée comme une source culturelle majeure. Les exploits d'un agent chinois du VIIe siècle, Ti Jenchieh, mis en prose au XVIIIe, sont traduits et adaptés par un diplomate hollandais, Robert Van Gulik, dans un cycle de nouvelles portant le nom de *Judge Dee Stories* (1941-1968). Plus près de nous (géographiquement parlant), *L'Iliade* d'Homère (IXe-VIIIe siècle avant J.-C.) fourmille d'exemples de l'utilisation de l'espionnage pour la prise de Troie.

L'arrivée de l'espion et de ses pratiques dans la littérature occidentale date quant à elle du XIXe siècle. Logique, quand on sait que ce siècle est aussi celui d'une expansion sans précédent du Vieux Monde, sur tous les plans, y compris celui des relations internationales (la colonisation en Asie et en Afrique a de beaux jours devant elle), dans lesquelles l'espion est appelé à jouer un rôle essentiel. Le développement de l'industrie de l'édition, parallèlement à une alphabétisation de masse, est également un facteur explicatif. Progressivement, à côté du roman d'espionnage réservé à un public plutôt élitiste, apparaît « le roman de gare », des œuvres destinées au grand public, se souciant moins de réalisme que des ventes et donc avide de sensationnel.

C'est à l'écrivain américain James Fenimore Cooper que l'on doit la première nouvelle d'espionnage digne de ce nom (*L'Espion*, 1821), inspirée par une affaire contemporaine de la guerre d'Indépendance. Avec *Le Scarabée d'or* (1843) de l'Américain Edgar Allan Poe, le grand public découvre les mystères de la cryptographie. Du côté britannique, si des éléments liés au renseignement sont présents dans *Le Conte des deux cités* (1859), roman historique de Charles Dickens (1812-1870), ou dans des nouvelles d'Arthur Conan Doyle (1859-1930) où figure le fameux Sherlock Holmes – qui, soit dit en passant, est le frère de Mycroft Holmes,

le patron des services secrets britanniques –, il faut surtout attendre la fin du XIXe siècle, avec le livre d'Edward Phillips Oppenheim (1866-1946), *Le Mystérieux M. Sabin* (1898), pour que l'espionnage devienne un sujet à part entière et non le prétexte à une intrigue. En dehors de quelques références à des espions dans des textes d'autres pays, comme dans *Une ténébreuse affaire* (1843) d'Honoré de Balzac (1799-1850), le roman d'espionnage sera largement dominé par les Anglo-Saxons.

Le cinéma s'empare de ces représentations avec une avidité sans égale. Dès la fin du XIXe siècle, le septième art permet au fantasme de l'espion de trouver un nouvel exutoire. Ce fantasme se mêle à celui de la Russie, comme dans le minidocumentaire *Capture et exécution d'espions par les Russes* (1904), qui montre la mort de deux agents japonais, coupables d'avoir tenté de faire exploser une voie ferrée et d'avoir assassiné un garde-frontière russe.

De fait, plus que les œuvres littéraires, le cinéma devient un baromètre absolu des tendances en matière de représentation de l'Autre. La première raison est le rapport privilégié que noue le cinéma avec l'histoire et ce dès sa naissance. Représenter l'espion russe ou soviétique au cinéma, c'est représenter essentiellement un moment historique – le Grand Jeu, le temps de l'Union soviétique, la guerre froide… Or le cinéma a une position privilégiée dès lors qu'il s'agit de représenter l'historique. Comme l'écrit Antoine de Baecque, le cinéma rend visible l'histoire par la mise en scène, et en particulier l'histoire du XXe siècle. Le cinéma est « plus que de l'art », il est « l'incarnation la plus réactive » de l'histoire[5].

Le cinéma (et, plus tard, les fictions de la télévision) est bien plus dépendant de son public que les œuvres écrites. Un film se doit (en principe) d'être rentable. Œuvres collectives, le long métrage, le téléfilm ou la série télévisée intègrent plus facilement les stéréotypes que les romans, dans le but d'être mieux reçus par le public. En même temps, les raccourcis qui nous paraissent souvent risibles aujourd'hui trahissent les réflexes d'une mentalité collective et le poids d'un contexte obligé dans lequel a baigné l'œuvre. Autant dire tout simplement qu'un long métrage,

plus que toute autre œuvre artistique, est le reflet de son temps, et à ce titre, il est un témoin sans pareil de son époque.

Dès lors, il s'agit moins d'y chercher une quelconque authenticité. Le plus souvent, l'intérêt n'est pas d'y puiser des connaissances sur la réalité de l'espionnage russe ou soviétique, mais de comprendre le contexte dans lequel est né le film, de saisir les stéréotypes qui nourrissent une société donnée. L'espion russe, avec l'envahisseur venu de l'espace, autre thématique hautement chargée de sens, est le plus à même de nous apprendre la manière dont les hommes se représentent leur territoire violé par une altérité le plus souvent inquiétante, hostile et cachée.

Autre argument en faveur du cinéma comme baromètre de la représentation de l'espion : conçues pour plaire au grand public, les œuvres cinématographiques ont également un impact bien plus massif que les textes littéraires, n'en déplaise aux pourfendeurs des images, « castratrices de l'imagination ». Le pouvoir évocateur et poétique des images ne doit pas être sous-estimé. Pour prendre un seul exemple, Harlow Robinson, un universitaire américain spécialiste de la culture russe, découvre sa vocation d'historien lorsque ses parents l'emmènent voir *Le Docteur Jivago*[6].

Une fascination nouvelle

Par-delà la représentation de l'espion russe dans la littérature et le cinéma figure la question du regard porté par l'Occident sur la Russie tout court. Avant l'émergence des États-Unis, ce regard a d'abord été celui de l'Europe. Depuis les débuts de la Moscovie, ce regard a été essentiellement critique ; une critique doublée de peur devant les prétentions territoriales croissantes d'un pays devenu puissance européenne sous Pierre le Grand. Cet héritage plutôt défavorable ne peut être négligé quand on aborde la question de la représentation de l'espion russe[7].

Le début du XXe siècle, là où commence notre récit, ne diffère pas beaucoup de cette époque, en terme d'image s'entend. La Russie joue d'égal à égal avec les autres puissances européennes auxquelles elle se heurte alors que le processus de colonisation bat son plein. Avec la professionnalisation des espions russes et la mondialisation de leurs activités, les écrivains se mettent naturellement à les intégrer dans leurs œuvres. On peut dès lors parler d'une « nouvelle ère de fascination » de l'Occident pour la Russie.

Le XXe siècle s'ouvre avec une œuvre majeure de Rudyard Kipling (1865-1936), *Kim* (1901). Le maître de la littérature britannique y dépeint la rivalité coloniale entre le Royaume-Uni et la Russie en Asie, le Grand Jeu, vue au travers des yeux d'un enfant, recruté par un officier du renseignement britannique. Les agents russes sont déjà décrits en des termes souvent peu élogieux. La popularité de l'œuvre est telle que Harold Philby s'en inspirera pour son surnom. Le roman connaît deux adaptations cinématographiques, dont la plus célèbre date de 1950. En ce début de la guerre de Corée, les Russes y conservent naturellement leur rôle de méchants.

Le contexte de lutte impérialiste n'est pas le seul à inspirer les écrivains. Le tourbillon terroriste qui entraîne la Russie vers son destin laisse une empreinte dans une nouvelle de Joseph Conrad (1857-1924), *L'Agent secret* (1907). L'œuvre de Conrad sera reprise au cinéma en 1936 par Alfred Hitchcock dans *Sabotage*. Avec le journaliste britannique d'origine belge William Le Queux (1864-1927), auteur notamment de *L'Espion du tsar* (1905), et l'écrivain nationaliste irlandais Erskine Childers (1870-1922), Conrad contribue à séparer définitivement ce nouveau genre de son cousin, le roman policier ; mais également, il fait entrer définitivement la Russie dans le roman d'espionnage.

Conrad, de son vrai nom Józef Teodor Konrad Korzeniowski, est né en Pologne alors dominée par l'empire des tsars ; il ne ménage pas les agents russes, prêts à toutes les provocations sur le territoire britannique – y compris la destruction de l'observatoire de Greenwich (une tentative qui a

réellement eu lieu en 1894) – pour faire porter le chapeau aux anarchistes émigrés qui pullulent alors à Londres. Le fameux « agent secret » de Conrad est M. Verloc, un boutiquier paresseux et vulgaire, qui travaille secrètement pour M. Vladimir, le premier secrétaire de l'ambassade russe de Londres, un être cynique et retors. Dans *Sous les yeux de l'Occident* (1911), considéré comme la réponse de Conrad à *Crime et châtiment* et aux *Possédés* de Dostoïevski, l'auteur reprend les thèmes d'*Agent secret* avec de nouveau, comme protagoniste, un agent double au service du tsar, l'étudiant Razoumov (un nom proche de celui de Raskolnikov, le héros de *Crime et châtiment*).

Les bouleversements révolutionnaires en Russie des années 1905-1917 sont le prétexte à situer l'action dans un pays en proie à des transformations radicales. À cet égard, un troisième auteur incontournable est William Maugham (1874-1965). Espion britannique pendant la Première Guerre mondiale, il est l'un des auteurs les plus prolifiques et les mieux payés dans les années 1930. En 1917, il est missionné en Russie afin de soutenir le combat des mencheviques et d'empêcher les bolcheviques de signer un traité de paix séparée avec l'Allemagne. Sur place, il se fait passer pour un auteur américain. Proche de l'ancien dirigeant du gouvernement provisoire, Alexandre Kerenski, il est envoyé par celui-ci à Londres afin de constituer une armée. De cet épisode naîtra un des chapitres de son roman le plus connu, *Mr Ashenden, agent secret* (1928).

Ashenden aura une influence considérable sur de très nombreux écrivains des générations suivantes, et pas de farouches adversaires des Russes. En particulier, Graham Greene et John Le Carré s'imprègnent de ses personnages cyniques d'un certain âge, prisonniers des rituels de l'espionnage et contraints à des jeux immoraux, ne saisissant pas toujours la portée de leurs actes. Ils ne sont finalement que les pions d'un jeu entre grandes puissances qui les dépasse. S'il est moins question dans *Ashenden* d'espions que de révolutionnaires soviétiques, le réalisme dans les descriptions fait de cette œuvre un premier bréviaire des méthodes

utilisées par les Russes pour obtenir des renseignements. Maugham, le premier écrivain espion, est d'ailleurs tenu au secret défense pour ne pas attirer les foudres de ses employeurs, le futur SIS. Ce dernier ne plaisante pas avec les secrets : en 1932, Compton MacKenzie (1883-1972), un écrivain écossais, est inculpé de violation de l'Official Secrets Act pour avoir publié ses Mémoires de la Grande Guerre.

Avec Maugham, un autre écrivain espion est Cyril Henry Coles (1899-1965), un agent britannique des deux guerres mondiales, coauteur avec Adelaide France Manning d'une série de vingt-cinq livres sous le pseudonyme de Manning Coles, des années 1940 aux années 1960. Leur héros est Thomas Hambledon, un agent qui travaille pour le British Intelligence Service, qui affronte, au gré du contexte, tantôt les nazis, tantôt les Soviétiques. Mais nous n'en sommes pas encore là.

*
*   *

> *Vania* (Felix Bressart) : Excusez-moi, je ne veux pas qu'elle [la secrétaire russe] entende ce que j'ai à dire. C'est une espionne.
> *M. Thompson* (Clark Gable) : Oui, je sais, tout le monde est un espion [en Russie]. C'est pour ça que je t'aime bien, Vania. Tu es trop idiot pour être un espion.
> *Vania* : Merci, monsieur Thompson.

Thompson, un journaliste envoyé en Russie, est en réalité Camarade X, un agent américain chargé de mener une enquête sur le régime totalitaire. Un portier de son hôtel, Vania, lui demande d'aider sa fille, une communiste idéaliste, à quitter le pays avant qu'elle ne subisse le sort des bolcheviques exécutés sur ordre de Staline. Nous sommes en 1940, la guerre a commencé depuis un an, et le pacte de non-agression a fait de la Russie soviétique un ennemi du monde libre. *Camarade X* (1940), une variation sur le thème de l'enlèvement et de la conversion d'une belle

Slave idéaliste, est un film tout à fait représentatif d'une période où le succès d'un long métrage est d'abord dû à la tonalité adoptée, ici la comédie de mœurs.

Camarade X n'est ni le pire, ni le meilleur film d'espionnage qui s'essaie à la comédie avant l'avènement de la guerre froide. Exemple parmi d'autres de la légèreté avec laquelle on cherche à traiter un thème grave – l'espionnage –, il confirme de ce point de vue l'idée selon laquelle la représentation « réaliste » du métier d'espion au cinéma n'est pas encore du goût de tout le monde. De ce point de vue, jusqu'aux années 1960, la littérature (du moins la littérature « sérieuse ») et le cinéma d'espionnage suivent deux voies totalement séparées dans leur représentation de l'agent russe.

L'Amérique n'a certes pas le monopole de l'espion russe au cinéma. Les Européens produisent au moins un chef-d'œuvre d'espionnage inspiré par des faits réels. Dans *Les Espions* (1928) de Fritz Lang, adapté d'une œuvre de la romancière Thea von Harbou, le méchant, Haghi, maître ès déguisements, ressemble à s'y méprendre à Lénine, et ses traits de caractère annoncent déjà les adversaires soviétiques de la guerre froide[8]. Mais c'est à Hollywood, un melting-pot culturel sans équivalent au monde, autant qu'une industrie véritable, qu'il faut aller chercher la quintessence du film d'espionnage.

Jusqu'en 1945, les Russes ne sont qu'une minorité étrangère parmi d'autres à figurer à l'écran, au gré du contexte. Cette représentation n'a rien de particulièrement original, mais elle diffère de ce que l'on a pu voir du côté des écrivains, puisqu'elle s'adresse à un public très large, en quête d'évasion. Ici, le réalisme importe moins que le déroulement de l'action dramatique. Les bouleversements politiques en eux-mêmes ne jouent pas un rôle de premier plan, si l'on excepte plusieurs films influencés par la guerre de 1914-1918, comme *Le Grand Amour*, où un espion bolchevique tente d'aider les Allemands à envahir l'Angleterre en utilisant un Zeppelin, mais est capturé et tué ; et des films de la première *Red Scare*, comme

Heures dangereuses, dans lequel les bolcheviques infiltrent les syndicats pour fomenter un soulèvement sur les docks.

Les nombreux émigrés d'origine russe (ou juive de Russie) dans la jeune communauté hollywoodienne contribuent aussi à la présence des Russes et de la Russie à l'écran. Ces hommes et ces femmes apportent un héritage culturel russe qui n'existe plus, celui des tsars et des tsarines, des Cosaques et de Raspoutine. Dans les années 1920, alors que beaucoup d'émigrés russes s'installent aux États-Unis, Hollywood se tourne vers des sujets romantiques inspirés par la Russie : la plupart du temps, il est justement question du destin tragique d'aristocrates chassés par la révolution bolchevique, de la fin des Romanov, du « terrible » Raspoutine, un véritable « monstre » parfaitement à sa place à l'époque des premiers Dracula et Frankenstein. Le public américain d'alors apprécie particulièrement les adaptations littéraires qui combinent les différents éléments mentionnés. Dans ce domaine, Anna Karenine l'emporte haut la main. Greta Garbo (1905-1990), une actrice d'origine suédoise, joue ce personnage deux fois, en 1927 et 1935.

Image même de la sensualité, l'actrice est souvent invitée à jouer les femmes russes, qu'on imagine volontiers voluptueuses. En 1928, à la fin de l'ère du muet, elle interprète Tania Fedorova, une espionne chargée d'obtenir des secrets militaires en Autriche-Hongrie avant la guerre. *La Belle Ténébreuse* séduit Karl von Raden, un jeune officier prometteur, à l'opéra de Vienne. Von Raden est déchu de ses titres, puis jeté en prison après que Tania lui a subtilisé les documents dont il avait la charge, avec l'aide d'une taupe russe qui a infiltré l'armée autrichienne. Son oncle, chef du contre-espionnage, est persuadé de son innocence et l'envoie en Russie à la recherche du traître. Grâce à ses talents pianistiques, Karl réussit à gagner la confiance de l'entourage de sa bien-aimée, en particulier du général Boris Aleksandroff, chef de l'espionnage russe et amant de Tania. Celle-ci tombe alors réellement amoureuse de l'officier autrichien et décide de l'aider. Après moult péripéties, le couple réussit à échapper aux

sbires de l'Okhrana (jamais nommée) et revient sain et sauf dans la patrie de Karl.

Cet *happy end* où la belle venue du froid finit par trahir son pays est, comme on l'a vu avec *Camarade X*, un véritable lieu commun cinématographique. Dès 1914, dans *Au-dessous du tsar*, c'est une autre héroïne, Anna Pavlova, qui accepte d'espionner un révolutionnaire pour sauver un père nihiliste, jeté en prison. Comme c'est souvent le cas, elle tombe amoureuse de sa cible et tous les trois finissent par s'échapper – on le devine – en Amérique. En 1935, dans *La Jeunesse combattante* (1935), Ann Sheridan interprète une espionne communiste chargée de perturber la tenue d'un match de football (américain), avant de passer à l'ennemi. Et en 1939, la thématique est illustrée une fois de plus par Garbo dans *Ninotchka*, l'histoire d'une Soviétique zélée convertie au capitalisme à la vue d'un chapeau féminin.

*
*　*

Au cours des années 1930, les espions russes (et soviétiques) continuent d'apparaître dans les films d'espionnage occidentaux. Dans *Les Nuits moscovites*, le jeune Laurence Olivier, un acteur appelé à jouer les espions au cours des cinquante années qui suivront, se glisse dans la peau d'un agent russe pour le plus grand plaisir des spectateurs, qui apprécient l'interprétation subtile du rôle du méchant. Tous les réalisateurs ne font cependant pas le choix de faire figurer ces personnages de manière explicite. Il en va ainsi des longs métrages d'Alfred Hitchcock (1899-1980) dits de la période britannique, de *L'homme qui en savait trop* (première version) à *Une femme disparaît*, en passant par *Les 39 Marches*, qui dépeignent des agents dont l'origine n'est jamais mentionnée.

Ce procédé confère à ces films une sorte d'« atemporalité » propice à l'immortalisation. Sans aucun doute, Hitchcock a conscience du fait que les relations internationales sont bien trop instables pour s'en inspirer… Il a aussi la sagesse de faire ainsi comprendre que l'essentiel de ses films ne

réside pas dans la diabolisation de tel ou tel pays, mais dans l'essence même du mystère, au cœur du film d'espionnage.

Les films de la Seconde Guerre mondiale obéissent cependant aux règles de leur époque dans la majeure partie des cas. Si l'agent russe se trouve du côté des ennemis, quoique charmants *(Ninotchka)*, à l'époque du pacte germano-soviétique, à partir de 1941, il n'est plus diabolisé, bien au contraire. Dans *Intrigues en Orient*, un long métrage de 1937 inspiré par un roman d'Éric Ambler (1909-1998), dont l'action se déroule à Ankara, à la différence du roman, où les nazis et les Soviétiques sont mis sur le même plan, seuls les Allemands ont désormais le mauvais rôle, eux qui cherchent à faire croire au gouvernement turc que l'URSS a prévu d'envahir le pays. La période de l'alliance offre plusieurs exemples de longs métrages américains et britanniques « de circonstance », où les Russes sont présentés en véritables héros. Cette héroïsation est renforcée par le fait que les Soviétiques sont interprétés par des acteurs de renom, comme Gregory Peck dans *Days of Glory*, qui se glisse dans la peau d'un partisan de la guerre à l'Est. Ces films sont voués aux gémonies avec l'avènement de la guerre froide, et connus seulement aujourd'hui de quelques *movie buffs* (passionnés)[9].

Deux écoles d'écrivains

La guerre froide offre un décor parfait pour les auteurs des romans d'espionnage, bien plus que celui des deux guerres mondiales. Guerre « invisible » pour la majeure partie du public, jamais vraiment déclarée, la guerre froide est en même temps très présente dans les esprits en raison des révélations sur l'espionnage soviétique en Occident qui rend l'agent secret de Moscou bien plus dangereux, d'une certaine manière, que l'ennemi allemand. Miroir de l'actualité, le roman d'espionnage de la guerre froide est également un miroir de la société qui l'a fait naître, une

forme de psychanalyse, avec des romans qui fourmillent de désirs cachés, d'espoirs et de peurs inavoués du plus grand nombre[10].

Dans le monde anglo-américain, les espions du KGB connaissent une inflation sans précédent dans les pages des romans, sur les écrans de cinéma, puis de la télévision. Fait caractéristique de la période et du genre, le cinéma puise avec une vigueur renouvelée son inspiration chez les romanciers. Certains auteurs se spécialisent dans les thrillers, plus motivés par le goût du public pour le sensationnel que par le souci de décrire avec réalisme les agents soviétiques. Il est vrai que les arcanes du KGB et de ses avatars demeurent pendant longtemps mal connus. Mais avec la multiplication des défections, la connaissance des institutions soviétiques s'approfondit et, dès lors, les frontières entre fiction et réalité tendent à s'estomper. Certains romans sont tellement réalistes – ou du moins vus comme tels – que la CIA elle-même juge bon de lancer une collection, composée d'œuvres du monde entier.

À la source du roman d'espionnage de la guerre froide se trouve Humphrey Slater (1906-1958). Ce communiste britannique qui a servi dans les Brigades internationales en Espagne (comme Orwell et Koestler), avait renié sa foi après avoir observé de près les ravages du stalinisme. En 1946, il publie *Les Hérétiques*, où la répression des Cathares dans la France médiévale est comparée à celle des trotskistes sous Staline. En 1948, sort *Le Guet-apens (Conspirator)*, plus tard adapté au cinéma, où Slater apparaît en repenti du communisme qui avertit les Britanniques du danger venant de l'Est et de la présence subversive d'une « cinquième colonne » aux ordres de Moscou. Le roman est aussi prophétique, puisqu'il décrit avec des détails saisissants le destin d'une taupe britannique qui pourrait très bien être Maclean.

Si Slater demeure aujourd'hui largement méconnu, il en va tout autrement de Ian Fleming (1908-1964). Officier du renseignement de l'armée britannique pendant la Seconde Guerre mondiale, il accède à la célébrité avec son premier roman où apparaît le personnage de James Bond, *Casino Royale*, sorti l'année de la mort de Staline. Le président

Kennedy en personne contribue à la popularité de l'œuvre de Fleming aux États-Unis (les *James Bond* n'y sont pas des best-sellers), en affirmant que *Bons baisers de Russie* est son roman favori. En tout, il existe quatorze livres, soit douze romans et neuf nouvelles, dans lesquels figure le célèbre espion de Sa Majesté. Tous sont portés à l'écran et, fait exceptionnel, certains le sont à deux (*Opération Tonnerre*, repris dans *Jamais plus jamais*) voire à trois reprises *(Casino Royale)*.

Ian Fleming crée avec James Bond l'espion à la fois le plus improbable, mais également le plus populaire de toute la guerre froide comme du roman et du cinéma d'espionnage. Son succès dépasse toutes les espérances. Le nombre d'imitateurs est trop important pour être évoqué ici. Il suffit de dire que le patron de la CIA entre 1966 et 1973, Richard Helms, autorise un « écrivain maison », Howard Hunt, à tenter de fournir une réponse américaine à James Bond. Mais James Bond ne suscite pas seulement des imitateurs. Assez rapidement, un certain nombre d'auteurs s'inscrivent en opposition à la vision « simpliste » présentée par Fleming. On parle même d'école ou de mouvement anti-Bond. Au sein de celle-ci, deux écrivains apparaissent incontournables, Graham Greene et John Le Carré.

Graham Greene (1904-1991), un agent du MI6 pendant la Seconde Guerre mondiale, publie son premier roman, *Agent confidentiel*, en 1939. Mais Greene ne devient connu que lorsqu'il aborde la guerre froide : *Notre Homme à La Havane* (1958), *Le Facteur humain* (1978) sont des œuvres marquées par un parti pris réaliste et des piques antiaméricaines, symptômes d'une nostalgie de l'Empire britannique déchu, prompt aux leçons en matière de décolonisation. Il est symptomatique que dans *Un Américain bien tranquille* (1955), un roman se déroulant au Vietnam avant l'intervention américaine, ce soit Alden Pyle, un agent de la CIA, qui ait le mauvais rôle, et non les communistes. Le communisme apparaît comme une conséquence inévitable d'un mal encore plus grand, le colonialisme ou le néocolonialisme américain. La première version cinématographique tirée de cette œuvre prendra soin de faire de Pyle une

victime de l'antiaméricanisme primaire de son entourage : le public n'est pas encore prêt à voir dans les Américains les ennemis du monde moderne…

Il n'est guère étonnant, dès lors, que Greene s'attire plusieurs fois les foudres du renseignement britannique pour avoir dépeint dans des tonalités très sombres leur institution et révélé son expérience d'agent, en violation de l'Official Secrets Act. Greene choque aussi la bonne société britannique quand il affirme que les Mémoires de Philby, *Ma Guerre silencieuse*, « sont plus passionnants que n'importe quel roman d'espionnage[11] ». Greene garde en fait un souvenir impérissable de celui qui fut son officier supérieur au MI6.

Paradoxalement, l'œuvre pour laquelle Greene est passé à l'immortalité n'est pas un roman d'espionnage, mais le scénario du long métrage *Le Troisième Homme*, mis en scène en 1949 par Carol Reed, alors que la division de l'Europe est consommée. Greene est invité à coécrire le scénario à Vienne, une ville divisée en quatre secteurs, à l'image de Berlin. Selon l'auteur, le titre ne se réfère pas à Philby ; l'écrivain aurait utilisé l'expression bien avant qu'elle ne devienne connue. Même si, à sa sortie, aucun critique de cinéma ne fait le lien avec la guerre froide, par la suite, de nombreux spécialistes ont cherché à voir dans Philby le prototype de l'anti-héros du film, le contrebandier américain Harry Lime (Orson Welles), un opportuniste sans foi ni loi[12]. De même pour Maurice Castle, l'agent double de *Facteur humain* (1978) qui, si l'on en croit l'écrivain, n'est pas, non plus, inspiré par l'ancien de Cambridge. Difficile à croire quand on sait que Greene a envoyé une copie de son manuscrit à Philby, alors à Moscou, et demandé son approbation…

John Le Carré (né en 1931), pseudonyme de David Cornwell, finit de « désidéaliser » le renseignement. Comme Greene, c'est un ancien du MI6. Son héros principal, George Smiley, est un homme tourmenté qui joue un rôle qu'il ne comprend pas totalement. Smiley apparaît pour la première fois dans *L'Appel du mort* (1961), avant de connaître une renommée internationale avec *L'Espion qui venait du froid* (1963), adapté au cinéma

en 1966. Dans une certaine mesure, Le Carré se trouve, dans les années 1960, à l'aube d'une nouvelle ère de la représentation des espions soviétiques, beaucoup plus humaine. Richard Helms, le directeur de la CIA déjà mentionné plus haut, est connu pour avoir dit ne pas apprécier les romans de Le Carré, d'abord en raison de son cynisme plus que pour son humanisation des Soviétiques, ou, dans le roman cité précédemment, des agents de la RDA.

Dans la continuation de Le Carré, avec un humour anglais beaucoup plus prononcé, Len Deighton (né en 1929) se montre également enclin à mettre Britanniques et Soviétiques dans le même sac. Alors que Deighton n'a jamais été un agent du renseignement, mais un chef cuisinier (!), son roman *Le Dossier Ipcress* (1962) est un succès international. Après que les producteurs de *James Bond* ont donné un nom au héros anonyme du roman, Harry Palmer, ils adaptent rapidement le livre au cinéma et trouvent avec cet anti-héros à lunettes un personnage désabusé, véritable « espion de la classe ouvrière », un bol d'air frais, en même temps qu'une manière de toucher un *autre* public.

Avec Le Carré et Greene, Deighton appartient à la tendance « non glamour » des romans et films d'espionnage (l'anglais utilise l'expression *unglamorized spy film*) qui s'oppose à Fleming et à ses épigones, partisans d'une représentation dite « escapiste » (qui permet au lecteur de s'évader de son terne quotidien) du monde des espions. Une opposition qui a en fait émergé, comme on l'a vu précédemment, bien avant 1945.

L'âge d'or

Le cinéma d'espionnage au début de la guerre froide est anticommuniste. Naturellement, il s'agit d'abord du cinéma américain, reflet fidèle d'une société en proie à une nouvelle *Red Scare*. Avec un léger décalage par rapport au contexte – digestion de l'information oblige – les

longs métrages qui dénoncent les « rouges » se multiplient à partir de la fin des années 1940. En 1948, *Le Rideau de fer* raconte l'histoire d'un agent soviétique devenu transfuge – la référence à l'affaire Gouzenko est patente. L'année de tous les records est 1952, avec pas moins de seize films américains portant sur l'URSS et le danger de la subversion communiste aux États-Unis !

L'espionnage atomique, qui fait désormais partie de la culture populaire, inspire plusieurs longs métrages dont *Le Guêpier*, réalisé dans un style proche du documentaire et illustrant la traque par le FBI d'un réseau d'agents soviétiques sur le territoire américain. Ce film, loin de la tonalité « hystérique » que l'on prête d'habitude à ce genre de cinéma, accrédite l'idée selon laquelle parler de la représentation des communistes en simples gangsters est très réducteur[13]. À ceux qui ont tendance à faire preuve d'angélisme à l'égard des espions communistes et à diaboliser les films antirouges[14], il convient de rappeler quelques vérités. L'exemple le plus connu est celui de Solomon Mikhoels, acteur et président du Comité antifasciste juif, un instrument de propagande docile entre les mains de Staline. En janvier 1948, à Minsk, les agents soviétiques le tuent en le broyant sous les roues d'un camion, pour faire croire à un accident. Une méthode ancienne qui a fait ses preuves aux États-Unis, bien connue d'un certain Al Capone. Cela étant dit, on ne peut nier que la représentation des agents soviétiques dans le cinéma américain des années 1950 est fortement manichéenne. Signe des temps qui sont marqués, encore une fois, par une guerre bien réelle en Corée : en témoigne le patriotisme d'acteurs comme John Wayne, protagoniste du seul film, à notre connaissance, qui défend le HCUA, *Big Jim McLain*.

Ce manichéisme tend à s'eclipser à partir de la fin des années 1950. En raison du contexte politique tout d'abord : la mort de Staline, puis le dégel (relatif) de Khrouchtchev, sa visite aux États-Unis en 1959 familiarisent les Américains avec le visage de l'ennemi. Le traumatisme de la crise des missiles de Cuba suscite des films où le danger de guerre avec l'URSS est dénoncé. Le fiasco du débarquement de la baie des Cochons,

en avril 1961, jette une ombre sur la CIA, qui n'hésite pas à utiliser les mêmes méthodes que ses adversaires.

Le facteur commercial joue aussi un rôle dans cette mutation. S'il veut toucher le plus grand public possible et, surtout, transcender le contexte changeant qui le condamne à une obsolescence rapide, le cinéma a tout intérêt à se montrer discret dans son manichéisme, voire dans sa mention à la guerre froide tout court. Le public européen est bien moins sensible aux thématiques anticommunistes que l'est le public américain. Alfred Hitchcock l'avait déjà bien compris avant la guerre froide, et il n'est guère surprenant que ce soit son film le plus connu, *La Mort aux trousses*, qui soit aussi l'un des rares films d'espionnage de ce temps-là qui soit passé à la postérité.

Dans *La Mort aux trousses*, aucun des agents soviétiques ne parle avec l'accent russe, ni ne porte des vêtements qui trahiraient son origine. La seule et unique réplique du film faisant référence à la guerre froide est celle du Professeur (Leo G. Carroll), un agent d'une organisation qu'on devine être la CIA, s'adressant à Roger Thornhill (Cary Grant), un publicitaire exaspéré par le fait de devoir jouer un rôle à son insu : « La guerre est un enfer, Monsieur Thornhill, même si c'est une guerre froide. » Loin de la finesse d'Hitchcock, sorti la même année, *Rocket Attack USA*, comme l'indique son titre, ne fait pas dans la dentelle, se condamnant ainsi à une exploitation exclusive sur le territoire américain et à une existence bien courte dans les Mémoires… De même, l'échec commercial de films d'Hitchcock comme *Le Rideau déchiré* et surtout *Topaz* peut s'expliquer par la présence trop évidente d'un manichéisme relatif à la guerre froide.

La Mort aux trousses ouvre une ère de popularité sans précédent du film d'espionnage, sous toutes ses formes, dans les années 1960. Un âge d'or qui correspond, d'abord aux États-Unis puis en Europe, à l'explosion d'un média apparu dans les années 1930, la télévision. La télévision américaine se penche sur le renseignement au tournant des années 1940, avec des séries semi-documentaires comme *Les Hommes du Trésor en*

action (Treasury Men in Action), entre 1950 et 1954, approuvées par le FBI, le Département d'État et le Département de la Défense.

Dans les années 1960, les Américains abandonnent le style documentaire inspiré par la *Red Scare* nucléaire, au profit de fictions dramatiques, sans pour autant sacrifier au réalisme. La popularité des fictions qui utilisent les espions atteint des sommets en 1966, avec des personnages comme l'agent secret Napoleon Solo (Robert Vaughn) et son comparse russe Ilia Kouriakine (David McCallum) de la série *Des agents très spéciaux*, diffusée par la chaîne NBC à partir de 1964, et par la deuxième chaîne de l'ORTF, en France, à partir de 1967. La collaboration entre les espions des deux camps s'inscrit bien dans le contexte d'une détente émergente.

Sans aucun doute, la série la plus populaire de cette période et de ce genre est *Mission : impossible*, diffusée à partir de 1966. La particularité de la série est d'inverser les codes traditionnels dans la représentation de l'agent américain et de l'espion ennemi : en lieu et place d'un Occidental pleinement conscient de ses libertés individuelles, opposé à un agent soviétique qui n'est qu'un pantin dépourvu de tout esprit d'initiative, Bruce Geller, le créateur de *Mission : impossible*, met en scène des agents américains anonymes faisant face à des représentants d'autres cultures (dont les Soviétiques) « infiniment particuliers », qu'il s'agit d'observer à la loupe pour éventuellement s'en inspirer. L'ensemble constitue un étrange mélange de nationalisme et de multiculturalisme, en pleine guerre du Vietnam et de décolonisation.

Avec les séries, ce sont les adaptations des célèbres romans de Ian Fleming sur grand écran qui font des années 1960 un véritable âge d'or pour porter à l'écran l'espion russe. En tout, vingt-deux films ont été réalisés avec le personnage de James Bond, de 1962 à 2008, dont six dans les années 1960. Suivant la logique « universaliste », à l'inverse de l'œuvre originelle, les agents soviétiques sont rarement les principaux ennemis. Les producteurs de la firme EON, Albert Broccoli et Harry Saltzman,

mettent l’accent sur une organisation non alignée sur l’une des deux superpuissances, Spectre.

Tandis que Spectre n’apparaît que dans le roman *Opération Tonnerre* (1961) et de manière assez épisodique dans les autres œuvres de Fleming, elle domine largement les adaptations au cinéma, conférant à l’ensemble une tonalité de plus en plus apolitique. Spectre se charge de manipuler les espions des deux camps, souvent à leur insu, comme la belle Tatiana Romanova dans *Bons Baisers de Russie*, nouvel avatar de *La Belle Ténébreuse*. Les agents soviétiques, s’ils apparaissent en ennemis redoutables, n’en sont pas moins des hommes qui défendent un pays dont les intérêts sont ceux de toute grande puissance. Les Britanniques cherchent naturellement à se présenter comme les meilleurs partisans de la détente, en jouant les bons offices entre Soviétiques et Américains, ainsi dans l’adaptation d’*Opération Tonnerre* en 1967.

*

*   *

Les espions soviétiques ne sont-ils présents que dans les films américains ou britanniques ? Qu’en-est-il, par exemple, de la France ? Ce pays est loin de connaître une culture cinématographique comparable. On l’a dit « préservé » des cauchemars de la guerre froide qui hantent ses alliés grâce au général de Gaulle et au PCF (même si l’infiltration soviétique est loin d’être un mythe…). Les espions dans les têtes y subissent la rude concurrence des nazis : jusqu’aux années 1980 au moins, la France est toujours en prise avec son passé collaborationniste, ce qui rejaillit sur les films, plus enclins à représenter l’envahisseur nazi que le soviétique. On parle d’un véritable « conflit des Mémoires ». Sans oublier le fait que, comme le dit avec un brin de cynisme le commissaire de police Berthon, joué par Philippe Noiret dans *Le Serpent*, « la France n’a pas les moyens de se payer un transfuge ». Peu d’espions passés à l’Ouest ont atterri en France et ont fait la une de l’actualité, nourrissant la curiosité

du public pour les affaires d'espionnage et, en retour, leur représentation cinématographique.

Ce qui ne signifie pas que des auteurs ou réalisateurs français n'ont pas été inspirés par les espions du Kremlin, bien au contraire. Si les romans de Vladimir Volkoff (1932-2005, né de parents émigrés en France après la Révolution), *Le Retournement* (1979) et *Le Montage* (1982), inspirés par le patron des services de renseignement français, Alexandre de Marenches, n'ont jamais été portés sur grand écran, il en va différemment d'innombrables « romans de gare » qui inspirent des productions de série B.

Avant d'inaugurer l'ère de la « détente », avec la visite du président De Gaulle en URSS en 1966, la France est aussi en première ligne pour la création d'un « James Bond national », Francis Coplan *alias* FX 18, agent français du 2e Bureau (ancêtre de la DGSE). Création de Paul Kenny, pseudonyme de deux auteurs belges, Jean Libert et Gaston Vandenpanhuyse, sa première aventure est publiée aux éditions Fleuve noir en 1953, l'année où sort le premier roman mettant en scène 007, *Casino royale.*

Au cinéma, la série des Coplan débute en 1957, avec *Action immédiate*, avant l'arrivée sur les écrans du premier épisode des aventures de James Bond, *Docteur No*, en 1962. *Action immédiate* connaît trois suites jusqu'en 1968. Des films évidemment saturés de stéréotypes sur les espions soviétiques et la Russie, et qui, contrairement aux productions EON, ne marquent pas les annales du septième art, mais permettent à de futurs réalisateurs de renom (Bertrand Tavernier, Yves Boisset, Claude Sautet) de se faire les dents.

Quand on parle de James Bond français, il convient naturellement d'évoquer la série des OSS 117, qui compte pas moins de deux cent vingt-neuf romans. Hubert Bonisseur de La Bath, son protagoniste, est un colonel américain d'origine française, dont la famille est installée en Louisiane depuis la Révolution française. Le créateur d'OSS 177, Jean Bruce (1921-1963), ancien résistant, a fait la fortune des éditions Fleuve

Noir ; après sa mort, sa femme et ses enfants reprennent le flambeau. Le succès de ces livres, dont les titres donnent au roman de gare ses lettres de noblesse – que l'on songe à *Moche Coup à Moscou* – incite naturellement les producteurs à porter l'agent sur grand écran. On compte pas moins de onze films, tournés entre 1957 et 1971. Le fait que le protagoniste soit un agent américain montre une fois de plus à quel point les Français s'imaginent loin de la guerre froide.

Le personnage de James Bond inspire également la série des SAS, des romans de gare où figure Malko Linge, un prince autrichien. Œuvre de Gérard de Villiers (né en 1929), le premier numéro des SAS est lancé en 1965 et compte plus de deux cents titres actuellement. Fait révélateur d'un certain désintérêt du cinéma français pour la guerre froide, très peu ont été adaptés pour le grand écran. Comme OSS 117, le protagoniste Malko Linge est étranger et, autre fait révélateur, aucun des romans qui le mettent en scène ne se déroule en France !

Il en va ainsi des films français influencés par le contexte de la guerre froide qui empruntent le plus souvent au registre de la comédie (*Une adorable idiote*, dont l'action se déroule en Angleterre), de l'aventure (*Laissez tirer les tireurs*, situé aux États-Unis) ou du polar (*Espion, lève-toi*, situé en Suisse et en Allemagne). Ces films mettent en scène des agents soviétiques tantôt idéalistes et sentimentaux (Harry, l'agent d'origine russe joué par Anthony Perkins dans le premier), tantôt rusés (Jean-Paul Chance, le personnage interprété par Michel Piccoli dans le troisième). À l'instar d'un Michael Caine en Angleterre, Lino Ventura (1919-1987) est l'acteur qui, en France, aura joué le plus grand nombre d'espions, avec notamment *Le Gorille vous salue bien*[15] et *Le Silencieux*. Le cinéma français succombe à la tendance « cynique » du moment : dans le dernier exemple, Ventura est un scientifique kidnappé par le KGB, exfiltré de force par le MI5 qui l'oblige à dénoncer des agents soviétiques en usant du chantage. On attend toujours l'adaptation à l'écran de l'affaire Georges Pâques…

S’adapter pour survivre

Dans les années 1970, les États-Unis sont en proie au doute après les révélations des « affaires sales » de la CIA, la crise de l’exécutif et la défaite au Vietnam ; la littérature et le cinéma d’espionnage le sont aussi. Ce doute n’est pas nouveau ; on a vu qu’il émerge très tôt, en particulier avec Greene et Le Carré. Les questions qui l’animent sont obsessionnelles : pourquoi combattons-nous ? Les « bons » sont-ils vraiment bons ? Quel est le rôle véritable d’un espion ? N’est-il qu’un simple pion dans un jeu entre puissances qui le dépasse ? Ne faut-il pas plus se méfier de ses employeurs que des agents ennemis ? Ces questions vont *crescendo* dans les années 1970 et culminent dans le film *Les Trois Jours du Condor* où, en pleine guerre froide, ce ne sont plus les agents soviétiques qui sont les ennemis des États-Unis, mais ceux de la CIA. Le cinéma d’espionnage d’alors ne parle plus tant de l’antagonisme Est-Ouest que d’individus qui doivent survivre face à des institutions qui les écrasent. La représentation d’agents soviétiques à l’écran cède la place, alors que les États-Unis jouent « la carte chinoise », à une prépondérance d’agents asiatiques ; avec la multiplication d’ennemis dans le monde arabe, ce sont les agents proche-orientaux qui accaparent l’espace laissé par les rouges.

Cependant, à force de présenter un monde cynique d’où les héros sont de plus en plus absents, où les agents occidentaux – des assassins, des violeurs et des pervers – n’ont rien à envier aux agents soviétiques, ce cinéma-là est aussi condamné à un échec commercial. *La Lettre du Kremlin* fait un flop au box-office malgré un réalisateur (John Huston) et un casting (Orson Welles, Max von Sydow…) de haute tenue. Il est vrai que, dans ce cas-là, le scénario particulièrement embrouillé, impliquant un agent de la CIA chargé de récupérer une lettre écrite par un espion occidental promettant d’aider la Russie à contrer la Chine, n’a rien arrangé.

Il faut attendre les années 1980, avec les conséquences de l’invasion de l’Afghanistan, pour que les espions soviétiques reviennent en force

dans la littérature et au cinéma – dans le monde anglo-saxon en tout cas. Même si la fin de la détente prend un certain temps pour arriver au cinéma, comme en témoigne l'échange entre James Bond (Roger Moore) et le général Gogol[16] (Walter Gotell), dans *Rien que pour vos yeux*, à propos d'une technologie pour laquelle les deux pays se sont battus durant le film : « C'est la détente – vous ne l'avez pas, et moi non plus. » Une détente bien hypocrite, à voir la malice dans les yeux de Bond, faisant référence aux multiples traités sur le désarmement, contournés par les deux camps.

Tom Clancy (né en 1947) est un écrivain américain représentatif de cette nouvelle tendance. Cet ancien courtier en assurances, passionné par la technologie militaire, est l'un des rares à révéler sa préférence pour Ronald Reagan. Clancy contribue à réhabiliter la CIA avec son héros, Jack Ryan. La guerre froide entre dans sa phase « techno-thriller[17] », en même temps qu'elle fait des transfuges soviétiques des héros, à l'instar de Marko Ramius, capitaine d'un sous-marin expérimental ultra-secret décidé de le livrer aux Américains dans *À la poursuite d'Octobre rouge* (1984). Dans la continuité d'*Octobre rouge*, *Le Cardinal du Kremlin* (1988), qui mentionne le projet « guerre des étoiles » de Reagan, consiste pour Jack Ryan à exfiltrer le patron du KGB en personne, victime d'une lutte de clans au sommet du Politburo. Même si Clancy choisit d'être patriote, il le fait d'une manière bien différente de John Wayne. La représentation des espions est désormais complexe, et quand bien même ceux-ci sont dépeints en ennemis principaux, la diabolisation parfois outrancière des agents du Kremlin que l'on avait coutume de voir dans les années 1940-1950 est révolue.

Moins patriote que Clancy, l'écrivain américain Robert Ludlum (1927-2001), l'un des exemples les plus connus de cette période, un ancien producteur et acteur de théâtre, cherche à produire une synthèse entre la tradition glamour de Fleming et les théories conspirationnistes de Le Carré. Dans sa trilogie, centrée sur Jason Bourne (1980, 1986 et 1990), un ancien assassin de la CIA devenu amnésique, figurent des agents du

KGB qui forment un terroriste : Carlos « le Chacal ». Dans le dernier volume de la trilogie, Bourne cherche à détruire une base d'entraînement terroriste située à Novgorod.

Un autre agent de la CIA, Jason Monk, est également missionné en Russie à la fin des années 1990 pour prévenir un coup d'État conservateur dans *Icône* (1997), un roman de Frederick Forsyth (né en 1938). En phase avec l'actualité comme Clancy ou Ludlum, Forsyth incorpore Aldrich Ames dans la trame narrative et joue sur les peurs d'une réaction conservatrice alors que la Russie d'Eltsine redevient de plus en plus antiaméricaine. Ancien pilote de la RAF et journaliste au Biafra devenu célèbre dans les années 1970, Forsyth s'était déjà inspiré de la crise des euromissiles et de l'instrumentalisation du pacifisme par les Soviétiques dans les années 1980 dans son roman *Le Quatrième Protocole* (1984) : un général du KGB y défie sa hiérarchie en lançant une opération destinée à faire exploser un missile nucléaire sur une base de l'OTAN au Royaume-Uni. L'objectif est de déstabiliser les Américains et de les forcer à quitter l'Europe, un vieux rêve du Kremlin depuis Staline.

*
*   *

Par-delà les agents soviétiques, puis russes, c'est la psychologie de leurs recrues, le phénomène des traîtres, qui continue de fasciner. L'évolution de l'image des Cinq de Cambridge est tout à fait révélatrice d'une prise de conscience progressive de l'ampleur de la pénétration. Il faut en effet attendre presque quinze ans après la défection de Burgess et de Maclean, puis de Philby, en URSS, pour voir le premier film (en fait, téléfilm) dépeindre leur destin, en 1977, dans *Philby, Burgess et Maclean*. Les *Cambridge Five* ne sont alors que trois : rappelons que Blunt ne se fait connaître qu'en 1979 et Cairncross en 1990[18].

Le retour des conservateurs au pouvoir en 1979 et la sortie de la crise économique jouent certainement aussi sur la volonté de montrer au public britannique « ses monstres ». En 1983, *Un Anglais à l'étranger* dépeint un

Burgess alcoolique, mais non repenti, en train de finir sa vie dans une sinistre HLM de Moscou tout en écoutant avidement la BBC et passant commande de costumes sur mesure auprès d'une boutique de Cambridge qu'il avait l'habitude de fréquenter dans sa jeunesse. L'année suivante, *Histoire d'une trahison* se penche sur le rôle de l'homosexualité dans le choix des jeunes étudiants de Cambridge. Le thème de l'homosexualité, considérée par l'Association américaine de la psychiatrie comme une pathologie jusqu'en 1973, se trouve d'ailleurs de plus en plus en rapport avec l'espionnage au cours de la guerre froide. Dans les romans ou les films relatifs à cette période, les homosexuels, hommes ou femmes, se jouent des « marqueurs de virilité » que sont la fascination pour les gadgets ou la rigidité des convictions ; leur vie personnelle oriente inévitablement leurs convictions politiques[19].

L'homosexualité domine également les motivations d'Anthony Blunt, magistralement interprété par Ian Richardson, profondément affecté après sa découverte de la fuite à Moscou de Burgess (Anthony Hopkins) et Maclean dans *Blunt : le quatrième homme.* Ce téléfilm est réalisé sept ans après que Blunt a été publiquement démasqué, un temps nécessaire à la « digestion » autant qu'au règlement d'un problème de droits sans doute. Enfin, à l'occasion des quarante ans de la défection de Philby, la BBC diffuse un téléfilm en plusieurs épisodes, *Les Espions de Cambridge*, qui s'efforce de se montrer aussi impartial que possible, en équilibrant l'histoire entre les différents personnages, sans aucune complaisance.

*
* *

Comme 1952, l'année 1985 bat des records en matière de films inspirés de la guerre froide, avec en tout dix-sept longs métrages consacrés à ce thème. À la télévision, au cours d'une période où les séries traitant de l'espionnage sont désormais bien moins nombreuses que dans les années 1960, les tensions soviéto-américaines de l'ère Reagan

inspirent *Les Deux font la paire (Scarecrow and Mrs King)*, diffusé en France par Antenne 2.

Le cinéma relatif à la guerre froide et les films d'espionnage en particulier font alors la part belle au public jeune, une tendance propre aux années 1980. Le cinéma, de plus en plus concurrencé par la télévision, cherche à attirer un public qui constitue une part de plus en plus importante des consommateurs de loisirs.

Jusqu'alors, les espions soviétiques avaient bien entendu fait l'objet de nombreuses comédies et parodies. Mais il faut attendre *La Nuit de l'évasion* (1981), racontant l'histoire d'une famille de RDA qui franchit le rideau de fer à bord d'une montgolfière, pour voir cette nouvelle tendance se confirmer. Dans *WarGames* (1984), c'est un lycéen prodige en informatique qui manque de déclencher la Troisième Guerre mondiale. En 1985, plusieurs comédies d'espionnage spécialement destinées au jeune public voient le jour, parmi lesquelles *Touché !* nous intéresse tout particulièrement.

Anthony Edwards, le futur Dr Greene de la série *Urgences*, y interprète Jonathan Moore, un étudiant de l'université de Californie qui passe ses vacances à Paris, où il est entraîné dans une affaire d'espionnage par la sensuelle Sacha (Linda Fiorentino), un agent tchécoslovaque travaillant pour les Russes. Après des aventures mouvementées à Berlin-Est, il pousse un soupir de soulagement en débarquant en RFA dans le temple du capitalisme, McDonald's. Ses aventures sont loin d'être terminées, puisque les agents soviétiques le poursuivront jusque chez lui en Californie ; la CIA, sans avoir le mauvais rôle, sera cantonnée dans une position ambiguë pendant tout le film : Sacha se révèle finalement un agent triple, au service des Américains.

En dépit de cette inflation de films traitant de la guerre froide, 1985 marque le déclin de l'espion russe à l'écran. Avec l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev et la fin des tensions qui avaient caractérisé la première partie des années 1980, l'agent soviétique va progressivement perdre de sa superbe. L'hiatus de six ans entre *Permis de tuer*, le seizième film de la

série des *James Bond* (1989), et *GoldenEye*, l'épisode suivant (1995), est tout à fait révélateur d'une crise d'inspiration qui suit la disparition de la confrontation Est-Ouest et les soubresauts qui agitent la Russie pendant le premier mandat du président Eltsine. Certains ont décidément du mal à se faire à la mort de la poule aux œufs d'or, comme Gérard de Villiers dont le SAS numéro 105, paru en 1992, s'intitule *KGB contre KGB*.

Il faut pourtant s'adapter au nouveau contexte. Hollywood se montre très sélectif dès lors qu'il s'agit d'adapter les œuvres d'écrivains dont les romans sont marqués par un contexte obsolète. Les films inspirés par l'œuvre de Clancy, avec son héros Jack Ryan, ou ceux de Ludlum, avec l'anti-héros Bourne, subissent un truchement méticuleux pour coller à l'air du temps. Le moment est à la coopération entre la Russie et les États-Unis. Tom Clancy doit sa notoriété à sa capacité d'adaptation : en 2000, il publie *L'Ours et le Dragon*, roman dans lequel les Américains s'allient aux Russes pour contrer les Chinois qui envahissent la Sibérie.

Mais déjà, l'heure d'une « nouvelle guerre froide » a sonné. Avec Poutine aux commandes, et le terrorisme islamiste frappant aux portes des États-Unis, le monde de l'après-guerre froide est loin d'être celui de la « fin de l'Histoire », du triomphe de la démocratie qu'avait prophétisé en son temps le philosophe Francis Fukuyama.

*
*   *

« Le KGB n'est peut-être plus là, mais nous sommes toujours dans la place », affirme Turzanski (Geza Kovacs), un ancien officier du Centre reconverti dans un rôle de conseiller auprès d'un dirigeant fascisant d'une ex-république soviétique, qui planifie d'assassiner le président américain pendant une réunion du G8 (!). *La Sentinelle*, film dont est tirée la réplique[20], n'est pas le premier long métrage où d'anciens hommes du KGB se retrouvent obligés de se reconvertir pour survivre. Le dix-neuvième épisode de la série des *James Bond*, *Le Monde ne suffit pas* (1999), met en scène Renard (Robert Carlyle), un assassin formé par le

KGB devenu par la force des choses trafiquant d'armes et terroriste. Mais la continuité KGB-FSB-SVR devient une tendance lourde dans les années 2005-2007. Dans *Les Promesses de l'ombre*, Nikolaï Loujine (Viggo Mortensen), un agent de Scotland Yard qui a infiltré une organisation mafieuse russe de Londres, demande à Semen (Armin Mueller-Stahl), un parrain de la mafia, si celui-ci ne désire pas rentrer en Russie, pour prendre une retraite bien méritée :

> – Le froid gèlerait mes pauvres os. Et le KGB doit sûrement m'attendre.
> – Il s'appelle le FSB maintenant.
> – Quel que soit leur nom, ils sont encore pires que le KGB[21].

La Sentinelle sort l'année de l'assassinat de Litvinenko, *Les Promesses de l'ombre* juste après : pour les hommes du cinéma, il ne faut pas laisser passer l'occasion d'adapter cet épisode sur grand écran. L'histoire est si rocambolesque que les droits de l'adaptation au cinéma sont rapidement acquis par Johnny Depp et du réalisateur Michael Mann. Les rumeurs mentionnent Daniel Craig dans le rôle de Poutine, Johnny Depp dans le rôle-titre. Quatorze ans après l'empoisonnement de Litvinenko, le film est toujours en stand-by – la raison pourrait être l'échec retentissant de *Hacker* (2015), l'histoire d'un cybercriminel, Nicholas Hathaway (Chris Hemsworth), qui se rachète en découvrant le coupable d'une attaque informatique sur une centrale nucléaire à Hong Kong.

Le propre des romans et des films d'espionnage de la « nouvelle guerre froide » des années 2000 n'est cependant pas de représenter de nouveaux espions, mais plutôt de lire le présent à l'aune du passé. Ainsi, Tom Clancy dans *Red Rabbit* (2002) revient aux années 1980 et s'attarde sur la réalité du projet soviétique d'assassiner Jean-Paul II. Cette forme de représentation touche le cinéma, avec *Agent double* (2007), qui met en scène le dernier épisode de la traque de Robert Hanssen, d'où les

Soviétiques sont absents, ce qui est une manière de suggérer qu'ils demeurent toujours dangereux parce qu'invisibles[22].

Si le passé peut aider à comprendre le présent, ou à l'illustrer, il peut aussi prêter à rire. Avec le retour d'OSS 117, la France rejoint le groupe des pays qui ont, depuis les années 1980, remis au goût du jour la parodie des films d'espionnage, voire celui de la parodie de parodies[23]. Dans le film de 2006, l'OSS 117 nouvelle mouture, un agent désormais 100 % français (avec tous ses défauts…) affronte une pléiade d'ennemis, en 1955, au Caire. L'un de ses adversaires est un agent soviétique se faisant passer pour un éleveur de moutons, Evgueni Setine (Konstantin Aleksandrov), un homme affable… et adepte de la torture. La représentation de l'agent soviétique ne peut donc échapper aux stéréotypes les plus traditionnels – bien normal étant donné que nous sommes dans un contexte comique qui peut tout aussi bien servir à dénoncer les clichés.

Cherchez la femme

Le 23 septembre 2009 sort sur les écrans le film *L'Affaire Farewell*, adapté « librement » du livre de Sergueï Kostine, *Bonjour Farewell*, paru en 1997[24]. À Patrick Ferrant, l'officier traitant de Vetrov, est substitué le fictif Pierre Froment (Guillaume Canet), ingénieur chez Thomson-CSF, qui n'aurait donc gardé de l'attaché militaire que les initiales, mais serait surtout inspiré de Xavier Ameil. En lieu et place de Vladimir Vetrov, on trouve un agent du KGB nommé Sergueï Grigoriev.

Ces précautions ne trompent personne et surtout pas les Russes, initialement partenaires du film. Alexandre Avdeïev, l'un des diplomates expulsés en 1983, promu en mai 2008 ministre de la Culture[25], oppose une fin de non-recevoir au projet. L'acteur russe qui devait jouer Grigoriev, Sergueï Makovetski, doit être remplacé par Emir Kusturica et

au lieu d'un tournage à Moscou, Christian Carion doit se rabattre sur Kharkov, dont les paysages urbains portent les stigmates de l'époque soviétique. Le film ne sortira d'ailleurs jamais en Russie.

Dans le film, Pierre Froment n'a rien d'un agent secret : c'est d'ailleurs pour cela qu'il a été choisi par la DST. Un peu malgré lui, il va pourtant servir d'intermédiaire auprès de Grigoriev, un personnage attachant, qui aime la France et sa culture. De fait, ce qui rend Pierre sympathique et contribue à n'en pas douter au succès du film, c'est d'abord ses qualités de Monsieur Tout-le-Monde : le public peut facilement s'identifier à lui. Si le réalisateur a plutôt été bienveillant avec les services secrets français – Vallier (Niels Arestrup), le patron de la DST, est un vrai patriote –, il en va différemment des américains. Réalisé à la fin de l'ère George W. Bush, il sacrifie à l'antiaméricanisme ambiant et représente le président américain Ronald Reagan (Fred Ward) sous les traits d'un simplet, qui rabâche à son entourage sa frustration d'ancien acteur de westerns de série B, et se permet d'exiger de Mitterrand qu'il chasse les communistes de son gouvernement. L'officier de la CIA, Feeney (Willem Defoe), trahit l'identité de Grigoriev au KGB pour sauver un de ses espions russes, Choukhov (Alexeï Gorbounov). Les ennemis de la guerre froide sont renvoyés dos à dos, comme le veut un tropisme initié par John Le Carré, et comme le veut aussi une certaine tradition française, d'inspiration gaullienne, qui définit la guerre froide comme « un monde dominé par deux superpuissances qui s'opposent » (mention au début du film), une simplification évidemment outrancière qui ferait sourire n'importe quel spécialiste de la guerre froide aujourd'hui, simplification contredite par la réalité de l'affaire Farewell.

L'Affaire Farewell marque la fin d'une époque, celle des illusions sur la dictature poutinienne, et en ouvre une autre, celle de la « nouvelle guerre froide » et du retour de la peur devant les opérations du Kremlin. Une époque marquée par le grand retour des agents russes, présentés de plus en plus comme des personnages complexes, à la fois plus civilisés et en même temps plus cruels que les ennemis terroristes, qui avaient eu

tendance à les occulter pendant la décennie qui suit le drame du 11 septembre. Le film français marque aussi, d'une certaine manière, la fin d'une époque où les femmes sont, dans les fictions d'espionnage, trop souvent cantonnées à des rôles de séductrices plus ou moins passives, quand elles sont des espionnes, dont le destin « naturel » est d'abadonner leurs activités pour tomber amoureuses et, si possible, fonder une famille (*Ninotchka*, *Bons baisers de Russie*). L'instinct de survie de la femme, épouse et mère, entre forcément en conflit avec le renseignement. Comme le dit à Pierre Froment son épouse Jessica (Alexandra Maria Lara), d'origine est-allemande : « Ce n'est pas à toi de t'occuper de ça. J'ai épousé un ingénieur, pas James Bond[26]. »

L'événement qui provoque un tournant dans les imaginaires est « l'affaire des illégaux » de 2010, et en particulier l'arrestation d'Anna Chapman, dont il a été question au chapitre précédent. D'une certaine manière, le changement est déjà dans l'air, comme le prouve la sortie d'un film qu'on aurait pu penser inspiré par l'affaire de 2010, mais qui est pourtant tourné en 2009, un an avant que le scandale n'éclate[27]. Il s'agit de *Salt*, superproduction sortie le 23 juillet 2010 aux États-Unis – deux semaines après l'échange des illégaux russes. Derrière ce titre en forme de clin d'œil aux accords de désarmement américano-soviétiques des années 1970 se cache l'histoire d'un agent de la CIA qui s'avère être une taupe russe, une illégale arrivée jeune aux États-Unis, Evelyn Salt.

Dans le scénario de Kurt Wimmer, Evelyn Salt devait à l'origine être un homme, Edwin Salt. Tom Cruise avait été pressenti pour le rôle avant de décliner, en raison de la trop grande ressemblance avec le héros qu'il interprète dans *Mission : impossible*, Ethan Hunt. En septembre 2008, le rôle est donc proposé à Angelina Jolie, célèbre pour ses interprétations d'héroïnes musclées. Le mythe de Mata Hari, conjugué à celui de l'espionne russe, belle, rusée et impitoyable : *Salt* est un succès au box-office, moins en raison de la sophistication de son scénario, un condensé de tout ce qu'on a pu voir pendant la guerre froide, les effets spéciaux en plus, qu'en raison du charisme et du jeu convaincant de la protagoniste.

Sans oublier, certainement, le petit coup de pouce (involontaire) d'Anna Chapman, échangée comme on s'en souvient début juillet.

Le succès de *Salt* s'explique par une demande de héros féminins dans la littérature et le cinéma, en particulier dans un genre considéré comme le dernier refuge de la virilité : le film d'espionnage *(spy film)* ou thriller d'espionnage *(spy thriller)*. La « virilisation du héros féminin », sa transformation en personnage capable de prouesses physiques jusqu'ici réservées aux hommes traduit elle-même la « virilisation » du film d'action masculin dans la première décennie du XXIe siècle. Marqué par le succès de Jason Bourne et le Batman de Christopher Nolan (*Dark knight*, trois films de 2005 à 2012), James Bond fait aussi sa mue. La finesse de Roger Moore et de Pierce Brosnan n'est plus de saison : à partir de *Casino Royale* (2006), Daniel Craig, le visage taillé à la serpe, incarne 007 dans *Quantum of Solace* (2008), *Skyfall* (2012), *Spectre* (2015), en attendant le 25e film de la série qui devrait voir le jour en 2020[28].

La tentative de créer une héroïne dans un monde et un genre plutôt masculins, et qui ne soit pas une simple potiche, une séductrice sans autres qualifications que son physique, ou une espionne par accident (par exemple, mariée à un agent) n'est pas nouvelle, et ne répond pas à un simple effet de mode, mais prend racine dans l'idéal de la « nouvelle femme », indépendante et fière, de la fin du XIXe siècle, idéal influencé, entre autres, par le mouvement des suffragettes. À cela il convient d'ajouter la spécificité du cinéma, un spectacle qui, on l'oublie trop souvent, a surtout été apprécié par les femmes. Au début du XXe siècle, la vogue des mélodrames de la période victorienne inspire la majorité des scénarios, et la plupart des protagonistes sont justement des femmes, auxquelles les spectatrices peuvent facilement s'identifier[29].

L'un des tournants les plus importants pour l'histoire de l'imaginaire des espionnes, dans la littérature comme au cinéma, est l'affaire Mata Hari (de son vrai nom Margaretha Geertruida Zelle), une danseuse déguisée en « orientale » et une courtisane d'origine hollandaise, exécutée – sans preuves véritables – comme espionne allemande par les Français en

octobre 1917. Le cinéma s'empare du personnage de Mata Hari pour en fait l'archétype de la femme fatale, l'étrangère lascive, forcément coupable. L'un des premiers films a faire référence indirectement à Hari aussi l'un des tout premiers films d'espionnage : il s'agit des *Espions* de Fritz Lang (1928), où le méchant, Haghi (la ressemblance avec Hari n'est pas fortuite), est un millionnaire à la tête d'une organisation internationale d'agents secrets qui emploie des prostituées comme autant de séductrices. Au début des années 1930, deux superstars, Marlene Dietrich, dans *Agent X 27*, et Greta Garbo, dans *Mata Hari*, cimentent définitivement le mythe. Dans ce dernier film, l'exotisme d'inspiration orientale y glisse imperceptiblement vers le style russe, « cosaque », ce qui finit de semer le doute sur l'identité de la supposée traîtresse.

Il serait injuste de réduire l'image de l'espionne au cinéma à celle d'une femme fatale : la Première Guerre mondiale contribue aussi à forger des archétypes d'espionnes positives, comme Edith Cavell, Britannique qui organise la résistance en Belgique, une martyre condamnée et exécutée par les Allemands en 1915. Dans les images de propagande, Cavell, cantonnée dans son rôle d'infirmière, patriote immaculée, est l'anti-Hari, trouvant aussi la voie du cinéma, comme dans *Nurse Edith Cavell* (Herbert Wilcox, 1939). Dans l'entre-deux-guerres, la représentation de l'espionne oscille donc logiquement entre ces deux pôles, contribuant à faire de l'espionne un personnage fondamentalement ambigu, évoluant dans un contexte d'attente d'un nouveau conflit. L'une des actrices qui s'illustre à plusieurs reprises dans ces rôles est Valerie Hobson, Britannique qui, après un début de carrière chez Universal, revient en Angleterre où elle joue dans trois films d'espionnage dans les années 1930.

Un autre tournant dans l'histoire de l'espionne à l'écran sont les années 1960, époque qui offre aux femmes des opportunités professionnelles auxquelles leurs parents ne pouvaient prétendre, le tout dans un contexte de « crise de la masculinité ». Déguisées en personnages séduisants, les femmes à l'écran sont devenues des professionnelles. On le voit notamment à la télévision. L'une des premières est la détective privée

Honey West, personnage créé par Gloria et Forest Fickling, sous le pseudonyme « G.G. Fickling », avec un premier livre sorti en 1957. West a combattu pendant la Seconde Guerre mondiale, puis la guerre de Corée. Adaptée pour la télévision sous le titre *Honey West* (1965-1966), elle est interprétée par Anne Francis et tout dans son apparence indique qu'elle pourrait très bien être une espionne. Mais la mayonnaise ne prend pas et la série s'éteint au bout d'une seule saison. L'une des explications à cet échec pourrait être, en reprenant la thèse de l'historien Robert Corber, la persistance d'une peur ancienne, celle de la femme indépendante et masculine, qui mettrait entre parenthèses son devoir sacré de mère et affaiblirait ainsi l'institution de la famille, compromettant les capacités du pays à vaincre le totalitarisme[30].

Ce sont les Britanniques qui renouvellent l'image de l'espionne à l'écran avec notamment Emma Peel (Diana Riggs), héroïne de la série britannique *Chapeau melon et bottes de cuir* (1961-1969), capable non seulement de séduire, mais aussi de prouesses intellectuelles et physiques : une percée qui reflète l'émancipation des femmes dans le monde du travail à cette époque. Les États-Unis suivent : inspirés par Emma Peel et *Bons baisers de Russie*, les Marvel Comics créent en 1964 un personnage de super-espionne russe, Natacha Romanova, mieux connue sous son nom de scène : la Veuve noire. D'abord agent du KGB, cette nouvelle incarnation de la femme fatale tombe amoureuse d'un super-héros et passe à l'Ouest – le prix à payer de sa popularité auprès des jeunes lecteurs émoustillés par ses formes…[31] Le cinéma et la télévision sont pour l'instant plus timorés : Cinnamon Carter (Barbara Bain), agent des Impossible Mission Forces dans la série *Mission : impossible* (1966-1973), est certes pourvue d'un physique avantageux, mais elle ne se bat pas. Des progrès sont faits dans ce domaine dans les années 1970 (époque du féminisme triomphant) et quatre-vingt (période dite post-féministe).

Le renouveau de la guerre froide dans les années Reagan donne lieu à la création de personnages d'espionnes soviétiques qui ne marquent pas l'histoire du cinéma ou de la télévision, mais reflètent des mythes (en

partie vrais) sur le KGB qui seront repris des années plus tard, pendant la « nouvelle » guerre froide ». Elena Koslov (*sic*, en russe, les noms féminins se terminent par un « a », et donc ce serait Koslova), interprétée par Linda Hamliton, est une recrue de l'école des séductrices dans le téléfilm *Les Filles du KGB* (1985) ; Bonnie (Kelly Preston) dans *Les Experts* (1989), est une jeune espionne qui tombe amoureuse de Travis (John Travolta), un bon à rien ramené des États-Unis par le KGB pour l'aider à parfaire sa connaissance de la culture populaire américaine. La vraie percée advient avec *Nikita* (Luc Besson, 1990), où Anne Parillaud interprète une jeune droguée recrutée par les services secrets français pour y devenir une véritable machine à tuer (il ne faut pas oublier que *Nikita* n'aurait certainement pas existé sans Ellen Ripley, dure à cuire de la série des Alien, entre autres).

Pendant longtemps, l'espionne est d'abord un agent qui exécute des ordres, rarement celle qui les donne, celle qui planifie et inspire. Avec la nomination de Stella Rimington à la tête du MI5 en 1992, l'image de la femme dans les institutions du renseignement doit changer aussi. Trois ans plus tard, c'est fait. « M », le chef du MI6 dans les James Bond, change de sexe. Il sera interprété par Judi Dench pendant dix ans, de 1995 à 2015, dans sept films. La tendance se confirme pour devenir une normalité : citons, entre autres exemples, l'officier supérieur de la CIA interprétée par Angela Bassett dans *Target* (McG, 2012) ou, de l'autre côté du miroir, Irina (Elena Liadova), la tout aussi glaciale responsable d'une branche du FSB dans la série *McMafia* (2018-…).

L'importance de la représentation de la lutte antiterroriste à l'écran favorise aussi l'émergence d'agents féminins qui sortent des sentiers battus. On pense à Maya (Jessica Chastain) dans *Zero Dark Thirty* (Kathryn Bigelow, 2012), agent de la CIA qui traque Ossama bin Laden, en partie inspirée par Alfreda Bikowsky, agent controversé en raison de son apologie de la torture – élément gênant évacué du film. La réalisatrice de ce dernier film est une femme : de fait, la montée des femmes dans l'industrie du film est aussi un facteur important dans la multiplication

des héroïnes (ou antihéroïnes à l'écran). « The time has come » (« Le temps est venu »), dit Barbra Streisand en 2010, lors de la remise de l'Oscar de la réalisation à Kathryn Bigelow pour *Les Démineurs* : c'est de fait un tournant important.

Il convient de souligner qu'à côté de ces personnages féminins forts, dramatiques, coexistent des héroïnes comiques dont l'objectif est de se jouer des codes traditionnels du film d'espionnage et de ses stéréotypes féminins. Il en va ainsi de *Spy* (Paul Feig, 2015), où Susan Cooper (Melissa McCarthy), une agent de la CIA en surpoids, est lancée sur le terrain après la mort de son partenaire ; ou de *L'Espion qui m'a larguée* (Susanna Fogel, 2018) où Audrey (Mila Kunis), une caissière de supermarché, et son amie Morgan (Kate McKinnon), sont entraînées malgré elles dans le monde impitoyable des agents secrets. Les deux productions, dont l'action se déroule dans les grandes capitales européennes, sont une invitation au voyage, un tropisme ancien du film d'espionnage et qui a fait ses preuves, aussi, auprès du public féminin.

Les scénaristes ne risquent pas de se lasser des protagonistes féminins dans les films d'espionnage : citons en exemple *The Operative* (Yuval Adler, 2019), où Diane Kruger interprète une agent du Mossad. Citons aussi Virginia Hall, célèbre espionne britannique de la Seconde Guerre mondiale qui, après avoir inspiré trois livres (!) en 2019, est portée la même année à l'écran dans *Liberté: a Call to Spy*, tandis qu'un autre long métrage est actuellement en tournage. Le cinéma fantastique a aussi son héroïne, puisqu'en 2020 devrait enfin sortir un film entièrement dédié à la Veuve noire de la galaxie Marvel, aux origines soviétiques. De fait, qu'en est-il des espionnes de la guerre froide, les vraies ?

Les films récents inspirés par ce contexte sont essentiellement basés sur l'archétype de la super-héroïne, du type *Alias*. On pense ici au super-agent du MI6 Lorraine Broughton (Charlize Theron) dans *Atomic Blonde* (David Leitch, 2017), à l'ancienne ballerine recrutée par le SVR Dominika Egorova (Jennifer Lawrence) dans *Red Sparrow* (Francis Lawrence, 2018) ou à la top-modèle du KGB (*sic*) Anna (Sasha Luss) dans *Anna* (Luc

Besson, 2019). Des films qui rencontrent un succès modéré ou carrément l'échec commercial, comme c'est le cas de ce dernier film. Il est en effet difficile de renouveler le genre quand on se base sur des personnages de bande dessinée…

Revenons à *L'Affaire Farewell*, vu plus haut : sa force est de s'appuyer sur un contexte historique qui n'est pas simplement un décor et des personnages qui ne sont pas unidimensionnels. Le film joue aussi sur une fibre nostalgique, celle des années 1980. Un autre point fort du film français est le choix du protagoniste, Patrick Ferrant, jeune attaché militaire et père de famille – plus que Vetrov lui-même. De même dans *Le Pont aux espions* (Steven Spielberg, 2015), où le héros n'est pas l'illégal soviétique William Fischer, mais son avocat, James B. Donovan (Tom Hanks), un choix qui ne crée par de cas de conscience chez les spectateurs et permet au film de rencontrer le succès.

Choisir un protagoniste qui soit un antihéros n'est pas un problème en soi, mais il faut le faire intelligemment, en créant de la complexité, ce qui n'est pas le cas de *Red Joan* (Trevor Nunn, 2019), un biopic de Melita Norwood, basé sur le livre de Jennie Rooney (2013), lui-même prenant des libertés, à commencer par le changement du nom de l'espionne. Le film est un échec retentissant. Outre le problème du choix d'une octogénaire dans le rôle de la protagoniste, un choix commercial discutable, on notera surtout un problème de scénario, qui passe sous silence la fascination de Norwood pour le communisme, ce qui crée finalement un malentendu sur la nature de la guerre froide et l'attraction qu'a pu exercer le modèle soviétique pour des millions de personnes de par le monde. Cette fois-ci, Judi Dench, une actrice d'un grand talent, ne peut rien faire pour sauver le film.

Le naufrage de *Red Joan* s'explique aussi pour des raisons liées à la crise du 7e art. Sans doute, le cinéma, tel qu'il est conçu aujourd'hui, est mal adapté pour parler de l'espionnage de manière réaliste, montrant le savoir-faire de l'espion, et son monde intérieur, ses états d'âme. Le contexte historique, les enjeux militaires et scientifiques de l'espionnage,

doivent trop souvent être sacrifiés sur l'autel de l'action, de la rentabilité. Surtout, les spectateurs d'aujourd'hui préfèrent, pour ce genre de sujet et de personnage, le rythme moins pressé de la série télévisée qui connaît, depuis le milieu du XXe siècle, un nouvel âge d'or.

*
* *

Parce qu'elles s'inscrivent dans un contexte qu'on qualifie parfois de « troisième vague féministe », où la femme redevient à la fois objet de désir et en même temps revendique son indépendance et une sexualité souvent ambiguë, de nombreuses séries de ce cycle ont justement pour protagonistes des (jeunes) femmes – et se destinent logiquement à un public jeune. Certaines s'inscrivent dans le genre du fantastique ou de la science-fiction, comme *Xena la guerrière* (1995-2001) *Buffy, tueuse de vampires* (1997-2003)[32]. D'autres s'inspirent du contre-terrorisme, comme *La Femme Nikita* (1997-2001), première adaptation télévisée du film de Luc Besson, qui donne à son tour naissance à la série *Alias* (2001-2006) dont l'héroïne, Sydney Bristow (Jennifer Garner), agent double de la CIA, est la fille de Laura Bristow, de son vrai nom Irina Derevko (Lena Olin), qui se trouve être un ex-agent du KGB. Bristow, polyglotte, experte en arts martiaux et en déguisement, capable non seulement d'exécuter, mais aussi concevoir un plan d'action, donnera naissance à son tour à Evelyn Salt, mentionnée plus haut. *Alias*, comme *X-Files* (1993-2002), où les héros sont deux agents du FBI, Fox Mulder (David Duchovny) et Dana Scully (Gillian Anderson), sont en fait des séries hybrides, mélangeant réel et fantastique, surfant sur les thèses complotistes – un État dans l'État dans *Alias*, l'existence d'extra-terrestres cachés au commun des mortels dans *X-Files*.

Les attentats du 11 septembre, l'avènement de la nouvelle guerre froide, mais aussi le développement des sociétés de vidéo-à-la-demande comme Netflix et Amazon, poussent à la création de séries centrées sur le monde réel. Comme après la Seconde Guerre mondiale, qui avait

provoqué la mode des films noirs, on voit se multiplier des séries sombres, moralement ambivalentes, destinées à un public plus mûr. Parmi elles, plusieurs se focalisent sur le contre-terrorisme, comme *24* (2001-2010) et *Homeland* (2011-2019), la britannique *MI-5* (2002-2011) ou l'israélienne *Fauda* (2015 et 2017). D'autres se déroulent à l'étranger, comme *Berlin Station* (2016-2019), ou la minisérie allemande *The Same Sky* (2017), à Berlin. Seule *Homeland* a pour protagoniste une femme, l'agent bipolaire de la CIA Carrie Mathison (Claire Danes), et une seule qui met en scène une espionne soviétique : *The Americans* (2013 à 2018), où les héros (ou plutôt les antihéros) sont un couple d'illégaux dans l'Amérique de Reagan, Elizabeth (Keri Russell) et Philip Jennings (Matthew Rhys).

Le scénariste de *The Americans*, Joe Weisberg, est un ancien agent de la CIA inspiré par l'affaire des illégaux de 2010. Elizabeth et Philip sont deux « agents dormants » du KGB, Mikhaïl et Nadejda, nés en URSS, arrivés aux États-Unis en 1965. Elizabeth et Philip parlent un anglais parfait, dirigent une agence de voyage et, cerise sur le gâteau, ont deux enfants, Paige et Henry, nés aux États-Unis, qui ignorent tout de leurs activités. Leur quotidien se corse quand ils découvrent qu'ils ont pour voisin un agent du contre-espionnage du FBI.

Pour concevoir la série, Weisberg s'inspire de son expérience, ainsi que des publications de transfuges comme Mitrokhine. La série s'inspire aussi des révélations d'Albrecht Dittrich, agent est-allemand formé par le KGB qui l'envoie aux États-Unis dans les années 1970 sous le nom de Jack Barsky. L'agent travaille comme informaticien, se marie, devient père de trois enfants. Pour le surveiller, le FBI achète une maison voisine de la sienne. Coupant avec le KGB en 1988, Barsky n'est arrêté qu'en 1997. Il collabore et obtient la citoyenneté américaine. En 2015, un documentaire raconte pour la première fois son parcours exceptionnel au grand public.

The Americans dévoile les agents soviétiques et leurs OT dans leur quotidien, montre la « cuisine » de l'espionnage *(tradecraft)* – des opérations actives aux assassinats, les recrutement d'agents d'influence et d'espions, y compris au cœur du département d'État. Pour Barsky, la série

est la plus réaliste qui ait été produite sur l'espionnage soviétique, mais dans le même temps, elle n'en demeure pas moins une pure fiction : pour l'ancien illégal, les actions outrancières du couple Jennings (déguisements, sexpionnage, combats et meurtres…) si tant est qu'elles avaient pu avoir lieu, auraient entraîné leur arrestation au bout d'un mois dans la vraie vie[33]. Dès lors, c'est moins l'espionnage que les scènes figurant les *vrais Russes* qui me paraissent les plus réussies, surtout celles se déroulant dans l'enceinte de l'ambassade soviétique, et opposant le résident Arkadi Zotov (Lev Gorn), un officier arrivé aux États-Unis grâce à sa ténacité, symbolisant l'ancienne générations d'agents, et l'officier de la ligne X Oleg Bourov (Costa Ronin), plus cynique (mais compétent), représentant de la nouvelle génération des fils-à-papas, désabusé de l'idéologie communiste et fasciné par la musique et la technologie américaines.

The Americans demande aux spectateurs de s'identifier avec des protagonistes avec lesquels, normalement, toute identification est impossible. Des adversaires des États-Unis qui n'hésitent pas à mentir, désinformer, infiltrer, et même assassiner pour les besoins de leur mission. Dès le départ, la série crée une tension, un malaise, un cas de conscience que le spectateur aurait pu ressentir avec *Les Soprano* (1999-2007), célèbre série où il était question d'une famille de mafieux stressés consultant des psychiatres, ou, autre exemple célèbre, *Breaking Bad* (2008-2013), avec dans le rôle du protagoniste, un professeur de chimie devenu fabriquant et trafiquant de drogue, Walter White. Cette tension avait justement contribué au succès de ces séries : le monde n'appartenait plus à des héros non exempts de défauts, mais à des antihéros pleins de qualités. Dans le cas de *The Americans*, la tension résultant de la nécessaire identification des spectateurs et la nature maligne des protagonistes est encore plus grande non seulement parce qu'ils vivent une double vie, qu'ils commettent des actes repréhensibles au nom d'une cause douteuse, mais aussi parce qu'ils ne sont jamais appréhendés. Leur

punition est en réalité plus cruelle – leurs enfants décident de ne pas les suivre en Russie.

Le succès est au rendez-vous, d'une part en raison de la qualité du scénario, jamais à court de rebondissements, la prestation plus que convaincante du couple d'acteurs – mariés dans la vraie vie, de l'effet cathartique produit par le miroir déformé offert par les espions aux spectateurs, mais aussi en raison d'une représentation humanisée : les Soviétiques ne sont pas des personnages en carton-pâte. Le pari de Weisberg était de « dé-diaboliser » autant que faire se peut l'adversaire de guerre froide, de sortir du paradigme de « l'Empire du mal » pour montrer non seulement leur travail au jour le jour, mais aussi leur humanité d'agents idéologiquement motivés, patriotes, à maints égards impitoyables, mais aussi sensibles, capables d'évoluer, d'éprouver des émotions, surtout dans leur rôle de parents confrontés à de jeunes adolescents.

Fidèle à une certaine tradition du film d'espionnage, Weisberg cherche aussi à montrer les points communs entre les services de renseignement des deux camps, la persistance, de chaque côté, de personnalités outrancières, ambitieuses, arrivistes, quelle que soit le modèle idéologique. Le nivellement n'est jamais loin, ce qui a d'ailleurs été reproché à la série à l'issue de la diffusion de son dernier épisode – une accusation injuste, tant la représentation de la vie derrière le Rideau de Fer n'est jamais gaie dans la série. L'originalité de *The Americans* explique a contrario l'échec retentissant de *The Assets* (États-Unis, ABC, une seule saison en 2014), série mettant en scène une agent de la CIA, Sandra Grime (Jodie Whittaker), traquant Aldrich Ames, célèbre taupe du KGB – le scénario est prévisible et le protagoniste féminin manque singulièrement de profondeur. Tout le contraire du personnage d'Elizabeth / Nadejda.

L'interprète d'Elizabeth Jennings est Keri Russell, connue pour avoir incarné Felicity Porter, une étudiante de New York, dans la série *Felicity* (1998-2002). Ce personnage ingénu et innocent contribue à rendre

crédible son personnage d'espionne russe. Née à Smolensk, d'un père mineur et d'une mère comptable dans la cellule locale du Parti, Nadejda est persuadée que son père est tombé en héros pendant la bataille de Stalingrad, avant de découvrir qu'il a été fusillé comme déserteur par le Smerch, ce qui crée chez elle un complexe de culpabilité, qu'elle rachète en acceptant de devenir espionne pour le KGB alors qu'elle n'est qu'adolescente. Nadejda a toutes les qualités qu'on s'attend à trouver chez l'espionne parfaite, déjà rencontrées maintes fois à l'écran : c'est une femme intelligente, séduisante et experte des arts martiaux et de l'art du déguisement, de la manipulation. Une femme capable aussi de tuer sans hésiter. À plusieurs reprises, elle se montre une fanatique qui n'est pas sans rappeler une certaine Ethel Rosenberg.

Mais par-delà ce portrait d'agent parfait, Nadejda est aussi une personne qui change, parvenant à surmonter sa sécheresse émotionnelle au fil des saisons. Mère absente, elle est en même temps proche de ses enfants, qu'elle couve. Au fond, s'il y avait une critique à formuler à l'égard de *The Americans*, c'est que paradoxalement, en voulant dépasser les clichés habituels sur les Russes et la Russie, la série a grandement contribué au mythe de l'omnipotence des services secrets russes. Les vrais illégaux étaient loin, très loin de ces agents « parfaits », trop parfaits sans doute.

*
*   *

Éric Rochant était-il prédestiné à révolutionner le petit monde tranquille de la télévision française avec *Le Bureau des légendes* ? Lancée en 2015, la série qui met en scène les agents du bureau des clandestins de la DGSE et qui compte désormais quatre saisons (une cinquième est en cours de tournage à l'heure où j'écris ces lignes) rencontre un succès immédiat et se vend dans le monde entier.

Le réalisateur du film culte *Un monde sans pitié* (1989) s'est penché sur le monde l'espionnage à deux reprises. Dans *Les Patriotes* (1994), il

imaginait un agent français infiltré dans les services isréaliens. Vingt ans plus tard, inspiré par l'affaire des illégaux, il avait renoué avec la culture russe – il avait d'ailleurs fait du russe au lycée – avec *Möbius* (2013) où l'agent du FSB « Moïse » (Jean Dujardin) se fait passer pour un homme d'affaires, Grigori Lioubov, afin d'enquêter sur un oligarque russe planqué à Monaco, Ivan Rostovski (Tim Roth), calqué sur Abramovitch. Les deux films et surtout le dernier ne connaissent qu'un succès d'estime. Le problème de la crédibilité du protagoniste dans *Möbius* – Jean Dujardin, acteur « trop » connu pour ses rôles comiques, dans un rôle dramatique (y compris d'espion, dans *OSS 117*), qui plus est celui d'un Russe – pourrait certainement expliquer l'échec d'un film que Rochant imaginait comme un hommage aux *Enchaînés* (1946), l'un des plus grands succès d'Alfred Hitchcock – avec l'espionnage atomique comme toile de fond.

La première raison du succès du *Bureau des légendes (BDL)* tient d'abord dans le fait qu'Éric Rochant et le producteur Alex Berger ont conçu la série comme un support pour introduire en France les méthodes américaines, avec notamment le concept de *showrunner* (créateur qui est en même temps le coréalisateur, coscénariste et coproducteur), la concentration de l'écriture, réalisation et post-production, les trois étapes principales de toute création filmique, dans un lieu unique (la Cité du cinéma à Saint-Denis, inaugurée en 2012).

Le soutien de la DGSE, qui se réjouit d'une « plausibilité » de l'intrigue et pour laquelle la série est un formidable vecteur publicitaire (les services secrets, pendant longtemps, avaient très mauvaise presse) – mais qui, il faut le souligner, n'a aucun droit de regard sur les scénarios – doit évidemment être pris en considération pour juger du réalisme de l'ensemble. La série peut tout aussi bien être perçue comme un excellent moyen de s'initier à la culture du renseignement et globalement, aux enjeux des relations internationales, par sa dimension pédagogique. Elle est aussi un moyen de percevoir l'alterité : loin est le temps où tout le monde parlait anglais ou français dans les films, et les Russes s'exprimaient avec un parfait accent oxfordien… Les protagonistes parlent

chacun leur langue et quand ils font l'effort d'en parler une autre, personne n'est dupe de leur accent.

Le réalisme est en effet un atout de tout premier plan du *BDL* : on le retrouve non seulement dans les décors de la DGSE, mais dans bien d'autres « effets de réel », le dialogue, l'action et le comportement des protagonistes. Le héros masculin des quatre premières saisons, Guillaume Debailly alias « Malotru » (Mathieu Kassovitz) travaille en équipe, sous la direction de « veilleurs », en partenariat avec d'autres agents. C'est précisément son côté « héroïque », imprévisible et romantique, qui le rend finalement « toxique » aux yeux du BDL. Sa mort à la fin de la quatrième saison sonne comme un dur rappel à la réalité : les James Bond ne sont pas les bienvenus dans le monde réel.

L'évolution des « méchants » (terme utilisé par pure convention ici) dans la série reflète l'actualité et ce n'est évidemment pas étonnant : Éric Rochant a l'ambition de donner au public les clés pour comprendre le rôle du renseignement français dans le monde moderne. Les opérations des deux premières saisons s'étaient déroulées principalement en Syrie et en Iran. Les adversaires étaient les terroristes de Daech. La saison 3 (2017) marque le début de la transition vers le monde de la « nouvelle guerre froide ». « Malotru », prisonnier de Daech en Syrie, rencontre une taupe du FSB dans les rangs des islamistes, l'officier Alexeï Khlebnikov (Zachary Baharov), une force de la nature, un personnage courageux et déterminé, qui se sacrifie pour faciliter l'évasion du Français qu'il avait d'abord voulu livrer au FSB pour l'échanger contre des prisonniers russes en Ukraine. Khlebnikov est la parfaite incarnation de l'ambivalence de la Russie aux yeux de l'Occident – à la fois l'allié dans la guerre contre Daech et l'adversaire d'une guerre du renseignement ailleurs.

Cette ambivalence vis-à-vis de la Russie est amplifiée dans la saison 4 (2018), où Malotru / Debailly, échappé des prisons de Daech, trouve refuge dans la capitale russe où il est rapidement arrêté par le FSB. « Je ne serais pas loin de penser que le FSB est peut-être pire que Daech » assène un expert du BDL dès le deuxième épisode. Pas de doute quand Malotru

se retrouve jeté dans une cellule de la tristement célèbre prison Lefortovo, peuplée de criminels endurcis et barbares, sous l'œil vigilant d'un *vor v zakonié*, criminel dont les tatouages révèlent un code d'honneur, figure aussi omnipotente qu'incontournable de l'antimonde russe à l'écran depuis *Les Promesses de l'ombre* (David Cronenberg, 2007). L'incarnation du FSB est Karlov (Alexeï Gorbounov, un acteur ukrainien catalogué dans les rôles d'espions russes), un vieux briscard du renseignement, un homme rompu au chantage, aux jurons (le *mat*, expressions très grossières et intraduisibles) et brutalités, l'antithèse des officiers policés de la DGSE. Un homme qui ricane quand Malotru lui lance « la guerre froide est finie, non ? » – manière de refuser la défaite de la Russie…

Le FSB entretient des liens troubles avec les hackers russes, certains acquis au pouvoir, et inquiétants, d'autres indépendants et sympathiques, comme Mikhaïl (Surho Sugaipov), administrateur réseau que la clandestine de la DGSE Marina Loiseau (Sara Giraudeau) décrit comme « sensible, intelligent, hostile à Poutine ». Tous sont très compétents, comme le dit le hacker attitré du BDL, César (Stefan Crepon) : « Ils sont forts, les salauds ».

Ce monde secret des hackers, tantôt rebelles, tantôt agents du FSB (rien n'est dit de la GRU), on le découvre à travers des yeux de Marina, qui depuis la saison 3 endosse l'identité d'une sismologue, cette fois dans un centre de recherche de Moscou, l'Institut Boulgakov. Outre Mikhaïl, on effleure grâce à elle les thématiques ô combien complexes de la cyberguerre et les travaux sur l'intelligence artificielle (IA), enjeu majeur pour les services secrets du monde entier, et Poutine en particulier, comme l'a montré l'exergue au chapitre précédent. La série fait allusion, sans trop se mouiller, à l'ingérence russe dans les élections américaines de 2016, en évoquant le cas de Garry Antonov, « psycho-sociologue spécialisé dans les processus électoraux des démocraties contemporaines », qui travaille avec un ingénieur du Centre 21, le centre de recherche russe en IA, et le groupe de hackers (imaginaire) répondant au nom de Deus, pour

concevoir un logiciel destiné à influencer les *switchers* (personnes qui peuvent changer de camp pendant les élections).

Une autre raison du succès de la série est la place importante accordée aux femmes, qu'on retrouve dans différentes fonctions – à la direction, avec Marie-Jeanne Duthilleul (Florence Loiret-Caille), devenue chef du BDL après la mort de son prédécesseur, parmi les « veilleurs » et évidemment les agents. Marina Loiseau est le contrepoint nécessaire à Malotru : jeune, sensible, d'apparence fragile, c'est une héroïne qui est tout sauf une super-héroïne comme Nadejda dans *The Americans* : elle ne se bat pas, elle ne tue pas. Elle doute, elle souffre, elle connaît des échecs, elle a des sentiments. Côté russe, les scénaristes ont imaginé deux personnages féminins, un positif et un négatif, ce dernier hélas montré trop brièvement : Samara (Maryana Spivak) est une Russe comme les autres qui a une relation avec Malotru, mais montre son courage en révélant à celui-ci le chantage du FSB qu'elle subit ; Vera Chupak (Dinara Droukarova), collègue de Karlov, une officier du FSB spécialiste des cybertechnologies et dont la particularité est d'être… une rousse.

De l'autre côté du miroir

« Si j'étais un réalisateur, j'aurais tourné un film d'espionnage. Ou mieux : je l'aurais simplement parachevé. Vous vous souvenez de ce film – *Bons Baisers de Russie* ? Pour ma part, il aurait simplement fallu ajouter un plan. Quand James Bond emmène notre chiffreuse à Londres, un titre apparaît à l'écran : "L'opération d'infiltration a réussi. Je commence mon travail. Katia Ivanova." [Rires]. »

La discussion, en apparence cordiale et détendue, a lieu entre un officier du KGB, Slavine, particulièrement en verve, et son homologue de la CIA, Glebb, en présence de deux séduisantes agentes. Slavine paraît apprécier l'humour de son confrère : les deux hommes prétendent tout

ignorer de leurs vraies professions. La scène est tirée d'une minisérie soviétique diffusée en été 1984, *L'agence TASS est autorisée à déclarer*, adaptée du roman d'un auteur soviétique à succès, l'ancien journaliste devenu ingénieur des âmes au service du KGB, Ioulian Semionov[34].

Encore aujourd'hui, la quasi-totalité des spécialistes des espions dans la littérature ou le cinéma se cantonnent aux productions occidentales, essentiellement anglo-saxonnes. Souvent non russophones, ces auteurs balaient d'un revers de main les représentations russes. Or les histoires d'espionnage sont largement présentes dans les têtes des Russes, elles participent d'un dialogue culturel complexe entre ce pays et ses voisins, fait d'inspirations et de rejets. Étudier ces représentations dans une partie du monde seulement n'a pas grande signification.

La Russie ne diffère pas du reste du monde en ce sens que son public s'est rapidement passionné, quand il en a eu la possibilité, pour l'espionnage. Outre les traductions d'œuvres déjà mentionnées de Cooper ou de Poe qui rencontrent un franc succès, des auteurs russes s'essaient également au genre. Les deux fondateurs sont Alexandre Kouprine (1870-1938) avec *Le Capitaine Rybnikov* (1906), qui a pour trame la guerre russo-japonaise, et Nikolaï Brechko-Brechkovski (1874-1943), dont plusieurs romans sont inspirés des opérations de la Grande Guerre (*Le Métier de Satan*, 1916).

L'avènement du totalitarisme en Russie est directement responsable, à partir de la fin des années 1920, de la disparition d'un certain nombre de genres « commerciaux » ou « bourgeois », si l'on utilise le vocabulaire de l'époque. Comme le roman policier, une victime directe de la censure stalinienne, le roman d'espionnage tel qu'on le connaissait avant la révolution s'éclipse pour renaître sous la forme d'œuvres de propagande destinées à vanter la gloire des tchékistes. Les auteurs évitent soigneusement de parler d'« espions », mais n'évoquent que des « agents de renseignement » *(razvedtchiki)*, terme bien plus noble.

La demande pour ce genre de littérature reste cependant forte, si bien que, pour remplacer les auteurs anciens, censurés, d'autres prennent leur

place, comme Lev Ovalov (1905-1997) et son héros le major de la Guépéou Ivan Pronine, à partir de 1939 avec le roman *Les Épées brisées*. Ses œuvres sont publiées sous la forme de feuilletons dans des revues comme *Vokrug sveta* (« Autour du monde ») ou *Ogoniok* (« Petite flamme »). Ovalov écrit seulement dix romans où figure Pronine, le dernier étant un livre s'inspirant directement de la guerre froide, *L'Arme secrète* (1963). Ce faible nombre s'explique par le fait qu'Ovalov considère ces œuvres comme mineures dans sa carrière : après 1963, il écrit des livres scientifiques ; mais aussi par le fait que Staline cherche à freiner l'expansion d'un genre qui a du mal à entrer dans le cadre strict du canon littéraire de l'époque, le « réalisme socialiste[35] ». Cependant la raison principale de cette faible production est que, en 1941, Ovalov est accusé de divulgation de secrets d'État et condamné à quinze ans de travaux forcés ; après la mort de Staline, réhabilité comme tant d'autres par Beria, il reprend sa plume.

Le régime soviétique a néanmoins besoin d'ennemis pour survivre. Au cours des années 1930, ces ennemis remplissent de nombreuses fonctions, l'une des plus importantes étant celle de présenter les étrangers comme les responsables des problèmes de la population. Les Soviétiques sont invités à détourner les yeux des excès de la collectivisation et de l'industrialisation à marche forcée. L'avènement de Hitler et la « montée des périls » permettent au genre de refaire surface. Dans ce contexte se multiplient des films qui vantent cette fois non le travail des tchékistes, mais celui des gardes-frontières, qui cherchent à empêcher les ennemis du régime de pénétrer sur le territoire sacré du socialisme et y commettre des actes terroristes. *La Frontière verrouillée* (1938) est un exemple parmi d'autres de ce genre très prolifique pendant toute l'histoire de l'URSS[36].

Si la Grande Guerre patriotique puis la guerre froide redonnent au roman d'espionnage soviétique une légitimité indéniable (*Secret de guerre*, 1942-1965, et *Rencontre sur l'Elbe*, 1949, de Lev Cheïnine), il faut attendre la disparition du Guide, pour que ce genre reprenne des couleurs. Dès les années 1950, les espions sont en effet appelés à

participer à un culte de la Grande Guerre patriotique en même temps qu'à prévenir la Troisième Guerre mondiale. Des auteurs, dont d'anciens tchékistes – comme Alexandre Avdeenko, Gueorgui Briantsev –, sont invités par le pouvoir et ses « ingénieurs des âmes en chef[37] » à maintenir les Soviétiques, surtout les jeunes, en état d'éveil ou, mieux, de *vigilance*. Les futures générations doivent se montrer dignes des héros partisans de 1941-1945 et avoir une *trempe* à toute épreuve.

Fait remarquable, l'envolée de la littérature et du cinéma d'espionnage en URSS a lieu au moment où, en Occident, apparaissent, en Angleterre, le succès de James Bond et, en France, celui des éditions Fleuve Noir. Une similitude frappante qui en dit long sur le caractère étanche du rideau de fer. Le nombre de films portant sur les risques de pénétration de l'URSS par des agents étrangers décolle en 1954 (après un précédent record en 1940) pour atteindre une moyenne annuelle de dix en 1956-1958. À la différence des productions occidentales, les espions dans les livres et les films soviétiques remplissent toujours des fonctions éminemment pédagogiques. Pour cette raison, leur contenu demeure le plus souvent simpliste, les représentations de l'étranger – autant de possibilités d'évasion pour le lecteur – sont quasi absentes ; seul le talent des acteurs permet de faire la différence[38].

*

*   *

Les années Brejnev voient les représentations des espions changer imperceptiblement. De fait, si l'on suit la « thèse du purgatoire » pour expliquer l'évolution du cinéma russe après 1991, la période soviétique dans son entier aura été « comme une longue transition en forme de parenthèse vers l'occidentalisation des images[39] ».

Cette hypothèse, il aurait été bien entendu difficile de l'émettre à l'époque. Car sous Brejnev, l'idéologie totalitaire imprime plus que jamais sa marque sur le cinéma soviétique d'espionnage. Celui-ci reste essentiellement « défensif », en ce sens qu'il met en scène deux types

d'espions – ceux du passé (les nazis) et ceux du présent (surtout les Américains, mais aussi les Anglais, les Allemands, les Chinois…) – qui s'efforcent de mener des opérations de subversion sur le territoire soviétique. Logiquement, ces incursions appellent une réponse impitoyable, mais juste, du bras armé de la révolution, la Tchéka et ses avatars.

De manière immuable, chaque anniversaire du jour de la victoire sur l'Allemagne nazie (en URSS, le 9 mai) est un prétexte pour sortir sur les écrans du pays d'innombrables films « historiques » à la gloire du régime et, parfois, de la Tchéka, comme avec *Le Complot des ambassadeurs* (1965), fondé sur l'affaire Lockhart[40]. Le Dzerjinski émacié qui ouvre le film devant un parterre de journalistes étrangers, pour les accuser de fomenter la contre-révolution, a du mal à cacher sa juvénilité derrière sa barbichette (en 1918, le fondateur de la Tchéka est censé être âgé de 41 ans) : l'objectif est plus que jamais de fournir un modèle d'imitation aux jeunes spectateurs.

D'un autre côté, l'hypothèse du « purgatoire » du cinéma d'espionnage peut être défendue avec l'arrivée d'Andropov aux commandes du KGB, en 1967. Le nouveau patron fait tout pour donner de ses agents une image présentable et surtout moderne. Y compris dans la « culture populaire » soviétique, la littérature et le cinéma. L'objectif de ces films est défensif : il s'agit de regagner les esprits des jeunes de plus en plus tentés par l'Occident et d'aiguiser leur vigilance face aux tentatives de subversion de celui-ci ; il est aussi offensif : il faut susciter des vocations de tchékistes.

Or, pour remplir ces deux objectifs, la forme des longs métrages doit impérativement devenir attractive : le premier film « andropovien », d'une longue lignée, est *Morte Saison* (1968), dont le héros, l'agent Ladeïnikov, est directement inspiré de Konon Molody. La musique du film, un air de jazz lancinant, accompagnant une caméra légère et virevoltante, fait penser à un hommage déguisé à l'esthétique de la Nouvelle Vague. De fait, dans les années Brejnev, les cinématographes soviétiques s'efforcent souvent de rendre leurs films plus « occidentaux », une nécessité pour

faire passer la pilule de la propagande, si tant est qu'ils y adhèrent eux-mêmes. Leur marge de manœuvre est, en dépit de la présence immuable du gardien de l'idéologie, Mikhaïl Souslov, bien plus grande que sous Staline, ce qui permet souvent au spectateur d'avoir une double lecture du film, officielle et officieuse. On parle pour ce double sens de « langue d'Ésope ».

*
* *

Dans les années 1970, la société soviétique continue de suivre, de loin, les sociétés occidentales, industrialisées et bénéficiant de loisirs en plus grand nombre. La « culture de masse » profite d'une diffusion de la télévision, qui tend à supplanter le grand écran. Andropov s'adapte et s'attaque alors aux téléfilms. Dans le plus pur style soviétique, pachydermique à souhait, usant et abusant de la voix off, *Dix-Sept Instants d'un printemps* (1973), minisérie adaptée de l'œuvre éponyme de Ioulian Semionov, devient au fil de ses rediffusions une « série culte » et son héros, de son vrai nom Vsevolod Vladimirov, espion soviétique infiltré dans les plus hautes sphères du commandement nazi sous le pseudonyme de Max von Stirlitz[41], en raison d'un comportement souvent étrange aux yeux des jeunes spectateurs, le protagoniste d'innombrables histoires drôles, difficilement traduisibles en français en raison de leurs jeux de mots.

On raconte que *Dix-Sept Instants d'un printemps* plut tant à Brejnev que le secrétaire général alla jusqu'à décorer l'acteur interprétant Stirlitz, Viatcheslav Tikhonov, de l'Ordre de Lénine, pensant qu'il s'agissait d'un vrai agent… Si cette histoire pourrait être apocryphe, il est en revanche certain qu'Andropov a félicité les auteurs du téléfilm d'avoir donné des nazis une image qui rehausse la valeur de la victoire soviétique.

Le cinéma et notamment le cinéma d'espionnage comme arme de guerre froide : les années 1970 sont aussi celles où les officiels soviétiques prennent contact, à une échelle sans précédent, avec le cinéma occidental,

celui qu'ils disent mépriser et adorent en secret, à l'image de Staline. Cela fait déjà longtemps que Hollywood est considéré comme une arme de la guerre froide par la propagande. En 1947, Grigori Dolbine, le successeur de Gorski à la tête de la résidence de Washington, s'était plaint à ses supérieurs de la rediffusion de *Ninotchka*. Il était particulièrement outré par une scène où le héros du film assomme un consul soviétique qui lui avait refusé le visa d'entrée. Le résident y voyait une incitation des Américains à se montrer violents à l'égard des représentants soviétiques[42].

Paradoxalement, ceux qui disent se méfier le plus des films occidentaux sont aussi ceux qui en ont une lecture littérale, sans aucune distanciation. Dans les années 1970, à la faveur d'échanges culturels accrus dans un contexte de détente, plusieurs généraux du KGB ont l'occasion de visionner *Les Trois Jours du condor*. Pour mémoire, un analyste de la CIA, interprété par Robert Redford, y découvre ses collègues assassinés parce qu'ils avaient eu le malheur de mettre la main sur un secret d'État. Le film amène les guébistes à la conclusion que la CIA dépense plus d'argent et investit plus d'efforts dans le travail d'analyse que le KGB – d'où la création d'institutions comme le Niirp[43].

Secrètement, le personnage de James Bond obsède les Soviétiques. En 1978, le jeune Sergueï Tretiakov est envoyé en France après avoir été recruté par le KGB pour surveiller les autres membres du groupe. Il est aux anges : depuis son enfance, il avait dévoré toutes sortes de romans d'espionnage et regardé « tous les *James Bond*[44] ». Même si cette dernière affirmation paraît peu crédible, les films n'ayant jamais été projetés en URSS, l'aveu est assez représentatif de la popularité du personnage.

Naturellement, ce n'est pas tant le succès de 007 qui plaît aux hommes du KGB, que la débauche de moyens mise en œuvre, et l'efficacité à créer un héros aussi charismatique. La recherche d'un « héros », d'un « modèle » est une constante dans le cinéma soviétique. Outre *Dix-Sept Instants*, on la retrouve dans les trois productions de la « trilogie du résident », de 1968 à 1982, *L'Erreur du résident*, *Le Destin du résident* et *Le Retour du résident*. Comme Ovalov, l'acteur qui interprète Touliev – un descendant d'une

famille noble émigrée qui travaille pour les services secrets de la RFA avant de devenir un agent double –, Gueorgui Jjenov (1915-2005) a également été une victime des purges staliniennes avant d'être réhabilité pendant les années 1950…

Andropov est décidé à trouver une riposte à James Bond. Il s'assure du soutien des plumes les plus talentueuses d'Union soviétique. Parmi elles, Genrikh Borovik, journaliste et auteur attitré de pièces et de scénarios antiaméricains pour le théâtre, la télévision ou le cinéma ; et surtout Ioulian Semionov (1931-1993), le créateur du cycle de Stirlitz et de Touliev, un privilégié du système communiste aux salaires mirobolants. Véritable Howard Hunt soviétique, Semionov se voit ouvrir les archives du KGB par Andropov en échange de sa collaboration. De cette proposition naît *L'Agence TASS est autorisée à déclarer*, roman mentionné plus haut, inspiré par l'affaire Ogorodnik, qui sort en 1979, avant d'être porté à l'écran cinq ans plus tard. Andropov lui-même est impressionné par la rapidité avec laquelle Semionov a su composer son œuvre à partir des sources du KGB. Mais il lui confie qu'il avait préféré ses autres romans ; pour le futur secrétaire général, l'écrivain, « gâté », ferait de l'autoparodie[45].

Andropov ne vit pas assez longtemps pour pouvoir apprécier l'adaptation du roman dont il est en quelque sorte le père spirituel. Diffusé en août 1984 à la télévision, bénéficiant d'un budget plus appréciable que *Dix-Sept Instants d'un printemps*, *TASS* se veut une nouvelle réponse des Soviétiques au James Bond des années 1980, interprété par Roger Moore : son héros, Slavine, est plein d'humour, d'un charme irrésistible auprès du sexe faible, toujours maître de soi, même quand il s'agit de se battre. Ne manquent plus que les gadgets – le Soviétique n'en a sans doute pas besoin pour triompher de ses ennemis…

Slavine a les traits de Viatcheslav Kevorkov, général du KGB qui a travaillé pendant longtemps dans la VGU, un ami des écrivains, dont Semionov. Le « cerveau » de l'opération, le général Konstantinov (le public retrouve Tikhonov, désormais cantonné dans le rôle d'un officier

tranquille et efficace du KGB), est quant à lui inspiré par Vitali Boïarov, premier responsable de la direction K. Dans sa critique de Semionov, Andropov avait vu juste : si les spectateurs suivent fidèlement le téléfilm pendant de longues soirées d'été (congés obligent), ils n'en gardent pas forcément un souvenir aussi impérissable que *Dix-Sept Instants*.

*
*   *

La disparition de la censure à la fin des années 1980, grâce à Gorbatchev et son bras droit pour la *glasnost*, Alexandre Iakovlev, la proclamation de l'État de droit dans la Constitution de 1993 sous Eltsine, libèrent l'imaginaire russe. Écrivains et cinéastes sont désormais libres de créer et de représenter l'ancien adversaire de guerre froide comme ils l'entendent. Un exemple parmi d'autres : l'écrivain à succès Chingiz Abdullayev (né en 1959), d'origine azérie, créateur du superagent (sans nom ni nationalité) Drongo. Son tout premier texte, *Les Anges bleus*, écrit en 1985, fut censuré pendant trois ans et précieusement conservé à la bibliothèque du KGB en raison de secrets que l'ancien juriste de Bakou, devenu représentant du Centre en Azerbaïdjan, puis écrivain après la mort d'un ami en Angola, avait décidé de révéler au monde.

Les traductions d'auteurs interdits fleurissent aussi. Parmi eux, Ian Fleming et John Le Carré. Leurs adaptations filmiques, circulant depuis des années sous le manteau et vendues à prix d'or au marché noir sous la forme de VHS, sont désormais en odeur de sainteté. Le lecteur et le spectateur russe peuvent enfin assouvir leurs rêves.

*
*   *

Le grand retour des agents secrets à l'écran se produit dans les années Poutine, surtout à partir de la présidence Medvedev qui, comme on l'a vu, est marquée par une résurgence très forte du patriotisme grand-russe. Beaucoup de fictions se déroulent, comme le veut désormais la tradition,

durant la Grande Guerre patriotique : en 2009 sortent les films *L'Orchestre rouge* et *Smerch*. En 2010 débute le cycle de miniséries de huit épisodes *Le Renseignement militaire*, avec d'abord *Le Front occidental* (2010), sur la fin de la guerre, puis *Première frappe* (2011), sur l'invasion de l'URSS, et enfin *Le Front nord* (2012), sur le renseignement militaire dans les années 1930. Certaines productions exploitent la thématique antiterroriste, comme *Le Tireur* (2012).

Peu à peu, la logique de la « nouvelle guerre froide » reprend ses droits et les « tchékistes » de l'ancien temps cèdent la place aux héros d'aujourd'hui aux prises avec les services secrets occidentaux. La réponse russe à la série *The Americans* est certainement *Agents Dormants (Sleepers)*, dont la première a lieu le 9 octobre 2017. L'action se déroule en 2013 et oppose le colonel du FSB Andreï Rodionov (Igor Petrenko) à des agents dormants de la CIA dans les rangs des services secrets russes, qui doivent préparer une « révolution de couleur » en Russie. La série *L'Ambassade* (quatorze épisodes, 2018) enfonce le clou : les services secrets d'un pays de l'Europe centrale arrêtent le premier secrétaire de l'ambassade russe, accusé de trafic de stupéfiants, prétexte à un scandale international. Les médias russes parlent de séries rappelant à bien des égards *TASS est autorisée à déclarer*, ce qui n'est pas forcément un compliment…

Ces œuvres, évidemment produites avec les deniers de l'État russe, se distinguent par un manque flagrant d'originalité autant que par une abondance de clichés tout droit tirés de l'époque soviétique ; ils relèvent de la propagande pure, ce qui vaut d'ailleurs au réalisateur de *Agents dormants*, Iouri Bykov, 36 ans, déjà récompensé par plusieurs prix, dont une palme au festival de Cannes en 2013, un déluge de critiques de la part de ses confrères. Prenant conscience d'avoir servi la machine de propagande du Kremlin, Bykov se repent publiquement d'avoir « trahi la génération qui voulait des changements » et annonce sa décision de quitter la réalisation, pour se faire oublier.

Le départ de Bykov n'est pas un problème pour la machine de propagande du Kremlin, qui ordonne la production d'une deuxième saison d'*Agents dormants* pour « préparer » les Russes aux élections présidentielles de 2018, dont le slogan est « Un président fort, c'est un pays fort. » L'imagination a été encore plus bridée ici : en lieu et place de huit épisodes sur la « cinquième colonne » des opposants à Poutine en Russie, on a droit à seulement quatre épisodes sur les liens entre CIA et terrorisme. La raison en est sans doute que l'argent dépensé ne sera jamais récupéré : les films et séries « ultra-patriotiques » s'adressent au marché russe et sont difficilement exportables (même si *Agents dormants* est acheté par Amazon prime video qui le diffuse sous le titre *Sleepers*, espérant sans doute gagner de l'argent en faisant croire à un remake de *The Americans*). S'il se trouve évidemment des gens qui crient haut et fort leur joie de voir les « libéraux » en prendre pour leur grade dans la série, la majorité des Russes s'en détournent, qualifiant la série de vulgaire *agitka* (série de propagande financée par le Kremlin). Comme le dit justement Éric Rochant, « le soft power de la fiction ne peut fonctionner que s'il est libre, ce qui a toujours été le grand atout des Américains qui, même s'ils sont loin de se comporter comme des saints, laissent carte blanche à leurs artistes pour remettre en question leurs institutions où leurs agissements sur la scène internationale[46] ».

Mais le plus paradoxal est sans doute que ces mêmes fictions sont diffusées alors que les Russes sont submergés par des films et de séries d'espionnage conçus précisément outre-Atlantique… où les méchants sont les agents du FSB !

1. John Le Carré, interview à l'hebdomadaire *Ogonek*, 15 avril 1990, p. 9.

2. Interview à *Express-gazeta* du 18 mai 2002.

3. Alain Dewerpe, *Espion. Une anthropologie historique du secret d'État contemporain*, Paris, Gallimard, 1994, p. 11.

4. Hepburn : XV.

5. De Baecque : 48. Sur les rapports entre cinéma et histoire, voir les articles de Marc Ferro, compilés dans *Cinéma et histoire*, Paris, Gallimard, 1993.

6. Robinson : 1-3.

7. Pour la question du regard de l'Occident sur la Russie, voir l'œuvre magistrale de Martin Malia, *L'Occident et l'Énigme russe. Du cavalier de bronze au mausolée de Lénine*, Paris, Seuil, 2003.

8. Britton 2006 : 26.

9. Voir l'excellent ouvrage (et documentaire) de Michel Viotte : *La Guerre d'Hollywood. Propagande, patriotisme et cinéma*, La Martinière/France Télévisions, 2013.

10. Anton Fedyashin, « The first Cold War Spy Novel: the Origins and Afterlife of Humphrey Slater's *Conspirator* », *Journal of Cold War studies*, 19/3, 2017.

11. Cité dans Polmar et Allen : 387. Sur les Mémoires de Philby, voir le chapitre VIII.

12. Shaw 2006 : 28-29.

13. L'image du gangster est en effet familière au public américain, si bien que des parallèles ont pu être tracés. Les studios Warner Brothers se sont spécialisés dans les années 1920 et 1930 dans les *gangster movies*, avec des acteurs aussi charismatiques qu'Edward G. Robinson, James Cagney et, systématiquement dans le rôle du méchant, Humphrey Bogart.

14. Voir la notice de Roland Lacourbe dans Quétel : 259.

15. Avant de se lancer dans la série des *Angélique*, le réalisateur de ce film, Bernard Borderie, se spécialise dans le film d'espionnage « à la française » avec, dès 1952, *La Môme vert-de-gris* où apparaît l'agent du FBI Lemmy Caution.

16. Le personnage de cet agent du KGB, plein de charme et de bon sens, apparaît pour la première fois dans *L'Espion qui m'aimait* (1977).

17. Romans dans lesquels l'accent est mis sur le réalisme dans la description de la technologie.

18. Avec *L’Affaire Farewell* qui sera étudié plus loin, *Au nom du royaume*, film d’espionnage de 1985, est un autre exemple d’adaptation tardive : il est en effet inspiré de l’affaire Profumo (Christine Keeler, la maîtresse de John Profumo, secrétaire d’État à la Guerre, partage aussi sa couche avec un agent soviétique), qui éclate en 1963.

19. Hepburn : 187-188.

20. Citée dans Robinson : 274.

21. *Les Promesses de l’ombre* : 54 min 42 s.

22. Une autre interprétation souligne que cette absence s’explique par le fait que le réalisateur a voulu faire du cas Hanssen un exemple « hors du temps », sa trahison pouvant très bien se faire au profit d’autres pays ou organisations – on pense naturellement à Al-Qaida.

23. Pour les premiers, on pense notamment au fabuleux *Top Secret* (1984), et au moins efficace *Triple Zéro* (1996). Pour les seconds, je fais référence à la série des *Austin Powers* (réalisés par Mike Myers en 1997, 1999, 2002), « parodies des parodies » les plus connues de James Bond des années 1960 (âge d’or de la parodie du film d’espionnage, du *spy spoof*), les deux films où apparaît l’espion Derek Flint, interprété par James Coburn (*Notre Homme Flint* et *F comme Flint*).

24. Sur l’affaire Farewell, voir le chapitre IX. L’éditeur est Robert Laffont.

25. Vladimir Medinski lui succède en mai 2012.

26. Je traiterai dans cette section uniquement des « productions filmiques » – longs métrages et séries. En complément de ce qui suit, voir mon article « De la mémoire dormante à la mémoire négociée : les services secrets et la guerre froide à l’écran depuis 1991 », *Bulletin de l’Institut Pierre Renouvin*, 2012.

27. Un autre exemple frappant de « prophétie par la fiction » est celui de la série scandinave *Occupied* d’Erik Skjoldbjærg, sur l’invasion de la Norvège par les Russes, dont le tournage commence en janvier 2014 – deux mois avant l’occupation de la Crimée.

28. À l’heure où j’écris ces lignes, on ignore la nationalité du méchant : son nom (Safin) fait cependant penser à un Russe.

29. Sur les femmes dans le renseignement, voir Rémi Kauffer, *Les Femmes de l’ombre*, Paris, Perrin, 2019.

30. Robert J. Corber, *Cold War Femme: lesbianism, National Identity, and Hollywood Cinema*, Duke University Press books, 2011.

31. Autre coïncidence, le premier film où apparaît la Veuve noire, interprétée par Scarlett Johansson, sort peu de temps avant *Salt*, dans *Iron Man 2* (2010).

32. Voir Anne Currier Sweet, « “Unreal” Gender Messages in late 90s Women-Centered Action Dramas », *TV Series*, 2012.

33. Voir la conférence de Barsky de juillet 2018 (« AVVBA presents Jack Barsky »), sur YouTube, 47e minute.

34. Épisode 7, 33e minute. L’erreur dans le nom de l’héroïne – Tatiana Romanova et non Katia Ivanova – trahit l’origine soviétique du téléfilm, à moins que le premier soit un pseudonyme. Le roman, publié en 1977, est sorti en français chez Belfond en 1991, choix éditorial bien étrange en cette année où la guerre froide n’est plus qu’un souvenir.

35. Sur ce dogme, voir Michel Aucouturier, *Le Réalisme socialiste*, Paris, PUF, 1998.

36. Voir Sabine Dullin et Sophie Cœuré (dir.), *Frontières du communisme*, Paris, La Découverte, 2007.

37. L'expression, due à Staline, désigne les dirigeants de l'Union des écrivains d'URSS. Voir le livre de Cécile Vaissié du même nom (Paris, Belin, 2008).

38. Sabine Dullin, « L'image de l'espion dans la culture populaire soviétique des années 1950 : entre affirmation patriotique et valeurs de guerre froide », *Culture et guerre froide*, Paris, PUPS, 2008.

39. De Baecque : 313.

40. Sur le détail du complot, voir le chapitre II.

41. En russe, le nom se prononce « Chtirlitz », qui n'existe pas en allemand pas plus que « Stirlitz » d'ailleurs. La transcription donnée ici n'est donc qu'une convention. Le roman, publié en 1969, est ressorti en français en 2019 sous le titre *La Taupe rouge* aux éditions du Canoë.

42. Weinstein, Vassiliev : 287.

43. Earley : 38.

44. Earley : 34.

45. Grigoriev : 160.

46. Alla Chevelkina, Igor Hansen-Love, « Le retour des grands méchants Russes », *L'Express*, 8 octobre 2018.

Conclusion

Dites-moi, qui sont nos amis ? Dans le domaine du renseignement, aucun pays n'a d'amis. Le renseignement, c'est le principe du chacun pour soi.

Herman Simm[1]

Comparé à ce qui se passe aujourd'hui, la guerre froide du XX*e* *siècle, c'était des enfants jouant dans un bac à sable !*

Anna Chapman[2]

« Alors, c'est encore les méchants Russes qui ont fait le coup ? » « Vous pensez *vraiment* qu'ils [les Russes] sont coupables ? » Ces deux questions, entre sarcasme et incrédulité, m'ont été posées par deux professeures d'université, une spécialiste du monde anglophone et une autre du monde slave, dans le contexte de l'affaire Skripal, au printemps 2018. « Ils t'ont invité parce que c'est ce qu'ils voulaient entendre ! » m'a tancé un autre collègue de Lille, à mon retour de Paris, où j'ai défendu la thèse d'un meurtre commandité par le Kremlin devant des experts du renseignement français, en décembre de la même année.

« Je doute, donc je suis. » Le propre du savant, du chercheur, est de sanctifier le doute, de cultiver l'incertitude : nous ne saurons jamais exactement comment les choses se sont passées. Qui plus est dans le domaine du renseignement, dont la connaissance repose sur des sources

des plus subjectives et lacunaires, avec des informations distillées au compte gouttes.

Tout cela est vrai. Mais je décèle dans les remarques citées plus haut autre chose : le syndrome des « paupières lourdes » d'une certaine gauche universitaire jadis complice du communisme ; l'« amour absolu de la Russie qui rend aveugle à ses crimes » chez les spécialistes du monde slave, dans la lignée d'un certain Pierre Pascal ; la méfiance, pour ne pas dire le rejet de nos institutions, de la liberté de la presse et de notre démocratie en général chez les autres – tout ce qui fait le jeu du Kremlin qui distille le poison de sa désinformation (dont les deux mamelles sont le *fake news* et la « russophobie »). Je décèle aussi dans les répliques de mes chers collègues des traces d'une ignorance des élites intellectuelles – et que dire alors du grand public ! – de l'histoire, des pratiques et de la culture du renseignement russe. Rares sont les universitaires lucides comme Françoise Thom ou Cécile Vaissié.

*
* *

Dans l'un des dictionnaires russes les plus usités, l'*Ojegov-Chvedova*, le renseignement est défini comme une « institution dédiée à l'analyse de la vie politique et économique des autres pays, ainsi que de leur potentiel militaire[3] ». Mon récit a montré que le renseignement russe, depuis son émergence au xe siècle, sur le territoire de l'actuelle Ukraine, puis le renseignement soviétique, de la Tchéka au KGB, jusqu'aux opérations récentes menées par le FSB, le SVR et la GRU, a été beaucoup plus que cela.

Pour simplifier, on peut distinguer cinq fonctions remplies par les services secrets russes : outre la collecte et l'analyse de l'information à des fins politiques, militaires et technologiques, ils participent à toutes sortes d'opérations de propagande et de désinformation, des « opérations actives » à l'étranger, mais aussi en Russie même. Ils surveillent et punissent les opposants et les « traîtres », opèrent en lien avec le monde

du crime (les mafias et la cybercriminalité) et, *last but certainly not least*, influencent la « grande politique » au sommet de l'État, la stratégie politique globale de Poutine. Au final, ils contribuent à créer l'illusion d'une Russie tout à la fois faible (si l'on tient compte de son poids négligeable dans l'économie-monde) et en même temps très puissante.

Certainement, le renseignement russe au sens large a connu des réussites brillantes. Pendant les conflits, depuis l'invasion de Napoléon en 1812 jusqu'à l'intervention en Syrie aujourd'hui, en passant évidemment par leur lutte contre le IIIe Reich, les agents secrets russes ont facilité bien des succès militaires. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le vol de la bombe atomique aux Américains a permis à l'URSS d'atteindre le statut de superpuissance. Le « pillage technologique » pendant la guerre froide a permis à l'Union soviétique de rester dans la course, de retarder sa désintégration en 1991.

Pendant longtemps, les agents secrets russes bénéficient d'une avance importante sur les services occidentaux. Les réseaux mis en place et les hommes recrutés pendant l'entre-deux-guerres permettent des moissons particulièrement abondantes durant la guerre froide. Les raisons qui expliquent cette avance sont plurielles : les Soviétiques héritent d'un système développé à l'ère tsariste, dont ils reprennent bon nombre de méthodes, et bien des officiers de l'Okhrana ou du renseignement militaire passent à leur service. D'autre part, les hommes arrivés au pouvoir après 1917 sont des professionnels de la conspiration. Ils ont grandi pour ainsi dire en espions, habitués à tromper l'ennemi et à obtenir des informations par la ruse. Le contexte quasi permanent de paranoïa renforce l'esprit de méfiance et nourrit les capacités nécessaires aux agents à l'étranger.

Un autre facteur, crucial, joue en faveur du renseignement soviétique : le rayonnement idéologique de l'URSS. Jusqu'en 1956, quand le XXe Congrès du Parti marque officiellement le début de la déstalinisation, et qu'en même temps le pouvoir soviétique montre son refus de démocratisation en écrasant le soulèvement de Budapest, le communisme

soviétique bénéficie d'une aura de respectabilité. Les « Cinq de Cambridge », des idéalistes devenus espions au service d'une puissance ennemie de leur pays, illustrent bien les capacités de recrutement de cette période. Le « modèle soviétique » a beau perdre de sa superbe, les avancées technologiques de l'ère Khrouchtchev, puis la politique de « détente » sous Brejnev, qui tente de faire accepter l'URSS aux Occidentaux comme « un pays normal », jouent aussi en faveur du succès de ses agents.

L'URSS, pays totalitaire et donc État policier, bénéficie d'un avantage essentiel : pendant la guerre froide, ses services secrets peuvent obliger n'importe qui à travailler pour eux. Scientifiques, journalistes, écrivains, sportifs, musiciens, cinéastes – des célébrités, mais aussi le et la camarade Tout-le-Monde, adultes comme enfants, des Soviétiques, ainsi que des ressortissants des « pays frères », pour mener une « guerre de l'ombre » contre l'Amérique et ses alliés, agents conscients de leur rôle ou simples instruments dociles de la machine de propagande. Les agents secrets bénéficient du soutien total du Parti-État. Ils ont les mains libres pour « surveiller et punir » comme bon leur semble les espions de l'étranger ou la « cinquième colonne » dissidente.

L'expérience acquise pendant la guerre froide est utilisée dans les opérations de la Russie « postsoviétique ». Le record en la matière est celui d'un certain Igor Zaïtsev, officier de la GRU qui, en 1987, approche un militaire autrichien (son nom est pour l'instant inconnu), le recrute cinq ans plus tard et le traite jusqu'à son arrestation en 2018 ! Il faut attendre juillet 2019 pour que l'Autriche publie enfin un mandat d'arrêt international visant Zaïtsev – plus de trente ans après les faits donc. À ces recrutements s'ajoutent les nombreuses « opérations actives », inspirées par l'époque de la guerre froide : experte dans la cyberguerre, la Russie s'efforce de polariser l'opinion dans les pays occidentaux, s'appuyant sur un réseau plus ou moins étendu de sympathisants (y compris chez les historiens…), instrumentalisant les oppositions, au moment des élections

ou des mouvements sociaux. En France, l'IRA a tenté de récupérer le mouvement des gilets jaunes pour faire passer des messages anti-Macron.

En raison de ce « capital néfaste » acquis de longue date, en raison de la position inconfortable de notre démocratie, contrainte de coopérer avec la Russie dans le domaine de la lutte antidjihadiste, en l'absence d'une organisation internationale ayant vocation à superviser le cyberespace, nous nous retrouvons donc en position de faiblesse. En matière d'espionnage, la Russie aura toujours une longueur d'avance – et ce, même si les services occidentaux ont eux aussi des informateurs bien placés, très bien placés même, comme cet Oleg Smolenkov, une « taupe » de la CIA dans l'entourage de Poutine, agent exfiltré en 2017, qui a informé les Américains sur l'ingérence russe dans les élections présidentielles américaines de 2016, et dont l'existence est révélée début septembre 2019 (provoquant la fuite de Smolenkov de son domicile, dans la crainte de subir le sort de Skripal…).

Et pourtant. Par-delà la légende dorée des services secrets russes, on ne peut en même temps ignorer la part de bévues et de bavures, d'échecs et de scandales qui incite à penser que la réputation de toute-puissance de Moscou pourrait être exagérée, que les agents secrets russes sont aussi une bande d'amateurs, de pieds nickelés, de barbouzes ridicules. Notre perception des agents russes comme tout-puissants est ancienne ; mais elle est aussi le fait des Russes eux-mêmes.

Avant la Seconde Guerre mondiale, les chefs du renseignement soviétique n'hésitent pas à gonfler dans leurs rapports le nombre d'espions étrangers démasqués en URSS. Si l'on en croit un rapport d'Artouzov, au cours de dix mois de 1924, pas moins de 926 étrangers auraient été arrêtés par le contre-espionnage soviétique. Les services secrets ne pouvaient certainement pas se permettre un tel déploiement à l'époque. Il en va de même du temps de la guerre froide, lorsque les rapports du KGB surestiment volontairement la puissance de l'ennemi principal et le diabolisent à l'excès pour souligner leur mérite. Il en va ainsi aujourd'hui,

alors qu'on assiste à une montée des contestations du régime poutinien, qui cherche désespérément à prouver que derrière les manifestants, derrière Navalny, se cache forcément la main de la CIA[4].

L'Okhrana a surveillé et exilé des centaines de révolutionnaires, mais elle n'a pas su empêcher la chute de la monarchie et la prise du pouvoir par les bolcheviks. Les agents de Staline avaient beau être dévoués à leur cause, ils n'ont pas su empêcher la purge sanglante de leurs institutions dans les années 1930. Ils avaient beau avoir les meilleures sources, mais même le plus connu d'entre eux, Richard Sorge, n'a pas réussi à préparer l'URSS à l'invasion d'Hitler, à prévenir la déroute de 1941-1942. Bénéficiant de nombreuses taupes en Occident, ils n'ont pas su, enfin, empêcher la défaite dans la guerre froide. Après 1991, ils ont été impuissants devant l'élargissement de l'OTAN à l'Est. Actuellement, ils ont beau ne faire qu'un avec le pouvoir, ils ont beau arrêter, passer à tabac, geler les avoirs et condamner les leaders de l'opposition, financer des publications, des films et des séries à des fins de propagande, ils ne peuvent rien, ou presque, contre les manifestations anti-Poutine, qui semblent prendre de l'ampleur (août 2019). En somme, s'ils ont réussi à gagner des batailles, et non des moindres, les services secrets russes ne sont pas près de gagner la guerre.

Dans ce contexte, existe-t-il de vraies raisons de s'inquiéter des services secrets russes ? On peut se rassurer pour plusieurs raisons. Pour commencer, même si la Russie actuelle est une « démocratie illibérale », un « État-mafia » ou une « dictature 2.0 », elle n'est pas l'URSS. Même si Poutine fascine, que son modèle, dans le contexte de la « montée des populismes » et du « doute démocratique » que nous connaissons, apparaît à certains comme une option viable, il n'incarne pas d'idéologie messianique dont les services secrets seraient le bras armé. On imagine mal un agent du SVR arrêté aux États-Unis se sacrifier pour la « cause poutinienne ».

D'autre part, si la Russie consacre des moyens considérables à ses services secrets, cela peut être vu comme la prérogative d'une grande

puissance, ni plus ni moins ; ce n'est en rien la preuve d'un quelconque dessein diabolique. Les États-Unis aussi dépensent des sommes colossales pour entretenir un immense appareil de renseignement. La France a procédé en 2008 à une réforme de ses services de renseignement de l'intérieur, en faisant fusionner les RG et la DST dans la Direction centrale du renseignement intérieur, la DCRI, sans que personne ne crie au loup pour autant. En 2014, cette dernière a laissé la place à la DGSI. La DGSE, qui a succédé au SDECE en 1982, a connu elle aussi plusieurs réorganisations internes pour rester compétente face au danger terroriste notamment. Voir dans la nomination d'Andropov, ex-directeur du KGB, à la tête de l'État soviétique en 1982, comme dans celle de Poutine, ancien officier du KGB, à la tête du pays en 2000, la preuve éclatante du lien symbiotique qui existerait en Russie entre espionnage et pouvoir, ne doit pas nous faire oublier qu'ailleurs, ces mêmes transitions ont pu exister. Un exemple, l'élection à la présidence en 1989 de George Bush père, ancien patron de la CIA (très peu de temps il est vrai : du 30 janvier 1976 au 20 janvier 1977).

Dans le même ordre d'idées, il existe un danger consistant à « plaquer » des schémas familiers sur une civilisation qu'on connaît mal, à donner des réponses toutes prêtes là où il n'en existe pas nécessairement. La prégnance des stéréotypes dans la littérature et le cinéma, malgré les tentatives louables de les transcender (la série *The Americans* représente quand même un bel effort de « dédiabolisation », toutes proportions gardées, des agents de Moscou), reflète cette tendance. Mais il n'y a pas que les œuvres de fiction. Pendant longtemps, pour les Américains qui ne comprenaient pas le fonctionnement décisionnel soviétique, si la CIA avait été capable, avant 1975, de monter des opérations dont le président américain ignorait tout, alors pourquoi pas le KGB ?

Dans le même ordre d'idées, certains, comme le politologue Mark Galeotti, cité plus haut, estiment que l'assassinat de Skripal pourrait ne pas avoir été commandité par Poutine. Loin du « maître-espion », le président russe, un ex-officier du KGB plutôt médiocre qui n'a jamais été

un James Bond, serait plutôt un « fana de l'espionnage » qui se laisserait embobiner par ses propres agents qui n'hésiteraient pas à jouer sur la corde paranoïde de leur chef. Cette vision des choses ferait des services secrets russes non « la voix de son maître », mais le monstre de Frankenstein qui pourrait bien échapper à son créateur pour causer sa perte – si le créateur en question s'avisait de prendre de la distance par rapport à ces mêmes services secrets. Après tout, l'échec du putsch de Moscou d'août 1991, dont l'un des cerveaux fut le directeur du KGB, Krioutchkov, n'a-t-il pas accéléré la désagrégation de l'URSS ?

Au vu de tous ces arguments, ne devrions-nous pas rejeter notre crainte des services secrets russes comme purement irrationnelle, inspirée par des médias « russophobes » et les productions hollywoodiennes fourmillant de clichés ? Là aussi, la réponse doit être nuancée. L'arrestation des illégaux en 2010, décrits comme des amateurs, l'échec de l'assassinat de Skripal pourraient faire croire que le renseignement russe n'est décidément plus ce qu'il était. Mais ces arbres pourraient bien cacher la forêt, une forêt d'agents infiltrés autrement plus qualifiés, les Fischer et Molody du XXIe siècle… Le plus inquiétant est sans doute la persistance d'un esprit de revanche, la volonté de prouver que la Russie n'a pas perdu la guerre froide, doublé d'un complexe de supériorité, qui pousse les dirigeants russes et leurs agents à lancer des opérations risquant de mettre en péril l'équilibre déjà fragile des relations internationales.

Cet esprit de revanche et ce complexe sont le reflet d'une irrésolution fondamentale, de nature mémorielle. La Russie présente de nombreux symptômes d'un pays refusant de faire la paix avec lui-même, avec une histoire des plus sombres, à laquelle les services secrets ont beaucoup contribué. Certes, on ne peut pas forcément en vouloir aux Russes : la dénazification en Allemagne a pris des années ; il a fallu trente ans après la fin de la terreur khmère rouge pour que le Cambodge (un pays au régime autoritaire) finisse par juger l'un de leurs bouchers, Kaing Guek Eav, dit « Douch » – condamné à la prison à vie en 2012. De leur côté, après avoir vainement tenté de mettre en place un « procès du parti » au

début de l'ère Eltsine, les autorités russes réhabilitent le passé soviétique et le rôle de ses agents secrets à des fins politiques, idéologiques et militaires.

Ce travestissement de l'histoire rencontre, il faut l'admettre, un certain succès. Les sondages montrent que Staline ne cesse de regagner en popularité et Poutine, symbole de « l'ordre » et de la résistance à l'action néfaste de l'Occident, en profite certainement. Une majorité de Russes voit l'annexion de la Crimée comme une bonne chose et croit, ou en tout cas dit croire, à la thèse de la « provocation occidentale » quand on évoque l'empoisonnement de Skripal.

Les services secrets russes ont beau employer des méthodes grossières, leur propagande cousue de fil blanc (l'entretien évoqué dans l'introduction en est une illustration parfaite) et leurs opérations, même quand elles se terminent en bévues, continuent de susciter sinon l'approbation, du moins l'assentiment tacite d'une partie de la population russe, celle que l'on ne voit pas manifester. Ceci est dû d'abord à la difficulté fondamentale des Russes à concevoir un Occident qui ne soit pas un adversaire ou un allié de circonstance (Poutine utilise pendant longtemps l'euphémisme « partenaire » pour montrer qu'il rejette tout vocabulaire de la guerre froide, une pure façade), ensuite à la difficulté de percevoir les émigrés (dont d'anciens agents) autrement que comme des « traîtres ». La politique de « bourrage de crâne » rencontre aussi du succès en raison d'une certaine nostalgie pour le passé soviétique chez ceux qui ont grandi pendant la guerre froide, et, chez les plus jeunes, nés dans les années 1990, d'une difficulté à concevoir l'URSS non comme « l'Empire du mal », le fruit d'un terrible accident de l'histoire, mais comme un avatar de la grande et éternelle Russie. Et en ce sens, ils n'ont pas forcément tort…

---

1. Interview dans le documentaire *The Spy inside* (*Timeline*, 2018, à 29 min 12). Sur Simm, espion des Russes, voir le chapitre XI.

2. Citée dans Vincent Nouzille, « Le grand retour des espions russes : bienvenue dans la nouvelle guerre froide », *Le Figaro*, 16 août 2019.

3. Édition de 1993, citée dans Vorontsov : 406.

4. Mletchine : 36. Sur le contre-espionnage d'aujourd'hui : « … plus de 100 agents étrangers identifiés dans la région de Novossibirsk en 2009… » (Novosti, 18 décembre 2009), « 199 espions étrangers débusqués en 2011 » (Novosti, 7 février 2012). Toutes ces arrestations, il va sans dire, n'aboutissent pas à des condamnations : officiellement, on n'en compte qu'une en 2013, une en 2014, onze en 2015 et six en 2016. En 2019, deux espions étrangers ont été condamnés à quatorze ans de prison en Russie, un Norvégien et un Polonais. Le touriste américain arrêté en décembre 2018, Paul Whelan, ne s'est toujours pas vu notifier son motif d'inculpation (août 2019). La thèse « Navalny – espion de la CIA » (sous le nom de code « Freedom ») a commencé à circuler en avril 2016. En août 2019, une avocate russo-américaine, Tatiana Brennik, a été accusée dans les réseaux sociaux d'être un agent de Washington, théorie reprise aussitôt par les médias officiels.

Bibliographie

Dans les notes de bas de page, les références sont données sous forme simplifiée. Exemple : « Britton 2004 : 160 » renvoie à BRITTON, Wesley, *Spy Television*, Praeger, 2004, p. 160. Les titres des ouvrages russes sont traduits.

I. PUBLICATIONS LES PLUS MARQUANTES

ANDREW, Christopher. Cet ancien universitaire britannique (collège Corpus Christi à l'Université de Cambridge) a publié plusieurs ouvrages basés sur les informations transmises par des transfuges soviétiques. D'abord avec GORDIEVSKI, Oleg : *Le KGB dans le monde, 1917-1990*, Paris, Fayard, 1990 ; *Comrade Kryuchkov's Instructions. Top Secret Files on KGB Foreign Operations*, *1975-1985*, Stanford University Press, 1993. Puis avec MITROKHINE, Vassili : *Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991*, Paris, Fayard, 2000 (1999) et *Le KGB à l'assaut du tiers-monde. Agression-corruption-subversion*, Paris, Fayard, 2007 (2005). Il est aussi l'auteur d'une histoire du contre-espionnage britannique, fondée sur des archives inédites : *The Defence of the Realm. The Authorized History of MI5*, Londres, Allen Lane, Penguin Books, 2009 ; et, plus récemment, d'une riche synthèse sur l'histoire du renseignement dans le monde : *The Secret World. A History of Intelligence* (Londres, Penguin, 2018).

BLUM, Howard, *In the Enemy's House: the Secret Saga of the FBI Agent and the Code Breaker who Caught the Russian Spies*, Londres, Harper, 2018. L'histoire fascinante de Meredith Gardner et de son partenaire, l'agent du FBI Robert Lamphere.

HASLAM, Jonathan, *Near and Distant Neighbors. A New History of Soviet Intelligence*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2015.

HAYNES, John, KLEHR, Harvey, VASSILIEV, Alexander, *Spies: the Rise and Fall of KGB in America*, Yale University Press, 2009.

KNIGHT, Amy, *Orders to Kill: the Putin's Regime and Political Murder*, New York, Thomas Dunne Books, 2017. *How the Cold War Began: the Igor Gouzenko Affair and the Hunt for Soviet Spies*, New York, Carroll & Graf, 2006. *Spies Without Cloaks: the KGB's Successors*, Princeton, Princeton University Press, 1997. C'est « la » spécialiste américaine des services secrets russes. Voir aussi son site : https://amyknight.org.

PRINGLE, Robert W., *Historical Dictionary of Russian and Soviet Intelligence*, New York, The Scarecrow Press, 2006.

SOUVOROV, Viktor (Vladimir Rezoun), *Aquarium*, 1985. L'ouvrage est d'abord publié en anglais, avant d'être traduit en russe. Une nouvelle édition russe est sortie en 2016. Publié après *Soviet Military Intelligence*, Hamish Hamilton, 1984. *Icebreaker. Who Started the Second World War ?*, Hamish Hamilton, 1990 (enrichi dans *The Chief Cultprit. Stalin's Grand Design to Start Word War II*, 2013). Auteur des plus controversés, Souvorov n'en demeure pas moins une source incontournable sur le renseignement militaire soviétique.

The Mueller Report, présenté par le *Washington Post*, avril 2019.

VAKSBERG, Arkadi, *Le Laboratoire des poisons, de Lénine à Poutine*, 2e éd., Paris, Gallimard, 2008.

WOLTON, Thierry, *Le KGB au pouvoir. Le système Poutine*, Paris, Gallimard, 2009 (« Folio documents ») ; *La France sous influence*, Paris, Grasset,

1997 ; *Le Grand Recrutement*, Paris, Grasset, 1993.

II. Témoignages

AGABEKOV, Georges, *OGPU: The Russian Secret Terror*, New York, Brentano's, 1931. Traduction sélective des deux volumes de Mémoires du premier transfuge des services secrets soviétiques, sortis en 1931 en russe, chez un éditeur émigré à Berlin, Strela. La version russe a été rééditée en 1998 sous le titre *La Terreur secrète*, mais elle est également incomplète.

BAGLEY, Tennent H. *Spymaster: Startling Cold War revelations of a Soviet KGB Chief*, New York, Skyhorse Publishing, 2013.

BARSKY, Jack, *Deep Undercover: my Secret Life and Tangled Allegiances as a KGB Spy in America*, Carol Stream, Tyndale Momentum, 2017.

BEARDEN, Milt, *CIA-KGB, le dernier combat*, Paris, Albin Michel, 2004.

BITTMAN, Ladislav, *The KGB and Soviet Disinformation. An Insider's View*, Brassey's Inc., 1985.

BOYCE, Christopher, *American Sons: The Untold Story of the Falcon and the Snowman*, Glass Spider Publishing, 2014.

CHAMBERS, Whittaker, *Witness. A True Story of Soviet Spies in America and the Trial that Captivated the Nation*, Regnery History, 2014. Réédition du best-seller de 1952.

CHERKASHIN, Viktor. *Spy Handler. Memoir of a KGB Officer*, New York, Basic Books, 2004.

DANILOFF, Nicholas, *Of Spies and Spokemen. My Life as a Cold War Correspondent*, Columbia, University of Missouri Press, 2008.

DILLON, Eva, *Spies in the Family. An American Spymaster, His Russian Crown Jewel, and the Friendship that Helped end the Cold War*, New

York, Harper, 2017. Récit de la fille de l'agent de la CIA qui a été l'OT de Dimitri Poliakov.

DZHIRKVELOV, Ilya, *Secret servant. My Life with the KGB & the Soviet Elite*, New York, HarperCollins, 1987.

EARLEY, Pete, *Comrade J: the Untold Secrets of Russia's Master Spy in America After the End of the Cold War*, New York, Berkley Books, 2009.

FEKLISSOV, Alexandre, *Confession d'un agent soviétique*, Paris, Le Rocher, 1999. Le titre anglais est plus parlant : *The Man behind the Rosenbergs*.

FROMENT-MEURICE, Henri, *Journal de Moscou*, Paris, Armand Colin, 2011.

GOLITSYN, Anatoliy, *New Lies for Old*, Gsg & Assoc, 1990.

GORDIEVSKY, Oleg. *Next Stop Execution*, 2e éd., Endeavour Quill, 2018.

GRIGORIEV, Konstantin, *La Chasse aux espions. Opérations spéciales à l'étranger*, Moscou, 2008.

JAMALI, Naveed et HENICAN, Ellis, *Comment j'ai attrapé un espion russe*, Paris, Seuil, 2017.

KALUGIN, Oleg, *Spymaster: My Thirty-Two Years in Intelligence and Espionage Against the West*, 2e éd., New York, Basic Books, 2009.

KEVORKOV, Viatcheslav, *Le Canal secret*, Moscou, 1997.

KORNILKOV, Arkadi, *Berlin : une guerre secrète des deux côtés de la frontière. Mémoires d'un agent du contre-espionnage militaire*, Moscou, 2009.

KRIVITSKY, Walter G., *J'étais l'agent de Staline*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2015. Réédition des Mémoires de l'officier du renseignement militaires le plus gradé qui ait révélé ses secrets, publiés originellement en 1940.

KUZICHKIN, Vladimir, *Inside the KGB. My Life in Soviet Espionage*, Pantheon, 1991.

LEONOV, Nikolaï, *Les Années folles*, Moscou, 1994.

MENDEZ, Antonio et Jonna, *The Moscow Rules: the Secret CIA Tactics that Helped America Win the Cold War*, PublicAffairs, 2019.

MILCHTEÏN, Mikhaïl, *Survivre aux années de guerre et de misère. Mémoires d'un agent du renseignement militaire*, Moscou, 2000.

MIRZAYANOV, Vil S., *State Secrets: an Insider's Chronicle of the Russian Chemical Weapons Program*, Outskirts Press, 2008.

MODINE, Youri, *Mes camarades de Cambridge. J'étais au KGB l'officier traitant de Philby, Burgess, Maclean, Blunt, Cairncross*, Paris, Robert Laffont, 1994.

MYAGKOV, Aleksei, *Inside the KGB*, New York, Arlington House, 1976.

NART, Raymond et DEBAIN, Jacky, *L'Affaire Farewell vue de l'intérieur*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013.

PENKOVSKY, Oleg, *Carnets d'un agent secret*, Paris, Tallandier, 1966.

PETERSON, Martha, *The Widow Spy. My CIA Journey from the Jungles of Laos to Prison in Moscow*, Red Canary Press, 2012.

PRIMAKOV, Evgueni, *Les Années de grande politique*, Moscou, 1999.

SEJNA, Jan, *We Will Bury You*, Londres, 1982. Un général tchécoslovaque révèle les plans d'occupation de l'Autriche en cas de guerre et les stratégies de subversion, y compris par le trafic de drogue, organisé par le KGB.

SEMITCHASTNY, Vladimir, *Un cœur inquiet*, Moscou, 2002.

SEROV, Ivan, *Des notes dans une valise. Journal secret du premier directeur du KGB, trouvé vingt-cinq ans après sa mort*, édité par Alexandre Khinchteïn, Moscou, 2018. Comme l'ensemble des témoignages russes, celui-ci doit être traité avec la plus grande prudence, ayant très certainement été publié avec le concours du FSB à des fins de désinformation. Il n'en demeure pas moins qu'à l'origine, c'est une source authentique.

SHAINBERG, Maurice, *Breaking from the KGB*, Sure Sellers, 1986.

SNOWDEN, Edward, *Mémoires vives*, Paris, Seuil, 2019.

SOUDOPLATOV, Pavel, *Opérations spéciales. Mémoires du maître-espion soviétique Pavel Soudoplatov*, Paris, Seuil, 1994.

TREPPER, Leopold, *Le Grand Jeu. Mémoires du chef de l'Orchestre rouge*, Paris, Albin Michel, 1975.

VAVILOVA, Elena et BRONNIKOV, Andreï, *La Femme qui sait garder les secrets*, Moscou, 2019. Les « Mémoires » de l'une des illégales arrêtées en 2010 aux États-Unis sous le nom de « Tracey Lee Ann Foley ».

WALKER Jr., John A., *My Life As a Spy*, Amherst, Prometheus Books, 2008.

WOLF, Markus, *L'Homme sans visage. Mémoires du plus grand maître-espion communiste*, Paris, Omnibus, 2008.

WRIGHT, Peter et GREENGRASS, Paul, *Spycatcher: the Candid Autobiography of a Senior Intelligence Officer*, Heinemann, 1987.

III. De la période tsariste à la période soviétique

AFTALION, Florin, *La Trahison des Rosenberg*, Paris, Lattès, 2003.

BRADLEY, Mark A., *A Very Principled Boy: The Life of Duncan Lee, Red Spy and Cold Warrior*, New York, Basic Books, 2014.

BUDIANSKY, Stephen, *Code Warriors: NSA's Codebreakers and the Soviet Intelligence war Against the Soviet Union*, Knopf, 2016.

BURKE, David, *The Spy Who Came in From the Co-op. Melita Norwood and the Ending of the Cold War*, Woodbridge, Boydell Press, 2008.

CARTER, Miranda, *Gentleman-Espion. Les doubles vies d'Anthony Blunt*, Paris, Payot, 2006.

DELMAS, Jean (dir.), *Renseignement et propagande pendant la guerre froide, 1947-1953*, Bruxelles, Complexe, 1999.

DENSON, Bryan, *The Spy's Son: the True Story of the Highest-Ranking CIA Officer ever Convicted of Espionage and the Son he Trained to Spy for Russia*, New York, Grove Press, 2015. Biographie des Nicholson, père et fils.

EVANS, M. Stanton, *Blacklisted by History. The Untold Story of Senator Joe McCarthy and his Fight Against America's Enemies*, New York, Crown Forum, 2007.

HOFFMAN, David E., *The Billion Dollar Spy: a True Story of Cold War Espionage and Betrayal*, New York, Doubleday, 2015. L'histoire d'Adolf Tolkatchev.

JALLOT, Nicolas, *Viktor Orekhov. Un dissident du KGB*, Paris, Stock, 2011.

KASPI, André, *Des espions ordinaires*, Paris, Larousse, 2009.

KOEHLER, John, *Spies in the Vatican: The Soviet Union's War Against the Catholic Church*, Cambridge, Pegasus, 2009.

KOSTINE, Sergueï, RAYNAUD Éric, *Adieu Farewell*, 2e éd., Paris, Robert Laffont, 2009.

KOTEK, Joël, *La Jeune Garde. La jeunesse entre KGB et CIA*, Paris, Seuil, 1998.

LEONARD, Raymond W., *Secret Soldiers of the Revolution. Soviet Military Intelligence, 1918-1933*, Praeger, 1999. Leonard est un rare exemple d'historien non russe s'étant sérieusement penché sur les origines de la GRU.

LOKHOVA, Svetlana, *The Spy who Changed History. The Untold Story of how the Soviet Union won the Race for America's Top Secrets*, Londres, William Collins, 2018. Biographie de Stanislav Choumovski, agent méconnu de l'espionnage atomique.

LOWNIE, Andrew, *Stalin's Englishman. Guy Burgess, the Cold War and the Cambridge Spy Ring*, St Martin's Press, 2016.

LUKES, Igor, *On the Edge of the Cold War. American Diplomats and Spies in Postwar Prague*, Oxford, Oxford University Press, 2012.

MACINTYRE, Ben, *A Spy among Friends. Kim Philby and the Great Betrayal*, Crown, 2014. *The Spy and the Traitor. The Greatest Espionage Story of the Cold War*, Crown, 2018. Biographie d'Oleg Gordievsky, traduite en français sous le titre *L'Espion et le Traître* (Paris, de Fallois, 2019).

MARTON, Kati, *True Believer. Stalin's Last American Spy*, New York, Simon & Schuster 2016. Biographie de Noel Field.

MEIER, Andrew, *The Lost Spy: an American in Stalin's Secret Service*, New York, W. W. Norton, 2008.

MURPHY, David, KONDRASHOV, Sergei, BAILEY, George, *Battleground Berlin: CIA vs KGB in the Cold War*, Yale University Press, 1997.

QUÉTEL, Claude (dir.), *Dictionnaire de la Guerre froide*, Paris, Larousse, 2008.

REEL, Monte, *A Brotherhood of Spies: the U2 and the CIA's Secret War,* New York, Doubleday, 2018.

RUUD, Charles A., STEPANOV, Sergei A, *Fontanka 16: The Tsar's Secret Police*, Montreal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 1999.

SIBLEY, Katherine, A. S., *Red Spies in America. Stolen Secrets and the Dawn of the Cold War*, Lawrence, Kansas University Press, 2004.

STEPHAN, Robert W., *Stalin's Secret War: Soviet Counterintelligence Against the Nazis*, 1941-1945, Lawrence, University Press of Kansas, 2003.

THOM, Françoise, *Beria, le Janus du Kremlin*, Paris, Cerf, 2013.

USDIN, Steven T., *Engineering Communism. How Two Americans Spied for Stalin and Founded the Soviet Silicon Valley*, New Haven et Londres, Yale University Press, 2005.

VILLEMAREST, Pierre de, *GRU. Le plus secret des services soviétiques, 1918-1988*, Paris, Stock, 1988.

VOLODARSKY, Boris, *Stalin's Agent. The Life and Death of Alexander Orlov*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

WEINSTEIN, Allen et VASSILIEV, Alexander, *The Haunted Wood. Soviet Espionage in America: The Stalin Era*, Random House, 1999.

WEST, Nigel (Rupert Allason), *Mortal Crimes. The Greatest Theft in History: the Soviet Penetration of the Manhattan Project*, 2e éd., Enigma Books, 2007. *The Third Secret: The CIA, Solidarity and the KGB's Plot to Kill the Pope*, New York, HarperCollins, 2000.

WHYMANT, Robert, *Stalin's Spy. Richard Sorge and the Tokyo Espionage Ring*, 2e éd., Londres, I. B. Tauris, 2006.

ZUCKERMAN, Fredric S., *The Tsarist Secret Police Abroad: Policing Europe in a Modernising World*, Palgrave Macmillan, 2003.

IV. De l'URSS à la nouvelle Russie

BLANC, Hélène, *KGB connexion. Le système Poutine*, Paris, Hors Commerce, 2004.

COLON, David, *Propagande. La manipulation de masse dans le monde contemporain*, Paris, Belin, 2019.

EPSTEIN, Edward Jay, *How America Lost Its Secrets. Edward Snowden, the Man and the Theft*, New York, Afred A. Knopf, 2017.

GERGORIN, Jean-Louis et ISAAC-DOGNIN Léo, *Cyber. La guerre permanente*, Paris, Cerf, 2018.

GOLDFARB, Alexandre et LITVINENKO, Marina, *Meurtre d'un dissident. L'empoisonnement d'Alexandre Litvinenko et le retour du KGB*, Paris, Robert Laffont, 2007.

HARDING, Luke, *Le Dossier Snowden. Les services secrets autour d'un scandale planétaire*, Paris, Belin, 2015 ; *Collusion. Comment la Russie a fait élire Trump à la tête de la Maison-Blanche*, Paris, Flammarion, 2017.

HÉNIN, Nicolas, *La France russe. Enquête sur les réseaux de Poutine*, Paris, Fayard, 2016.

HUVER, Étienne et RAZON, Boris, *Les Nouvelles Guerres. Sur la piste des hackers russes*, Paris, Arte éditions/Stock, 2019.

KOUZMINOV, Alexander, *Biological Espionage: Special Operations of the Soviet and Russian Foreign Intelligence Services in the West*, Londres, Greenhill Books, 2006.

MELNIK, Constantin, *Les Espions. Réalités et fantasmes*, Paris, Ellipses, 2008.

OSTROVSKY, Arkady, *The Invention of Russia. The Rise of Putin and the Age of Fake News*, Viking, 2016.

PINCHER, Chapman, *Their Trade is Treachery: the Full, Unexpurgated Truth about the Russian Penetration of the World's Secret Defences*, 2e éd., Biteback, 2014.

ROMERSTEIN, Herbert et BREINDEL, Eric, *The Venona Secrets: The Definitive Esposé of Soviet Espionage in America*, Washington, Regnery Press, 2014 (1re éd. 2000).

RUSSO, Gus et DEZENHALL, Eric, *Best of Enemies: The Last Great Spy Story of the Cold War*, Twelve, 2018.

SOLDATOV, Andreï et BOROGAN, Irina, *Les Héritiers du KGB. Enquête sur les nouveaux boyards*, Paris, François Bourin, 2011. *The Red Web: The Struggle Between Russia's Digital Dictators and the New Online Revolutionaries*, PublicAffairs, 2015. *The Compatriots: the Brutal and Chaotic History of Russia's Exilés, Émigrés, and Agents Abroad*, PublicAffairs, 2019.

VAISSIÉ, Cécile, *Les Réseaux du Kremlin en France*, Paris, Les Petits Matins, 2016.

WATTS, Clint, *Messing with the Enemy: Surviving in a Social Media World of Hackers, Terrorists, Russians, and Fake News*, New York, HarperCollins, 2018. L'auteur est un ancien agent du FBI.

V. Publications russes

ANTONOV, Vladimir et KARPOV, Vladimir, *Le Renseignement fusillé*, Moscou, 2008 ; *Le Renseignement illégal*, Moscou, 2007.

ANTONOV, Vladimir, *Les Cinq de Cambridge*, Moscou, 2018. Voir du même la biographie de Soudoplatov.

BONDARENKO A., *Les Héros du SMERCH*, Moscou, 2019.

DOLGOPOLOV, Nikolaï, *Agents légendaires*, Moscou, 2015.

GLADKOV, Teodor, *Artouzov*, Moscou, 2008. Gladkov, spécialiste des espions soviétiques, est également l'auteur d'un ouvrage hagiographique consacré à Korotkov (2005).

KOLPAKIDI, Alexandre (dir.), *Encyclopédie des services secrets de Russie*, Moscou, 2003 ; *Encyclopédie du renseignement militaire de Russie*, Moscou, 2004.

MATONINE, Evguéni, *Iakov Blioumkine. L'erreur du résident*, Moscou, 2016.

MEDVEDEV, Roï, *Andropov*, Moscou, 2006.

MLETCHINE, Leonid, *Histoire du renseignement. Carrières et destins*, Moscou, 2008.

PETROV, Nikita, *Le Premier Directeur du KGB, Ivan Serov*, Moscou, 2005.

PRIMAKOV, Evgueni (dir.), *Essais sur l'histoire du renseignement de la Russie à l'étranger*, six volumes parus : des origines à 1917 (1995), de 1917 à 1933 (1996), de 1933 à 1941 (2003), de 1941 à 1945 (1999), de 1945 à 1965 (2003), de 1966 à 2005 (2007). Dans les notes, ces livres sont désignés par l'abréviation IRR.

VORONTSOV, S. A., *Les Services spéciaux de Russie*, 2e éd., Rostov-sur-le Don, 2008.

VI. Romans et films d'espionnage

BLACK, Jeremy, *The Politics of James Bond. From Fleming's Novels to the Big Screen*, Praeger, 2001.

BRITTON, Wesley, *On Screen and Under Cover. The Ultimate Book of Film Espionage*, Praeger, 2006 ; *Beyond Bond: Spies in Fiction and Film*, Praeger, 2005 ; Spy Television, Praeger, 2004.

CHAPMAN, James, *Licence to Thrill. A Cultural History of James Bond Films*, Columbia University Press, 2001. *Hitchcock and the Spy Film*, Londres, I. B. Tauris, 2018.

DE BAECQUE, Antoine, *L'Histoire-caméra*, Paris, Gallimard, 2008.

FEDOR, Julie, *Russia and the Cult of State Security. The Chekist Tradition, from Lenin to Putin*, Londres, Routledge, 2011.

FULIGNI, Bruno, *Le Bureau des légendes décrypté*, Paris, L'Iconoclaste, 2018.

KACKMAN, Michael, *Citizen Spy. Television, Espionage and Cold War Culture*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2005.

HEPBURN, Allan, *Intrigue. Espionage and Culture*, New Haven et Londres, Yale University Press, 2005.

LACOURBE, Roland, *La Guerre froide dans le cinéma d'espionnage*, Paris, Henri Veyrier, 1985.

MANNING, Toby, *John Le Carré and the Cold War*, Bloomsbury, 2017.

ROBINSON, Harlow, *Russians in Hollywood, Hollywood's Russians*, Northeastern University Press, 2007.

ROMANKO, Karen A., *Television's Female Spies and Crimefighters*, McFarland & Company, 2016.

SBARDELLATI, John, *Edgar Hoover Goes to the Movies. The FBI and the Origins of Hollywood's Cold War*, Ithaca, Cornell University Press, 2012.

SHAW, Tony, *Hollywood's Cold War*, Edinburgh University Press, 2007 ; *British Cinema and the Cold War. The State, Propaganda and*

Consensus, Londres, IB Tauris, 2006. Avec Denise J. Youngblood : *Cinematic Cold War. The American and Soviet Struggle for Hearts and Minds*, University Press of Kansas, 2010.

TROTIGNON, Yves, *Politique du secret. Regards sur le Bureau des légendes*, Paris, Puf, 2018.

WHITE, Rosie, *Violent femmes. Women as Spies in Popular Culture*, New York, Routledge, 2007.

Sitographie

En français

Le site du Centre français de recherche sur le renseignement : http://www.cf2r.org/.

Le site Spyworld actu : http://www.spyworld-actu.com/ (le site n'est plus actualisé depuis 2011).

Le site de l'IRIS, Institut de relations internationales et stratégiques : https://www.iris-france.org.

Le site de l'IFRI, Institut français des relations internationales : https://www.ifri.org.

La page de la DGSE : https://www.defense.gouv.fr/dgse.

La page de la DGSI : https://www.interieur.gouv.fr/Le-ministere/DGSI.

En anglais

Le projet Venona et les documents déclassifiés sur le site de la NSA : https://www.nsa.gov/news-features/declassified-documents/venona/.

Des livres et des documents passionnants mis en ligne sur le site de la CIA : https://www.cia.gov/library/center-for-the-study-of-intelligence/csi-publications/books-and-monographs/index.html.

Toujours sur le site de la CIA, voir la revue de référence *Studies in Intelligence* (dans CSI publications).

Le Cold War International History Project du Woodrow Wilson Center de Washington : http://www.wilsoncenter.org/index.cfm?fuseaction=topics.home&topic_id=1409.

Des documents du National Security Archive relatifs au Sigint pendant la guerre froide : http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB260/index.htm.

Le site du FBI : https://www.fbi.gov/news.

La version anglaise du site d'investigation Meduza : https://meduza.io/en.

Le site d'investigation Bellingcat : https://www.bellingcat.com.

En russe

Le site du SVR : http://svr.gov.ru/. Le bureau de presse du SVR : http://svr.gov.ru/pressburo/presburo.htm.

Le site du FSB : http://www.fsb.ru/. Le service presse du FSB : http://www.fsb.ru/fsb/press.htm.

Le « centre de documentation » sur le renseignement agentura.ru : http://www.agentura.ru/. Le site comprend une version (partielle) en anglais. Pour la GRU, qui ne possède pas de site propre, on consultera la page : http://www.agentura.ru/dossier/russia/gru/. Surtout, le site possède une bibliothèque impressionnante d'ouvrages librement téléchargeables : http://www.agentura.ru/library/.

Le site tchekist.ru : http://chekist.ru/. Il ne semble pas avoir été mis à jour depuis 2016.

Le fonds de lutte anticorruption d'Alexeï Navalny : https://fbk.info.

Filmographie

Traduction des titres des films inédits en France signalée par un *.

Action immédiate (France, Maurice Labro, 1957).

Agent double (*Breach*, États-Unis, Billy Ray, 2007).

Agent X 27 (*Dishonored*, États-Unis, Josef von Sternberg).

Agents très spéciaux : code UNCLE (*The man from U.N.C.L.E.*, États-Unis, Guy Richie, 2015).

Alias (États-Unis, J.J. Abrams, ABC, 2001-2006) ; voir surtout la saison 2.

Anna (France, Luc Besson, 2019).

Atomic blonde (David Leitch, États-Unis, 2017). L'action se déroule en 1989 à Berlin, peu avant la chute du Mur.

Au nom du royaume (*Defense of the Realm*, Royaume-Uni, David Drury, 1985).

Au-dessous du tsar (*Beneath the Czar*, États-Unis, Alice Guy Blache, 1914).

Big Jim McLain (États-Unis, Edward Ludwig, 1952).

Blunt. Le quatrième homme (*Blunt. The Fourth Man,* Royaume-Uni, Joan Glenister, 1986).

Bons Baisers de Russie (*From Russia with Love*, Royaume-Uni, Terence Young, 1963).

Camarade X (*Comrade X*, États-Unis, King Vidor, 1940).

Casino Royale (États-Unis, William Brown, 1954 ; Royaume-Uni, Val Guest et *alii*, 1967 ; États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, Tchéquie, Martin Campbell, 2006).

Contre-espionnage (*Man on a String*, États-Unis, André de Toth, 1960).

Days of Glory (États-Unis, Jacques Tourneur, 1944).

Des agents très spéciaux (*The Man from U.N.C.L.E.*, États-Unis, NBC, 1964-1968).

*Dix-Sept Instants d'un printemps** (URSS, Tatiana Lioznova, 1973).

Double Détente (*Red Heat*, États-Unis, Walter Hill, 1985).

Espion, lève-toi (France, Yves Boisset, 1982).

F comme Flint (*In like Flint*, États-Unis, Gordon Douglas, 1967).

GoldenEye (États-Unis, Martin Cambell, 1995).

Guet-apens (*Conspirator*, Royaume-Uni/États-Unis, Victor Saville, 1949).

Heures dangereuses (*Dangerous hours*, États-Unis, Fred Niblo, 1919).

Histoire d'une trahison (*Another country*, Royaume-Uni, Merk Kanievska, 1984).

Intrigues en Orient (*Background to danger*, États-Unis, Michael Curtiz, 1943).

Jamais plus jamais (*Never Say Never Again*, Royaume-Uni, Irvin Kershner, 1983).

James Bond 007 contre Docteur No (*Dr No*, Royaume-Uni, Terence Young, 1962).

Killing Eve (États-Unis/Royaume-Uni, BBC, 2018-2020). Dans cette série basée sur le roman *Nom de code Villanelle* (2018) de Luke Jennings, une agente du MI6 traque Villanelle, une orpheline russe transformée en tueuse à gages par une mystérieuse organisation criminelle, dont font partie des agents du FSB. C'est l'avatar le plus récent de *Nikita.*

Kim (États-Unis, Victor Saville, 1950).

L'Affaire Farewell (France, Christian Carion, 2009).

L'Agent secret (*The Secret Agent*, Royaume-Uni, Christopher Hampton, 1996).

*L'Erreur du résident** (URSS, Veniamin Dorman, 1968).

L'Espion qui m'aimait (*The Spy Who Loved Me*, Royaume-Uni, Lewis Gilbert, 1977).

L'Espion qui venait du froid (*The Spy Who Came in From the Cold*, Royaume-Uni/États-Unis, Martin Ritt, 1965).

L'Homme qui en savait trop (*The Man Who Knew Too Much*, Royaume-Uni, Alfred Hitchcock, 1934).

*L'Orchestre rouge** (Russie, Alexandre Aravine, 2004).

La Belle Ténébreuse (*The Mysterious Lady*, États-Unis, Fred Niblo, 1928).

*La Frontière verrouillée** (URSS, Vassili Jouravlev, 1938).

La Jeunesse combattante (*Fighting Youth*, États-Unis, Hamilton MacFadden, 1935).

La Lettre du Kremlin (*The Kremlin Letter*, États-Unis, John Huston, 1970).

La Mort aux trousses (*North by Northwest*, États-Unis, Alfred Hitchcock, 1959).

La Nuit de l'évasion (*Night Crossing*, Royaume-Uni, Delbert Mann, 1981).

La Sentinelle (*The Sentinel*, États-Unis, Clark Johnson, 2006).

La Taupe (*Tinker, Tailor, Soldier, Spy*, Thomas Alfredson, Royaume-Uni, France, Allemagne, 2011).

La Tente rouge (URSS-Italie, Mikhaïl Kalatozov, 1969).

La Vengeance dans la peau (*The Bourne Ultimatum*, États-Unis, Paul Greenglass, 2007).

Laissez tirer les tireurs (France-Italie, Guy Lefranc, 1963).

Le Bureau des légendes (France, Éric Rochant, Canal+). Quatre saison diffusées ; le tournage de la cinquième a débuté en juin 2019. Pour les services secrets russes, voir surtout la quatrième saison (2018).

*Le Complot des ambassadeurs** (URSS, N. Rozantsev, 1965).

*Le Destin du résident** (URSS, Veniamin Dorman, 1970).

Le Docteur Jivago (Royaume-Uni, David Lean, 1965).

Le Dossier Ipcress (*The Ipcress File*, Royaume-Uni, Sidney J. Furie, 1965). Suite : *Mes Funérailles à Berlin* (*Funeral in Berlin*, Royaume-Uni, Guy Hamilton, 1966).

Le Grand Amour (*The Great Love*, États-Unis, D.W. Griffith, 1918).

Le Guêpier (*Walk East on Beacon*, États-Unis, Alfred Werker, 1952).

Le Monde ne suffit pas (*The World is Not Enough*, États-Unis, Michael Apted, 1999).

Le Pont aux espions (*The Bridge of Spies*, États-Unis, Steven Spielberg, 2015). Comment James B. Donovan a défendu l'espion soviétique Rudolf Abel.

Le Quatrième Protocole (*The Fourth Protocol*, Royaume-Uni, John McKenzie, 1987).

*Le Retour du résident** (URSS, Veniamin Dorman, 1982).

Le Rideau de fer (*The Iron Curtain*, États-Unis, William Wellman, 1948).

Le Rideau déchiré (*The Torn Curtain*, Royaume-Uni, Alfred Hitchcock).

Le Saint (*The Saint*, États-Unis, Philip Noyce, 1997).

Le Serpent (France, Henri Verneuil, 1973).

Le Silencieux (France, Claude Pinoteau, 1973).

Le Troisième Homme (*The Third Man*, Royaume-Uni, Carol Reed, 1949).

Les 39 Marches (*The 39 Steps*, Royaume-Uni, Alfred Hitchcock, 1935).

Les Barbouzes (France, George Lautner, 1964).

Les Deux font la paire (*Scarecrow and Mrs King*, États-Unis, CBS 1983-1987).

Les Espions (Allemagne, Fritz Lang, 1928).

*Les Espions de Cambridge** (*Cambridge Spies*, Royaume-Uni, Tim Fywell, 2003).

*Les Experts** (*The Experts*, États-Unis, Dave Thomas, 1989).

Les Filles du KGB (*Secret Weapons*, États-Unis, Don Taylor, 1985).

Les Nuits moscovites (*I Stand Condemned*, Royaume-Uni, Anthony Asquith, 1935).

Les Promesses de l'ombre (*Eastern Promises*, États-Unis, David Cronenberg, 2007).

Les Trois Jours du Condor (*Three Days of the Condor*, États-Unis, Sydney Pollack, 1975).

Mata Hari (États-Unis, George Fitzmaurice, 1931).

McMafia (Royaume-Uni/États-Unis, James Watkins, BBC/AMC, 2018 pour la saison 1).

Mission : impossible (États-Unis, CBS, 1966-1973).

Mission impossible. Protocole fantôme (*Mission impossible : Ghost Protocol*, Brad Bird, États-Unis, 2011).

Möbius (Éric Rochant, France, 2013).

*Morte Saison** (URSS, Savva Koulich, 1968).

Ninotchka (États-Unis, Ernst Lubitsch, 1939).

Notre Homme Flint (*Our Man Flint*, États-Unis, Daniel Mann, 1965).

Opération Tonnerre (*Thunderball*, Royaume-Uni, Terence Young, 1965).

OSS 117 : le Caire nid d'espions (France, Michel Hazanavicius, 2006).

Permis de tuer (*Licence to Kill*, Royaume-Uni, John Glen, 1989).

Philby, Burgess and Maclean (Royaume-Uni, Gordon Flemyng, 1977).

RED (Robert Schwentke, États-Unis, 2010). RED 2 est sorti en 2013 (Dean Parisot, États-Unis).

Red Sparrow (Francis Lawrence, États-Unis, 2018). Adapté du best-seller de Jason Matthews, ancien agent de la CIA.

*Rencontre sur l'Elbe** (URSS, 1949, Grigori Aleksandrov).

Rien que pour vos yeux (*For Your Eyes Only*, Royaume-Uni, John Glen, 1981).

Rocket Attack USA (États-Unis, Barry Mahon, 1959).

Ronin (États-Unis, John Frankenheimer, 1998).

Sabotage (Royaume-Uni, Alfred Hitchcock, 1936).

Salt (États-Unis, Philip Noyce, 2010).

*Smerch** (Russie, Zinovi Roïzman, 2007).

*TASS est autorisée à déclarer** (URSS, Valentin Fokine, 1984).

The Americans (États-Unis, Joe Weisberg, six saisons diffusées sur la chaîne américaine FX de 2013 à 2018, et en France sur Canal+).

Top secret (États-Unis, Zucker-Abrahams-Zucker, 1984).

Topaz (Royaume-Uni, Alfred Hitchcock, 1969).

Touché ! (*Gotcha*, Jeff Kanew, États-Unis, 1985).

Triple Agent (France/Italie/Espagne/Grèce/Russie, Éric Rohmer, 2004).

Triple Zéro (*Spy Hard*, États-Unis, Rick Friedberg, 1996).

Un Américain bien tranquille (*The Quiet American*, États-Unis, Joseph Mankievicz, 1958).

*Un Anglais à l'étranger** (*An Englishman Abroad*, Royaume-Uni, John Schlesinger, 1983).

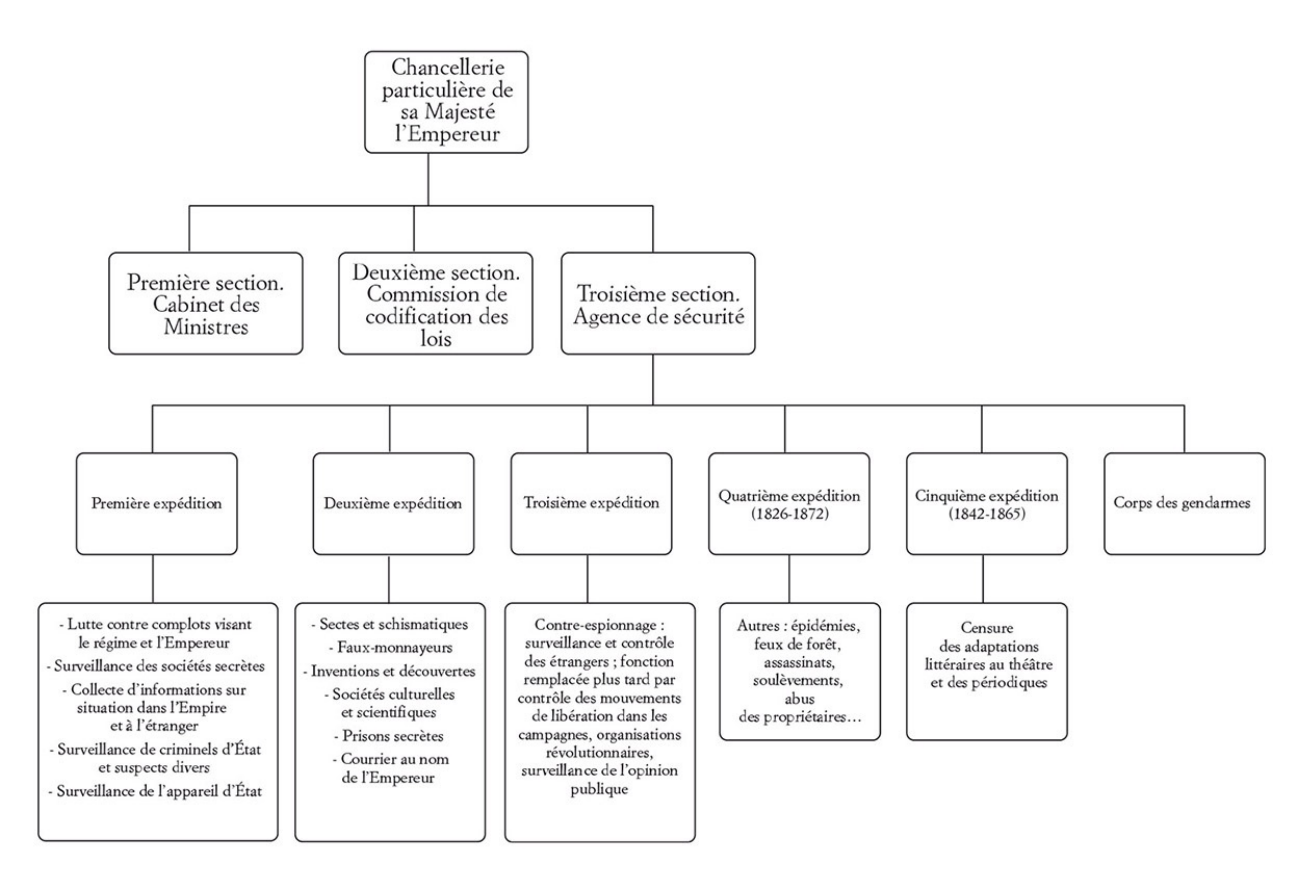
Une femme disparaît (*The Lady Vanishes*, Royaume-Uni, Alfred Hitchcock, 1938).

Une ravissante idiote (France, Édouard Molinaro, 1964).

Un traître idéal (*Our Kind of Traitor*, États-Unis, Susanna White, 2016).

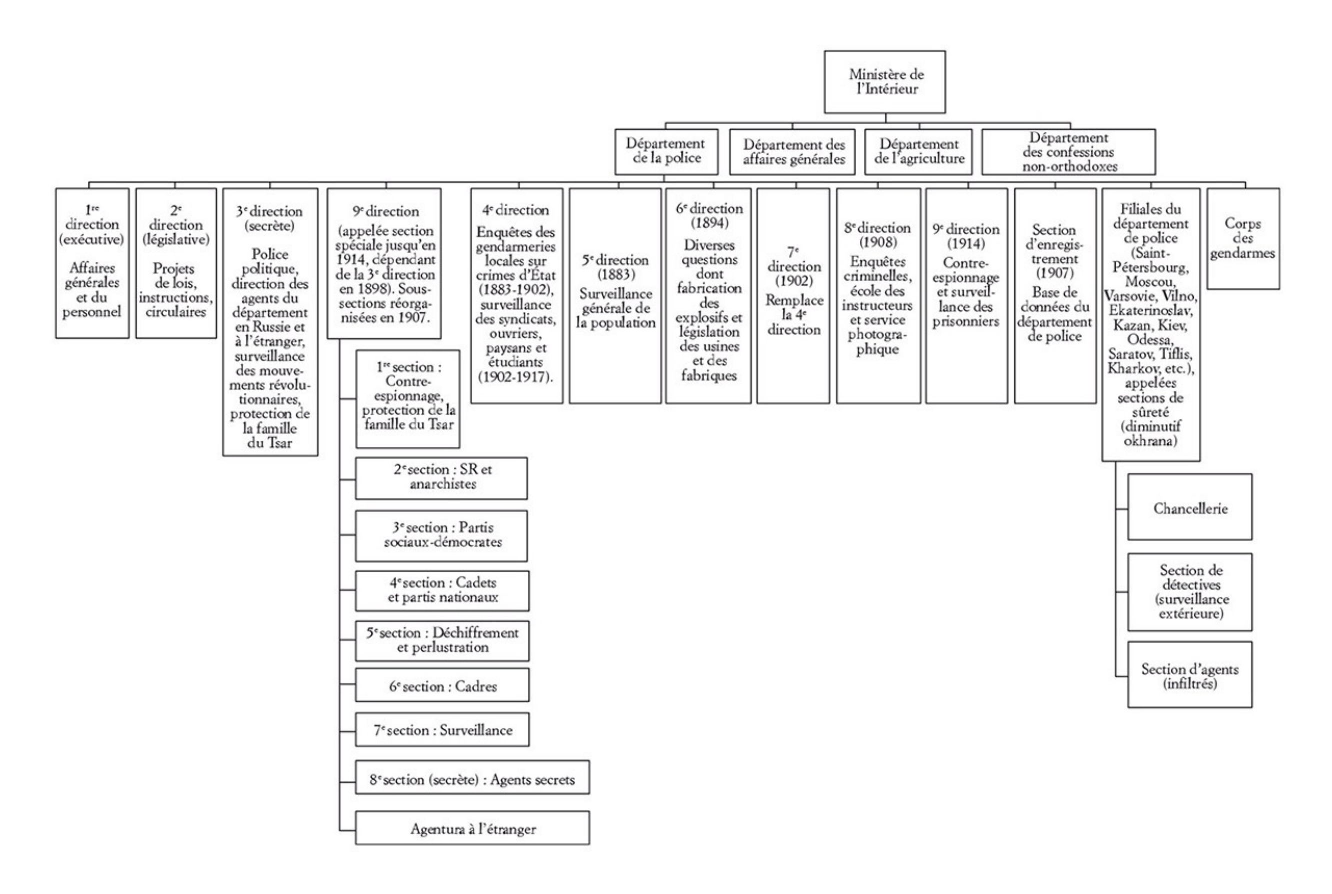
WarGames (États-Unis, John Badham, 1984).

Annexes



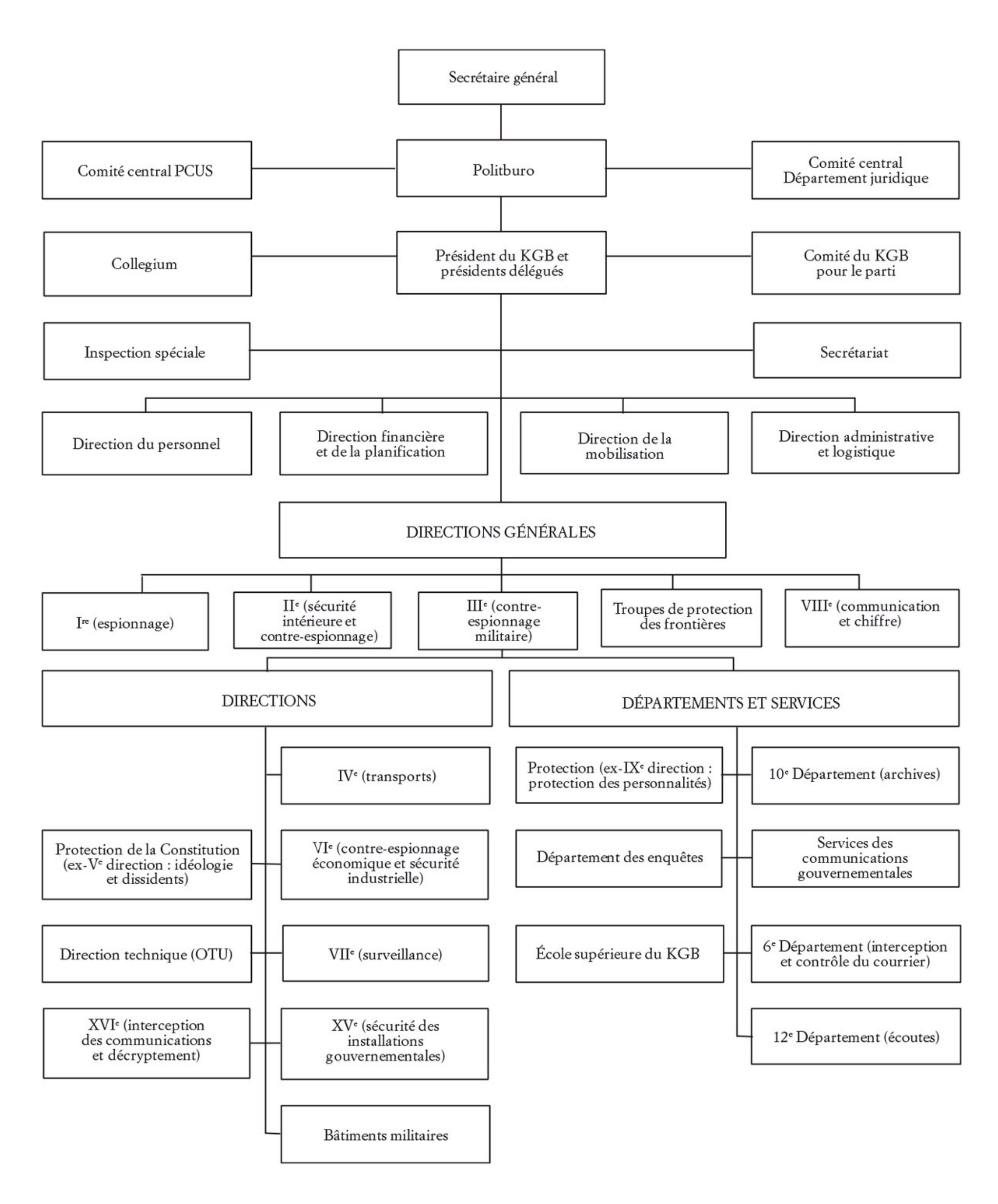
1. La IIIe section de la chancellerie particulière de Sa Majesté l'Empereur.

Source : AK.



2. Le Département de police, en 1917.

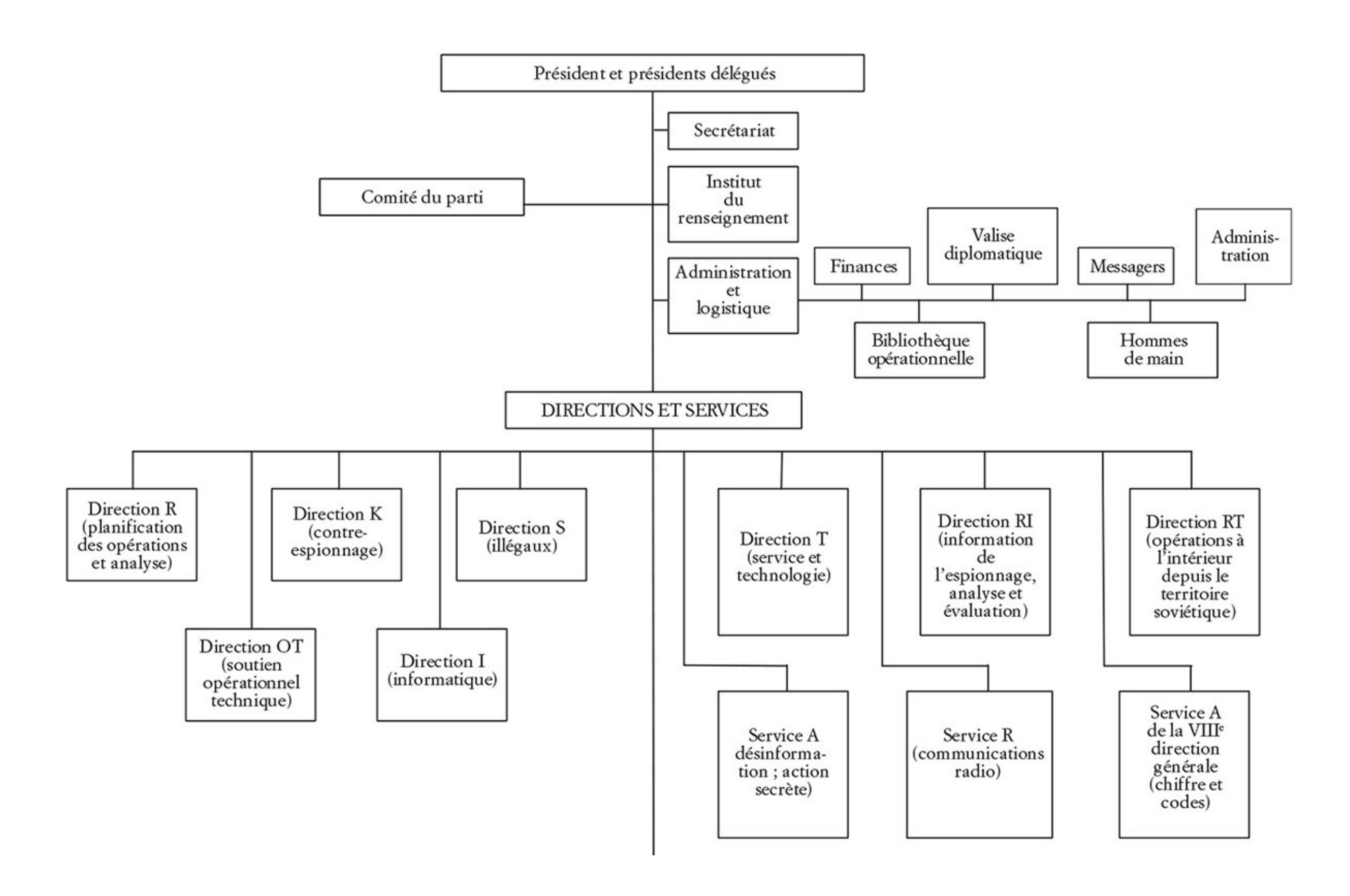
Source : AK.

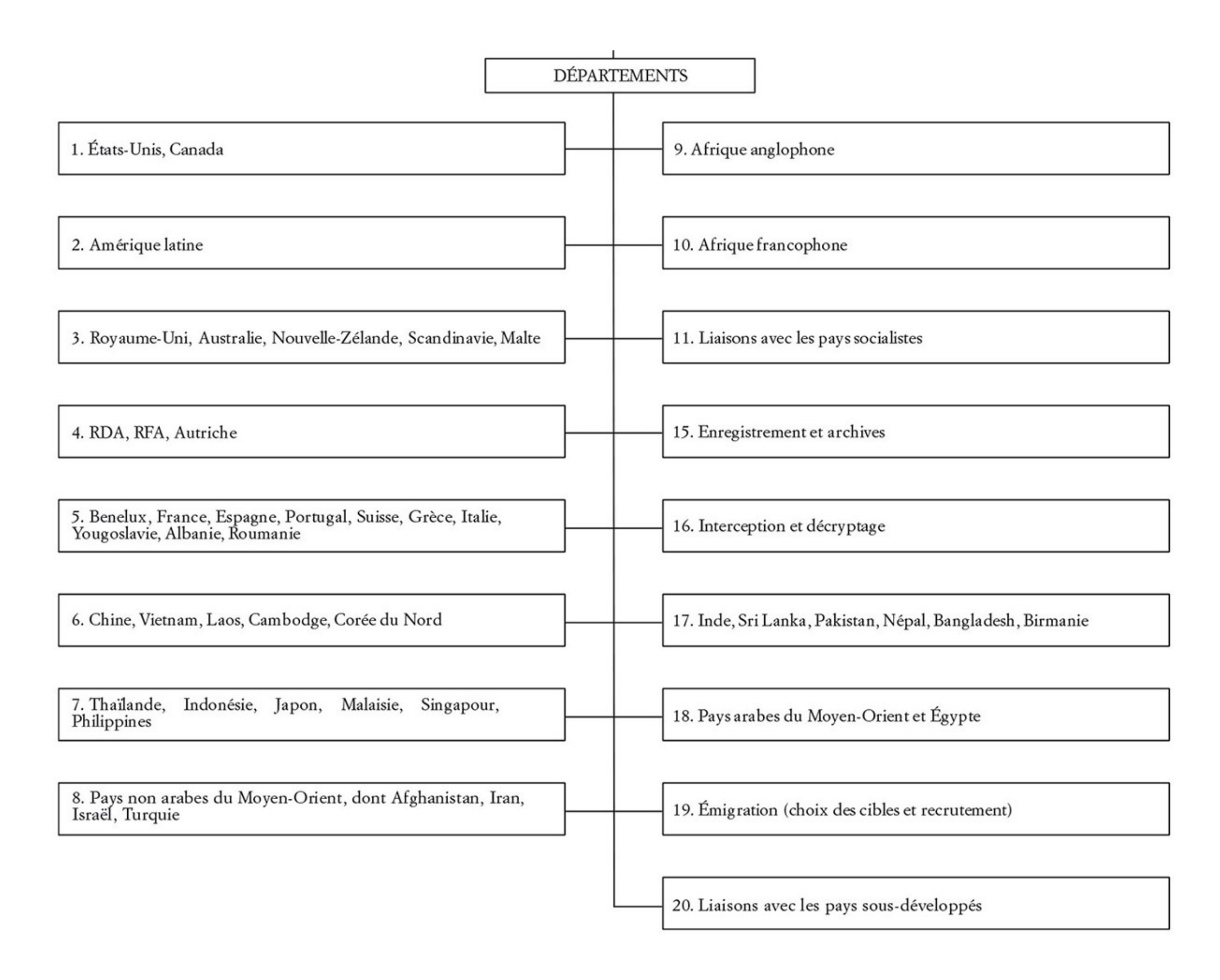


3. L'organisation du KGB.

Sources : D. Ball et R. Windren, « Soviet Signals Intelligence (Signit) : Organisation and Management », *Intelligence and National Security*, vol. 4 (1989), n° 4 ; Ch. Andrew et

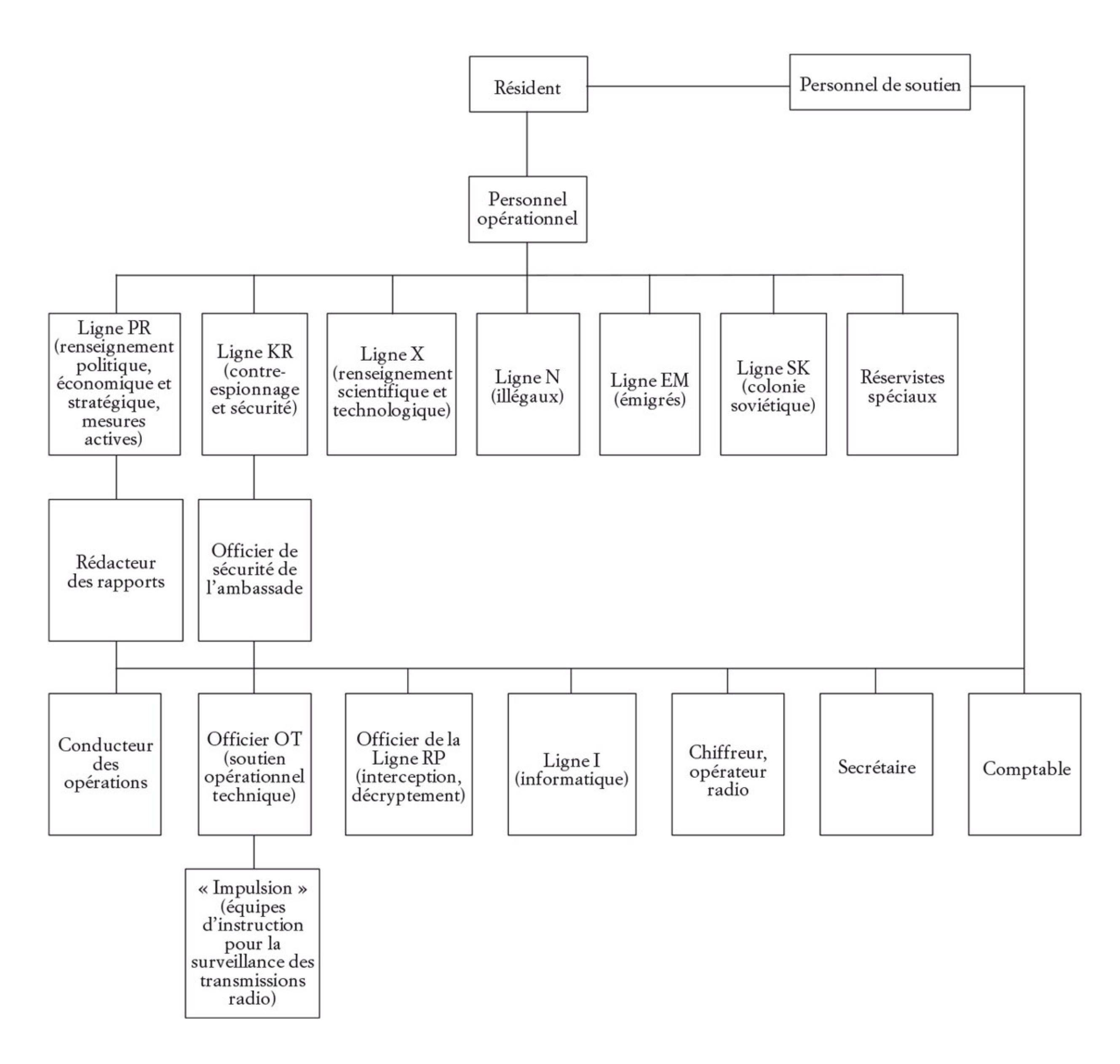
O. Gordievsky, *Le KGB dans le monde* (1991) et Mitrokhine.





4. L'organisation de la PGU.

Sources : D. Ball et R. Windren, *op. cit.* ; Ch. Andrew et O. Gordievsky, *Le KGB dans le monde* (1991) et Mitrokhine.



5. L'organisation d'une résidence du KGB.

Sources : D. Ball et R. Windren, *op. cit*. ; Ch. Andrew et O. Gordievsky, *Le KGB dans le monde* (1991) et Mitrokhine.

DIRECTEUR

DIRECTIONS

PREMIÈRE (EUROPE)

DEUXIÈME (AMÉRIQUE DU NORD, AMÉRIQUE DU SUD, ROYAUME-UNI, AUSTRALIE, NOUVELLE-ZÉLANDE)

TROISIÈME (ASIE)

QUATRIÈME (AFRIQUE)

CINQUIÈME (INTELLIGENCE OPÉRATION-NELLE

SIXIÈME (RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES)

SEPTIÈME (OTAN)

HUITIÈME (PAYS PARTICULIERS)

NEUVIÈME (TECHNOLOGIE MILITAIRE)

DIXIÈME (ÉCONOMIE MILITAIRE)

ONZIÈME (IDÉOLOGIE, ARMEMENT)

DOUZIÈME

DIVERS DIRECTIONS ET DÉPARTEMENTS

DIRECTION DU RENSEIGNEMENT SPATIAL

DIRECTION DU PERSONNEL

DIRECTION TECHNIQUE OPÉRATIONNELLE

DIRECTION TECHNIQUE ADMINISTRATIVE

DIRECTION DES RELATIONS INTERNATIONALES

DÉPARTEMENT POLITIQUE

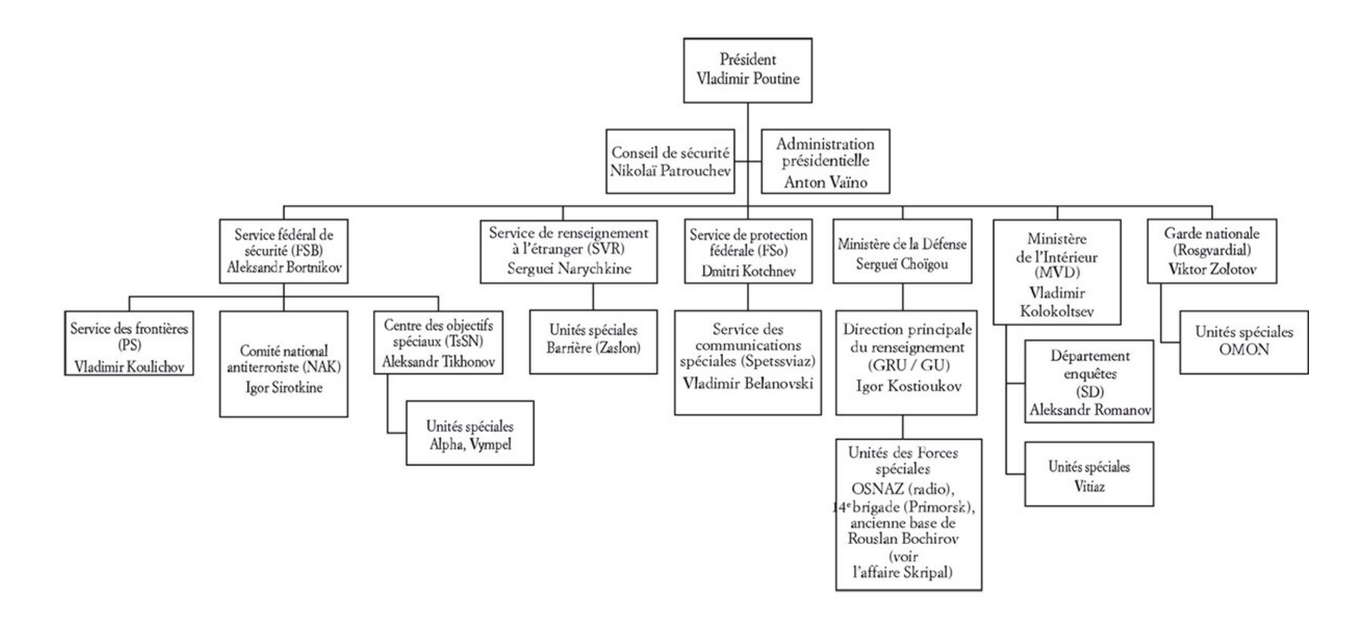
DÉPARTEMENT DES ARCHIVES

INSTITUT DU RENSEIGNEMENT

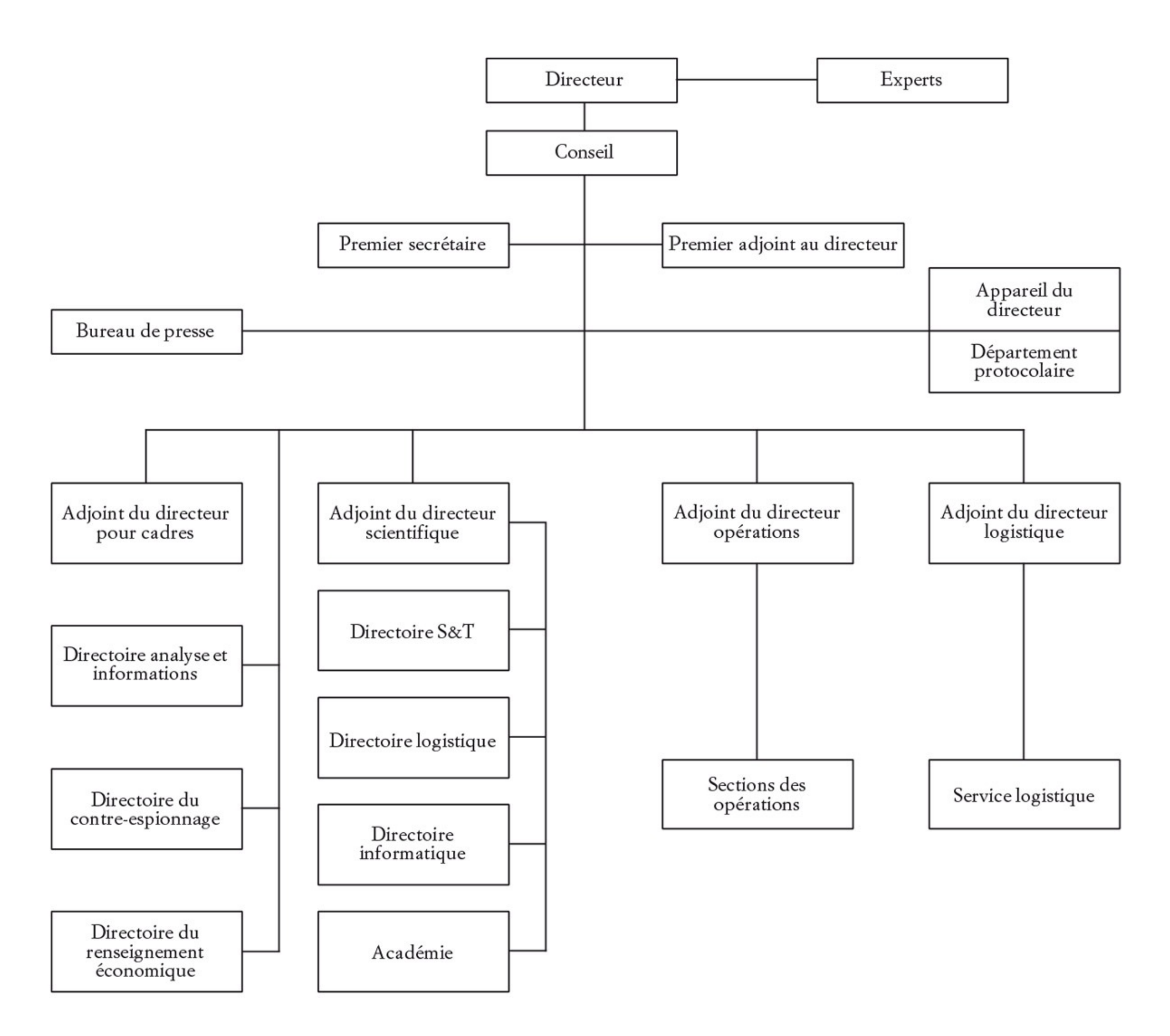
INFORMATION DU POSTE DE COMMANDEMENT

6. L’organisation de la GRU.

Source : Polmar et Allen : 276.



7. L’organisation simplifiée du renseignement russe.



8. L’organisation du SVR.

Source : http://svr.gov.ru/svr_today/struk_sh.htm.

Chronologie

Période tsariste

1565 : Opritchnina et Département d'ambassade.

1654 : Département des affaires secrètes.

1686 : Département Preobrajenski (officialisé en 1702). En 1726, il prend le nom de « Chancellerie Preobrajenski ».

1717 : Collège des Affaires étrangères.

1718 : Chancellerie secrète.

1726 : Haut Conseil secret (Verkhovny tainy soviet).

1731 : Chancellerie des affaires secrètes et criminelles.

1762 : Expédition spéciale (puis secrète) près le Sénat.

1802 : ministère des Affaires étrangères et ministère de l'Intérieur.

1807 : Comité de la sécurité générale.

1810 : ministère de Police (réintègre le ministère de l'Intérieur en 1819).

1811 : Chancellerie spéciale au sein du ministère de Police, puis au sein de l'Intérieur.

1812 : Haute Police militaire (premier ancêtre de la GRU).

1826 : IIIe section de la Chancellerie particulière de Sa Majesté l'Empereur.

1863 : GUGCh (Direction principale de l'état-major) au sein de l'Armée russe, qui comprend une section du renseignement.

1866 : section pour la préservation de l'ordre public et de la tranquillité de la capitale (Saint-Pétersbourg), ancêtre de l'Okhrana.

1880 : département de la police d'État.

1880-1902 : diffusion des filiales du département de la police d'État en province et à l'étranger, sous le nom de « sections de sûreté », abrégées en Okhrana. Le département de police est surnommé « l'Okhranka ».

1903 : nouvelle réorganisation de l'état-major de l'armée russe. Création de la section du renseignement du département principal qui prend après 1905 le nom de Section municipale de contre-espionnage de Saint-Pétersbourg.

Juin 1916 : l'offensive Broussilov est le fruit d'une réforme du renseignement militaire.

Période soviétique

1917 : Tchéka.

1918 : Bureau des enregistrements du Quartier général opérationnel, ancêtre de la GRU.

1920 : INO.

1921 : Razvedoupr (Direction du renseignement de l'état-major de l'Armée rouge). Disparaît en 1947, renaît en 1949.

1922 : GPU du NKVD.

1923 : OGPU.

1934 : GUGB du NKVD.

1936 : l'INO devient le 7e département du GUGB du NKVD.

1942 : GRU.

1943 : NKGB.

1946 : MGB.

1947-1951 : KI du Conseil des ministres d'URSS, puis KI du MID d'URSS en 1949.

1954 : KGB près le Conseil des ministres d'URSS.

1954 : PGU du KGB.

1959 : service de désinformation du KGB (d'abord appelé « département D », puis « service A » en 1962).

1963 : suite à l'affaire Penkovski, la GRU s'émancipe de l'état-major et devient la GRU d'URSS.

1970 : section de contre-espionnage à l'étranger de la PGU (devient la direction K en 1972).

1978 : KGB d'URSS.

22 octobre 1991 : le KGB d'URSS est divisé en Service inter-républicain de sécurité (MSB) et Service central du renseignement d'URSS (TsSR). La réorganisation est inscrite dans la loi le 3 décembre.

Période postsoviétique

18 décembre 1991 : le TSsR est remplacé par le SVR de la RSFSR, puis SVR de la Fédération de Russie. Le MSB fusionne avec le ministère de la Sécurité et des Affaires intérieures de la RSFSR.

3 avril 1995 : FSB. Création de la « Journée du Tchékiste », célébrée le 20 décembre.

12 octobre 2000 : création de la journée de l'agent du renseignement militaire, célébrée le 5 novembre.

Juillet 2006 : adoption d'une loi sur la lutte contre le terrorisme autorisant les services secrets à éliminer physiquement les opposants à l'étranger. Une directive secrète du FSB en ce sens a été promulguée en réalité en mars 2003.

2009 : après le départ de Valentin Korabelnikov, en poste depuis 1997, une cure d'amaigrissement sans précédent touche la GRU, qui devient la GU en 2010.

9 décembre 2010 : une plaque à la mémoire de Kim Philby est apposée sur la façade du SVR.

Mai 2014 : révélations sur l'existence de l'Internet Research Agency, surnommée « Ferme des Trolls », basée à Saint-Pétersbourg, publiées par Anonymous International.

2 novembre 2018 : lors du centenaire du renseignement militaire, Poutine propose de redonner à la GU son ancien nom, la GRU.

Avril 2019 : arrestation de Kirill Tcherkaline, un colonel du FSB inculpé pour des faits de corruption graves. Dans son appartement, les enquêteurs mettent la main sur 12 milliards de roubles en liquide. On découvrira plus tard que Tcherkaline dirigeait un réseau occulte au sein du FSB.

20 novembre 2019 : la Douma adopte en seconde lecture l'amendement à la loi de 2012 sur les « agents de l'étranger ». Comme aux États-Unis, où existe depuis longtemps une législation similaire (mais bien moins draconienne), la justice russe peut désormais inculper des personnes physiques pour « lobbying politique au profit d'une puissance étrangère ».

Index

Du même auteur

Par-delà le Mur. La culture de guerre froide soviétique entre deux détentes, Complexe, 2009.
Russie. Dictionnaire d'histoire et de civilisation, Ellipses, 2010.
La Chute de l'Union soviétique (1982-1991), Tallandier, 2011.
Russie, réformes et dictatures (1953-2016), Perrin, coll. « Tempus », 2017.
Brejnev, Perrin, 2020.

Traductions

Richard Pipes, *Histoire de la Russie des tsars* (titre original : *Russia under the Old Regime*), Perrin, 2013, rééd. coll. « Tempus », 2017.
Dominic Lieven, *La Fin de l'Empire des tsars* (titre original : *Towards the Flame*), Syrtes, 2015.

TEXTO

COLLECTION FONDÉE PAR JEAN-CLAUDE ZYLBERSTEIN

Annexion de la Crimée, ingérence dans les élections américaines, empoisonnement de Sergueï Skripal : les services secrets russes sont bel et bien de retour. Mais, au fond, sont-ils vraiment partis ?

Du « parapluie bulgare » au Novitchok, de l'espionnage atomique à la cyberguerre, du KGB au FSB, Andreï Kozovoï brosse une vaste fresque peuplée d'agents aux multiples facettes, lesquels ont acquis au fil des ans une expérience sans équivalent, mais aussi un considérable pouvoir de nuisance. Pilier du régime, les services secrets permettront-ils à Vladimir Poutine de maîtriser le monde ou seront-ils le monstre de Frankenstein qui provoquera sa chute ?

Andreï Kozovoï est maître de conférences à l'Université de Lille. Il est notamment l'auteur de *Russie, réformes et dictatures* (2017).

ÉDITION REVUE, ENRICHIE ET ACTUALISÉE

« Le culte du secret a de beaux jours devant lui en Russie, dans la vie comme dans les têtes. »
Andreï Kozovoï



www.tallandier.com
Couverture : Siège du FSB, place de la Loubianka, Moscou.
© Victor Korchenko / Alamy Stock Photo
ISBN 979-10-210-4265-0 / Imp. en France 02.20

12,90 €